

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

2e Législature, 2e Session

1872

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec
Journal des Débats
1976

TABLE DES MATIERES

Table des matières.....	III
Députés de l'Assemblée législative.....	IV
Membres du Conseil exécutif.....	VII
Table des séances.....	VIII
Débats.....	1
Index	
Index des participants.....	285
Index des sujets.....	303

Députés

Bachand, Pierre
 Beaubien, Louis
 Bellerose, Joseph-Hyacinthe
 Bellingham, Sydney Robert
 Blanchet, Joseph-Goderic
 Brigham, Josiah Sandford
 Cartier, Sir George-Etienne
 Cassidy, Francis
 Cauchon, Joseph-Edouard
 Chapleau, Joseph-Adolphe
 Chauveau, Alexandre
 Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier
 Daigle, Joseph
 David, Ferdinand
 De Beaujeu, Raoul Saveuse
 Dorion, Joseph-Adolphe
 Dugas, Firmin
 Eddy, Ezra Butler
 Esinhart, Andrew
 Fortin, Pierre
 Fournier, Télesphore
 Gagnon, Adolphe
 Gendron, Pierre-Samuel
 Gérin, Elzéar
 Gill, Charles
 Hearn, John
 Holton, Luther Hamilton
 Houde, Moïse
 Irvine, George
 Joly, Henri-Gustave
 Laberge, Edouard
 Lafontaine, Laurent-David
 Laframboise, Maurice
 Lalonde, Emery
 Langevin, Hector-Louis
 Larochelle, Napoléon
 LaRocque, Gédéon
 LaRue, Praxède
 Laurier, Wilfrid
 Lavallée, Vincent-Paul
 LeCavalier, Narcisse-Maximilien
 Locke, Thomas
 Lynch, William Warren
 Mailloux, Elie
 Malhiot, Henri-Gédéon
 Marchand, Félix-Gabriel
 Méthot, François-Xavier-Ovide
 Molleur, Louis
 Ouimet, Gédéon
 Pelletier, Onésime
 Peltier, Onulphe
 Picard, Jacques
 Poupore, John
 Pozer, Christian Henry
 Rhéaume, Jacques-Philippe
 Robert, Victor
 Robertson, Joseph Gibb
 Robitaille, Théodore
 Roy, Charles-François
 Sanders, Thomas
 Sawyer, William
 Sylvestre, Louis
 Tremblay, Pierre-Alexis
 Trudel, François-Xavier-Anselme
 Verreault, Pamphile-Gaspard

Circonscriptions

Saint-Hyacinthe
 Hochelaga
 Laval
 Argenteuil
 Lévis
 Missisquoi
 Beauharnois
 Montréal-Ouest
 Montmorency
 Terrebonne
 Rimouski
 Québec-Comté
 Verchères
 Montréal-Est
 Soulanges
 Richelieu
 Montcalm
 Ottawa
 Laprairie
 Gaspé
 Montmagny
 Charlevoix
 Bagot
 Saint-Maurice
 Yamaska
 Québec-Ouest
 Montréal-Centre
 Maskinongé
 Mégantic
 Lotbinière
 Châteauguay
 Napierville
 Shefford
 Vaudreuil
 Québec-Centre
 Dorchester
 Chambly
 Portneuf
 Drummond-Arthabaska
 Joliette
 Jacques-Cartier
 Stanstead
 Brome
 Témiscouata
 Trois-Rivières
 Saint-Jean
 Nicolet
 Iberville
 Deux-Montagnes
 Bellechasse
 L'Assomption
 Richmond-Wolfe
 Pontiac
 Beauce
 Québec-Est
 Rouville
 Sherbrooke
 Bonaventure
 Kamouraska
 Huntingdon
 Compton
 Berthier
 Chicoutimi-Saguenay
 Champlain
 L'Islet

Circonscriptions

Argenteuil
 Bagot
 Beauce
 Beauharnois
 Bellechasse
 Berthier
 Bonaventure
 Brome
 Chambly
 Champlain
 Charlevoix
 Châteauguay
 Chicoutimi-Saguenay
 Compton
 Deux-Montagnes
 Dorchester
 Drummond-Arthabaska
 Gaspé
 Hochelaga
 Huntingdon
 Iberville
 Jacques-Cartier
 Joliette
 Kamouraska
 L'Assomption
 L'Islet
 Laprairie
 Laval
 Lévis
 Lotbinière
 Maskinongé
 Mégantic
 Missisquoi
 Montcalm
 Montmagny
 Montmorency
 Montréal-Centre
 Montréal-Est
 Montréal-Ouest
 Napierville
 Nicolet
 Ottawa
 Pontiac
 Portneuf
 Québec-Centre
 Québec-Comté
 Québec-Est
 Québec-Ouest
 Richelieu
 Richmond-Wolfe
 Rimouski
 Rouville
 Saint-Hyacinthe
 Saint-Jean
 Saint-Maurice
 Shefford
 Sherbrooke
 Soulanges
 Stanstead
 Témiscouata
 Terrebonne
 Trois-Rivières
 Vaudreuil
 Verchères
 Yamaska

Députés

Bellingham, Sydney Robert
 Gendron, Pierre-Samuel
 Pozer, Christian Henry
 Cartier, Sir George-Etienne
 Pelletier, Onésime
 Sylvestre, Louis
 Robitaille, Théodore
 Lynch, William Warren
 LaRocque, Gédéon
 Trudel, François-Xavier-Anselme
 Gagnon, Adolphe
 Laberge, Edouard
 Tremblay, Pierre-Alexis
 Sawyer, William
 Ouimet, Gédéon
 Larochelle, Napoléon
 Laurier, Wilfrid
 Fortin, Pierre
 Beaubien, Louis
 Sanders, Thomas
 Molleur, Louis
 LeCavalier, Narcisse-Maximilien
 Lavallée, Vincent-Paul
 Roy, Charles-François
 Peltier, Onulphe
 Verreault, Pamphile-Gaspard
 Esinhart, Andrew
 Bellerose, Joseph-Hyacinthe
 Blanchet, Joseph-Goderic
 Joly, Henri-Gustave
 Houde, Moïse
 Irvine, George
 Brigham, Josiah Sandford
 Dugas, Firmin
 Fournier, Télesphore
 Cauchon, Joseph-Edouard
 Holton, Luther Hamilton
 David, Ferdinand
 Cassidy, Francis
 Lafontaine, Laurent-David
 Méthot, François-Xavier-Ovide
 Eddy, Ezra Butler
 Poupore, John
 LaRue, Praxède
 Langevin, Hector-Louis
 Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier
 Rhéaume, Jacques-Philippe
 Hearn, John
 Dorion, Joseph-Adolphe
 Picard, Jacques
 Chauveau, Alexandre
 Robert, Victor
 Bachand, Pierre
 Marchand, Félix-Gabriel
 Gérin, Elzéar
 Laframboise, Maurice
 Robertson, Joseph Gibb
 De Beaujeu, Raoul Saveuse
 Locke, Thomas
 Mailloux, Elie
 Chapleau, Joseph-Adolphe
 Malhiot, Henri-Gédéon
 Lalonde, Emery
 Daigle, Joseph
 Gill, Charles

L'HONORABLE NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec****Membres du Conseil exécutif**

L'honorable Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre, secrétaire, registraire et ministre de l'Instruction publique

L'honorable Gédéon Ouimet, procureur général

L'honorable Joseph-Octave Beaubien, commissaire des Terres de la couronne

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, président du Conseil législatif

L'honorable George Irvine, solliciteur général

L'honorable Louis Archambault, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Joseph Gibb Robertson, trésorier

Séance du 7 novembre 1872	1
Séance du 8 novembre 1872	4
Séance du 11 novembre 1872	11
Séance du 12 novembre 1872	16
Séance du 13 novembre 1872.....	20
Séance du 15 novembre 1872	27
Séance du 18 novembre 1872	31
Séance du 19 novembre 1872	34
Séance du 20 novembre 1872	39
Séance du 21 novembre 1872	44
Séance du 22 novembre 1872	60
Séance du 25 novembre 1872	68
Séance du 26 novembre 1872	73
Séance du 27 novembre 1872	80
Séance du 28 novembre 1872	84
Séance du 29 novembre 1872	88
Séance du 2 décembre 1872	112
Séance du 3 décembre 1872	123
Séance du 4 décembre 1872	128
Séance du 5 décembre 1872	137
Séance du 6 décembre 1872	147
Séance du 9 décembre 1872	157
Séance du 10 décembre 1872	166
Séance du 11 décembre 1872	174
Séance du 12 décembre 1872	180
Séance du 13 décembre 1872	187
Séance du 14 décembre 1872	200
Séance du 16 décembre 1872	204
Séance du 17 décembre 1872	212
Séance du 18 décembre 1872	223
Séance du 19 décembre 1872	234
Séance du 20 décembre 1872	249
Séance du 21 décembre 1872	256
Séance du 23 décembre 1872	268
Séance du 24 décembre 1872	278

Séance du 7 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Message du lieutenant-gouverneur:

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme, huissier de la verge noire.

Monsieur l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent dans la salle des séances du Conseil législatif, pour ensuite revenir dans la salle des séances de l'Assemblée législative.

Représentant de Rimouski

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu l'avis ci-après d'une vacance survenue dans la représentation de la division électorale de Rimouski et qu'il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député à l'effet de représenter ladite division électorale dans le présent Parlement.

A l'honorable J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon mandat et mon siège comme représentant et député du comté de Rimouski, dans la Chambre d'assemblée législative de la province de Québec, et qu'il vous est loisible d'émaner un bref d'élection pour un nouveau député pour ledit comté, quand il vous plaira. Dès maintenant, je ne me considère plus comme le député et le représentant dudit comté de Rimouski.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,
L.-H. GOSSELIN

Québec, le 29 mars 1872

Fait et signé en notre présence

Par L.-H. Gosselin,

Ce vingt-neuvième jour de mars mil huit cent soixante-douze, à Québec, cité de Québec

Témoins

H.-C. Pelletier, avocat

W. T. Miller, avocat

M. L'ORATEUR: Informe alors la Chambre que le greffier a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant :

Canada,
province de Québec

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie

Québec, 25 mai 1872

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du deuxième jour d'avril dernier, émis par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à A. Elzéar Gauvreau, écuyer, registrateur, officier rapporteur ex officio, pour l'élection d'un député pour représenter la division électorale de Rimouski dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement, en remplacement de Louis-Honoré Gosselin, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale de Rimouski, a résigné son mandat, Alexandre Chauveau, écuyer, a été rapporté comme étant dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du troisième jour de mai courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-H. Huot,
Greffier de la couronne en chancellerie
G.M. Muir, écr.,
Greffier de l'Assemblée législative

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1871: L'Hospice de Notre-Dame de l'Assomption, l'asile des aliénés de Saint-Jean, la Société bienveillante des dames de Montréal, la Maison protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal, et l'Hôpital des dames Ursulines des Trois-Rivières, et des institutions suivantes pour l'année 1872: L'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, Pouvoir Sainte-Geneviève à Saint-Hyacinthe, l'Asile des Orphelins catholiques romains de Montréal, l'Institution protestante des sourds et muets et des aveugles, et la Compagnie du Richelieu. (Documents de la session no 5.)

Bibliothèque

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

A l'honorable Chambre d'assemblée:

Le conservateur de la bibliothèque de la Législature, par son présent rapport, expose humblement:

Que l'octroi libéral de \$5,000 accordé à la bibliothèque, l'an dernier, a permis à votre bibliothécaire d'enrichir d'ouvrages fort précieux sur les sciences et l'histoire le département confié à ses soins;

Parmi ces derniers ouvrages, l'honorable Chambre remarquera avec plaisir les "Oeuvres de Champollion et de Cuvier".

La "description de l'Égypte", cette oeuvre superbe appelée le "Grand Ouvrage d'Égypte", qui ne comprend pas moins de 9 vol. fol. de texte, et onze vol. grand folio de planches, se trouve aussi dans votre bibliothèque aujourd'hui.

Cependant, votre bibliothécaire s'est surtout efforcé de vous procurer les publications les plus récentes.

Le nombre de volumes achetés depuis la dernière session est de 1,271, ce qui porte le nombre total des livres de la bibliothèque à 8,289, sans compter 3,175 journaux et statuts.

Il reste encore au crédit de la bibliothèque une somme de \$1,119.70 pour payer l'impression du catalogue, qui a été nécessairement retardée jusqu'ici, et pour subvenir aux dépenses courantes d'ici à l'expiration de l'année fiscale.

Votre bibliothécaire croit qu'il est de son devoir de se plaindre du peu d'empressement que mettent à rendre les livres plusieurs des personnes qui ont de droit ou par faveur accès à la bibliothèque.

Le tout respectueusement soumis,

Pamphile LeMay
bibliothécaire

Compagnie des mines de charbon
et des pêcheries de Gaspé

M. L'ORATEUR: Communique aussi à la Chambre la lettre suivante:

BRITISH MUSEUM, 6 avril 1871

Monsieur, j'ai reçu ordre des syndics du British Museum d'accuser réception d'une réponse à une adresse de l'Assemblée législative de la province de Québec, au sujet du rachat fait par le gouvernement des terres de la Compagnie des mines de charbon et des pêcheries de Gaspé, que la Législature de Québec a eu la bonté de lui adresser.

Je vous prie de vouloir bien offrir aux membres de la Législature l'expression des meilleurs remerciements des syndics du British Museum, pour ce don généreux.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur.

J. Winter Jones,
bibliothécaire

Au greffier de l'Assemblée législative, Québec

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Accordé.

Discours du trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Excellence d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, laquelle il lit à la Chambre comme suit:

Honorables messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue à l'ouverture de cette seconde session du second Parlement Provincial.

Vous avez pendant les sessions précédentes considéré les sujets de la législation les plus urgents et au grand nombre de lois dues aux régimes qui ont précédé celui de la Confédération vous en avez ajouté d'autres dont le besoin vous a paru évident.

Dans la distribution des pouvoirs législatifs entre le Parlement fédéral et les Législatures locales, il devait nécessairement se trouver des points de contact; dans plusieurs cas, les deux gouvernements se sont entendus pour prévenir les conflits qui pouvaient en résulter, mais il est arrivé que les cours de justice dans cette province ont virtuellement mis de côté des lois qui n'avaient pas été désavouées par le gouvernement fédéral, et mon gouvernement a cru, dans l'intérêt de tous, devoir faire en sorte que les questions constitutionnelles ainsi soulevées fussent soumises à la décision du plus haut tribunal de l'Empire.

Un projet de loi touchant l'élection des membres de l'Assemblée législative sera soumis à votre considération, ainsi qu'un autre projet pour faciliter la décision des contestations qui auront lieu sur la validité de ces élections.

Vous serez appelés à suppléer à ce qui peut manquer dans notre système de judicature pour compléter la décentralisation judiciaire.

La législation que vous avez faite au sujet des chemins de fer et des chemins à lisses de colonisation a porté ses fruits et vous devez avoir vu avec plaisir que plusieurs grandes entreprises favorisées par des subsides et des octrois de terres sont en voie de réalisation.

Des efforts considérables ont été faits par le gouvernement de la province pour la colonisation, de nombreux et importants chemins ont été construits et les émigrés de l'Europe commencent à se diriger en plus grand nombre vers cette province et à s'y fixer. Le subside libéral

que le gouvernement fédéral a mis à notre disposition pour l'immigration devra nous engager à continuer nos démarches et à rivaliser sous ce rapport avec les autres provinces.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics seront soumis à votre examen et les subsides ordinaires vous seront demandés pour les diverses branches du service public, ainsi que pour la bienfaisance publique, les chemins de colonisation et l'instruction publique.

Certaines parties de la province ayant souffert considérablement par l'insuffisance de la récolte l'année dernière, le gouvernement a cru devoir venir en aide aux cultivateurs par des prêts d'argent. Vous serez appelés à ratifier les octrois qui ont été faits d'urgence pour cet objet.

Vous apprendrez sans doute avec plaisir que, malgré ces dépenses imprévues et quoique des sommes considérables aient été payées pour les chemins à lisses de colonisation, la balance entre les mains du trésorier de la province au premier juillet dernier était même un peu plus considérable que celle de l'année dernière à cette époque.

Il vous sera aussi proposé de renouveler l'appropriation qui a été faite l'année dernière pour permettre au gouvernement de faire défendre les droits de cette province devant le Conseil privé contre la prétendue sentence arbitrale rendue au sujet des dettes de l'ancienne province du Canada.

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je ne doute pas que vous n'accordiez l'attention la plus sérieuse aux diverses mesures d'intérêt public ou local qui vous seront soumises et qu'avec la sagesse et la modération qui vous ont distingués jusqu'ici vous ne vous acquittiez, avec l'aide de la Divine Providence de la tâche importante qui vous est confiée de manière à augmenter la prospérité de cette province.

Réponse au discours du trône

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération demain.

Adopté.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose les résolutions suivantes:

Impression des travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que

les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer. Adopté.

Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants: 1 les privilèges et élections; 2 les ordres permanents; 3 les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières; 4 les divers bills privés; 5 les lois expirantes; 6 les dépenses contingentes; 7 les impressions; 8 les comptes publics; 9 l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Que, s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'ensuivront et, si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Que, s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre ou a cherché à l'être par corruption et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption, et à ces intrigues et à ces menées.

Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée législative dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre. Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Holton, M. Bellerose, M. Bellingham, M. Joly, M. Bachand, M. Brigham et M. Fortin, composent ledit comité. Adopté.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition des Soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'hospice de la Maternité de Montréal.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 8 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Robitaille, la pétition du révérend J.-O. Perron et autres, de la Pointe-aux-Esquimaux.

Par M. Sawyer, la pétition de Laurent Bélanger et autres, de la paroisse de Saint-Romain-de-Winslow.

Par M. Roy, la pétition des Soeurs de la Charité de l'hospice Saint-Joseph, de Sainte-Anne-de-Lapocatière, comté de Kamouraska.

Elections de L'Islet

M. C. GILL (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Rouville (M. V. Robert), que le comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de L'Islet ait la permission de s'ajourner jusqu'à lundi prochain, le onzième jour de novembre courant, à dix heures a.m., du consentement des parties. Adopté.

Ajournement

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de cinq minutes.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Reprise de la séance à trois heures quarante-cinq.

Réponse au discours du trône

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): En me levant, Monsieur l'Orateur, pour proposer qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours lors de l'ouverture de la seconde session du second Parlement de la province de Québec, je crois devoir réclamer l'indulgence de cette Chambre pour les quelques remarques qui doivent nécessairement accompagner ma motion. Je regrette que les usages établis n'aient pas permis de confier à des mains plus habiles, à une voix éloquente comme il s'en trouve tant dans cette Chambre, cette charge toujours honorable, mais quelquefois embarrassante. En retour de l'indulgence que je m'attends à rencontrer de la part de tant d'honorables représentants sur la sympathie desquels je crois pouvoir compter, je ne pourrai mieux prouver ma reconnaissance qu'en étant clair et surtout court dans mes remarques.

Monsieur l'Orateur, bien que les auteurs de la Confédération, si je puis me servir de ce mot

pour désigner ceux qui ont posé les bases et rédigé la constitution actuelle, aient apporté le plus grand soin à prévenir les conflits possibles entre les différents gouvernements que devait former l'union de toutes les provinces britanniques du Nord, il ne pouvait se faire autrement que certaines mesures, certaines attributions, certains pouvoirs fussent laissés en litige entre le gouvernement fédéral et les Législatures de chaque province; c'était en prévision de ces conflits qu'il fut décidé que le gouvernement fédéral, composé des hommes les plus éminents des différentes provinces, aurait un droit de veto, un droit de désaveu sur celles des mesures passées par les Législatures locales qui lui sembleraient excéder les pouvoirs confiés à ces Législatures. Je ne m'appuierai pas seulement sur mon peu de connaissance et d'expérience pour affirmer ici que l'Assemblée législative de cette province a toujours su légiférer seulement sur les matières qui étaient de son ressort, car j'ai pour confirmer cette opinion le fait que jamais le gouvernement fédéral, le seul juge que l'Acte de Confédération ait établi pour décider cette question, n'a cru devoir intervenir et opposer son droit de veto à aucune loi passée par cette Législature et, lorsqu'il s'est élevé des difficultés, elles ont été réglées par entente entre les deux gouvernements. Aussi, je ne doute pas que cette Chambre, justement jalouse de ses privilèges, verra avec plaisir la position prise par le gouvernement dans la cause à laquelle Son Excellence fait allusion.

Si les tribunaux avaient le droit de décider eux-mêmes de la constitutionnalité des actes de cette Chambre, ils auraient dès lors pour cela une juridiction concurrente avec le gouvernement fédéral. Or, supposons le cas où ces deux juridictions décideraient dans un sens opposé l'une à l'autre! A qui obéir? Quelle décision suivre? Il vaut donc mieux, bien que l'acte déclaré inconstitutionnel par la cour d'Appel soit au fond de peu d'importance, que cette question soit de suite décidée par le plus haut tribunal auquel il nous soit permis d'en appeler.

Depuis longtemps, Monsieur l'Orateur, dans tous les cercles politiques, on agite la question d'un changement dans les lois électorales; tous les partis seront ainsi heureux d'apprendre qu'un projet de loi doit nous être soumis dans ce sens et, s'il peut y avoir division sur les clauses de la nouvelle loi, nous serons du moins tous unanimes à reconnaître la nécessité d'un tel changement. Profitant de l'expérience que nous a donnée le fonctionnement de la nouvelle loi électorale de la province d'Ontario, ainsi que des modifications et changements faits par le gouvernement fédéral aux anciennes lois d'élection, nous pourrions réussir à faire disparaître par cette législation les désordres qui trop souvent, sous la loi actuelle, accompagnent les élections, tout en laissant au peuple la liberté la plus complète. Comme les dernières élections pour les Communes ont prouvé qu'une seule journée était suffisante pour enregistrer toutes

les voix, il est à espérer que le gouvernement adoptera cette mesure qui, tout en ayant l'avantage de réduire de près de moitié les dépenses qu'il est obligé de faire pour les officiers rapporteurs, leurs assistants, les maisons de polls, contribuera aussi à faire disparaître cet état d'excitation qui s'empare de nos villes et de nos campagnes en temps d'élection et qui est loin de profiter à ces populations. Une autre mesure qui aurait le même effet serait de fixer les élections de toutes les différentes divisions électorales au même jour. La question qui fait le sujet de la résolution suivante est pour bien dire le complément de celle qui précède : jusqu'à ce jour, les contestations d'élection soumises à des comités de la Chambre ont souvent eu, entre autres mérites pour le député siégeant, celui de durer tout un Parlement. L'on peut expliquer ces retards par l'absence d'un membre du comité, l'absence d'un témoin du représentant d'une des parties et une foule d'autres raisons que les intéressés à retarder les procédures savent toujours faire surgir; puis, vient l'ajournement et souvent, à la session suivante, une partie de l'ouvrage déjà fait à la dernière doit être recommencée de nouveau. Ce sera donc le devoir de cette Chambre de décider si elle doit, sans se départir entièrement de ses fonctions judiciaires, adopter une nouvelle loi qui facilitera les travaux d'un comité d'élection en hâtant les procédures et fera rendre justice aux intéressés dans un plus court délai que précédemment, ou si elle doit remettre, comme on l'a fait dans une autre province, tous ses pouvoirs aux tribunaux civils.

La nécessité de compléter notre système judiciaire forme la quatrième mesure que nous annonce le discours de Son Excellence.

Lorsqu'un de nos premiers hommes publics dont tous les honorables députés de cette Chambre regrettent, je n'en doute pas, l'absence pour cause de santé, lorsque Sir George Cartier (on me permettra de le nommer) commença la formation de nouveaux districts judiciaires, la population était beaucoup moins considérable qu'elle ne l'est actuellement; les affaires, par là même, étaient beaucoup moins nombreuses et surtout moins importantes; un seul juge pouvait à la rigueur suffire pour deux ou trois districts; mais, maintenant, Monsieur l'Orateur, que le commerce, l'industrie, la spéculation ont pénétré dans les endroits les plus reculés de notre province, maintenant que chaque comté possède sa ville et plusieurs centres d'affaires, il est impossible dans certains cas à un même juge d'administrer la justice dans plusieurs districts, sans négliger plusieurs de ses devoirs. Il y a même certains districts où un juge ne suffirait pas, vu l'étendue du pays qu'il est appelé à parcourir pour les circuits, et où la nomination de magistrats stipendiaires serait encore nécessaire. Il y a longtemps Monsieur l'Orateur que l'administration de la justice dans les districts ruraux souffre de cet état de choses et il est grandement à désirer que chaque district ob-

tienne non seulement la nomination d'un juge, mais encore d'un juge résidant.

L'Acte de la Confédération qui contenait l'obligation de relier entre elles toutes les provinces par le chemin de fer Intercolonial a été le signal d'une nouvelle impulsion pour la construction de chemins de fer et de chemins à lisses de bois. Pendant les cinq dernières sessions, de nombreuses demandes d'incorporation ont été faites par des compagnies qui, en même temps, demandaient de l'aide sous forme d'octrois de terres publiques ou de sommes d'argent. Grâce à la libéralité du gouvernement dont la politique sur ce sujet a été approuvée de tous les partis, nous avons maintenant, Monsieur l'Orateur, la consolation de voir un grand nombre de ces chemins en voie de construction et quelques-uns même à la veille d'être terminés. Le principal d'entre eux, le chemin de fer du Nord, est déjà sous contrat et nul doute qu'à une prochaine session nous aurons le plaisir d'en voir une grande partie terminée et c'est avec plaisir que je ferai remarquer que le succès est presque entièrement dû à l'un des membres de cette Chambre. Je viens de dire que cette politique de chemins de fer avait reçu l'approbation générale; c'est que partout l'on a compris l'importance de relier les grands centres entre eux, de rendre les communications plus rapides et plus faciles, de diminuer le coût de transport des objets de manufacture et de commerce. La construction de ces chemins était non seulement utile et importante, mais nécessaire pour l'avancement de notre province; mais maintenant que cette Législature a accompli son devoir, pendant que ces chemins se termineront sous la surveillance des compagnies qui s'en sont chargées, nous devons, suivant moi, Monsieur l'Orateur, nous occuper tout particulièrement d'un autre genre de chemins sans lesquels toutes nos lois de colonisation et toutes les sociétés de colonisation ne peuvent produire de bien. Je veux parler de ces routes et de ces chemins que l'on est convenu d'appeler chemins de colonisation. L'année dernière, le subside pour ces travaux était moins considérable que celui des années précédentes; nous trouvons probablement l'explication de ce fait dans cette partie du discours de Son Excellence qui fait allusion aux sommes d'argent que le trésorier a dû payer pour les chemins à lisses de bois; mais, cette année, ce subside devrait, suivant moi, être doublé afin de pouvoir continuer ces importants travaux. Je vois dans cette question, non seulement un moyen de favoriser la colonisation, mais, de plus, un grand préservatif contre l'émigration. Et, pour s'en convaincre, il suffit de rechercher les causes du départ de nos compatriotes.

Dans presque tous les comtés où ces chemins sont d'une nécessité absolue, la population qui émigré est souvent forcée de le faire parce que toutes les terres sont occupées et que le père ne peut plus diviser entre ses enfants une terre qui suffit à peine à l'entretien de sa famille.

Puisqu'il lui faut partir, le jeune homme préfère alors, pour me servir d'une expression très usitée parmi eux, "courir sa chance en Amérique" plutôt que d'aller dans d'autres paroisses éloignées de sa famille. Si tous les townships en arrière de ces paroisses étaient ouverts à la colonisation et s'il y avait des chemins conduisant à ces townships, ces jeunes cultivateurs, au lieu de fuir à l'étranger, s'établiraient sur ces terres voisines de leur paroisse natale et ce lien de famille serait suffisant pour les encourager dans leurs nouveaux travaux. Je sais, Monsieur l'Orateur, que ces questions ont été souvent discutées ici et que tous les membres de cette Chambre prennent le plus vif intérêt à tout ce qui concerne la colonisation; je suis donc certain d'exprimer l'opinion générale et surtout celle des honorables députés représentant des comtés où le besoin de ces chemins se fait le plus sentir, tels que les comtés de Chicoutimi, Gaspé, Témiscouata et Bonaventure, en demandant au gouvernement d'accorder cette année une plus forte somme que par le passé pour les chemins de colonisation. Dans ces nouvelles paroisses pourront aussi être dirigés les immigrants que nous sommes en droit d'attendre en plus grand nombre que par le passé grâce à l'activité et à l'énergie déployées par nos agents d'immigration en Europe. Déjà, le résultat a été aussi satisfaisant qu'on pouvait s'y attendre. Il n'y a que très peu de temps que notre système d'immigration est en opération.

En cela, comme en toute autre chose, il y a un commencement. Dès l'apparition de nos agents en Europe, aussitôt après la distribution des circulaires et des brochures démontrant les avantages que notre pays offre à certaines classes d'immigrants, nous ne pourrions pas nous attendre à ce que, de suite, une nouvelle population nous arrivât comme par enchantement. Il faut nécessairement attendre que ces travaux portent leurs résultats et, pour cela, persévérer dans la politique que cette Chambre a adoptée. Je crois donc, Monsieur l'Orateur, qu'il sera de notre devoir de voter de nouveau, cette année, un subside pour les dépenses d'immigration afin de pouvoir profiter de la somme de vingt mille piastres que le gouvernement fédéral nous a si généreusement accordée pour cet objet, car c'est là une condition de ce subside: que cette Chambre vote, cette année, une somme d'argent au moins aussi forte que dans les années précédentes. D'ailleurs, le résultat obtenu pour cette année est assez encourageant pour nous porter à renouveler ce subside.

L'émigration continentale dont nos agents s'occupent, seulement depuis deux ans, a surtout dépassé les espérances qu'entretenaient les partisans les plus enthousiastes de ce projet et, d'après un rapport officiel, je suis en état de dire que, depuis le 1er janvier 1872 jusqu'à ce jour, 3,053 émigrés ont été placés par les soins du département des Travaux publics, aidé des agents d'émigration.

Depuis l'inauguration de notre nouveau régi-

me, Son Excellence a toujours eu le bonheur de féliciter cette Chambre sur la prospérité de nos campagnes et l'abondance de leurs récoltes; cette année, pour la première fois, le gouvernement a dû venir en aide à certaines parties de cette province où les récoltes de l'année dernière avaient été tellement nulles que, ce printemps, on ne pouvait y trouver les grains nécessaires pour les semences. C'est à la demande de tous les représentants des comtés qui avaient ainsi souffert, ainsi qu'aux instances des membres du clergé de toutes les dénominations que le gouvernement a dû céder, dans cette circonstance. Sans cette générosité, nous aurions, cet automne, à déplorer une émigration beaucoup plus considérable et une grande disette dans toutes ces campagnes, et je n'hésite pas à dire que même des cultivateurs qui, dans des circonstances ordinaires peuvent être considérés comme à l'aise, auraient cette année été dans la misère, faute d'avoir pu ensemençer leurs terres ce printemps. Et, sur ce sujet, Monsieur l'Orateur, je puis parler en connaissance de cause, ayant parcouru moi-même des paroisses où il n'y avait pas dix minots de grains de semence. Comme nous avons vu les journaux de l'Opposition se joindre aux journaux ministériels pour approuver dans le temps la distribution de ces secours, je n'ai aucun doute que cette Chambre approuvera la conduite du gouvernement en votant unanimement les sommes d'argent qui ont été dépensées pour cet objet de bienfaisance publique. Il aurait pu peut-être y avoir divergence d'opinions sur ce sujet si le gouvernement se fût endetté pour accorder ces secours, mais comme nous apprenons avec plaisir que cette année encore l'honorable trésorier a un surplus considérable à son crédit, nous devons tous féliciter le gouvernement de sa généreuse conduite, d'avoir su si bien placer ses économies. Pour ma part, comme représentant d'un des comtés qui ont été secourus, je saisirai l'occasion de remercier cette Chambre de l'approbation qu'elle ne manquera pas de donner à la conduite du gouvernement.

Monsieur l'Orateur, cette Chambre qui a protesté si énergiquement contre la sentence rendue par les arbitres chargés de la division de la dette de l'ancienne province du Canada voudra, pendant cette session, renouveler ses protestations en votant les sommes nécessaires pour subvenir aux dépenses occasionnées par l'appel au Conseil privé. Ce vote montrera au pays que nous préférons faire beaucoup de sacrifices plutôt que de nous soumettre à l'injustice que l'on a voulu nous imposer, et je ne doute pas que le gouvernement soit en état de prouver qu'il n'a pas dépendu de lui que cette question ne fût déjà réglée. Il ne me reste plus, Monsieur l'Orateur, qu'à remercier cette Chambre de la bienveillante attention qu'elle a prêtée à mes remarques et à exprimer le vœu que, quelles que soient les discussions que soulèvent les différentes mesures qui nous seront soumises pendant cette session, nous

conserverons la juste réputation que cette Chambre a su acquérir par la modération qui l'a toujours distinguée et l'absence de toute personnalité dans les discussions les plus animées.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Compton (M. W. Sawyer): Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la seconde session du second Parlement de la Législature provinciale, et de plus, pour assurer Son Excellence:

1. Que nous remercions Son Excellence pour ses souhaits de bienvenue à l'occasion de l'ouverture de cette session.

2. Que d'accord avec Son Excellence, nous constatons que, pendant les sessions précédentes, nous avons considéré les sujets de législation les plus urgents, et, au grand nombre de lois dues aux régimes qui ont précédé celui de la Confédération, nous en avons ajouté d'autres dont le besoin nous a paru évident.

3. Que nous admettons avec Son Excellence, que dans la distribution des pouvoirs législatifs entre le Parlement fédéral et les Législatures locales, il devait nécessairement se trouver des points de contact; et que nous apprenons avec plaisir que dans plusieurs cas, les deux gouvernements se sont entendus pour prévenir les conflits qui pouvaient en résulter; mais il est arrivé que les cours de justice dans cette province ont virtuellement mis de côté des lois qui n'avaient pas été désavouées par le gouvernement fédéral; nous sommes heureux de savoir que le gouvernement de cette province a cru, dans l'intérêt de tous, devoir faire en sorte que les questions constitutionnelles ainsi soulevées fussent soumises à la décision du plus haut tribunal de l'Empire.

4. Que nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi touchant l'élection des membres de l'Assemblée législative, ainsi qu'un autre projet pour faciliter la décision des contestations qui auront lieu sur la validité de ces élections, seront soumis à nos délibérations.

5. Que nous donnerons toute notre attention aux mesures qui nous seront soumises, pour suppléer à ce qui peut manquer à notre système de judicature pour compléter la décentralisation judiciaire.

6. Qu'il nous est agréable d'apprendre de Son Excellence que la législation que nous avons faite au sujet des chemins de fer et des chemins à lisses de colonisation a porté ses fruits, et que nous avons vu avec plaisir que plusieurs entreprises favorisées par des subsides et des octrois de terres sont en voie de réalisation.

7. Que nous voyons aussi avec plaisir que des efforts considérables ont été faits par le gouvernement de la province pour la colonisation, que de nombreux et importants chemins ont été construits, et que les émigrés de l'Europe commencent à se diriger en plus grand nombre vers cette province et à s'y fixer, et nous assurons très respectueusement Son Excellence que le subside libéral que le gouvernement

fédéral a mis à notre disposition pour l'immigration, nous engagera à continuer nos démarches et à rivaliser sous ce rapport avec les autres provinces.

8. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui nous seront soumis, et aux subsides qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public, les chemins de colonisation, pour la bienfaisance publique et pour l'instruction publique.

9. Que certaines parties de la province ayant souffert considérablement par l'insuffisance de la récolte l'année dernière, et le gouvernement ayant cru devoir venir en aide aux cultivateurs par des prêts d'argent, nous donnerons toute notre attention aux mesures qui nous seront proposées pour ratifier les octrois qui ont été faits d'urgence pour cet objet.

10. Que nous apprenons avec plaisir que malgré ces dépenses imprévues, et quoique des sommes considérables aient été payées pour les chemins à lisses de colonisation, la balance entre les mains du trésorier de la province, au premier juillet dernier, était même un peu plus considérable que l'année dernière à cette époque.

11. Que nous serons heureux de renouveler l'appropriation qui a été faite l'année dernière pour permettre au gouvernement de faire défendre les droits de cette province devant le Conseil privé contre la prétendue sentence arbitrale rendue au sujet des dettes de l'ancienne province du Canada.

12. Que nous donnerons notre attention la plus sérieuse aux diverses mesures d'intérêt public ou local qui nous seront soumises et que nous ferons tous nos efforts pour nous acquitter, avec l'aide de la Divine Providence, de la tâche importante qui nous est confiée de manière à augmenter la prospérité de cette province, et que nous remercions Son Excellence de ses gracieuses paroles à cet égard.

M. W. SAWYER (Compton): Seconded the motion and said he did so with considerable embarrassment, because it was his misfortune to imperfectly understand the French language, and therefore he could not be perfectly en rapport with the words which had fallen from the lips of the gentleman who had moved the address. He was, however, glad of the opportunity which had presented itself. We were all rejoiced to hear of the growing wealth and prosperity of our country, and the speech succinctly gives us information on this head. The first matter to warrant special remark, in the speech, is the statement that there have been conflicts of jurisdiction between the courts of the country and the local legislation, arising out of questions of difficulty in the division of legislative power between Federal and Local Houses.

This is not, by any means, matter for surprise, it has been the case in all federated States, and will continue to be the case. It is relieving to know, however, that we have in our

difficulty, an umpire, able, efficient and impartial, the highest tribunal of the Empire, and so provided a remedy, prompt and immediate for all difficulty to be found.

The next thing is the consummation of that railway and colonization policy so fortunately adopted by the Government. If we travel through the country, particularly the back country districts, we find the evidences of these works, and though they may not yet be all completed, there is great manifestation of progress; in districts not long ago waste and wild the work of civilization and enterprise is seen, the ring of the axe is heard in forest not long ago impenetrable, works of importance are going on, farm-houses are peeping out of the greenwood, and all the evidences of progressive civilization are to be found. He could only say that the record of years of work was extremely favorable to the Government.

The question of colonization was one of the greatest import, and deserved the warmest attention of the House. There was to be observed, unfortunately, a great disposition on the part of our young people to leave home and seek their fortunes elsewhere than in their native land. In a vast continent like that of America there were temptations great and manifold, the rich fertile plains of the West attracted the farmers, the growing manufacturing centres of the East and North took away mechanics, the seaports of the South and East had charmed the sea-faring population, and so they left us. Such was always to be expected.

But even if our people, our hardy population, did thus leave us, were they not carrying with them into distant regions our customs, habits, characteristics, and national feelings, and thus extending the limits of our empire wherever they might go? Were not our principles, our feelings, and our heart-yearnings going out with our people, who, in the fulness of time, would return to us laden with the spoils of their neighbors? Though the terrorists would seek to alarm us over the disappearance of our people, they forgot to tell us that such was the demand for labor in our midst, and such the inflow of useful immigration, that the losses were more than counterbalanced.

Already the cry from the overcrowded cities of Europe had been responded to from our own shores, and it was our mission, through our own wants, to attract the hard-working industrious populations of the overcrowded European centres. We welcomed them in our midst, for we were glad to see them come. We would equally welcome our own people, who had chosen to desert us, returning to our shores. Though some would not come back, many would. We must expect it.

We people of this Dominion loved our homes, loved our firesides, loved our institutions, and, above all, loved our country, and therefore, though we might wander far from

the land of our birth, there was ever that clinging affection to the soil which brought us back to it. It was with the force of such feelings of patriotism that we were spurring fast in the race of nationality and making our country what it should be, one of the great nations of the world. Springing into influence and power, under a wise, judicious administration of law and Government, we understood our influence, and lent our best efforts to its advancement. He did not need to dilate, the indications were before us, and it was for us to work out the destiny. We could easily join in the felicitations on the growing wealth and importance of the country. We saw manufactures rising up on every side, we saw our products demanded by outside communities, we saw the national increase of power and wealth, and so, with a happy and prosperous country, we could join in the congratulations. With the blessing of Providence we could go on and prosper.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je me permettrai de féliciter les honorables députés qui ont proposé et secondé l'adresse. Je dirai en particulier au député de Rimouski qu'il a hérité du gracieux langage, de l'heureux choix d'expressions de l'honorable premier ministre. J'ai peut-être tort de dire qu'il a hérité, car je vois vis-à-vis de moi l'honorable premier ministre plein de force et de santé; c'est un acte de donation entre vifs avec une clause bien spéciale par laquelle le donateur se réserve ce qu'il donne.

En négligeant le premier paragraphe de l'adresse, je passerai au second qui dit: "Que d'accord avec Son Excellence nous constatons que pendant les sessions précédentes, nous avons considéré les sujets de législation les plus urgents et qu'au grand nombre de lois dues aux régimes antérieurs à celui de la Confédération, nous en avons ajouté d'autres dont le besoin nous a paru évident." Tout en admettant, Monsieur l'Orateur, que la Chambre, si elle le juge à propos, a tout le droit de se féliciter, de contempler ses oeuvres avec satisfaction, je ne crois pas que le public, lui, ait la même raison d'en faire autant. Je citerai entre autres une loi adoptée à la dernière session, en dépit de l'opposition la plus énergique, celle qui concerne les magistrats stipendiés. Cette loi n'a pas été appliquée dans toute son étendue; trois ou quatre malheureux districts seulement s'en sont ressentis.

Le troisième paragraphe dit:

"Que nous admettons avec Son Excellence que dans la distribution des pouvoirs législatifs autre le parlement fédéral et les législatures locales, il devait nécessairement se trouver des points de contact; et que nous apprenons avec plaisir que dans plusieurs cas les deux gouvernements se sont entendus pour prévenir les conflits qui pouvaient en résulter; mais comme il est arrivé que les cours de justice dans cette province ont virtuellement mis de côté les lois qui n'avaient

pas été désavouées par le gouvernement fédéral, nous sommes heureux de savoir que le gouvernement de cette province a cru, dans l'intérêt de tous, devoir faire en sorte que les questions constitutionnelles ainsi soulevées fussent soumises à la décision du plus haut tribunal de l'Empire."

Le désaveu que le gouvernement fédéral aurait pu donner à des mesures du gouvernement local n'a jamais été à craindre un seul instant. Les éléments fédéral et local dans le gouvernement de la province, sont trop intéressés à s'entendre; leur intérêt est d'éliminer entre eux toutes les petites difficultés qui pourraient arriver; ils ne veulent pas qu'il y ait de raisons de conflit entre eux deux; l'un, le gouvernement local, est l'humble serviteur de l'autre; le gouvernement local paie les dettes d'élections du gouvernement fédéral avec les limites de bois. J'ai l'intention de revenir bientôt sur cette importante question et de m'informer quel est le droit du gouvernement de distribuer à celui-ci, à celui-là, le domaine public, notre richesse, de donner à l'un 1,300 milles des superficies et à l'autre 800 milles de superficie en limites de bois, cela pour acquitter les dettes du gouvernement fédéral.

Avant de laisser cette question, je crois que la Chambre comprendra l'importance capitale pour nous de l'approfondir, l'urgence de prendre des mesures nécessaires pour arrêter les spéculations du gouvernement; qu'elle suive l'exemple de la province d'Ontario, en mettant le domaine public aux enchères publiques, et qu'elle en finira ainsi avec le système désastreux de disposer de nos limites de bois dans le secret du cabinet en faveur de certains individus; transactions qui ne viennent à la connaissance du public que par l'intermédiaire de programme ou prospectus de compagnie dite de Glasgow.

On a prétexté à ce sujet que parce qu'il s'agissait d'une compagnie britannique dans cette affaire, on exhibait la plus grande hostilité contre l'entreprise, et que si c'eût été une compagnie de composition américaine, on se serait jusqu'ici montré moins acharné. C'est une calomnie. Nous ne protestons seulement que contre le système qui est en vigueur au département des Terres de la couronne.

Une loi, qu'un savant juge que je pourrais nommer, a déclaré inconstitutionnelle, a été passée par la Chambre; il faut reconnaître que cela est dû à la faiblesse du gouvernement dans sa législation sur les bills privés, cela dans le but de favoriser certains amis. Je pourrai citer des preuves, des noms, si on l'exige.

A propos de la décentralisation judiciaire, je dirai que je sympathise sincèrement avec l'auteur de cette loi, l'honorable Sir George Cartier, dans l'état de santé précaire où il se trouve. Noils l'avons combattu, il est vrai, mais nous l'avons combattu loyalement, et nous sommes adversaires à souhaiter qu'il reste à la tête du parti politique qu'il conduit depuis si longtemps en ce pays. Dans la dernière session, la Chambre

a eu un rapport du nombre d'appels au Conseil privé pour les quatre provinces de la Puissance pendant la période de trois années, depuis 1869 jusqu'à 1872. Ces appels en justice étaient répartis comme suit: 6 pour la province du Nouveau-Brunswick, dont 4 ont été poursuivis; 1 pour la Nouvelle-Ecosse; 2 pour Ontario; et 21 pour Québec, c'est-à-dire trois fois autant d'appels pour cette dernière province que pour toutes les autres ensemble. Cette question devra attirer l'attention de la Chambre et des officiers en loi de la couronne d'une manière spéciale. Tous doivent s'occuper de la décentralisation judiciaire et de la cause de ces nombreux appels au Conseil privé dans la province de Québec. Peut-être dira-t-on que le caractère normand chicanier qui se retrouve tout vivace dans la population de cette province, entre-t-il pour beaucoup dans ce phénomène.

Quant au sixième paragraphe, il dit :

"Qu'il nous est agréable d'apprendre de Son Excellence que la législation que nous avons faite au sujet des chemins de fer et des chemins à lisses de colonisation a porté ses fruits et que nous avons vu avec plaisir que plusieurs entreprises favorisées par des subsides et par des octrois de terre sont en voie de réalisation".

On ne peut pas accuser le gouvernement de n'avoir pas suivi en cela l'opinion publique; mais c'est un peu forcer la note que de vanter sa libéralité. Si libéralité il y a, c'est bien à la Chambre que le pays est redevable de ce compliment.

Les récoltes ont manqué en certains endroits de la province l'année dernière; le gouvernement a dû se fendre de quelques deniers pour venir au secours des colons des contrées où elles ont manqué. A ce sujet il y a ici à faire l'éloge d'un député de cette Chambre, celui qui représente le comté de Chicoutimi. Quoi qu'en aient dit certains journaux, M. Tremblay s'est conduit bien noblement en cette circonstance. Lui-même, avec un courage et un zèle infatigables, est allé demander des secours aux autorités en faveur de ses mandataires ruinés par l'incendie ou les intempéries de la saison. Tout le monde sait quelle pression l'honorable député a dû exercer sur le gouvernement et quelles peines il a dû se donner, je ne dis pas pour obtenir, mais pour arracher les secours que le gouvernement prétend aujourd'hui avoir donnés.

Le gouvernement aurait pu se dispenser d'encourir les frais d'impressions du paragraphe 10ème qui nous annonce cette année un excédent un peu plus considérable que l'année dernière à cette époque. Réellement, on ne peut pas être sérieux en annonçant tous les ans pareille nouvelle à la Chambre. Il est impossible de savoir à quoi s'en tenir sur l'état des finances de la province, tant que le Conseil privé en Angleterre n'aura pas statué sur la part de la dette que la province de Québec aura à payer dans la question d'arbitrage.

Il est ordonné que chaque paragraphe de

ladite motion soit mis aux voix séparément. Et le premier paragraphe et les suivants, jusqu'au onzième inclusivement, étant lus de nouveau, sont adoptés. Le douzième paragraphe étant lu,

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avant l'adoption du paragraphe douzième de l'adresse, Monsieur l'Orateur, j'aurais à répondre quelques mots à l'honorable député de Lotbinière. Tout en reconnaissant sa courtoisie à l'égard de ses adversaires depuis le commencement de la séance, je dirai qu'il n'a pas rendu justice au gouvernement en l'accusant de laisser passer toutes sortes de lois dans le but de favoriser des amis. Relativement à la question des magistrats stipendiaires, je déclarerai que cette mesure n'a pas rencontré, contrairement aux avancés de l'honorable député, une opposition considérable; des deux côtés de la Chambre on était également divisé d'opinions sur un point, sur sa constitutionnalité. Si, d'après ce que les journaux ont rapporté, il est vrai qu'un juge s'est arrogé le droit de blâmer un acte du gouvernement, certainement le gouvernement, lui, n'aurait jamais voulu se porter à pareille chose à l'égard de la justice.

D'après les rapports de journaux, les jugements écartant des lois provinciales n'ont jamais contesté le droit du Parlement de passer ces lois, ni blâmé les lois de cette Chambre. Le gouvernement a toujours passé des lois relevant de sa compétence, et par conséquent, tout à fait constitutionnelles. C'est donc avec pleine confiance en leur constitutionnalité qu'il soumettra au plus haut tribunal de l'Empire tout conflit.

Le système de terres publiques a valu au gouvernement l'approbation unanime de tous les membres de la Chambre, y compris de celui qui critique maintenant si sévèrement ce système. L'honorable député (M. H.-G. Joly) se trompe grandement.

La question des limites de bois a été discutée longuement à la Chambre; celle-ci a adopté le système actuel. Je déclarerai qu'il est faux que ces limites aient servi à payer les dettes électorales du gouvernement fédéral; et j'ajouterai que toutes ces limites ont été données à des gens en état de les exploiter.

L'honorable député n'a fait qu'effleurer la question d'émigration.

Je me souviens que l'an dernier il nous disait que l'émigration européenne en Canada n'était représentée que par un belge qui encore parlait de s'en aller. Cette année, le gouvernement peut lui montrer que l'émigration étrangère n'est plus une ombre, un mythe, un fait d'imagination. Les résultats ne sont pas encore extrêmement brillants, mais enfin il y a lieu d'espérer qu'ils seront de plus en plus beaux. Déjà quatre mille émigrants de toutes nations se sont fixés dans la province. Ils ont importé avec eux des industries nouvelles qu'ils travaillent à implanter sur notre sol. Il est juste de convenir que nos agents d'émigration se sont mis avec ardeur à la

besogne, M. Belle à Montréal, M. White en Ecosse, et M. O'Neill en Irlande, dont quelques articles parfaitement écrits ont été fort appréciés et publiés par des grands journaux en Angleterre et en Irlande.

L'honorable député s'effraie du nombre d'appels de la province de Québec au Conseil privé en Angleterre. Après tout je ne trouve pas que ce soit un si mauvais signe. C'est peut-être attribuable au caractère normand du peuple. Mais il y a certainement ici un mouvement plus grand d'affaires que dans la province d'Ontario; naturellement il en résulte une plus grande somme de difficultés dont le dénouement n'arrive que devant les tribunaux. Si les procès se multiplient ici, cela indique une chose: c'est que chacun est disposé à défendre son droit.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je me lève pour répondre seulement à une observation de l'honorable premier ministre concernant les limites de bois. L'honorable premier ministre a dit que la Chambre a approuvé le système de la vente des terres de la couronne. Je demanderai quelle est la résolution qui a été faite à ce sujet et quelles sont l'année et la date de son adoption. Je dirai, en réponse à cette observation, que la Chambre a condamné le système actuel. Je rappellerai qu'à ce sujet l'an dernier, je rédigeai une résolution à ce sujet. L'honorable premier ministre me répondit que le système rencontrait l'approbation générale. Je demandai subséquemment un état du nombre des applications qui se trouvaient devant le département. Un pareil état en mains aurait permis de contrôler des spéculations désastreuses pour le pays. Si on eût pu les désigner aux électeurs, ces marchands de bois, piliers d'élections; si on eût pu les mettre en relief, ces machines du gouvernement, ont eût ainsi empêché plus d'une manoeuvre de corruption, plus d'une transaction ruineuse pour la province. L'information que je demandais fut retenue systématiquement. De jour en jour le gouvernement promet de s'occuper de ma demande. C'est ainsi qu'on me remit jusqu'aux derniers jours de la session. A la fin de la session, je formulai pour la centième fois ma demande; comme toujours on me répondit que le document que je voulais avoir serait prêt dans trois ou quatre jours. Ce laps de temps écoulé, j'appris d'un officiel que l'information que j'avais demandée, avait été reléguée avec celles qui ne devaient occuper la Chambre qu'à la session suivante.

Avant de terminer, Monsieur l'Orateur, je ferai remarquer que le gouvernement sait fort bien qu'il ne faut pas chercher dans la somme considérable des affaires de la province les causes qui font que notre province paraît d'une façon si désavantageuse dans le nombre des appels présentés au Conseil privé. Cela tient à d'autres causes; si l'honorable procureur général voulait exprimer franchement son opinion, il conviendrait de cela. Il y a maints griefs contre l'administration de la justice dans la province,

et si le district de Québec n'a pas énormément à se plaindre, en revanche les autres districts sont bien mal servis sous ce rapport.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'ai pas prétendu dire que la Chambre avait solennellement ratifié par un vote l'excellence du système actuel d'administration des terres de la couronne. N'ayant pas rappelé le système, elle l'a par cela même approuvé. Quant au rapport qu'a demandé l'an dernier le député, il exigeait des informations si longues et si détaillées que si le gouvernement n'a pas répondu à la requête, il ne faut pas l'accuser pour cela de mauvaise volonté, c'est le temps qui lui a manqué.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Monsieur l'Orateur, je regrette que la question soit discutée avant que toutes les informations à son endroit aient encore été soumises à cette Chambre. Je regrette aussi que l'on mette un peu trop de passion à cette discussion. J'espère que la Chambre examinera le système et fera une enquête minutieuse sur l'administration des terres de la couronne. Le système peut fort bien prêter quelque peu à la suspicion. Si on accorde telle ou telle limite de bois à telle ou telle personne, le peuple, lui, peut croire que c'est à raison de quelque service rendu au gouvernement qu'elle lui a été cédée. Il importe donc de régulariser le système des ventes privées, imposer des règles sévères au commissaire, de façon à ce qu'il ne puisse y avoir que des considérations de justice et d'équité qui le fassent agir. Il faut veiller à l'exploitation régulière de nos forêts et à la reproduction de nos bois; c'est en cela que se trouve l'avenir financier de notre province et c'est ce qui empêchera nos gouvernants à recourir quelque jour à la taxe directe.

Le dernier paragraphe de l'adresse est ensuite adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et quart.

Séance du 11 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures, dix minutes.

Elections contestées

M. L'ORATEUR: Fait rapport à la Chambre qu'en conformité de la 140^e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, il a, dans l'affaire de la pétition de Téléphore-E. Normand, écuyer, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de F.-X.-A. Trudel, écuyer, comme député pour représenter la division électorale de Champlain, taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer ladite pétition à la somme de quatre-vingts piastres à être payée par ledit pétitionnaire audit membre siégeant.

Que, dans l'affaire de la pétition de Simon-Xavier Cimon, écuyer, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de A. Gagnon, écuyer, comme député pour représenter la division électorale de Charlevoix, il a taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer ladite pétition à la somme de quatre-vingts piastres à être payée par ledit pétitionnaire audit membre siégeant.

Que, dans l'affaire de la pétition de John Robinson Hamilton, écuyer, Béloni LeBlanc dit Bourquette et Norman McLeod Carswell, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport de l'élection de Théodore Robitaille, écuyer, comme député pour représenter la division électorale de Bonaventure, il a taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer ladite pétition à la somme de cent douze piastres, à être payée par ledit pétitionnaire audit membre siégeant.

Que, dans l'affaire de la pétition de Louis-Joseph Desjardins, écuyer, se plaignant de l'illégalité de l'élection et du rapport de l'élection de Téléphore Fournier, écuyer, comme député pour représenter la division électorale de Montmagny, il a taxé les frais et dépens encourus par le membre siégeant pour opposer ladite pétition à la somme de cent vingt piastres à être payée par ledit pétitionnaire audit membre siégeant, et de plus qu'il a taxé les frais et dépens encourus par le conseil du pétitionnaire à la somme de quatre-vingt-dix piastres.

Hospice de la maternité de Montréal

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hospice de la Maternité de Montréal pour l'année 1871. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Robitaille, la pétition de Théodore

Robitaille, R. H. Montgomery et autres, de New-Carlisle.

Par M. Chauveau (Rimouski), la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski.

Par M. Bachand, la pétition de l'Hôtel-Dieu, de Saint-Hyacinthe, et la pétition du très révérend L.-Z. Moreau et autres de Saint-Hyacinthe.

Par M. Cassidy, la pétition des Soeurs de la Charité, directrices de l'Hôpital général, Montréal, et la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition du conseil de ville de la ville de Sherbrooke.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Des Soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des Soeurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de Saint-Anne-de-Lapocatière, comté de Kamouraska; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend J.-O. Perron et autres, de la Pointe-aux-Esquimaux; demandant l'érection civile de leur paroisse.

De Laurent Bélanger et autres, de la paroisse de Saint-Romain-de-Winslow; demandant de l'aide pour un chemin.

Mandats spéciaux

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, état des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux préparés par l'auditeur tel que requis par la clause 17, 31e Vict., chap. 9. (Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1872, pp. 10 et 11.)

Elections de l'Islet

M. C. GILL (Yamaska): J'ai l'honneur d'informer la Chambre, au nom du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de L'Islet, que Louis-J.-B. Beaubien, écuyer, l'un des membres dudit comité, était absent durant l'heure qui s'est écoulée après le temps fixé pour la réunion dudit comité aujourd'hui, et qu'en conséquence, la réunion dudit comité a été ajournée jusqu'à demain, à dix heures.

Message du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

N.-F. Belleau: Messieurs de l'Assemblée législative, la diligence que vous avez mise à répondre au discours d'ouverture de la session me satisfait et est pour le peuple de cette province l'expression la plus tangible de votre désir de remplir les devoirs de votre charge avec le zèle et l'attention que demandent ses intérêts.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 11 novembre 1872

Composition des comités

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé des listes de députés en conséquence, lesquelles sont lues comme suit:

1. Privilèges et élections: L'honorable Sir Geo.-E. Cartier, bart., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, l'honorable M. le solliciteur-général Irvine, l'honorable M. le procureur général Ouimet et MM. Belleau, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch, Poupore et Rhéaume.

2. Ordres permanents: l'honorable M. le solliciteur général Irvine et l'honorable M. Laframboise, MM. David, de Beaujeu, Dorion, Esinhart, Gagnon, Gendron, Houde, Lafontaine, Laberge, Marchand, Méthot, Pelletier (Bellechasse) et Verreault.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines ou manufacturières: l'honorable Sir G.-E. Cartier, bart., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise, MM. Bachand, Beaubien, Bellingham, Brigham, Cassidy, Chapleau, Chauveau (Rimouski), Eddy, Fortin, Gérin, Gill, Joly, Lafontaine, Larochelle, Laurier, Lavallée, Malhiot, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Peltier (L'Assomption), Pozer, Roy, Sawyer, Tremblay et Trudel.

4. Divers bills privés: l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Langevin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise, et MM. Bachand, Beaubien, Belleau, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Chauveau (Rimouski), David, Fortin, Fournier, Gill, Gendron, Hearn, Joly, Laurier, Malhiot, Marchand, Rhéaume et Robitaille.

5. Lois expirantes: L'honorable M. Laframboise et l'honorable M. le procureur général Ouimet, MM. Daigle, Dorion, Hearn, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Pozer, Robert et Robitaille.

6. Dépenses contingentes: L'honorable M.

Chauveau et l'honorable M. Robertson, MM. Bachand, Bellerose, Brigham, Chapleau, de Beaujeu, Dugas, Eddy, Fournier, Joly, LaRue, LeCavalier, Locke, Mailloux, Picard, Sanders et Trudel.

7. Impressions: L'honorable M. Langevin, C.B., et l'honorable M. Robertson, MM. Bellingham, Fortin, Gérin, Joly et Marchand.

8. Comptes publics: L'honorable M. Holton, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. Robertson et MM. Beaubien, Bellerose, Fortin, Gendron, Joly, Lafontaine, Lynch, Mailloux, Molleur, Picard, Poupore, Pozer, Robitaille, Roy et Verreault.

9. Agriculture, immigration et colonisation: l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau et l'honorable M. Robertson, MM. Beaubien, Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Fournier, Gendron, Hearn, Houde, Laberge, Lalonde, LaRoque, Larochelle, LaRue, Lavallée, Mailloux, Marchand, Méthot, Peltier (L'Assomption), Picard, Robert, Robitaille, Roy, Sawyer, Sylvestre, Tremblay et Trudel.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'à l'exception de quelques changements, les comités sont restés à peu près les mêmes que l'an dernier.

Le rapport est adopté.

Bibliothèque

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé du député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), propose qu'un comité spécial soit nommé, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Beaubien, M. Laurier, M. Lynch, M. Marchand et M. Trudel, pour aider l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à leurs honneurs la résolution précédente.

Impressions

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé du député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), propose qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant leurs honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informent leurs honneurs que l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Robertson, M. Fortin, M. Gérin, M. Joly, M. Bellingham et M. Marchand, agiront comme membres du dit comité conjoint des impressions.

Adopté.

Introduction de bills:

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande la permission d'introduire un bill pour déférer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée législative de Québec.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec.

Accordé.

Interpellations:

Comptes publics

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson) si les comptes sont prêts et quand ils seront présentés à la Chambre.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that the accounts would be laid very shortly before the House. It was pretty sharp practice to come down at the third day of the Session for the Public Accounts. They would be presented at an earlier date than they ever had been before.

Terres publiques

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande si le gouvernement a l'intention de poursuivre les personnes qui ont coupé du bois sans licence sur les terres publiques.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ceux qui ont coupé ce bois de bonne foi et non par malhonnêteté ne seront pas poursuivis et que les autres subiront un procès.

Propriétés du gouvernement

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si le gouvernement a l'intention de vendre sa propriété de la rue Notre-Dame à Montréal, située entre la rue Claude et le square Jacques-Cartier.

Je demande aussi si le gouvernement a l'intention de réserver le terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Claude, comme le prévoit le plan de la ville de Montréal.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement vendra ses propriétés à Montréal entre la place Jacques-Cartier et la rue Claude et réservera le terrain pour l'élargissement de la rue Claude, pourvu que la ville en paie les frais.

Police de la province de Québec

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé

du député de Québec-Ouest (M. J. Hearn), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des instructions données par le gouvernement ou quelques-uns des ministres aux commissaires et surintendants de la police de la province de Québec, concernant l'emploi de cette force à l'occasion des dernières élections générales pour la Chambre des communes du Canada;

Copie de toutes demandes adressées au gouvernement, ou à l'un des ministres, ou au commissaire de police pour l'intervention de cette force dans les districts électoraux de la campagne; par qui et sur quelle information écrite ladite force a été requise; le nombre d'hommes expédiés; le montant des dépenses encourues pour cet objet;

et s'il a été nommé, outre le nombre de ceux régulièrement employés dans le service, d'autres hommes pour faire temporairement le service d'officiers ou d'hommes de police, leur nombre, leurs noms, occupations et résidences, et, de plus, copie de tous rapports faits par lesdits commissaires et surintendants de police sur ces services spéciaux;

et aussi, copie de tous ordres en conseil faits par le gouvernement de Québec et de tous ordres, décisions ou arrangements faits par quelqu'un des ministres, lesdits commissaires ou surintendants de police pour réprimer les émeutes qui ont eu lieu dans la cité de Québec, avant et pendant lesdites dernières élections, et spécialement le cinq d'août dernier, jour de la votation dans le district électoral de Québec-Centre.

He said that in making the demand he did so as a citizen of Quebec, desiring to know how it was that a force of police paid for by the citizens of Quebec were taken away from the city to act as special constables during the Federal elections. The elections which had lately taken place were Federal. In the city of Quebec there had been riot and tumult, and yet when electioneering work was progressing, and the city exposed to all the dangers resulting from the collision of excited mobs, the force relied upon for their protection had been scattered over the country. In such circumstances the withdrawal of any portion of the force from the city was worthy of the highest blame. The events, in the last election in Quebec, were followed by the gravest consequences. Where were the police when they were needed? In Montmagny, where there was no need for their services, and where they were only brought to intimidate honest and independent electors. In other quiet places, detachments of the force were sent, as to Beauce, there to enact terrorism and intimidation in the interest of ministerial candidates. They were ordered to Montreal.

SEVERAL VOICES: No, no.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Perhaps not, but he learned that they had been so ordered, whether they went or not. He argued that Government had no right to employ the force for such purposes, and so deprive the citizens of Quebec, at a time when protection was needed, of the assistance which the body upon whom they had alone to rely for immunity from danger. Federal elections should be provided for by the Federal Government. If the noble army of 45,000 militia men were not sufficient to keep the peace, it was not for the Provincial Government to step in as a special constable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said that as the Corporation of Quebec had as yet not paid a single sou toward the maintenance of the police force, the force could scarcely be called as peculiarly its own. He defined the nature and functions of that force as laid down by the act under which it was organized, and claimed that the Government had a perfect right to despatch its members to any portion of the Province, where their services might be required in the interests of peace and order. The force was pre-eminently a provincial one. As to the assertions made about the sending of the force to Montmagny, he had to say that the detachment sent there was not large, certainly not large enough to intimidate, if any such end had been arisen, which he denied. In that country, the spirit of partisanship and intolerance of freedom of speech and of opinion among the followers of the honorable member's political creed ran so high that there were certain parishes into which the electors who wished to vote for the Ministerial candidates were afraid to venture into a house even to purchase provisions, so violent were the demonstrations. The cases were such that recourse had to be to the body authorized by Parliament to protect the lives and privileges of electors in the exercise of their franchise; and thus it was that the Provincial Police had been despatched. The reasons were ample and the causes just, so that there was no blame to be imputed the Government for the action taken.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Said that the only answer to the remarks of the Honorable Premier was a simple denial. He asked the Premier to cite the name of a single parish in Montmagny where these violent demonstrations of inhospitality had occurred. There were no more peaceable people than those of Montmagny, and when they banded themselves together, it was to express their abhorrence of a system of bribery and corruption, through which they were to be deceived. In the country where the Honorable Premier received his principal support, the scenes spoken of were more likely to take place.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said that he was not prepared to cite the names of the parishes, but the facts were upon record and were in the knowledge of the public. He would cite them at the proper time.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said the logical sequence of the argument was as to whether the Government would, or would not agree to the return. He would like to know whether the Federal Police of the Ottawa Government had a right to assume the protection of polls in a general election in this Province, or whether the duty was to be assigned to the Provincial Force. He could not think that it was right to employ either police or militia at elections. The change in the law which made bribery and corruption easy, the statute which connived at the purchase of votes in the open market lay at the bottom of all the trouble. When, in Parliamentary Committee, a controverted election case came up, if it were proven that a certain vote or votes had been purchased, those individual votes were stricken off the roll, but that was all the length they could go. In Quebec, the bribery and corruption system was carried to a greater length than anywhere else in the Dominion, and the expenditure of moneys for election purposes so freely among the people was the true cause of the émeutes. Here, in Canada, we were expanding into democracy, and it was illogical to try the aristocratic game of influencing voters by a display of force, and then to claim the extension of universal suffrage. He held that the system of the United States, which vested the preservation of peace in the hands of the people, was the true one.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Had always thought that the Provincial Police force was one paid by subsidy from Parliament for Provincial purposes. It therefore held jurisdiction throughout the Province, was a Provincial Force, and entitled to operate in any portion of the Province. It therefore appeared strange to him that Québec, which did not pay for the whole maintenance of the force, should claim the entire service. On the same ground Montmagny had as good right as Quebec to the force.

Adopté.

Limites de bois

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé du député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de toutes les demandes ou applications placées maintenant devant le gouvernement ou devant le département des Terres de la couronne, depuis le 11 décembre jusqu'à cette date, pour obtenir les licences pour exploiter les limites de bois. Cet état devant faire connaître le nom, la résidence, l'occupation et le genre d'affaire de la personne faisant telles demandes, l'étendue et l'endroit où se trouvaient les limites mentionnées dans telles applications, et mentionnant si c'est l'intention du gouvernement d'ordonner l'arpentage qui doit être fait avant la vente de telles limites.

He referred to his demands for information on this head at the last session. The returns had not been made. He wished to know as to the management of this important department, whether the statements made concerning partial distribution of favors and patronage were founded; in fact he did not come forward to blame, but to be informed. He had learned that in the award of limits there had been a display of favoritism, some obtaining lands at a very low figure, and others being refused for no assigned cause. It was desirable to know if the law in this regard was impartially administered. He could not conceive how it was that the statements asked for had not been brought forward last year; the work of preparing them could not be a very heavy one.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Proceeded to defend the management of the Crown Lands Department from the attacks levelled against it. There had been nothing like partiality in the administration of the Department, or in the award of licences. The Department was managed without bias, and the interests of the country were the only motives of action. The statements would shortly be brought before the House, and they would confirm him in his assertions.

Adopté. La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 12 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Rapports

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: état des affaires de l'hospice Saint-Joseph de la Maternité de Québec, pour l'année 1871, et des institutions suivantes pour l'année 1872: l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre, et la Société historique et littéraire de Québec. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de l'Asile des Orphelins catholiques romains de Montréal.

Par M. Robert, la pétition de l'hospice de Sainte-Croix, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville.

Par M. Cassidy, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal; et la pétition des dames directrices de l'hospice de la maternité de l'université de Montréal.

Par M. LaRoque, la pétition du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly.

Par M. Beaubien, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal, et autres.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, comté de Beauharnois.

Elections de L'Islet

M. C. GILL (Yamaska): Informe la Chambre, au nom du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de L'Islet:

Qu'attendu que le membre siégeant n'a pas produit ses objections préliminaires à l'encontre de la pétition des pétitionnaires entre les mains du greffier en chef de cette Chambre au moins un mois avant l'ouverture de la présente session, tel qu'ordonné par le comité à sa séance du 21 décembre 1871.

Qu'attendu que l'agent des pétitionnaires a eu communication desdites objections préliminaires, qui lui ont été adressées par la malle, le, ou avant le premier novembre courant.

Qu'attendu que la négligence de la part du membre siégeant de produire sesdites objections préliminaires dans ledit délai n'affecte en rien,

dans l'opinion de ce comité, la position des parties intéressées sur cette pétition, tant pétitionnaires que membre siégeant, ce comité a décidé ce qui suit:

Que lesdites objections préliminaires soient considérées comme dûment produites en cette instance, et qu'un délai de trois jours soit accordé aux pétitionnaires pour y répondre, s'ils le jugent à propos, et que le membre siégeant soit tenu de payer aux pétitionnaires quinze piastres de frais, vu sadite négligence.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il n'est pas d'usage que les comités de la Chambre fassent connaître leurs délibérations de chaque jour.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il me semble que les comités ne savent pas réellement quelle est l'étendue et l'importance de leurs devoirs.

M. C. GILL (Yamaska): Répond que le rapport n'est présenté à la Chambre que pour la forme et que la Chambre n'a aucunement à s'en occuper.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Ces rapports sont présentés à la Chambre pour l'informer, et c'est tout. La Chambre ne peut pas s'en occuper.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que la Chambre procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur adressé aux deux Chambres du Parlement.

Adopté.

Et motion étant faite, que des subsides soient accordés à Sa Majesté, il est résolu que cette Chambre se formera en comité, vendredi prochain, pour prendre ladite motion en considération.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette partie du discours de Son Excellence, qui a rapport aux subsides, soit renvoyée audit comité.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande que l'honorable M. le procureur général Ouimet ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande des explications sur le but et le caractère de ce bill.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Déclare que ce bill est présenté par le gouvernement afin de remplir la promesse qu'il a faite à la dernière session d'augmenter le nombre des juges dans la cour Supérieure et de pourvoir à la nomination de juges résidants dans chaque district judiciaire.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dans tous les districts judiciaires?

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): C'est un point de la question que le gouvernement considérera plus tard.

Il n'est pas en état de lui dire pour le présent combien de juges seront nommés et quels districts seront désignés. Il ajoute que si l'on insiste à avoir des informations, il retirera son projet de loi.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): J'aurai l'honneur de faire remarquer que le sujet est d'une haute importance et qu'il ne s'agit pas de le traiter à la légère. C'est un peu fort de la part du gouvernement de présenter ainsi un blanc de bill. Quand il s'agit d'une pareille motion, ceux qui le proposent devraient être prêts à répondre aux interpellations de toute nature qui peuvent être faites à son sujet.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Déclare que, au contraire, il a expliqué clairement le but du bill qui est de remplir les vacances existantes dans la cour Supérieure et de pourvoir à la nomination de juges résidants dans les districts judiciaires qui n'en ont pas encore. Quant à nommer quels sont les districts qui en ont besoin, il ne le peut pas.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande au gouvernement de ne pas oublier son comté dans les nominations de juges résidants.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la même faveur pour son propre comté. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-J. Beaubien

M. C. GILL (Yamaska): Informe la Chambre que M. Beaubien l'a prié de dire qu'il a été retenu pour affaires importantes auprès de l'honorable premier ministre, au moment où siégeait le comité sur l'élection contestée de L'Islet; qu'il espérait pouvoir arriver en temps pour assister à la séance; que malheureusement le comité venait de s'ajourner quand il entra dans la Chambre des séances;

Et cet exposé a été attesté sous serment par M. Beaubien.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Trouve que l'excuse est des plus

frivoles, n'est pas du tout valable et qu'elle insulte à la dignité de la Chambre. Depuis ses vingt années d'expérience parlementaire, il n'a pas rencontré encore de fait de ce genre. L'entrevue que le député d'Hochelaga avait avec l'honorable premier ministre pouvait être très importante, mais ses devoirs de membre d'un comité qu'il a juré de remplir fidèlement le réclamaient en premier lieu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton) blâme très sévèrement et sans raison. Les faits ne justifient pas ce blâme.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Cette question est particulière et demanderait normalement un examen. Mais le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton) peut se prendre en exemple. Bien que lié par un serment, il ne peut arriver qu'après le début de la session, et personne ne l'accusera de négliger son devoir; il n'a assisté ni à l'ouverture, ni au débat de l'adresse en réponse au discours du trône, et personne n'a demandé d'explication. De fait, le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien) s'est rendu au comité au jour donné, et apprit que le comité s'était ajourné quelques minutes avant.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that while the Honourable Member for Montreal Centre might be right in principle, yet the practice of Parliament of late years was to accept very frivolous excuses for absence from Election Committees. If we looked very deeply into the excuse before us, it might be considered as frivolous, but it was no more so than many others, much more so than which had been accepted by the House without comment. He cited a case which had occurred before Confederation and which had struck him as curious at the time. A defaulting member from an election committee pleaded, as a reason for his absence, that he had forgotten he was a member, when he was brought before the bar of the House for his trial. The work of election committees was of a tedious and vexing character, and it would be hard to impose punishment for inattention to the work upon gentlemen who, in the hurry and rush of their own affairs, forgot committee work.

Il est résolu que cet exposé soit considéré comme excuse suffisante.

Interpellations:

Chemins publics

M. G. LAROCQUE (Chambly): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'aider les diverses municipalités de paroisse et de comté en macadamisant ou améliorant d'une façon ou d'une autre les chemins publics.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement étudie la question, (rires).

Conseil de la reine

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande si le gouvernement croit avoir le pouvoir de nommer les conseils de la reine et s'il existe quelque correspondance à ce sujet entre les gouvernements fédéral et local.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande au député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), étant donné l'absence du procureur général, de remettre à plus tard cette question.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Consent à remettre sa question.

Messages au lieutenant-gouverneur:

Agents d'immigration

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms de toutes personnes qui ont été nommées par le gouvernement de Québec comme agents ou autres employés du bureau d'immigration, depuis le premier janvier 1870; la date de leur nomination, le lieu où ils sont placés, le montant du salaire ou autre rémunération payée à chacun, et les instructions données à ces agents ou employés.

Il ajoute qu'il ne veut obtenir que des informations. Depuis deux ans, il n'a pas paru de rapport officiel à ce sujet. Les seules informations que l'on peut avoir sur les bureaux d'émigration se trouvent dans le rapport du ministre de l'Agriculture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le rapport sur l'immigration et tous les autres rapports seront soumis à la Chambre ces jours-ci.

Ils seront plus détaillés que jamais, et on y trouvera toutes les informations voulues.

La proposition est adoptée.

Prison de réforme

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, appuyé par le député de Châteauguay (M. E. Laberge), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les Frères de Saint-Vincent-de-Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants, ainsi qu'une copie du rapport fait par

les inspecteurs nommés pour choisir l'endroit le plus propice pour y placer la prison de réforme.

Il presse le gouvernement, dans un but d'économie et d'amélioration, de passer l'administration de la maison de réforme à des mains ecclésiastiques. Il insiste sur la nécessité de faire des efforts plus énergiques pour faire rentrer ces jeunes égarés dans la voie du devoir et demande que les instructions de la religion leur soient prodiguées.

Les délinquants coûtent plus à entretenir que lorsqu'ils sont dans des institutions religieuses, semble-t-il. En épargnant de l'argent auprès des délinquants, on pourrait secourir l'Asile des sourds-muets.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne m'oppose pas à la proposition, mais je crois que les protestants pourraient s'opposer à l'usage d'institutions ecclésiastiques pour ce travail. Les modifications demandées par l'honorable député sont assez difficiles à exécuter pour le moment, vu que dans le nombre des délinquants il y en a qui appartiennent à la religion protestante et qu'on ne peut ainsi faire de l'école une institution entièrement catholique; les protestants dans cette école ont droit de jouir d'autant de privilèges que les catholiques.

Le gouvernement est en ce moment en pourparlers avec le gouvernement fédéral et élabore un projet, qui, il en a l'espoir, rencontrera l'approbation des catholiques et des protestants.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Insiste pour que Trois-Rivières soit l'endroit choisi par le gouvernement pour placer la maison de réforme. Montréal est un trop grand centre et offre trop d'occasions dangereuses pour le moral des jeunes délinquants. Tandis que Trois-Rivières, qui occupe véritablement le point central de la province, offre tous les avantages à une institution de ce genre. Il suggère aussi d'employer les jeunes garçons qui y entrent aux travaux d'agriculture sur une ferme modèle un peu en dehors de la ville.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je me permettrai de dire tout ce que mon expérience peut me suggérer sur la question. Je dirai à la Chambre que cette question n'est pas neuve. Je ne suis pas en faveur du projet de mettre des jeunes gens aux travaux de l'agriculture, qui d'ailleurs ne peuvent convenir à tous. Je suis d'avis que généralement un excellent métier, un métier lucratif, leur serait de beaucoup plus utile et rencontrerait la généralité de leurs aptitudes.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai entendu dire que le gouvernement était entré en négociation pour remettre aux frères belges le soin et l'administration de cette institution. C'est un projet qui a toute mon approbation. Je crois

que les laïcs qui sont actuellement à la tête de l'institution ont fait leurs preuves de bon vouloir, d'énergie et de capacité. Cependant, en dépit de tous leurs efforts, le succès n'a pas couronné leur oeuvre. Je suis sûr qu'à leur place personne, dans la même position, n'aurait obtenu un meilleur résultat. L'Ecole de réforme coûte chaque année à la province la somme de \$30,000. Les employés de l'institution ne reçoivent en salaires que la somme de \$250 à \$300 chacun par année. Rémunération bien minime pour la besogne ingrate qu'ils ont à remplir. Il ne faut pas espérer que l'institution fasse des progrès remarquables tant qu'elle aura un service laïque aussi peu rémunéré. Il est impossible avec la meilleure volonté du monde que des gens du monde soutiennent les exigences de leur état avec aussi peu.

Le service laïque ne pouvant pour cette raison donner les résultats espérés, il faut essayer de le confier en d'autres mains, de le remettre à des personnes qui sont, par une vocation spéciale, appelées à remplir une mission de ce genre. Si le gouvernement remettait l'institution sous la direction des frères belges de Montréal, à mon avis, ce serait là atteindre le but que se sont proposés les fondateurs de l'institution. Les frères, qui se dévouent spécialement à la tâche d'instruire et de réformer les jeunes délinquants, ne demandent par année que l'argent strictement nécessaire à un entretien convenable; ils n'ont que faire du reste. Ce serait une économie pour le gouvernement et une amélioration complète dans la régie de l'institution. On trouverait, dans les nobles frères, des hommes dévoués à leur mission et qui, au lieu d'employer le fouet, recourraient au raisonnement, s'adresseraient au jugement des jeunes délinquants pour les réformer et en faire d'excellents sujets.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Monsieur l'Orateur, contrairement à l'opinion exprimée par l'honorable député de Trois-Rivières, je suis d'avis qu'il est inutile de penser à faire exécuter les travaux d'une ferme modèle à de jeunes délinquants dont l'âge varie de 9 à 16 ans. Ce n'est pas, d'ailleurs, le fait de l'Ecole de réforme. Cette oeuvre est du ressort des sociétés d'agriculture. Pour tous ces jeunes garçons m'est avis qu'une école où on leur enseignerait un métier quelconque serait de beaucoup préférable. Pour cela, il faut que l'école soit dans un centre assez populeux et où leurs travaux puissent être appréciés. Quant à placer l'institution à Trois-Rivières, il ne faut pas y penser. Quoi qu'en dise l'honorable député de cette ville, Trois-Rivières est trop en dehors des communications régulières et des centres industriels et commerciaux. Peut-être l'honorable député croit-il rendre un grand service à ses concitoyens, mais pour moi je crois que ce n'est pas l'endroit où il faille établir pareille institution avec profit.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je comprends, monsieur l'Orateur, l'importance de la question pour la Chambre; les délinquants d'aujourd'hui sont les électeurs de l'avenir et il s'agit d'en faire d'excellents sujets. Je m'attacherai à répondre à une observation du député de Montréal-Ouest. A ce sujet, chacun prêche pour sa paroisse: il s'est dit que puisque l'école est dans la paroisse il ne faut pas qu'elle en sorte, et pour cela il prétend que Trois-Rivières n'est pas un endroit central et qu'il se trouve en dehors des communications régulières. J'ai bien l'honneur de faire observer à l'honorable député qu'il s'agit de l'établissement d'une institution dont la province est appelée à bénéficier et que, conséquemment, malgré que nous soyons très arriérés et en dehors des limites de la province, nous croyons que l'école sera aussi efficace à Trois-Rivières qu'à Montréal qui se trouve être, elle, dans les limites de la province. D'ailleurs le gouvernement ne peut être mis dans le règlement de cette question que par des considérations d'argent et de convenance. Quant à ce qui regarde la question d'argent, je prouverai quand l'on voudra que l'on peut établir à Trois-Rivières une école de réforme et une ferme modèle avec beaucoup plus d'économie qu'à Montréal. Quant à la question de convenance, je n'ai qu'une observation à faire: c'est que toutes les institutions publiques relevant du gouvernement se trouvent ou dans le district de Montréal ou dans le district de Québec, et que le district de Trois-Rivières a le droit de réclamer sa part dans la distribution de ces institutions par la province.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission de faire une observation et dit que, dans le rapport du surintendant de l'école, le besoin d'une ferme modèle de 500 à 600 arpents pour les jeunes délinquants est mentionné.

Il ajoute aussi, comme le député de Saint-Maurice, que le gouvernement peut établir l'institution à Trois-Rivières avec six ou sept fois moins de frais qu'à Montréal.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande que l'on fasse apprendre un métier aux jeunes délinquants.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Je prie le gouvernement de ne pas oublier le comté de Chambly dans le règlement de la question.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Suggère de mettre la maison de réforme sous la direction des Soeurs de la Providence, tout comme la prison des femmes. Il cite à ce sujet le rapport de l'inspecteur des prisons de l'État de New York, qui vante beaucoup les bienfaits de l'administration de l'institution par les soeurs de cette dénomination.

La proposition est adoptée.

Comptes publics

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872. (Documents de la session, no 1.)

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que les comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872, soient renvoyés au comité permanent des comptes publics et qu'ils soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Complimented the Honorable Provincial Treasurer upon the early presentation of the report. He thought, however, that it would be a great step toward improvement, if all public documents could be laid before the House on the first day of the session. Thus members would be put in timely possession of information, for, with a short session, it was desirable that they should be in a position to move as intelligently to business as possible. He would suggest that the Committee to which the Public Accounts had been reported should meet at as early a day as possible.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that after the accounts had been examined, it would be seen that they were correct and the House would be satisfied with them. The first meeting of the Committee on Public Accounts would take place at half past ten o'clock, tomorrow.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et demie.

Séance du 13 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etat des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872: L'Asile du Bon-Pasteur, l'École de réforme et l'Oeuvre du patronage, tous de la cité de Québec. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Laurier, la pétition d'Auguste Quesnel et autres, du village d'Arthabaskaville, comté d'Arthabaska.

Par M. Robert, la pétition des Soeurs de la Présentation de Marie, du diocèse de Saint-Hyacinthe, Sainte-Marie-de-Monnoir.

Par M. Esinhart, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, de Laprairie, comté de Laprairie.

Par M. Larochelle, la pétition de l'honorable J.-G. Blanchet et autres, de la ville de Lévis et autres lieux.

Par M. Gérin, la pétition des Soeurs de la Providence de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche.

Par l'honorable M. Langevin, C. B., la pétition de l'Asile du Bon-Pasteur, Québec.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition d'Alfred-D. DeCelles.

Par M. Joly, la pétition de l'Asile des Dames protestantes de Québec.

Par M. Eddy, la pétition du conseil municipal du comté d'Outaouais.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Théodore Robitaille, R. H. Montgomery et autres, de New-Carlisle; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs".

Du conseil de ville de la ville de Sherbrooke; demandant la passation d'un acte pour exempter des taxes, pour une période de vingt ans, la propriété de la compagnie "The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke".

Du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski; demandant de l'aide pour l'Hospice des Soeurs de la Charité de Rimouski.

Du très révérend L.-Z. Moreau et autres, de Saint-Hyacinthe; demandant de l'aide pour "l'Ouvroir Sainte-Geneviève", de Saint-Hyacinthe.

Des Soeurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe et des Soeurs de la Charité, directrices de l'Hôpital Général de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills :

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

Accordé.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Accordé.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes 31 Vict., chap. 11, et 32 Vict., chap. 20, et pour faciliter la colonisation du pays.

Accordé.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Demande la permission d'introduire un bill pourvoyant à ce que les élections des membres de l'Assemblée législative de Québec se fassent au scrutin secret.

Accordé.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande la permission d'introduire un bill pour empêcher les menées corruptrices aux élections municipales et aux élections de commissaires ou de syndics des écoles communes.

Accordé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 109, des statuts refondus du Bas-Canada, en ce qui concerne la contribution par les municipalités pour le paiement des petits jurés.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Archambeault, Dionne, Hale, LeMaire, de Léry, Ross et Starnes pour aider son honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les

intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil législatif informe aussi cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Beaubien, Beaudry, Dostaler, Hale, Thiбаudeau et Wood pour agir de la part du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée législative par son message.

Interpellations:

Impression des documents publics

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je désire attirer l'attention de l'honorable premier ministre sur le fait que les documents publics de la dernière session ne sont pas encore imprimés. Ayant voulu consulter les comptes de la province pour l'année 1871, on m'a passé ceux de 1870, me déclarant que ceux que j'avais demandés ne sont pas encore publiés.

Cette négligence est inexcusable. Elle nous met dans l'impossibilité de discuter ces documents et d'examiner sérieusement la position financière du pays.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis aussi fâché de ces retards que l'honorable représentant de Lotbinière, mais ce n'est pas la faute du gouvernement si ces documents ne sont pas encore imprimés. L'établissement auquel ils ont été envoyés, l'imprimerie de la Minerve, a déménagé dans le cours du printemps et les retards dont on se plaint sont la conséquence de ce déménagement. J'espère que l'honorable député voudra bien prendre ce fait en considération et attendre encore quelques jours.

M. T. FOURNIER (Montmagny): J'ai appris que ces documents ont été envoyés pour être imprimés dans une autre ville pour favoriser des partisans politiques.

Cela nécessite une correspondance qui occasionne de longs retards et qui, comme l'a observé l'honorable député de Lotbinière, nous met dans l'impossibilité de discuter sérieusement ces documents. On m'a dit, et je tiens cette information d'un officiel, que l'impression du rapport du ministre de l'Instruction publique est loin d'être terminée et que conséquemment nous ne l'aurons qu'à la fin de la session. Il semble qu'il y a ici assez d'établissements pour suffire à l'impression régulière de ces documents et je regrette que pour satisfaire des partisans avides le gouvernement nous fasse subir tous ces retards.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a rien à faire

avec l'impression de ces documents. Le contrat a été donné par le comité des impressions et nous n'en sommes pas plus responsables que la Chambre, puisque nous n'avons rien à y voir.

Conseils de la reine

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'enquiert si le gouvernement croit avoir le pouvoir de nommer des conseils de la reine et s'il existe à ce sujet quelques correspondances entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral ou quelques-uns de ses ministres.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement est d'avis qu'il a le droit de nommer des conseils de la reine; mais, vu certains doutes qui surgissent au sujet de la question qu'il n'y a pas eu de nouvelles nominations depuis 1867, il pense que le gouvernement a le droit exclusif de nommer des conseils de la reine pour la province de Québec. Il n'y a eu aucune correspondance à ce sujet entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain, le 15 du courant, à 3 heures, p.m.

Il fait cette proposition parce que plusieurs députés protestants de la Chambre ont manifesté le désir de prendre part aux cérémonies religieuses qui doivent avoir lieu, le lendemain, dans les églises protestantes pour le jour d'actions de grâces.

Adopté.

Aide aux chemins de fer

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Appuyé par le député de Montréal-Ouest (M. F. Cassidy), propose que le greffier de cette Chambre reçoive instruction de demander par écrit aux différents directeurs de compagnies de chemin de fer, qui ont reçu des secours en terres, ou en argent, de faire rapport à cette Chambre des affaires desdites compagnies depuis le jour où elles ont été incorporées.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il ignore si M. Bellingham veut incriminer quelque compagnie, mais il dit que la compagnie du chemin de Québec et Gosford a envoyé son rapport dans le temps prescrit.

La proposition est adoptée.

Rapatriement des Canadiens

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé

par le député de Shefford (M. M. Laframboise), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des sommes employées au rapatriement des Canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées et indication des noms des agents d'immigration ou de colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses, et du nombre des familles rapatriées.

Il y a un an, je crois, à la dernière session de la Législature, j'ai eu l'honneur de proposer qu'une partie de l'argent appropriée à des frais d'immigration pourrait être avantageusement employée au rapatriement de nos compatriotes émigrés. Sur l'assurance de la part du premier ministre que l'on ferait même davantage pécutiairement pour rapatrier nos compatriotes, je retirai ma motion. Je signalerai en passant une théorie au sujet de l'émigration partagée par nos ministres, surtout par le chef du cabinet: c'est que l'émigration des individus de l'espèce humaine se fait de l'est à l'ouest. L'émigration qui nous vient d'Europe ne peut pas réellement contribuer à maintenir l'équilibre dans la situation. Il ne peut pas compter là-dessus. Peut-on croire en effet que des gens arrivant d'outre-mer se fixent dans le pays, tandis qu'ils voient tous les jours des centaines de nos compatriotes passer du côté de la république voisine? La meilleure politique à suivre au sujet de l'immigration est de rapatrier nos compatriotes, de faire exploiter les parties incultes du pays par des gens qui connaissent le sol, les moeurs du pays et sont habitués à son climat rigoureux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je pense qu'après avoir lu le rapport du ministre de l'Agriculture, qui sera distribué très prochainement, l'honorable député verra qu'il y a de grands obstacles au rapatriement des Canadiens. Pour coopérer, nous étions prêts à faire tout ce qui était en notre pouvoir, à suivre les conseils du révérend M. Chartier, que nous avons dans ce but nommé agent de colonisation pour les Cantons de l'Est. Nous lui avons même nommé un assistant pour lui permettre de visiter les Canadiens des Etats-Unis et les induire à revenir au pays. Mais je regrette de dire que le rapport de M. Chartier, qui se trouve dans celui du ministre de l'Agriculture, constate qu'il est très difficile de déterminer les Canadiens émigrés à revenir au Canada.

D'ailleurs, les sociétés de colonisation ont été instituées dans ce but et elles ont assez bien réussi. Je demanderai donc à l'honorable député, qui semble rempli d'un si beau zèle pour le rapatriement des Canadiens, de nous dire ce qui a été fait dans son comté et dans les comtés voisins pour ces sociétés de colonisation.

Adopté.

Nomination de juges de paix,
dans le comté de Saint-Jean

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé par le député de Napierville (M. L.-D. Lafontaine), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances avec le gouvernement, relativement à la nomination de juges de paix dans les paroisses de Saint-Luc et de Saint-Bernard-de-Lacolle, comté de Saint-Jean, depuis le premier janvier 1871.

C'est une question d'un intérêt purement local; je demande pardon à la Chambre de la forcer à s'en occuper. Depuis un an, les paroisses ci-dessus n'ont pas de juges de paix. Malgré toutes les démarches, malgré les lettres nombreuses que j'ai adressées au ministère, je n'ai pas pu obtenir la nomination de cet officier dans chacune des paroisses susnommées. J'obtins du ministère la promesse que les nominations que je demandais seraient publiées dans le numéro suivant de la Gazette officielle. Il y a un an de cela et je ne vois rien venir encore. J'ai à faire observer aussi en passant que le gouvernement trouverait bien difficilement un seul partisan dans ces deux paroisses. Le gouvernement a un système de tracasseries à lui qu'il a mis en vigueur dans ce cas-ci, comme toujours, contre ceux qui ont le tort de ne pas professer une admiration sans bornes pour l'administration actuelle. Cependant le gouvernement devra finalement choisir entre deux alternatives, de deux choses l'une: ou il devra nommer comme juge de paix une personne qui lui est hostile, ou il lui faudra faire une législation spéciale pour ce nouveau cas.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Dit qu'il se trouve dans le même cas. C'est une consolation pour lui de n'être pas seul à se plaindre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que l'accusation de favoritisme et de partialité portée contre lui n'atteint pas son but. Une preuve de ses dispositions impartiales envers tous, c'est que l'honorable député de Lotbinière a formulé une demande à peu près du même genre que celle de l'honorable député de Saint-Jean et que le gouvernement s'est empressé d'y acquiescer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai même mentionné au gouvernement deux noms de citoyens parfaitement qualifiés à remplir la position de juges de paix. Le gouvernement n'avait pas même à chercher qui nommer.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): En effet deux noms ont été suggérés par l'honorable député, mais le gouvernement, après avoir pris des renseignements

minutieux sur les deux candidats proposés à la place de juge de paix, n'a pas cru rencontrer en eux les hommes qu'il fallait pour remplir la susdite place.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Insiste pour que l'honorable premier ministre dise quelles sont les raisons qui ne qualifient pas ces deux personnes à remplir la charge de juge de paix. C'est une attaque portée contre le caractère de ces personnes et contre le sien, vu qu'il a recommandé leur nomination.

Il attend cette nomination depuis des jours, depuis des semaines, depuis même une année. Il veut maintenant savoir ce qui ne va pas.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Réplique que le gouvernement ne se croit pas obligé de dire ces raisons; il est seul responsable de ses opinions. Ce n'est pas son intention d'attaquer le caractère des deux personnes en question. Il ne les trouve pas suffisamment qualifiées. Tout le monde n'a pas été créé et mis au monde pour être juge de paix.

Par ailleurs, si la nomination des juges tarde, les paroisses ne sont pas privées de justice puisque le maire est officier de justice ex officio.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Informe la Chambre qu'il a eu à s'occuper de l'organisation d'une cour de Commissaires. J'étais muni de requêtes signées par la majorité des électeurs du comté. Après trois années de labeurs de toutes sortes, le gouvernement me dit enfin qu'il n'avait pas pu se rendre aux sollicitations des électeurs, vu que des influences extraordinaires du dehors, étrangères au comté, avaient exercé une pression sur l'administration. Il y avait eu contre-requêtes faites par des partisans du gouvernement étrangers au comté et qui étaient intéressés à obtenir telle ou telle nomination. Il y a des préfets qui ont été nommés dans mon comté, mais non par l'influence du député lui-même, qui a le tort de ne pas se prosterner en adoration devant l'administration actuelle, mais par l'influence de députés d'autres comtés.

Des étrangers qui ne savaient même pas lire ont été nommés juges de paix.

La liste qu'il a ne contient pas seulement le nom de candidats rouges mais aussi ceux de candidats conservateurs.

Il veut savoir lui aussi ce qui s'est passé.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Dit que l'article des nominations les plus simples donne beaucoup plus de besogne et de souci au gouvernement que ses mesures législatives. Il a pris dix jours pour donner un recorder à la ville de Québec, c'est-à-dire beaucoup plus de temps qu'il en faudrait pour élaborer le nombre de mesures qu'il a à présenter dans le cours de la session, mesures qui, du reste, ne sont pas de son cru mais qu'il emprunte à l'Opposition. S'agit-il de nominations recom-

mandées par ses adversaires, le gouvernement entre en considération. Si plus tard l'adversaire politique qui a recommandé telle ou telle nomination se voit négligé, il trouve que le gouvernement a encore la chose sous considération. Quand le gouvernement considère, on ne sait jamais jusqu'où cela peut aller.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le député de Drummond-Arthabaska (M. W. Laurier) s'est plu à faire des remarques sur la conduite du gouvernement relativement à des considérations mesquines. Il ajoute cependant que le gouvernement est loin d'avoir tort d'étudier longuement ces nominations qu'il considère très importantes.

Il croit que le député de Drummond-Arthabaska aurait dû prêter quelque attention à ce sujet avant de faire part de ses idées à la Chambre.

Il dit que dans les deux cas évoqués, le gouvernement n'a pas retardé les nominations dans un esprit de partisanerie. Il s'agit d'un problème délicat où les considérations politiques ne jouent pas.

Quant à l'honorable représentant de Châteauguay, je dois lui dire que si nous n'avons pas acquiescé à sa demande, c'est parce que nous avions de fortes raisons d'en agir ainsi. Croit-il que pour favoriser les caprices, peut-être de la majorité d'une paroisse, nous allons presque abolir une cour qui n'a été établie qu'après mûre considération, et cela sur son simple dixit? Non! monsieur l'Orateur, le gouvernement agit avec plus de sagesse et met plus de circonspection lorsqu'il est question de l'administration de la justice. En réponse à l'honorable député de Saint-Jean, je dirai que l'infortunée paroisse de Saint-Luc dont il parle n'est pas aussi mal partagée qu'on pourrait le croire, en ce qui regarde les juges de paix. D'abord, là comme à Lacolle, le maire remplit les fonctions de juge de paix, en sorte que la paroisse n'en est pas privée. Puis, en référant à la page 36 des statistiques judiciaires pour 1871, l'honorable député verra qu'il y a dans la paroisse de Saint-Luc cinq juges de paix.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable procureur général voudrait-il lire les noms de ces juges de paix?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je réfère l'honorable député à la page 36 des statistiques judiciaires pour 1871.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ce document me donne une nouvelle preuve de la négligence avec laquelle est administrée la justice. Des cinq personnes mentionnées dans ce document comme juge de paix pour Saint-Luc, trois sont aux Etats-Unis, une dans le comté d'Iberville et l'autre est morte, en sorte que cette paroisse, quoi qu'en disent ces statistiques, est absolument dépourvue de juges de paix.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Donne information à la Chambre que la dernière faveur qu'il ait demandée au gouvernement et qu'il ait obtenue immédiatement, a été la destitution d'un vieux magistrat qui, ne pouvant plus remplir les devoirs de sa charge, a cru devoir demander sa retraite. Le vieillard a dû recevoir un avis de destitution, à moins que le gouvernement ait encore la question sous considération.

Il est d'avis que toutes les nominations judiciaires devraient être faites sans distinction de parti politique. Une administration ne devrait jamais être entraînée par l'esprit de parti dans des nominations de ce genre. Si jamais l'Opposition se rendait coupable de pareille chose une fois au pouvoir, certainement elle mériterait de rester éternellement où elle est.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said the time had come when he must say a word in the matter. When Government was called upon to make these selections, the work was delicate and difficult. If they were to act upon their own knowledge of men, the task would be easy. When it comes to a question of confidence, if Honorable gentlemen have no confidence in the Government, it is not likely that the Government will place much confidence in them. The circumstances rendered it imperative for them to take advice and information somewhere. As to the two cases cited in the first, he (Mr Irvine) could not recall the details, but assuming that the Government, as Mr Laurier had said, had taken the advice of his predecessor, and not of himself, that gentleman resolved it into a question of confidence, and because his candidates did not receive appointments, he made it follow that the appointments were not so good as they might have been. He must disclaim any such phrase as had been imputed to him. In the case cited, three different sets of people had recommended three different sets of candidates. How was the Government to decide? Where it is not supposed that they were cognizant of all the inner details of the case, it is to be expected that they would take time for consideration of the information presented. A delay of three weeks took place, and a nomination was made which gave general satisfaction, though perhaps not to Mr Laurier's candidates. They waited three weeks, and he could not consider the delay excessive.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne pouvait trop prendre son temps pour faire des nominations. Quand la nomination du recorder de la ville de Québec rencontre l'approbation générale, cela vaut bien la peine qu'on s'en occupe dix jours durant.

Tous les journaux, même ceux de l'Opposition, se sont dit heureux du choix du gouvernement.

Il n'est pas fondé de prétendre que le gouvernement se sert de son autorité pour promouvoir ses propres intérêts.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Blâme le système en vertu duquel le gouvernement fait ses nominations. Je suis heureux d'apprendre de la bouche de l'honorable premier ministre que le gouvernement ne nomme jamais un ennemi à une position quelconque. Il nous a donné là tout le programme de son gouvernement. C'est d'ailleurs un fait bien connu que le gouvernement ne fait les nominations qu'au point de vue du favoritisme politique. Il se croit le maître absolu du domaine public, dont l'honorable premier ministre dispose en faveur de sa famille. Je suis heureux que l'honorable premier ministre réclame la paternité et la propriété de ce système. L'Opposition ne consentira jamais à l'appliquer et si elle l'adoptait, elle mériterait de toujours garder les sièges à la gauche qu'elle occupe aujourd'hui.

Ce système, on l'applique rigoureusement partout pour tyranniser des gens qui ont le malheur de ne pas approuver la politique ministérielle. Non seulement on ne nomme pas les juges de paix demandés par les députés oppositionnistes, mais on destitue sans raison ceux qui ont déjà leur commission. C'est ainsi que dernièrement on a révoqué sans le moindre prétexte la commission de M. Joseph-Octave Dion, de Saint-Thomas, sans lui fournir préalablement les moyens de se justifier ni lui faire connaître pourquoi on le destituait.

Est-ce à vous, premier ministre d'une province, de tenir pareille conduite envers vos subordonnés? N'est-ce pas à vous d'accorder égale protection à tous? Je vais citer un autre fait comme nouvelle preuve du grand esprit d'équité du gouvernement. J'ai ici un numéro de l'Événement, dans lequel est publié le récit d'une entrevue entre une députation du comté de Charlevoix et les honorables MM. Chauveau et Langevin, chez M. Chauveau.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Si l'honorable député veut bien me permettre de l'interrompre, je lui dirai qu'il est dans l'erreur. La plainte portée contre M. Dion lui a été communiquée, avec demande d'exposer ce qu'il avait à dire pour la réfuter et jamais il n'a daigné répondre, ainsi que le montrera la correspondance officielle.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je suis peut-être dans l'erreur, mais je pourrai établir qu'on l'a destitué sans raison.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'oppose à la lecture de l'article, vu que cela se trouve contre les règles de la Chambre. S'il me fallait répondre à tous les articles de journaux, tout mon temps y passerait.

M. FOURNIER (Montmagny): Raconte la façon cavalière avec laquelle la députation de Charlevoix a été traitée en cette circonstance. Ne voulant plus du député d'alors, M. Cimon,

elle demandait au gouvernement un député de son choix. On lui répondit que M. Cimon ferait l'affaire et que si le comté élisait M. Tremblay, il ne pouvait s'attendre à aucune faveur du gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Proteste et dit qu'il n'a jamais reçu de députation du comté de Charlevoix.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Insiste.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je laisse à la Chambre et au public de juger, par le ton et l'expression de l'honorable député, ce qu'on peut attendre de lui et s'il serait capable de faire une nomination sans y mettre un fanatisme acharné, si jamais il vient au pouvoir.

Il a complètement défiguré le sens de mes paroles. Je n'ai jamais dit que le gouvernement ne nommerait pas un ennemi. Je n'ai fait allusion qu'au patronage légitime qui fait partie de notre histoire constitutionnelle et je suis convaincu que s'il l'avait à sa disposition, l'honorable député l'exercerait as vengeance, comme on dit en anglais, pour satisfaire sa vindicte et sa haine orgueilleuse contre tout ce qui ne se prosterne pas devant lui. On peut le voir par le déluge de bile et de fiel qu'il vient de déverser.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): J'ai eu moi-même occasion de me convaincre que le gouvernement ne nomme en effet que des gens qui lui sont complètement dévoués. Pendant les élections, une députation du comté de Charlevoix est venue demander à l'honorable premier ministre de lui indiquer un candidat. L'honorable premier ministre a répondu qu'il ne pouvait lui indiquer un candidat, mais que s'ils m'élevaient, le gouvernement ne donnerait absolument rien au comté, soit pour la colonisation, soit pour les travaux publics.

En cela, d'ailleurs, l'honorable premier ministre suivait la politique de son chef, l'honorable ministre des Travaux publics pour le gouvernement fédéral, qui a pris le trouble d'écrire deux lettres pour dire à quelques électeurs que s'ils élevaient Tremblay, ils pouvaient s'attendre à n'avoir rien pour les travaux publics. C'est la doctrine de l'école et l'honorable premier ministre suit fidèlement la doctrine de ses maîtres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député est complètement dans l'erreur. Je n'ai jamais été consulté par une délégation du comté de Charlevoix sur le choix d'un candidat. Je le défie de prouver cet avancé.

M. A. GAGNON (Charlevoix): Je n'ai jamais eu connaissance de cette délégation et je suis certain que les électeurs de Charlevoix n'en ont jamais envoyé auprès de l'honorable premier

ministre. S'ils en avaient envoyé, j'en aurais eu connaissance.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Si ce n'est pas une députation régulière, je suis certain que plusieurs électeurs de Charlevoix sont venus le consulter. Je le prouverai.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): L'honorable député croit-il que je vais lui répondre, dans le parlement local, à des questions qui se rattachent aux élections fédérales? Qu'il m'attaque à Ottawa. Nous l'attendrons là. C'est là que je lui dirai ce que je pense de lui.

La proposition est adoptée.

Ecoles normales

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Appuyé par le député de Saint-Maurice (M. E. Gérin), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état du nombre des jeunes gens qui ont étudié comme élèves-maîtres dans les écoles normales de la province, depuis le commencement de l'existence de ces institutions; le nombre de ceux qui pratiquent actuellement l'enseignement; le coût total des écoles normales depuis le commencement; le coût par chaque année distincte, et le coût de chaque élève pour la province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'ai aucune objection à ce que cette adresse soit présentée. Mais je dois déclarer que les renseignements demandés par l'honorable député se trouvent dans un rapport préparé à la demande de l'honorable député de Chicoutimi et vont jusqu'à l'année 1870. D'ailleurs toutes ces informations se trouvent aussi dans les articles publiés dans le Journal de Québec en 1868 et en 1869, auquel je réfère l'honorable député.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Il ne s'agit pas d'articles de journaux. L'honorable premier ministre en a déjà écrit pour son propre compte et davantage. Mais il ne s'agit pas de cela. Je demande des renseignements officiels qui nous permettent de prendre une action constitutionnelle. J'ai le droit d'obtenir ces renseignements et si l'honorable premier ministre veut faire des malices qu'il croit fines en parlant d'une manière intempestive des articles de journaux, il lui est bien loisible de le faire. Le public en pensera ce qu'il voudra.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il me semble qu'il n'y a rien de blessant dans ce que j'ai dit des articles du Journal de Québec. J'ai virtuellement déclaré qu'ils sont excellents puisque...

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Monsieur l'Orateur, j'aimerais bien savoir si on va continuer le système de parler dix fois sur la même question ainsi que vient de le faire l'honorable premier ministre, ou bien suivre les règles de la Chambre et de la discussion.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il est bien loisible à l'honorable député de se protéger contre ce que j'allais dire, en en appelant aux règlements de la Chambre...

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je ne me protège pas contre l'honorable premier ministre. Je n'ai besoin de me protéger contre personne. Il le sait bien. Je n'ai jamais eu peur de lui et je n'en ai pas peur. J'ai déjà eu occasion de le rencontrer dans la lutte.

D'ailleurs, je demande des renseignements qui ne sauraient m'être refusés. On dit que les écoles normales coûtent cher au pays et il est important que le public sache à quoi s'en tenir sur ces dires. Mais comme cette question demande d'être traitée froidement, je crois qu'il vaudra mieux attendre que le sang-froid ait remplacé l'excitation pour la discuter à fond et voir s'il y a matière à critique.

D'ailleurs l'honorable premier ministre aurait dû laisser passer la motion sans discussion comme je l'avais proposé sans l'appuyer d'aucun argument.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il me semble qu'il n'y a rien d'insultant dans ce que j'ai dit des écrits instructifs du Journal de Québec. J'ai virtuellement déclaré qu'ils sont excellents, puisque j'y renvoie l'honorable député pour les renseignements officiels qu'il demande. D'ailleurs, les rapports qu'il exige lui seront remis et il verra après tout que les pensionnaires des écoles normales coûtent moins cher que l'entretien de certains patients dans d'autres institutions bien connues de l'honorable député.

Adopté.

Cadastres

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant:

1. Les noms et résidences des personnes employées sous l'opération des lois qui pourvoient à cadastrer la propriété mobilière dans cette province, pour l'enregistrement des droits réels, depuis quand ces personnes sont ainsi employées, et le salaire payé à chacune d'elles respectivement.

2. Le prix des maisons ou bureaux loués à cette fin, leur site et les noms de propriétaires qui en ont touché le loyer.

3. Les dépenses de toute nature occasionnées pour l'entretien ou maintien desdites maisons ou bureaux, et toutes autres dépenses, frais et déboursés sans exception.

4. Si aucune des personnes employées à la confection desdits cadastres cumulent différents emplois, soit sous le contrôle du gouvernement de cette province, soit sous celui du gouvernement fédéral, quels sont ces emplois et le salaire attaché à chacun?

5. Ce que coûte respectivement chaque cadastre terminé et proclamé, et si les droits prélevés à cette fin sont suffisants; sinon, quelle somme reste à être perçue et payée dans chacune de ces divisions d'enregistrement?

6. Les diverses sommes prélevées pour droits d'enregistrement dans chaque division d'enregistrement de cette province où les cadastres ne sont pas encore commencés.

7. Ces renseignements demandés jusqu'au 1er novembre 1872.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il ne s'oppose pas à la proposition du député de Napierville.

Il précise néanmoins que les informations demandées ne pourront être données avant quelques jours et que cela nécessitera beaucoup de recherche et occasionnera des frais considérables.

Si le député de Napierville veut bien attendre la parution des rapports, il y trouvera les informations désirées.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Dit qu'il peut attendre. Il croit néanmoins que si la cause du gouvernement est valable, rien ne l'empêche d'en publier un état.

M. F. CASSIDY (Montréal-Centre): Dit que le travail du cadastre a été remarquablement bien fait à Montréal et que les plans étaient plus exacts que ceux de la corporation. Le gouvernement mérite des félicitations. Il lui semble qu'à cause de l'excellent travail, il ne faille pas demander un tel état spécial.

La proposition est adoptée.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 15 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Rapports municipaux de la province de Québec pour l'année 1871. (Documents de la session, no 6.)

Aussi, état des affaires de l'Hôpital général du district de Richelieu pour l'année 1872. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. David, la pétition de la faculté médicale de l'université de "Bishop's College", Montréal.

Par M. Dorion, la pétition du très révérend H. Miller, de Sorel; et la pétition du conseil de ville de la ville de Sorel.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Société d'histoire naturelle de Montréal.

Par M. Beaubien, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal, de l'Asile du Bon-Pasteur, Québec et des Soeurs de l'Asile de la Providence, de Laprairie, comté de Laprairie; demandant respectivement de l'aide.

De l'Hospice Sainte-Croix, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville — de l'hospice de la Maternité de l'université, Montréal, et de l'Asile des Dames protestantes, de Québec; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société de numismatique et d'archéologie, Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly; demandant de l'aide pour l'Hôpital Saint-Joseph de Chambly.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal, et autres; demandant de l'aide pour l'Institution des sourds muets de ladite cité.

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, comté de Beauharnois; demandant que la subvention accordée à l'Hôpital de Saint-Joseph de Beauharnois soit continuée et augmentée.

Des Soeurs de la Providence de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche; demandant de l'aide pour un hospice dans ladite paroisse.

Des Soeurs de la Présentation de Marie, du diocèse de Saint-Hyacinthe, Sainte-Marie-de-Monnoir; demandant de l'aide pour le couvent de Sainte-Marie-de-Monnoir.

De Auguste Quesnel et autres, du village d'Arthabaskaville, comté d'Arthabaska; demandant un octroi annuel au collège d'Arthabaskaville.

De l'honorable J.-G. Blanchet et autres, de la ville de Lévis et autres lieux; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebec.

Du conseil municipal du comté d'Ottawa; demandant que le chef-lieu du comté soit changé d'Aylmer à Hull, pour les fins municipales et d'enregistrement.

De Alfred-D. DeCelles; demandant que le Barreau de la province de Québec soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres et de lui accorder son diplôme d'avocat.

Rapport de comités:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici ce rapport.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avisa la Chambre qu'il proposera que les noms de messieurs Fournier et Laframboise soient ajoutés sur la liste des membres du comité des comptes publics.

Introduction de bills :

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant le cautionnement de certains officiers judiciaires de la province de Québec.

UN DEPUTE: Demande des explications.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que ce projet de loi a pour but de relever les shérifs, protonotaires et autres officiers judiciaires d'une partie de leurs responsabilités, en autant que la loi adoptée à la dernière session les relève de la responsabilité de la garde des dépôts judiciaires.

Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé: Acte concernant les dépôts judiciaires et autres.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill concernant certaines compagnies à fonds social.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande quelle est la nature du bill.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Il explique la teneur de ce bill, qui a pour but de permettre aux compagnies à fonds social de réduire le montant de leurs actions pour le diviser, quand ces actions excéderont \$100, et de permettre aux compagnies américaines formées pour exploiter quelque industrie au Canada de jouir des privilèges qu'on accorde dans le pays aux sociétés du même genre.

Le bill est lu pour la première fois.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, pour l'annexer à celui de Québec.

Accordé.

Aide aux agriculteurs

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), qu'il est expédient d'exonérer les membres du Conseil exécutif et l'auditeur de cette province, et tous les autres officiers et personnes concernés dans l'émission d'un mandat spécial du lieutenant-gouverneur, sous l'autorité de la quarante-septième section de l'acte du département du Trésor, pour avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités, dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix, à titre de prêt pour achat de grains de semence.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je dois déclarer que Son Excellence a eu parfaite connaissance de ces prêts.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'espère que l'honorable trésorier n'insistera pas pour que ce comité se forme avant que la Chambre n'ait eu dans les comptes publics certaines informations sur ces prêts.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Ces informations sont bien faciles à donner. Sur la représentation de leurs députés, plusieurs localités, pour se procurer des secours ou du grain de semence, ont demandé au gouvernement de leur prêter, sur la garantie d'obligations émises par les municipalités, payables en deux, trois, quatre et cinq ans, quelques sommes d'argent. Dans l'intérêt de ces localités comme dans celui du pays, le gouvernement s'est cru obligé d'acquiescer à ces demandes sans obtenir l'assentiment préalable de la Chambre, et c'est pour régulariser ce procédé que je demande à la Chambre de se former en comité pour déclarer qu'elle exonère le gouvernement de tout blâme.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je prierais l'honorable trésorier de vouloir bien attendre jus-

qu'à mardi pour faire cette demande à la Chambre, qui pourra avec ce délai prendre la chose en considération.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que mardi prochain cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération ladite proposition.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté".

Adopté.

En comité :

Il est résolu que des subsides soient accordés à Sa Majesté. Résolution à rapporter. Le comité fait alors rapport qu'il a passé une résolution.

Interpellations :

Chambre des arts de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Avant de procéder aux ordres privés, Monsieur l'Orateur, je serais heureux de demander au gouvernement s'il se propose d'introduire pendant cette session une mesure pour mettre fin aux troubles qui ont eu lieu depuis deux ans dans la Chambre des arts de Montréal. J'ai reçu sur ces malheureux troubles des renseignements qui me forceront d'agir si le gouvernement n'introduit pas une mesure, ce qui serait fort désirable.

L'HONORABLE P.-J.O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je dirai avec plaisir à l'honorable député que le gouvernement s'est déjà occupé de cette importante question et qu'il a obtenu de personnes intéressées des deux côtés des renseignements qui lui permettront d'introduire une mesure très prochainement, après avoir eu une entrevue avec les parties.

Chemin de Tewkesbury

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande si c'est l'intention du gouvernement de payer à MM. Picard et Hallé, suivant la recommandation d'un comité spécial de cette honorable Chambre, la balance des sommes que ces messieurs ont déboursées pour l'ouverture d'un chemin de Tewkesbury au Lac-Saint-Jean.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a payé à ces personnes la moitié de la somme qu'elles demandaient et qu'il ne leur a pas encore remis la balance pour deux raisons, à savoir que la

somme demandée lui paraît exorbitante et qu'ensuite c'est une dette contractée par l'ancienne province du Bas-Canada. Il a le plaisir d'informer l'honorable député que la chose est néanmoins sous la plus favorable considération du gouvernement.

Succession de feu J.-F.-M. Desrivières

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Demande si le gouvernement a retiré de la succession de feu J.-F.-M. Desrivières, ex-shérif du district d'Iberville, la somme de \$1,154, dont il était, lors de son décès, reliquataire sur le fonds de bâtisses et de jurés; sinon, quelle mesure il entend prendre pour collecter cette somme.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas encore collecté cet argent. Mais les biens de la succession de M. le shérif Desrivières ont été vendus par les tribunaux et le gouvernement est intervenu et a fait application pour être colloqué parmi les créanciers pour obtenir sa part des sommes qui sont actuellement entre les mains du shérif.

Revenus du gouvernement

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'un état des recettes et dépenses, de quelques sources qu'elles proviennent, du gouvernement de cette province, à commencer de la clôture de l'année fiscale, le 30 de juin dernier au 31 d'octobre dernier, soit mis devant cette Chambre, sans délai.

Adopté.

Juge Charles Mondelet

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), qu'il soit présentée une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toute la correspondance entre le gouvernement provincial, ou aucun membre dudit gouvernement, et le gouvernement de la puissance, ou aucun membre d'icelui, concernant l'application de l'honorable Charles Mondelet, l'un des juges de la cour Supérieure du Bas-Canada, pour un congé d'absence; et toutes copies de la correspondance entre le gouvernement provincial, ou aucun membre d'icelui, et l'honorable Charles Mondelet, sur le même sujet.

Il est excessivement regrettable qu'un honorable juge qui compte trente années de services rendus à l'administration de la justice, n'ait pu obtenir du gouvernement le congé qu'il demandait, sur l'ordre de ses médecins, pour réparer sa santé ruinée par un travail excessif, quand on a accordé plusieurs fois des congés à des plus

jeunes juges qui ont bien moins fait pour le pays et pour la bonne administration de la justice.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je n'ai aucune objection à la publication de la correspondance relative à la demande du congé de M. le juge Mondelet. Cette demande a été faite à la fin de l'été dernier, pour un an, sous prétexte de maladie, et transmise au gouvernement fédéral qui nous a déclaré qu'ayant abandonné le système de nommer des juges suppléants il ne pouvait donner un remplaçant à M. le juge Mondelet qui, comme l'a fort bien observé l'honorable député, méritait bien par les trente années de services rendus au pays d'obtenir le congé qu'il sollicitait pour cause de maladie. Le gouvernement fédéral accorda donc ce congé, tout en déclarant qu'il ne remplacerait pas l'honorable juge; en lui communiquant la dépêche du ministre de la Justice à Ottawa, je lui écrivis que son congé commencerait avec la réception de ma lettre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): J'avais été informé que les autres juges s'étaient entendus pour remplacer M. le juge Mondelet pour lui permettre de prendre son congé. Quant à la nomination des juges suppléants, j'ai déjà eu occasion de la critiquer fortement dans une autre Chambre et de la représenter comme un système dangereux pour l'impartiale administration de la justice.

Relativement à la demande du juge Mondelet, il me semble qu'elle aurait dû être considérée aussi favorablement que celle de l'honorable juge Berthelot.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je regrette beaucoup ce qui est arrivé à M. le juge Mondelet, mais je dois dire que M. le juge Berthelot avait fait application dès le commencement du printemps pour obtenir un congé devant commencer au mois de septembre et qu'il avait aussi produit à l'appui de sa demande un certificat de ses médecins lui prescrivant de prendre ce congé en sorte que le gouvernement avait eu le temps de voir comment le remplacer. M. le juge Mondelet, au contraire, n'a soumis sa demande que tard, à la fin de l'été, quand les tribunaux allaient s'ouvrir pour les termes d'automne, ce qui rendait beaucoup plus difficile le moyen de lui trouver un remplaçant qui fût déjà juge.

La proposition est adoptée.

Bureau d'enregistrement de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance relative au dé-

placement du bureau d'enregistrement du palais de justice, dans la cité de Montréal, à la rue Saint-Gabriel, comprenant l'avis demandé à l'architecte de la Puissance, M. Scott, ainsi que la pétition des propriétaires fonciers de Montréal, protestant contre le déplacement du bureau.

Adopté.

Octrois de grèves

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, appuyé par le député de Beauce (M. C. Pozer), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état spécifiant les demandes faites depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à ce jour, pour octroi de grèves, les permis d'occupation et patentes accordés; les noms des personnes, les montants payés ou stipulés, les raisons alléguées pour la concession de ces grèves, l'étendue des terrains concédés, et la date des diverses demandes et des transactions effectives à ce sujet par le département des Terres de la couronne.

Il demande si le gouvernement entend concéder les grèves à certains individus et dit que ces concessions empêcheraient les étrangers qui descendent dans le Bas-du-Fleuve pendant l'été de pouvoir s'amuser à la pêche ou à la chasse. D'ailleurs, ces concessions peuvent amener des difficultés entre les deux gouvernements. Le gouvernement accorde des permis de pêche qui supposent l'usage des grèves. Puis, il peut arriver que ces grèves soient concédées par le gouvernement local, en sorte qu'il y aurait conflit entre le droit de grève et le droit de pêche.

Je fais observer au gouvernement les inconvénients qu'entraînent les concessions de grèves considérables à un particulier. Les étrangers qui arrivent ici peuvent avoir souvent maille à partir avec le susdit propriétaire d'une étendue de grève quelconque; un navigateur qui se voit obligé de mettre son navire dans telle ou telle anse ou baie qui est la propriété d'un seul individu peut souvent se faire refuser l'hospitalité de cette baie ou anse par le propriétaire. Il croit que le public a besoin d'être renseigné minutieusement sur ce sujet. Je demande ces informations parce que j'ai appris que le gouvernement est sur le point de disposer en faveur d'une personne d'une grève d'un mille, dans un endroit fréquenté l'été par quatre à cinq mille étrangers.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que les informations demandées par l'honorable député sont du plus sérieux caractère et que le gouvernement devra s'empresse de les donner.

Il y a là une question d'ordre constitutionnel. Il est généralement admis que la ligne de marée haute marque le commencement de la propriété du gouvernement du Dominion, qui seul peut l'administrer.

La proposition est adoptée.

Prêts aux municipalités

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, appuyé par le député de Beauce (M. C. Pozer), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement au sujet des prêts d'argent faits à diverses municipalités ou à certains particuliers pour achat de grains de semence dans le cours de l'hiver et du printemps derniers; copies des ordres en conseil à ce sujet et des communications conventives d'après lesquels ces prêts ont été effectués.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Fait observer à l'honorable député que certaines sommes d'argent ont été avancées en certains comtés sur l'obtention des débentures de municipalités comme garanties, qu'en d'autres elles l'ont été sans garanties et gratuitement et qu'il devrait inclure ces détails dans sa motion.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Se rend à cet avis et propose la motion ainsi amendée:

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement au sujet des prêts d'argent faits à diverses municipalités, ou à certains particuliers, pour achat de grains de semence dans le cours de l'hiver et du printemps derniers; copie des ordres en conseil à ce sujet, et des communications conventives d'après lesquelles les prêts ont été effectués; et aussi toute somme d'argent qui aurait pu être avancée gratuitement à certaines municipalités, ou à des particuliers, soit pour grains de semence ou secours d'une autre nature.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 18 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures dix.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre Etat des affaires de l'asile Finlay, pour l'année 1871, et des institutions suivantes pour l'année 1872:

Les Soeurs de la Charité de l'Hôpital Saint-Joseph de Beauharnois, l'hospice Youville, la Société charitable des dames catholiques de Québec, l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, et l'Union Saint-Joseph de Farnham. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gendron, la pétition de Michel Bourbonnais et autres de la paroisse de Saint-Clet; la pétition de François Prieur et autres, de la paroisse de Saint-Zotique; et la pétition de J.-B. Prévost et autres, de la paroisse de Saint-Polycarpe.

Par M. Brigham, la pétition de la municipalité du village de Farnham-West, comté de Missisquoi.

Par M. Picard, la pétition de S.E. McCully et autres, des townships de Windsor et Stoke, comté de Richmond, et la pétition du révérend Chs Lemire et autres, du township de Ham-Nord.

Par M. LaRoque, la pétition du révérend A. Thibault et autres, de la ville de Chambly.

Par M. Gill, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de George Wakeham de Québec.

Par l'honorable M. Langevin, C.B., la pétition du révérend Ls-A. Martel et autres, du district de Beauce.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend F.-X. Laberge et autres, des townships de Kilkenny, Wexford et Abercrombie.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie de chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et du conseil de ville de la ville de Sorel, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la faculté médicale de l'université de Bishop's College, Montréal, demandant de l'aide.

Du très révérend H. Millier, de Sorel, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'hôpital général du district de Richelieu, soit continuée et augmentée.

De la société d'histoire naturelle de Montréal, demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Rapport de comités:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

Elections de L'Islet

M. C. GILL (Yamaska): Informe la Chambre que le comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de L'Islet, juge à propos de s'ajourner jusqu'à vendredi, le 22^e jour de novembre courant, à 11 heures a.m., et qu'il a obtenu le consentement du pétitionnaire et du député siégeant à cet effet. Il propose donc, appuyé par le représentant de Montréal-Est (M. F. David), que le comité s'ajourne. Adopté.

Ajournement

M. C. GILL (Yamaska): Propose que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de cinq minutes. Adopté.

Reprise de la séance à trois heures vingt-cinq.Interpellations:Code municipal

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire imprimer, après la session, des extraits du code municipal pour l'usage des inspecteurs.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): C'est l'intention de faire imprimer des extraits du code municipal pour l'usage des inspecteurs.

Encouragement à l'industrie

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'adopter les suggestions faites l'an dernier par le comité spécial nommé pour prendre en considération les meilleurs moyens de développer l'industrie de cette province, notamment les industries annexées à l'agriculture. Lesdites suggestions se lisant comme suit, dans ledit rapport:

1. "La formation par cette honorable Chambre, au commencement de chaque session, d'un comité permanent chargé de s'occuper spécialement des industries en cette province.

2. "La tenue, par ce comité, d'une enquête concernant l'industrie, et plus spécialement touchant les industries à créer, celles qui se trouvent exister, mais qui ne sont pas dévelop-

pées suffisamment, et les causes qui entravent les progrès de ces industries. Ladite enquête devra être tenue de la même manière que celle qui a été ci-devant tenue au sujet de l'agriculture et de la colonisation. Votre comité recommande surtout qu'une série de questions concernant ces matières soit proposée par des hommes compétents, sous la direction du département de l'Agriculture, et adressées à tous les principaux industriels et à toutes les personnes en état de donner des renseignements utiles, afin que les réponses à ces questions puissent aider les travaux du comité que votre honorable Chambre pourra juger à propos de nommer à une prochaine session."

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je remercie bien l'honorable député d'avoir attiré l'attention du gouvernement sur ce sujet. On n'a pas songé dans la formation des différents comités permanents à nommer le comité spécial que demande l'honorable député; mais cela se fera certainement à la prochaine session.

Un comité spécial sera créé pour la présente session et un comité permanent sera formé à la prochaine session. Le gouvernement est déjà à l'oeuvre, par des conférences dans les écoles normales et par d'autres moyens. Cette question retient l'attention du gouvernement.

Enseignement agricole

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande si c'est l'intention du gouvernement de prendre de nouvelles mesures pour répandre d'une manière plus efficace l'enseignement agricole en cette province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Plusieurs demandes dans ce sens ont déjà été faites au gouvernement et l'honorable député doit savoir qu'il a été fait quelque chose dans le sens de sa demande. On a introduit depuis quelques années l'enseignement agricole dans les écoles normales et l'on a accordé des allocations aux écoles d'agriculture qui existaient déjà. Je crois qu'il serait difficile de faire plus qu'il n'a été fait jusqu'à aujourd'hui pour répandre l'enseignement agricole sans s'exposer à des dépenses inutiles.

Adresse au lieutenant-gouverneur:Petits jurés

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les municipalités dans la province qui ont payé la contribution pour les petits jurés, en vertu de la clause 15, du chap. 109 des statuts refondus du Bas-Canada, et celles qui ne l'ont point

payée; mentionnant combien il a été payé par chaque municipalité et les arrérages dus par chacune d'elles, et combien il serait dû par chaque municipalité si rien n'avait été payé par chacune d'elles.

Il dit que la réponse à des informations semblables qu'il a demandées l'autre jour est incomplète et informe la Chambre qu'il a ajouté à sa demande "et combien il serait dû par celles des municipalités qui n'auraient encore rien payé".

Adopté.

Comité des comptes publics

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), que l'honorable M. Laframboise et M. Fournier soient ajoutés au comité permanent des comptes publics.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'ai aucune objection à ce que ces deux honorables députés soient ajoutés au comité des comptes publics, à condition que MM. Malhiot et Chapleau y soient aussi ajoutés et que le quorum de ce comité soit fixé à neuf.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Je n'ai pas la moindre objection à ce que les deux honorables députés proposés par le premier ministre soient ajoutés au comité, mais je pense qu'il serait mieux de ne pas changer le quorum de ce comité.

Il est ordonné que les honorables M. Laframboise, M. Fournier, M. Chapleau et M. Malhiot soient ajoutés au comité permanent des comptes publics.

Subsides

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité auquel a été renvoyée la considération de la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté", a passé une résolution, laquelle est lue comme suit: "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté".

Ladite résolution étant lue une seconde fois, il est résolu que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution accordant des subsides à Sa Majesté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande si le trésorier fera son rapport des finances ce jour-là.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond qu'il craint de ne pouvoir

soumettre son rapport avant mardi de la semaine prochaine.

Impression des bills

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Asked when the public bills on the order sheet would be printed and ready for distribution. He complained that there was a great waste of time in the printing of bills, and desired to know whether the blame lay with the printer this time. The Government should be prepared to lay public measures before the House on the first day of the session, and not keep them in suspense. He also desired to learn the truth of the statement which had gone abroad, that the Queen's Printer was to be relieved of his duties, and the contracts suspended after three months' notice.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Hear! Hear!

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): As to whether the contractor for Government printing had been informed that their contracts would not be renewed, he wanted to know how the contracts were to be replaced, and reminded the Government of other contracts which had been entered into last session. He hoped that in new contracts the House would have an opportunity of expressing its opinion.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il est possible qu'il y ait certain retard dans l'impression des bills. Cependant, j'ai reçu avis de l'imprimeur que celui qui est inscrit par moi sur les ordres du jour et celui de mon honorable ami le procureur général seront prêts demain.

Quant à la tentative dont parle l'honorable député, qui nous donne en cela un avertissement plein de bienveillance, je dois lui dire que nous ne craignons pas de la renouveler, puisque l'an dernier elle a eu pour résultat le vote presque unanime donné par la Chambre en faveur du gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Exprime aussi l'opinion qu'il y a beaucoup d'irrégularités et de retards dans l'impression des documents officiels et que le gouvernement devrait y voir de plus près et pour son avantage et pour celui du public.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que le gouvernement doit préparer ses mesures pour les premiers jours de la session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ces mesures sont presque toutes prêtes et qu'elles seront bientôt soumises.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 19 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures-

Hôpital Saint-Joseph de Chambly

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etat des affaires de l'Hôpital Saint-Joseph de Chambly, pour l'année 1872. (Document de la session, no 5.)

Elections contestées

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que son mandat pour la nomination des membres du comité général des élections, est sur la table. Et ledit mandat est comme suit:

Conformément à la trente et unième section du chapitre sept des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulé: Acte concernant les élections parlementaires contestées.

Je nomme Sydney Bellingham, écuyer, député du district électoral d'Argenteuil; Pierre Bachand, écuyer, député du district électoral de Saint-Hyacinthe; Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, député du district électoral de Laval; Edouard Laberge, écuyer, député du district électoral de Châteauguay; Pierre Fortin, écuyer, député du district électoral de Gaspé, et Francis Cassidy, écuyer, député du district électoral de Montréal-Ouest, pour être membres du comité général des élections pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce dix-neuvième jour de novembre mil huit cent soixante-douze.

J.-G. Blanchet,
Orateur

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton la pétition de l'Asile des Orphelins protestants de Montréal et la pétition de la faculté de médecine de l'université McGill, Montréal.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet la pétition des soeurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, Montréal et la pétition de l'Asile de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, rue Fullum, Montréal.

Par M. Lavallée la pétition du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette.

Par M. Méthot la pétition du très révérend Th. Caron et autres, du village de Nicolet.

Par M. Marchand, la pétition de T.R. Jobson et autres, de la ville de Saint-Jean; la pétition des soeurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean; la pétition des soeurs de la Charité de la salle d'asile de la ville de Saint-

Jean; et la pétition du révérend J. Granjon et autres, de la paroisse Saint-Joseph de Montréal.

Par M. Pozer la pétition de la municipalité du township de Forsyth, comté de Beauce.

Par l'honorable M. le Solliciteur général Irvine la pétition des soeurs de la Charité de Saint-Ferdinand d'Halifax, comté de Mégantic; et la pétition de l'Asile des Orphelins, Québec.

Par M. Fortin la pétition de W. Duckett et autres, du village de Coteau-Landing.

Par M. LeCavalier la pétition de Thomas C. Dawes et autres, du village de Lachine.

Par l'honorable M. Cauchon la pétition de Jean Sylvain, de la paroisse de Sainte-Anne; et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Féréol, toutes deux du comté de Montmorency.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

1. De Théodore Robitaille, écuyer, et autres, de New Carlisle; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs."

2. Du conseil de ville de la ville de Sherbrooke; demandant la passation d'un acte pour exempter de taxes, pour une période de vingt ans, la propriété de la compagnie dite: "The Paton Manufacturing Company of Sherbrooke".

3. De l'honorable J.-G. Blanchet et autres, de la ville de Lévis et autres lieux; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec.

4. De Alfred-D. DeCelles; demandant que le Barreau de la province de Québec soit autorisé à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder son diplôme d'avocat.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-huit de ce mois.

Votre comité est aussi convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres, et que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-huit de ce mois.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

Il donne les principaux points de la mesure.

Le bill pourvoit à ce que les élections se fassent dans un seul jour.

On suivra le système du gouvernement fédéral relativement aux subdivisions des municipalités et la votation aura lieu le même jour.

Il n'y aura aucun changement relativement au nombre des députés et à la manière de voter des électeurs.

Sur la question de qualification, il n'y a pas de changement, sinon que les magistrats de district qui remplissent les fonctions de juge n'auront pas droit de voter.

La somme nécessaire pour être qualifié comme député est réduite de 500 livres sterling à \$2,000, ce qui enlève les difficultés qui pourraient exister au sujet de l'étalon de la monnaie ayant cours.

Le premier ministre dit qu'il espère que les différentes mesures de ce bill feront disparaître les abus qui existent à présent et rencontreront l'approbation des différents partis politiques.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Félicite le gouvernement d'être venu enfin devant la Chambre avec une mesure conforme aux vœux de l'opinion publique depuis si longtemps exprimés par la voix de l'Opposition. Il y a cependant un point sur lequel il fera quelques remarques. Il y a longtemps que l'opinion publique est en faveur de l'abolition de la qualification pécuniaire des députés. Il compte que le gouvernement biffera la clause relative à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je tiens compte des félicitations de l'honorable député tout en n'oubliant pas la pointe d'ironie qui s'y trouve. L'opposition réclame la paternité de la mesure; il ne voit pas que le projet de loi mis devant la Chambre à une session antérieure contienne une clause décrétant la suppression de la qualification électorale. Dans tous les cas, le gouvernement n'est nullement disposé à se rendre à cette suggestion.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Did not wish to enter into the merits of the measure then, it would be proper to do so at a future time. However, when the systems of Ontario and the Federal Government were called into question, it would be well to stick to historical records, and it was on this ground that he wished to make a few remarks. He spoke of the history of electoral reform in the old Parliament of Canada, of Honorable Mr Dorion's bill, and held that the Opposition of

Quebec might fairly claim precedence as to this reform. However, the question was not as to whom credit was due, but the importance of putting measures of reform into perfect shape at as early a date as possible. He could join with his confrere, the honorable member for Lotbinière, in congratulating the Government on the measure brought forward, which would be acceptable to the people of the Province. All that was in the power of a well-constituted government was the yield to the force of public opinion. Public opinion in this instance had ripened into a formal demand, and the Government deserved credit for acceding to it. With regard to the qualification clauses, he would remind the Honorable Premier that property qualification no longer existed in England. He would have a better opinion of the public men of the Province and the Dominion when such qualification was no longer rendered necessary, as in England. Such was his opinion now, in future stages he would speak more fully.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that Mr. Holton chose to speak of history. Well, if history was confined to Canada alone, perhaps he might be allowed to pass without remark, but there were other countries beside Canada to be considered. With monarchical institutions, we had adopted many of the institutions of our democratic neighbours, and in the British Parliament also was a partial imbibition of democratic principle to be observed in the abolition of property qualification. They had gone further and adopted the ballot system, of whose beauty of operation he had a very poor idea. The system of voting by ballot was an entirely American one, and thus we saw that priority of reform, like priority of idea, was something difficult of claiming.

He was very skeptical about the force of public opinion, and the incumbent duty of a Government to be bound by it. We had been told that public opinion demanded an elected Council. This was in the old Parliament of Canada. A measure was passed in accordance with what was considered public opinion. But after the demand had been acceded to it was found that public opinion had been misunderstood, for the public rejected the law. With regard to the fixing of but one day for polling, he was not so certain that the fullest liberty in the exercise of the franchise was thus accorded to the elector.

It was difficult, in the country parts, to have all the votes polled in one day, and less freedom was accorded than when the polls were kept open for several days. Unless the root of the evil, which made the exercise of the privileges of voting a source of profit to the voter, was struck at, and the power for corruption broken, such details were really, he thought, of minor importance, unless it could be shown that they tended to reform in this way.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Enquired

whether it was proposed to enforce permanent qualification, that is, if members were possessed of proper qualifications on the days of their nomination and election, whether they should be obliged to be qualified throughout their terms. Otherwise it was possible for men to be qualified to stand for election, and manage to get rid of their property while serving in Parliament.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remercie le député de Laval pour sa suggestion et dit que le gouvernement l'étudiera.

Le bill est lu pour la première fois.

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Alfred-D. DeCelles au nombre de ses membres.

Accordé.

Interpellations :

Salaire des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si le gouvernement a l'intention de rendre saisissable le traitement des officiers publics.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que l'intention du gouvernement n'est pas d'introduire un bill de semblable nature, mais que le sujet est digne de sa considération et qu'à l'avenir il admettra la destitution des employés criblés de dettes ou profitant de ce que leur salaire n'est pas sujet à être saisi, pour agir déloyalement avec leurs créanciers.

Limites à bois

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Appuyé par le député de Brome (M. W.W. Lynch), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1871, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite; ainsi qu'une copie de tout document ou correspondance d'une nature quelconque se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la couronne.

Monsieur l'Orateur, il est dans le souvenir de la Chambre que l'an dernier j'ai voulu présenter

une motion semblable, que des circonstances particulièrement douloureuses m'ont empêché de mener à bonne fin. C'est pourquoi je reviens encore à la charge cette année pour demander la production de ces documents.

On a beaucoup agité depuis quelque temps la question de la vente des limites. Il est remarquable que le département qui donne le plus de revenus à la province soit celui sur lequel on a le moins de renseignements. Les rapports mis devant la Chambre par les autres départements donnent des détails sur les transactions relatives à la confection des plus minimes travaux. Mais dans le rapport du département des Terres, il n'y a rien de cela. On n'a ces renseignements que lorsqu'on les demande au bureau. Dans ces rapports, on se contente de dire combien ont rapporté les bois et forêts.

La Chambre a droit de savoir plus. Nous n'avons pas de lois qui régissent ce département. Ce sont trois ou quatre ordres en conseil qui définissent la politique du gouvernement et ils sont si élastiques qu'autant vaudrait n'en pas avoir.

Le point sur lequel j'attire surtout l'attention de la Chambre est la vente privée des limites. Les premiers règlements du bureau des terres ne permettaient pas ces ventes et le département a fonctionné en vertu de ce système pendant l'année 1868. A la fin de cette année, le commissaire des Terres, abandonnant les ventes publiques, amenda les clauses qui les autorisaient, sous prétexte de se protéger contre les coalitions des marchands de bois. Depuis, il n'a été fait nulle vente publique et on n'a jamais su comment pouvait agir le commissaire, s'il donne justice à tous ceux qui lui demandent des limites et s'il n'est pas vrai qu'il a refusé à des propriétaires de moulins, qui en avaient besoin pour continuer leur exploitation, des limites qui ont été vendues ensuite à des gens qui sont en dehors du commerce de bois. On ne sait rien de tout cela et il serait pourtant d'une grande importance de savoir ce qui a été payé et à qui les préférences ont pu être données.

Il est remarquable qu'on ait refusé des limites à des marchands de bois pour les vendre à des hommes qui ne sont pas dans le commerce. Il serait à propos de savoir pourquoi.

On a fait beaucoup de bruit à propos d'une compagnie d'hommes en dehors du commerce de bois. Je ne veux pas dire qu'on doive refuser des limites à des gens qui sont en dehors du commerce de bois; mais il serait mieux de savoir pourquoi on a refusé des limites vendues à certaine compagnie, à des marchands de bois qui les avaient demandées.

Quand l'honorable M. Campbell était ministre des Terres de la couronne, il disait qu'il fallait d'immenses réformes dans ce bureau et il ajoutait qu'il aurait présenté un bill renfermant ces réformes, si la Confédération n'eût pas été aussi prochaine. Il définit ainsi la politique qu'il trouvait la plus sage à cette époque :

"La valeur d'une très grande étendue de nos

terres publiques incultes, comme terres à bois, est parfaitement comprise et n'est pas exagérée. Les exportations des produits des forêts canadiennes, durant les sept années expirées au 31 décembre 1863, en déduisant le bois importé, ont été évaluées à \$73,004,312; bien qu'une grande partie du pays ait été dépouillée de ses bois les plus précieux, les personnes les mieux renseignées pensent qu'il en reste encore une plus grande étendue qui n'a pas été touchée; et heureusement pour le bien du pays, le pin existe sur les terres pour la plupart impropres à la colonisation. Il ne faut que savoir bien distinguer les terres à pin de celles qui sont propres à la colonisation, pour permettre au gouvernement de conserver cette précieuse source de richesse nationale. Si toutes nos terres non arables étaient mises à part, — comme je crois qu'on devrait le faire, — comme terres à bois, et qu'il n'en serait pas vendu, ces terres, si le bois en était coupé d'après un système de rotation comme celui que l'on suit en Norvège et en Suède, et en plusieurs Etats allemands, se reboiseraient d'elles-mêmes tous les 30 ou 40 ans, et la production de pin pourrait se continuer et être conservée pendant des siècles. En face des besoins futurs de ce continent et de l'Europe, et des singuliers avantages dont jouit le Canada comme pays à pin, je soumets humblement qu'il est de la plus haute importance que nous adoptions maintenant quelque mesure en ce sens."

On n'a fait depuis aucune loi importante à ce sujet. Les lois passées par le gouvernement local ne traitent que les petits détails. Le gouvernement prétend qu'il n'a fait des changements que pour se protéger contre les marchands qui se coalisaient. Je puis prouver que cela est inexact, ainsi qu'il apparaît dans le rapport même du commissaire des terres pour 1869. On lit dans ce rapport :

"La première épreuve de l'opération de ces règlements a donné de beaux résultats pour le fisc, en même temps qu'elle a prouvé que le nouveau tarif qu'ils imposaient sur le bois n'est pas trop élevé et nullement propre à effrayer les exploitants. Ainsi, aux diverses ventes publiques de limites à bois qui ont eu lieu dans les différents districts d'agence pendant les derniers six mois de 1868, il a été disposé de 5,664 mille carrés pour lesquels les adjudicataires ont payé une somme collective de \$72,685.94, comme prime (bonus) seulement, ou une moyenne de \$11.07 par mille carré; aucune vente antérieure, même particulière, n'ayant rapporté plus de \$8 par mille. Or, il faut remarquer que les ventes faites en dernier lieu étaient sujettes aux dispositions des règlements par lesquels, outre la prime (bonus), la rente foncière annuelle est élevée à \$2 par mille carré de \$0.50 qu'elle était auparavant."

Du reste, je pense que ceux qui connaissent les marchands de bois savent qu'ils sont trop ambitieux pour se coaliser. La vente qui a eu lieu aux Trois-Rivières a rapporté des prix qu'on n'obtiendrait pas aujourd'hui.

Si on ne veut pas revenir au système des ventes publiques, qu'on régularise les ventes privées.

Je me permettrai, Monsieur l'Orateur, de faire quelques considérations sur nos limites. On dit qu'il n'y a plus de terres à bois. C'est une erreur qu'on répète depuis dix ans et aujourd'hui encore nos forêts peuvent nous promettre d'approvisionner pendant longtemps les marchés des Etats-Unis et de l'Europe. Mais c'est une mauvaise politique que d'accorder d'immenses étendues de terre aux mêmes maisons. On excuse ces concessions en disant que ce sont les gros marchands qui gardent les forêts. Ce sont plutôt nos garde-forêts qui devraient remplir cette besogne. J'avoue qu'ils sont bien peu payés; mais il ne font rien, si ce n'est quelques confiscations à des moments donnés.

Quant aux ventes publiques, nous en avons vu les résultats à Toronto. Le gouvernement de l'Ontario avait retenu une immense étendue de terre à bois et les capitalistes anglais et américains sont venus en foule à la vente de ces terres, annoncée à l'avance dans les journaux, et le gouvernement de l'Ontario a réalisé par ces ventes des sommes immenses en deux jours. Nos terres à bois sont aussi avantageuses et nous pourrions facilement obtenir les mêmes résultats que la province de l'Ontario.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a pas la moindre objection à produire les renseignements que demande l'honorable député. Mais je crois qu'il vaut mieux attendre que ces documents soient devant la Chambre pour traiter la question et la discuter à fond.

Je dois pourtant faire remarquer à l'honorable député qu'il y a une grande différence entre les terres à bois dernièrement vendues par le gouvernement de l'Ontario et celles sur lesquelles le commissaire des terres pour cette province concède des limites. Les terres vendues dans l'Ontario sont situées dans la région même que devra traverser le chemin de fer du Pacifique et l'ouverture projetée de cette ligne leur donnera une valeur immense. Au contraire, les coupes de bois vendues par le commissaire des Terres de la province de Québec, surtout la concession de limites à une compagnie qui fait un peu de bruit, sont situées au nord de toutes les limites déjà vendues, même des terres données à la Compagnie du chemin de fer de la rive nord, en sorte que cet éloignement en réduit considérablement la valeur.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F. -G. Marchand), propose, sous forme d'amendement, que les mots: "Et que tous ces documents soient renvoyés à un comité spécial, composé des honorables Chauveau et Irvine, et de messieurs Gérin, Fournier, Bachand et Joly, avec instruction de faire rapport à la Chambre, de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes,

papiers et records" soient ajoutés à la fin de la motion principale.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): M. l'Orateur, je crois que cette motion n'est pas dans l'ordre, et pour deux raisons: lo parce qu'il n'en a pas été donné avis, et 2o parce que ce n'est pas une motion substantielle et qu'elle ne découle pas de celle qu'elle a pour but d'amender.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre prétend que j'aurais dû donner avis de ma motion. Eh bien! je le défie de trouver dans les règles de la Chambre et dans May, qui est la meilleure autorité, rien qui puisse appuyer ses prétentions. On a toujours droit de proposer un amendement sans en donner avis. Quant au second point soulevé par l'honorable premier ministre, si je me rappelle bien les termes dans lesquels j'ai rédigé cet amendement, je conclus à ce que ces documents soient référés à un comité spécial qui devra faire rapport sur les documents demandés et il est évident que cette conclusion découle de la motion de l'honorable député de Saint-Maurice.

Monsieur l'Orateur, si vous décidez que cette motion n'est pas dans l'ordre, je tiendrai le gouvernement responsable de la ligne de conduite qu'il veut adopter; je l'accuserai de vouloir se protéger par des expédients de forme contre l'enquête qu'on demande, afin de jeter ainsi un voile sur les faits compromettants qu'elle révélerait.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said there was no doubt that the motion was out of order, because it did not flow from the original motion. When papers and documents were before the House, then it was time to move for their reference to Committees. The present motion affected to deal with matter not as yet before the House, was therefore premature, and out of order. The motion of amendment was a substantial one, and therefore demanded two days' notice, and in this respect it was governed by the 38th rule of the House. For these three reasons the motion must be declared out of order. It was uncalled for on the part of Mr Joly, to say that because the motion was held by the Government to be out of order, that it was because of a desire on the part of the Ministry to stifle discussion and enquiry. Government had already stated its willingness to supply the desired information, and when the papers came down, and a committee appointed, it would be time enough to make such complaints. He had nothing whatever to say of the merits of the main motion.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Est convaincu que les honorables députés de la gauche n'agissent que sous la dictée de leur dévouement pour le pays. Cependant, il concourt dans

les remarques du préopinant. Il est important qu'il y ait une enquête sur l'administration du département. On ne sait pas combien est difficile la gestion des affaires du commissaire des terres de la couronne, à raison du mystère qui l'entourne et des tiraillements auxquels le commissaire est tous les jours en butte. Il est d'avis que l'honorable député de Lotbinière n'hésitera pas à retirer sa motion avec l'assurance qu'il aura le plus tôt possible les documents et l'enquête qu'il désire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cite May, "Histoire constitutionnelle", et veut prouver par cette citation que l'amendement est dans l'ordre. L'honorable député ajoute que si on demande des documents de ce genre sans qu'un comité spécial s'occupe particulièrement de la question, cette démarche devient absolument inutile et la question reste lettre morte.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Est d'opinion que la motion serait parfaitement dans l'ordre, même lorsqu'elle demanderait d'annuler la motion principale. A combien plus forte raison alors est-elle en conformité des règles parlementaires, lorsqu'au contraire cette motion comme celle du député de Lotbinière ne fait que développer la motion principale.

Et l'objection étant faite, que la motion en amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle se rattache à des questions qui ne sont pas placées devant la Chambre; et parce que l'amendement ne découle pas de la motion principale; de plus, parce que le renvoi à un comité des documents demandés, mais non encore mis devant la Chambre, n'est pas dans l'ordre, et qu'un avis doit être donné d'après les règles de cette Chambre;

M. L'ORATEUR: Décide que cette partie des la motion en amendement, renvoyant à un comité les documents demandés, n'est pas dans l'ordre.

La motion principale, étant alors mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Donne avis qu'il présentera à la prochaine séance la motion présentée en amendement.

Interpellations:

Inspecteurs d'écoles

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): S'informe si le gouvernement a fait un règlement définissant les fonctions et attributions des inspecteurs d'écoles; sinon, qu'entend-il faire?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il n'y a pas de règlement de fait à ce sujet; que le gouvernement ne

peut augmenter les fonctions des inspecteurs d'écoles sans raisonnablement leur voter une augmentation de salaire et leur payer leurs frais de voyage; ce qu'il n'est pas prêt à faire pour le moment. A la prochaine session le gouvernement s'occupera particulièrement de la question.

Juges de paix de Montmagny

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou quelqu'un des ministres, et certains juges de paix de Montmagny, au sujet de la radiation de leurs noms de la liste des juges de pays de ce district.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 20 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Rapports divers

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1871: l'Asile de la Providence et l'Asile de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, rue Fullum, tous deux de la cité de Montréal, et l'Asile des Dames protestantes, Québec; et des institutions suivantes pour l'année 1872: le Monastère de Notre-Dame-de-Charité, du Bon-Pasteur, et la Salle d'Asile Saint-Vincent-de-Paul, tous deux de la cité de Montréal; le dispensaire de Montréal; l'école industrielle du couvent de Notre-Dame-de-Toute-Grâce de Lévis; l'Asile de la Providence, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Laprairie; l'Hospice Sainte-Anne, Yamachiche; l'Hospice Sainte-Croix, Sainte-Marie-de-Monnoir; l'Asile de la Providence de Saint-Joseph, Trois-Rivières; l'Asile Finlay, et l'Académie de musique, tous deux de la cité de Québec. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions;

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Larochelle, la pétition de John Kelly et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, la pétition de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, et la pétition de Henry Joynt et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, toutes du comté de Dorchester.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de l'Asile des Orphelines protestantes de Québec.

Par M. Cassidy, la pétition de James Driscoll et autres, la pétition de N. Donais et autres, la pétition de John Elliott et autres, et la pétition de George A. Hughes et autres, étudiants en droit toutes de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de West-Farnham, comté de Missisquoi; demandant des amendements au code municipal.

Du révérend F.-X. Laberge et autres, des townships de Kilkenny, Wexford et Abercrombie; demandant que la paroisse de Saint-Hippolyte soit annexée au comté de Terrebonne, pour toutes fins quelconques.

De J.-B. Prévost et autres, de la paroisse de Saint-Polycarpe, de Michel Bourbonnais et autres, de la paroisse de Saint-Clet, et de François Prieur et autres, de la paroisse de Saint-Zotique; demandant respectivement la passation d'un acte pour obliger chaque propriétaire de sei-

gneurie à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes, et pour autres fins.

Du révérend L.-A. Martel et autres, du district de Beauce; demandant un juge résident pour ledit district de Beauce.

Du révérend A. Thibault et autres, de la ville de Chambly; demandant de l'aide pour le Collège de Chambly.

De George Wakeham, de Québec; demandant de l'aide pour l'asile Belmont.

Du révérend Chs Lemire et autres, du township de Ham-Nord, et de S.E. McCully et autres, des townships de Windsor et Stoke, comté de Richmond; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Introduction de bills:

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

Accordé.

Interpellations:

Edifices pour les ministères

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Demande si c'est l'intention du gouvernement de s'assurer la propriété d'une bâtisse convenable pour y placer les départements publics de cette province, et si, dans ce but, il n'est pas disposé à entrer en négociations avec le gouvernement fédéral, pour obtenir quelqu'un des édifices cédés à la Puissance par le gouvernement impérial?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement provincial s'est adressé à celui d'Ottawa dans le but d'obtenir permission de faire usage des casernes des jésuites qu'il a toujours considérées comme lui appartenant.

Le gouvernement fédéral a pris cette demande en considération.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ces choses sont toujours sous considération.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Nous considérons beaucoup.

Voleurs de chevaux

M. W.W. LYNCH (Brome): Je désire savoir si, suivant la proclamation du 1er février 1871, le gouvernement a l'intention de payer la récompense de \$100 offerte pour l'arrestation de voleurs de chevaux. Je fais cette question parce que plusieurs voleurs de chevaux ont été appréhendés et reconnus coupables et les personnes intéressées à la récompense aimeraient à être renseignés à ce sujet.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Le gouvernement a déjà payé à quelques-uns des constables qui ont arrêté les voleurs de chevaux la somme qui était promise. D'autres constables, qui ont contribué à l'arrestation, n'ont pas rempli les conditions mises à l'allocation de la récompense promise. Néanmoins, il est possible qu'on leur donne cette récompense.

Le gouvernement remplit ses promesses mais veut agir avec prudence; il étudie certains cas qui lui ont été soumis et étudie tous les cas spéciaux qu'on lui présente.

Conseil de la reine

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande si le gouvernement a l'intention de nommer un conseil de la reine dans les causes qui se plaident devant les magistrats de districts, soit dans les chefs-lieux de districts, soit dans ceux des comtés où se tient à présent la cour.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Jusqu'à présent, les cours ont bien fonctionné sans cela et ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire de pareilles nominations.

Chemins du comté de Montmagny

M. T. FOURNIER (Montmagny): Retire son avis de motion pour un état des sommes appropriées aux chemins publics dans les comtés de Montmagny et Bellechasse. Il explique que l'honorable trésorier lui a donné à ce sujet les informations nécessaires.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Sentence arbitrale

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement fédéral, le gouvernement d'Ontario et celui de cette province, relativement à la sentence arbitrale rendue par l'arbitre d'Ontario et l'arbitre du gouvernement fédéral, en septembre 1870, concernant le partage entre Québec et Ontario du surplus de la dette de la ci-devant province du Canada; et copies de tous ordres en conseil faits et donnés, et de toutes procédures adoptées par le gouvernement de Québec, pour parvenir à faire décider la question de validité de ladite sentence arbitrale.

La Chambre ne peut perdre de vue cette importante question de l'arbitrage.

On doit remarquer qu'il y a eu contradiction flagrante entre la position prise par le gouvernement devant cette Chambre, en septembre 1870, et celle qu'il a assumée à Ottawa sur la même question. Le gouvernement avait énergi-

quement déclaré ici qu'il ne se soumettrait jamais à la décision des arbitres, et à Ottawa, abandonnant cette excellente position, il a consenti à référer la question au Conseil privé de la Grande-Bretagne. Il regrette de voir que le gouvernement provincial ait abandonné la seule ligne de conduite à tenir, la seule position tenable. Il ne veut pas entrer dans des détails, mais il veut que la décision de la question arrive le plus promptement possible. Dans l'Ontario on se prépare à aller défendre, plaider la cause devant le Conseil privé et la province se dispose à se faire représenter convenablement. Je ne sais pas ce qu'on fait ici sous ce rapport; tout ce que je sais c'est qu'il est dit dans le discours du trône que l'appropriation votée dans ce but n'avait pas été dépensée et que le gouvernement la votait de nouveau cette année.

Quoiqu'il en soit, il importe que le gouvernement prépare son factum aussitôt que possible. On voit que le gouvernement de l'Ontario se prépare et ici tout ce que l'on sait sur l'arbitrage, c'est ce qu'en dit le discours du trône, qui demande tout simplement la continuation du subside pour couvrir les dépenses arbitrales. L'objet de ma motion est de fournir à la Chambre le moyen de savoir ce qui se fait. Il est dans l'intérêt du pays comme du gouvernement que ces renseignements et tout ce qui touche à l'arbitrage soit connu. Comme je l'ai dit avant 1870, les faits ont prouvé qu'on avait tort de tenir en secret à la Chambre ce qui se rattachait à l'arbitrage.

En face d'un sujet de cette importance, la province de Québec ne doit pas rester dans l'inaction, notre gouvernement doit se montrer aussi vigilant que celui de l'Ontario. C'est pourquoi, dans l'intérêt de notre cause, le gouvernement doit se hâter de fournir à la Chambre tous les renseignements nécessaires sur cette importante question; il commettrait une faute bien regrettable en n'agissant pas ainsi.

Il est important pour nous de connaître exactement notre position, de savoir ce que nous devons espérer, et le discours du trône, loin de nous éclaircir, se contentait de nous engager à renouveler les appropriations nécessaires pour soutenir l'action devant le Conseil privé.

Le solliciteur général devrait être en position de nous éclairer sur l'état actuel de nos affaires. On dira peut-être que la production des documents n'amènera pas une décision plus avantageuse mais la discussion qui se fera devant cette Chambre et le public formera l'opinion et aura certainement son effet sur la décision des arbitres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a aucune objection à produire ces documents. Mais il n'a pas d'initiative à prendre dans cette affaire. Le gouvernement fédéral n'ayant pas accepté la sentence rendue par les arbitres pour agir d'une manière quelconque, il faut naturellement que

le gouvernement de l'Ontario en appelle pour obtenir l'exécution de cette sentence. C'est pourquoi nous nous sommes contentés d'authentifier tous les documents relatifs à l'arbitrage et d'attendre ce que fera le gouvernement de l'Ontario. L'Ontario poursuit devant ce tribunal et Québec s'y défend.

Nous avons énergiquement protesté contre le règlement.

Quant à l'opinion publique à laquelle l'honorable député fait allusion, ce n'est pas elle qui a forcé les arbitres à rendre la sentence qu'ils ont donnée.

Nous avons toujours fortement protesté contre le règlement et nous maintenons notre position devant le Conseil privé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Mais si le gouvernement de l'Ontario ne va pas en appel, que ferons-nous?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): L'honorable député, qui est avocat, ne sait-il pas que la décision prise par le gouvernement fédéral équivaut pour nous à un jugement en notre faveur et que nous n'avons qu'à suivre l'action du gouvernement de l'Ontario?

La décision du gouvernement fédéral permet à l'Ontario de préparer sa cause devant le Conseil privé. Tout en acceptant la décision d'un côté, il faut attendre un autre jugement; nous prenons toute mesure pour que ce dernier aussi nous soit favorable.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande si le gouvernement a pourvu à représenter la province devant le Conseil privé et quel est ce représentant?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le gouvernement avait retenu les services de Sir Roundell Palmer, mais à raison de l'élévation de ce personnage distingué qui a été créé lord-chancelier, le gouvernement s'est assuré les services d'un autre avocat éminent.

M. F. G. MARCHAND (Saint-Jean): Se plaint de l'état d'incertitude dans lequel se trouve tout le monde sur la position de la province et de l'état d'ignorance dans lequel le peuple est laissé sur la question d'arbitrage. Tant que l'on n'aura pas la décision de cette question, la Chambre, le pays ne peut savoir quel est l'état de nos finances.

Il dit que nous nous trouvons dans une position critique que nos finances souffrent de cet état d'incertitude et qu'en admettant même que la décision du Conseil privé soit favorable, elle ne fera que nous replacer au point dont nous sommes partis.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): L'incertitude ne durera pas très longtemps: l'on a tout préparé pour soumettre notre cause au

Conseil privé et, selon toute probabilité, elle lui sera soumise prochainement par l'entremise du gouvernement fédéral.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Had the Federal Government any direction in forwarding these papers? Was the issue complete?

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): None; it only would transmit them. The issue was simply this: a certain printed book, a true accord, would be sent to England, and laid before the Privy Council. Upon that two petitions would be presented, and on the records they would proceed to decide, as to whether the Arbitrators had legally proceeded in making the award, and had they the authority to render the decision they had given, he could almost bespeak the result, the award of the Arbitrators not having been given by a quorum.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that if the Government had exerted its legitimate influence at Ottawa, and not shrunk from imperilling the Federal Administration, the right of Quebec could have been enforced and a minority changed to a majority. But it shrunk from this course in obedience to the dictates of its masters, and it placed the Province in a false position by its sollicitude for the Federal Ministry. When it was prepared to risk the existence of the Federal Ministry, then it might be prepared to see the rights of Quebec recognized.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton) se préoccupe bien plus de la survie du ministère fédéral que de la question en litige.

La proposition est adoptée.

Constitutionnalité de certaines lois

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toutes correspondances entre le gouvernement fédéral et celui de Québec, relativement aux lois passées par cette Législature et mises virtuellement de côté, comme étant inconstitutionnelles, par les cours de justice en cette province, et dont parle le discours du trône à l'ouverture de cette session; et copies de tous ordres en conseil passés par le gouvernement de cette province pour faire décider par le plus haut tribunal de l'Empire les questions constitutionnelles ainsi soulevées.

D'après le discours du trône, les difficultés nées du partage des pouvoirs entre les provinces

et le fédéral avaient été résolues quand des cours de justice provinciales ont effectivement mis de côté des lois non désavouées par le gouvernement fédéral et que le gouvernement a jugé à propos de soumettre ces questions constitutionnelles au plus haut tribunal de l'Empire. Tout le pays s'intéresse à cette question. La Chambre veut savoir quelles questions seront soumises au tribunal, et si elles sont pertinentes. Par cette correspondance, nous le saurons. Nous saurons aussi si le droit des cours à juger des lois de la Législature locale sera déterminé et si d'autres questions seront soumises au Conseil privé. Si les cours peuvent décider de la constitutionnalité de nos actions, ou s'il faut chaque fois avoir recours au Conseil privé pour arrêter des points de loi ou de constitution, il vaut mieux pour nous de le savoir.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): N'a pas d'objection à l'adresse. Quant au désaveu du gouvernement fédéral, ce n'est pas une affaire de loi. On a parlé de deux bills: un premier, incorporant le chemin de fer de Chambly et Sorel, et un deuxième, incorporant L'Union Saint-Joseph de Montréal. La justice a été saisie d'une cause demandant que cette dernière société soit obligée de payer à la veuve d'un de ses membres l'argent auquel elle avait droit; citant à l'appui l'acte d'incorporation, on obligea la société à verser l'argent. La cause alla en appel où la constitutionnalité de l'acte fut mise en cause car la Législature locale aurait légiféré sur la banqueroute, qui relève du gouvernement fédéral. Une majorité de la cour Supérieure, sous la présidence du juge Torrance, fut d'accord; cependant deux juges dissidents affirmèrent que le Parlement est souverain en tant que partie de l'ensemble, et que la cour n'est pas habilitée à traiter de constitutionnalité.

De telles causes devraient être réservées à l'autorité suprême, le gouverneur général en conseil. Un des juges majoritaires avait déjà exprimé une opinion contraire dans un cas antérieur, et décida de suivre la majorité.

Devant le développement de cette question, le gouvernement croit qu'une question aussi importante doit être finalement réglée, car si les cours peuvent rejeter des lois provinciales, toutes les cours, supérieure, de circuit, ou juge de paix, ont la même autorité. Avant l'avènement d'une cour suprême pour trancher ces questions, nos cours n'ont aucun droit de s'en mêler.

Nous sommes d'avis que les tribunaux ordinaires ne doivent pas avoir la suprématie sur les gouvernements fédéral et provincial.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Rectifie un avancé de l'honorable procureur en disant que les juges ont été unanimes à reconnaître qu'il fallait donner à ce sujet aux tribunaux ordinaires autant de latitude que

possible. Sur tous les juges, deux ont différé d'opinion sur la constitutionnalité de la question.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Did not regret the setting aside of these laws, if it went to show us that we over-stepped the limits of our authority. We could not advance in our judicial system until we had a Supreme Court to decide on such questions. They found that in the United States such a tribunal of last resort was necessary. We had begun the work of having our enactments slighted by passing a bill to legalize a fraud like the Union St. Joseph. Chief Justice Duval had expressed an opinion in it so unfavourable as to have attracted his notice, and given it as his opinion that the whole thing was a legalized fraud. While the Attorney General was complaining of the presumption of Courts in setting aside laws, there was a petition before the House to set aside a law incorporating a Railway Company couched in the most extraordinary terms, and it was asked that the Legislature should interfere with this business.

At the last day of the last session, when the Municipal Code had become law, and very few members had been present, a measure had been introduced and carried through preventing electors from recording their votes in grants to railways. In his own county the difficulties arising from that enactment had been felt. The Returning Officers were invested with the power of naming hours for voting on such matters. There was a vote for \$25,000 to a railway in the parish of St. Andrews, and when the people came to oppose it, they were told that the hour had passed, and that the vote had been carried without opposition. He hoped that the House would pass only such laws as were within the limits of its jurisdiction, and thus be spared the humiliation of having its legislation set aside.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said he had not been in Montreal when the judgment was rendered, but it seemed to him to be incredible that the Chief Justice would have rendered any such opinion as to a law of this House. The difficulty was an incidental one arising out of the Federal Constitution, and such difficulties must be expected. It is therefore proper that such questions should be decided by the highest tribunal of the Empire, the Privy Council.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ne veut pas blâmer les décisions des cours, mais voit que cette question doit être définitivement réglée. Si le Conseil privé renversait la décision de la cour, cette dernière ne continuerait pas de rejeter des lois. Il corrige la déclaration du député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham). La conduite des officiers rapporteurs est bonne, et le résultat de la loi de la

session dernière fut d'accélérer le travail et de diminuer les dépenses. Il ne s'est pas produit la moindre plainte contre la manière dont s'est déroulé le scrutin.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Spoke in explanation of his previous remarks and corrected the Honourable Solicitor General as to the opinion of the Chief Justice.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il y a une différence à observer entre le Parlement impérial et le Parlement et les Législatures de ce pays. En Angleterre, la Chambre n'a pas de règles écrites, elle a des pouvoirs législatifs illimités; elle est considérée comme le tribunal le plus compétent dans cette matière. En Canada, au contraire, les Chambres ont des règles écrites, des pouvoirs limités, et si elles dépassent ces pouvoirs, les tribunaux raisonnablement ont le droit de renverser les décisions de la Législature qui ne se trouvent pas dans les limites de juridiction qui lui sont assignées.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Je suppose, Monsieur l'Orateur, que le Conseil privé décide que nos tribunaux ont le droit de rejeter les lois sanctionnées par notre Législature. Il serait alors important de savoir si ce pouvoir s'étendrait à des tribunaux très secondaires composés de personnes qui n'ont pas la moindre idée d'une loi.

Dans le cas où le Conseil privé rendrait cette décision, il serait d'importance capitale que le gouvernement de la province s'entendit avec le gouvernement fédéral pour former un tribunal spécial d'une compétence reconnue à juger sainement des actes de la Législature.

Ces incidents soulignent la nécessité d'une cour Suprême, un tribunal de dernière instance, pour connaître la force de nos lois et en juger la valeur. Les circonstances font de cette solution une question pressante. La proposition est adoptée.

Siège de M. Cauchon

M. H.-G. Joly (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, j'ai attendu que l'honorable député de Montmorency fût à son siège, vu qu'il n'est pas arrivé au commencement de la séance. Comme on a objecté, l'an dernier, aux formalités que j'avais suivies pour demander que l'honorable député fût mis hors de la Chambre, je vais prendre cette année les formalités voulues par un auteur qui fait autorité, May, et me guider sur ce que dit cet écrivain de l'affaire du baron de Rotschild qui a été expulsé du Parlement anglais sous prétexte qu'il était contracteur du gouvernement. Dans l'affaire du baron de Rotschild, on a suivi ce procédé comme le plus approprié, et en le suivant moi-même, puisque les deux affaires sont analogues, je fais la déclaration suivante:

"J'ai l'honneur de déclarer que l'honorable

représentant de Montmorency était propriétaire de l'Asile de Beauport et comme tel contracteur du gouvernement lorsqu'il a été élu aux dernières élections générales pour cette province."

Maintenant, je fais suivre cette déclaration de la motion que voici:

"Je propose, appuyé par le député de Montréal-Centre, (l'honorable L.H. Holton), que cette affaire soit remise au comité permanent des privilèges et élections."

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): L'honorable député demande que la Chambre se prononce là-dessus. Il devrait savoir qu'il devrait y avoir préalablement une enquête.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne veux pas avoir l'opinion de la Chambre sur cette résolution, je désire seulement qu'elle paraisse dans les journaux de la Chambre avec sa signature.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Comme ce procédé est un peu nouveau, l'honorable député nous ferait-il le plaisir d'attendre jusqu'à demain pour nous donner le temps d'examiner sérieusement cette affaire?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Consent à la demande du député de Mégantic (l'honorable G. Irvine).

Il est ordonné que les débats sur cette question soient ajournés jusqu'à demain.

Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Alfred-Duclos DeCelles.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour la deuxième lecture du bill pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Alfred-Duclos DeCelles au nombre de ses membres.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 21 novembre 1872

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Verreault la pétition du révérend L. Rousseau et autres, du district de Montmagny.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet la pétition de Damien Masson et autres, de la paroisse de Saint-Benoît.

Par l'honorable M. Cauchon la pétition de Célestin Chevalier et autres, de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency.

Par M. Hearn la pétition de l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, et la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par M. Gendron, la pétition de Georges A. Beaudet et autres, de la paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac.

Par M. Picard, la pétition de C. E. Wurtele et autres, des townships de Windsor et Brompton, comté de Richmond.

Par M. Malhiot, la pétition de la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières.

Par M. Cassidy, la pétition de l'Association de la bibliothèque de commerce de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De T.R. Jobson et autres, de la ville de Saint-Jean; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société permanente de construction du district d'Iberville".

Du très révérend Th. Caron et autres, du village de Nicolet; demandant que ledit village soit érigé en ville.

De Thomas A. Dawes et autres, du village de Lachine, demandant l'érection de la municipalité du village de Lachine en ville.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency; demandant la passation d'une loi pour déterminer les limites de ladite paroisse.

De Jean Sylvain, de la paroisse de Sainte-Anne, comté de Montmorency; demandant que la ligne sud-ouest de la paroisse de Saint-Féréol soit changée.

De Wm. Duckett et autres, du village de Coteau-Landing; demandant la passation d'une loi pour obliger chaque propriétaire de seigneurie à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes et pour autres fins.

Du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette; demandant de l'aide pour un hospice dans ladite paroisse.

Du révérend J. Granjon et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Montréal; demandant de l'aide pour l'asile Bethléem, dans ladite paroisse.

De l'Asile de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, rue Fullum, Montréal, des Soeurs de la Charité de la salle d'asile de la ville de Saint-Jean, et des Soeurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean; demandant respectivement de l'aide.

Des Soeurs de la Charité de Saint-Ferdinand d'Halifax, comté de Mégantic; demandant une allocation annuelle.

De l'Asile des Orphelins protestants, de Montréal, de l'Asile des Orphelins protestants, de Québec, de la faculté médicale de l'université McGill, Montréal, et des Soeurs de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la municipalité du township de Forsyth, comté de Beauce, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Imprimeur de la reine

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ledit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit : N.-F. Belleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation; aussi le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains; ensemble avec un compte détaillé des frais, par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 21 novembre 1872

A Son Excellence Sir Narcisse-Fortunat Belleau, Chevalier,

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Qu'il plaise à Votre Excellence,

En conformité du statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence le rapport suivant au sujet de la Législature de cette province, pour la session de 1871, et des balances en mains des années 1868, 1869, 1870 (1re session) et 1870 (2e session).

Suivant un ordre en conseil, quatre mille cinq cents exemplaires des statuts ont été imprimés en français et trois mille cinq cents en anglais.

Les cédules A, B, C, D, et E indiquent la distribution, les dépôts et ventes pour les années 1868, 1869, de la première et de la deuxième session de 1870 et 1871 respectivement, et la cédule F fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session;

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés comme actes de la Législature, la balance est le coût total des statuts;

Le montant payé pour le transport ne pouvant être ajouté au prix desdits statuts, est mentionné séparément.

Le tout humblement soumis,

(Signé), C.-F. Langlois,
Imprimeur de la reine

Distribution générale des statuts de 1871,
par ordre en conseil.

	A	F
Gouverneur général	2	2
Cabinet fédéral	10	3
Lieutenant-gouverneur, Québec, et secrétaire	3	3
Cabinet	7	7
Conseil exécutif et greffier	16	16
Juges, cour du Banc de la Reine	5	5
Juges, cour Supérieure	19	19
Juges, cour Supérieure en Chambre	19	19
Banc de la Reine	5	5
Juges, cour de Vice-Amirauté	1	1
Juges, cour de Vice-Amirauté en Chambre	1	1
Juges des sessions	2	2
Recorders	2	2
Magistrats stipendiaires	6	6
Conseil législatif, orateur	2	2
Conseil législatif, membres	31	41
Assemblée législative, orateur	2	2
Assemblée législative, membres	79	116
Greffier des appels et député	2	2
Greffier, cour de Vice-Amirauté	1	1
Shérifs	21	21
Protonotaires	21	21
Registrateurs	65	65
A reporter	322	362

Distribution générale des statuts de 1871, par ordre en conseil — Suite

Rapporté	322	362
Greffiers, cour de Circuit	61	61
Greffiers, couronne	2	2
Greffiers, paix	2	2
Sénat, Orateur	2	2
Sénat, membres	55	17
Orateur des communes	2	2
Membres des communes	136	47
Conseil législatif, officiers	8	8
Conseil législatif, bureaux	50	30
Assemblée législative, bureaux	16	16
Assemblée législative, officiers	6	6
Départements ministériels	8	8
Départements, Agriculture et Travaux publics	15	20
Auditeur des comptes publics	1	1
Départements fédéraux	13	13
Imprimeur de la reine et greffier en loi, Ottawa	2	
Corporations des cités (3), villes (10)	13	13
Revenu de l'intérieur, collecteurs (23), inspecteurs (2)	25	25
Journaux	25	26
Inspecteurs des prisons	1	2
Inspecteurs des écoles	8	20
Conseil de l'Instruction publique, secrétaire et bibliothécaire	26	26
Conseil de l'Agriculture et secrétaire	24	24
Universités (2), séminaires (2)	4	4
Collèges (25), High Schools (2), écoles normales (3)	30	30
Municipalités de comtés	13	47
Municipalités locales	131	481
Cours des commissaires	301	301
Magistrats qualifiés	798	1142
Bibliothèque du Parlement, Québec (10), Ottawa (4-2)	14	12
Bibliothèque des barreaux (4), sociétés (4-6)	8	10
Consuls	9	1
Clergé catholique	4	500
Clergé protestant	165	

Département de l'Auditeur, Québec	3	3
Province d'Ontario	9	
Province du Nouveau-Brunswick	12	
Province de la Nouvelle-Ecosse	14	
Province du Manitoba	10	
Province de la Colombie	9	
Angleterre	5	
Etats-Unis de l'Amérique	2	
France		1
Prusse	1	
Belgique		1
Hon. secrétaire provincial, pleine reliure	25	25
Hon. secrétaire provincial, demi-reliure	50	50
Imprimeur de la reine, Québec	1	1
Total	2,441	3,342

CEDULE A

Statuts de 1868	F	A	F	A
Quantité en mains suivant dernier rapport	905	822		
Statuts renvoyés au bureau	21	3	926	825
Ventes	1	7		
Distribution, par ordre de l'honorable secrétaire	40	27		
Dépôts	2			
Divers	31			
Quantité en mains	852	791	926	825

CEDULE B

Statuts de 1869	F	A	F	A
Quantité en mains suivant dernier rapport	897	776		
Statuts renvoyés au bureau	31	36	928	812
Ventes	2	9		
Distribution, par ordre de l'honorable secrétaire	37	28		
Dépôts	1			
Quantité en mains	888	775	928	812

CEDULE C

Statuts de 1870 (1re session)	F	A	F	A
Quantité en mains suivant dernier rapport	—	—	1,063	1,029
Ventes	4	4		
Distribution, par ordre de l'honorable secrétaire	31	31		
Divers	16	11		
Quantité en mains	1,012	983	1,063	1,029

CEDULE D

Statuts de 1870 (2e session)	F	A	F	A
Quantité en mains suivant dernier rapport	1,179	1,177		
Statuts renvoyés au bureau	—	10	1,179	1,187
Ventes	8	11		
Distribution, par ordre de l'honorable secrétaire	132	66		
Dépôts	7	7		
Divers	67			
Quantité en mains	965	1,103	1,179	1,187

CEDULE E

Statuts de 1871	F	A	F	A
Quantité imprimée suivant ordre en conseil	4,500	3,500		
Statuts renvoyés après la distribution générale	91	14	4,591	3,514
Distribution générale, par ordre en conseil	3,342	2,441		
Distribution spéciale, par ordre de l'honorable secrétaire	39	29		
Vente	7	8		
Dépôts	25	38		
Quantité en mains	1,178	998	4,591	3,514

CEDULE F

	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Impression, reliure et frais de port des statuts de 1871			
Payé à A. Côté, impression et reliure de 4,500 français	1,520.08		
Payé à J.J. Foote, impression et reliure de 3,500 anglais	1,198.00		
		2,718.08	
A déduire:			
Reçu pour l'impression de bills privés comme actes de la Législature		122.35	2,595.73
Payé pour distribution et frais de port		351.40	

Industries

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.-G. Robertson), propose qu'un comité spécial permanent, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise et l'honorable M. Robertson, M. Beaubien, M. David, M. Eddy, M. Esinhart, M. Fortin, M. Gagnon, M. Joly, M. Gendron, M. Hearn, M. LaRocque, M. Méthot, M. Rhéaume, M. Trudel et M. Sawyer, soit nommé pour s'enquérir spécialement des diverses industries en cette province, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Introduction de bills:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Accordé.

M. N. LAROCHELLE (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennebec.

Accordé.

Interpellations:Greffiers de la couronne

M. W.W. LYNCH (Brome): S'informe si c'est l'intention du gouvernement d'indemniser les greffiers de la couronne et les greffiers de la cour de Circuit, pour services rendus par eux devant les magistrats de district dans les pour-

suites criminelles, et pour lesquels il n'est maintenant accordé aucun honoraire.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement ne croit pas devoir accorder telle indemnité. Cependant lorsque la cour de magistrats de district sera en opération, le gouvernement considérera la question.

Sociétés d'agriculture

M. V. ROBERT (Rouville): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'augmenter l'octroi fait aux sociétés d'agriculture, dans le but de leur permettre d'offrir des prix dans les partis de labour; et si le gouvernement ne croit pas que ce serait un moyen efficace d'encourager chez les jeunes cultivateurs le goût de la culture améliorée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement regrette de ne pas pouvoir augmenter les octrois en faveur de l'agriculture; mais il croit qu'une autre répartition de ces octrois rencontrerait les idées exprimées dans la question de l'honorable député.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le Conseil d'agriculture prendra la chose en considération. (Rires)

Cour Supérieure

M. C.H. POZER (Beauce): S'enquiert si c'est l'intention du gouvernement de nommer un député protonotaire de la cour Supérieure à Québec, cette charge étant actuellement vacante.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Répond que le gouvernement fera prochainement cette nomination.

Constitutionnalité de certaines lois

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Wished to confirm a statement he had made at a previous sitting, with regard to an opinion expressed by Chief Justice Duval on the legislative powers of the House. He read extracts from the judgment, laying down the principles that our statutes had to be construed according to the Imperial Act, and that the inferior Parliament had always to be bounded to the limits assigned by the authority creating it.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): In reply to Mr. Bellingham, with regard to the statement of the Chief Justice as to the powers of the Local Legislature in dealing with such measures as that respecting the Union St. Jacques, said that the extracts from the judge's remarks just read by the honourable gentleman, confirmed the statements he, (Mr. Irvine) had yesterday made. Yesterday, when Mr. Bellingham stated that the Chief Justice to his judgment had expressed opinion that the law in question was an iniquitous one, he, (Mr. Irvine) had observed that though not present in the Court, he felt satisfied that the learned judge would never have gone beyond the case before him to express any such opinion. The judge was right, and the honourable member had shown that he confined himself to what was properly before him, namely, whether the law was within the jurisdiction of this House. When he said the action of this Legislature was unjustifiable, he simply meant that we had gone beyond our jurisdiction, but had not expressed any opinion as to the merits of the law itself.

Limites à bois

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), propose que le sujet de l'administration des terres de la couronne, en tant qu'elle se rapporte aux limites à bois, soit référé à un comité spécial, composé de MM. Chauveau, Irvine, Gérin, Fournier, Bachand et Joly avec instruction d'en faire rapport de temps à autre, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

En proposant cette motion, Monsieur l'Orateur, je me fais à moi-même cette question: suis-je justifiable de faire cette motion? Ai-je droit de venir devant la Chambre et de faire cette motion? Pour me mettre sur un terrain qui montre que j'ai droit de faire cette demande, je lirai quelques lignes d'un ouvrage qui fait autorité, en Angleterre comme ici, le livre de M. Todd. (Il lit dans cet ouvrage des extraits qui disent qu'un membre du Parlement a droit de

demander la formation d'un comité, pour examiner l'administration d'un département public, dès qu'il a raison de former des soupçons sur l'administration de ce département).

Je prendrai la liberté de rendre ces quelques mots en français. Voici ce qu'ils signifient: "Chaque fois qu'on a raison de soupçonner qu'il y a abus dans un département de l'administration". Remarquons bien que cet extrait ne dit pas chaque fois qu'on a raison de condamner, mais seulement qu'on a lieu de soupçonner qu'il y a abus, on a droit de demander la formation d'un comité d'enquête.

Il me reste maintenant à prouver qu'il y a lieu de soupçonner des abus et pour cela je m'appuierai sur les représentations de la presse qui sympathise avec l'administration, et non sur la presse qui parle dans le sens du parti auquel j'appartiens; je m'appuierai aussi sur le discours de l'honorable représentant de Saint-Maurice, qui appartient au parti ministériel, afin qu'on ne m'accuse pas de prendre mes renseignements à des sources hostiles à l'administration.

On dira peut-être qu'il ne faut pas attacher d'importance aux accusations portées dans les journaux. C'est une erreur. La presse est l'écho, le miroir de l'opinion publique, et il est impossible de nier qu'il y a matière à soupçon quand la presse est unanime, sinon à blâmer, à condamner, du moins à dire qu'il y a raison suffisante pour demander une enquête sur l'administration des bois et forêts. Je crois donc qu'appuyé sur ce que dit la presse, on peut se prévaloir de l'autorité de M. Todd qui dit: "When there is any reason to suspect abuse".

Il est admis que les revenus de nos bois et forêts sont notre plus grande source de revenus. Eh bien! si dans cette partie de l'administration on a raison de demander la production de certains documents, à plus forte raison a-t-on droit d'insister pour avoir une enquête qui montre réellement s'il existe des abus.

L'honorable député auquel j'ai fait allusion il y a quelques instants a énoncé devant la Chambre quelques faits plus précis que ceux qui ont été mentionnés dans les journaux et il les a appuyés de preuves irréfragables. Je ne crois pas, du reste, qu'il soit de mon devoir de porter des accusations plus sérieuses que celles que moi, homme public, qui suis les affaires du pays avec attention, j'ai l'impression qu'il existe des abus dans l'administration du département des Terres et que c'est le devoir de la Chambre de s'en enquérir.

Nous n'avons pas de preuves positives, mais nous avons des faits acquis, notoires et dont personne n'osera nier l'exactitude. Il est parfaitement connu que le gouvernement a fait des concessions de limites à des hommes qui ne sont pas dans le commerce de bois et qu'il en a refusé à des gens engagés dans cette industrie. Or, quel peut-être l'intérêt du gouvernement à refuser ces limites et à les décourager? Il y a dans ce refus une présomption contre le gouvernement.

D'ailleurs, toute la question sur laquelle la Chambre est appelée à se prononcer est de savoir s'il est de bonne politique d'avoir concédé des étendues de 3,000 milles carrés du domaine public à une seule maison.

Un autre point sur lequel il est indispensable que la Chambre soit éclairée est celui-ci:

Le 21 juillet 1868, le commissaire des Terres a passé des règlements qui autorisaient à vendre les limites à l'enchère et plus tard ces règlements ont été abolis — en même temps que les ventes publiques, qui avaient donné de bons résultats — sans qu'on sache pourquoi. C'est un fait admis par tout le monde et qu'on ne saurait révoquer en doute, que les ventes publiques ont rapporté plus que les ventes privées. Ce qui s'est dernièrement passé dans la province de l'Ontario le prouve à l'évidence. Le contraste de ce qui s'est fait là avec ce qui se fait dans la province de Québec montre la nécessité qu'il y a pour la Chambre de considérer cette question. Et c'est un fait bien connu de quelques membres de cette Chambre que les terres sur lesquelles les limites sont vendues dans la province de Québec sont beaucoup mieux boisées que celles de l'Ontario, en sorte que les ventes faites ici devraient rapporter beaucoup plus.

Voici encore un point qui devra donner des doutes plus sérieux sur l'administration des bois et forêts: je fais allusion à la dernière vente de limites et à la compagnie de Glasgow dont j'ai le prospectus en main. Ce prospectus fait allusion à une vente de limites faite en 1872 à Ottawa et l'on demande \$125,000 pour des limites qui n'avaient été payées que \$40,000, en sorte que ceux qui les avaient achetées les avaient payées \$900 par mille et en demandent \$1,260. Je veux bien croire que ceux qui offrent de vendre ces limites en demandent un prix trop élevé et c'est probablement ce qui a empêché la spéculation de réussir au gré de ceux qui l'ont montée, mais que dira le public quand il saura qu'on demande \$1,260 pour ce qu'on a payé \$900? Je signale cet abus comme le plus notoire et celui qui a donné lieu à la formation du comité que je demande.

Je n'ai fait que les allégations que j'ai trouvées dans la bouche de tous les membres de la Chambre, même de ceux qui sympathisent avec le gouvernement, et surtout de l'honorable représentant de Saint-Maurice, et je ne prendrai pas sur moi d'ajouter d'autres informations. Dans ces informations, ne trouve-t-on pas la raison exigée par l'auteur que j'ai cité pour que la Chambre déclare non pas qu'il existe des abus, mais qu'elle a raison de soupçonner qu'il existe des abus? Je crois qu'en permettant la formation de ce comité on ne pourra pas reprocher à la Chambre d'avoir déclaré que ces abus existent, mais seulement qu'ils peuvent exister.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député a essayé de

démontrer qu'il avait droit de faire cette motion. Il n'avait pas besoin de se donner ce trouble. Nous savons tous qu'un député a toujours droit de présenter un vote de défiance dans le gouvernement et il est évident que c'est précisément ce que veut faire l'honorable député.

Faite dans les circonstances présentes et dans de pareils termes, la motion de l'honorable député n'a pas d'autre but que de demander un vote de non-confiance.

Le chef de l'Opposition vient demander une enquête quand la Chambre n'a encore rien devant elle pour s'éclairer sur la question. Il fait peser de graves soupçons sur le gouvernement; il soupçonne le gouvernement de ne vouloir pas fournir à la Chambre toutes les informations qu'elle désire. Il sait pourtant que le gouvernement n'a fait aucune objection à la proposition de M. Gérin pour la production des documents qui feront la lumière sur l'administration du département des Terres. La Chambre, quand elle aura les papiers devant elle, sera en mesure de se renseigner, de se former une opinion sur le système, qui sera changé si l'opinion publique le réclame.

En effet, il ne demande pas une condamnation de la politique du gouvernement, mais il déclare qu'il y a raison de soupçonner qu'il y a des abus dans l'administration des terres, et cela quand les papiers qui doivent donner tous les renseignements sur lesquels on pourra se baser pour juger de toute l'affaire ne sont pas encore mis devant la Chambre. Pour donner raison à ces soupçons, il prétend qu'on voudrait différer la formation du comité qu'il demande pour empêcher la production de ces documents. Mais ne sait-il pas que le gouvernement n'a pas la moindre objection à faire étudier par la Chambre quel est le meilleur système pour vendre les coupes de bois? Nous l'avons déjà changé, ce système, et à chaque fois les changements que nous avons opérés ont reçu l'approbation de la Chambre, puisqu'elle n'a jamais révoqué ce que nous avions fait.

La motion de l'honorable député n'a pas d'autre but que d'amener un vote de non-confiance dans le gouvernement. Eh bien! le gouvernement est prêt à rencontrer ce vote de non-confiance.

Le gouvernement seul devait prendre l'initiative de faire enquête dans cette affaire, et l'honorable député, avec sa motion en main, essaye de se substituer au gouvernement et de contrôler la Chambre, en disant par son procédé: Moi, je suis le gouvernement; nous, membres de l'Opposition, nous sommes la Chambre.

C'en est assez pour faire voir que la proposition de M. Joly est faite pour tromper la Chambre et faire planer un soupçon sur le gouvernement et elle doit être traitée comme telle. Le gouvernement a toujours eu pour politique de vendre les limites et les licences à des prix aussi profitables que possible pour la province. Ces ventes sont faites pour obtenir un

revenu. Le résultat du système des ventes privées a été magnifique et, s'il y a des changements à faire, c'est au gouvernement d'en prendre l'initiative.

En faisant sa proposition, l'honorable député de Lotbinière a négligé les premières notions de la justice.

Voyons la composition du comité qu'il propose: deux membres du gouvernement, un député ministériel qui a cru devoir prendre aujourd'hui sur la question une attitude particulière et trois députés de l'Opposition. Il prétend maintenant que ce comité pourra rendre un verdict impartial. Mais de ce comité la droite est exclue; on n'y voit pas figurer convenablement la députation de la droite. Voilà ce qu'on semble vous dire, messieurs de la droite: Vous ne pouvez avoir vos coudées franches dans les délibérations du comité spécial d'enquête, vous n'avez pas à y voir, nous vous en excluons. Voilà l'acte de justice de la motion, voilà le brevet d'équité auquel elle prétend.

Quant à l'opinion de M. Todd, citée par l'honorable député de Lotbinière, je ne l'accepterai certainement pas comme une autorité dans les circonstances actuelles. Appliquée au cas que nous discutons, elle est contraire au bon sens comme aux règles de la Chambre. La citation qui en a été faite est certainement très malheureuse.

Imitant la réserve de l'honorable député, je ne dirai rien de plus que ce qui est nécessaire et je soutiens que sa motion est un vote de non-confiance sur lequel le gouvernement est prêt à rencontrer l'opinion de la Chambre.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that he thought that Mr Joly had a perfect right to bring forward such a motion, as any other member had, and regretted the stand the Premier had taken on the questions. Theirs always threatened to resign when he was asked for any information as to the working of his Government, and the Honourable Premier seemed to imitate him by designating simple motions as votes of want of confidence. He placed independent members in a false position by terming the motion a non confidence one. He did not place the slightest faith in the reports in the press of the mal-administration of the Department of Crown Lands, but the Government could not be insensible to the charges scattered abroad out of doors of jobbery, and so forth. He did not lay himself open to belief in them, but they had gone forth. The Premier might properly have asked for delay until the papers had been brought down, but in any case there should be an inquiry, because he was sure that it would come from the ordeal pure and unspotted.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Nous avons été très surpris, Monsieur l'Orateur, de voir le premier ministre se lever avec tant de solennité, répondre avec autant d'emphase et

affronter un vote de non-confiance. Probablement, l'honorable premier ministre a oublié ce qu'il m'a dit au commencement de la session dernière. En réponse à des informations que j'avais demandées, j'avais reçu des renseignements incomplets. Peu après, l'honorable premier ministre me demanda si j'avais eu toutes les informations que je désirais. Je lui répondis que non. Avec sa courtoisie habituelle, il me répondit que j'aurais immédiatement les documents et informations que je désirais; un an s'est passé depuis et je ne vois encore rien venir. Si l'honorable député de Lotbinière a cru devoir faire une motion de ce genre, c'est qu'il a cru, ainsi que nous, que les documents demandés ne seront jamais produits. L'honorable premier ministre a fait de la motion une question de confiance ou non-confiance dans le gouvernement; c'est un expédient. S'il réussit, jamais on n'aura l'enquête proposée. Il ne s'agit pas, Monsieur l'Orateur, de savoir si le gouvernement mérite ou non la confiance de la Chambre, mais bien de redresser des abus; et que les honorables députés retiennent bien ceci: c'est que, s'ils expriment un vote de confiance dans le gouvernement, ils seront tôt ou tard forcés de subir un vote de non-confiance de la part du public.

Quand les documents viendront-ils devant nous? A en juger par la lenteur avec laquelle ceux que nous avons demandés à la dernière session mettent à venir, il est probable que la prorogation de la Chambre aura lieu avant que nous les tenions. L'année prochaine, on nous dira que ces documents seront produits dans quelques jours et la même chose arrivera; on ajournera ainsi l'enquête indéfiniment. La demande telle que formulée par M. Joly est la meilleure, parce qu'elle coupera court aux délais et apportera de l'économie dans les travaux et les recherches du comité.

Quant à la composition du comité, l'honorable premier ministre a bien voulu dire que c'était un défi, une bravade portée à la Chambre, à la droite; qu'il y avait là acte d'exclusivisme et qu'on ne peut attendre un verdict impartial de ce comité. Ce ne sont pas des arguments. L'honorable premier ministre a aussi dit dans sa chaleureuse réplique que le gouvernement étudierait plus tard la question. Cela lui a probablement échappé. C'est pour avoir retardé ainsi une année que les abus dont on se plaint sont arrivés. Un singulier argument qu'a fait valoir l'honorable premier ministre est celui-ci: c'est en faisant ces extravagances-là qu'on a obtenu d'aussi magnifiques résultats dans la vente de nos limites de bois.

Je crois que l'honorable premier ministre peut seul réclamer la paternité de l'argument et qu'il nous en a donné la primeur. Monsieur l'Orateur, on a accusé le département des Terres de la couronne d'avoir eu recours à des moyens peu loyaux dans la concession des limites. Des personnes qui ont voulu avoir des limites et qui avaient des droits légitimes se les ont vu

refusées, tandis qu'on les accordait à des maisons puissantes dont les chefs étaient intéressés à soutenir la politique de l'administration actuelle. Je vais expliquer et prouver cela. L'attention publique s'est trouvée excitée à un si haut degré à ce sujet, le public s'est tellement ému à la vue des faits extraordinaires relevant de l'administration du département des Terres de la couronne que, malgré l'humble position que j'occupe dans la Chambre, j'ai reçu à ce sujet des communications importantes d'endroits très éloignés. Voici quelles sont les tracasseries essuyées par des personnes qui ont fait application pour avoir des limites de bois:

Isle Verte, 15 nov. 1872
A. Th. Fournier, écr., M.P.P.

Vers l'année 1864, D. C. Dumas et A. D. Rouleau de l'Isle Verte avaient en société pris une licence pour coupe de bois sur la rivière Betsiamites, de l'agent local M. Duberger, pour en faire l'exploitation.

Qu'en 1869, A. D. Rouleau fit au même agent local application pour renouveler cette même licence et aussi pour une plus grande étendue sur la même rivière, et qu'après au-delà d'un mois d'attente M. Duberger lui répondit que la licence pour coupe de bois sur la rivière Betsiamites avait été donnée à M. Price, pour laquelle il avait déposé l'argent (c'était un mensonge).

En 1871 ledit Rouleau s'adressa au bureau des Terres pour s'assurer si réellement ledit Duberger avait donné cette licence à M. Price et si le bureau en avait retiré l'argent, tel que susdit. Après référence, le chef du bureau, M. Robitaille, lui dit que cette licence n'avait pas été donnée à M. Price et qu'en conséquence il n'avait pas donné l'argent. Voyant cela, ledit Rouleau déclara audit Robitaille qu'il allait écrire à M. Beaubien (car il n'était pas à Québec alors) pour se plaindre de cette injustice; là dessus, M. Robitaille lui dit que cette licence avait été promise depuis quelques mois à la société Têtu s'ils trouvaient le rapport de l'exploration qu'ils étaient après faire, convenable ou avantageux, et ledit Rouleau écrivit audit Beaubien pour essayer d'avoir justice, et ledit Beaubien n'a jamais daigné lui donner une réponse. Ce n'est qu'en mars dernier qu'il a appris que cette licence était donnée à MM. Beaudet et Girouard.

A.-D. Rouleau,
D.-C. Dumas

Il cite d'autres témoignages.

J'ai tout lieu de croire, Monsieur l'Orateur, par ces témoignages irrécusables, qu'il se pratique dans le département du véritable favoritisme au bénéfice de certaines grandes maisons de commerce et au préjudice d'un bon nombre de particuliers, et que le département et ces maisons de commerce forment un véritable ring. Comment se fait-il donc, Monsieur l'Ora-

teur, qu'il n'y ait que quelques grandes maisons de commerce qui aient le monopole des licences de terre à bois? L'année dernière, une limite de 330 milles carrés a été accordée à une seule personne, M. Glover. Cette personne n'est pas dans le commerce de bois. Nous voyons aussi dans les derniers documents que M. Beaudet, depuis qu'il fait quelques excursions dans le comté de Québec pendant les élections, a obtenu d'emblée des licences depuis longtemps demandées par MM. Rouleau et Dumas pour la coupe du bois sur les terres de la couronne à Betsiamistes.

Nous ne faisons pas de cette question une question de parti, mais bien une affaire de bonne administration. Ce n'est pas notre faute s'il y a eu des abus dans le département. Les arguments donnés et l'expédient choisi par l'honorable premier ministre tendent à éloigner indéfiniment l'enquête demandée. S'il était sincère dans ses actes, s'il tenait à exonérer le département des soupçons qui planent sur lui, loin de s'opposer à l'enquête, il appuierait le projet.

L'honorable député de Montmorency a dit il y a quelque temps dans son journal qu'il y avait un pillage, un gaspillage en règle de nos bois et forêts. L'honorable premier ministre a répondu à cela qu'il y avait eu des pillards de bonne et de mauvaise foi. Nous désirons avoir des explications complètes à ce sujet. Mais je sais, Monsieur l'Orateur, qu'on ne veut pas faire enquête à ce sujet dans le but de protéger certains hommes très honorables qui ont fait leur fortune à même la caisse publique. Nous ne voulons pas d'exception de ce genre; nous désirons que les coupables, quels qu'ils soient, subissent la peine qu'ils méritent. Il ne faut pas plus protéger ces puissantes maisons que le cultivateur qui empiète sur le domaine de la couronne. Il est venu à ma connaissance qu'un pauvre cultivateur, qui s'était permis de couper pour un usage urgent quelques morceaux de bois sur le domaine public, a été puni avec toute la rigueur de la loi. Il faut punir de même, aussi rigoureusement, les grandes maisons de commerce, ou bien il nous faut des explications. Encore une fois, qu'il s'agisse ou non de l'existence du gouvernement, il s'agit avant tout pour la Chambre qu'elle se conduise de façon à ne pas mériter la déconsidération publique.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande qui est l'auteur de la seconde lettre.

M. T. FOURNIER (Montmorency): Répond: M. William Stubbs, d'Ottawa.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Comme l'honorable député de Montmagny a fait allusion à moi à propos de la demande de M. David Smith, je lui dirai que j'ai fait dans le cours de l'été la connaissance de M. Smith, qui m'a été présenté par M. Kelly, de Belleville. Il m'a exposé ses projets et me

rappelant qu'il est le frère de l'honorable Sidney Smith, que j'avais connu en Chambre, il m'a prié d'user de mon influence auprès du commissaire des terres pour lui faire obtenir une coupe de bois. Je lui répondis que je n'avais pas l'habitude de faire des recommandations à l'honorable commissaire des terres, mais que, si l'occasion s'en présentait, je tâcherais de lui rendre service.

Je n'en ai jamais entendu parler depuis et je regrette d'en avoir les premières nouvelles par la lettre qui vient d'être lue. Cette lettre, comme les deux autres, est écrite par des gens mécontents parce qu'ils n'ont pu obtenir des limites et qui se vengent ainsi de leur insuccès. Qu'il me suffise de dire que le témoignage qu'en tire l'honorable député de Montmagny n'est pas accablant, tant s'en faut.

L'honorable député a parlé de la presse qui trouve à redire contre l'administration du département des Terres. Mais il y a aussi une partie de la presse qui a parlé dans le sens contraire, et pourquoi n'a-t-il pas mentionné les journaux qui ont établi que l'administration actuelle de ce département a produit des résultats inattendus? Ces journaux constatent que la vente des limites a été conduite si bien que le produit de ces ventes a été porté d'un chiffre presque nominal à \$80,000. Ce qu'ils ont dit ne devrait-il pas induire à croire qu'il n'y a pas eu d'abus? Leurs témoignages ne valent-ils pas celui des feuilles qui ont parlé dans un autre sens!

Je dois déclarer à l'honorable député que le gouvernement ne recule devant aucune investigation. Ce n'est pas sur les soupçons de gens malveillants, d'ambitieux mécontents parce qu'on n'a pas voulu se prêter à leurs projets de spéculation, qu'on doit s'appuyer pour demander la formation d'un comité d'enquête. Et si l'on se faisait assez illusion pour croire que la demande de ce comité n'est pas un vote de non-confiance, il suffirait du discours que vient de prononcer l'honorable député de Montmagny pour chasser cette illusion.

J'espère que les honorables députés comprendront qu'ils ne doivent pas se former une opinion avant que les documents qui donnent tous les détails possibles sur l'administration du département des Terres ne soient mis devant la Chambre. Quand ils auront examiné et discuté ces documents, ils verront qu'ils n'est pas besoin de nommer un comité d'enquête. Ces documents donneront aussi tous les renseignements désirables sur les prétendus pillages dont a parlé l'honorable député et il verra si le commissaire des Terres n'a pas veillé soigneusement et consciencieusement à la garde du domaine public. Si l'honorable député parle si haut de ces pillages, c'est probablement parce que ses amis n'ont pu obtenir de limites.

L'honorable député a parlé aussi de l'immense étendue de limites accordées depuis deux ans. Ces concessions sont la conséquence naturelle du développement que prend le commerce

du bois et, quand il aura vu les documents qui seront très prochainement produits devant la Chambre, il verra que les prix auxquels les limites ont été vendues ne permettent pas de soupçonner chez l'honorable commissaire des Terres des abus ou du favoritisme.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Avant de voter sur la question qui est actuellement soumise à la Chambre, je crois que ma position comme député indépendant de cette Chambre a besoin d'être définie.

La motion que j'ai faite demande la production de documents qui ne sont pas encore devant la Chambre; l'honorable député de Lotbinière demande la formation d'un comité pour examiner ces documents avant qu'ils soient produits, et le gouvernement fait un vote de non-confiance de cette motion. Nous tous qui prétendons être des députés indépendants, nous ne sommes pas venus ici pour voir si les votes que l'Opposition propose sont des votes de non-confiance, mais pour demander au gouvernement d'agir avec la plus stricte économie et voir si l'administration travaille dans l'intérêt du pays.

Il est vrai que ces documents ne sont pas encore produits. Mais les rapports qui nous ont été soumis pendant les derniers jours de la dernière session ne sont pas encore imprimés et, si nous attendons pour former ce comité d'enquête que tous les documents demandés soient produits, il est certain que cette investigation serait différée à la prochaine session. Si nous n'avons pas les preuves suffisantes pour nous prononcer sur cette question, le gouvernement devrait les avoir. Il devrait pouvoir nous dire: Vous accusez sur tel ou tel point: eh bien! voici ce qui montre que ces accusations sont fausses ou vraies.

Quant à moi, je ne porte aucune accusation contre l'honorable commissaire des terres. Comme l'honorable représentant d'Argenteuil, je crois qu'il agit avec la plus grande honorabilité. Mais c'est le système lui-même que j'accuse; il ouvre la porte à la corruption, à l'injustice, et l'honorable commissaire, dans lequel j'ai la plus grande confiance, est obligé d'en subir les inconvénients et je crois qu'il les a subis réellement.

Relativement aux soupçons d'abus, ils sont fondés sur les faits qui se trouvent dans les documents qui ont été produits à la fin de la dernière session. Dans ces papiers, on constate que, jusqu'au 12 décembre dernier, il n'a pas été retiré un seul sou sur les limites qui sont exploitées dans le territoire du Saguenay. Ce n'était pourtant pas difficile puisqu'il n'y avait qu'à collecter ce qui était dû. Dans les documents que j'ai en main, on voit qu'à l'item primes il y a nil, c'est-à-dire qu'on n'a rien collecté. On voit aussi dans ces documents qu'une seule maison a une étendue de limites couvrant 2,447 milles en superficie et, comme ces messieurs sont initiés à la politique, on doit

faire une enquête pour justifier le commissaire de tous les doutes que fait naître un tel état de choses.

La dilapidation du domaine public est aussi une question sur laquelle la Chambre doit s'enquérir. Il est à la connaissance du gouvernement que ses domaines dans le territoire de l'Ottawa ont été pillés par des propriétaires de limites qui prennent un peu à droite et à gauche en dehors de leurs limites et ont pratiqué ce système sur une grande échelle.

Les concessions trop considérables de limites sont aussi un sujet d'enquête pour la Chambre. Il est impossible à n'importe quelles maisons, même les plus riches, d'exploiter avantageusement pour la province des étendues de plusieurs centaines de milles en superficie. L'exploitation languit et le gouvernement perd la seconde pousse du bois qui retarde d'autant. J'ai vu des propriétaires de coupes de bois possédant une étendue de 2,000 milles en superficie, qui m'ont déclaré qu'ils ne peuvent suffire à couper le bois qui repousse chaque année.

Eh bien! voilà autant de lacunes qu'une enquête faite sans passion nous aidera à combler. Je crois donc que nous, qui ne sommes pas venus en Chambre pour savoir si nous avons confiance dans le gouvernement ou bien si nous avons plus de confiance dans l'Opposition qu'en lui, nous n'avons pas à nous occuper de la question de non-confiance soulevée par l'honorable premier ministre, mais nous devons prendre tous les moyens de remédier aux abus qui nous sont signalés. Voilà pourquoi je voterai en faveur de la motion de l'honorable député de Lotbinière.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je suis surpris que le savant député de Saint-Maurice, qui a fait une étude particulière de la question, ait reproché au gouvernement de n'avoir rien retiré sur les primes de limites vendues dans le territoire du Saguenay, quand il est si facile de constater que ces limites ont été concédées avant la Confédération.

Je suis aussi surpris que les honorables députés qui parlent tant contre le patronage du gouvernement ne comprennent pas mieux le véritable esprit de notre régime constitutionnel. Le patronage est inhérent au gouvernement représentatif et tous les gouvernements qui fonctionnent en vertu d'une constitution semblable à la nôtre savent reconnaître en leur accordant certaines faveurs les services qu'ils reçoivent de leurs amis.

Relativement à la motion de l'honorable député de Lotbinière, je la trouve pour le moins inopportune. On demande certains papiers pour avoir des renseignements sur l'administration des terres; ces papiers ne sont pas encore devant la Chambre et l'honorable député de Lotbinière demande la formation d'un comité d'enquête dans lequel il voudrait faire entrer trois membres de l'Opposition, deux membres du gouver-

nement, et l'honorable député de Saint-Maurice qui, sur cette question, a pris ce soir une position qui m'étonne. Quand il a demandé la production de ces documents, moi, qui connaissais ses intentions, je n'avais pas de raison de m'en étonner. Je savais qu'il voulait que les membres de cette Chambre fussent mis en état de juger de l'administration des terres; mais quand je vois qu'il adhère à la motion des membres de l'Opposition, qu'il a si souvent et si vaillamment combattus, j'ai raison de m'étonner.

Quant au gaspillage et au pillage dont on parle plus haut, ils se réduisent à très peu de chose. Toute la perte du gouvernement se réduit à quelques dollars pour les rentes foncières, puisque le gouvernement perçoit toujours les droits sur la coupe du bois. Donc, tous les pillages qui ont pu se faire sur une étendue de cinquante milles dans le territoire du Saguenay ne se réduisent qu'à \$25, puisque les rentes foncières sur ces limites, qui ont été concédées avant la Confédération, ne comportent que cinquante cents pour rente foncière par mille. Il faut avouer qu'il n'y a pas de quoi nous conduire à la taxe directe!

Puis, que faut-il penser des plaintes entendues parce qu'on a vendu des limites à des prix trop peu élevés? M. Smith, dont parle l'honorable député de Montmagny, se plaint de ce qu'on ne lui a pas accordé des limites qu'on lui avait promises à \$3 le mille pour les primes. Le gouvernement a vendu ces limites \$10 le mille pour les primes et M. Smith, qui ne voulait pas donner ce prix, est probablement blessé parce qu'il ne voulait pas donner ces \$10 que le gouvernement a obtenues d'autres acheteurs. Je laisse à la Chambre de juger si le gouvernement a bien eu tort d'agir comme il l'a fait en cette circonstance.

Je crois cependant qu'on pourrait introduire de grandes améliorations dans les règlements et même dans les lois qui régissent le département des Terres.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il faudrait donc faire une enquête.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Comme député indépendant, je dois expliquer pourquoi je voterai pour la motion de l'honorable député de Lotbinière. Je regrette que l'honorable premier ministre ait fait un vote de non-confiance de cette motion, car je serai forcé de voter contre lui.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Si tous les députés qui se disent indépendants ont pris la peine d'expliquer le vote qu'ils se proposent de donner, il me sera bien permis à moi, qui n'appartient à aucun parti, de donner de semblables explications.

Je remarque avec peine qu'on n'attend pas la production des documents qui seront bientôt transmis à la Chambre pour traiter cette ques-

tion, afin que les députés puissent l'étudier à fond et se prononcer avec connaissance de cause. Cette motion est prématurée et je voterai certainement pour qu'elle soit renvoyée. Je n'ai pas les moindres soupçons sur l'administration du département des Terres et je trouve qu'il faut être en grand besoin de raison pour recourir à des articles de journaux. Tant qu'on ne m'aura pas démontré que les documents demandés ne seront pas produits, je ne vois pas de raison qui motive la formation du comité qu'on demande.

On dit que, si les documents qui sont demandés nous viennent par l'entremise de ce comité, nous aurons tous les renseignements que nous demandons et que nous ne les aurons pas par d'autres moyens. On ajoute même qu'un comité composé comme celui qu'on propose peut seul nous fournir tous ces renseignements.

Je suis surpris de ces prétentions. Si l'Opposition n'a pas assez confiance dans le gouvernement pour croire à la parole donnée par le premier ministre, déclarant que les documents seront produits dans quelques jours, il est bien permis de douter des bonnes intentions des honorables membres de la gauche, qui ne peuvent pas plus que le gouvernement prétendre à l'impeccabilité. Alors, je crois que la plus sage ligne de conduite à adopter est de laisser prendre aux événements leur cours naturel et d'attendre pour traiter cette question et faire une enquête que les documents promis par le gouvernement nous aient été soumis. C'est pourquoi je voterai contre la motion de l'honorable député de Lotbinière.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): L'Opposition nous dit que le gouvernement veut nous empêcher de faire des investigations et que, pour y réussir, il ne nous donnera pas ces documents à temps pour cette session. D'un autre côté, le gouvernement nous déclare que ces documents seront mis devant cette Chambre dans peu de jours. Or, si j'ai été élu comme indépendant, j'ai été élu aussi comme conservateur et, par conséquent, j'ai droit, sans manquer à mes promesses, de donner au gouvernement le bénéfice du doute.

Au commencement des débats, on a parlé d'un M. Smith. Eh bien! ce M. Smith est un étranger à la province et je crois que le gouvernement a bien fait de lui refuser des limites, car il doit protéger les gens de la province de préférence aux étrangers, surtout quand ils paient autant et même plus que ces derniers pour des concessions de limites.

On dit que ce M. Smith est l'ami de Sir John A. Macdonald et l'honorable député de Montmagny semble vouloir tirer parti de ce fait contre le gouvernement. Mais cette lettre, au

lieu de nuire au gouvernement, n'est-elle pas le meilleur témoignage qu'on puisse produire en faveur de l'administration? Va-t-on lui faire un crime d'avoir refusé des limites à ses amis pour les vendre plus cher à d'autres? C'est absurde vraiment.

Toutes les autres accusations portées contre l'administration du bureau des Terres pour établir la formation du comité demandé par l'honorable député de Lotbinière ne me paraissent pas mieux fondées et voilà pourquoi je voterai contre sa motion.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Il est évident que, si cette motion comporte un vote de non-confiance, c'est parce qu'il a plu au gouvernement de lui donner cette importance. Si la motion de l'honorable député de Lotbinière est devenue à l'heure qu'il est une question de vie ou de mort pour le ministère, c'est uniquement parce qu'il a plu à l'honorable premier ministre de lui donner cette signification.

Cette tactique n'est pas nouvelle. Chaque fois qu'on a soulevé en Chambre des questions graves et pouvant compromettre l'existence du ministère, le gouvernement en a fait des votes de non-confiance. On a dit dans un âge plus chevaleresque: "Périssent la patrie plutôt qu'un principe". Le gouvernement, pour caractériser sa politique, a changé cette devise et dit chaque fois qu'on veut lui demander compte de sa conduite: "Périssent la patrie plutôt que le ministère". C'est la mesure du patriotisme du gouvernement. Depuis vingt ans, le parti conservateur a suivi cette tactique et à chaque fois que l'intérêt du pays s'est trouvé en conflit avec les intérêts du ministère, on a dit: Sauvons le ministère. Nous avons eu dernièrement une preuve de cette politique quand nous avons vu le gouvernement fédéral sacrifier la minorité catholique du Nouveau-Brunswick pour se ménager l'influence et les sympathies des protestants. Avec la même hardiesse, car notre gouvernement a toutes les qualités de son aîné à Ottawa, le ministère se donnera bien garde, pour ne pas s'exposer à une défaite, de consentir à l'investigation que nous demandons.

Si le peuple est soumis au gouvernement, si le ministère est maître souverain de tout, il est incontestable que la motion de l'honorable député de Lotbinière est un vote de non-confiance; mais, si le gouvernement est responsable à la Chambre et au peuple de sa conduite, la motion que nous discutons n'est certainement pas un vote de non-confiance. Mais, alors, le gouvernement s'arroge, grâce à la docilité de ses partisans, des privilèges que ne lui donne pas la constitution et la belle théorie de la responsabilité du gouvernement au peuple n'est plus qu'un vain mot.

Contre le gouvernement et contre l'honorable commissaire des Terres personnellement, je n'ai rien à dire, mais c'est le système que je veux attaquer et réformer. Nos terres publiques

constituent notre seule source de revenus. S'il est constaté qu'elles sont un objet de pillage et de fraude, il est évident que cette source de revenus sera bientôt tarie et qu'il nous faudra avant longtemps recourir à l'impôt direct. Il est donc de la plus haute importance de faire une enquête pour constater si les pillages et les fraudes dont on parle sont des faits avérés. Si cette enquête disculpe le gouvernement, nous l'acquitterons de tout blâme. Mais comment se prononcer avec connaissance de cause si on ne permet pas une investigation qui permette de voir s'il y a quelque défaut dans le système qui est suivi?

Je regrette donc que le ministère ait pris cette détermination. S'il nous eût dit: Nous ne consentirons pas pour le moment; attendez que les documents soient devant la Chambre; je l'aurais certainement soutenu. Mais la position prise par le gouvernement aura nécessairement pour effet d'empêcher cette enquête. Mais si la Chambre consent à abdiquer ainsi ses privilèges en faveur du gouvernement, qu'elle se rappelle qu'au dehors il y a une puissance qui s'appelle le peuple et qui nous demandera un compte rigoureux de notre conduite en cette circonstance.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): On se plaint de ce que le gouvernement fait un vote de non-confiance de cette question. Mais est-ce que le fait de demander la formation d'un comité pour s'enquérir des matières qui devront être délibérées par la production des documents que le ministère s'engage à mettre sous très peu de jours devant la Chambre, et cela avant que le gouvernement ait le temps de produire ces documents, n'en est pas la preuve la plus évidente, la plus tangible qu'on n'a pas la moindre confiance dans le gouvernement? Pourquoi demande-t-on immédiatement la formation de ce comité? L'honorable député de Montmagny nous l'a dit: Parce qu'on prétend que le ministère manquera à la parole donnée et ne produira pas ces documents. Eh bien! je le demande: Un vote demandé sur cette présomption est-il, oui ou non, un vote de non-confiance? Oui, évidemment. Et si l'Opposition ne veut pas faire un vote de non-confiance de cette motion, pourquoi en profite-t-elle pour lancer toutes ces accusations les plus graves contre le gouvernement? Il est impossible de se faire illusion sur la portée de cette motion.

On dit qu'il y a des soupçons contre l'administration des terres et on demande la formation immédiate d'un comité d'enquête pour les constater. Le gouvernement, de son côté, s'engage à produire des documents qui montreront si ces soupçons sont fondés. Alors, pourquoi ne pas attendre la production de ces documents? La démarche de l'Opposition, qui ne veut pas nous donner le temps de fournir à la Chambre toutes les informations nécessaires pour se renseigner sur ces soupçons, n'est-elle pas une demande injuste et prématurée?

On parle de la compagnie de Glasgow et du haut prix qu'elle demande pour ses coupes de bois. Cette compagnie est bien libre de demander ce qu'elle voudra, mais, si elle demande des prix trop élevés, faut-il s'appuyer sur cette exagération pour blâmer le gouvernement? Dès que la compagnie a payé ses coupes de bois ce qu'elles valent, on n'a rien à reprocher au gouvernement qui a veillé aux intérêts de la province et n'a pas sacrifié le domaine public. C'est exclusivement l'affaire de la compagnie, qui peut demander les prix qu'il lui plaira, sauf à garder ses limites si elle veut les vendre trop cher.

L'honorable député reproche au gouvernement d'accorder des limites à des personnes qui ne sont pas dans le commerce du bois.

J'aimerais bien savoir pourquoi on leur refuserait ces limites, dès qu'elles paient le prix voulu.

Il y a plus encore. Le même député nous reproche de ne pas avoir accordé de limites à M. David Smith. Ignore-t-il que M. Smith n'est pas du tout un marchand de bois? N'a-t-il pas vu par la lettre qu'il a lue que M. Smith est tout simplement maître de poste à Oshawa? Il veut donc blâmer le gouvernement quand même. Il nous critique parce que nous vendons des limites à des personnes qui ne sont pas engagées dans le commerce de bois et il nous critique également parce que nous n'avons pas accordé de limites à M. Smith, qui n'est pas un marchand de bois. Il nous critique par parti pris et je laisse à la Chambre le soin d'acquiescer la bonne foi d'une conduite aussi étrange.

Quant à M. Stood, je serais heureux de pouvoir avoir de lui une meilleure opinion que celle que m'en a donnée la lettre qu'on vient de lire.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Ma proposition ne faisait pas mention des limites de bois.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai toujours été sous l'impression que la vente des limites était un des points les plus importants dans l'administration des terres de la couronne. (Applaudissements et rires). Néanmoins, l'Opposition demande la production des documents; le gouvernement promet de la satisfaire, quand, tout à coup, avant que les documents demandés ne soient soumis et que le gouvernement n'ait eu l'occasion de les soumettre, on demande à grands cris la formation d'un comité d'enquête.

M. Fournier a lu trois ou quatre lettres et a attaché beaucoup d'importance à ces papiers. Ce monsieur nous a informés qu'un nommé Smith avait demandé des limites à Gaspé et que sa demande avait été refusée. Je suppose que, dans ce cas, il y a toujours plusieurs compétiteurs, bien qu'un seul obtienne satisfaction. Voilà pourquoi M. Fournier a accusé le gouvernement. Celui qui a obtenu les limites dans Gaspé était le plus riche commerçant de bois de

cette partie du pays et le gouvernement l'a préféré aux autres parce qu'il a payé un prix plus élevé que ce que M. Smith avait offert.

L'autre lettre citée est tout à fait en faveur du gouvernement. Cet écrit prouve simplement que, de deux ou trois compétiteurs, le meilleur a été accepté. C'est là toute la grosse affaire de l'Opposition.

Si la Chambre a si peu de confiance dans le gouvernement qu'elle ne veuille pas attendre un jour ou deux pour recevoir les informations qu'elle-même a demandées, qu'elle donne un vote de non-confiance le plus tôt possible, et ce sera le mieux. (Applaudissements).

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Si le gouvernement ose dire qu'il produira ces documents dans deux ou trois jours, je suis prêt à recommander à mon honorable ami, le député de Lotbinière, de retirer la motion qui est actuellement devant la Chambre. Mais on sait fort bien que, si le comité d'enquête n'est pas nommé à présent, les documents que l'on demande ne seront jamais produits et ce comité ne sera jamais nommé. Et, si le gouvernement s'oppose à la formation de ce comité, c'est lui qui se donne implicitement un vote de non-confiance, parce qu'il déclare par là même qu'il craint d'exposer ses actes à l'investigation de la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je demande pardon à l'honorable député d'avoir voulu l'interrompre. Je n'ai agi de la sorte que pour épargner à la Chambre un de ses discours verbeux qui tombent d'autant plus à plat que l'honorable député les prononce avec un ton plus accentué.

On dit que le gouvernement ne produira pas les documents qu'il a promis. L'honorable député de Lotbinière a voulu saisir ce prétexte pour voler à l'honorable député de Saint-Maurice le mérite de sa démarche et escamoter un vote de non-confiance qu'il n'aurait certainement pas obtenu quand les documents seront mis devant la Chambre et auront complètement disculpé le gouvernement. Je ne lui envie pas ce procédé qu'il a dû adopter d'urgence puisqu'il n'est capable d'établir aucun grief contre le gouvernement.

L'honorable député de Montréal-Centre, avec un air de componction bienveillante destiné à cacher une reculade, fait mine de dire qu'il n'aurait pas soutenu cette motion s'il avait été certain que les documents demandés seraient produits. Eh bien, pour mettre sa bonne foi à l'épreuve, j'affirme solennellement que ces documents seront produits sous le plus court délai:

Je sais bien, cependant, qu'il votera en faveur de la motion, car l'honorable député, comme son parti, est décidé à voter quand même contre le gouvernement. Il suffit qu'une mesure, fût-elle la plus avantageuse au pays, origine du gouvernement pour qu'ils la repous-

sent de toutes leurs forces. Nous les connaissons ces gens qui font parage d'un si beau zèle pour le bien public. Nous savons que leur patriotisme apparent n'est qu'un moyen déguisé de suivre leurs vues ambitieuses en blâmant sans cesse le gouvernement; nous savons qu'ils sont bien déterminés à critiquer sans distinction tout ce que nous faisons. Si nous vendons des coupes de bois à des gens qui sont dans le commerce, ils crient au monopole des gros marchands; si nous introduisons des éléments nombreux dans cette branche d'industrie, ils crient à la malversation, en sorte que nous avons toujours tort, de quelque façon que nous agissions. Si nous faisons noir, c'est mauvais; si nous faisons blanc, c'est mauvais et si nous faisons noir et blanc, c'est encore mauvais et c'est toujours mauvais. Telle est la mesure de leur patriotisme!

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Les épigrammes, qui paraissent être le genre de prédilection de l'honorable premier ministre, ne réussissent pas dans cette Chambre. Je lui conseillerais d'adopter un genre plus pratique et moins littéraire afin de se mettre au niveau de la Chambre.

Quant à la motion, nous l'avons présentée pour mettre à l'épreuve la bonne foi du gouvernement qui promettait de soumettre ces documents à la Chambre. Si ces documents donnent toutes les informations voulues, pourquoi le gouvernement s'oppose-t-il à la formation du comité demandé par la motion, puisque ce comité devra nous procurer les renseignements qui se trouveront dans les documents promis par le gouvernement? Il est possible aussi que le comité nous procure des renseignements qui ne seront pas dans ces documents. Mais, si le comité n'est pas accordé maintenant, il est bien certain que nous n'aurons pas les renseignements qu'il pourrait nous procurer, puisque ce comité ne pourra pas être obtenu.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Mon honorable ami prétend-il qu'une fois les documents produits on n'aura plus le droit de demander la formation de ce comité?

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Oui.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je crois qu'il est dans l'erreur.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond au député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton) et termine en disant que, si la Chambre a besoin d'une enquête après que les documents lui auront été soumis, cette enquête sera accordée.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Ne considère pas cette motion comme une motion de non-confiance contre le gouvernement. Il ne

faut pas conclure, d'après les différentes rumeurs qui circulent touchant cette question, que le gouvernement a mal agi dans l'administration des terres de la couronne. Selon lui, la question doit être portée devant un comité spécial.

Il fait remarquer que ces papiers, dont le but est d'indiquer les limites concédées, ne serviront de rien dans une enquête où il s'agit de savoir s'il y a eu du favoritisme, s'il a été commis des vols sur les terres publiques.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Accorde son appui au gouvernement contre la proposition.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Attaque le gouvernement et cite la ligne de conduite que l'on a tenue à Ottawa et en Ontario, en pareil cas.

M. T. SANDERS (Huntingdon): Se prononce contre la proposition.

M. W. W. LYNCH (Brome): Est contre la proposition.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Rappelle à la Chambre que l'année dernière il a proposé de référer au comité de la colonisation ce qui concerne la vente des terres de la couronne. En 1862, un règlement a été publié par lequel le gouvernement imposait une rente de \$2.50 pour les sept premières années et de \$5 pour les années subséquentes sur les terres coupées par les colons. On a donné un effet rétroactif à ce règlement et on a fait payer des rentes pour 15 à 16 ans lorsque l'on ne devait en imposer que pour 2 ou 3 ans en certains cas et au plus pour 8 à 10 ans. La preuve que des injustices ont été commises, c'est que l'on a remis à 8 colons du comté de Chicoutimi, dont les noms apparaissent dans les comptes publics, diverses sommes d'argent qui n'étaient pas dues au gouvernement.

Si le premier ministre eut consenti à ce que cette question importante fût examinée dans le comité de colonisation, ce comité aurait pu faire rendre justice à des centaines de colons dont on a exigé des rentes qu'ils ne doivent pas ou dont on a confisqué les terres sans raison. Le commissaire des Terres est investi d'un pouvoir arbitraire qui doit inspirer des craintes. Comment expliquer le délai apporté à donner une réponse au sujet d'applications faites en septembre dernier pour l'obtention de limites d'une minime importance? J'ai été chargé moi-même de solliciter cette réponse. D'abord on a suivi la coutume reconnue comme invariable dans le comté de Chicoutimi, on a fait la réponse invariable; la limite en question a été demandée par M. Price. Je me suis rendu au département où j'ai été reçu par l'officier auquel je me suis adressé avec beaucoup de courtoisie et où j'ai pu constater qu'aucune application n'avait été faite par M. Price. Depuis le commencement de

novembre, il ne s'est presque pas passé de jour que je n'aie demandé la réponse promise, mais chaque fois l'on m'a remis au lendemain.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remarque que cela est dû à la résolution du commissaire de ne rien faire avant que le rapport promis ait été soumis à la considération de la Chambre.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Pourquoi alors le commissaire ne m'a-t-il pas dit franchement qu'il ne voulait pas agir?

Les documents qui seront mis devant la Chambre seront insuffisants sans une enquête par un comité. Que l'on en juge par le rapport du commissaire lui-même où l'on voit qu'en 1869 le gouvernement a reçu seulement \$2.50 dont \$1.25 pour infraction aux règlements et \$1.25 pour droits perçus. Il est bien certain que le gouvernement a dû percevoir davantage, mais il n'en est point fait mention dans le rapport du commissaire.

On m'a informé qu'un homme entreprenant de cette ville aurait reçu la promesse que des limites de 200 à 300 milles lui seraient accordées sur des tributaires de la rivière Saguenay, mais la chose n'était pas convenable à celui qui s'intitule le roi de cet immense territoire; la compétition le forcerait à donner des gages plus élevés.

Pour favoriser le monopole dont le député de Saint-Maurice nous a donné une idée dans le cours de ses remarques, le premier ministre, qui a la haute main sur toutes les affaires de ce royaume mais qui se conforme toutefois à la volonté du prétendu monarque auquel il a fait une visite l'été dernier, n'a pas permis que les colons profitassent de l'avantage d'une concurrence active, et le résultat est qu'au-delà de 300 hommes ont été obligés de laisser le comté de Chicoutimi pour aller chercher dans les chantiers de l'Ottawa la subsistance de leurs familles. Contre son gré peut-être, mais pour satisfaire à des exigences politiques et par suite du système actuel, l'honorable commissaire a été forcé de sacrifier ainsi les intérêts des habitants de Chicoutimi.

Il est étonnant que le premier ministre ait si peu de confiance en lui-même. Le comité dans lequel il siégera avec l'un de ses collègues voudrait-il faire un rapport qui ne lui conviendrait pas ou qui ne serait pas conforme à la justice que l'honorable premier ministre pourra toujours porter la cause de l'honorable commissaire devant cette Chambre qui en dernier ressort portera son jugement. Ce sera alors pour le gouvernement le temps de demander s'il mérite la confiance de la Chambre.

L'unique moyen de connaître la vérité, c'est de soumettre tous les documents que doit fournir le commissaire à un comité spécial. L'honorable commissaire ne publiera pas lui-même les preuves qui devront conduire à sa propre condamnation. Ce n'est qu'au moyen de

témoignages spéciaux que l'on peut constater que telle limite qui a été accordée pour tel prix a été refusée à une personne offrant un prix plus élevé ou ayant fait la première application.

Il est permis de ne pas avoir une confiance illimitée dans un homme qui, dans deux élections consécutives, a été condamné par les électeurs du comté de Montmagny.

Si l'honorable premier ministre paraît indigné que l'on veuille faire des investigations dans le domaine des terres, que sera-ce donc lorsque l'honorable député de Montmorency proposera d'entrer dans le domaine bien plus sacré de l'instruction publique? Le rapport demandé par l'honorable député devra pourtant être soumis à une enquête du genre de celle qui est actuellement proposée par l'honorable député de Lotbinière.

Les plus hardis amis de l'honorable premier ministre devraient certainement trembler.

Comme député indépendant de cette Chambre, je crois avoir droit de soutenir la motion actuelle. Je ne vois pas qu'en attendant deux ou trois jours je puisse avoir raison de changer mon opinion. Je suis convaincu qu'une enquête est nécessaire, je la demande de suite.

Il fait le portrait d'un ministériel quand même. Ce ministériel se rend au siège du Parlement; il n'est pas nécessaire qu'il assiste aux délibérations de la Chambre. Il lui suffit d'être à portée d'apprendre par les journaux ou par la rumeur publique qu'à tel jour telle question sera soumise à un vote. Il se rend alors dans un des appartements qui avoisinent la salle des séances; il cause à son aise avec les amis qu'il a rencontrés; il ne s'inquiète pas le moins du monde du débat qui a eu lieu. Le bruit des clochettes annoncent qu'une division est demandée; le sergent d'armes parcourt le corridor en criant: division! division! Le député confiant arrive sous escorte, prend son siège, tourne ses regards vers l'honorable premier ministre, et du moment où il le voit se lever, sans qu'il sache même de quoi il s'agit, il exécute le même mouvement et fait enregistrer son nom à la suite de celui de son chef. Il croit alors avoir rempli son devoir de représentant du peuple.

Comme on le voit, le rôle d'un député décidé à supporter le gouvernement sur toutes les questions est facile à remplir.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'en prend au député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) et lit un extrait des journaux de la Chambre de 1868, d'après lequel il appert qu'une résolution de même nature que celle maintenant débattue a été adoptée par la Chambre, sans opposition du gouvernement.

Si le ministère s'oppose aujourd'hui à cette enquête, c'est qu'il a des raisons de la craindre, raisons qu'il n'avait pas alors.

La Chambre se divise et les noms des membres étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Bellingham, Cassidy, Daigle, David, Fournier, Gérin, Holton, Joly, Laberge, LaFontaine, Laframboise, LaRocque, Laurier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre, Tremblay, 21

Contre: MM. Bellerose, Brigham, Cauchon, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gill, Hearn, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel, Verreault, 38

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Siège de M. Cauchon

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée hier, savoir: Que la question contenue dans la déclaration de M. Joly, "Que l'honorable député de Montmorency était un des propriétaires de l'Asile de Beauport, et comme tel avait un contrat avec le gouvernement lorsqu'il a été élu membre de cette Chambre aux dernières élections générales" soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections;

Et la question étant de nouveau proposée, elles est résolue dans l'affirmative.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), propose la deuxième lecture du bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bellerose, Brigham, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Gagnon, Gendron, Houde, Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Pelletier (Bellechasse), Robertson, Roy, Trudel, 24

Contre: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, De

Beau jeu, Esinhart, Fournier, Gill, Hearn, Holton, Joly, Laberge, La-fontaine, Laframboise, LaRoque, Laurier, Marchand, Molleur, Pozer, Robert, Sylvestre, Tremblay, 21

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 22 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Chemin de fer de Québec à Gosford

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de la compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford, pour l'année 1872. (Documents de la session, no 5.)

Chemin de fer de Lévis et Kennébec

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu la lettre suivante de la Compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec, en obéissance à l'ordre de la Chambre, en date du 13 novembre courant.

Lévis, 21 novembre 1872

A. G. M. Muir, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée législative, Québec.

Monsieur, J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 du courant, qui contient un ordre de l'Assemblée législative, en vertu duquel les directeurs des différentes compagnies de chemins de fer incorporées qui ont reçu de l'aide, soit par un octroi de terres, ou soit par un octroi d'argent, sont requis de faire rapport à l'Assemblée législative de l'état des affaires desdites compagnies, depuis l'époque de leurs incorporations.

En réponse je dois vous dire que le chemin à lisses de Lévis à Kennébec n'est pas encore en opération et n'a pas encore reçu d'octroi de terres ou d'argent du gouvernement.

J'ai l'honneur d'être

votre obéissant serviteur,

J.-G. Blanchet,

Président de la Compagnie du chemin
à lisses de Lévis à Kennébec

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gendron, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska; et la pétition de Gédéon Bissonnet et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges.

Par M. Lavallée, la pétition de l'Hospice de la ville de Joliette.

Par M. Gill, la pétition du révérend Nap. Kéroack et autres, des paroisses Saint-Guillaume et Saint-Bonaventure, comté de Drummond.

Par M. Méthot, la pétition de Ch.-Z. Garceau et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets; et la pétition du révérend Louis-Th. Fortier et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De George A. Hughes, étudiant en loi, de Montréal; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre provinciale des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De N. Donais et autres, James Driscoll et autres, John Elliott et autres, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à l'acte des licences de Québec.

De l'asile des Orphelines protestantes de Québec; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De Henry Joynt et autres, de John Kelly et autres, tous de la paroisse de Saint-Malachie, comté de Dorchester, et de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Dépôts judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres".

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Suggère certains amendements...

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que c'est une bonne mesure mais qu'elle peut encore être améliorée.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Remercie le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand) de ses suggestions, qui méritent sûrement d'être étudiées.

La proposition est adoptée et le bill est lu pour la deuxième fois.

Double mandat

L'ordre du jour, pour reprendre la considération ultérieure de la question proposée hier: Que le bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec soit maintenant lu la seconde fois, étant lu;

et la question étant de nouveau proposée;

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Depuis la dernière session, quand j'ai eu l'honneur de présenter un bill semblable, les choses ont bien changé: le double mandat est aboli dans toutes les provinces, sauf le Québec, et par leur conduite à Ottawa les ministres de cette province ont donné le coup de grâce au double mandat dans cette province aussi. La population de la province de Québec est hostile au double mandat, qui est un système contraire aux intérêts de la province et en opposition avec la volonté du peuple. Le système a été aboli dans toutes les autres provinces et il ne

serait pas juste que Québec fasse exception à la règle.

Il serait désavantageux pour nous de persister dans cette voie; la masse du pays s'est élevée contre le double mandat et il ne serait pas raisonnable d'aller contre la volonté du peuple. Les adversaires les plus énergiques du projet doivent se convaincre que le peuple est opposé au double mandat et que le maintenir frustrerait la volonté populaire. Cette affirmation est justifiée et ce projet de loi est présenté à nouveau parce que la plupart des comtés se sont prononcés contre le système actuel. Ceux qui jouissent d'un double mandat sont partagés entre leurs intérêts dans la province et leurs intérêts dans le Dominion, ce qui diminue leur utilité et leur influence. Il n'est pas nécessaire de revoir les arguments pour ou contre le double mandat, il suffit de constater le revirement de l'opinion publique. Je ne sais pas comment le gouvernement acceptera cette mesure. Il ne peut dire s'il se retranchera comme d'habitude derrière le mur de la "non-confiance" dont il se sert comme épouvantail.

L'opinion publique demande la solution, et il espère que sa motion ne sera pas regardée par le gouvernement comme une motion de non-confiance.

Tout ce que je réclame, c'est une discussion ouverte et juste et un vote libre et sans préjugé.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député de Champlain (F.-X.-A. Trudel), sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

He said the Honourable Member for St. Jean had said that Quebec was the only Province retaining the system of dual representation, and he used the affirmation as an argument in favor of its abolition here. It was no argument at all, and did not go to prove that we should follow the example set by the other provinces. That Quebec was in a very different position from the other provinces, we all knew very well, and that her institutions and laws needed different modes of treatment.

The others had abolished the double mandat, and had perhaps done well. Our position forced upon us the duty of retaining it, in our own interest, as a double nationality. The arguments of the Honourable Member were peculiar throughout. He said that a member acting under the double mandat representing a country in this House also represented the Dominion. If he was here, he was representing his county, yes; but the Dominion, no. He sat here as a representative of his county in the Provincial interest; in the Ottawa Parliament he represented his constituency in the Federal interest; there he was a Dominion member. But even granting that he sat here as a representative of the whole Dominion, in either case the argument was not good.

As to the statement made that those who acted under the double mandat were pledged to oppose it, he saw the names of ten or eleven members who voted for the system before the last election, and yet they were reelected on the same ticket. Yet we are told they were bound to oppose it. We are told that the majority of the people are opposed to the system, but this argument was like the first. We have the results of the late elections before us, and they show us the contrary. At any rate, we have not, in this case, to consider whether the Dominion was against it, but to consider from a Provincial point of view.

It was for the people of Quebec to decide, and when he saw nearly fifteen members returned, bound by their constituents to uphold the system, and that but two or three whose candidature had failed, he was bound to believe, upon the evidence offered that but three counties opposed it, and the great majority of the people were in favour of it. The arguments on the matter were stale and worn out, refuted as often as advanced, and there was not any necessity for his going over the ground again. He considered it his duty as representing the opinion of the majority of this province to move that this bill be read a second time this day six months hence.

M. W. W. LYNCH (Brome): Said that while he was not prepared to go to the same length as his honourable friend from St-Jean, yet he considered it as his duty to vote for the second reading of the bill. He did so in order that at a future stage he would be enabled to move an amendment to the effect that members of the Privy Council should be excluded from this House. He held that their presence here was an inconsistency, in as much as it was impossible for them to act at the one time as Federal ministers and Provincial members. When they were here they actually should be in their offices in Ottawa. He did not mean in any way to reflect upon the Honourable Members of the Privy Council, who had seats in this House, in any way, but he held that the two positions were incompatible and we had instance of this in the absence of several honourable gentlemen from the House now.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Lorsque cette question s'est présentée pour la première fois devant la Chambre, le gouvernement en a fait une question de cabinet. A la première session, le gouvernement s'est prononcé en faveur du cumul des deux mandats, parce qu'il se liait trop directement aux intérêts de la province et du système politique alors inauguré. Lorsque ensuite la question est revenue, c'était à la veille des élections générales, le gouvernement a cru devoir s'en rapporter au verdict populaire. En troisième lieu, lorsqu'elle a été amenée sur le tapis, c'était encore à la veille d'une lutte

électorale. De nouveau le gouvernement en a référé à la décision du peuple. J'ai dit alors que nous nous rendrions à cette décision; nous n'avons pas changé d'opinion et nous sommes disposés à tenir parole à nos amis de la gauche. Pour moi, je suis d'avis que le double mandat est très utile et avantageux pour la province de Québec en particulier. Je tiendrai parole aux honorables députés de la gauche en leur disant que le gouvernement ne veut pas faire de la question une question de cabinet. Je crois que le double mandat n'est pas contre nature.

L'honorable député a dit que toutes les provinces avaient aboli le double mandat et que Québec seul l'avait conservé. Je suis en mesure de lui dire qu'il se trompe. Je puis citer des provinces où il existe encore, la Colombie et le Manitoba.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'avais oublié ces deux paroisses-là.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): On ne peut pas toujours mépriser ce qui ne fait que commencer, ce qui n'a pas encore pris son entier développement, et il est probable que la ville de Saint-Jean deviendra un jour une grande ville. Nous devons maintenir la position logique que nous avons adoptée. On a discuté la question sur les hustings et les résultats ont confirmé le système du double mandat.

Quelles que soient les vues individuelles que nous ayons à rencontrer, nous avons dit que le double mandat était très compatible avec notre système politique et très avantageux pour la province, et nous l'avons appuyé depuis l'avènement de la Confédération pour les raisons que j'ai citées plus haut. Je ne prétends pas que l'élection d'un double mandataire dans un comté soit une preuve que les électeurs de cette division électorale soient en faveur du double mandat, mais je dis que c'est une présomption, et j'ajouterai que l'on verra par le vote de ce soir si la majorité du pays est ou n'est pas en faveur de la dualité de représentation.

L'adoption de ce projet de loi évincera de cette Chambre ses meilleurs hommes, ceux qui devraient siéger ici, ceux que le peuple a désignés, par son vote, comme étant les plus dignes de le représenter. On veut ainsi enfreindre les libertés du peuple, ce dont messieurs de l'autre côté sont toujours si prompts à se plaindre. L'abolition du double mandat conduit au désordre, nous cause une perte d'hommes que nous ne saurions nous payer et nous prive à Ottawa de l'influence que ce système nous accorde.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je félicite l'honorable premier ministre d'avoir pris cette année sur la question une autre attitude qu'à chacune des sessions de la Législature depuis la Confédération. Invariablement, chaque fois qu'elle est venue devant la Chambre, l'honora-

ble premier ministre a transporté cette question sur le terrain de la non-confiance dans le gouvernement. Les députés auront enfin la chance de pouvoir parler sur les mérites de la question elle-même. Le seul argument de la droite est qu'il ne faut pas entraver les libertés dont jouit le peuple. Il y a suffisamment de clauses dans la loi qui entravent la liberté populaire. Je n'en dirai pas davantage et j'ajouterai seulement que je suis heureux de voir l'attitude que le gouvernement a prise en cette matière, c'est-à-dire celle qu'il devrait avoir toujours le courage et la courtoisie de suivre.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Monsieur l'Orateur, bien que l'opinion des honorables membres de cette Chambre paraisse complètement formée sur le mérite de la question qui nous occupe, je désire exposer, en quelques mots, les principaux motifs du vote que je vais donner.

Je ne puis m'empêcher de dire de suite que je regrette sincèrement la position prise, cette année, par le ministère sur la question du double mandat. La déclaration que vient de faire l'honorable premier ministre m'a étonné, bien que j'apprécie la valeur de ses motifs. Je m'étais accoutumé à considérer le double mandat comme une question d'une importance majeure, bien plus, comme une question vitale pour la province de Québec; et me plaçant à ce point de vue, j'aurais désiré voir le gouvernement assurer le triomphe de ce principe en en faisant une question ministérielle.

L'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) n'a pas cru devoir nous développer cette année tous les arguments qu'il dit pouvoir apporter au soutien de la mesure, et il nous réfère aux nombreuses autorités de droit constitutionnel citées par lui l'an dernier. Je le regrette, car pour moi j'aurais aimé à entendre une bonne fois l'exposition des arguments qui militent contre le double mandat. N'ayant pas eu l'honneur de faire partie du premier Parlement de Québec, je n'ai pu bénéficier des lumières que les honorables députés ont pu alors jeter sur le sujet.

Ils avaient sans doute tout dit sur cette matière et n'ont pas voulu se répéter, si j'en juge par la pauvreté des arguments qu'ils ont faits cette année, de même que l'an dernier; car, si j'ai bonne mémoire, les nombreuses autorités de l'honorable député de Saint-Jean se sont réduites à quelques extraits d'un seul auteur, lesquels étaient, suivant moi, loin d'être concluants.

De fait, qu'allègue-t-on contre le double mandat? Suivant moi, pas une seule raison sérieuse. On se borne à citer quelques inconvénients qui, comme j'espère pouvoir le démontrer, n'ont rien de réel. Du reste, pas un seul argument qui, au point de vue constitutionnel et au point de vue des intérêts du pays puisse justifier la mesure de l'honorable député.

Si l'Acte de l'Amérique britannique du Nord

eût doté le Canada d'une constitution établissant une hiérarchie de pouvoirs dans la distribution des fonctions assignées aux Législatures fédérale et locales, de façon à ce que toutes les matières d'une importance majeure eussent été placées sous le contrôle de la Législature fédérale et que les matières d'un ordre secondaire, les questions purement municipales, eussent été déferées aux Législatures locales, je comprendrais qu'il pût y avoir raison d'adopter des dispositions pour que les hommes supérieurs, dont le nombre, il faut bien l'avouer, est excessivement restreint parmi les hommes politiques du Canada, ne pussent avoir accès qu'au Parlement fédéral, laissant à ceux de capacité plus modeste le soin de régir les affaires secondaires et tombant sous le contrôle des Législatures locales.

Mais tel n'est pas le cas, Monsieur l'Orateur. Notre constitution assigne au Parlement local des fonctions d'une nature aussi importante pour le moins que celles décernées au Parlement fédéral, et s'il fallait, en ce moment, décider lesquelles sont les plus importantes des matières assignées au Parlement fédéral, de celles placées sous le contrôle des Législatures locales, je doute qu'il y ait un seul membre de cette Chambre qui soit prêt à déclarer que les matières décernées exclusivement au Parlement fédéral sont les plus importantes. Notre constitution, sous ce rapport, est tout à fait spéciale.

Ce qui a déterminé la distribution de ces fonctions, ce n'était pas l'idée de diviser les matières d'une importance majeure d'avec celles d'une importance tout à fait secondaire; c'était le besoin de laisser d'abord à la Législature fédérale toutes les matières sur lesquelles il y avait entre tous les habitants de la Puissance communauté complète d'intérêts et de sentiments; c'était surtout la nécessité de laisser aux habitants de la province de Québec le contrôle exclusif d'institutions, la sauvegarde d'une religion et d'une langue particulières, c'était en un mot le besoin de laisser à eux seuls le contrôle de matières sur lesquelles il n'y a aucune communauté d'idées, d'intérêts ni de sentiments avec les habitants des autres provinces et d'empêcher tout conflit sur ces questions.

Sans ces circonstances spéciales, il n'y a pas de doute que l'union législative eût été établie par toute la Puissance du Canada.

Notre constitution nous laisse donc à sauvegarder et défendre, dans le Parlement local, des intérêts aussi grands que dans le Parlement fédéral; car qu'y a-t-il de plus important que les intérêts de religion et de langue, l'éducation la propriété publique, les lois civiles réglant les rapports des citoyens entre eux, l'administration de la justice, le développement des sciences, des arts, des industries locales, de l'agriculture et de la colonisation de nos terres incultes?

Qui empêche que le même député, chargé avant la Confédération de la sauvegarde de nos intérêts, de même que de ceux du commerce, de la

navigation, des voies ferrées, de la douane, des tarifs, des postes, de la milice et des pêcheries, continue, sous notre nouvelle constitution, à en être chargé? Qui l'empêche d'aller débattre à Ottawa les intérêts généraux du commerce après avoir défendu à Québec les intérêts plus grands de la religion, de la propriété, de l'éducation?

Je le demande à ceux des honorables députés hostiles au double mandat et qui sont doubles mandataires:

Lorsque, dans les dernières élections, ils sont allés briguer les suffrages de leurs électeurs, se sont-ils crus moins qualifiés, moins dignes de la confiance des électeurs, moins libres, moins indépendants, parce qu'ils avaient déjà un siège dans le Parlement local? Non, certainement.

Et s'il n'en était pas ainsi, je leur dirais: si vous vous trouviez parfaitement qualifiés, vous ne l'étiez pas. Si vous ne l'étiez pas, pourquoi avez-vous brigué les suffrages des électeurs et représenté que vous aviez toutes les qualifications requises? Et pourquoi avez-vous accepté un nouveau mandat, lorsque vous saviez que votre adversaire y avait droit et était mieux qualifié que vous à le recevoir?

Si vous vous considérez parfaitement qualifiés, pourquoi les autres double mandataires ne le seraient-ils pas? Où est donc la disqualification?

Est-ce que deux mois passés à Québec à expédier spécialement les intérêts de cette province rendraient inhabile à étudier et défendre les intérêts de cette province de même que les intérêts généraux de la Puissance dans le Parlement d'Ottawa?

Est-ce que l'étude et la connaissance pratiques des besoins, des ressources et des intérêts de toute la Puissance rendrait inhabile à connaître, apprécier et défendre les intérêts de la province de Québec?

Est-ce que vous ne pourrez plus légiférer sur nos lois civiles parce que vous aurez fait de la législation commerciale à Ottawa? Il me semble que c'est tout le contraire.

Il arrivera souvent qu'un comté n'aura qu'un homme parfaitement capable pour le représenter en Parlement. En abolissant le double mandat, vous mettez ce comté dans la pénible alternative ou de priver tout le pays des services de cet homme à Ottawa, ou de s'en priver à Québec, où il a des intérêts également considérables à sauvegarder.

Par l'abolition du double mandat, vous rendez plus difficiles les carrières politiques. J'ai remarqué que plusieurs des honorables députés double-mandataires semblaient s'être fait une spécialité de la politique.

Le double mandat aboli, ces messieurs ne trouveront plus qu'il vaille la peine de faire une carrière spéciale de la politique, lorsqu'ils n'auront qu'à s'en occuper deux mois par année à Québec ou à Ottawa. En même temps, vous allez augmenter le nombre des hommes politiques mais diminuer le nombre de ceux con-

naissant parfaitement bien la politique de leur pays. Vous allez réduire le nombre des hommes capables et augmenter le nombre des gâte-métiers.

L'honorable député de Lotbinière (M.H.-G. Joly) nous a dit que le seul argument des partisans du double mandat était que son abolition serait une restriction à la liberté des électeurs de se faire représenter par qui bon leur semble.

Et pour détruire cet argument, il nous a représenté que déjà notre loi électorale établissait toutes espèces de restrictions à cette liberté. Je ferai remarquer à l'honorable député que toute la différence consiste en ceci: ces lois établissent des restrictions utiles et même nécessaires, tandis que l'abolition du double mandat oppose aux droits et franchises des électeurs une restriction parfaitement inutile.

L'honorable député voudra bien remarquer de plus que toutes ces restrictions établies par la loi sont toutes basées sur une présomption de disqualification foncière, parce qu'elle présume que celui qui n'a rien à perdre, n'a rien à risquer, n'est pas sujet à payer sa part des taxes et des charges publiques, n'a pas d'attachement au sol, n'a pas de communauté d'intérêts avec les électeurs.

Elle exige, en certains cas, la résidence des sénateurs et des conseillers pour assurer la représentation la plus effective de toutes les parties du pays et de tous les intérêts de localité, parce qu'il y a présomption que, sans cette résidence ou des propriétés situées dans ces lieux, il n'y aurait pas communauté d'intérêts avec ces localités.

Au lieu que la restriction imposée à la liberté de l'électeur par le bill de l'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) est tout à fait inutile, n'est basée sur aucune présomption, parce que la qualité de double mandataire non seulement ne crée pas une présomption de disqualification, mais au contraire crée une présomption de surcroît de qualification.

Pourquoi créer ces restrictions inutiles aux franchises des électeurs? Pourquoi les empêcher sans raison de se faire représenter par l'homme qui souvent est le seul qui puisse résumer en lui leurs intérêts, leurs vues, leurs sentiments?

Cette restriction sera une porte ouverte à d'autres restrictions, car s'il y a de bonnes raisons d'empêcher que le député à une Législature locale ne soit élu pour la Législature fédérale et vice versa, il y aura même des raisons de prétendre que l'élu, pour faire partie du conseil municipal d'une grande cité telle que Montréal ou Québec, ne doit pas être élu pour le Parlement, ou que le député du Parlement fédéral ou local ne pourra être conseiller en ville.

Car l'inconvénient que l'on fait valoir ici des influences que les membres d'un de ces corps délibérants pourront exercer sur les autres existera là. Qui ne sait, par exemple, que le

résultat de l'élection de Montréal-Est est dû, dans une très grande mesure, à l'influence de plusieurs conseillers de ville? Qui voudrait prétendre qu'un homme politique important ne pourra pas exercer au moyen de son influence une très forte pression sur un conseil municipal, comme la chose a lieu ici? De cette façon, on arrivera à disqualifier tous les hommes les plus capables de représenter un comté dans le Parlement soit local soit fédéral.

C'est pourtant là le principal argument des adversaires du double mandat. Ils se plaignent surtout de ce que le système actuel permet aux ministres fédéraux d'exercer une grande influence sur les ministres locaux et de les tenir sous leur dépendance. Cependant, s'ils voulaient y réfléchir, ils se convaincraient bientôt que ce n'est pas le fait de siéger ici qui donne aux ministres fédéraux l'influence en question. Cette influence peut s'exercer et s'exerce de fait en dehors de leur siège.

Et il est de fait que les ministres fédéraux qui n'ont pas de siège dans cette enceinte ont exercé sur les élections et peuvent exercer sur le gouvernement local une aussi grande pression que celle que peuvent exercer ceux des ministres qui ont ici des sièges. Bien plus, il me paraît certain que l'abolition du double mandat créera exactement ce que l'on veut éviter. En effet, s'il est vrai que les ministres fédéraux peuvent exercer ici une influence et une pression, cette influence et cette pression ont ici deux contre-poids équivalents, le premier dans la présence des députés distingués de l'Opposition qui ont un double siège à Ottawa et dans cette Chambre.

Je suppose que les honorables députés de l'Opposition ne prétendront pas, par exemple, que l'influence et l'autorité des honorables députés de Montréal-Centre (l'honorable M. L. H. Holton) et de Lotbinière (M. H.-G. Joly) n'est pas un contre-poids suffisant à l'autorité et à l'influence des honorables ministres fédéraux qui siègent ici.

Eh bien! l'abolition du double mandat laissera subsister l'influence que les ministres fédéraux exercent au moyen du patronage et fera disparaître le contre-poids que les honorables chefs de l'Opposition peuvent y mettre par leur présence ici.

S'il est vrai que les ministres fédéraux peuvent, par leur présence ici, exercer une pression sur les ministres locaux, il y a contre-poids dans le fait que les ministres locaux ont des sièges à Ottawa et que l'existence du ministère fédéral dépend de leur vote, comme de celui des autres députés.

L'hostilité que les ministres fédéraux peuvent montrer, la pression qu'ils peuvent exercer, les ministres locaux ont le moyen de la repousser avec avantage en rendant à Ottawa hostilité pour hostilité, pression pour pression, attaque pour attaque.

Il y a contre-poids parfait, compensation parfaite.

En abolissant le double mandat, nous faisons perdre à cette Chambre et au Parlement de Québec une grande partie de son influence, de son prestige, de son importance. Nul doute qu'étant forcés de choisir, tous les hommes politiques les plus importants opteront pour le Parlement fédéral. De plus, nous perdons l'un des moyens les plus sûrs et les plus efficaces de faire valoir nos droits dans le Parlement de la Puissance.

Les députés de ce Parlement sont, sans doute, plus que tout autre, à portée de mieux connaître et de fait, connaissent à fond tous les droits et les intérêts de notre province et les plus en état de les faire valoir. Qu'il s'agisse de plaider ces droits, faire valoir ces intérêts de la province de Québec dans le Parlement fédéral, par la mesure de l'honorable représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), la porte de ce Parlement leur est fermée.

Il faudra en charger les députés fédéraux qui nécessairement ne connaîtront qu'imparfaitement ces questions; et qui n'ayant reçu de mandat que pour représenter les intérêts généraux de toute la Confédération, ne pourront faire valoir avec autant d'avantages les prétentions du Québec.

La question vitale pour nous de l'arbitrage provincial en est une preuve frappante. Lorsque cette Chambre s'est levée comme un seul homme et a fait entendre d'une voix unanime ses protestations contre la grande iniquité dont on voulait nous faire victimes, n'avez-vous pas été bien aise que les membres éminents de cette Chambre, que des ministres locaux qui avaient conduit la procédure dans cette affaire, qui en avaient fait une étude approfondie et la connaissaient dans tous ces détails, que plusieurs des messieurs de l'opposition aient pu, grâce au double mandat, plaider notre cause, revendiquer nos droits au sein du Parlement fédéral?

Il y aurait une foule d'autres considérations à faire sur cet important sujet.

Je n'ai pas la prétention de croire que celles qui précèdent aient pu convaincre la plupart des honorables députés dont les opinions sont déjà depuis longtemps arrêtées sur le sujet.

Quoi qu'il en soit, je tenais à les exprimer parce que je crois que cette question du double mandat est pour nous d'une importance majeure; pour moi, ces raisons sont non seulement suffisantes pour me faire combattre de toutes mes forces la mesure de l'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), en appuyant la motion de l'honorable député de Laval (M. J.-H. Bellerose) pour le renvoi de ce bill à six mois, mais encore pour me faire regretter que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de faire du renvoi de ce bill une question ministérielle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Cauchon, Chauveau (Québec), Chauveau

(Rimouski), de Beaujeu, Dugas, Eddy, Fortin, Gendron, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Lavallée, LeCavallier, Locke, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Robertson, Robitaille, Sawyer, Trudel, 25

Contre: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, David, Dorion, Esinhart, Fournier, Gagnon, Gérin, Gill, Hearn, Holton, Houde, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Larochelle, LaRoque, LaRue, Laurier, Lynch, Mailloux, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Rhéaume, Robert, Roy, Sanders, Sylvestre, Tremblay, Verreault, 34

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Code municipal

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Les amendements proposés par l'honorable député ont été, je crois, discutés très longuement dans le comité du code municipal. Si, cependant, l'honorable député le désire, nous pourrions renvoyer la question à un comité qu'il formera lui-même. A force d'élaborer ainsi le code municipal, nous arriverons à compléter cet ouvrage. Le gouvernement est prêt à améliorer la loi municipale, s'il y a lieu, et se soumettra toujours à cela avec le plus grand plaisir.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que ledit bill soit renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Robertson et l'honorable M. Laframboise; et de M. Gendron, M. Houde, M. Robert, M. Mailloux, M. Sawyer, M. Sanders, M. Joly et M. Bachand, pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher le comté de Bellechasse du

district judiciaire de Montmagny et pour l'annexer à celui de Québec.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Comme la mesure proposée est complètement différente de ce qu'elle était, je ne dis pas l'an dernier, mais les années précédentes, j'aurai l'honneur d'y apporter quelques amendements pour la ramener à ce qu'elle était auparavant.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): J'aimerais savoir, Monsieur l'Orateur, quels sont ces amendements que l'honorable député veut apporter à la mesure; comme je m'en vais ce soir dans mon comté, j'aimerais en faire part à mes électeurs.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Renvoie le député de Bellechasse à l'ancien bill. La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Adresse au lieutenant-gouverneur

Chemins de colonisation dans Montmagny

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des sommes appropriées cette année pour chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, indiquant le montant qui a été dépensé sur ces appropriations, sur quels Chemins, l'époque à laquelle les travaux ont été commencés cette année et quand ils ont été terminés ou suspendus; ainsi que le nombre et les noms des hommes employés aux travaux de ces chemins dans lesdits comtés; aussi copie de tous ordres en conseil fixant le montant alloué pour cette fin à chacun desdits comtés.

Il dit que \$1,600 ont été appropriées pour les chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et Bellechasse. Les chemins de colonisation dans ces comtés ont été des engins électoraux; on a fait commencer les travaux à la veille des élections et, aussitôt qu'elles ont été terminées, on les a suspendus. C'est ce qu'on a fait dans le township Montminy, dans le comté de Montmagny. On a fait donner des contrats pour ces chemins à ceux seulement qui s'étaient engagés à soutenir tel ou tel candidat ministériel; tandis que, d'un autre côté, on a destitué les indociles aux instances maternelles du gouvernement. On avait destitué ainsi un contracteur qui, ayant mis de l'eau dans son vin et promis de se conformer aux vues ministérielles, fut réintégré immédiatement dans la possession de son contrat. Un M. Narcisse Larrivée a été destitué comme contracteur d'un chemin de colonisation parce qu'il n'avait pas des opinions conformes aux vues ministérielles. Depuis 15 ans que le comté de Montmagny a été représenté par le commissaire des Terres de la couronne,

le comité n'a jamais pu obtenir de chemins de colonisation convenables. Au lieu de dépenser les appropriations dans ce but sur un bon chemin mettant les townships en communication avec les vieux établissements, on a fait trois routes impraticables et qui ne peuvent pas porter une charge de 300 livres. Il compte que le gouvernement verra à améliorer la situation.

Adopté.

Licences pour vendre des spiritueux

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, appuyé par le député de Napierville (M. L.-D. Lafontaine), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé des noms des personnes qui, dans les différents comtés, ont pris des licences pour vendre des spiritueux, depuis l'année 1867 jusqu'à ce jour, et aussi les noms des percepteurs du revenu qui ont donné ou signé ces licences.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Attire l'attention du gouvernement sur les fraudes qui peuvent se commettre dans l'émission des licences pour vendre des spiritueux dans telle ou telle paroisse. Un individu vient trouver le percepteur du revenu, lui demande une licence et paie un acompte de \$10 sur cette licence. Dès ce moment, l'aubergiste ou le porteur de la licence peut se livrer à son commerce sans crainte d'être molesté. Mais le percepteur a toujours par devers lui les \$10 qu'il a reçues comme acompte sur le prix de la licence qu'il doit remettre en entier au gouvernement, et les garde pour lui en attendant la balance, ce qu'il peut se permettre indéfiniment tout en profitant de l'acompte.

Il est ordonné que les débats sur cette

question soient ajournés jusqu'à lundi prochain.

Interpellations:

Salaires des officiers des départements de la justice

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire une révision des salaires (autres que ceux des juges) qui sont accordés dans les divers départements de la justice dans les comtés et districts de la province de Québec, dans le but de proportionner tels salaires aux services rendus et à la longueur de tels services.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que c'est l'intention du gouvernement de faire une révision complète des salaires des employés de cours de justice et de rétribuer suffisamment ces employés. L'honorable député peut être certain que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour régler la question d'une manière satisfaisante pour les employés et, si la Chambre voulait voter les fonds nécessaires, le gouvernement se rendrait volontiers à cette demande et il augmenterait les salaires dans la proportion des services rendus.

Compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 25 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Rapports divers

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etat des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872:

L'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal, l'Hospice Lajemmerais, Varennes, l'Union Saint-Joseph de Lévis, et l'Institution des sourdes-muettes, Montréal. (Documents de la session, no 5).

Elections contestées

Sydney Bellingham, écuyer, Pierre Bachand, écuyer, Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, Edouard Laberge, écuyer, Pierre Fortin, écuyer, et Francis Cassidy, écuyer, étant les six députés nommés par M. l'Orateur pour servir dans le comité général des élections, et auxquels la Chambre n'a pas objecté, prêtent séparément le serment suivant:

"Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections, et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte ni faveur. Ainsi, que Dieu me soit en aide".

Monsieur l'Orateur informe la Chambre qu'en conformité de la 39^e clause de l'Acte de la ci-devant province du Canada, concernant les élections parlementaires contestées, il fixe à demain, à deux heures de l'après-midi, dans la chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Ordonné que la liste alphabétique corrigée des noms des députés devant servir dans les comités d'élection soit renvoyée au comité général des élections.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Société bienveillante des dames de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition du révérend Chs Hallé et autres, des townships de Lampton, Aylmer et Gayhurst, comté de Beauce.

Par M. Fortin, la pétition d'Augustin Laperrière, de la cité d'Outaouais.

Par M. David, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth, Montréal, la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Institution des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, et la pétition du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile rue Bonaventure, Montréal.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec.

Par M. Larochelle, la pétition du conseil de ville de la ville de Lévis.

Par M. Joly, la pétition du conseil du Bureau d'agriculture de la province de Québec.

Par M. Beaubien, la pétition de la Corporation du collège Sainte-Marie, Montréal.

Par M. Cassidy, la pétition de Frederick Geriken et autres, et la pétition de Henry Mc Vittie et autres, toutes de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De C. E. Wurtele et autres, des townships de Windsor et Brompton, comté de Richmond; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du pont de Windsor et Brompton".

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à l'Acte d'incorporation de ladite cité.

De la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De Célestin Chevalier et autres, de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency; demandant l'érection de l'endroit appelé "Saint-Tite-des-Caps" en municipalité locale.

De la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières demandant le droit d'imposer une taxe n'excédant pas dix piastres sur les chiens dans les limites de ladite municipalité.

Du révérend Napoléon Kéroack et autres, des paroisses de Saint-Guillaume et Saint-Bonaventure, comté de Drummond; demandant que lesdites paroisses soient détachées dudit comté de Drummond et annexées au comté d'Yamaska, district de Richelieu.

De George-A. Beaudet et autres, de la paroisse de Saint-Ignace, du Côteau-du-Lac, et de Gédéon Bissonnette et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Soulange, demandant respectivement la passation d'une loi pour obliger chaque propriétaire de seigneurie à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes et pour autres fins.

De l'Association de la bibliothèque de commerce, Montréal, demandant la ratification d'un certain Acte de vente par ladite association.

Du révérend L. Rousseau et autres, du district de Montmagny, demandant que le bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, pour l'annexer à celui de Québec, ne devienne pas loi.

Du révérend Louis-Th. Fortier et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, comté de Nicolet, demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Nicolet.

Du révérend Ch.-Z. Garceau et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, demandant de l'aide pour un chemin.

De l'Hospice de la ville de Joliette, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Association de l'Asile Sainte-Brigitte de

Québec, demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De Damien Masson et autres, de la paroisse de Saint-Benoît, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hospice Youville soit continuée et augmentée.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants:

De la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord; demandant des amendements à son Acte d'incorporation; du conseil de ville de la ville de Sorel, demandant des amendements à son Acte d'incorporation; de T. R. Jobson et autres, de la ville de Saint-Jean, demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "La Société permanente de construction du district d'Iberville"; du très révérend Th. Caron et autres, du village de Nicolet, demandant l'érection dudit village en ville; de la municipalité de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, demandant la passation d'un acte pour déterminer les limites de ladite paroisse.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour changer le nom de ladite compagnie.

Accordé.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour donner des limites à la paroisse de Saint-Féréol, pour les fins civiles et municipales.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société permanente de construction du district d'Iberville et lui accorder certains pouvoirs.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes 29-30 Vict., chap. 27, et 32 Vict., chap. 27, concernant le Barreau de la province de Québec.

Accordé.

Interpellations:

Saisie des instruments aratoires

M. E. LALONDE (Vaudreuil): S'enquiert si

c'est l'intention du gouvernement d'accorder une exemption de saisie plus étendue en faveur des instruments aratoires ainsi que des chevaux de labour pour les cultivateurs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que telle n'est pas l'intention du gouvernement, mais que, si un autre député rédigeait et présentait un bill dans le sens de la question, le gouvernement ne s'y opposerait pas.

Bureau d'enregistrement de Montréal

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande la formation d'un comité pour faire enquête sur le bureau d'enregistrement de Montréal.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je n'ai aucune objection à la formation de ce comité, je la désire même; on a porté certaines accusations au sujet de ce bureau et je suis certain que les renseignements fournis par l'enquête que fera le comité exonéreront le gouvernement de tout blâme. Mais je prierai l'honorable député de vouloir bien attendre encore quelques jours. Nous attendons très prochainement le rapport de M. Scott et, aussitôt que nous aurons ce document, nous pourrions agir avec connaissance de cause. Ce rapport montrera que toutes les craintes formées au sujet de la voûte, qu'on prétend n'être pas bien sûre, ne sont aucunement fondées.

Quant à la nécessité de cette construction, elle se fait depuis longtemps sentir. Dès 1868, on a demandé un nouveau local pour le bureau d'enregistrement, parce que les voûtes du palais de justice étaient encombrées. On observait aussi qu'il fallait une grande voûte pour déposer les plans du cadastre, auxquels tout le monde doit avoir accès. Et c'est sur ces pressantes sollicitations que nous nous sommes déterminés de faire un nouveau local pour le bureau d'enregistrement, ainsi que le montreront les documents fournis à la Chambre.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Il est de fait que beaucoup de gens ont porté des plaintes contre le nouveau bureau d'enregistrement; on a même porté ces plaintes jusqu'à la Corporation de Montréal, pour demander au conseil d'intervenir. Des personnes grandement intéressées, qui ont dans les voûtes du bureau d'enregistrement des papiers valant des milliers et des milliers de piastres, craignent que la voûte ne soit pas assez sûre.

Comme membre du conseil de ville de Montréal, je puis déclarer que la corporation serait bien disposée à fournir un local pour le bureau d'enregistrement dans l'hôtel de ville que nous contruisons. Nous faisons une voûte à l'épreuve du feu pour déposer les archives de la corporation et les archives du bureau d'enregistrement pourraient y être déposées sans difficulté. J'espère qu'on voudra bien considérer ces observations.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Puisque nous nous occupons du bureau d'enregistrement, je saisisrai cette occasion pour demander qu'une partie de la circonscription d'enregistrement de Montréal soit détachée. Dans mon comté comme dans le comté de Jacques-Cartier, on se plaint avec raison de ce que l'accès du bureau est presque impossible. Pour avoir des papiers, il faut attendre deux ou trois mois, tant le bureau est encombré de besogne. Ce système est intolérable et je crois que le gouvernement ferait un acte de justice en ouvrant un nouveau bureau d'enregistrement pour les comtés de Jacques-Cartier et d'Hochelaga.

La proposition est retirée.

Dépôts pour expropriations

M. F. DAVID (Montréal-Est): Appuyé par le député de Montréal-Ouest (M. F. Cassidy), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les dates des dépôts faits par le trésorier de la cité de Montréal pour expropriations, ainsi que les dates et les noms des personnes qui ont fait application pour lesdits dépôts et les dates respectives des paiements que le gouvernement a faits auxdites personnes (y ayant droit) depuis 1872.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit qu'il ne veut pas blâmer le gouvernement, mais il lui fera observer qu'en sa qualité de membre du conseil de ville, il a eu des plaintes nombreuses de particuliers au sujet des difficultés considérables qu'ils avaient à retirer ces dépôts. Probablement cela est dû aux mesures de prudence prises par le bureau du trésorier, pour savoir si les propriétés ne sont pas grevées d'hypothèques.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que le gouvernement n'a aucune objection à donner les renseignements demandés.

Adopté.

Vente des terres publiques

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande la permission de renvoyer à un autre jour sa motion demandant la formation d'un comité pour s'enquérir du fonctionnement de la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques. Les documents qu'il a demandés l'année dernière ne sont pas encore arrivés.

Bibliothèque

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), propose que M. Fortin soit ajouté au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'adminis-

tration de la bibliothèque du Parlement et pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif pour informer leurs honneurs que M. Fortin a été ajouté au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, et pour agir au nom de cette Chambre, comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. Fortin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Robitaille, M. Cassidy, M. Chauveau (Rimouski), M. Roy, M. Gendron et M. Laval-lée, pour s'enquérir de la tenure des terres aux Iles-de-la-Magdeleine, dans le comté de Gaspé; et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles, en ce qui regarde la tenure des dites terres; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que le gouvernement accepte franchement cette mesure, mais que, conformément à l'avis qu'il en avait donné, il proposerait certains amendements, un surtout pour empêcher que la mesure ne s'applique aux conseillers législatifs et aux sénateurs nommés par la couronne, qui a seule le droit de les destituer.

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il ne s'opposait pas à cet amendement et fait quelques remarques sur la prudence du gouvernement, qui a déclaré ne pas faire une question ministérielle de cette mesure, quand il a vu que la majorité de la Chambre n'était pas disposée à le soutenir.

Adopté.

Après quelques discussions, il est proposé que le rapport du comité soit maintenant reçu.

M. W.W. LYNCH (Brome): Moved that the report be not now received, but that it be referred back to Committee, with instructions to make the amendment he proposed, to the

effect that members alone of the Privy Council of Canada should not have the right to sit in the Legislature of the province of Quebec, and that members of the Executive Council of the Province of Quebec should not be eligible for seats in the House of Commons at Ottawa.

In moving this amendment, he was simply carrying out the statement he had made the other day. He considered the bill of the Honourable Member for Saint-Jean, as altogether too extensive in its bearings, sweeping out of the Quebec Legislature those men whom most it needed, and much of the ability of the House. He did not believe that the measure as it stood was the one best calculated in the interests of the country. He went on to state his reasons for making the amendment, holding that members of the Privy Council and of the Executive Council were fully occupied in their respective departments, and their double office interfered with the due exercise of their duties in one Legislature or the other.

M. T. SANDERS (Huntingdon): Looked upon the system of dual representation as one productive of many benefits to the Province, but on the other hand he believed that members of the Privy Council should devote the whole of their time to their Federal duties, and also that Ministers of the Province should confine themselves to their official duties. He could not believe that a total abolition of dual representation would effect all that had been claimed for it, while he held that the bill as amended would be productive of benefit.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Opposed the amendment as one totally different to the spirit of the bill under consideration and also as unconstitutional. No good could come from the placing of restriction upon the choice of electors. He did not view the measure proposed with favor, but as the House had decided in favor of the abolition of dual representation, he thought that it were better to adopt the measure as it had been amended and reported.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Appuie la proposition du député de Brome (M. W.W. Lynch) et ajoute qu'il s'est exprimé dans ce sens l'année dernière.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prend lui aussi la parole.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Donne lui aussi son opinion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il ne veut pas d'amendements de ce genre à son bill; il n'est pas partisan des demi-mesures. Il veut l'abolition complète du double mandat. Les intérêts d'une puissance peuvent parfaitement se trouver en conflit avec ceux d'une province;

de sorte que pour un député qui cumule les deux mandats, la situation peut souvent devenir embarrassante. Il ne faut pas que la position d'un député soit complexe; il faut qu'elle soit bien définie et que son indépendance soit complète. Il peut citer des autorités: Lord Brougham, Warren, Todd et Gladstone, qui expriment cette opinion. Nécessairement le double mandataire ne peut pas faire autre chose que de la politique; il faut qu'il en fasse une profession; et comme on dit ordinairement un métier; naturellement il essayera d'en retirer tout le bénéfice possible et ne pourra pas par conséquent travailler sincèrement aux intérêts du pays.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Espère qu'on adoptera la mesure telle qu'amendée et qu'on sauvegardera les droits acquis. Le gouvernement est disposé à se rendre au verdict populaire.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Se demande avec curiosité quelles sont les impressions et les émotions des députés doubles mandataires qui sont obligés d'appuyer le bill.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ces députés ont été envoyés ici pour abolir le double mandat.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Je partage cette opinion.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit que l'amendement de l'honorable député de Brome ne devrait pas contenir de pareilles exceptions. Ce devrait être tout le contraire. Si cette motion passait, la Chambre serait certainement privée d'hommes dont l'expérience et les connaissances étendues sont très précieuses pour cette Chambre. A ce compte-là, si nous adoptions les opinions des honorables députés de Brome et de Chicoutimi, il faudrait croire que nous n'aurions travaillé depuis cinq ans que pour chasser deux ou trois hommes. Il faut que la loi ait un effet complet. Je sais qu'elle privera la Chambre des lumières d'hommes éminents de la droite et de la gauche; mais il ne faut pas légiférer dans cette circonstance contre deux ou trois hommes mais contre tous ceux qui cumulent deux mandats. A en juger par les opinions exprimées par les députés de Brome et de Chicoutimi, le raisonnement serait celui-ci: Chasser tous ceux qui m'ennuient, et moi j'suis ben, j'reste ici.

M. W.W. LYNCH (Brome): Proteste contre ce qu'il appelle les insinuations du député de Québec-Est et dit que sa proposition ne repose que sur une question politique. Il accepte de la retirer.

Le rapport est reçu.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer à celui de Québec.

Adopté.

En comité:

M. T. FOURNIER (Montmagny): Dit qu'il ne s'opposerait pas à ce bill, vu qu'il est injuste d'obliger des gens qui demeurent à quelques pas de Québec d'aller à Saint-Thomas pour transiger leurs affaires judiciaires. Cependant, je crois qu'on pourrait laisser les paroisses de Saint-Vallier et de Saint-Raphaël dans le district de Montmagny, vu qu'elles sont plus proches de Saint-Thomas que de Québec. Quant au reste du comté, ce serait une criante injustice que de vouloir le retenir dans le district de Montmagny. Aussi la majorité des électeurs de Montmagny a-t-elle compris la justice de cette demande et a-t-elle consenti volontiers à l'adoption de cette mesure. S'il y a de l'opposition, elle ne provient que de quelques intéressés, deux ou trois hôteliers et les officiels de la cour, qui perdront un peu à ce changement. Voilà pourquoi on m'a approuvé quand j'ai déclaré que je supporterais cette mesure. J'ai donc tenu ce que j'ai promis et c'est à tort que l'honorable député de Bellechasse voudrait me mettre dans une fausse position. Quant à ces badinages sur ma position comme double mandataire, j'y répondrai en déclarant à l'honorable député que s'il veut présenter une mesure pour donner effet de suite à l'abolition du double mandat, j'aurai l'honneur de le seconder.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Dit que lorsqu'il a présenté son bill pour la première fois le gouvernement lui a fait une quasi-promesse qu'il accorderait ce que le bill demandait. Certaines gens ont prétendu que de certaines parties du comté de Bellechasse, de Saint-Charles par exemple, il y avait moins loin à aller à Montmagny qu'à Québec; c'est un mensonge de rhétorique. D'ailleurs, les preuves sont là: il

y a quatre lieues entre Saint-Charles et Montmagny. Et l'on sait que chaque électeur cherche à épargner son trente sous. Je ne prendrai que l'hiver; dans les tempêtes on ne revient pas dans un, deux ou trois jours, mais bien dans quinze jours. On m'a adressé des requêtes de toutes parts, même de Montmagny, on a signé en masse pour obtenir que le comté de Bellechasse soit détaché du district judiciaire de Montmagny et pour l'annexer à celui de Québec. L'honorable député de Montmagny qui a une parole si éloquente, une élocution si facile, n'a été élu qu'à ces conditions-là. En 1870, j'ai demandé juridiction concurrente. L'honorable procureur général me répondit qu'il ne pouvait rien promettre.

M. T. FOURNIER (Montmagny): J'ai déclaré aux électeurs de Montmagny qui m'ont élu que je ne soutiendrais pas autre chose que la juridiction concurrente. Ce serait donc un acte de justice envers les électeurs que de la leur accorder; j'ai fait la même déclaration à Bellechasse.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que lorsque la mesure vint devant la Chambre en 1870, le gouvernement s'y opposa parce qu'il est opposé à tout morcellement judiciaire des comtés. Pour la même raison, nous sommes prêts à dire que nous n'appuierons pas l'amendement du député de Montmagny, mais bien le bill du député de Bellechasse. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Introduction de bill:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie du comté de Montcalm et l'annexer au comté de Terrebonne, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et quinze.

Séance du 26 novembre 1872

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Congrégation Saint-Michel de Sorel

M. l'Orateur met devant la Chambre — Etat des affaires de la Congrégation Saint-Michel de Sorel, pour l'année 1872. (Documents de la session, no 5).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Locke, la pétition du révérend William Hansford et autres, du village de Stanstead Plain.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de la nouvelle Compagnie du gaz, Montréal.

Par M. Lynch, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est.

Par M. Daigle, la pétition des révérendes sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie de Beloeil.

Par M. Chauveau (Rimouski), la pétition de Thomas Simard et autres, de cette partie du township de Neigette, située dans la paroisse de Saint-Donat.

Par M. Gérin, la pétition de Messieurs John McDougall et fils, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Dugas, la pétition de André Morin et autres, du township de Chertsey, comté de Montcalm.

Par M. Cassidy, la pétition du révérend L.-M. La vallée et autres; la pétition de l'école de médecine et de chirurgie; et la pétition d'Augustin Campion et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Chapleau, deux pétitions du révérend F.-X. Bourbonnais et autres, de la paroisse de Varennes.

Par M. Larochelle, la pétition de la municipalité du village de Lauzon, comté de Lévis.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition du révérend J.-M. Bernier, de la paroisse de Saint-Ferdinand, comté de Mégantic.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a choisi l'honorable M. Beaubien pour son président;

Que son greffier l'a informé, par la lettre qui va suivre, que l'impression de certains documents est en retard;

Que le gouvernement a fait de nouveaux arrangements avec MM. A. Côté et J.-J. Foote, au sujet d'une partie des impressions suivant le tableau ci-joint:

Assemblée législative,
Bureau des impressions,
Québec, 20 novembre 1872.

Au président et aux membres du comité conjoint des impressions pour les deux Chambres:

Monsieur le Président,

Je ne puis, suivant la règle de votre honorable comité, soumettre, à sa première réunion, les comptes des impressions: ils ne sont pas terminés.

Durant la vacance, MM. A. Côté et J.-J. Foote ayant informé le gouvernement qu'il leur était impossible de continuer les impressions au prix de leurs contrats, vu renchérissement du papier, de la main-d'oeuvre, etc., j'ai reçu ordre de préparer sous la direction des honorables MM. Chauveau et Robertson, conformément à une résolution de votre honorable comité, en date du 22 décembre 1870, adoptée par les deux Chambres, une liste des prix, d'après lesquels messieurs les imprimeurs consentent à continuer leur entreprise; l'augmentation est de près de vingt pour cent.

Le tout respectueusement soumis,

(Signé) C.-F. Langlois,
G.C.C.I.

Mémoire des prix à allouer pour les impressions faites pour la Législature de Québec, pour les sortes de documents mentionnés ci-bas:

	\$	cts
Bills — Composition par M. ems	0	45
Documents de la session — Composition par M. ems	0	45
Journaux et appendices — Composition par M. ems	0	40
Impressions, par 250 impressions de 8 pages, royal Svo. ou fools	0	24
Changement d'en-tête, par forme de 8 pages	0	60
Pliage d'en-tête, par forme de 8 pages par feuille	0	001/10
Plier et coudre l'en-tête, par forme de 8 pages par feuille	0	00 1/8
Plier et coudre l'insertion des tableaux, 8 pages par feuille	0	001/8
Couvrir les pamphlets par exemplaires	0	01

Statuts

Composition ou reproduction par M. ems	0	24
Impression, par 250 impressions de 8 pages, royal 8vo	0	24
Changements, par heure	0	24

Votes et délibérations et ordres du jour

Composition par M. ems	0	48
Impression, par 250 impressions de 8 pages	0	48
Changements, par heure	0	24
Papier royal No 1, (26 lb) par rame	4	10
Papier royal no 2, (26 lb) par rame	3	60
Papier fullscap (12 lb) par rame	1	90

Le soussigné consent à ce que le contrat conclu soit bon et valide, sujet au tarif ci-dessus, au lieu de celui du contrat même, lequel tarif devra s'appliquer, à l'avenir, à toutes les impressions de la Législature de Québec.

(Signé) J.J. Foote
(Signé) A. Côté

Votre comité recommande que l'arrangement conclu par le gouvernement au sujet des impressions de la Législature pour cette session soit approuvé et confirmé, quant aux prix mentionnés dans le mémoire du contrat avec MM. Foote et Côté.

Le greffier de votre comité a transmis à l'honorable comité conjoint des impressions du Parlement fédéral, à Ottawa, le 17 d'avril dernier, par l'entremise de H. Hartney, écr., greffier, la résolution suivante contenue dans un rapport du 15 décembre 1871, adoptée par votre honorable Chambre, et il n'a pas eu de réponse.

Résolution du 15 décembre 1871 — "Votre comité ayant pris communication d'une résolution du comité conjoint des impressions du Parlement fédéral, demandant qu'un échange des documents parlementaires ait lieu entre les Législatures fédérale et locale, pour l'usage des membres de leur Chambre, approuve la suggestion contenue dans ladite résolution, et recommande l'échange des documents de la session, journaux et appendices et statuts. Votre comité recommande que le greffier des impressions soit autorisé à transmettre la présente résolution à l'honorable comité conjoint sur les impressions du Parlement fédéral, à Ottawa, lors de la prochaine session, et à le prier de bien vouloir faire les démarches nécessaires pour obtenir du gouvernement fédéral que les documents échangés soient transmis franc de port."

Votre comité ayant requis le greffier des impressions de lui faire connaître les documents dont l'impression n'est pas encore terminée, et les causes de ce retard, il a répondu par la lettre suivante, et celle de M. Dansereau, associé de MM. Duvernay, chargés d'imprimer lesdits documents.

Assemblée Législative, Québec,
Bureau des impressions,
20 novembre 1872

Au président et aux membres
du comité conjoint sur les impressions

Monsieur le président,

Conformément à l'ordre de votre honorable comité, en date du vingt du courant, au sujet de vous faire connaître ceux des documents de la dernière session devant être imprimés et qui ne l'ont pas été, et les causes de délai, j'ai l'honneur de vous informer:

Que l'impression du rapport de l'Instruction publique n'est pas terminée. Ce document a été livré à l'imprimeur le 20 février 1872.

Que le rapport des Travaux publics, d'Agriculture et Immigration n'est pas imprimé, et ne le sera que comme document de la présente session. Il comprendra dix-huit mois, c'est-à-dire du 1er janvier 1871 au 1er juillet 1872. L'honorable orateur de l'Assemblée Législative a permis ce changement pour la raison que ce rapport-là présenté au mois de novembre, pour douze mois devant finir le trente-et-un décembre, était incomplet, et que pour le terminer il fallait attendre plusieurs retours et rapports, et par là perpétuer des inconvénients et des retards regrettables. On m'a informé qu'à l'avenir il sera présenté complet suivant l'année fiscale.

La version française du document no 9, "Réponse à une adresse demandant de faire connaître les municipalités qui ont emprunté sur le crédit au fonds consolidé, etc.," est aussi à imprimer. Les traducteurs français ayant jugé devoir, pour plus d'exactitude, traduire ce document, qui n'est guère qu'un tableau, sur l'imprimé de la version anglaise, fait en septembre dernier.

Quant au retard qui a lieu, il n'est pas à ma connaissance qu'il ait été occasionné par aucun des employés de l'Assemblée législative. M. Duvernay ne s'en plaint pas non plus.

Voici une lettre d'un des associés qui est venu hier à mon bureau; cette lettre déclare ce que je croyais savoir.

Le tout respectueusement soumis,
(Signé) C.-F. Langlois,
G.C.C: I

Québec, 19 novembre 1872

C.-F. Langlois, écr.,
Imprimeur de la reine, etc.,
Greffier des impressions

Monsieur,

Relativement aux motions adoptées aujourd'hui par le comité des impressions, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit:

Nous avons deux rapports en mains: 1. celui du ministre de l'Instruction publique; 2. celui du ministre des Travaux publics.

Nous avons reçu le premier au commencement de l'année; nous avons eu le second il y a à peu près un mois. Le rapport de l'Instruction publique est maintenant tout imprimé et sera livré dans quelques jours; celui des Travaux publics tire également à sa fin, et sera livré probablement d'ici à huit jours, ayant été imprimé et relié, quoique très volumineux, en cinq semaines, version française et version anglaise. Il n'y a donc de retard de notre part que pour le rapport de l'Instruction publique. N'ayant pas l'espoir de l'imprimer avant notre déménagement en mai, nous n'avions pas osé commencer avant ce temps-là un travail qui eût été certainement endommagé et détérioré dans le déplacement, au milieu de la confusion, de la poussière, de tous les inconvénients d'un transport de matériel et d'imprimerie.

Ayant été forcé de faire subir à notre nouvelle bâtisse des améliorations et des changements qui ne sont pas encore complètement terminés, nous avons été privés tout l'été de la ressource de pouvoir installer convenablement autant de compositeurs qu'il eut fallu, comptant du reste, que le rapport de l'Instruction publique ne serait pas plus volumineux que celui de l'année dernière. Nous avons constaté, par la suite, qu'il est deux fois plus volumineux que l'autre, et qu'il se compose presque exclusivement de tableaux dont la composition, comme vous le savez, est deux fois plus lente, de là un délai auquel nous n'avons pu remédier qu'imparfaitement, en employant jour et nuit, depuis deux mois, une vingtaine d'ouvriers extra. C'est la première fois que nous sommes en retard avec les impressions officielles. On a fait le reproche de n'avoir pas eu recours à une autre imprimerie lorsque nous avons constaté nos difficultés. Nous en avons fait l'essai; mais celle à laquelle nous nous sommes adressés n'a pas voulu faire l'ouvrage au prix auquel nous avions contracté à une époque où tout était moins élevé. Nous avons cru alors devoir prendre sur nous la

responsabilité d'une irrégularité que nous offrons comme compensation aux irrégularités de l'autre partie contractante, qui, par son contrat, est tenue de nous donner l'impression du rapport des Terres de la couronne et qui, depuis deux années, le fait imprimer ailleurs.

Nous regrettons infiniment que la Chambre souffre momentanément de la part du délai dont nous sommes la cause involontaire, et nous espérons que nos explications seront agréées.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très obéissant serviteur.

(Signé) Art. Dansereau

Votre comité croit devoir exprimer le regret que les résolutions prises à différentes reprises, recommandant que l'Imprimeur de la reine soit chargé de faire faire les impressions des divers départements du service public, sujet aux instructions de leurs chefs respectifs, soient restées sans effet.

Votre comité recommande aussi que l'Imprimeur de la Reine reçoive instructions de faire faire, dès la première impression des rapports départementaux, un tirage suffisant à tous les besoins de la Législature, des différents départements et pour la distribution extérieure.

(Signé) J.-O. Beaubien,
Président

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel; demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis publiés ne datent que des premiers jours de ce mois; mais attendu que les trente jours seront à peu près expirés avant que le comité des bills privés s'occupe du bill, il recommande la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants:

Du conseil municipal du comté d'Ottawa, demandant que le chef-lieu dudit comté soit changé de Aylmer à Hull, pour les fins municipales et d'enregistrement; de Georges A. Hughes, de Montréal, demandant la passation d'un acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

Nomination de juges de paix

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUCHEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 13 novembre 1872, demandant copie de toute correspondance avec le gouvernement relativement à la nomination de juges de paix dans les paroisses de Saint-Luc et de Saint-Bernard-de-Lacolle, comté de Saint-Jean, depuis le premier janvier 1871. (Documents de la session, no 7.)

Recettes et dépenses du gouvernement

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, daté le 15 novembre 1872, demandant un état des recettes et dépenses,

de quelques sources qu'elles proviennent, du gouvernement de cette province, à commencer de la clôture de l'année fiscale, le 30 juin dernier, au 31 d'octobre dernier. (Documents de la session, no 8.)

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Observe que le rapport des dépenses provinciales depuis le premier de juillet au mois de novembre a été soumis comme rapport en réponse à une adresse. La Chambre peut demander de tels rapports au comité des comptes publics.

Le rapport est renvoyé au comité des comptes publics.

Introduction de bills:

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel.

Accordé.

Dépôts judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres". Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau. Accordé.

Double mandat

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que le bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec, soit ré-imprimé, tel qu'amendé, pour l'usage des membres. Adopté.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. A. Gagnon), la troisième lecture du bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny pour l'annexer à celui de Québec.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la proposition soient effacés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en

retranchant tous les mots après le mot "Québec" dans le titre dudit bill, et insérant les mots suivants à la place:

"1. Le comté de Bellechasse, pour toutes les fins relatives à l'administration de la justice en matières civiles, fera partie non seulement du district de Montmagny, mais aussi du district de Québec, et ce nonobstant l'article 1355 du code de procédure civile.

"2. Toutes actions ou procédures judiciaires qui, sans la passation du présent acte, auraient dû être intentées dans le district de Montmagny pourront être intentées, soit dans ledit district soit dans le district de Québec.

"3. Tout juge de paix pour le district de Montmagny sera sans nouvelle commission ou serment, juge de paix pour toutes les fins civiles pour le district de Québec, et s'intitulera juge de paix pour les districts de Québec et de Montmagny.

"4. Les registres de l'état civil dudit comté de Bellechasse seront à l'avenir authentiqués par l'officier compétent, soit dans le district de Québec, soit dans celui de Montmagny; les registres maintenant authentiqués et non déposés entre les mains du protonotaire du district de Québec, et ceux qui sont maintenant déposés entre les mains du protonotaire du district de Montmagny, seront transportés, sous deux mois, et déposés entre les mains du protonotaire du district de Québec.

"5. Cet acte deviendra en force le premier jour de mai prochain."

Comme j'ai déjà eu l'honneur de le dire, Monsieur l'Orateur, l'ancien bill décréait la juridiction concurrente entre les cours supérieures de Montmagny et de Québec. Les dispositions de ce bill donnaient beaucoup plus de facilités aux électeurs qui pouvaient venir exposer leurs réclamations indifféremment devant les tribunaux de Montmagny et ceux de Québec.

Ces amendements renferment absolument la même chose que le bill qui a été présenté par l'honorable député de Bellechasse en 1870. C'est la quatrième ou la cinquième fois que ce bill vient devant la Chambre et, à chaque fois, le gouvernement lui a fait une opposition qu'on n'a pu vaincre. Je désirerais savoir si le gouvernement a l'intention de faire du bill une question ministérielle. L'année dernière, lorsque le bill est venu devant la Chambre, le gouvernement a gardé le plus complet silence. De mon côté, j'ai cru devoir en faire autant. Cette année, je romps ce silence et je propose un amendement au bill afin qu'il revienne à son état primitif, c'est-à-dire qu'il décrète le principe de la juridiction concurrente.

Cependant, j'aimerais savoir de l'honorable procureur général si c'est comme membre du gouvernement qu'il consent à l'adoption de cette mesure ou individuellement. Je fais cette question pour savoir si le bill passera au Conseil ou bien si un des collègues de l'honorable procureur général ne fera pas comme les années précédentes et ne se mettra pas à la tête de

l'opposition qui a toujours donné le coup de grâce à ce bill.

Je suis à me demander quels inconvénients peuvent résulter de la juridiction concurrente que le gouvernement ne veut pas accepter. Nous savons tous que l'Acte qui a opéré la décentralisation judiciaire a porté cette décentralisation à l'extrême et que, pour former de nouveaux districts, on a détaché des localités qui se trouvent à la porte des grandes villes. Cela est arrivé pour plusieurs localités et j'espère que l'honorable député de Dorchester, qui représente un comté où plusieurs localités sont dans la même position que le comté de Bellechasse, soutiendra la motion que je présente en amendement, et qui ne tend qu'à établir la juridiction concurrente, bien qu'elle paraisse un peu longue.

L'honorable procureur général a dit que le principe de la juridiction concurrente mis en vigueur serait nuisible. Je voudrais savoir quels seraient les inconvénients de la loi qui le sanctionnerait. Preuve qu'elle aurait le résultat contraire, c'est qu'il y a nombre de pétitions de comtés devant la Chambre qui demandent qu'on leur accorde la jouissance du privilège de la juridiction concurrente. Le gouvernement a donné comme objection à mon amendement que nombre d'autres comtés demanderaient l'exercice du même privilège, mais le gouvernement peut restreindre à volonté l'extension d'un pareil privilège.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): La discussion de l'amendement que propose l'honorable député a déjà été faite et m'exempte le trouble de lire ces amendements; mais je répondrai à ce qu'il m'a demandé sur la position que j'ai prise.

Je lui déclare donc que le gouvernement a pris la position que je soutiens et qu'il n'a pris cette position que parce qu'après avoir résisté pendant longtemps il a cru devoir céder quand il a vu que les députés intéressés, c'est-à-dire l'honorable député de Montmagny et l'honorable député de Bellechasse paraissaient s'entendre pour soutenir la mesure présentée par l'honorable député de Bellechasse; et la preuve de cette entente, le gouvernement la trouve dans le vote de l'an dernier par l'honorable député de Montmagny qui a voté pour la mesure soumise à la Chambre par le député de Bellechasse, mesure qui était absolument la même que celle qui est actuellement devant nous.

Le gouvernement croyait donc, en s'appuyant sur le vote, que les honorables députés intéressés avaient obtenu le consentement des comtés intéressés et que ces comtés consentaient à l'annexion du comté de Bellechasse. C'est pourquoi le gouvernement croit que la loi proposée l'année dernière doit être acceptée cette année, quand il a raison de croire que les comtés concernés l'ont acceptée par le vote de leurs députés respectifs.

Quant à la juridiction concurrente, je crois

que le gouvernement a de fortes raisons de s'y opposer et il s'y opposera. En acceptant cette juridiction concurrente, on s'exposerait à la suppression de plusieurs districts judiciaires. Si on consentait à accorder cette juridiction concurrente au comté de Bellechasse, il faudrait l'accorder aux autres localités qui la demanderaient et il arriverait que des districts seraient morcelés à un point tel qu'il faudrait les supprimer. Ce sont les députés qui demandent cette concurrence de juridiction qui encourraient toute la responsabilité de ces suppressions. Si, plus tard, la suppression du district actuellement concerné arrive, c'est parce que les députés qui s'intéressent au bill qui nous occupe présentement y ont consenti et à eux seuls en incombe toute la responsabilité, et nullement au gouvernement qui n'a consenti à l'adoption du bill qu'après avoir constaté par le vote de l'an dernier le consentement des honorables députés de Bellechasse et de Montmagny. Cette entente, d'ailleurs, elle est non seulement dans le vote que je viens de mentionner, mais encore dans les discours qu'ont prononcés les deux honorables députés sur cette question.

Nous consentons donc, en prenant cette entente en considération, à l'adoption de ce bill; mais nous nous opposons à la juridiction concurrente parce que, si nous l'acceptons pour les affaires judiciaires, il faudra l'accepter pareillement pour les affaires municipales et les écoles. Or, on sait bien quand on entrera dans cette voie, mais on ne sait pas quand on en sortira.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): En 1869, j'ai présenté le bill tel qu'il est; en 1870, je l'avais modifié et je demandais la juridiction concurrente entre Montmagny et Québec. En 1871, je l'ai représenté tel qu'il est aujourd'hui. Il devait recevoir de l'opposition de la part du gouvernement, mais c'est une opposition systématique et factieuse.

Vraiment, je ne vois pas pourquoi l'honorable député de Montmagny veut amender mon bill et ne pas l'accepter tel qu'il est, puisqu'il ne s'y est pas opposé l'an dernier. C'est le même bill et, quand je l'ai présenté cette année, j'ai cru que l'honorable député ne s'y opposerait pas.

Et, cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Petits jurés

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), la deuxième lecture du bill pour

amender le chapitre 109 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en ce qui concerne la contribution par les municipalités pour le paiement des petits jurés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'attire l'attention de la Chambre sur ce bill que je ne crois pas conforme aux usages parlementaires, ni présenté d'une manière régulière. Cette mesure change la nature d'un revenu et, par conséquent, elle ne peut être présentée sans le consentement du lieutenant-gouverneur. En 1869, il a été présenté un bill semblable et vous avez décidé, Monsieur l'Orateur, qu'il était hors d'ordre. A la dernière session, il a été présenté une motion par l'honorable député de Montmagny, demandant de renvoyer à un comité l'examen de certains arrérages dus au gouvernement pour les abandonner à ceux qui les doivent, et vous avez pareillement décidé que cette motion n'était pas dans l'ordre. En me conformant aux règles de la Chambre et aux usages constitutionnels, je ne ferai pas connaître les dispositions du gouvernement à l'égard de ce bill et je soutiens qu'il ne peut être présenté par l'honorable député.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que la Chambre peut réduire tout revenu que ce soit, sans message de la couronne, mais qu'elle ne peut sans tel message opérer de changement dans la distribution du revenu. Le procureur général s'oppose-t-il au projet de loi parce qu'il diminuera le revenu public ou parce qu'il propose d'opérer une disposition différente de celle déjà sanctionnée par la Chambre?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je croyais avoir été bien clair; mais, puisque l'honorable député n'a pu saisir ce que j'ai dit, je lui répéterai que je m'oppose à l'adoption de ce bill parce qu'il apporte un changement à une source de revenu, ce qui ne peut se faire que par un message.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas une appropriation prise sur le revenu ni la création d'une nouvelle appropriation que mon bill demande.

Le projet de loi ne créera pas de revenu, mais il ne fera que diminuer la taxe des municipalités. On devrait faire ici ce que l'on fait dans les autres législatures; on ne devrait pas être obligé de recourir à l'autorisation du lieutenant-gouverneur pour de telles fins. Il cite May à ce sujet.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmagny): Soutient qu'on ne peut changer la nature d'une appropriation sans l'intervention de la couronne. Par ce projet de loi, certaines municipalités seraient exemptées de payer les petits jurés, ce qui affecterait le fonds d'appropriation.

Tout ce que l'on peut faire est de proposer

une résolution exprimant le voeu d'une telle mesure.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Prétend que le projet de loi en question ne nécessite pas une augmentation de la taxe, mais qu'il allégera le fardeau du peuple.

Il appuie, quoique n'étant pas en faveur du bill, la position du député de Saint-Hyacinthe.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Parle dans le même sens que l'orateur précédent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cite quelques autorités parlementaires qui justifient la position du député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cite aussi quelques autorités parlementaires qui justifient la position du député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand).

M. L'ORATEUR: Décide que le projet de loi est hors d'ordre, parce qu'il tend à détourner un certain fonds de sa destination primitive.

Comté de Terrebonne

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher une certaine partie du comté de Montcalm et l'annexer au comté de Terrebonne, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

M. F. DUGAS (Montcalm): Dit qu'il avait, l'an dernier, de bonnes raisons de s'opposer à ce bill. Mais ces obstacles ont disparu et il appuie maintenant ce bill. La proposition est adoptée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Elections contestées

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait rapport que le comité général des élections, en

conformité de la 48e clause de l'Acte concernant les élections parlementaires contestées, a choisi sur la liste alphabétique des députés qui lui a été renvoyée, les six députés suivants pour composer la liste des présidents qui doivent servir comme présidents de comités d'élection pour la présente session:

Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer, Félix-G. Marchand, écuyer, William Warren Lynch, écuyer, Joseph-Adolphe Chapleau, écuyer, Henri-Gustave Joly, écuyer, Charles Gill, écuyer.

Il est ordonné que le rapport reste sur la table.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait aussi rapport que le comité général des élections, en conformité de la 49e clause de l'Acte concernant les élections parlementaires contestées, a partagé les députés restant sur la liste alphabétique en trois listes marquées respectivement A, B, C, chacune contenant un égal nombre de noms.

Sur ce, le greffier a tiré au sort, à la table, l'ordre desdites listes et a désigné chacune d'elles par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été respectivement tirées comme suit: liste B, no 1; liste C, no 2; liste A, no 3.

Il est ordonné que ces listes soient imprimées.

Interpellations:

Réserves de terres pour le culte religieux

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de mettre en réserve dans chaque township de cette province, là où il y a des terres publiques disponibles, au moins cent acres de terre pour l'entretien du culte religieux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que telle est l'intention du gouvernement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est sous considération.

Discours du budget

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande quand l'honorable trésorier sera prêt à présenter son rapport financier.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Réplique qu'il espère faire son rapport des finances jeudi ou vendredi, le plus tôt possible.

La Chambre s'ajourne à cinq heures trente.

Séance du 27 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Chauveau (Rimouski), la pétition du très révérend Edmond Langevin V.G., et autres, de Rimouski.

Par M. Brigham, la pétition de Louis-Joseph Demers, étudiant en droit, du township de Stanbridge.

Par M. Gill, la pétition de Vital Parent et autres, de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre.

Par M. Dugas, la pétition de Fabien Perreault et autres, du township de Chersey.

Par M. de Beaujeu, la pétition de G. Déguise et autres, de la paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, du conseil de ville de la ville de Lévis, et de la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennebec, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la Corporation du collège Sainte-Marie, Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation et l'établissement d'une université à Montréal.

De Frederick Geriken et autres, et de Henry McVittie et autres, tous de Montréal demandant respectivement des amendements à l'acte des licences de Québec.

Du conseil du Bureau d'agriculture de la province de Québec, demandant de l'aide pour l'établissement d'un haras, l'acquisition d'une machine pour l'empierrement des chemins et pour autres fins.

De Augustin Laperrière, de la cité d'Ottawa, demandant que la Chambre ordonne l'achat d'un certain nombre d'exemplaires des "Décisions des orateurs de l'Assemblée législative et de la Chambre des communes du Canada, depuis 1841 jusqu'en juin 1872."

De la Société bienveillante des dames de Montréal, du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth, Montréal, et du révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile rue Bonaventure, Montréal, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend V. Rousselot, directeur de l'Institution des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, demandant de l'aide pour ladite institution.

Du révérend Chs Hallé et autres, des townships de Lambton, Aylmer et Gayhurst, comté de Beauce, demandant de l'aide pour l'ouverture du chemin Gayhurst.

Ordonné, que la pétition de la nouvelle Compagnie du gaz de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite compagnie, est reçue et lue.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Présente le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici ce rapport:

Votre comité prend la liberté de recommander que tous les rapports des différents départements publics qui doivent être produits devant les Chambres dans certains délais, à dater de l'ouverture de la session, ainsi que prescrit par les lois déterminant l'organisation des différents

T A B L E A U		Fr.	Ang.
Ordres du jour du Conseil	_____	200	200
Procès-verbaux	_____	250	200
Bills, 1re lecture	_____	325	270
Bills, 3e lecture	_____	200	150
Votes et délibérations de l'Assemblée	_____	450	375
Bills publics et documents	_____	500	300
Ordres du jour	_____	270	245
Rapports des départements	_____	500	300
Bills privés, 1re lecture	_____	325	270
Bills, 3e lecture	_____	250	250
<u>Volumes reliés</u>			
Journaux du Conseil législatif	_____	280	375
Journaux de l'Assemblée législative	_____	430	475
Documents de la session	_____	430	475

départements, ne soient pas produits en manuscrits, mais imprimés en nombre suffisant d'exemplaires pour la distribution ordinaire.

Votre comité recommande que les quantités des documents imprimés soient celles indiquées au tableau ci-joint:-

Votre comité recommande :

Que les contracteurs pour les impressions de la Législature soient notifiés que, à moins qu'aucun d'eux respectivement ne donne avis à l'imprimeur de la reine, le ou avant le premier d'août de chaque année, à l'effet de déclarer son intention de discontinuer l'engagement du contrat, de manière à donner un espace de temps suffisant pour compléter les préparatifs nécessaires pour les impressions de la session suivante de la Législature, les contrats resteront bons et valides et continueront en force jusqu'à ce que l'impression de tous les documents parlementaires de ladite session suivante soit entièrement complétée.

Dans le cas où un tel avis serait donné par aucun des contracteurs comme susdit, le ou avant le premier août d'aucune année, l'imprimeur de la reine, sous la direction du gouvernement, demandera des soumissions par avis public pour telles impressions et le gouvernement acceptera celles qui offriront le plus d'avantages pour l'exécution de l'ouvrage, et en fera rapport au comité conjoint sur les impressions pour les deux Chambres, à sa première réunion.

Votre comité recommande aussi que son quorum soit réduit à cinq membres; la nomination d'un sous-comité, se composant des honorables MM. Ferrier, Hale, Beaudry, et MM. Gérin et Marchand, pour examiner les comptes et les documents qui lui sont référés.

Le tout respectueusement soumis,

(Signé) J.-O. Beaubien,
Président

Introduction de bills:

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'Acte de cette province, 35 Victoria, chapitre 8, intitulé: "Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec".

Accordé.

M. F. DAVID (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'institution des poursuites contre la couronne par pétition de droit, et concernant les poursuites de la couronne.

Accordé.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Accordé.

M. C. GILL (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher les paroisses de Saint-Guillaume-d'Upton et Saint-Bonaventure-d'Upton, du comté de Drummond et du district d'Arthabaska, et les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'Yamaska et au district de Richelieu.

Accordé.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de fer de Philisburg, Farnham et Yamaska.

Accordé.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour transporter le chef-lieu du comté d'Ottawa pour les fins municipales et d'enregistrement d'Aylmer à Hull.

Accordé.

Ventes des terres publiques

M. T. FOURNIER (Montmagny): Renvoie à plus tard sa proposition demandant la formation d'un comité pour s'enquérir du fonctionnement de la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques, pour la raison qu'il n'a pas encore eu les documents nécessaires que le gouvernement doit lui fournir.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande à l'honorable député si les informations qu'il veut avoir ne concernent que les comtés de Bellechasse et Montmagny.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Oui.

Impressions

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité conjoint des impressions de la Législature.

Adopté.

Interpellations:

Shérif pour le district de Richelieu

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer, dans le plus court délai, un shérif pour le district de Richelieu.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je répondrai à l'honorable député que le prochain numéro de la Gazette officielle contiendra la nomination d'un shérif pour ce district.

Greffier pour le comté de Soulanges

M. R. S. DE BEAUJEU (Soulanges): Demande si c'est l'intention du gouvernement de

nommer un greffier pour le comté de Soulanges, en remplacement de M. Santenne, absent depuis plusieurs mois de ce comté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas encore eu de nouvelle officielle de l'absence du greffier du comté de Soulanges, M. Santenne; mais nous tenons l'information que l'honorable député nous donne pour officielle. Puisque le greffier en question est absent de son poste, nul doute que le gouvernement s'occupera incontinent de l'affaire.

Congé pour le juge Charles Mondelet

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 15 novembre 1872, demandant copie de toute la correspondance entre le gouvernement provincial ou aucun membre dudit gouvernement, et le gouvernement de la Puissance, ou aucun membre d'icelui, concernant l'application de l'honorable Charles Mondelet, l'un des juges de la cour Supérieure du Bas-Canada, pour un congé d'absence et toutes copies de la correspondance entre le gouvernement provincial ou aucun membre d'icelui et l'honorable Charles Mondelet sur le même sujet. (Documents de la session, no 9).

Juge de paix de Montmagny

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 19 novembre 1872, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou quelqu'un des ministres, et certains juges de paix de Montmagny, au sujet de la radiation de leur nom de la liste des juges de paix de ce district. (Documents de la session, no 10).

Prêts à diverses municipalités

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 15 novembre 1872, demandant copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des prêts d'argent faits à diverses municipalités, ou à certains particuliers, pour achat de grains de semence dans le cours de l'hiver et du printemps derniers; copies des ordres en conseil à ce sujet et des communications conventives d'après lesquelles les prêts ont été effectués; et aussi toute somme d'argent qui aurait pu être avancée gratuitement à certaines municipalités ou à des particuliers, soit pour grains de semence ou secours d'une autre nature. (Documents de la session, no 11).

Réserves de terres à bois

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouver-

neur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des terres publiques impropres à la colonisation mais riches en bois, qui ont été mises en réserve comme terres à bois, indiquant l'étendue des terres réservées et leur situation. Adopté.

Pétition d'Augustin Laperrière

Il est ordonné que la pétition d'A. Laperrière, lue aujourd'hui, soit renvoyée au comité conjoint de la bibliothèque.

Interpellations:

Administration des terres de la couronne

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La Chambre se rappellera que jeudi dernier, lorsque j'ai introduit une motion demandant la formation d'un comité pour examiner l'administration du département des Terres, l'honorable premier ministre m'a promis de la manière la plus solennelle que les papiers seraient produits d'un moment à l'autre et il a même employé cet argument comme le plus fort contre ma motion. Eh bien! il y a de cela huit jours et il n'y a encore rien devant la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Ces papiers seront présentés demain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les mêmes retards sont apportés à la présentation des documents concernant les écoles normales.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Ces rapports ne sont pas encore soumis parce que le gouvernement les attend de jour en jour des principaux des écoles normales, auxquels il les a demandés. Je les soumettrai aussitôt qu'ils seront arrivés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je me permettrai de lire une partie du rapport du comité des impressions qui suggère les moyens à prendre pour empêcher tous les délais dont on se plaint dans l'impression des documents publics. (Il lit le rapport et il continue.)

Quand nous nous sommes plaints de ces retards, nous n'avions pas ces preuves que nous donne le comité conjoint des impressions qui, après une discussion qui a duré pendant deux heures, a cru de son devoir de déclarer que les chefs des départements ne veulent pas se conformer aux ordres du comité et qu'il est impossible d'obvier à tous les délais dont on se plaint, tant qu'ils ne voudront pas se conformer aux décisions du comité.

J'ai honte de dire, comme membre de ce comité, que les documents de la dernière session, qui auraient dû être imprimés dans le mois de février dernier, ne le sont pas encore au mois de novembre. J'ai presque honte d'appartenir à ce comité quand on constate tous ces retards.

Et à quoi servent l'imprimeur de la reine et le comité des impressions, si chaque chef de

département peut suivre ses caprices pour faire imprimer ses rapports à Montréal ou ailleurs, afin de favoriser ses partisans?

J'espère que le gouvernement voudra bien prendre cette recommandation du comité en sa plus sérieuse considération; j'espère que la Chambre voudra bien la prendre aussi en sa plus sérieuse considération. Si on veut parer à tous ces inconvénients, il faut de toute nécessité adopter un système plus efficace pour contrôler les impressions.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Je regrette autant que qui que ce soit tous ces délais, mais je répète à l'honorable député que le gouvernement n'en est pas responsable. Quant à moi, j'ai passé de bonne heure mon rapport aux MM. Duvernay, avec lesquels le comité a contracté, ainsi que doit le savoir l'honorable député, et, si des circonstances que j'ai déjà fait connaître à la Chambre les ont empêchés d'imprimer plus tôt ce rapport, ce n'est pas ma faute.

Je n'appartiens pas au comité des impressions, mais je regrette que ces retards et lenteurs aient lieu dans les impressions. Je suis d'avis que les imprimeurs du gouvernement devraient remettre à qui de droit les documents de la session deux mois après la prorogation et qu'en ce ne faisant pas ils devraient être punis sévèrement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le rapport du ministre de l'Instruction publique devrait être prêt dans les premiers huit jours de la session.

Je parais accuser à tort. Eh bien! la loi dit positivement que les rapports des divers départements doivent être présentés dans les premiers dix jours de la session. Or le ministre de l'Agriculture n'a pas présenté son rapport et l'a

fait ensuite pour dix-huit mois. Je ne veux pas faire une motion, mais je dis que le gouvernement doit se mettre à l'oeuvre pour faire cesser ces retards.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Je crois qu'en ce qui concerne l'honorable commissaire des Travaux publics son intention était bonne. Il voulait mettre devant la Chambre tous les renseignements jusqu'aux derniers jours, parce qu'il a des informations précieuses à communiquer sur l'immigration et que nous les aurions eues fort tard s'il ne les avait pas données cette année. D'ailleurs, il voulait que son rapport concordât avec l'année fiscale pour le rendre plus clair.

Par ailleurs, le rapport du ministre de l'Instruction publique a été livré en temps et lieu aux imprimeurs.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que, l'année dernière, il a été établi dans le comité des impressions que les imprimeurs ne faisaient l'ouvrage du gouvernement que lorsqu'ils avaient des loisirs, de façon à ne pas nuire à l'impression des autres jobs qu'ils reçoivent. Il est une clause dans la loi qui dit que l'ouvrage que l'imprimeur n'aura pas remis en temps et lieu sera donné à un autre aux frais et risques du premier contracteur.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le gouvernement verra à l'avenir à ce que pareils inconvénients ne se reproduisent plus et à ce que la clause de la loi mentionnée par l'honorable député soit appliquée dans toute sa rigueur.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 28 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Compagnies du chemin de fer de Sherbrooke

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu la lettre suivante de la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec, en obéissance à l'ordre de cette Chambre, daté du 13 novembre courant:

Sherbrooke, 26 novembre 1872

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 13 courant, renfermant un ordre de l'Assemblée législative, qui enjoint aux différentes compagnies de chemins de fer incorporées et qui ont reçu de l'aide, par des octrois de terres ou d'argent, de faire rapport à l'Assemblée législative de l'état de leurs affaires depuis l'époque de leur incorporation.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec n'est pas en opération et n'a pas encore reçu d'aide du gouvernement, soit en terres ou en argent.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre obéissant serviteur,

James R. Woodward,

Secrétaire de la Compagnie du chemin de fer
de Sherbrooke, des townships de l'Est
et Kennébec

G. M. Muir, écuyer
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton, la pétition des syndics des anciens cimetières protestants et de la Compagnie du cimetière Mont-Royal, Montréal, la pétition de la maison protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal, et la pétition de la Société du fonds pour les ventes et les orphelins des ministres congrégationalistes, Montréal.

Par M. Esinhart, la pétition de P.-E. Brassard et autres, de la paroisse de Laprairie.

Par M. Peltier (L'Assomption), la pétition de J.H. Pangman et autres, du comté de L'Assomption.

Par M. Bellerose, la pétition du révérend Jos. Perrault et autres, de la paroisse de Sainte-Rose; la pétition de Marcel Laurin et autres, de la

paroisse de Sainte-Dorothée; la pétition du révérend N. Lavallée et autres, de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul; et la pétition du révérend J. Watier et autres, de la paroisse de Saint-François-de-Sales, toutes du comté de Laval.

Par M. David, la pétition du révérend L.M. Lavallée et autres, de la paroisse de Saint-Vincent, de Montréal.

Par M. Lalonde, la pétition du révérend Th. Brassard et autres, du comté de Vaudreuil et autres lieux.

Par M. Poupore, la pétition de la municipalité du township de l'Isle-des-Allumettes, comté de Pontiac.

Par M. Beaubien, la pétition du révérend J. Maréchal et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce; la pétition du révérend Jos. Brien et autres, de la paroisse de la Nativité d'Hochelaga; et la pétition du révérend F. Rochette et autres, de la paroisse du Sault-au-Récollet, toutes du comté d'Hochelaga.

Par M. de Beaujeu, la pétition du révérend T. Chagnon et autres, de la paroisse de Saint-Clet; la pétition du révérend Maurice Roux et autres, de Saint-Joseph-de-Soulanges; la pétition du révérend C. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Ignace; et la pétition du révérend J.-O. Rémillard et autres, de la paroisse de Saint-Polycarpe, toutes du comté de Soulanges.

Par M. Méthot, la pétition d'Antoine Mayrand, de la paroisse de Nicolet.

Par M. Chapleau, la pétition d'Arthur Lavigne et autres; la pétition du conseil de ville de la ville de Terrebonne; et la pétition du révérend J. Graton et autres, de la paroisse de Terrebonne.

Par M. Bellingham, la pétition du révérend A. Séguin et autres, de la paroisse de Saint-André, comté d'Argenteuil.

Par M. Larochelle, la pétition de John Reynolds et autres, la pétition du révérend W. Richardson et autres; et la pétition de James Foster et autres, toutes du township de Frampton; deux pétitions du révérend J. A. Rainville et autres, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon; la pétition de Patrick Cassidy et autres; et la pétition de John Hurley et autres, toutes deux du township de Cranbourne; et la pétition de W. Henderson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie et autres lieux, toutes du comté de Dorchester; la pétition du révérend Henri de Brie et autres, du township Langevin; et la pétition de Z. Vézina et autres, du district de Beauce.

Par M. Robert, la pétition de Jacques Fournier, de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Rouville.

Par M. Gill, la pétition de la Compagnie du chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend William Hansford et autres, du village de Stanstead Plain, demandant un acte

d'incorporation sous le nom de "Stanstead Wesleyan College".

De Augustin Campion et autres, Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "St. Bridget's Total Abstinence and Benefit Society".

De la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de Lauzon, comté de Lévis, demandant des amendements au code municipal.

De John McDougall & Son, de la cité des Trois-Rivières, demandant la passation d'un acte les autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-Maurice, à l'endroit appelé "La Pointe à la Hache".

De Thomas Simard et autres, de la partie du township de Neigette, située dans la paroisse de Saint-Donat, demandant la remise de certains arrérages dus sur leurs terres.

Des révérendes soeurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, de Beloeil, demandant de l'aide.

Du révérend L.-M. Lavallée et autres, Montréal, demandant de l'aide pour la salle d'asile du Sacré-Coeur, rue Fullum.

Du révérend F.-X. Bourbonnais et autres, de la paroisse de Varennes, demandant de l'aide pour l'Hospice de la Jemmerais.

Du révérend J.-M. Bernier, de la paroisse de Saint-Ferdinand, comté de Mégantic, demandant de l'aide pour établir un dispensaire dans ladite paroisse.

De l'école de médecine et de chirurgie, Montréal, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du révérend F.-X. Bourbonnais et autres, de la paroisse de Varennes, demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De André Morin et autres, du township de Chertsey, comté de Montcalm, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Rapport de comités:

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait rapport que le comité général des élections a fixé samedi, le septième jour de décembre prochain, à 2 heures p.m., sur la liste B, no 1, pour la nomination d'un comité spécial chargé de décider du mérite de la pétition se plaignant de l'élection et rapports irréguliers de Vincent-Paul Lavallée, écuyer, pour le district électoral de Joliette.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à neuf membres.

Que le délai fixé pour la présentation des

billets privés soit prolongé jusqu'au 5 décembre, et celui pour la réception des rapports du comité des billets privés jusqu'au 13 décembre.

Adopté.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des billets privés. Voici le rapport.

Votre comité a examiné le bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Alfred-Duclos DeCelles au nombre de ses membres, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les honoraires dus sur ce bill ne soient pas exigés de la part de M. DeCelles, vu les circonstances particulières dans lesquelles il se trouve, et qu'ordre soit donné au greffier des billets privés de lui rembourser lesdits honoraires.

Il a aussi été convenu de recommander que le délai pour la présentation des billets privés soit prolongé jusqu'au cinq du mois prochain, et celui pour les rapports sur les billets privés au treize du même mois.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés dans chaque cas sont suffisants.

De Thomas A. Dawes et autres, du village de Lachine, demandant l'érection en ville de la municipalité du village de Lachine.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du conseil de ville de la ville de Lévis, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'Acte d'incorporation de la ville de Lévis.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les Statuts 12 Victoria chapitre 183, et l'Acte 23 Victoria, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal.

Accordé.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender

les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal.

Accordé.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de Lachine.

Accordé.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du pont de Windsor et de Brompton.

Accordé.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'anatomie.

Accordé.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les articles 2123 et 2124 du code civil du Bas-Canada.

Accordé.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger Saint-Tite-des-Caps en municipalité locale.

Accordé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre XV des Statuts de la province de Québec, 31 Vict.

Accordé.

Documents:

Concessions forestières

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 19 novembre 1872, demandant un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1872, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite; ainsi qu'une copie de tout document ou correspondance d'une nature quelconque se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la couronne. (Documents de la session, no 12).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 11 novembre 1872, demandant un état de toutes les demandes ou applications placées maintenant devant le gouvernement ou devant le département des Terres de la couronne, depuis le 11 décembre jusqu'à cette date,

pour obtenir des licences pour exploiter les limites de bois. Cet état devant faire connaître le nom, la résidence, l'occupation et le genre d'affaires de la personne faisant telles demandes, l'étendue et l'endroit où se trouvaient les limites mentionnées dans telles applications, et mentionnant si c'est l'intention du gouvernement d'ordonner l'arpentage qui doit être fait avant la vente de telles limites. (Documents de la session, no 12).

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Copie de plaidoyers

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des plaidoyers, jugements et factums contenant les enquêtes dans les causes suivantes: C.S., district des Trois-Rivières; G.-A. Gouin vs H. Dubord, jugée en cour Supérieure, aux Trois-Rivières, le 30 avril 1870; en révision, à Québec, le 30 juin 1870, et en cour du Banc de la Reine, en appel, le 18 mars 1871, sous le no 5.

C.S., district d'Arthabaska, no 978; Alexis Lavigne vs Louis Dion, jugée en cour Supérieure, à Arthabaska, le 11 septembre 1871; en cour de Révision, à Québec, le 5 février 1872, et en appel, à Québec, le 7 septembre dernier. Adopté.

Impressions

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des impressions de la Législature.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se plaint de l'indifférence reçue par les recommandations du comité des impressions. Il attire l'attention de la Chambre sur le fait que beaucoup de documents qui auraient dû être imprimés sont soumis à la Chambre en manuscrits; il croit que cette faute doit être imputée aux chefs de départements.

Des documents commandés à la dernière session ne sont pas encore imprimés. A ce moment avancé de la session, seul le rapport du trésorier est disponible.

Il ne partage pas certaines recommandations du rapport actuel et blâme les retards qui nuisent aux affaires publiques.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Explique la difficulté qu'on a à faire imprimer en temps voulu certains documents et dit qu'il a toujours été la coutume d'en soumettre quelques-uns en manuscrits.

Il y a une difficulté énorme à faire publier certains rapports de départements: c'est notam-

ment le cas du département de l'Education. Il est souvent difficile de réunir les renseignements nécessaires. Il promet de mettre plus de hâte, à l'avenir, à soumettre les rapports à la Chambre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que l'année financière se termine le 30 juin et que les documents qui ne sont pas produits à la session suivante ne sont d'aucune espèce d'utilité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le rapport de l'Education n'a pas été imprimé à cause de son volume considérable, mais qu'on trouvera les principaux détails qui ont rapport à ce département en référant aux comptes publics. Il ajoute que la province de l'Ontario qui est considérée comme parfaite, en matière d'éducation est encore bien en arrière. Il promet de faire ses efforts pour qu'à l'avenir les rapports de son département ne souffrent pas de retard.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Accepte la promesse que vient de faire M. Chauveau. Il appelle l'attention sur les autres départements, principalement sur celui des Terres de la couronne, dont les rapports qui auraient dû être soumis dans les dix premiers jours de la session ne sont pas encore entre les mains des députés. Il trouve mauvais que la loi soit aussi peu respectée par le gouvernement qui devrait expliquer au moins à la Chambre de quelle façon a été dépensé l'argent voté par elle.

Adopté.

Compagnie du chemin à lisses
de colonisation du nord de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour changer le nom de ladite compagnie.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): S'objecte au caractère rétroactif de certains paragraphes du bill. Il fait remarquer à la Chambre qu'il y a cinq actions devant les tribunaux relativement à cette question et que le Parlement ne devrait pas légaliser un acte qui met fin aux délibérations judiciaires.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que cette mesure est entièrement privée et que ceux qui veulent s'y opposer pourront le faire devant le comité des bills privés où elle sera renvoyée après sa seconde lecture.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Admet que les clauses sont rétroactives; cependant, il croit que devant le comité des bills privés on apportera des raisons qui engageront ceux qui s'opposent au bill de discontinuer leur opposition.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que la Chambre doit des remerciements au député de Shefford pour les remarques qu'il a faites. Il y a en effet deux clauses étonnantes dans ce projet de loi. Il ne croit pas que l'honorable député veut s'opposer à la seconde lecture du bill, mais seulement attirer l'attention sur un fait qui paraît très étrange.

Il est d'avis qu'un acte qui annule toutes délibérations judiciaires doit être connu à fond.

Il croit que tous les députés approuveront la ligne de conduite de M. Laframboise et se montreront très prudents en discutant ce bill en comité.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que les amendements n'affectent pas les principes, mais seulement les détails du bill.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Ne veut pas s'opposer au chemin de fer parce qu'il a travaillé et écrit en sa faveur, mais il croit qu'il est de son devoir de faire remarquer cet étrange procédé.

C'est un exemple qu'il n'est pas bon de suivre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Espère que les termes de la deuxième clause seront changés, car ils présument du résultat de certains litiges en cours. Ce langage est inhabituel et le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise) a bien raison d'attirer votre attention sur les défauts du bill.

Cette clause accordera le droit des frais dans tout procès à la compagnie du chemin de fer, si on n'introduit pas d'amendement pour remédier à ces irrégularités.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que la quatrième clause du bill affecte ses constituants puisqu'elle donne aux conseils municipaux le droit de changer leurs règlements sans en appeler au vote populaire. A la votation, la compagnie n'a certainement consulté que sa pendule qui semblait devancer le soleil, car, longtemps avant l'heure ordinaire pour la clôture des polls, plusieurs électeurs étaient venus voter contre le règlement en question, mais ils n'avaient pu le faire.

Il s'objecte à tout règlement qui priverait les habitants de Saint-André du droit d'interjeter appel aux tribunaux s'ils se sentent lésés par l'application des règlements. Il s'oppose au bill à cause de la façon dont sont appliqués les règlements.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): On a fait la plus grande publicité à la convocation d'assemblées pour étudier les règlements d'aide au chemin de fer. Aux portes de l'église et ailleurs, la population a été mise au courant et personne ne fut trompé ou pris au dépourvu. Il est désirable et juste d'accorder à ce chemin de fer le même traitement qu'aux autres. Faire à cette compagnie un tel régime d'exemption nuirait à ses chances de succès en Angleterre.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Ajoute que cette compagnie a manqué deux fois de respect à la Chambre en ne répondant pas à deux lettres qui lui ont été adressées et dans lesquelles on lui demandait certains détails.

Il fait, de plus, allusion aux rumeurs qui disent que le tracé du chemin de fer n'est pas exact.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit que la compagnie n'ayant reçu aucun octroi de terres ni subsides et n'ayant encore rien fait, elle n'avait aucun compte à rendre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que la compagnie est très excusable si l'on considère que le gouvernement a si bien suivi la loi qu'il n'a produit les rapports que dix jours après l'ouverture de la session.

La proposition est adoptée.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Rapport du commissaire des Terres

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, pour les douze mois qui ont fini le 30 juin 1872. (Documents de la session, no 2.)

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Remarque que, depuis le commencement de la session, il ne s'est fait que fort peu de choses; il suggère d'imiter l'exemple d'Ottawa, c'est-à-dire d'avoir des jours réservés aux mesures du gouvernement et d'ajouter des bills privés aux ordres du jour.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il n'y a dans cette proposition qu'une seule difficulté, c'est que le gouvernement n'a pas une mesure à présenter.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Il en a bien quelques-unes.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Applaudit de toutes ses forces à la suggestion de M. Holton.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 29 novembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de Edouard Janot et autres, de la paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, et la pétition de Louis Turcotte.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend T. Thibodeau et autres, de la paroisse du Patronage de Saint-Joseph, la pétition du révérend L.J. Guyon et autres, de la paroisse de Saint-Eustache; la pétition du révérend J. Dequoy et autres, de la paroisse de Saint-Hermas; la pétition du révérend Eug. Desmarais et autres, de la paroisse de Saint-Placide; la pétition du révérend J.S. Théberge et autres, de la paroisse de Saint-Augustin; la pétition du révérend L.M. Taillon et autres, de la paroisse de Sainte-Monique; la pétition du révérend J. Falvey et autres, de la paroisse de Saint-Colomban, toutes du comté des Deux-Montagnes.

Par M. Lafontaine, la pétition du révérend H. Beaudry et autres, de la paroisse de Saint-Rémi; la pétition du révérend J.B. Champeau et autres, de la paroisse de Saint-Michel Archange; la pétition du révérend J. Primeau et autres, de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington; la pétition du révérend C. F. Morrisson et autres, de la paroisse de Saint-Cyprien, toutes du comté de Napierville.

Par M. Laberge, la pétition du révérend J. Gaudin et autres, de la paroisse de Sainte-Philomène; la pétition du révérend L.L. Pominville et autres, de la paroisse de Saint-Jean Chrysostome; la pétition du révérend L.C. Lussier et autres, de la paroisse de Châteauguay; la pétition du révérend E. Blyth et autres, de la paroisse de Sainte-Martine; la pétition du révérend CE. Lemire Marsolais et autres, de la paroisse de Saint-Urbain 1er; la pétition du révérend A. Jodoin et autres, de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, toutes du comté de Châteauguay.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend J.O. Chicoine et autres, de la paroisse de Saint-Thomas; la pétition du révérend T.L. Brassard et autres, de la paroisse de Saint-Paul; la pétition du révérend J.D. Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare; la pétition du révérend D.A. Gravel et autres, de la paroisse de Saint-Jean de Matha; la pétition du révérend P.D. Lajoie et autres, de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Joliette; la pétition du collège de Joliette, dans la paroisse de Saint-Charles Borromée de Joliette; la pétition du révérend C. Martin et autres, de la paroisse de Saint-Alphonse Rodriguez; la pétition du révérend A. Dupuis et autres, de la paroisse de

Sainte-Elisabeth; la pétition du révérend L.J. Martel et autres, de la paroisse de Saint-Félix de Valois, toutes du comté de Joliette.

Par M. Rhéaume, la pétition de P.N. Poitevin et autres, de Québec, employés dans les bureaux du protonotaire de la cour Supérieure et du greffier de la cour de circuit.

Par M. Sylvestre, la pétition d'Onésime Turenne et autres, de la paroisse de Saint-Damien; la pétition de Joseph Hamelin et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon; la pétition du révérend J.F. Gagnon et autres, de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier; la pétition du révérend J.B.H. Marcotte et autres, de la paroisse de Lavaltrie; la pétition du révérend C. Loranger et autres, de la paroisse de Lanoraie; la pétition du révérend U. Archambault et autres, de la paroisse de Saint-Barthélemi; la pétition de Dieudonné Denys et autres, de la paroisse de Saint-Norbert; la pétition du révérend Jos. Plessis Bélair et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon; la pétition du révérend A. Brien et autres, de la paroisse de Saint-Cuthbert, toutes du comté de Berthier.

Par M. Robert, la pétition du révérend P.L. Paré et autres, de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Rouville.

Par M. Lalonde, la pétition du révérend J.M. Mathieu et autres, de la paroisse de Sainte-Justine; la pétition du révérend Th. Brassard et autres, de la paroisse de Vaudreuil; la pétition du révérend C. Boissonnault et autres, de la paroisse de Sainte-Marthe; la pétition du révérend P. Bélanger et autres, de la paroisse de Rigaud; et la pétition du collège Bourget, dans la paroisse de Rigaud, toutes du comté de Vaudreuil.

Par M. Mailloux, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Hearn, la pétition de P. Patoine et autres, de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Louis-Joseph Demers, étudiant en loi, du township de Stanbridge; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre provinciale des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De Vital Parent et autres, de la paroisse de Saint-Antoine de la Baie-du-Febvre; demandant la passation d'un acte pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska d'ériger en municipalité séparée un certain territoire y décrit.

Du très révérend Edmond Langevin, V.G., et autres, de Rimouski; demandant qu'il soit nommé un juge résidant au chef-lieu pour le district de Rimouski.

De G. Déguise et autres, de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau-du-Lac; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'asile de la Providence dans ladite paroisse soit continuée.

De Fabien Perreault et autres, du township

de Chertsey; demandant de l'aide pour un chemin.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanentes. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis donnés, dans chaque cas, sont suffisants.

De la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennébec; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du révérend William Hansford et autres, du village de Stanstead Plain; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Stanstead Wesleyan College".

De Augustin Campion et autres, Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "St. Bridget's Total Abstinence and Benefit Society".

Introduction de bills:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société d'abstinence totale et de bénéfice de Sainte-Brigitte.

Accordé.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et Kennébec.

Accordé.

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le Collège Wesleyen de Stanstead.

Accordé.

Il est ordonné que la 51ème règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

M. C. GILL (Yamaska): Demande la permission d'introduire ce bill.

Accordé.

Comité des bills privés

M. P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que M. Trudel et M. LeCavalier soient ajoutés au comité permanent des bills privés.

Adopté.

Comité du Code Municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que M. Méthot soit ajouté au

comité spécial charge d'étudier le bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Robertson, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ledit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit:

N.-F. Belleau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un estimé des sommes requises pour la province, pour les douze mois finissant le 30 juin 1874, et en conformité des dispositions de la 54e clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 13.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 29 novembre 1872

Il est ordonné que le dit message, ainsi que les estimés qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Double mandat

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Salaire des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

Adopté.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Appuyé par le députe de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume), propose que ce bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain. Il espère que le gouvernement ne s'opposera pas à sa proposition.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Cette question est très importante. Le bill affecte considérablement le fonctionnement des départements publics. Le gouvernement de l'Ontario a passé une mesure de ce genre qui pourrait parfaitement remplacer le bill en question. Cette mesure offre moins d'inconvénients que le projet de loi sous considération.

On sait que ce n'est pas dans un comité général de toute la Chambre que l'on fait élaborer une mesure comme celle-là. Il est nécessaire que cette mesure spéciale soit renvoyée à un comité spécial ou que du moins l'on attende quelque temps; il faut qu'un travail spécial soit préparé. Les honorables députés de l'autre côté de la Chambre n'ont pas besoin de tant se presser surtout lorsque le bill ne leur est pas parfaitement connu; nous ne sommes pas encore très avancés dans la session.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable député a fait allusion aux honorables députés de ce côté-ci de la Chambre. Il a dit que nous nous montrions fort pressés et que nous ignorons le contenu du bill. Je lui dirai que c'est le contraire; que nous avons fait ce que le gouvernement aurait dû faire en cette circonstance. Nous nous sommes réunis et pendant deux heures nous avons discuté la question; nous ne lui avons trouvé qu'un seul inconvénient: la deuxième clause du bill dit que le quart du salaire annuel de chaque officier sera saisissable.

Après avoir parfaitement étudié le projet de loi, outre l'inconvénient que comporte la 2e clause, nous l'avons trouvée très efficace. Dans sa réponse, l'autre jour, à l'interpellation de l'honorable député de Montréal-Est, l'honorable premier ministre a dit que le gouvernement verrait à ce que les officiers publics scandaleusement endettés payassent leurs dettes ou donnassent leur démission. J'aimerais savoir ce que l'honorable premier ministre entend par ce mot, scandaleusement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Donne l'explication requise et dit que tout ce que le gouvernement demande c'est qu'on lui laisse le temps de savoir si le bill doit être renvoyé à un comité spécial ou à un comité général.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Le bill ne veut atteindre ni les officiers en faveur du gouvernement, ni ceux qui sont en opposition à l'administration actuelle, mais simplement les officiers qui sont en opposition à leurs créanciers (Rires). L'année dernière, le bill a été soumis à la Chambre et a été longuement discuté et finalement a été renvoyé à un comité spécial; mais la session s'est terminée avant que le comité eût fini sa besogne. Je serais en faveur d'un comité spécial; mais les choses pourraient bien tourner comme l'année dernière; il y aura des lenteurs et la session sera prorogée avant que l'on obtienne le rapport du comité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il y a encore un mois.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Oui, il est vrai, nous avons encore un mois devant nous, mais il y a bien encore de l'ouvrage pour un mois; il y a encore des mesures importantes à considérer. Si j'avais des garanties que la chose

marcherait régulièrement, je voterais en faveur du renvoi du bill à un comité spécial.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député des Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), sous forme d'amendement, que les mots après "comité" soient effacés et que les mots "spécial, composé de l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Holton, M. David, M. Chapleau, M. Trudel, M. Cassidy, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records", soient mis à la place.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Critique vertement la position prise par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau). Il s'oppose fortement à ce délai et demande l'adoption immédiate de cette mesure dont les dispositions ont été prises en considération durant la dernière session. Il dit que cet acte est juste en principe et nécessaire.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Prétend qu'il y a une règle ou une coutume qui veut que tous les bills d'intérêt public présentés par un simple député soient renvoyés à un comité spécial avant d'être soumis à un comité général de la Chambre.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Se prononce en faveur du renvoi du bill à un comité général de toute la Chambre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit qu'il est complètement opposé au principe du bill. Si un employé public s'endette scandaleusement, eh bien! que l'on s'en plaigne à son chef qui lui, comme cela se pratique encore à présent, fera venir l'employé et le priera de régler au plus tôt son affaire. Les marchands ne doivent avancer qu'à bon escient et encourir la responsabilité de leurs risques. D'ailleurs, ils recherchent assez le patronage des employés publics, qu'ils courent leur chance. Si l'on passe cette loi, ils courront bien davantage après les employés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Croit que le moteur du bill se rendra à la suggestion du gouvernement. L'honorable député veut faire de son bill une mesure aussi parfaite que possible. En effet, la mesure doit être élaborée et subir l'étamine. Nous lui offrons deux chances au lieu d'une seule. Car le fait que le bill pourra être renvoyé à un comité spécial ne l'empêchera pas d'être soumis à un comité général de toute la Chambre. Il y a aussi plusieurs distinctions à lui faire observer. Il s'agit de savoir si l'honorable député comprendra dans la catégorie des officiers publics le lieutenant-gouverneur, voir même les ministres.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Déclare que la mesure est très importante. Plus il y aura de monde pour l'étudier, mieux elle sera élaborée. L'honorable procureur

général a demandé si l'on exempterait les ministres dans la catégorie des officiers publics. Mais les ministres, comme les simples mortels, peuvent fort bien ne pas payer leurs dettes; et, s'ils ne paient pas leurs dettes, comment prêteront-ils aux employés de rencontrer les leurs? Il passe ensuite en revue les divers membres du comité spécial proposé et prouve leur incompétence à s'occuper de la question. Il dit que le procureur général et le solliciteur général devraient être plutôt membres du comité que l'honorable trésorier provincial qui peut fort bien s'entendre en matière de finances, mais dont il nie la compétence en cette circonstance.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Appuyé par le député de Laprairie (M. Esinhart), propose en amendement au dit amendement, que les mots "messieurs Rhéaume, Gill, Daigle et LaRoque," soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: M. Beaubien, Bellerose, Cauchon, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRoque, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Malhiot, Méthot, Oumet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Poupore, Robertson, Robitaille, Sanders, Sawyer et Trudel, 34.

Contre: M. Bachand, Cassidy, Daigle, David, de Beaujeu, Fournier, Gill, Hearn, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Mailloux, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Rhéaume, Robert, Roy, Sylvestre et Tremblay, 24.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix:

Il est ordonné que le bill soit renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Holton, M. David, M. Chapleau, M. Trudel et M. Cassidy, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Indépendance de la Législature

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Il passe en revue la législation fédérale sur le

sujet depuis 1868 et fait remarquer les inconvénients de la présence en Parlement de députés qui ont un emploi ou un contrat quelconque du gouvernement. Pour échapper aux classes de l'acte fédéral au sujet des possesseurs de places ou de contrats, le gouvernement a eu recours à un procédé aussi ingénieux que nouveau de payer le colonel Cray au mois pour ses services comme codificateur des lois. Les inconvénients d'un pareil état de choses ont déterminé M. Blake, ci-devant premier ministre de l'Ontario, à proposer une mesure qui les supprimera à l'avenir. Le gouvernement a dû s'emparer de la mesure et le résultat de sa démarche a été le bill de Sir George Cartier. Le bill que je présente est en tout semblable à celui de l'honorable baronet, mot pour mot, excepté dans certains détails concernant le Québec d'une façon particulière. Comme l'honorable premier ministre et ses partisans ont voté pour la • mesure de Sir Georges Cartier, je ne vois pas comment dans la Législature de Québec ils feraient opposition à celle que je présente.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande de renvoyer à un jour ou deux cette proposition.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Recommande la lecture formelle du bill comme une sanction de principe. On pourra alors l'étudier plus facilement en comité.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Proteste contre la clause du bill qui disqualifie tous ceux qui ont reçu des honoraires de l'Etat à siéger ou à garder leur siège dans la Législature. En Angleterre, des députés ont dû plaider pour la couronne; mais cela n'a pas affecté leur éligibilité au Parlement.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Réplique au député de Terrebonne que c'est à tort qu'il cite comme exemple le chancelier Mowatt, parce que ce personnage avait donné sa démission comme juge afin de se qualifier à devenir membre de la Chambre et du cabinet. D'ailleurs en Angleterre il n'y a pas de lois à ce sujet-là. En 1806, Lord Edenborough était à la fois membre du cabinet et juge en chef d'Angleterre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Répond qu'il n'a pas cité le cas du chancelier Mowatt comme analogue. Il dit seulement que Mowatt, s'appuyant sur un précédent en Angleterre, avait maintenu lui, chancelier, avoir le droit de siéger dans le cabinet.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Croit que les clauses du bill ont un effet trop général et que le bill devrait faire quelques exceptions indispensables.

Par exemple, un arpenteur et un notaire recevant des honoraires du gouvernement pour

des services perdraient leur siège au Parlement. Il croit que le bill devrait permettre certaines exceptions à la règle.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est un principe admis qu'il faut soustraire les députés à toutes les influences pouvant entamer leur bon jugement, ou leur indépendance. Le bill est désirable et la Chambre devrait l'adopter.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Répond aux arguments apportés contre le bill.
Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mercredi prochain.

Reprises de terres

M. W. SAWYER (Compton): Appuyé par le député de Stanstead (M. T. Locke), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état complet de toutes les terres reprises dans les cantons de Emberton, Ditton et Marston, dans le comté de Compton, depuis le premier janvier 1867, avec le montant des paiements faits sur icelles; donnant les noms des personnes desquelles on les a reprises, à qui vendues, ainsi que la date de telle vente et de telle reprise.

Adopté.

Loi électorale

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose de renvoyer à une date ultérieure la deuxième lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, à cause du retard apporté à l'impression de la copie française du bill.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement trouve souvent que je traite en plaisantant les questions sérieuses. Je crois que cette accusation peut lui être renvoyée. Il y a déjà quelque temps le gouvernement annonçait qu'il présenterait un bill pour les élections et donnait les principaux points de la mesure. Depuis que le gouvernement a annoncé cette nouvelle, il n'a plus été question du bill. L'honorable député de Montmagny a préparé un bill dans le même sens et le gouvernement le prie toujours d'ajourner la présentation de son bill pour présenter le sien.

Que les ministres nous disent donc si c'est vraiment leur intention de présenter la susdite mesure. Sinon, qu'ils laissent à l'Opposition le soin de la présenter. S'ils ne sont pas capables de la faire, qu'ils nous en chargent.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député n'a pas voulu plaisanter, mais il n'en a pas été plus sérieux. Je

lui répondrai que le bill en question sera présenté dans les premiers jours de la semaine prochaine.

Alfred-Duclos DeCelles

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Alfred-Duclos DeCelles au nombre de ses membres.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Introduction de bills:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des licences de Québec.

Accordé.

Elections de l'Islet

M. C. GILL (Yamaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport final du comité spécial nommé pour s'enquérir du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de L'Islet. Voici ce rapport :

1. Résolu, que Joseph-Marc Boucher, Louis-Marie Caron ne sont pas des pétitionnaires.

2. Résolu, que Pamphile-Gaspard Verreault, écuyer, le député siégeant, a été dûment élu pour représenter la division électorale de l'Islet, à la dernière élection.

3. Résolu, que la pétition et la défense ne sont ni frivoles ni vexatoires.

Votre comité fait aussi rapport de toutes les questions sur lesquelles il s'est divisé et des noms des députés qui ont voté soit pour l'affirmative, soit pour la négative.

Délibérations du comité

Chambre de comité, no 20.
12 novembre 1872

Questions soulevées et sur lesquelles le comité s'est divisé:

Député présents:

M. Gill, Président,
MM. David,
Beaubien,
Mailloux,
Robert

Proposé par M. Beaubien, que le député siégeant n'ayant pas produit ses objections préliminaires dans le délai fixé par ce comité à la séance du vingt et un décembre mil huit cent soixante et onze, savoir au moins un mois avant l'ouverture de la présente session, et ne les a pas, non plus, produites entre les mains du greffier en chef de cette Chambre, si ce n'est le huit novembre courant;

Que, vu que l'agent des pétitionnaires a eu communication desdites objections préliminaires qui lui ont été adressées par la malle, par le président, le jour même qu'il les a reçues, le ou avant le premier novembre courant;

Qu'attendu que la négligence de la part du député siégeant à produire cesdites objections préliminaires dans ledit délai, n'affecte en rien, dans l'opinion de ce comité, la position des parties intéressées sur cette pétition, tant pétitionnaires que député siégeant, lesdites objections préliminaires soient considérées comme dûment produites en cette instance et qu'un délai de trois jours soit fait à cette Chambre, en ce sens, pour son information.

M. David propose en amendement que les mots suivants soient ajoutés à cette motion et que le député siégeant soit tenu de payer aux pétitionnaires quinze piastres de frais, vu sadite négligence.

M. Robert propose en amendement à l'amendement de M. David, que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale: "Que le député siégeant paye aux pétitionnaires, vu sadite négligence, une somme de trente piastres, et ce lorsque le comité aura décidé finalement de la présente contestation".

Le comité se divise sur cet amendement comme suit:

Pour: M. Robert

Contre: MM. Gill, Beaubien, David et Mailloux

L'amendement est donc rejeté.

Le comité se divise sur l'amendement de M. David comme suit:

Pour: MM. Gill, David et Mailloux

Contre: MM. Beaubien et Robert

La motion principale, telle qu'amendée, est donc adoptée sur cette dernière division.

16 novembre 1872

Députés présents:

M. Gill, Président,
MM. Mailloux,
Beaubien,
David,
Robert

Proposé par M. David qu'ordre soit donné à Joseph-Octave Fafard, écuyer, secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de L'Islet, de comparaître devant ce comité, vendredi prochain, le 22 du courant, à dix heures a.m. et de produire devant ledit comité le rôle d'évaluation de ladite municipalité, en force en l'année 1870, les avis de révision dudit rôle, avec, de

plus, la révision faite audit rôle par le conseil, la liste originale alphabétique des électeurs de ladite municipalité, pour ladite année 1870, préparée sur ledit rôle par le secrétaire-trésorier, et sur laquelle le conseil a basé sa révision; copie de ladite liste affichée dans son bureau, avis public pour procéder à la révision de ladite liste, et les procédés du conseil pour la révision de ladite liste, avec en outre tous autres papiers ou documents en sa possession relatifs à ladite liste, avec tout autre double de ladite liste qui pourrait être déposé de record dans son bureau ou en sa possession en sa qualité de secrétaire-trésorier.

Pour: MM. Beaubien, David et Mailloux

Contre: MM. Gill et Robert

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

29 novembre 1872

Députés présents:

M. Gill, Président,

MM. Mailloux,

David,

Robert,

Beaubien

Proposé par M. Mailloux qu'attendu que la preuve faite devant ce comité l'a été sur l'ordre de la majorité du comité et qu'il n'y a rien dans la loi qui défende au comité de prendre connaissance de la preuve offerte en cette instance;

Vu que la section 80 et suivantes, chapitre 7, des statuts refondus de la ci-devant province du Canada n'est pas applicable à l'espace soumis, en autant qu'il ne s'agit pas de scruter ou de discuter la validité de tel vote indiqué, mais bien de décider sur la validité d'une liste électorale elle-même, déclare ladite preuve valable; que, considérant que les formalités essentielles requises tant par la loi municipale que par la loi électorale pour la confection du rôle d'évaluation et de la liste électorale n'ont pas été suivies pour la confection de ces documents dans la paroisse de L'Islet, pour l'année 1870, sur lesquelles les pétitionnaires basent leur droit de voter et de pétitionner.

Considérant que les pièces et la preuve au dossier démontrent qu'il y a dans les procédés tant du conseil municipal de la paroisse de L'Islet que dans ceux des estimateurs et du secrétaire-trésorier de ladite paroisse pour l'année 1870 des informalités telles qu'elles frappent de nullité radicale et le rôle d'évaluation et la liste électorale;

Qu'attendu que le droit de voter à une élection ne peut être reconnu aux citoyens qu'en autant qu'il est constaté par une liste électorale dûment faite, révisée et certifiée selon la loi;

Qu'attendu que les pétitionnaires Joseph-Marc Boucher et Louis-Marie Caron ne sont pas des électeurs dûment inscrits sur une liste électorale révisée et certifiée, conformément au

chapitre 6 des statuts refondus de la ci-devant province du Canada;

Qu'attendu que, d'après l'esprit et l'ensemble de la loi, ceux-là seuls qui ont légalement voté à une élection ou qui, ne l'ayant pas fait, avaient droit de le faire peuvent être admis à pétitionner contre le retour de cette élection;

Qu'attendu que, d'après les circonstances de la cause, les pétitionnaires ne paraissent pas avoir contesté le siège du député siégeant sur des motifs frivoles et vexatoires, il soit résolu: 1. Que Joseph-Marc Boucher et Louis-Marie Caron ne sont pas des pétitionnaires. 2. Que Pamphile-Gaspard Verreault, écuyer, le député siégeant, a été dûment élu pour représenter la division électorale de L'Islet à la dernière élection. 3. Que la pétition et la défense ne sont frivoles ni vexatoires.

M. Robert propose en amendement qu'il soit résolu:

1. Qu'attendu le défaut par le député siégeant, P.-G.-A. Verreault d'avoir remis par lui-même, ses procureurs ou agents au président de ce comité les listes des électeurs qu'il entend récuser, en donnant dans lesdites listes les divers chefs d'objections et les notant vis-à-vis les noms des électeurs récusés ou qu'il entend récuser, et que lesdites listes d'objections n'ont jamais été remises, en aucun temps, audit président, et que lesdites listes n'ont pas été déposées de record dans les archives de ce comité et n'ont pas été ouvertes à l'inspection de toutes les parties concernées dans la pétition d'élection faite contre le retour dudit député siégeant.

Qu'attendu que lesdites listes, quoique ledit comité spécial n'en ait pas ordonné autrement, n'ont pas été remises en aucun temps audit président, avant six heures dans l'après-midi du jour auquel, suivant l'ordre de la Chambre, dudit comité spécial; et que ledit comité s'est réellement assemblé et a procédé dans l'affaire ledit jour et procédé à plusieurs reprises, et à des jours différents, sans que la remise desdites listes ait été faite par ledit député siégeant.

Qu'attendu que, par la clause 83, chapitre 7, des Statuts refondus du Bas-Canada, il est statué qu'il ne sera pas pris devant un comité spécial d'élection aucune preuve contre la validité d'aucun vote, qui ne sera pas compris dans l'une des listes d'objections d'élections remises comme susdits ou contre aucun chef d'objection à aucun électeur nommé dans ladite liste, autre que l'un des chefs allégués contre lui dans ladite liste.

Qu'attendu que les deux pétitionnaires, Marc Boucher et Louis Caron, ont signé ladite pétition et qu'ils ont voté aux poils de L'Islet à l'élection dont ils se plaignent du retour et rapport, et que le vote de chacun desdits pétitionnaires est inscrit au livre de poil tenu en la paroisse de L'Islet, lors de la votation à ladite élection, et qu'attendu qu'il a été prouvé, par Joseph-Octave Fafard, témoin assigné par ordre de ce comité, que lesdits pétitionnaires ont ainsi voté.

Que ce comité est d'opinion que ladite pétition est une pétition d'élection et que les objections préliminaires, faites par ledit député siégeant, son procureur ou agent, à l'effet de faire déclarer lesdits pétitionnaires inhabiles à faire maintenir et poursuivre ladite pétition ne sont pas fondées et qu'elles doivent être déclarées non fondées.

Le comité se divise sur cet amendement comme suit :

Pour: M. Robert

Contre: MM. Gill, Beaubien, David et Mailoux

La motion principale est adoptée sur la division suivante:

Pour: MM. Gill, Beaubien, David et Mailloux

Contre: M. Robert

Le tout respectueusement soumis.

Charles Gill,
Président

Interpellations:

Terres de la couronne

M. E. GERIN (Saint-Maurice): En réponse à certaines informations que je demandais l'autre jour au gouvernement, au sujet des déprédations commises sur les terres de la couronne, l'honorable premier ministre me répondit qu'il y avait eu des pillards de bonne foi et d'autres de mauvaise foi. J'aimerais avoir des informations précises à ce sujet.

Il n'y a aucun document corroborant les avancés de l'honorable premier ministre. Pour être exact, je dirai qu'on n'en trouve qu'un seul, deux avec l'accusé de réception. Encore, c'est une plainte d'un acquéreur de coupes de bois. J'aimerais savoir si le gouvernement est disposé à nous donner sur ce point tous les renseignements dont nous avons besoin; ou s'il n'y avait rien de préparé au bureau des Terres sur les informations exigées à l'endroit des dilapidations exercées sur les terres de la couronne, ou si l'avancé de l'honorable premier ministre n'était fondé sur rien du tout lorsque je lui ai soumis mes demandes.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il est impossible de préparer dans le cours de douze mois tous les documents demandés. Le gouvernement veut bien donner tous les documents qui pourront jeter de la lumière sur l'administration de ce département. Le représentant de Saint-Maurice demande les copies de 7.000 lettres au moins; dans une période aussi courte, il n'est pas possible de produire autant de documents.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit qu'il ne demande pas copies de sept ou huit mille lettres. Il veut simplement prendre connaissance de la correspondance échangée entre le gouvernement et les marchands de bois en ce qui concerne l'appropriation illégale du bois et de certains terrains.

Le gouvernement a éprouvé des difficultés à percevoir les sommes exigibles relativement à la coupe du bois sur les terres de la couronne, le long du Saint-Maurice. Il rappelle donc que l'adresse ne fait pas état de ces difficultés auprès de certaines compagnies. En dépit du fait qu'un agent ait été dépêché sur les terres, personne ne connaît les résultats des démarches du gouvernement.

La correspondance qu'il désire connaître ne couvre qu'une partie de l'année 1871.

Par ailleurs, il nie absolument les insinuations suivant lesquelles il se serait fait le représentant de quelques compagnies vouées au commerce du bois ou de quelques entrepreneurs.

Il rappelle qu'il a fait depuis longtemps cette demande, mais en vain puisqu'on ne s'est jamais donné la peine d'y répondre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il ne peut répondre avant d'avoir consulté à ce sujet le commissaire des Terres de la couronne. Il nie cependant être l'auteur des insinuations dont se plaint le député de Saint-Maurice.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'autre jour, lorsque je demandais la formation d'un comité pour faire enquête sur l'administration du département des Terres de la couronne et pour obtenir tous les documents nécessaires, l'honorable premier ministre s'y opposa formellement. Il promit de donner sous quelques jours tous les documents demandés et demanda à la Chambre de lui accorder sa confiance, implora, pria, supplia. La Chambre ne lui a pas refusé ce vote de confiance. L'honorable député continue en taxant le gouvernement de mauvaise foi en tardant si longtemps à remplir ses promesses ou en ne les remplissant qu'à moitié.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Proteste contre cette accusation de mauvaise foi. Il a demandé à la Chambre du temps pour produire les documents demandés. Il en a produit et a donné même des renseignements qui n'étaient pas demandés, à savoir l'état des bonis ou primes et les dates.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Les dates que vous avez données ne sont que pour cette année. Mieux aurait valu avoir les dates des cinq dernières années pour nous permettre de faire un état comparatif.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Si l'honorable député veut avoir la correspondance entière qui comprend six mille lettres, il ne peut pas s'attendre à l'avoir dans le cours de cette session. Tout ce que le gouvernement peut lui promettre, c'est qu'il les aura aussitôt que possible.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je ne parle pas d'avoir toute la correspondance échangée

entre le gouvernement et les marchands de bois. Je veux parler de la correspondance au sujet des déprédations commises en particulier dans les coupes de bois sur l'Ottawa. Je ne suis pas ici l'interprète d'un marchand de bois, je ne représente pas ici un particulier jaloux. Mais c'est au point de vue de l'intérêt public, de la bonne administration du département des Terres que je me place.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'accuse aucunement l'honorable député d'être ici le représentant de jalousies individuelles.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): La correspondance que je demande est courte. S'il n'y a rien à ce sujet, qu'on le dise. On ne trouve rien dans les documents qui indique que la célèbre compagnie d'Hunterstown ait payé pour des violations du domaine public. Le gouvernement, je dois le reconnaître, s'est empressé d'envoyer un officier pour opérer la saisie de billots coupés sans permis sur le domaine public. Mais ce n'est pas tout ce qu'il y a à

connaître. Je remercie l'honorable premier ministre d'avoir compris que je ne discute pas dans un intérêt particulier, mais bien au point de vue de l'intérêt général.

M. M. HOUE (Maskinongé): Je suis certain, Monsieur l'Orateur, qu'il y a eu des plaintes au département des Terres de la couronne. Je sais que le gouvernement a envoyé un officier sur les lieux pour saisir les billots coupés sans permis aucun. L'officier a opéré la saisie des billots en question; j'ai vu moi-même cet officier. J'ai vu aussi l'avocat de la compagnie d'Hunterstown qui m'a dit que le gouvernement était saisi de la question et qu'il la pousserait avec rigueur. J'ai vu aussi le président de la compagnie, M. Newalt, qui est venu aussi chez moi et m'a dit qu'il réglerait la question avec le gouvernement. Je sais aussi que celui qui a coupé le bois ne l'a pas fait malicieusement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Invoque le règlement.

A six heures l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je propose que vous laissiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

En proposant que vous laissiez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité pour examiner les subsides qui devront être accordés à Sa Majesté pour couvrir les frais d'administration pendant l'année commençant au 1er juillet prochain, je dois d'abord communiquer à la Chambre quelques explications sur les recettes et les dépenses de l'exercice terminé le 30 juin dernier. Les comptes publics soumis à la Chambre donneront, je l'espère, tous les renseignements désirables sur les sources qui produisent notre revenu et les objets de dépenses qui absorbent ce revenu.

Je suis heureux de constater que les recettes de l'année dernière ont excédé le chiffre auquel je les avais fixées et que les dépenses n'ont pas atteint le chiffre des appropriations, y compris les mandats spéciaux pour couvrir des dépenses imprévues qui ont été payés immédiatement. Les recettes ont excédé de \$50,000 le chiffre auquel je les avais portées et les dépenses ont été de \$100,000 au-dessous du chiffre de l'estimation. (Applaudissements). Le chiffre des dépenses comprend des paiements considérables faits en faveur de certains chemins de fer et pour aider les populations de certaines localités pauvres à se procurer des grains de semence et plusieurs autres déboursés qui n'étaient pas mentionnés dans le vote du budget de 1870. J'indiquerai ces déboursés à mesure qu'ils se présenteront et pour le moment je me borne à constater qu'au 30 juin dernier notre balance en caisse était de \$679,809.64, et que cette balance ne se montait qu'à \$659,035.33 au 30 juin 1871, nonobstant les dépenses imprévues que j'ai mentionnées.

Je ne veux pas, Monsieur l'Orateur, entrer, comme je l'ai déjà fait en pareille occasion, dans la discussion de diverses matières d'intérêt public, de crainte qu'on ne me reproche de vouloir imposer mes opinions à la Chambre et mes remarques ne seront que des explications sur l'état de nos finances, afin de ne pas fatiguer les honorables députés par la discussion de matières étrangères à la question qui nous occupe. J'espère que les honorables députés voudront bien se montrer indulgents, comme les années passées, et tenir compte des difficultés que j'éprouve à leur présenter des chiffres sous cette forme attrayante dont quelques-uns possèdent le secret et, prenant leurs bonnes dispositions pour acquiescer, je puis leur déclarer que, si j'omets de donner tous les renseignements et les explications désirables, ce ne sera pas par mauvais vouloir, mais par manque d'habileté.

Comme les années précédentes, j'expliquerai à la Chambre que nos comptes publiés ne sont que des états des recettes et des dépenses, continués d'année en année, dans lesquels nous n'entrons pas le montant de l'actif et du passif de la province. L'actif que nous laissons ainsi de côté est beaucoup plus considérable que celui qui a produit nos revenus jusqu'aujourd'hui; le passif se

compose de la partie de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada qui pourra nous être assignée, ainsi que des intérêts dus pour cette part d'excédent, — dans le règlement de l'arbitrage entre notre province et celle d'Ontario.

J'indiquerai brièvement le progrès qu'a fait cet arbitrage depuis la dernière session. Les honorables députés se rappellent qu'après la résignation de l'arbitre nommé par le gouvernement de Québec, M. le juge Day, les deux autres arbitres continuèrent la procédure et finalement rendirent et promulguèrent une soi-disant décision évidemment en faveur de la province d'Ontario et contraire aux intérêts de la province de Québec; ils adjugèrent même à la province d'Ontario plus qu'elle ne réclamait dans le plaidoyer qu'elle leur avait soumis en sorte que cette province se trouva à payer une partie de l'excédent de dette moindre que celle qu'elle voulait payer et qu'il lui était adjugé dans l'actif un montant plus considérable que celui qu'elle demandait. Naturellement, cette décision imposait à la province de Québec le paiement d'une partie de dette plus considérable que celle qui lui incombait et la privait d'une partie de l'actif, une somme à laquelle elle avait réellement droit. Le gouvernement fédéral ne voulut pas admettre l'exactitude et la légalité de cette sentence, la considéra comme sans valeur en autant qu'elle pouvait affecter le paiement du subside respectif des deux provinces, et le gouvernement d'Ontario résolut d'en appeler au Conseil privé en Angleterre. Nous avons agi et nous agissons encore sur la défensive, nous contentant de connaître et d'authentifier les procès-verbaux des procédés de la commission arbitrale dressés par l'arbitre du gouvernement fédéral, et de préparer, ce qui est fait depuis plusieurs mois, notre plaidoyer pour le soumettre au Conseil privé, si nous sommes obligés de lui soumettre cette affaire.

J'espère, cependant, qu'on trouvera moyen de régler l'arbitrage sans recourir au Conseil privé et de régler, dans le pays cette affaire d'une manière équitable, satisfaisante pour ces deux provinces et juste envers les autres parties de la Confédération. Nos prétentions sur la valeur de la soi-disant décision des arbitres et sur ce qui revient à la province pourront, je crois, être pleinement soutenues devant n'importe quel tribunal impartial, et je suis convaincu que les membres de cette honorable Chambre et le peuple de la province approuveront la ligne de conduite adoptée par le gouvernement sur cette question.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que le plus tôt cette affaire sera réglée, le mieux ce sera pour la province et les honorables députés peuvent être assurés que le gouvernement fera tous ses efforts pour faire décider prochainement cette importante question et pour obtenir la justice à laquelle nous avons droit. Les membres de cette Chambre et ceux qui représentent la province dans le Parlement fédéral peuvent faire beaucoup pour nous obtenir une décision équitable.

Les changements fréquents qui ont eu lieu dans le gouvernement d'Ontario ont probablement retardé l'appel au Conseil privé, mais je répète que nous sommes prêts à faire valoir les prétentions de la province de Québec, quand l'occasion s'en présentera.

Je vais maintenant exposer d'une manière aussi brève que possible l'état des recettes et des dépenses de la province pour l'année expirée le 30 juin dernier. Les comptes publics distribués aux députés renferment tous les détails de ce que je dirai; mais une analyse de ces documents mettra peut-être les honorables députés en état de mieux comprendre la position financière que l'examen des comptes. Dans tous les cas, cette analyse me fournira l'occasion de donner des explications qui ne peuvent être insérées dans les comptes publics et qui donneront au public des renseignements sur la position financière qu'on ne pourrait se procurer autrement.

Recettes pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1872:

La Puissance du Canada, sur compte		\$800,000.00
(Retenu par le gouvernement fédéral sur le subside de l'année \$159,252.80)		
Département des Terres de la couronne:		
Recettes générales		\$ 56,182.90
Bois et forêts		\$ 44,753.68
Domaines de la couronne	\$4,337.85	
Seigneurie de Lauzon	\$9,859.06	
Arpentages	\$ 234.00	
Cartes de colonisation	\$ 550.00	
		<u>\$ 16,980.91</u>
Fonds des municipalités (réserves du clergé)		
Capital	\$7,861.01	
Intérêt	\$1,719.09	
		\$ 9,580.17

Biens des Jésuites:

Fonds de l'éducation supérieure	\$ 5,126.63	
Fonds du revenu	\$15,709.64	
Dépôts	\$ 6,760.78	
		\$553,093.64

Moins: montant des billets recouvrables non encore échus ou payés,
inclus dans les items ci-dessus \$ 4,148.10

Ajoutez: montant des billets recouvrables déduits le 30 juin 1871,
échus et payés depuis \$15,853.66

Recettes totales des terres de la couronne \$564,799.20
Faisant pour le département des Terres une augmentation de recettes de \$29,384.24.

Les recettes des bois et forêts excèdent d'environ \$55,000 les recettes provenant de la même source pour les deux provinces du Haut et du Bas-Canada en 1866-67 et égalent le plus haut montant de recettes collectées sous le gouvernement de l'ancienne province unie du Canada. A mesure que les coupes de bois seront exploitées, les recettes augmenteront et je ne crains pas de réduction dans cette partie du revenu.

Fonds des honoraires judiciaires

Timbres	\$ 73,597.35	
Collections sur les procédures civiles	\$ 6,298.10	
		\$ 79,895.45

Fonds de bâtisse et de jurés

Timbres	\$ 8,641.54	
Collections	\$ 13,877.39	
		\$ 22,318.92

Taxes pour les palais de justice

Timbres	\$ 18,536.30	
Collections	\$ 2,677.74	
		\$ 21,033.94

Montréal	\$ 19,550.89	
Kamouraska	\$ 680.49	
Ottawa	\$ 770.17	
Bonaventure	\$ 32.44	
Total	\$ 24,033.94	

Timbres non distribués

Timbres de loi	\$ 9,815.50	
" d'enregistrement	\$ 8,004.16	
		\$ 17,819.77
		\$141,267.97

Voir dans l'état no 2 des recettes:

Timbres de loi	\$103,808.27	
" d'enregistrement	\$ 14,606.48	
Honoraires légaux, non compris les timbres	\$ 6,298.10	
Fonds de bâtisse et des jurés, non compris les timbres	\$ 13,877.38	
Palais de justice de Montréal	\$ 2,677.74	
		\$141,267.97

Licences

Revenus des licences d'hôtels, d'échoppes, d'encanteurs,
de colporteurs, licences, etc. \$116,048.74
Les licences de mariage perçues en vertu de la loi n'ont
été émises que depuis le 1er juillet et partant
n'apparaissent pas dans cet état.

EDUCATION, ECOLES NORMALES

Ecole normale Jacques-Cartier	\$	2,905.50	
Ecole normale McGill	\$	2,580.62	
Ecole normale Laval	\$	3,778.02	
Fonds des instituteurs en retraite	\$	443.61	
Fonds de bâtisses d'école normale (loyer de l'Hôtel Mack)	\$	800.00	
Journaux de l'Instruction publique	\$	120.44	
Fonds d'éducation supérieure	\$	73.00	
	\$		10,696.19

TRAVAUX PUBLICS

Loyer d'une maison rue Notre-Dame, Montréal, nos 124 et 126	\$	120.00
--	----	--------

REVENU CASUEL

Ce revenu se compose des amendes perçues par les greffiers de la paix, les confiscations, les droits sur les bons d'enregistrement, les copies des documents officiels, la vente du code municipal, etc., etc.,			
	\$	1,428.67	
Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, (entretien)	\$		4,078.73
Asile de Saint-Jean pour les aliénés, de l'Asile des aliénés de Beauport	\$		391.50
(Cette somme a été reçue de P.-M. Tremblay, de Lacolle et remise par les héritiers de feu John Stevenson, mort à l'asile)			
	\$		380.00

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL

Acompte sur le capital par Saint-Jean, Chicoutimi	\$	400.00	
Acompte sur l'intérêt, par diverses municipalités	\$	19,903.57	
	\$		20,303.57
Prêt aux incendiés de Québec	\$		1,450.52
Gazette officielle de Québec	\$		15,840.91
Ce chiffre ne comprend pas les impressions faites pour le gouvernement pendant l'année, lesquelles, à taux réduit, se monteraient à \$3,324 qui, si elles étaient payées d'une manière directe par le gouvernement, porteraient ce montant à \$19,164.91			
Les \$15,840.91 sont donc une recette en caisse, toutes les recettes étant remises au trésor et les dépenses payées par le trésorier. Les profits nets en argent constatent un excédent de \$7,977.27 sur les dépenses, y comprenant ce que le gouvernement devrait payer si la Gazette officielle était publiée par un autre imprimeur, c'est-à-dire \$11,301.27.			
On a, entre autres, distribué gratuitement 2,090 exemplaires de la Gazette officielle qui, en les estimant à \$2 l'exemplaire, donneraient \$4,000 qui devraient être ajoutées à cette recette, les exemplaires ont été en grande partie alloués aux conseils municipaux; conformément à un ordre donné par la Chambre à la dernière session.			
Impression des lois et vente des Statuts	\$		512.32
Honoraires sur bills privés	\$		3,370.65
Intérêt:			
Sur dépôts spéciaux	\$	27,172.71	
Sur billets recouvrables	\$	477.15	
Sur le prêt au pont Dorchester	\$	1,125.00	
	\$		28,774.86

PONT DORCHESTER

Acompte sur le fonds d'amortissement	\$	675.00
--------------------------------------	----	--------

GRAINS DE SEMENCE

Vente de débentures	\$	20,300.00
---------------------	----	-----------

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Shérif de Montréal; de la maison de correction	\$	2,836.98	
Corporation pour la garde de la prison	\$	2,400.00	
	\$		5,236.98

Remboursements:

Ecole normale Jacques-Cartier, de la part du secrétaire du département	\$ 845.00
Ecoles communes, de la part du secrétaire du département	\$ 3,382.26
Education supérieure de la part du secrétaire du département	\$ 421.57
Inspection des prisons de la part des représentants de feu le Docteur de la Bruère	\$ 78.80
Police spéciale, sous l'autorité de l'acte 33 Vic., cap. 24, de la part du commissaire	\$ 109.75
Société de colonisation, de la part du secrétaire-trésorier, no 1, Montmorency	\$ 129.00
Divers — Justice, de la part de l'auditeur, sur dépenses de voyage	\$ 32.20
Coroners, de la part du Dr Rankin, pour dépenses de funérailles	\$ 8.00
Assemblée législative, du greffier de la Chambre d'assemblée	\$ 2,993.33
Dépenses contingentes des départements, du comptable des dépenses contingentes	\$ 843.10
Dépenses générales du département des Terres de la couronne, de l'assistant-commissaire	\$ 1,889.12
Frais de port des statuts, de l'imprimeur de la reine	\$ 48.60
Total des remboursements	\$ 10,783.73
Total des recettes pour l'année	\$1,746,459.54
En main le 30 juin 1872	\$ 659,035.33
	\$2,405,494.87

Résumé des recettes

Gouvernement fédéral	\$ 800,000.00
Terres de la couronne	\$ 564,799.00
Honoraires de justice, fonds des jurés et de bâtisse, timbres et taxes pour les palais de justice	\$ 141,267.97
Licences	\$ 116,048.04
Divers revenus: Education, revenu casuel, maison de réforme, asiles, Gazette officielle, intérêt, prêt aux incendiés de Québec, etc	\$ 124,343.63
Recettes totales pour l'année finissant le 30 juin 1872	\$1,746,459.54

DEPENSES POUR L'ANNEE FINISSANT LE 30 JUIN 1872

Législation	\$ 155,971.89
Gouvernement civil:	
Salaires des fonctionnaires publics	\$ 102,560.70
Dépenses contingentes des fonctionnaires publics	\$ 29,894.50
	\$ 132,455.20
Administration de la justice:	
Fonds d'honoraires de justice	\$ 109,144.03
Fonds de bâtisses et des jurés	\$ 572.35
Dépenses générales	\$ 183,252.52
	\$ 292,968.89
Police:	
Salaires en général	\$ 8,006.22
Corps de police spécial sous l'autorité de l'acte 33 Vic, chap. 24	\$ 37,398.60
	\$ 45,404.82
Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, entretien	\$ 26,839.68
Inspection des prisons	\$ 3,376.67
Total: Justice, police, réforme et inspection des prisons	\$ 368,590.06

Education	\$ 284,423.33	
Institutions littéraires et scientifiques	\$ 3,600.00	
Arts et manufactures	\$ 3,000.00	
Total: éducation, etc.		\$ 291,023.33
Agriculture	\$ 59,645.90	
Immigration	\$ 19,894.28	
Colonisation:		
Sociétés	\$ 9,443.57	
Chemins	\$ 140,000.00	
Chemin de Sainte-Anne-des-Monts (Côte du Golfe)	\$ 3,940.00	
Chemins à lisses	\$ 99,180.00	
Total: agriculture, immigration et colonisation		\$ 252,573.57

Faisant pour l'agriculture, la colonisation et l'immigration: \$252,573.57.

Quant au paiement du subside de \$99,180 au chemin à lisses de Sorel et Drummondville, j'observerai que la loi permet au gouvernement d'émettre des obligations portant un intérêt de 6 p.c. avec un fonds d'amortissement de 2 p.c. pour racheter le capital à l'expiration de vingt-trois ans et de payer cette subvention capitalisée aux chemins à lisses en obligations ou en argent, selon qu'il le juge à propos. Or il me semble que ce serait une pauvre politique que d'émettre des obligations portant pour vingt-trois ans un intérêt de 8 p.c. avec le fonds d'amortissement, quand nos dépôts en banque rapportent tout au plus 5 p.c. Voilà pourquoi nous avons préféré payer de suite en argent, puisque la différence entre l'intérêt recevable sur nos dépôts et l'intérêt payable sur nos obligations, pendant le cours de leur émission, remboursent presque le montant de la subvention payée par la province. Si la somme que je viens de mentionner avait été payable en obligations, la différence entre le montant de l'intérêt payable jusqu'aujourd'hui et le montant de l'intérêt recevable aurait été de \$2,500. Quelques-uns auraient peut-être préféré que la balance en la possession du trésor le 30 juin dernier eût été plus considérable de \$100,000 avec une dette contractée pour le même montant et une perte, représentant l'intérêt dû à cette époque, de \$2,500; mais je suis convaincu que la conduite du gouvernement a été fort sage.

Il faut aussi remarquer que l'émission des obligations exige le placement semi-annuel du fonds d'amortissement de 2 p.c. avec les intérêts échus de temps à autre sur ce fonds, sans quoi il ne couvrirait pas le montant des obligations à leur échéance. En examinant de pareilles transactions faites par les gouvernements qui nous ont précédé, on verra que les fonds d'amortissement n'ont pas été ainsi placés et que, pour retirer les obligations à leur échéance, on a dû en émettre un égal montant.

La manière d'agir suivie dans les affaires privées et adoptée par les hommes s'entendant en affaires doit s'appliquer également bien au gouvernement et il est bon d'observer que, dans les circonstances, la valeur que nous avons dans le trésor existe réellement et sans que pour la former le gouvernement ait contacté des dettes dont l'intérêt annuel dût être payé à même le revenu des années futures.

Et même en supposant que la balance dans le trésor eût été moindre que le montant des obligations payées pour couvrir la subvention des chemins à lisses, on ne pourrait pas proprement dire qu'il existât un déficit. Comme je l'ai déjà dit, il est infiniment préférable de payer pour ne pas contracter de nouvelles dettes que de suspendre des paiements pour monter un excédent, sauf à émettre ensuite des obligations pour payer ces dettes:

Travaux et édifices publics:	
Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics	\$ 30,692.91
Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour compléter l'aqueduc	\$ 893.81
Inspection et examens	\$ 1,495.48
Pont de Batiscan	\$ 1,500.00
Prison de Québec, (achat de terrain)	\$ 210.00
Loyers de palais de justice et de prisons	\$ 1,016.73
Assurances du palais de justice et	\$ 2,818.33
Réparation du palais de justice et de prison	\$ 10,016.20
Prison de Montréal (plans de la prison des femmes)	\$ 200.00
d'appareil calorifère	\$ 7,206.25
	\$ 7,406.25
Palais de justice et prison, Bonaventure	\$ 9,260.98
Palais de justice et prison, Gaspé	\$ 10,260.40
Nouvelle prison, Québec	\$ 3,843.00
Nouvelle prison, Sherbrooke	\$ 10,000.00
Palais de justice et prison, nouveaux districts	\$ 7,997.37
Total: Travaux publics et Edifices	\$ 97,411.52

Institutions de charité:

Asile des aliénés de Beauport	\$ 102,500.00
Asile des aliénés de Saint-Jean	\$ 19,912.91
Hôpital de marine et des émigrants, Québec	\$ 4,00.00
Diverses institutions	\$ 37,970.00
Ecoles de réforme	\$ 3,750.31
Ecoles d'industrie	\$ 5,138.55
	\$ 176,271.97

J'assurerais, pour l'information des personnes intéressées dans les institutions de charité, que les rapports faits par ces institutions sont très souvent défectueux et contraires aux dispositions de la loi. La plupart sont faits pour l'année finissant le 30 décembre au lieu du 30 juin, fin de l'année fiscale, ainsi que l'exige la loi. A l'avenir, ces rapports devront être mieux faits, sans quoi le gouvernement se croira justifiable de cesser de continuer les subventions.

Divers revenus

Gazette officielle de Québec	\$ 7,912.24
Fonds des municipalités, S.R.B.C., chap. 110, sect. 7	\$ 2,408.00
Arbitrage d'après l'acte constitutionnel	\$ 4,108.00
Divers	\$ 7,774.56
Prêt de grains de semence	\$ 28,050.00

Sur la fin de l'hiver dernier, plusieurs députés ont représenté au gouvernement qu'en certains endroits de la Province, au nord et à l'est de Québec, la perte presque complète de la dernière moisson avait causé une disette, et, si le gouvernement ne venait pas à leur secours pour leur permettre de se procurer des grains de semence, les populations de ces endroits ne pourraient ensemer leurs terres et seraient forcées de les abandonner pour aller vivre ailleurs. Il nous fut aussi représenté que, dans les comtés de Charlevoix et de Chicoutimi, on ne demandait qu'un emprunt pour acheter des grains de semence et que, si le gouvernement voulait avancer les sommes demandées, les corporations municipales s'engageraient à rembourser ces avances et à payer un intérêt modéré.

Le gouvernement, en face de cette urgente nécessité, ne pouvait s'empêcher d'acquiescer à ces demandes et il fut en conséquence passé un ordre en conseil pour autoriser des prêts sur la garantie des municipalités qui passeraient des règlements pour autoriser l'émission des obligations qui seraient remises au gouvernement, qui pourrait les vendre pour rembourser ces avances. Le gouvernement a cru qu'il valait mieux secourir ceux qui voulaient se retirer par eux-mêmes d'embarras que de leur accorder des secours gratuits, surtout ceux qui pouvaient et voulaient rembourser les avances demandées. Certaines municipalités ont passé des règlements pour autoriser l'émission de leurs obligations sur la garantie desquelles le gouvernement fait des avances de fonds.

Cependant, ces règlements, eu égard au court délai compris entre la demande des fonds et le temps où devaient se faire les semailles, ne pouvaient être passés régulièrement et conformément aux dispositions du code municipal pour répondre aux besoins des contribuables. Pour légaliser l'émission de ces obligations, on soumettra à la Chambre une loi pour donner force légale à ces obligations et pour assurer au gouvernement le remboursement des sommes avancées.

Dans d'autres localités, souffrant aussi de la disette où l'on n'avait pu passer des règlements, le gouvernement a avancé \$7,750 pour subvenir à l'achat des grains de semence. Quelques-unes de ces localités n'avaient pas que des corporations municipales; d'autres en avaient, mais la majorité, qui n'avait pas besoin de secours, refusait de garantir le paiement des sommes avancées aux cultivateurs en besoin.

En conséquence le gouvernement a dû prendre sur lui d'accorder ces secours à ceux qui ne pouvaient en garantir le remboursement et auxquels les municipalités refusaient d'accorder cette garantie.

Je suis convaincu que la Chambre ratifiera ce que le gouvernement a fait pour ces localités. Il aurait été bien mal de refuser ces avances à des gens qui en avaient besoin temporairement. Je suis heureux de déclarer que les secours accordés par le gouvernement ont retenu dans la province beaucoup de colons honnêtes et industrieux et que la récolte, dans les endroits ensemenés, grâce aux secours donnés par le gouvernement, a été abondante et a produit les comestibles nécessaires à l'alimentation des colons et de leurs bestiaux et mettra ces colons en lieu de rembourser les avances que nous leur avons faites. Je crois que le gouvernement retirera toutes les avances qu'il a faites, sinon d'une manière directe au moins indirectement et qu'il a procuré à la province des avantages valant beaucoup plus que les sommes qu'il a prêtées.

Nous dépensons libéralement et avec beaucoup de raison pour attirer des immigrants étrangers dans la province: et l'argent dépensé pour fournir des secours temporaires aux colons qui sont déjà parmi nous pour les mettre en lieu de subvenir aux besoins de leurs familles et les empêcher d'émigrer aux Etats-Unis est donc bien employé et je suis certain que le prêt sera ratifié par la Chambre et par le pays.

Dépenses du département des Terres

Exploration et arpentage du chemin Gosford	\$	5,000.00
Service d'enregistrement pour le cadastre	\$	20,000.00
Arpentages	\$	24,000.00
Dépenses générales, agences, etc.	\$	48,983.50

97,983.50

Timbres, licences, etc., etc.	\$	4,123.21
-------------------------------	----	----------

J'observerai que le gouvernement, jusqu'à l'année dernière, faisait imprimer ses timbres à New York, comme le gouvernement de l'ancienne province du Canada, mais j'ai cru préférable, si c'était possible, de les faire imprimer en Canada, et j'ai fait en conséquence des arrangements avec la compagnie d'impression des billets de banque de l'Amérique britannique, à Montréal, pour la gravure des planches et l'impression de nos timbres, que cette compagnie imprime depuis une année. Les dépenses pour ces impressions sont chargées au compte des licences et des timbres.

Ces dépenses seront moindres que sous l'ancien système, si on les compte pour un certain nombre d'années, sans compter que par ce nouvel arrangement nous encourageons une industrie nationale.

Ce chiffre (4,123.21) porte le total des dépenses pour l'année
telles que payées par des mandats du trésor, à _____ \$ 1,706,197.09

A ce chiffre, il faut ajouter le montant payé sur leurs perceptions
par les officiers du revenu :

Par les shérifs, sur le fonds de bâtisse et des jurés _____ \$ 7,526.75

Par les perceptions du revenu à même les recettes des licences
pour les dépenses de collections et pour payer les licences
d'hôtel aux municipalités _____ \$ 15,492.54

\$ 1,729,216.38

Plus le montant crédité au fonds des municipalités par le
gouvernement fédéral (le montant est crédité à la province
par le gouvernement fédéral dans les comptes ouverts) _____ \$ 9,667.10

Ajoutez les mandats non payés au 30 juin 1871 _____ \$ 5,623.71

\$ 14,507.19

Moins les mandats émis et non payés au 30 juin 1872 _____ \$ 28,821.96

\$ 1,725,685.23

Ensuite, ajoutant les recettes totales de l'année à la balance
dans le trésor au 30 juin 1871 _____ \$ 2,405,494.87

En retranchant les dépenses totales pour la même année _____ \$ 1,725,685.23

Il reste dans le trésor _____ \$ 679,809.64

Placés comme suit :

Dépôt spécial à 5% à la Banque d'Union _____ \$ 200,000.00

Dépôt spécial à 5% à la Banque de Montréal _____ \$ 200,000.00

Dépôt spécial à 4% à la Banque de Montréal _____ \$ 100,000.00

Dépôts ordinaires en banque _____ \$ 179,809.64

\$ 679,809.64

Nos principales dépenses ont été comme l'indique l'état qui suit :

Législation _____ \$ 155,971.69

Gouvernement civil _____ \$ 132,455.20

Administration de la justice, police, etc. _____ \$ 368,590.06

Education _____ \$ 291,023.33

Agriculture, immigration et colonisation _____ \$ 332,113.75

Travaux et édifices publics _____ \$ 97,411.52

Institutions de charité, asiles, etc _____ \$ 176,271.97

Dépenses pour le département des Terres _____ \$ 97,983.50

Diverses autres dépenses, y compris les prêts pour grains de semence _____ \$ 54,376.07

A quoi il faut ajouter:

Les dépenses payées par les percepteurs du revenu sur leurs collections, tel qu'établi	\$ 23,019.29
Les mandats non payés au 30 juin 1871	\$ 15,623.71
Le montant crédité au fonds d'emprunt municipal par le gouvernement fédéral	\$ 9,667.10
Faisant	\$ 1,754,507.19
Retranchant de ce chiffre les mandats non payés au 30 juin dernier	\$ 28,821.96
Faisant une dépense totale de pour l'année finissant le 30 juin 1872.	\$ 1,725,685.23

Dépôts judiciaires, 35 Vict. Chap. 5

Montants des dépôts faits en vertu de cet acte du 14 mars au 30 juin 1872	\$ 359,707.57
Montant de chèques du trésor émis pour couvrir ces dépôts	\$ 62,526.49
	\$ 297,191.08
Intérêts alloués par les banques	\$ 1,380.70
En banque	\$ 298,571.78

En consultant les comptes publics, dans la partie relative à ces dépôts judiciaires, on trouvera les détails pour les recettes et les dépenses occasionnées par ces dépôts dans les districts judiciaires et les noms des banques auxquelles ils ont été confiés. Ils ne forment aucunement partie des fonds en la possession du gouvernement comme propriété de la province, vu qu'ils ne sont placés que pour en assurer la garde. La loi qui régit les dépôts fonctionne bien et j'ai lieu de croire qu'elle donne satisfaction générale.

Les dépenses encourues pour nous procurer les blancs de dépôts, de recettes de banques, de chèques et de livres ont été considérables. Comme il ne serait pas juste de mettre ces dépenses au compte des premiers mois pendant lesquels la loi a été en opération, je n'ai pas calculé le montant payable aux shérifs et aux protonotaires jusqu'à la fin de l'année, alors que ces dépenses seront déduites et réparties pour chaque district, conformément à la loi.

Je puis observer que les comptes comprennent non seulement les montants payés dans chaque district et remis, mais aussi les détails des transactions de chaque officier faisant les dépôts aux banques ainsi que les noms des demandeurs et des défendeurs dans chaque cause, etc., et le compte général des recettes et des paiements.

La mise en opération de ce système a imposé un surcroît de besogne aux officiers du trésor; mais ce système qui fonctionne bien aujourd'hui n'occasionne pas de dépense à la province et sera grandement avantageux pour le pays.

Je passe maintenant, Monsieur l'Orateur, à l'estimation des recettes et des dépenses pour l'année commençant au mois de juillet prochain.

Cette estimation a été faite avec tout le soin possible, basée sur les recettes et les dépenses des années précédentes. J'espère donc qu'elle est exacte et que la Chambre l'approuvera.

En préparant le budget, je me suis efforcé, comme par le passé, de le faire pour que les recettes réelles excèdent le chiffre auquel je les ai fixées. Quant aux dépenses, je les ai portées à un montant qui puisse couvrir toutes les demandes qui seront faites au trésor sans dépenser, si c'est possible, la somme qui sera votée, afin que s'il reste une balance sur les appropriations qui n'auront pas été dépensées, pendant l'année, elle soit retenue dans le trésor et votée de nouveau à la prochaine session, si les besoins de l'administration l'exigent.

Il me serait inutile, Monsieur l'Orateur, de parler des nombreuses demandes de secours qui sont faites au trésor pour différents objets. Tous les jours, on présente à la Chambre des pétitions demandant du secours pour tous les objets imaginables, qui sont indubitablement très importants, mais qui n'en sont pas moins incompatibles avec les ressources à la disposition du gouvernement.

Le premier item dans l'estimation du revenu est le *subsidé fédéral* \$800,000.00

Ce montant laisse entre les mains du gouvernement fédéral une balance de \$159,252.80, applicable au paiement de l'intérêt sur la part de dette afférente à la province de Québec, sur le surplus de la dette de l'ancienne province du Canada.

Département des Terres de la couronne

Recettes générales: Bois et forêts, domaine de la couronne, seigneurie de Lauzon, etc \$ 533,600.00

Cette estimation est faite par les officiers du département des Terres et je n'ai aucun doute qu'elle ne soit exacte.

Des timbres judiciaires et d'enregistrement, j'espère retirer	\$ 125,000.00
Des diverses licences du revenu de l'intérieur	\$ 125,000.00
Des écoles, y compris les Ecoles Normales	\$ 10,000.00
Du revenu casuel	\$ 1,500.00
De la réforme de Saint-Vincent-de-Paul,	\$ 9,400.00
De l'asile de Saint-Jean et	
De la maison de correction de Montréal,	
Du fonds d'emprunt municipal	\$ 25,000.00

J'ai porté l'estimation de cette recette à un chiffre plus bas que l'an dernier, vu que les paiements ne se font pas aussitôt qu'ils devraient se faire. Cependant, j'ai grande raison de croire que ce chiffre sera excédé.

Prêt aux incendiés de Québec	\$ 5,000.00
Gazette officielle et statuts	\$ 17,000.00
Honoraires sur les bills privés	\$ 1,600.00
Intérêt sur les dépôts et sur les billets recevables	\$ 30,000.00
Police spéciale	\$ 30,000.00
Portant le chiffre estimé des recettes à	\$1,712,700.00

sans compter la balance d'excédent entre les mains du gouvernement.

J'arrive maintenant à l'estimation des dépenses pour la prochaine année fiscale, correspondant avec les estimés soumis à la Chambre depuis quelques jours. Comme je l'ai déjà remarqué, le vote de ces sommes ne suppose pas qu'elles seront nécessairement dépensées; mais je préfère demander plus qu'il n'est nécessaire, afin de ne pas être obligé de demander des mandats spéciaux pour couvrir le déficit des appropriations.

Commençons par la

Législation

Conseil législatif — Indemnité, et frais de transport des conseillers,	
salaires et dépenses contingentes	\$ 37,751.00
Dépenses pour les mêmes fins à l'Assemblée législative	\$ 93,400.00
Dépenses pour les élections	\$ 2,000.00
Bibliothèque du Parlement	\$ 5,000.00
Salaire et dépenses ordinaires du greffier de la couronne en chancellerie	\$ 800.00
Impression, reliure et distribution des lois	\$ 5,500.00
Salaire et dépenses contingentes du greffier en loi	\$ 3,445.00
Faisant pour la législation une dépense totale de	\$ 147,896.00

Gouvernement civil

Salaires des officiers et dépenses contingentes des officiers publics \$ 138,120.00

Les détails de cette somme sont donnés dans l'état soumis à la Chambre, où l'on verra que le montant demandé cette année est un peu plus élevé que celui qui a été voté l'an dernier.

Trouvant que les dépenses pour les comestibles, le vêtement et le chauffage ont beaucoup augmenté, le gouvernement a cru devoir, en justice pour les officiers des divers départements, augmenter leurs salaires en certains cas, pour les mettre en lieu de subvenir aux besoins de leurs familles et j'ai augmenté en conséquence le chiffre des dépenses pour couvrir cette augmentation. Nous nous proposons de faire commencer cette augmentation au 1er janvier prochain.

Le gouvernement se propose aussi d'accorder une allocation aux employés pour les aider à payer leurs dettes et rencontrer les prix élevés des nécessités de la vie par le temps qui court. Cette augmentation de salaire sera retranchée sur les diverses autres appropriations.

J'ai préféré soumettre franchement cette question à la Chambre, plutôt que d'accorder cette augmentation au moyen de mandats spéciaux. Je suis persuadé que cette honorable Chambre ratifiera l'augmentation que je me propose de faire.

L'augmentation des frais de vie impose au gouvernement le devoir de rétribuer dignement l'ouvrage de ses employés et l'expérience de tous les membres de cette Chambre prouve d'une manière préemptoire, je crois, que par le temps qui court un revenu limité ne suffit pas à l'entretien d'une famille comme dans les années passées.

L'indemnité spéciale que nous proposons d'accorder n'excédera pas le montant du salaire d'un mois.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Pour la justice	\$298,437.00
Ce chiffre est basé sur la moyenne des dépenses des années précédentes.	
POLICE — Comprenant les appropriations statutaires et le paiement de la police provinciale	\$ 45,700.00
Entretien de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul	\$ 30,000.00
Inspection des prisons	\$ 3,400.00
Faisant un total de	\$377,537.00
pour l'administration de la justice, la police et l'inspection des prisons.	

EDUCATION

(Cette estimation comprend les appropriations statutaires)	
Ecoles communes	\$145,000.00
Education supérieure	\$ 71,000.00
Ecoles dans les municipalités pauvres	\$ 8,000.00
Ecoles normales	\$ 42,500.00
Salaires des inspecteurs d'écoles	\$ 20,500.00
Livres de prix	\$ 2,500.00
Journaux de l'Instruction publique	\$ 2,400.00
Instituteurs en retraite	\$ 5,300.00
High schools (Québec et Montréal)	\$ 2,470.00
Compensation aux institutions catholiques pour les octrois des High schools	\$ 4,940.00
	\$304,610.00
Institutions littéraires et scientifiques de Québec et de Montréal	\$ 4,000.00
Chambre des arts et manufactures	\$ 3,000.00
Faisant un total de	\$311,610.00
pour l'éducation, les institutions littéraires et la Chambre des arts et manufactures.	

Je dois observer que l'allocation de la Chambre des arts et manufactures de l'année courante n'a pas encore été payée, à cause de certaines raisons qu'il me serait superflu d'exposer maintenant, mais qui, je l'espère, disparaîtront bientôt.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION

Sociétés d'agriculture (ce montant couvre les appropriations statutaires)	\$ 50,000.00
Conseil d'agriculture	\$ 4,000.00
Ecoles d'agriculture — deux françaises et une anglaise	\$ 2,400.00
	\$ 56,400.00

Pour certaines raisons, l'érection projetée d'une école d'agriculture à Compton n'a pas progressé comme on l'espérait et l'allocation de l'année dernière n'a pas été payée. Cette allocation est demandée de nouveau et j'espère que les efforts dernièrement faits pour mener le projet à bonne fin réussiront, et que cette allocation aidera ceux qui se sont chargés de cette entreprise à ouvrir l'institution qu'ils veulent organiser.

Immigration	\$ 20,000.00
-------------	--------------

A raison de cette allocation, nous avons reçu de l'aide du gouvernement fédéral pour seconder les efforts que nous faisons pour attirer dans le pays un courant d'immigration européenne.

Sociétés de colonisation	\$ 12,500.00
Chemins de colonisation 1re classe	\$ 90,000.00
Chemins de colonisation 2e " "	\$ 18,000.00
Chemins de colonisation 3e " "	\$ 7,000.00
Chemins à lisses de colonisation	\$ 15,000.00
Faisant un total de pour l'agriculture, l'immigration et la colonisation	\$132,500.00

La Chambre se rappellera les résultats que j'ai signalés en parlant de la capitalisation des subsides accordés aux chemins à lisses de colonisation, quand j'ai parlé du chemin de Sorel et Drummondville. Le montant des subventions payées aux compagnies qui construisent ces chemins ne devrait pas, à proprement dire, être chargé au revenu annuel. Le chiffre porté dans le budget (\$15,000) est destiné à couvrir les intérêts, si le gouvernement émet des obligations.

Cependant, je me propose de pourvoir dans un budget supplémentaire au paiement de ces subventions capitalisées, qui, à proprement parler, ne devraient pas être prises sur la balance en caisse du trésor, mais nous les payons parce qu'il est plus avantageux pour la province de payer ce capital, en autant qu'on peut le faire sans trop réduire la balance en caisse, que d'émettre des obligations portant un intérêt plus élevé que celui que nous retirons de nos placements en banque. Il faut aussi remarquer qu'en réduisant ainsi notre balance en caisse pour payer des obligations déjà créditées, on ne peut pas dire qu'il y a un déficit, même en supposant que la balance dans le trésor soit moindre à la fin qu'au commencement de l'année.

TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS

Loyers, assurances et réparations des édifices publics en général	\$ 34,343.00
Inspections et examens	\$ 4,000.00
Départements publics: — Construction, érection ou acquisition du bureau d'enregistrement à Montréal (allocation votée de nouveau)	\$ 50,000.00
Si la ville de Montréal fournit un égal montant.	\$ 8,000.00
Poudrières (allocation votée de nouveau)	\$ 5,000.00

Les appropriations qui suivent sont imputables aux fonds de bâtisse et des jurés de chaque district, en autant qu'elles seront dépensées:

Loyers, assurances et réparations des palais de justice et des prisons	\$ 23,570.00
Prison pour les femmes à Montréal, si la ville fournit le quart des frais de construction (allocation votée de nouveau)	\$ 40,000.00
Pour élever les murs de la prison de Montréal et construire une maison au gardien (allocation votée de nouveau)	\$ 5,000.00
Bibliothèque pour la prison de Sherbrooke (allocation votée de nouveau)	\$ 800.00
Construction d'une aile à la prison des Trois-Rivières	\$ 3,000.00
Prisons et palais de justice dans les nouveaux districts (allocation votée de nouveau)	\$ 5,000.00
Faisant un total de pour les travaux et édifices publics	\$178,713.00

Viennent ensuite:

LES INSTITUTIONS DE CHARITE

Asile des aliénés de Beauport	\$110,700.00
Asile des aliénés de Saint-Jean	\$ 20,000.00
Maison de santé de Belmont, pour les ivrognes	\$ 400.00
Hôpital de la marine et des immigrants, à Québec	\$ 4,000.00
Diverses institutions	\$ 40,710.00
Ecoles de réforme	\$ 5,940.00
Ecoles industrielles	\$ 6,000.00
Faisant un total de pour les institutions de charité	\$187,750.00

On peut dire que les chiffres élevés de ces allocations aux institutions de bienfaisance est un legs qui nous a été transmis par le gouvernement de l'ancienne province du Canada et je ne vois guère comment un grand nombre de ces institutions si importantes pourraient se maintenir sans le secours de la province. Mais, d'un autre côté, il est fort désirable que les secours donnés ne le soient que pour aider des institutions de bienfaisance privée, pour seconder des sacrifices personnels, et non comme le principal point d'appui.

DIVERS SERVICES

Gazette officielle	\$ 9,100.00
Arbitrage, sous l'acte constitutionnel	\$ 5,000.00
Divers	\$ 20,000.00
En tout	\$ 34,100.00

COLLECTION, ADMINISTRATION ET AUTRES
CHARGES DU REVENU

Fonds d'emprunt municipal en vertu des statuts refondus du B.C., cap. 110, pour rencontrer les demandes pendant l'année	\$ 5,000.00
--	-------------

Voilà encore un de ces précieux legs que nous a transmis le gouvernement du Canada Uni.

En vertu des statuts que je viens de citer, \$1,200 sont alloués pour subvenir à la construction des palais de justice dans les comtés. Cette subvention doit être prise sur les revenus d'une partie des réserves du clergé affectées à cette fin.

Pour montrer ce qui restera de ce fonds quand les appropriations seront payées, j'ai indiqué d'une manière spéciale le revenu provenant de ces terres dans les comptes publics.

TERRES DE LA COURONNE

Service d'enregistrement (pour les cadastres)	\$ 25,000.00
---	--------------

Prenant en considération l'importance de ce travail et les avantages que le pays en retirera, j'ai augmenté de \$5,000 cette allocation. Je regrette seulement de n'avoir pu l'augmenter davantage pour l'année prochaine; mais j'espère pouvoir faire cette augmentation dans une autre occasion.

Arpentages	\$ 22,000.00
Dépenses générales pour le département des Terres	\$ 49,276.00
	\$ 96,276.00
Timbres et licences	\$ 4,000.00
Portant le chiffre des dépenses pour l'année fiscale commençant au 1er juillet courant à	\$1,699,902.00
Et pour payer des mandats spéciaux destinés à couvrir les dépenses encourues jusqu'à la fin de l'année dernière	\$111,131.19

Jusqu'ici, Monsieur l'Orateur, j'ai exclusivement borné mes observations aux affaires financières de la province, aux recettes et aux dépenses actuelles et estimées, c'est-à-dire aux recettes pour l'année expirée et aux dépenses pour l'année prochaine. On me permettra d'ajouter quelques remarques sur la position que je crois être la véritable position financière du pays.

Il est bien vrai que les comptes publics ne mentionnent que la manière dont l'argent est reçu et payé par le trésor. Voilà pourquoi on rencontre souvent des gens qui se prévalent de cet état de choses pour déprécier notre position financière, et jugent seulement par les comptes publics. Ils ne veulent pas se donner le trouble de faire un examen sérieux de l'état de nos finances, ou sont incapables de le faire avec connaissance de cause et par là font un tort considérable au pays. Il faut dire, à la vérité, que nul homme, même le plus désireux et le plus capable d'étudier notre position financière, d'examiner l'actif et le passif de la province, ne peut arriver d'une manière sûre à un résultat positif et certain, vu que cet actif et ce passif ne sont pas encore établis et ne pourront l'être tant que l'arbitrage entre les provinces de Québec et d'Ontario ne sera pas définitivement réglé; mais, d'un autre côté, on peut arriver à un résultat approximatif qui établisse suffisamment notre position financière pour dire si elle est réellement bonne ou mauvaise; si nous sommes en mesure de continuer les affaires du pays, de rencontrer les dépenses nécessitées par la législation, le gouvernement civil, l'instruction publique, l'administration de la Justice, de secourir les institutions de bienveillance et de charité, d'avancer la colonisation, de contribuer aux améliorations publiques avec notre revenu annuel.

S'il n'est pas démontré que notre position financière n'est pas pour le moins sûre et que nous ne sommes pas capables de rencontrer les dépenses que je viens d'énumérer; ou bien s'il est démontré que nous sommes dans une position telle que pour continuer les affaires publiques, comme je l'ai indiqué, la Législature doit recourir à d'autres moyens que ceux qui nous procurent notre revenu jusqu'aujourd'hui pour trouver des ressources suffisantes pour couvrir les frais d'administration. La position que j'occupe m'impose le devoir, dans l'une ou l'autre alternative, de déclarer franchement à la Chambre ce que je pense de notre situation financière; alors, que ma conduite soit approuvée ou blâmée, j'aurai rempli mon devoir et la Chambre portera toute la responsabilité

qui lui incombe naturellement, puisque c'est elle qui approuve et qui vote les appropriations et qui peut seule proposer et passer des lois pourvoyant au prélèvement d'un revenu additionnel, si les circonstances l'exigent.

J'ai résolu en prenant l'administration du trésor, et je suis encore dans les mêmes sentiments, de faire en sorte que nos dépenses annuelles fussent toujours égales au revenu, sinon moindres. J'ai réussi jusqu'aujourd'hui. Quand je ne pourrai plus maintenir cet état de choses, je le déclarerai honnêtement et franchement à cette Chambre et je me soumettrai à la détermination qu'elle prendra. Je sais qu'en s'efforçant de maintenir les dépenses dans le chiffre du revenu le gouvernement a dû ne pas acquiescer à des demandes de subvention pour beaucoup de projets importants ou d'accorder des allocations moindres que celles qui étaient demandées. Je n'ignore pas que ma popularité individuelle a souffert de ces refus, parce qu'on me supposait opposé ou indifférent à certaines entreprises publiques qui sont censées avoir besoin du secours de la caisse de la Province. Quoi qu'il en soit, j'ai été forcé de refuser ces subventions, pas parce que les projets qu'on nous exposait ne méritaient pas les faveurs du gouvernement, mais parce que mon premier soin est de veiller sur le trésor de la Province et de maintenir nos finances en sûre condition.

Maintenant, Monsieur l'Orateur, je désire attirer votre attention et celles des honorables députés sur un fait d'une grande importance et qu'on n'a peut-être pas remarqué en examinant les dépenses des années passées. Nous avons payé des sommes considérables pour des travaux publics d'un caractère permanent qui n'auraient pas dû être mises au compte du revenu, ni payé à même le revenu, mais qui, pourtant, ont été chargées au revenu et payées sur le revenu. Le coût de ces travaux, je crois, ne devrait pas être chargé au revenu annuel, parce qu'une fois complétés, ces travaux n'entraînent aucune dépense annuelle. En examinant les comptes, on trouve que pendant les cinq dernières années il a été dépensé des sommes considérables pour construire des palais de justice, des prisons et des murs de prison; que des allocations spéciales ont été faites pour des objets spéciaux; que nous avons contribué à la construction des chemins à lisses en payant des subsides capitalisés dont nous n'avions à payer que l'intérêt annuel; que nos dépenses pour des ouvrages d'un caractère permanent à la maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, et d'autres travaux d'un caractère permanent, dépenses encourues et payées pour toujours, ont été considérables. Or, en faisant ce bilan de nos recettes et de nos déboursés de chaque année, il ne serait pas juste de prendre ces sommes sur les recettes et de les remettre à la charge du revenu de chaque année.

A proprement parler, ces dépenses font partie du fonds du revenu consolidé et devraient lui être imputées, ainsi qu'elles le seront quand nous serons en état d'ouvrir un compte à ce fonds de revenu. En parcourant les comptes publics, j'ai constaté que les sommes ainsi payées depuis le premier juillet 1867 jusqu'au 30 juin dernier se montent à \$496,233, c'est-à-dire, pour chaque année, nous avons payé environ \$100,000 à même le revenu annuel auquel nous les avons chargées; c'est beaucoup plus que nous aurions dû imputer à ce revenu.

Pour estimer et juger nos recettes et nos dépenses de chaque année, il est tout à fait exact de ne pas faire figurer comme un déficit dans le revenu les dépenses (même en les supposant encourues, ce qui, je suis heureux de constater, n'a pas eu lieu,) occasionnées par la confection des travaux permanents n'entraînant pas de déboursés annuels.

Mais, Monsieur l'Orateur, le grand épouvantail de quelques-uns, ce qui doit ruiner la position financière de la province, ce qui doit absorber en un instant tout l'excédent qui se trouve dans le trésor, et plus encore si cet excédent était plus considérable, ce qui laisserait la province dans une position désespérée, sans autre ressource que la taxe directe pour subvenir aux dépenses publiques, c'est le fort montant d'arrérages d'intérêt que nous avons à payer au gouvernement fédéral sur la part de la dette dévolue à la province de Québec par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867.

Eh bien! Monsieur l'Orateur, je n'indiquerai pas d'une manière précise la part que nous aurons à payer sur le surplus de la dette de l'ancienne province du Canada Uni. Tout ce que je puis dire, c'est que nous n'aurons pas à craindre de payer l'intérêt sur le montant de cette dette qui nous est assignée par la prétendue décision rendue par MM. Gray et Macpherson; et je dirai que nous pouvons constater d'une manière assez exacte le montant des intérêts que nous avons déjà payés sur la part de dette qui nous sera définitivement assignée par le règlement définitif de l'arbitrage. J'ai supputé les sommes retenues par le gouvernement fédéral: sur notre subside annuel depuis 1867 jusqu'au 30 juin dernier, les sommes collectées pour nous par le gouvernement fédéral et créditées dans notre compte d'intérêts, les intérêts dus sur des fonds spéciaux qui nous appartiennent et qui sont entre les mains du gouvernement fédéral à l'égard desquels il n'y a nulle conteste, nulle réclamation, pas même de la part de la province d'Ontario, certains dépôts mis à notre crédit par le gouvernement fédéral et les charges mises au compte de ces dépôts pour couvrir des intérêts payés par l'ordre du ministre des Finances: or quels ont été les résultats de ces calculs? J'ai constaté qu'en prenant le montant retenu sur notre subside annuel, l'intérêt des fonds spéciaux, c'est-à-dire le fonds de l'éducation supérieure, le fond de revenu de l'éducation supérieure, notre part du fonds des écoles communes, les sommes collectées pour nous par le gouvernement fédéral, en déduisant ce qu'il a payé à notre acquit, j'ai constaté, dis-je, qu'en

additionnant tous ces montants le gouvernement fédéral a en sa possession pour couvrir le capital ou l'intérêt de notre part dans l'excédent de dette de l'ancienne province du Canada une somme de \$945,256.49, comme on peut s'en convaincre en consultant les comptes publics du Canada et de la province de Québec, sur lesquels je me suis basé pour faire ce calcul.

En outre de cette somme, il y a aussi un montant de \$87,400 de capital, sans compter les intérêts dus sur ce capital. Cette somme est représentée par une partie des fonds spéciaux que je viens d'indiquer et qui a été placée à notre compte par le gouvernement du Canada Uni et qui sera mise à notre crédit quand elle sera retirée. C'est le gouvernement fédéral qui en est responsable.

Les honorables députés voudront bien observer qu'en faisant ce calcul je n'ai entré à l'actif de la province que les sommes dont la propriété ne nous est pas contestée et qu'il reste encore à notre actif d'autres sommes qui nous reviendront indubitablement et qui réduiront d'autant les réclamations du gouvernement fédéral pour le paiement des intérêts sur notre part de dette.

Avons-nous donc raison de nous laisser alarmer sur notre avenir par le montant des sommes que nous devons payer au gouvernement fédéral? Avons-nous dépensé d'une manière incompatible avec nos ressources et serons-nous obligés, dans un prochain avenir, de recourir à la taxe directe pour subvenir aux besoins de la province? Il faut bien constamment se rappeler, il est vrai, que nos ressources sont limitées, plus qu'elles ne le seront si la question de l'arbitrage est réglée d'une manière équitable. Il est nécessaire, pour le présent du moins, que nous limitions chaque année nos dépenses à nos ressources et que nos dépenses annuelles n'excèdent pas nos revenus. Mais en supposant que l'arbitrage soit réglé d'une manière équitable, on se convaincra que j'ai eu raison de déclarer déjà que nous pouvons payer en une seule année, n'importe laquelle, les arrérages d'intérêt que nous devons au gouvernement fédéral, si toutefois il existe des arrérages, sans embarrasser aucunement l'administration des affaires publiques et sans en venir à la taxe directe.

Prenant donc en considération, Monsieur l'Orateur, l'immense quantité de travaux publics permanents que nous avons faits à même le revenu pendant les cinq dernières années, le montant en la possession du gouvernement fédéral pour payer l'intérêt sur notre part de dette, montant aussi pris sur le revenu annuel, nous n'avons nullement raison de manifester des craintes sur notre avenir financier; mais au contraire, nous avons bien lieu d'envisager courageusement l'avenir.

Il est un autre point, Monsieur l'Orateur, qu'il faut bien considérer. Avons-nous sujet d'appréhender pour l'avenir quelque diminution sérieuse dans notre revenu annuel? Je ne le crois pas. Le subside fédéral est fixe et permanent, sauf l'intérêt que nous pourrions avoir à payer au gouvernement fédéral. Les fonds des honoraires de justice augmentent régulièrement; le revenu des licences s'accroît aussi graduellement. On peut raisonnablement espérer qu'il augmentera sans qu'on soit obligé d'imposer au peuple de nouveaux impôts. Les recettes des terres de la couronne, je crois, si elles sont administrées soigneusement, ne diminueront certainement pas, c'est le moins qu'on puisse dire, si elles n'augmentent pas. On craint, je le sais, que ces terres ne continuent pas pendant longtemps à donner le revenu qu'elles ont produit depuis quelques années.

Examinons un peu cette question.

Je suppose admis que les spéculateurs achètent des limites pour couper du bois sur les terres de la couronne. Grâce à la prime qu'ils paient pour couper ce bois ou obtenir des limites, grâce à la rente foncière annuelle de deux dollars par mille qui leur est imposée et qui se paie toujours, que les limites soient ou ne soient pas exploitées, ils sont contraints dans une certaine mesure d'en tirer partie, vu que bien peu sont en état de laisser improductif un capital aussi considérable; les coupes de bois sont donc nécessairement exploitées ou vendues à ceux qui veulent les exploiter. Si elles sont exploitées, les droits perçus par la couronne sur chaque arbre coupé, ou le "droit de souche", comme on les appelle vulgairement, s'accroîtront d'année en année et le gouvernement a le privilège, dans cinq ans, d'augmenter ces droits sur le bois coupé après ce temps. D'un autre côté, le reboisement des forêts remplacera ce qui est coupé chaque année ce qui est plus important qu'on ne le croit généralement.

Pendant l'année fiscale expirée le 30 juin 1868, les droits perçus sur la coupe du bois se sont montés à \$165,381 et pour l'année finissant le 30 juin dernier à \$292,989. Les rentes foncières annuelles pour l'année 1868 ont atteint le chiffre de \$22,401 et pour l'année expirée au 30 juin dernier elles ont été de \$86,782. Puis, en outre de ces revenus qui s'accroissent régulièrement, il y a un droit de huit dollars par mille payable sur chaque mutation de la propriété d'une limite, après qu'elle est achetée du gouvernement. Ce droit de mutation devra aussi produire d'année en année des revenus considérables. Enfin, à mesure que le pays se colonisera et qu'il s'ouvrira des voies de communication, les revenus provenant de la vente des terres augmenteront. Pour toutes ces raisons, je suis convaincu que pendant longtemps encore le revenu des terres se maintiendra au chiffre qu'il forme actuellement.

Je dois faire une autre observation à ce sujet. Les limites à bois ne sont pas vendues c'est-à-dire que le gouvernement ne se départit pas de la propriété du sol, mais accordé seulement le privilège de couper du bois pendant vingt ans, à compter de 1868. A l'expiration de ce temps, le gouvernement rentrera en possession de ses coupes de bois et pourra les revendre, ou plutôt les louer de nouveau. A ce propos, je puis citer le fait qu'une limite de quarante milles qui avait été abandonnée tout dernièrement a été revendue \$4,000, après avoir été exploitée par une des maisons qui fait le plus grand commerce de bois dans le pays.

En Norvège, on exploite depuis des siècles les forêts, qui ne sont pas encore épuisées.

Ce que je viens de dire montre que, comme je l'ai déclaré déjà, avec du soin, de l'intelligence et de l'économie, nos affaires peuvent être conduites d'une manière efficace. Cependant, il serait peut-être désirable que notre revenu fût plus considérable, afin que la Législature eût à sa disposition des sommes plus fortes pour contribuer au développement des diverses industries qui occupent notre population, telles que l'agriculture, la colonisation, l'immigration, et pour contribuer aussi à répandre davantage l'instruction, dans toutes ses branches, dans la province. Mais on peut dire avec satisfaction que pour toutes ces choses, qui importent à la prospérité du pays, la Législature s'est montrée aussi libérale que nos ressources le lui permettaient.

Je suis certain qu'à mesure que nos revenus s'augmenteront annuellement la politique sage et prudente suivie jusqu'aujourd'hui sera continuée par ceux qui nous remplaceront. Les dépenses pour les entreprises auxquelles j'ai fait allusion devront rapporter et rapporteront à la province une ample compensation pour ses déboursés. Nos chemins de colonisation induiront des colons à s'établir sur les terres publiques; nos chemins à lisses encourageront l'esprit d'entreprise, stimuleront le développement de l'industrie sous toutes ses formes et procureront à nos agriculteurs des moyens de transport aussi rapides que peu dispendieux pour écouler leurs produits sur les marchés les plus avantageux. La diffusion de l'instruction parmi nos populations les aidera à remplir leurs devoirs dans les différents genres d'industrie auxquels elles s'adonnent. L'adoption de lois sages, judicieuses et fructueuses en bien et leur consciencieuse administration par les officiers de la justice, avec la diffusion par le clergé de ces sentiments et de ces principes sans lesquels un pays ne saurait prospérer, auront pour résultat de rendre et de conserver nos populations vertueuses, contentes et heureuses.

Chacun de nous, Monsieur l'Orateur, peut contribuer tant soit peu à la prospérité de notre province et de la Confédération, non seulement à sa prospérité matérielle, mais à la prospérité basée sur la diffusion de ces principes relevés et de la plus haute importance qui sont chers à tous les hommes bien pensants, je veux dire ces principes de respect pour l'autorité de la loi, pour les droits et les privilèges de toutes les classes de la société, de loyauté envers notre reine et notre pays, de fidélité et d'adoration envers notre Créateur.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je remercie l'honorable trésorier pour son discours. Tous comprennent la tâche difficile qu'il avait à remplir. Je ne puis suivre l'honorable député dans tous les détails qu'il a donnés, mais une chose doit avoir frappé tous les membres de cette Chambre. Je désire savoir sur quoi l'honorable trésorier se base pour prétendre que la question de l'arbitrage peut être réglée sans un appel au Conseil privé. Cette partie du discours est d'une importance vitale, il faut avoir des explications à ce sujet. Je remarque aussi l'observation du trésorier au sujet de l'augmentation des salaires des officiers du service civil.

Bien que je ne connaisse pas l'échelle qu'on devrait suivre dans cette augmentation, je suis prêt à supporter le gouvernement pour toute mesure qui aurait pour effet d'améliorer le sort des employés auxquels les longs services et l'assiduité à leur devoir et d'autres considérations donnent droit à une augmentation.

Un de mes honorables amis (M. Fournier) vient de me suggérer qu'il est surtout opportun d'augmenter les salaires de ceux qui reçoivent maintenant de petits traitements.

Il y a des employés modestes qui dévouent toute leur vie au service public, sans jamais arriver à être connus du public ou être autrement récompensés. J'espère que le gouvernement accordera justice à tous et de notre côté de la Chambre, nous nous engageons à supporter toute mesure qui sera présentée dans ce sens.

J'ai aussi remarqué les paroles de l'honorable

trésorier au sujet de la concession des terres publiques. Mais avant la production de documents que nous avons demandés, il serait impossible de discuter cette question.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Les raisons qui me portent à croire que la question d'arbitrage sera réglée sans appel en Angleterre sont des conversations que j'ai eues avec des hommes publics qui croyaient qu'il serait moins avantageux de porter cette question devant le Conseil privé. Ces hommes publics appartiennent aux provinces d'Ontario, de Québec et de Nouveau-Brunswick. Ils se sont accordés à exprimer l'espoir que cette question fût réglée sans appel. Mais je n'ai pas d'informations officielles à ce sujet.

La Chambre se forme en comité.

En comité:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille sept cent cinquante et une piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du Conseil législatif; indemnité des conseillers et leur allocation pour frais de route, la somme de \$15,065.00; salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., la somme de \$22,686.00, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-

treize mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer le coût des dépenses de l'Assemblée législative; indemnité des députés et leur allowance pour frais de route, la somme de \$41,000; salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., la somme de \$52,400.00, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, savoir: salaires du bureau, la somme de \$2,600; dépenses contingentes, comprenant un commis surnuméraire et un messenger, la somme de \$845, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu lundi prochain.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que lundi prochain la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La Chambre s'ajourne à onze heures et demie.

Séance du 2 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

The Montreal Thistle Curling Club

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires du "Montreal Thistle Curling Club", pour l'année 1872. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bachand, la pétition des Filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Par M. Bellingham, la pétition de G. J. McKenzie et autres, du township d'Arundel, comté d'Argenteuil, et la pétition de Thomas D. Shipman et autres.

Par M. Dorion, deux pétitions du très révérend H. Millier et autres, de la ville de Sorel; et la pétition de la corporation de la ville de Sorel.

Par M. Pozer, la pétition du révérend T.-L.-H. Grenier et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, comté de Beauce.

Par M. Dugas, la pétition du révérend M. Charon et autres, de la paroisse du Saint-Esprit; la pétition du révérend F. Birtz et autres, de la paroisse de Sainte-Julienne; la pétition du révérend V. Clément et autres, de la paroisse de Saint-Alexis; la pétition du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte; la pétition du révérend D. Maréchal et autres, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan; et la pétition du révérend P.-A. Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Patrice-de-Rawdon, toutes du comté de Montcalm.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de John Yule et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Arthur Lavigne et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Association musicale de Québec".

De J. H. Pangman et autres, du comté de L'Assomption; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides".

De P.-E. Brossard et autres, de la paroisse de Laprairie; demandant un acte d'incorporation d'une compagnie pour l'empierrement d'un certain chemin dans la dite paroisse.

De la maison de refuge et d'Ecole d'industrie, Montréal; de la Société du fonds pour les veuves et les orphelins des ministres congrégationaliste, Montréal; du conseil de ville de la ville de Terrebonne; de la Compagnie de chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et

Arthabaska et du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Des syndics des Anciens Cimetières protestants et de la Compagnie *ici* cimetière Mont-Royal, Montréal; demandant la passation d'un acte accordant à la Compagnie du cimetière de Montréal, pour l'avenir, l'administration des biens du cimetière protestant dans ladite cité.

Du révérend J. Graton et autres de la paroisse de Terrebonne; demandant à être incorporés comme citoyens de la ville de Terrebonne.

De Edouard Junot et autres, de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge; demandant que la partie de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, qui faisait ci-devant partie de la paroisse de Saint-Augustin soit détachée du comté de Portneuf et annexée au comté de Québec.

De P. Patoine et autres, de la cité de Québec; demandant des amendements à l'acte des licences de Québec.

De Jacques Fournier, de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville; demandant la passation d'un acte l'autorisant à prélever des droits de péage sur un pont sur la rivière Yamaska.

Du révérend P.-L. Paré et autres, de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, demandant la remise des frais du bill demandé par Jacques Fournier.

De Antoine Mayrand, de la paroisse de Nicolet; demandant la permission exclusive de construire sur la rivière Nicolet des bômes, depuis le bout nord de l'Isle-de-la-Fourche, en descendant, jusqu'à la terre de l'honorable J.-B. Georges Proulx.

De la municipalité du township de l'Isle-Allumette, comté de Pontiac; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Ottawa.

Du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Etchemin, et pour un chemin.

Du révérend Th. Brassard et autres, du comté de Vaudreuil; demandant que le gouvernement fasse l'acquisition de la propriété Harwood, pour y installer la prison de réforme.

De John Reynolds et autres, du township de Frampton, demandant la remise des argents qu'ils doivent au gouvernement sur les lots de terre qu'ils possèdent dans le 8^{me} rang de Frampton.

De Louis-P. Turcotte; demandant à la Chambre d'acheter un certain nombre d'exemplaires de son "Histoire du Canada sous l'Union".

De P.-N. Poitevin et autres, de Québec, employés dans les bureaux du protonotaire de la cour Supérieure et du greffier de la cour de Circuit; demandant une augmentation de salaire.

Du révérend Jos. Perrault et autres, de la

paroisse de Sainte-Rose, de Marcel Laurin et autres, de la paroisse de Sainte-Dorothée, du révérend N. Lavallée et autres, de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, du révérend J. Watier et autres, de la paroisse de Saint-François-de-Sales, toutes du comté de Laval; du révérend L.-M. Lavallée et autres, de la paroisse de Saint-Vincent de Montréal, du révérend J. Maréchal et autres, de la paroisse de la Nativité, d'Hochelaga, du révérend F. Rochette et autres, de la paroisse du Sault-au-Récollet, toutes du comté d'Hochelaga; du révérend T. Chagnon et autres, de la paroisse de Saint-Clet, du révérend Maurice Roux et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges, du révérend C. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Ignace, du révérend J.-O. Rémillard et autres, de la paroisse de Saint-Polycarpe, toutes du comté de Soulanges, du révérend A. Séguin et autres, de la paroisse de Saint-André, comté d'Argenteuil, du révérend T. Thibodeau et autres, de la paroisse du Patronage-de-Saint-Joseph, du révérend L.-J. Guyon et autres, de la paroisse de Saint-Eustache, du révérend J. Dequoy et autres, de la paroisse de Saint-Hermas, du révérend Eug. Desmarais et autres, de la paroisse de Saint-Placide, du révérend J.-S. Théberge et autres, de la paroisse de Saint-Augustin, du révérend L.-M. Taillon et autres, de la paroisse de Sainte-Monique, du révérend J. Falvey et autres, de la paroisse de Saint-Colomban, toute du comté des Deux-Montagnes, du révérend H. Beaudry et autres, de la paroisse de Saint-Rémi, du révérend J.-B. Champeau et autres, de la paroisse de Saint-Michel- Archange, du révérend J. Primeau et autres, de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, du révérend C.-F. Morrisson et autres, de la paroisse de Saint-Cyprien, toutes du comté de Napierville, du révérend J. Gaudin et autres, de la paroisse de Sainte-Philomène, du révérend L.-L. Pominville et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, du révérend L.-C. Lussier et autres, de la paroisse de Châteauguay, du révérend G. Blyth et autres, de la paroisse de Sainte-Martine, du révérend C.-E. Lemire Marsolais et autres, de la paroisse de Saint-Urbain 1^{er}, du révérend A. Jodoin et autres de la paroisse de Saint-Malachie-l'Ormstown, toutes du comté de Châteauguay, du révérend J.-O. Chicoine et autres, de la paroisse de Saint-Thomas, du révérend T.-L. Brassard et autres, de la paroisse de Saint-Paul, du révérend J.-D. Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, du révérend D.-A. Gravel et autres, de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, du révérend P.-D. Lajoie et autres, de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-de-Joliette, du collège de Joliette, dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, du révérend C. Martin et autres, de la paroisse de Saint-Alphonse-Rodriguez, du révérend A. Dupuis et autres, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, du révérend L.-J. Martel et autres, de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, toutes du comté de Joliette, du révérend J.-F. Gagnon et

autres, de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier, du révérend J.-B.-H. Marcotte et autres, de la paroisse de Lavaltrie, du révérend C. Loranger et autres, de la paroisse de Lanoraie, du révérend U. Archambault et autres, de la paroisse de Saint-Barthélemy, de Dieudonné Denys et autres, de la paroisse de Saint-Norbert, du révérend Jos. Plessis Bélair et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, du révérend A. Brien et autres, de la paroisse de Saint-Cuthbert, toutes du comté de Berthier, du révérend J.-M. Mathieu et autres, de la paroisse de Sainte-Justine, du révérend Th. Brassard et autres, de la paroisse de Vaudreuil, du révérend C. Boissonnault et autres, de la paroisse de Sainte-Marthe, du révérend P. Bélanger et autres, de la paroisse de Rigaud, et du collège Bourget, dans la paroisse de Rigaud, toutes du comté de Vaudreuil; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal, pour l'établissement d'une Université à Montréal, soient accordées.

Du révérend W. Richardson et autres, de James Foster et autres, toutes du township de Frampton, de Patrick Cassidy et autres, de John Hurley et autres, toutes du township de Cranbourne, de W. Henderson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie et autres lieux, du révérend Henri DeBrie et autres, du township Langevin, du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, tous du comté de Dorchester, de Z. Vézina et autres, du district de Beauce, de Joseph Hamelin et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, de Onézime Turenne et autres, de la paroisse de Saint-Damien, toutes du comté de Berthier; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Ordonné que la pétition de Thomas D. Shipman et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de l'hôtel Cacouna", est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition de John Yule et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu", est reçue et lue.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 30 novembre 1872, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement fédéral, le gouvernement d'Ontario et celui de cette province, relativement à la sentence arbitrale rendue par l'arbitre d'Ontario et l'arbitre du gouvernement fédéral, en septembre 1870, concernant le partage entre Québec et Ontario du surplus de la dette de la ci-devant province du Canada; et copies de tous ordres en conseil faits et donnés, et de toutes procédures adoptées par le gouvernement de Québec pour parvenir à faire décider la question de ladite sentence arbitrale. (Documents de la session, no 14.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 20 novembre 1872, demandant copies de toutes correspondances entre le gouvernement fédéral et celui de Québec, relativement aux lois passées par cette Législature et mises virtuellement de côté comme étant inconstitutionnelles par les cours de justice en cette province, et dont parle le discours du trône à l'ouverture de cette session; et pour faire décider, par le plus haut tribunal de l'empire, les questions constitutionnelles ainsi soulevées. (Documents de la session, no 15.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 12 novembre 1872, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les frères de Saint-Vincent-de-Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants, ainsi qu'une copie du rapport fait par les inspecteurs nommés pour choisir l'endroit le plus propice pour y placer la prison de réforme. (Documents de la session, no 16.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 11 novembre 1872, demandant copie des instructions données par le gouvernement, ou quelques-uns des ministres, aux commissaires et surintendants de la police de la province de Québec, concernant l'emploi de cette force à l'occasion des dernières élections générales pour la Chambre des communes du Canada;

Copie de toutes demandes adressées au gouvernement, ou à l'un des ministres, ou au commissaire de police pour l'intervention de cette force dans les districts électoraux de la campagne; par qui et sur quelle information écrite ladite force a été requise; le nombre d'hommes expédiés; le montant des dépenses encourues pour cet objet;

Et s'il a été nommé, outre le nombre de ceux régulièrement employés dans le service, d'autres hommes pour faire temporairement le service d'officiers ou d'hommes de police, leur nombre, leurs nom, occupation et résidence, et, de plus, copie de tous rapports faits par lesdits commissaires et surintendants de police sur ces services spéciaux;

Et aussi copie de tous ordres en conseil faits par le gouvernement de Québec, et de tous ordres, décisions ou arrangements faits par quelqu'un des ministres, lesdits commissaires ou surintendants de police, pour réprimer les é-

meutes qui ont eu lieu dans la cité de Québec, avant et pendant lesdites dernières élections, et spécialement le cinq d'août dernier, jour de la votation dans le district électoral de Québec-Centre. (Documents de la session, no 17.)

Message du Conseil législatif:

Le conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 32 de la 33e Victoria", auquel il demande le concours de cette Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender le chapitre 32 de la 33e Victoria" soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Introduction de bills:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer l'Association de la bibliothèque de commerce de Montréal.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 16 Vict., ch. 57, incorporant la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal.

Accordé.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour changer le nom de la paroisse de Saint-Urbain-de-Windsor.

Accordé.

Incorporation de la ville de Sorel

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du pont de Windsor et Brompton

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du pont de Windsor et Brompton.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Locaux du Parlement

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire transporter les bureaux du département d'Agriculture et des Travaux publics dans une autre bâtisse que celle du Parlement, afin de donner un plus grand nombre de chambres de comité et les rendre plus spacieuses, et quand.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): C'est l'intention du gouvernement de transporter d'ici à la prochaine session ces bureaux et tous les autres bureaux du gouvernement dans les casernes des Jésuites, si le gouvernement peut en obtenir la cession.

Magistrat de district pour Ottawa

M. E.B. EDDY (Ottawa): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer un magistrat de district pour le district d'Ottawa.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que c'est l'intention du gouvernement de faire cette nomination.

Compagnie de chemin de fer du nord

M. V. ROBERT (Rouville): Demande au gouvernement, qui a quatre de ses membres pour le représenter au bureau de la direction de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord, les questions suivantes, savoir:

1. Si A.-H. Verret, dont le nom est porté à la page 19 des comptes publics pour l'année fiscale expirant au 30 juin 1872 comme commis du département du Trésor, à raison de mille piastres par an, est bien la même personne qui, par l'état annexé au rapport de l'honorable Joseph Cauchon, président de ladite compagnie,

en date du trois juin dernier, paraît avoir été à l'emploi de cette compagnie durant les vingt mois antérieurs au mois d'avril 1872, comme secrétaire, et qui, depuis cette époque, paraît, par les avis publics donnés par la compagnie dans les journaux, avoir continué d'être et d'agir comme secrétaire-trésorier dans ladite compagnie jusqu'à ce jour.

2. Si les heures du bureau dudit A.-H. Verret comme commis du département du Trésor étaient les mêmes que celles des autres employés de ce département; sinon, quelles doivent être les heures, et en vertu de quelle autorité telle exemption a été accordée audit A.-H. Verret.

3. Si ledit A.-H. Verret a cessé d'être employé par ledit département du Trésor, et depuis quel jour.

4. Si, dans le cas où ledit A.-H. Verret a cessé d'être à l'emploi du département du Trésor, c'est l'intention de ne pas lui nommer de successeur et faire remplir par quelques-uns des employés actuels du département du Trésor, ou de quelqu'autre département, les devoirs et responsabilités si peu nombreuses de la charge qu'occupait ledit A.-H. Verret.

5. En vertu de quelle autorité ledit A.-H. Verret a été nommé à la charge qu'il occupait au département du Trésor.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Stated that Mr. A.-H. Verret was for a time in the Treasury Department while nominally secretary of the North Shore Railway Company. As to his office hours, they were not shortened or different from those of others. He made up for any occasional half hour's leave he was granted by service after hours. He left the Treasury Department in the end of August last. His duties were not confined merely to the Quebec Fire Loan, but embraced other work, and he was exceedingly efficient and useful. As to his replacement, it was doubtful if the Department could do without a successor to look after his late work.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répète les mêmes observations en français.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Je pourrai ajouter aussi que M. Verret, jusqu'à sa nomination officielle comme secrétaire de la compagnie du chemin de fer du nord, n'a pas reçu un seul sou. Il n'a pas reçu le salaire de la compagnie tant qu'il a été employé au département du Trésor.

Loi électorale

M. P. LARUE (Portneuf): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'inclure, dans son projet de loi sur les élections, une clause stipulant qu'un plus grand nombre d'électeurs qu'en exige la loi actuelle sera nécessaire pour la mise en nomination des candidats.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement, dans le bill relatif aux élections, n'a pas l'intention d'introduire une clause par laquelle un plus grand nombre d'électeurs serait nécessaire pour la nomination des candidats, mais si M. LaRue présente un amendement dans ce sens, le gouvernement ne s'y opposera pas. (Rires à gauche.)

Loi électorale

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, étant lu,

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande que le bill soit remis à un autre jour, les mesures du gouvernement sur le même sujet devant être soumises bientôt à la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant que mon honorable ami (M. M. Laframboise) consente, avec sa courtoisie ordinaire et l'aménité qui caractérisent ses relations avec le gouvernement, à ajourner la seconde lecture de son bill, je lui annoncerai qu'il devra céder devant un autre bill concernant les élections et qui sera présenté par le député de Portneuf.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je crois que l'honorable député de Lotbinière a montré depuis le commencement de la session plus d'acharnement que d'ordinaire et que le député de Montmagny contre le gouvernement; ce qui prouve que l'on peut toujours se gêner. Je dirai que le député de Portneuf, auquel l'honorable député a fait allusion, ne fera que présenter un bill qu'il a déjà présenté lui-même. Cette mesure n'est pas précisément un bill, elle consiste en quelques modifications apportées à l'ancienne loi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement dit que la mesure du député de Portneuf n'est pas un bill. Qu'est-ce donc? Le gouvernement veut-il faire présenter un troisième bill pour pouvoir échafauder le sien? N'est-il donc pas capable de faire sa mesure, de la rédiger? Qu'il le dise, nous allons nous en charger. Nous voilà déjà rendus à la quatrième semaine de la session et le gouvernement n'a pas encore préparé son projet de loi sur les élections, qu'il avait annoncé au commencement de la session. Le discours du trône ne contient que deux mesures du gouvernement et il n'y en a pas encore une seule de présentée. Il me semble que le gouvernement a eu le temps nécessaire pour les préparer et les mûrir. Attend-il donc que chaque député de cette Chambre ait présenté son bill sur les élections? Assurément, le gouvernement n'a pas agi comme il devait le faire, et je dis qu'il n'a pas fait son devoir et qu'il a fait preuve de la plus grande négligence.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Appelle l'attention du gouvernement sur le fait que la version française de son bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, n'est pas encore imprimée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Regrette les lenteurs qui arrivent dans l'impression des documents de la Chambre. Il dit que cela est dû à un accident arrivé dans les ateliers de l'imprimeur officiel.

Subsides

La Chambre reçoit le rapport du comité des subsides.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois; et les trois premières résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant proposée, que la quatrième résolution soit maintenant lue une seconde fois;

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "cette Chambre est d'opinion qu'il n'est pas expédient d'accorder aucun octroi à la bibliothèque du Parlement, tant que la magnifique collection de livres appartenant à cette province et placés maintenant dans le bureau du département de l'Instruction publique, où ils ne sont guère utiles au public, ne sera pas transportée dans la bibliothèque du Parlement", soient mis à la place.

J'espère que l'honorable premier ministre ne fera pas de cette motion une motion de non-confiance. Je crois que c'est une de ces questions qu'il faut discuter sans esprit de parti; une de ces questions dans laquelle toutes ces éventualités ne doivent pas être considérées. On nous demande \$5,000 pour l'achat de certains livres qui manquent à la bibliothèque parlementaire. Cette somme a été demandée par le gouvernement et votée l'année dernière, l'année précédente et les autres années; il s'agit de savoir si cette année encore nous allons la voter pour acheter des livres qui se trouvent déjà dans une bibliothèque publique, ou du moins censée publique, mais qui de fait ne l'est pas: la bibliothèque du département de l'Instruction publique. On sait par oui-dire qu'elle existe, je ne dirai pas en chair et en os, mais en papier et en carton. Il n'est pas donné à tous les mortels d'y être admis, d'y pénétrer. C'est là que l'honorable premier ministre se promène comme dans un royaume environné de sujets qui ne murmureront jamais contre lui.

Le gouvernement dont il est le chef vient

après cela nous demander un octroi de \$5,000 pour l'achat de certains ouvrages pour la bibliothèque parlementaire. Or, nous savons tous que cette bibliothèque est dans un état de dénuement extrême; le gouvernement lui-même en est convaincu. Il demande à cette Législature qu'elle vote une appropriation pour l'achat de nouveaux livres, tandis qu'il y a ici dans les murs de cette cité une grande et magnifique bibliothèque publique qui contient les ouvrages que l'on veut avoir. Eh bien! je demande que cette bibliothèque soit annexée à la bibliothèque parlementaire que nous avons. J'espère que l'honorable premier ministre aura cette fois la délicatesse qu'il a montrée au sujet du bill de l'honorable député de Saint-Jean; qu'il conseillera aux députés de voter suivant leur conscience, l'équité et la justice, vu qu'il ne se sent pas en danger. Je ne crois pas que le gouvernement insiste à demander encore cette année un octroi de \$5,000 pour acheter de nouveaux livres qui se trouvent déjà dans la bibliothèque de l'Instruction publique, laquelle bibliothèque n'est d'aucune utilité au public et peut d'ailleurs être amenée ici sur un simple vote de la Chambre. Je conçois que je touche à une question sensible pour le premier ministre; que c'est lui toucher en plein coeur que de proposer le transfert de livres qu'il feuillette tous les jours, qu'il passe en revue comme un général ses soldats, mais il s'agit d'un avantage à donner aux membres de la Législature et d'une économie à faire dans le service.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La bibliothèque du département de l'Instruction publique a été fondée dans un but spécial et ne m'est pas personnellement plus chère qu'à tous ceux qui connaissent la valeur d'une collection d'ouvrages rares et spéciaux. Cette bibliothèque a été fondée pour le département de l'Instruction publique par l'ancien gouvernement du Canada-Uni. Outre ce qui a été fourni par le gouvernement, elle se compose d'une foule d'ouvrages que j'ai obtenus au moyen d'échanges avec les bibliothèques étrangères et de livres donnés par les instituteurs et d'autres personnes s'intéressant à cette collection. Elle renferme surtout des ouvrages sur la pédagogie et des ouvrages sur l'Amérique, qui ont été achetés à la vente de la bibliothèque de M. Viger. En retour, j'ai donné, moi, le Journal de l'Instruction publique et des ouvrages canadiens pour encourager la littérature canadienne. Je n'aurais aucune objection à la faire changer; je n'y tiens pas autant que l'honorable député de Lotbinière veut bien le dire, mais je crois que ce serait faire une injustice au département.

D'ailleurs, les ouvrages qui peuvent manquer à la bibliothèque parlementaire ne se trouvent pas dans celle de l'Instruction publique. Cette bibliothèque est littéraire et contient surtout des ouvrages de pédagogie. A l'étranger, on ne confond pas la bibliothèque littéraire avec la bibliothèque parlementaire. Cette dernière ne se

compose que d'ouvrages de jurisprudence, de statuts, etc., enfin de tout ce qui peut servir aux législateurs. Il n'y a qu'en Canada que l'on veut créer ainsi une bibliothèque mixte. Lorsqu'elle était à Montréal, là comme ici elle n'était pas fermée, mais bien ouverte à tout le monde.

Si l'honorable député croit me blesser en voulant faire transporter ici cette bibliothèque, il se trompe grandement. Cela ne peut affecter que les personnes qui l'ont montée et qui l'ont rendue beaucoup plus utile que celle du Parlement.

D'ailleurs, toute cette affaire n'est qu'une taquinerie, une scie, comme on dit vulgairement, et pas autre chose. Ce discours a été fait pour me faire de la peine et pour essayer de me ridiculiser en me représentant au milieu de la bibliothèque comme un général passant son armée en revue. Enfin, le seul objet de l'honorable député, ainsi qu'on a pu le voir par son discours, est de faire une petite plaisanterie et de me monter une scie, comme je l'ai dit plus haut.

Si on obtient les casernes des Jésuites pour y transporter les bureaux publics, la bibliothèque de l'Instruction publique qui, contrairement à ce qu'en a dit l'honorable député, est ouverte à tout le monde, y sera aussi transportée; mais en attendant je m'oppose formellement à la motion qui est devant la Chambre et je demande le vote.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je crois que l'honorable premier ministre a tort de nous imputer des motifs de tracasseries. Il est, ce me semble, d'accord avec nous sur l'insuffisance de la bibliothèque parlementaire. Je n'ai pas eu l'avantage de visiter la bibliothèque de l'Instruction publique; mais d'après les rapports que j'en ai reçus, le récit qu'on en a fait, elle est réellement magnifique et très riche. Nous avons déjà voté \$16,000 pour augmenter les richesses de notre bibliothèque parlementaire et cependant elle est loin d'être en rapport avec les exigences de la Chambre. Le transfert de la bibliothèque de l'Instruction publique offrirait aux députés un grand avantage et effectuerait une économie chaque année. On dira peut-être que cette proposition est prématurée et que l'on devrait attendre encore. Je crois, M. l'Orateur, que la chose est urgente. Tous les ans, nous faisons de nouveaux achats de livres et ces livres ne sont que les doubles d'autres ouvrages depuis longtemps dans les rayons de la bibliothèque de l'Instruction publique, de sorte que le pays a une bibliothèque en duplicata.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je dirai à l'honorable député que sous un grand nombre de rapports la bibliothèque du Parlement est supérieure à celle de l'Instruction publique. Il peut en être sûr.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Encore une fois, je n'ai pas eu l'avantage de visiter la

bibliothèque en question et je ne puis rien dire à ce sujet. Mais il s'agit de savoir si cette bibliothèque est destinée à l'usage exclusif du premier ministre et de quelques privilégiés qui ont des loisirs d'y aller feuilleter les livres. Si, comme on le dit, cette bibliothèque est un véritable ornement et pour la ville et pour le pays, eh bien! pourquoi est-elle dans l'ombre, est-elle tenue si cachée?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Elle n'est pas cachée, elle est ouverte à tout le monde.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dans tous les cas, cela constitue un véritable inconvénient pour les députés qui, à chaque instant durant les séances ont besoin de référer à tel ou tel ouvrage qui ne se trouve pas dans la bibliothèque. L'honorable premier ministre dit que la bibliothèque sera probablement transférée aux casernes des Jésuites, où, dit-il, elle sera plus en sûreté contre les accidents. Elle ne sera pas plus en sûreté là qu'elle ne le serait ici au Parlement contre le feu. Je maintiendrai toujours qu'il y a une véritable économie dans le transfert de la bibliothèque à celle du Parlement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'espère que l'honorable député de Lotbinière n'insistera pas sur sa motion. D'après sa motion, l'honorable député voudrait donc, lui, qu'il n'y ait pas de bibliothèque au département de l'Instruction publique. Alors, il faudrait en dire autant pour tous les autres départements. Si, plus tard, le gouvernement voudrait établir à Montréal une succursale du département de l'Instruction publique et donner à cette succursale une partie de la bibliothèque, il n'y aurait plus moyen, la motion adoptée, de revoir les livres donnés à la bibliothèque parlementaire. Ce serait diminuer l'importance du département que de lui enlever sa bibliothèque, et c'est un département qu'au contraire on ne peut trop élever. S'il y a dans le gouvernement un département qui a besoin d'une bibliothèque, c'est bien celui-là. A tous les points de vue, la demande de l'honorable député me paraît injuste.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Il me semble que la bibliothèque de l'Instruction publique doit appartenir au public. Est-il donc raisonnable que 64 députés de cette Chambre se déplacent pour aller voir cette bibliothèque, afin de ne pas déranger M. le premier ministre? N'est-il pas plutôt juste que ce soit l'inverse? Le déplacement d'un seul élément est plus facile que celui de 64. On dit que cette bibliothèque est un monument; c'est justement parce qu'elle est magnifique qu'on doit la mettre à la portée de tout le monde. M'est avis qu'elle pourrait être transférée ici, à portée du public et de ses 64 représentants et

qu'elle y serait aussi en sûreté qu'ailleurs. Pourquoi ne pas donner aux députés l'avantage d'aller la consulter à loisir? Si cette magnifique bibliothèque était amenée ici, elle ornerait celle que nous avons déjà et qui se distingue par nombre de rayons vides. Pour remplir ces rayons, on demande chaque année \$5,000 à la province. Le fait que la bibliothèque serait transportée ici ne diminuerait aucunement son prestige et son mérite; l'honorable premier ministre conservera toujours l'honneur et le mérite de l'avoir formée lui-même et d'avoir beaucoup travaillé à cette besogne. Mais je ne trouve pas raisonnable de faire chaque année une appropriation en faveur d'une bibliothèque dont nous ne pouvons nous servir. La bibliothèque de l'Instruction publique est la propriété de la Chambre. Si je veux y aller, pourquoi serais-je forcé d'aller faire un salut, une courbette au premier ministre pour en obtenir l'entrée?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise) me permettra de corriger une de ses affirmations; la bibliothèque de l'Instruction publique possède douze mille volumes, alors que celle du Parlement en contient huit mille.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Dit que, si l'on demande le transfert de la bibliothèque du ministère de l'Instruction publique, rien n'empêche que la Chambre vote les \$5,000; les deux choses ne sont pas incompatibles. Il sait que les directeurs de la bibliothèque ont l'intention de l'enrichir de plusieurs ouvrages spéciaux. Il ne connaît pas la bibliothèque de l'Instruction publique, mais il sait qu'elle ne contient pas les ouvrages dont on a besoin. Le comité de la bibliothèque a déjà nommé un sous-comité qui va s'occuper de faire une liste des ouvrages spéciaux qui manquent à la bibliothèque, fera rapport dans quelques jours et suggérera l'achat de quelques ouvrages. Il dit que l'honorable député de Lotbinière aurait dû séparer la question en deux parties afin de la traiter indépendamment de la question de savoir s'il est opportun de voter une appropriation. Il croit que la motion telle que rédigée jette un blâme sur l'administration du département de l'Instruction publique.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement, comme d'habitude, prendra-t-il cette motion comme une motion de non-confiance?

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Dit qu'il ne connaît pas la force de la phalange de M. Joly, mais qu'il sait qu'il y a des députés qui sont capables de maintenir leurs opinions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le député de Champlain ne s'est prononcé ni pour ni contre.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Dit qu'en effet il ne l'a pas encore fait parce que le moment n'était pas arrivé.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, Fournier, Gérin, Gill, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Méthot, Molleur, Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay, 17

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Cauchon, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, LaRocque, LaRue, Laval-lée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mail-loux, Malhiot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 40

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Ladite quatrième résolution étant lue une seconde fois est adoptée.

La cinquième et les suivantes, jusqu'à la septième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose,

1. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent trente-sept piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police, couvrant l'allocation autorisée par les statuts et comprenant la force de police provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si la Corporation de Québec, qui se servait presque exclusivement des services de la force, devait contribuer à la soutenir.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Réplique que la somme votée par la Corporation de Québec à cette fin est insuffisante et que la Corporation de Québec est en voie de négocier certaines débentures sur le marché anglais et demande que la question soit remise jusqu'à ce que les négociations soient complétées. Il est heureux de constater, cependant, que des arrangements seront bientôt pris et que les arrérages de la Corporation seront reçus par le trésor.

La proposition est adoptée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quelques précisions au sujet de l'excédent des recettes sur les dépenses.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il n'est pas responsable des erreurs commises par certains journaux au sujet de son discours des finances. Ce qu'il a dit et ce qui est vrai, c'est que les recettes actuelles excèdent ses estimations de \$50,000 et que les dépenses actuelles pour la dernière année fiscale sont de \$100,000, moindres que le montant voté par la Chambre.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose qu'aujourd'hui cette Chambre se forme de nouveau en ledit comité.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'entretien de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle en faveur du rapport de toutes les dépenses d'une session. Il croit que les estimations supplémentaires sont encore à présenter.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Réplique que ceci est pour les dépenses journalières; ce service devrait être séparé de l'autre catégorie de dépenses, pour fins de bâtisses, etc.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Désire savoir où et comment ce \$30,000 sera dépensé: le gouvernement lui-même semble l'ignorer.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said if the item was too much it would not all be spent. This money for maintenance would have to be spent whether the institution was conducted by the Frères, and no matter in what place. He wanted to get enough money now so as not to have to come for more money by and by or using special warrants.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): S'oppose à l'installation d'une école de réforme dans la région de Montréal, et dit qu'un meilleur endroit se trouverait dans la région de Trois-Rivières. (Rires).

On y trouverait une bonne terre et d'autres avantages plus considérables qu'à Montréal, qui a tant d'édifices.

Il est en faveur de la proposition.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Recommended the acceptance of the proposition to place the Reformatory School in the hands of the Belgian Fraternity, and to adopt the Montreal location, which, in many respects, was superior to any other.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Thought the only way of reforming boys was to place them in establishments of this description. In England this system had worked well, boys being religiously educated. If this plan of the Christian Brothers could be worked, he believed it would be the best available. He thought the religious difficulty a serious one. Protestants would not like Protestant boys sent to the Belgian institution. But a Protestant establishment might be founded for them. Indeed certain Protestant gentlemen were interesting themselves in behalf of an institution of this description. There was a financial difficulty in the way of the scheme with the Belgian Brothers, but it might and it would be well if it were overcome. Though their plan might be costlier than the present, he thought it would be worth more money in its salutary results.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Une seule institution devrait servir les garçons de toutes les religions. Ils utilisent souvent le même hôpital, et la même école de réforme devraient aussi leur servir. Il ne devrait pas y avoir d'objection d'ordre religieux à une telle proposition.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said the two cases were essentially different. In Reformatories like that contemplated, youthful criminals received constant religious instruction, and of course it was desirable they should

be trained in the faith of their parents or friends. As the Protestant population was small, a small establishment would suffice for its criminals, and such there was reason to believe it could be obtained without much difficulty.

M.P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande de ce que l'on a fait de l'ancien édifice.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'édifice de l'école de réforme était plus propre à devenir une prison qu'une école de réforme et le gouvernement l'a vendu pour \$110,000. Les ministres négocient présentement l'achat d'une propriété convenable. La proposition est adoptée.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose,

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles communes, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction publique, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux High Schools, Québec et Montréal, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme compensation aux institutions catholiques romaines, pour l'octroi accordé aux high schools, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la faculté médicale, université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme

une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Académie de musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Comment le gouvernement prévoit-il traiter de manière satisfaisante avec cette organisation divisée?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Les deux parties ont accepté d'envoyer une délégation à Québec, bien qu'elles ne l'aient pas encore fait. Le gouvernement ne connaît pas encore leurs opinions et ne peut pas agir avant de les connaître.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he had written to Montreal to both sections to obtain their consent to pay \$500 to the Quebec school for mechanics and engineers. If they agreed, the money would be paid. He also thought the actual expenses of the Board should be met in the hope of an early settlement of the existing difficulty. He imagined some means of maintaining the institution might be devised.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je reconnais l'intérêt que l'honorable Trésorier a manifesté pour l'école de Québec (Ecole d'artisans et d'ingénieurs de Québec), et pour l'importante Chambre de Montréal, qui est aussi utile et aussi nécessaire que la Chambre d'agriculture.

La division qui s'est produite est déplorable, et il faut espérer la voir se résoudre bientôt.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose,

22. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour

défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Insiste pour que le gouvernement fasse plus d'efforts et de dépenses pour améliorer l'agriculture dans les anciens districts. La recommandation du conseil d'Agriculture d'accorder \$5,000, en prix aux terres les mieux entretenues dans les anciennes paroisses, vaudrait d'être retenue. Les vieilles méthodes de culture y règnent, même si les cultivateurs s'éveillent à la nécessité d'améliorations.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Expressed himself willing to consider favorably the introduction of an item for this purpose in the supplementary estimates.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose,

23. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du bureau d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'immigration pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 3 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Rapports divers

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872: La Société Saint-Jean-Baptiste et la Société Saint-Joseph, toutes deux de Saint-Joseph-de-Lévis. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions;

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bellerose, la pétition de L.-R. Masson et autres.

Par M. Picard, la pétition de Benjamin Hurtubise et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Stratford.

Par M. Lalonde, la pétition de Joseph Lalonde et autres, de la paroisse de Sainte-Justine-de-Newton, et la pétition du révérend P. Bélanger et autres, de la paroisse de Rigaud.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 15 novembre 1872, demandant copie de toute correspondance relative au déplacement du bureau d'enregistrement du palais de justice, dans la cité de Montréal, à la rue Saint-Gabriel, comprenant l'avis demandé à l'architecte de la Puissance, M. Scott, ainsi que la pétition des propriétaires fonciers de Montréal protestant contre le déplacement du bureau. (Documents de la session, no 18.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 13 novembre 1872, demandant un état montrant:

1. Les noms et résidences des personnes employées sous l'opération des lois qui pourvoient à cadastrer la propriété mobilière dans cette province, pour l'enregistrement des droits réels; depuis quand ces personnes sont ainsi employées et le salaire payé à chacune d'elles respectivement.
2. Le prix des maisons ou bureaux loués à cette fin, leur site et les noms des propriétaires qui en ont touché le loyer.
3. Les dépenses de toute nature occasionnées pour l'entretien ou maintien desdites maisons ou bureaux et toutes autres dépenses, frais et déboursés sans exception.
4. Si aucune des personnes employées à la confection desdits cadastres cumule différents emplois, soit sous le contrôle du gouvernement de cette province, soit sous celui du gouvernement fédéral, quels sont ces emplois et le salaire attaché à chacun?

5. Ce que coûte respectivement chaque cadastre terminé et proclamé et si les droits prélevés à cette fin sont suffisants; sinon, quelle somme reste à être perçue et payée dans chacune de ces divisions d'enregistrement?

6. Les diverses sommes prélevées pour droits d'enregistrements dans chaque division d'enregistrement de cette province où les cadastres ne sont pas encore commencés.

7. Ces renseignements demandés jusqu'au 1er novembre 1872. (Documents de la session, no 19.)

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est, demandant des amendements à son acte d'incorporation, de John Pangnan et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides"; de P.-E. Brassard et autres, de Laprairie, demandant un acte d'incorporation d'une compagnie pour l'empierrement d'un certain chemin dans ladite paroisse de Laprairie; de la Société du fonds pour les veuves et les orphelins des ministres congrégationalistes à Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation; du conseil de ville de la ville de Terrebonne, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Quant à la pétition d'Arthur Lavigne et autres, de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Association musicale de Québec", votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger des avis.

Quant à la pétition de Thomas D. Shipman et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel Cacouna", votre comité trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés, mais vu que la mesure est de nature à favoriser grandement la localité où se trouve cet établissement, la majorité de votre comité est d'opinion de recommander la suspension de la 51^e règle.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour changer les limites de Québec et Portneuf.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si ce bill est identique à celui qu'il avait lui-même présenté à la dernière session du parlement fédéral.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Oui.
Accordé.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 76, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Terrebonne, et l'ériger en ville".

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est.

Accordé.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, George A. Hughes comme notaire.

Accordé.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Ca-couna.

Accordé.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande la permission de présenter ce bill.

Accordé.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de Nicolet.

Accordé.

M. O. PELTIER (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Accordé.

M. A. ESINHART (Laprairie): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant les registres de l'état civil.

Il explique qu'en vertu de cette loi, tout ministre du culte qui aura de son évêque l'autorisation de faire des mariages et des baptêmes dans une paroisse aura par là même le droit de tenir des registres.

Cette loi reconnaît aussi et légalise les registres tenus dans les trois paroisses auxquelles ils ont été accordés par le juge Berthelot, et tous ceux qui ont été tenus dans ces paroisses depuis 1867.

Accordé.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité :

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation de première classe.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, la Chambre veut déclarer qu'une somme de \$90,000 soit de nouveau votée cette année sans faire aucune observation. Cette somme représente un capital considérable. Est-il possible que la Chambre consente sans discussion à voter un octroi aussi élevé et à laisser une question beaucoup plus importante encore que l'octroi, sans faire aucune remarque à son endroit? Je n'ai pas l'intention d'entamer à ce sujet une longue discussion. Seulement, lorsque la Chambre sera appelée à voter les estimés en bloc, j'élèverai la discussion sur l'item en question. Je dis cela dans le but de mettre le gouvernement sur ses gardes, afin qu'il ne dise pas alors qu'il a été pris par surprise. Avons-nous des renseignements sur la manière dont on a réparti la somme votée en faveur des chemins de colonisation de première classe? Le rapport que la Chambre aurait dû avoir dans les premiers huit jours de la dernière session et dans lequel doivent se trouver les renseignements que nous désirons, ne nous est pas encore parvenu. Je demande à l'honorable trésorier provincial s'il ne serait pas de meilleure politique de considérer la question et de voter l'item en sachant comment l'argent a été dépensé et comment le gouvernement entend le dépenser à l'avenir. On me dira peut-être: Pourquoi ne pas vous fier au gouvernement? Je répondrai à cela que la Chambre, elle, doit avoir plus de confiance en elle-même que dans le gouvernement, quelque grande que soit la sagesse de celui-ci, et quelque grande que soit la confiance dans l'administration.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ce dont l'honorable député a raison de se plaindre, c'est que les documents nécessaires ne sont pas encore devant la Chambre. Ce que j'ai à dire, c'est que le rapport du commissaire de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation contient une variété de sujets. J'espère que les documents donnant un état détaillé des sommes qui ont été payées pour les chemins de colonisation seront soumis aux députés ces jours-ci. Quant au rapport général, comme il est volumineux, il ne sera prêt qu'à la fin de la session. Quant au rapport du commissaire de l'Agriculture de ces années dernières, si le commissaire a cru devoir en reculer la publication de six mois, c'est afin de donner des détails complets sur la question de l'immigration.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis heureux de voir que l'honorable premier ministre a reconnu la gravité de mes raisons. Je suis d'opinion qu'il serait préférable de ne pas voter l'item immédiatement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): On peut toujours le voter de suite, quitte à y revenir spécialement quand la Chambre sera appelée à voter les estimés en gros.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre reconnaissant implicitement l'inutilité de voter immédiatement l'item en question, je crois qu'il serait préférable de passer outre et d'attendre.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Annonce qu'un état détaillé des dépenses encourues pour les chemins de colonisation de première classe était depuis dix jours devant le comité des comptes publics et que l'on soumettrait aux députés dans deux ou trois jours un état des dépenses pour les chemins de seconde et troisième classe.

L'item est reporté à plus tard.

1. Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trente quatre mille trois cent quarante-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la construction ou l'achat d'édifices pour les départements publics, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le gouvernement a l'intention de se porter acquéreur de la caserne des jésuites. Il désire que le gouvernement donne, avant de voter cet item, des explications complètes et satisfaisantes sur

la manière dont on a disposé des appropriations des années précédentes.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que rien n'est décidé à ce sujet, mais que si le gouvernement provincial ne peut obtenir les casernes des jésuites du gouvernement fédéral, il lui faudra acheter d'autres bâtisses.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que si les estimés contiennent le mot "bâtir", quel besoin a-t-on de \$50,000 pour bâtir des bureaux publics?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que c'est une erreur, cet item n'est que pour réparations et changements.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si on espère en arriver à une entente avec le gouvernement fédéral.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement s'est adressé à Ottawa en rappelant les titres que la province a aux casernes des jésuites, à présent qu'elles ne sont plus occupées par les troupes, et on lui a répondu que l'on prendra sa demande en considération.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que l'on devrait insister de nouveau, avant de voter une somme pour quelque chose qui, dans les circonstances actuelles, paraît très incertain.

M. P. BACH AND (Saint-Hyacinthe): Croit qu'il vaudrait mieux soumettre les plans et devis de ces bâtisses au Parlement avant de faire ces dépenses.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement n'a pas l'intention de bâtir.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est d'avis que le gouvernement devrait promettre formellement à la Chambre de ne pas bâtir avant d'avoir employé tous les moyens pour obtenir les casernes et avant qu'il n'ait reçu une réponse décisive du gouvernement fédéral à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Très certainement.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répète que le gouvernement n'a l'intention ni d'acheter ni de bâtir, mais qu'il demande à la Chambre de revoter cette somme dans le but de lui permettre, s'il obtenait les casernes, de les transformer en bureaux publics.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Il croit que les jésuites ont sur les susdites bâtisses des droits qui priment sur ceux du gouvernement.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je crois qu'il y a bien des prétendants à la possession de ces bâtisses. Il m'est venu à la connaissance que des Hurons de Lorette ont aussi fait valoir des droits à la propriété des casernes. Il ne pense pas que la compagnie des jésuites fasse des réclamations à ce sujet.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Tient à savoir si le premier ministre a eu avec le gouvernement fédéral quelque correspondance qui pourrait l'amener à espérer que ces bâtiments seraient cédés à la province, pour être transformés en bureaux publics.

Il parle de la possibilité d'un changement dans la politique coloniale. Il se fait actuellement en Angleterre une réaction, qui pourrait amener la mère patrie à adopter un autre système vis-à-vis de ses colonies. Si l'on tient compte de ces circonstances, on risque de faire fausse route en espérant que les autorités fédérales nous abandonnent un bâtiment qui peut leur être utile comme caserne, à une époque qui n'est pas éloignée, pour loger les troupes impériales. Il serait triste pour le gouvernement de Québec d'avoir à évacuer ce bâtiment après y avoir dépensé \$50,000, somme qui est bien minime pour changer en bureaux publics des casernes délabrées.

Il conseillerait au gouvernement d'acheter un autre emplacement pour y établir des bureaux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'y a aucune entente avec le gouvernement fédéral au sujet des casernes, que la province de Québec a déjà adressé une demande mais qu'elle n'a pas encore reçu de réponse.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'enregistrement de Montréal, à la condition que la cité de Montréal fournisse un montant égal, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Pourquoi exige-t-on une telle condition?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que dans les districts ruraux les bureaux d'enregistrement sont à la charge des comtés. Il y a eu une entente il y a deux ans, entre le gouvernement et un certain nombre de membres de la corporation de Montréal, qui sont venus à Québec.

Le gouvernement a accordé \$8,000 à la corporation, qui doit établir le bureau d'enregistrement dans le nouvel hôtel de ville. Mais cet édifice n'ayant pas été construit, il est devenu nécessaire d'avoir d'autres bureaux.

Le gouvernement veut bien donner à Montréal un octroi de \$8,000, mais à la condition expresse que cette ville contribuera pour un même montant.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Dit que l'idée de voter un octroi de \$8,000 pour l'établissement d'un bureau d'enregistrement à Montréal est tout à fait ridicule, car le montant est trop peu important.

Lorsque le bureau d'enregistrement a été établi, il a été décidé d'en marquer l'emplacement près du palais de justice, parce que les personnes ayant à consulter des actes ont généralement des affaires à transiger, soit aux cours soit au bureau de protonotaire.

Sans aucun doute, il est d'une grande utilité pour les comtés de Jacques-Cartier et d'Hoche-laga d'obtenir pour eux des bureaux d'enregistrement, mais on ne doit pas s'attendre à ce que le bureau de Montréal soit éloigné du centre où se donnent rendez-vous les hommes d'affaires.

La corporation, a-t-il appris, a promis de donner un local, dans son nouvel hôtel de ville; on devrait s'assurer de ses intentions à ce sujet.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit au député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson) que le gouvernement ne doit pas attendre une action d'un conseil municipal avant de prendre l'initiative de construire un bureau d'enregistrement à Montréal.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour la construction de poudrières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'à la dernière session, le gouvernement a persisté à passer une loi à ce sujet. Il désire maintenant savoir comment on emploiera ces \$5,000.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que c'est dans le but d'accorder aux poudriers un quart ou un tiers des dépenses que nécessite une telle construction qu'on a fixé à \$5,000 la somme accordée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que cette résolution pourrait être renvoyée à une autre séance.

La résolution est adoptée.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quarante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Dit que le gouvernement devrait assurer lui-même ses propriétés.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Est de cet avis et dit qu'à l'avenir le gouvernement veillera à le faire.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la prison pour femmes, Montréal, pourvu que le cité de Montréal paie un quart du montant, (à être voté de nouveau), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour augmenter la hauteur des murs et pour une maison de garde de la prison de Montréal, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, (à être voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction d'un appartement pour une bibliothèque pour le palais de justice de Sherbrooke (à être de nouveau voté), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la construction d'une aile pour le palais de justice des Trois-Rivières, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, (à être de nouveau voté), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés de Beauport, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Trouve cette somme trop élevée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Avoue que l'Asile de Beauport n'est pas aussi dispendieux, mais les guérisons sont par ailleurs plus fréquentes à l'Asile Saint-Jean.

Le gouvernement essaiera de déterminer s'il ne vaut pas mieux transporter ailleurs les patients de l'Asile de Saint-Jean.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la bâtisse est en si mauvais état que les dépenses du chauffage se trouvent pour cette raison considérablement augmentées.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Dit que l'année dernière on a dépensé beaucoup plus pour les boissons que pour le pain et il désire savoir si on a fait suivre un traitement aux alcools aux aliénés.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Suggère de fermer l'asile.

M.E. LABERGE (Châteauguay): Est de cet avis.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Affirme que cet établissement est complètement inutile.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il est probablement souhaitable de transporter les patients en d'autres lieux. Si c'est le vœu de la Chambre, il suggère qu'on utilise à cette fin les vieilles casernes cédées par le gouvernement fédéral.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que demain la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Limites à bois

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Présente Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 19 de novembre 1872, demandant un état indiquant le nombre de limites qui ont été concédées depuis le 12 décembre 1871, les noms des concessionnaires, l'étendue en milles carrés de chacune de ces limites, et les primes payées par chaque concessionnaire pour chaque limite; ainsi qu'une copie de tout document ou correspondance d'une nature quelconque se rapportant aux coupes de bois sous licence sur les terres de la couronne. (Documents de la session, no 12.)

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 4 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Sylvestre, la pétition du révérend V. Plinguet et autres, de la paroisse de la Visitation-de-l'Isle-du-Pads et la pétition du révérend J.-J. Desautels et autres, de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon, toutes du comté de Berthier.

Par M. Sanders, la pétition du révérend Frs. Marcoux et autres, de la paroisse de Saint-Régis; la pétition du révérend F.-X. Geoffroy et autres, de la paroisse de Saint-Romain-de-Hemmingford; la pétition de F. Woods et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon; la pétition du révérend J.-J.-A. Vinet et autres, de la paroisse de Saint-Anicet; et la pétition du révérend Théo. Pépin et autres, de la paroisse de Saint-Antoine-Abbé, toutes du comté de Huntingdon.

Par M. Lafontaine, la pétition du révérend Thos.-E. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Edouard, comté de Napierville.

Par M. Mollleur, la pétition d'Edouard Gibouleau et autres, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Missisquoi.

Par M. Esinhart, la pétition du révérend J. Gravel et autres, de la paroisse de Laprairie; la pétition du révérend J. Morin et autres, de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur; la pétition du révérend J. Lauzon et autres, de la paroisse de Saint-Philippe; et la pétition du révérend J.-N. Trudel et autres, de la paroisse de Saint-Isidore, toutes du comté de Laprairie.

Par M. Dugas, la pétition du révérend P.-A. Lapointe et autres, du township de Rawdon; et la pétition du révérend M. Mireault et autres, de la paroisse de Saint-Calixte, toutes du comté de Montcalm.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend J.-H. Jacques et autres, de la paroisse de Sainte-Anne; et la pétition du révérend O. Blanchard et autres, de la paroisse de Sainte-Béatrix, toutes du comté de Joliette.

Par M. LaRoque, la pétition du révérend J.-B. Langlois et autres, de la paroisse de Saint-Hubert; la pétition du révérend G. Thibault et autres, de la paroisse de Longueuil; et la pétition du révérend J.-Ed. Dupras et autres, de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, toutes du comté de Chambly.

Par M. Marchand, la pétition du révérend N. Barret et autres, de la paroisse de Saint-Luc; la pétition du révérend F. Aubry et autres, de la paroisse de Saint-Jean; et la pétition du révérend G. Lesage et autres, de la paroisse de Saint-Valentin, toutes du comté de Saint-Jean.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du très révérend H. Millier et autres, de la ville de Sorel; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Orphelinat de Sorel".

Du révérend T.-L.-H. Grenier et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, comté de Beauce; demandant des amendements au code municipal.

Du très révérend H. Millier et autres, de la ville de Sorel; demandant de l'aide pour l'orphelinat de Sorel.

Des filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, et de la Corporation du collège de Sorel; demandant respectivement de l'aide.

De G.-J. McKenzie et autres, du township d'Arundel, comté d'Argenteuil; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend M. Charron et autres, de la paroisse de Saint-Esprit, du révérend F. Birtz et autres, de la paroisse de Sainte-Julienne, du révérend V. Clément et autres, de la paroisse de Saint-Alexis, du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hyppolyte, du révérend D. Maréchal et autres, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, et du révérend P.-A. Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Patrice-de-Rawdon, comté de Montcalm; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal, pour l'établissement d'une université à Montréal, soient accordées.

Rapport de comités:

M.P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas:

De Louis-Joseph Demers, étudiant en loi du township de Stanbridge; demandant l'adoption d'un acte autorisant la Chambre provinciale des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

Du maire et des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

Des syndics des anciens cimetières protestants et de la Compagnie du cimetière Mont-Royal; demandant l'adoption d'un acte accordant à la Compagnie du cimetière de Montréal, pour l'avenir, l'administration des biens du cimetière protestant dans ladite cité.

De la Compagnie du chemin de fer des comtés de Richelieu Drummond et Arthabaska; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Jacques Fournier, de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville; demandant l'adoption d'un acte l'autorisant à prélever des droits de péage sur un pont sur la rivière Yamaska.

De John Yule et autres, de Chambly; deman-

dant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu".

Quant à la pétition d'Antoine Mayrand, de la paroisse de Nicolet, demandant la permission exclusive de construire sur la rivière Nicolet, des bornes au bout nord de l'île appelée La Fourche, votre comité trouve que les avis n'ont été donnés que dans la Gazette officielle; cependant, d'après la déclaration faite par M. Méthot, membre de cette Chambre, votre comité est convaincu que les intéressés sont suffisamment informés de la demande, et recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve que les avis n'ont été donnés que dans la Gazette officielle; cependant, votre comité est convaincu que les intéressés sont suffisamment informés de la demande, et recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de la maison de refuge et école d'industrie, Montréal; demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger des avis.

Réponses à des adresses:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 25 novembre 1872, demandant les dates des dépôts faits par le trésorier de la cité de Montréal, pour expropriations, ainsi que les dates et les noms des personnes qui ont fait application pour lesdits dépôts, et les dates respectives des paiements que le gouvernement a faits aux dites personnes (y ayant droit) depuis 1872. (Documents de la session, no 20).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 13 novembre 1872, demandant un état du nombre de jeunes gens qui ont étudié comme élèves-instituteurs dans les écoles normales de la province depuis le commencement de l'existence de ces institutions; le nombre de ceux qui pratiquent actuellement l'enseignement; le coût total des écoles normales depuis le commencement, le coût par chaque année distincte et le coût par chaque élève pour la province. (Documents de la session no 21).

Pétitions

Il est ordonné que la pétition de Louis P. Turcotte soit renvoyée au comité permanent des dépenses contingentes.

Il est ordonné que l'ordre de cette Chambre du 27 novembre dernier relativement à la pétition d'Augustin Laperrière soit rescindé et que ladite pétition soit renvoyée au comité permanent des dépenses contingentes.

Il est ordonné que la pétition de Sir Hugh Allan et autres, demandant de l'aide pour la Compagnie manufacturière de sucre de bette-

rave du Bas-Canada, soit reçue, lue et renvoyée au comité permanent des diverses industries de cette province.

Interpellations:

Bibliothèque

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Croit que le Parlement devrait faire l'acquisition d'un livre publié il y a peu de temps à Ottawa, contenant toutes les décisions des orateurs, depuis 1842. Il pense que cet ouvrage serait d'une grande utilité.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Rappelle qu'un règlement passé à Ottawa empêche la Chambre de donner son patronage à tel ou tel auteur. Il est très louable d'encourager la littérature, mais il est très rare de trouver une bonne occasion d'agir ainsi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que l'ouvrage en question devait être considéré comme une exception à la remarque que vient de formuler le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton).

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Approuve pleinement la remarque de M. Joly.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "La Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu".

Accordé.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières. Accordé.

M. C. GILL (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant la Compagnie du Chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, et pour ratifier les arrangements faits entre ladite compagnie et la Compagnie du Chemin de fer de jonction des comtés du sud-est et pour d'autres fins. Accordé.

M. V. ROBERT (Rouville): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser Jacques Fournier, cultivateur, de l'Ange-Gardien, district de Saint-Hyacinthe, à exiger des péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière Yamaska. Accordé.

Interpellations:

Cadastre de Sorel

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande si le gouvernement a l'intention d'ordonner le cadastre de la ville de Sorel et du comté de Richelieu; il fait remarquer que celui des autres

villes de la province est terminé ou tout au moins commencé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que c'est l'intention du gouvernement de faire faire les cadastres pour toute la province et surtout dans la ville et le comté susdits.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Colonisation

M. L.N. LAROCHELLE (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Jacques-Cartier (M. N. LeCavalier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la requête de messieurs les curés de Dorchester, Beauce, etc., relativement à un projet de colonisation. Adopté.

Encouragement à l'industrie

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que M. Laurier et M. Larochelle soient ajoutés au comité permanent des diverses industries de cette province. Adopté.

Société permanente de construction du district d'Iberville

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société permanente de construction du district d'Iberville et lui accorder certains pouvoirs. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de Lachine

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la ville de Lachine. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Collège Sainte-Marie

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la 16e Victoria, chapitre 57, incorporant la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande si l'université de Montréal est comprise dans les clauses de ce bill. (Rires).

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il n'a pas à s'occuper des pouvoirs de l'université. Le but de ce bill n'est pas de conférer des pouvoirs universitaires, mais de permettre à la corporation de posséder plus de propriétés.

La proposition est adoptée. Le bill est

renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village de Terrebonne

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte vingt-trois Victoria, chapitre soixante-seize intitulé: "Acte pour incorporer le village de Terrebonne et pour l'ériger en ville".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

George A. Hughes

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, George A. Hughes comme notaire.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de l'hôtel Cacouna

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie de l'hôtel Cacouna.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides

M.O. PELTIER (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines ou manufacturières.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille vingt-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1^{re} classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2^e classe pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3^e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Belmont (pour les ivrognes), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des sourds-muets catholiques, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des sourds-muets protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades, indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Maison protestante d'Industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les orphelins, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins, protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins (compre-
nant la ci-devant maison de refuge), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'industrie et Maison de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Maison de refuge pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques romains, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté

comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de la Maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des orphelins protestants, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Sauveur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité (pour l'Asile des enfants trouvés), Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Youville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Lajemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme

une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Providence de l'Hospice Notre-Dame-de-l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

62. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

M. E. GERIN (Saint-Maurice) : Demande si ce n'est pas par erreur qu'on a publié dans la liste des appropriations l'hôpital de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et si ce n'est pas l'hospice de Sainte-Anne-de-Yamachiche qu'on a voulu mentionner.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): C'est Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): J'attire l'attention du gouvernement sur l'oubli intentionnel ou accidentel dans lequel est laissé l'hospice de Sainte-Anne-de-Yamachiche. Cette institution a pourtant fait au gouvernement des rapports détaillés sur ses affaires et malheureusement on n'en voit rien dans les documents publics. Elle a fait des rapports détaillés, dis-je, contrairement à d'autres institutions de charité, comme la corporation de l'Hôpital-Général qui n'a pas fait un rapport de son actif. Dans son rapport, cette partie-là est en blanc. Pourtant, dans les estimés, elle figure pour une somme de \$4,000, qu'on dit avoir servi au soutien d'un journal, dont les opinions ne sont pas, certes, celles de la majorité des députés de cette Chambre.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Je crois, Monsieur l'Orateur, que la Chambre devait exiger que l'honorable député donne des explications sur l'avancé qu'il vient de faire, sur l'accusation qu'il vient de porter contre une institution de bienfaisance. Comment? Cette Chambre vote une appropriation en faveur d'une institution et d'après l'honorable député cette appropriation aurait été dépensée dans un but tout différent pour lequel elle a été votée d'abord. La Chambre doit, en tout honneur, exiger des explications.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): A entendre parler l'honorable député, on se croirait au conseil de ville de Montréal.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Le conseil de ville de Montréal est un corps honorable et auquel il est flatteur d'appartenir.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): C'est encore ça de plus en plus. Monsieur l'Orateur, j'ai dit que la Corporation de l'Hôpital général de Montréal n'a pas donné un état de son actif et que c'était regrettable parce que cela a pu donner naissance à des rumeurs compromettantes et pour l'hôpital et pour la Chambre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said the item had been voted, and it was irregular to raise any discussion. The question could be discussed when the resolutions of concurrence were before the House.

M. L. BEAUBIEN (Hochelaga): Si je rencontrais sur la rue quelqu'un qui me disait que l'honorable député de Saint-Maurice est un voleur, je ne viendrais pas m'appuyer sur ces dires pour venir ici l'accuser de vol. Il semble qu'il aurait dû suivre la même manière d'agir et qu'il soit venu sans preuves jusqu'à lancer une accusation de vol à l'adresse de l'Hôpital-Général de Montréal.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Il me semble que l'honorable représentant d'Hochelaga, qui paraît s'entendre si bien en fait de vol et qui a tant d'expérience dans les chemins de fer, n'ait pu saisir la différence entre une accusation de vol et ce que j'ai dit. J'ai dit que l'Hôpital général de Montréal n'a pas transmis au gouvernement un état de son actif et c'est un fait qui est constaté par les documents publics. Je n'ai porté aucune accusation, j'ai seulement fait état d'une rumeur. Un rapport démontrant l'état de telles institutions devrait être présenté au Parlement. Mes remarques ne contiennent donc rien qui justifie l'indignation soulevée par elles. C'est comme si l'on disait à l'honorable député que le chemin de fer de colonisation du nord, dont il s'occupe tant, est bâti, tandis qu'il n'est pas non seulement commence, mais qu'il n'y a qu'un bill à son sujet devant la Chambre, qu'il y en aura peut-être encore un l'an prochain, et

qu'il y en aura probablement beaucoup avant qu'il soit construit.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

63. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Saint-Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la Gazette officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

68. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je demande pourquoi l'on voterait cet item, quand le trésorier a exprimé l'espoir, dans son rapport, que cette question serait prochainement réglée sans aller en Angleterre. Et, quand bien même il faudrait en venir là, je crois qu'il serait plus politique et moins contradictoire de ne pas voter cet item.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il demande cette somme, afin de pouvoir faire face à tout événement.

La cause de la province de Québec est faite; s'il n'y a pas d'appel, la somme ne sera pas dépensée.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

69. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour

défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts refondus, B.-C, chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

72. Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Appelle l'attention de la Chambre sur le fait que le gouvernement concède souvent des coupes de bois dont il ne connaît pas du tout la valeur. Les employés de cette partie du service civil chargés de faire rapport sur l'étendue et la qualité des bois de telle ou telle partie du pays négligent leurs devoirs; ce qui doit causer nécessairement un grand tort au gouvernement. Il est d'opinion que les arpentages sont plus difficiles en été qu'en hiver dans le temps convenable de cette saison. Il cite le fait d'un arpenteur qui a mesuré et exploré une étendue de 300 milles de pays en hiver. S'il eût fait sa besogne en été, il lui eût fallu trois saisons. Il dit que ce fait est enregistré dans les documents officiels eux-mêmes. Il a condamné le système de faire les explorations aux dépens de la caisse provinciale et a suggéré comme plus avantageux et plus économique celui d'obliger les acquéreurs de limites à faire les explorations nécessaires à leur propres risques et dépens.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le gouvernement ne connaît que peu ou point la valeur de nos terres à bois du back country; il devrait prendre les moyens nécessaires de se mettre au fait de leur étendue et de leurs qualités et d'être ainsi en état de frustrer les desseins de spéculateurs, tels que ceux qui forment la compagnie dite de Glasgow.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait remarquer que l'on confond deux choses: l'exploration des terres de la couronne pour fins d'utilité publique et l'arpentage des limites. Il ajoute que, depuis la tête du Saint-Maurice jusqu'à la rivière Gatineau, les terres ont été parfaitement explorées depuis deux ans. Ces terres ne valent rien et pour les colons et pour

le commerce de bois. Le sol est tantôt sablonneux, tantôt marécageux, et dans d'autres parties le feu a passé et tout ravagé. Le gouvernement est au fait de tout cela et doit connaître la qualité des terres accordées aux particuliers. Dans maintes circonstances, si les soumissionnaires avaient connu la valeur des terres à bois dans cette partie du pays, ils n'auraient pas voulu les acheter aux prix qui leur étaient demandés.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit qu'il connaît assez bien le pays en arrière des Trois-Rivières jusqu'à une distance de 200 milles. Il est d'avis que le gouvernement est mal renseigné sur la valeur de ses terres. Souvent, il peut céder des terres magnifiques à vil prix sur la parole et les informations de ses agents. Cette faute n'est pas imputable au gouvernement, mais au principe établi, au système en vigueur. Les agents employés par le gouvernement pour explorer les terres s'acquittent avec peu de zèle de leur besogne. Il ne sont nullement au fait de nos richesses forestières. Ceux-là seuls qui sont employés par des compagnies ou des spéculateurs, les coureurs de bois, savent à quoi s'en tenir sur nos grandes richesses forestières. Il est inutile de se fier sur les rapports des Indiens; ils en savent moins que les autres. Ne faisant que la chasse et la pêche, ils ne sont nullement en état de renseigner des particuliers ou le gouvernement sur les qualités de nos bois et l'étendue de nos forêts. Le gouvernement devrait adopter sur cette partie du service public une politique plus précise, plus énergique et plus efficace.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said the Honourable Member spoke regardless of the geological surveys already obtained. He repeated his remarks as to the great extent of the recent explorations and surveys, and the comparatively limited extent of back country in Quebec fit for either settlement or lumbering. It was now demonstrated that there was not near so large a timber region at the head of the St. Maurice as hitherto supposed.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Contredit les opinions du député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham).

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

73. Qu'une somme n'excédant pas quarante-neuf mille deux cent soixante-seize piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses générales pour le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. C.H. POZER (Beauce): Demande des explications et demande si, avec une partie de

cette somme, on ne paierait pas la police rurale et la police du district de la Beauce.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que la Chambre peut étudier les détails de cette question et que pas un centin n'a été employé pour payer la police.

M. C. H. POZER (Beauce): Ajoute que, depuis 1867, \$25,000 ont été dépensées pour la police de la Beauce et que puisque les prévisions n'ont pas d'item pour cette police, elle devrait être retirée.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

74. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose: Qu'une somme n'excédant pas cent onze mille cent trente et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à certains mandats pour dépenses déjà faites pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872.

M. P. BACH AND (Saint-Hyacinthe): Blâme le gouvernement d'avoir payé certaines sommes avant que la Chambre ne les aient votées. Ce procédé est irrégulier.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Fait remarquer plusieurs inexactitudes dans les détails.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Replies that on reference to page 85 of the Public Accounts the details of this expenditure could be seen. He explained the disbursements for public buildings, purchase of seed-grain, repairs to court houses, and grants to superannuated teachers, etc., out of this item. He added the total expenditure had been \$111,000, leaving a balance of \$15,000 to be revoted. Every dollar laid out was accounted for, and there was no danger of a double expenditure.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que l'on avait accordé assez de facilité au trésorier pour faire adopter ses estimés pour qu'il puisse permettre au moins que l'on jette un coup d'oeil sur cet item.

Il suggère de renvoyer l'item à la prochaine réunion du comité. L'item est donc renvoyé à la prochaine réunion.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Attire l'attention de la Chambre sur l'item de \$90,000 pour les chemins de colonisation de première classe.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que l'on a demandé à la séance précédente que cet item soit renvoyé à une autre séance pour permettre aux députés de demander quelle serait la nature des dépenses. Il fait remarquer au gouvernement que le rapport n'est pas complet. L'item de \$22,000 pour la construction du chemin entre Québec et le Lac-Saint-Jean n'y paraît pas. Il serait plus satisfaisant de voir figurer cet item ainsi que quelques autres dans le rapport. Peut-être aurait-on pu alors, s'il eût été publié, empêcher que \$22,000 fussent dépensées à faire un chemin parfaitement inutile.

Depuis dix ans, on n'a soumis aucun rapport et voilà que l'on demande \$90,000 de plus. Le trésorier a dit que l'on trouverait les détails dans les rapports soumis au comité public mais ces rapports contiennent 416 items différents et pour se mettre au courant de tout cela, il faudrait deux ou trois mois.

Il s'opposera à ce que cette somme soit votée quand elle sera soumise au comité, à moins que l'on ne donne quelque information à ce sujet.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que si les explorations eussent été mieux faites, on aurait donné au Saguenay un débouché plus naturel. Or ce débouché naturel est le Saint-Maurice. On n'y aurait dépensé tout au plus que \$10,000. Au contraire on a construit un chemin entre Québec et le lac Saint-Jean dans un endroit impossible. On n'a entendu parler de ce chemin qu'une couple de fois. Des gens soi-disant ayant passé par cette route sont arrivés un beau matin à la porte du parlement à Québec et ont annoncé l'existence du chemin; mais il paraît que le voyage a été si rude qu'ils ont failli en mourir. Ensuite, une certaine dame, Madame Davenport, a tenté de passer dans ce chemin et a fait sur son voyage un rapport peu flatteur pour le gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Si nous voulions écouter l'honorable député, il faudrait tout transporter à Trois-Rivières. Il a déjà demandé l'école de réforme Saint-Vincent-de-Paul et maintenant il demande le chemin de colonisation au lac Saint-Jean. Le chemin qui a été construit l'a été dans le but de permettre au chemin Gosford de se prolonger jusqu'au lac Saint-Jean. Un chemin d'hiver a été construit jusqu'au lac Jacques-Cartier, et c'est la partie la plus difficile du chemin. Lorsque je suis entré dans le gouvernement, j'ai trouvé que le projet d'un chemin de Québec au lac Saint-Jean était très populaire. Le gouvernement décida alors de voter \$200,000 en faveur de cette entreprise; lorsque le chemin sera terminé il ne coûtera pas plus que cela. Au lieu de tout donner d'un coup les \$200,000, le gouvernement en donne des petites sommes seulement; peu à peu, les parties les plus difficiles du chemin ont été construites. Quant au voyage entrepris par madame Davenport, je ferai remarquer à l'honorable député qu'elle l'a entrepris en été et que le chemin qui a été fait n'est

qu'un chemin d'hiver. De sorte qu'il ne faut pas s'étonner si elle a rencontré des marécages et des souches. Quand on en fera un chemin d'été, on pourra y passer aussi facilement que dans tout autre chemin.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Appuie surtout le projet d'un chemin de fer du lac Saint-Jean. On sait les malheurs éprouvés ces années dernières par la population du Saguenay et de Chicoutimi. Si elle avait eu un débouché, elle se serait mieux tirée d'affaire. Cependant grâce à la libéralité du gouvernement, elle a pu pourvoir à ses besoins immédiats. Cette année, la récolte grâce à Dieu a été assez bonne; mais malheureusement il n'y a pas de débouchés par où les habitants puissent écouler les produits de leurs terres. Un chemin de fer qui irait dans ce territoire serait un bienfait pour le pays et une source de prospérité pour la masse. Avec un chemin de fer, il n'y a nullement besoin d'un chemin de colonisation.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que le chemin de fer et le chemin de colonisation au Saguenay dans la direction indiquée, est un rêve, un projet irréalisable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je dirai à l'honorable député que loin d'être une utopie, le chemin est déjà commencé. Il dit que Québec a besoin de ce chemin et que celui dont parle M. Malhiot serait pour les Québécois celui des écoliers.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Dit que l'on favorise les nouveaux comtés et que l'on oublie les anciens.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande des informations plus précises sur cette question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que des informations supplémentaires soient fournies avant que la Chambre ne donne son concours à cet item.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Promet de soumettre à la Chambre tous les estimés et les détails des chemins projetés avant de demander qu'ils ne soient adoptés.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 5 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Peltier (l'Assomption), la pétition du révérend Et. Birs et autres, de la paroisse de Saint-Sulpice; la pétition de Louis-Joseph Huot et autres, de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite; la pétition du collège de L'Assomption; la pétition du révérend Ferréol Dorval et autres, de la paroisse de L'Assomption; la pétition du révérend Geo. Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Lin; la pétition du révérend L.-M. Brassard et autres, de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan; la pétition du révérend D.-A. Laporte et autres, de la paroisse de Repentigny; et la pétition du révérend Pierre Bédard et autres, de la paroisse de l'Epiphanie, toutes du comté de L'Assomption.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de "The Montreal Young Men's Christian Association".

Par M. Daigle, la pétition du révérend M.-J.-E. Chevigny et autres, de la paroisse de Contrecoeur; la pétition du révérend J. Théoret et autres, de la paroisse de Sainte-Julie; la pétition du révérend F.-X. Bourbonnais et autres, de la paroisse de Varennes; la pétition du révérend F. Corbeil et autres, de la paroisse de Saint-François-Xavier, toutes du comté de Verchères.

Par M. Lalonde, la pétition du révérend L. Turcotte et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, comté de Vaudreuil; la pétition de J. Tremblay et autres, de la paroisse de Sainte-Anne; et la pétition du révérend F. Perrault et autres, toutes deux du comté de Jacques-Cartier.

Par M. Pozer, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, comté de Beauce.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur; la pétition du collège de Sainte-Thérèse, dans la paroisse de Sainte-Thérèse; la pétition du révérend L.-J. Piché et autres, de la paroisse de Terrebonne; la pétition du révérend L.-A. Charlebois et autres, de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville; la pétition du révérend Et. Normandin et autres, de la paroisse de Saint-Janvier-de-Blainville; la pétition du révérend Et. Norman et autres, de la paroisse de Lachenaie; la pétition du révérend F.-P. Prud'homme et autres, de la paroisse de Sainte-Sophie; la pétition du révérend M. Thibodeau et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme; la pétition du révérend A. Demers et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines; la pétition du collège Masson, dans la paroisse de Terrebonne; toutes du comté de Terrebonne.

Par l'honorable M. le solliciteur général

Irvine, la pétition de la Société de Québec, pour empêcher les cruautés envers les animaux.

Par M. Méthot, la pétition de Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De L.-R. Masson et autres; demandant l'incorporation d'une Société canadienne d'assurance contre le feu.

De Joseph Lalonde et autres, de la paroisse de Sainte-Justine-de-Newton, et du révérend P. Bélanger et autres, de la paroisse de Rigaud; demandant respectivement que la prison de réforme soit fixée à Vaudreuil.

De Benjamin Hurtubise et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Stratford, comté de Wolfe; demandant de l'aide pour un chemin.

Ordonné, Que la pétition de Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec, présentée ce jour, soit maintenant lue.

Et ladite pétition, demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent d'armes, est lue.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition du très révérend H. Millier et autres, de la ville de Sorel; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Orphelinat de Sorel, et trouve qu'elle n'est pas de la nature de celles qui exigent des avis.

Quant à la pétition de MM. McDougall & Son, de la cité des Trois-Rivières; demandant un acte pour la construction d'un pont sur la Pointe-à-la-Hache, sur le Saint-Maurice, votre comité trouve que les avis requis par la règle n'ont pas été publiés et ne peut, en conséquence, recommander la suspension de la 51^e règle.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections.

Il explique que son bill est le même, en substance, que celui de l'Ontario, avec procès d'élections contestées devant des juges de cours de justice devant rendre leur décision en trois jours. Il comporte aussi les mêmes dispositions que la loi ontarienne quant aux pots de vin et la corruption.

Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'article 834 du code de procédure civile du Bas-Canada, et pour faciliter l'applica-

tion de l'article 2453 du code civil du Bas-Canada.

Accordé.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser Antoine Mayrand, de Nicolet, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière Nicolet.

Accordé.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Orphelinat de Sorel.

Accordé.

Avis de motions:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il introduira lundi un bill pour rendre plus efficace l'administration et la vente des terres de la couronne.

Il proposera aussi une série de résolutions pour l'achat de l'asile de Beauport par la province. (Applaudissements prolongés de la part des députés de l'Opposition).

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente, en conformité d'adresses à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, de la dernière session: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée du 21 décembre 1871, demandant un état des terres occupées et concédées en vertu de permis d'occupations du département des Terres de la couronne, enlevées aux colons par le département ou les agents, dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, depuis le 15 avril dernier; et spécialement les raisons pour lesquelles ces terres ont été reprises; si elles ont été revendues ou concédées, à qui, pour quel prix et à quelle époque; aussi, un état des colons qui, dans les mêmes comtés, sont en arrérages avec le département pour le prix de leurs terres. (Documents de la session, no 22).

Aussi: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 21 décembre 1871, demandant un état détaillé du montant des sommes remises depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix des terres achetées du gouvernement, soit avant, soit après le 1^{er} juillet 1867, indiquant à qui et à quelle époque ces remises ont été faites et pour quelles raisons; le montant dû par chaque personne et le montant qui lui a été remis; les numéros des lots et aussi les rangs, townships et comtés, où sont situés les lots à raison desquelles telles réductions ont été faites. (Documents de la session, no 23).

Et de plus: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 15 novembre 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grèves, les permis d'occupation et patentes accordés; les

noms des personnes, les montants payés ou stipulés, les raisons alléguées pour la concession de ces grèves, l'étendue des terrains concédés, et la date des diverses demandes et des transactions effectives à ce sujet par le département des Terres de la couronne. (Documents de la session, no 24.)

Siège de M. Cauchon

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Que le vingt-trois novembre dernier, il s'est réuni pour prendre en considération la déclaration de M. Joly: "Que l'honorable député de Montmorency était un des propriétaires de l'Asile des aliénés de Beauport, et comme tel avait un contrat avec le gouvernement, lorsqu'il a été élu membre de cette Chambre aux dernières élections générales" qui lui a été référée par votre honorable Chambre.

Qu'à des séances subséquentes de votre comité, les témoins suivants ont été entendus: Cyrias Pelletier, écuyer, John Strang, écuyer, N.P., John Alfred Charlebois, écuyer, N.P., Jean-Etienne Landry, écuyer, M.D., Clément Vincelette, écuyer, Edward O'Brien, écuyer, N.P., William Bignell, écuyer, N.P., et François-Elzéar Roy, écuyer, M.D.

Que votre comité à sa dernière séance a adopté la résolution suivante:

Que ce comité fasse rapport à la Chambre de ses procédés et des témoignages entendus devant lui.

Votre comité, conformément à cette résolution, et pour l'information de votre honorable Chambre, produit avec le présent rapport le procès-verbal des séances de ce comité et les documents suivants:

1. Bref d'élection pour la division électorale de Montmorency.
2. Proclamation de l'officier rapporteur.
3. Commission, serment et certificat de prestation de serment du clerc d'élection.
4. Serment et certificat de prestation de serment de l'officier rapporteur.
5. Rapport de l'officier rapporteur.
6. Témoignage pris devant ledit comité:

Délibérations du comité

23 novembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Cauchon, Ouimet, Holton et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Fortin, Cassidy, Fournier, Joly, Lynch et Poupore.

Sur motion de M. Lynch, l'honorable M. Ouimet est nommé président de ce comité.

Sur motion de M. Joly, ordre est donné au greffier du comité de notifier les témoins suivants: le greffier en chancellerie et MM. F.-E.

Roy, J.-E. Landry, James Douglas, Clément Vincelette, Alexandre Lemoine, A.-H. Verret, J.-A. Charlebois et Laurent Catelier, de comparaître devant le comité le 25 novembre courant.

25 novembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly et Lynch.

L'honorable M. Irvine fait motion:

Que ce comité s'ajourne à mercredi prochain, le 27 novembre courant.

Cette motion est mise aux voix et perdue.

Sur motion de M. Joly, les honorables MM. P.-J.-O. Chauveau et Joseph Cauchon sont priés de vouloir bien comparaître demain devant ce comité, afin de donner leurs témoignages dans l'affaire de la déclaration de M. Joly, référée à ce comité, ainsi que les messieurs dont suivent les noms: J.-A. Charlebois, écuyer, Philippe Huot, écuyer, William Bignell, écuyer, Edward O'Brien, et John Strang, écuyer.

L'honorable M. Holton fait motion: Que l'honorable M. Cauchon soit notifié que ce comité continuera demain l'enquête dans l'affaire de la déclaration de M. Joly, référée à ce comité.

La motion est adoptée.

M. Joly fait motion que les témoins soient assermentés.

La motion est adoptée.

26 novembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Bachand.

M. R. Alleyn, avocat, comparaît comme conseil pour l'honorable M. Cauchon. MM. John Strang, J.-A. Charlebois et J.-E. Landry, sont assermentés et donnent leurs dépositions.

27 novembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Irvine, Ouimet, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Rhéaume.

Le Dr Landry est de nouveau assermenté et examiné.

MM. Edward O'Brien, C. Vincelette et Philippe Huot sont assermentés et donnent leurs témoignages.

28 novembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bachand, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch, Poupore et Rhéaume.

M. Joly déclare qu'il n'a plus de témoins à faire entendre.

Sur demande de M. Alleyn, le comité s'ajourne au lendemain, avec l'entente expresse que M. Alleyn déclarera au comité quel plaidoyer il entend faire à l'encontre de la déclaration de M. Joly, et procédera à son enquête.

29 novembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch, Poupore et Rhéaume.

M. Alleyn, au nom de l'honorable M. Cauchon, déclare qu'il n'entend faire aucun plaidoyer à l'encontre de la question maintenant devant le comité, ni faire entendre de témoins, et qu'il s'en rapporte entièrement à la décision de ce comité.

M. Bellingham fait motion que ce comité est d'opinion que la déclaration faite par l'honorable représentant de Lotbinière, et référée par la Chambre à ce comité, a été pleinement justifiée par la preuve amenée par lui devant ce comité.

Cette motion est adoptée.

M. Chapleau fait motion que le Dr F.-E. Roy soit maintenant examiné comme témoin.

L'honorable M. Holton propose en amendement, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés: "Après que l'honorable Jos Cauchon aura été entendu comme témoin".

L'amendement est mis aux voix et perdu.

La motion principale est alors adoptée.

30 novembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Irvine, Ouimet et Holton, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Poupore.

M. le Dr F.-E. Roy est assermenté et donne son témoignage.

2 décembre 1872

Députés présents: les honorables MM. Irvine, Ouimet, et MM. Bachand, Bellingham, Cassidy, Fortin, Fournier, Joly et Poupore.

Examen du Dr Roy continué et terminé.

Sur la proposition de l'honorable M. Holton, ordre est donné au greffier du comité de mentionner au procès-verbal des séances de ce comité, que l'honorable M. Cauchon, ayant été invité à comparaître comme témoin devant le comité, n'a pas comparu, et n'a pas réclamé devant ce comité son privilège de membre de la Chambre pour ne pas comparaître.

Députés présents: Les honorables MM. Irvine, Ouimet, Holton, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Poupore.

M. Joly fait motion:

Qu'il soit résolu que ce comité est d'opinion que la question qui lui a été soumise est sujette aux dispositions de la 32e Victoria, chapitre 3,

section 4, et le 1er paragraphe de la section 5 qui statuent dans les termes suivants:

Nulle personne ayant ou possédant, entreprenant ou exécutant directement ou indirectement, seule, ou avec une autre, par elle-même ou par l'intermédiaire d'un syndic ou tierce partie, un contrat ou marché avec un officier ou département public de la province, ou de la Puissance, se rattachant au service public de cette province, ou de la Puissance, ou en vertu duquel les deniers publics de la province, ou de la Puissance, devront être payés pour aucun service, ouvrage, matière, ou chose, ne sera nommé conseiller législatif, ni ne sera éligible comme membre de l'Assemblée législative, ni dans l'un ou l'autre cas ne siégera ni ne votera en cette qualité.

5e "Si une personne déclarée inéligible, aux termes du présent acte, comme membre de l'Assemblée législative est néanmoins élue et rapportée comme membre d'icelle, son élection et rapport seront nuls et de nul effet".

Qu'il a été établi d'après les dispositions de la loi ci-dessus citées,

Que l'honorable Joseph Cauchon n'était pas éligible comme membre de l'Assemblée législative de la province de Québec aux dernières élections générales pour ladite Assemblée.

Que votre comité recommande respectivement que l'élection et le rapport dudit honorable Joseph Cauchon pour le district électoral de Montmorency soient déclarés nuls et de nul effet par votre honorable Chambre.

L'honorable M. Irvine propose en amendement:

Qu'il soit résolu, que ce comité fasse rapport à la Chambre de ses procédés et des témoignages entendus devant lui.

L'amendement de l'honorable M. Irvine étant mis aux voix, est adopté sur division.

Gédéon Ouimet,
Président

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le rapport est très volumineux, et qu'il se propose de donner aux députés le temps de l'étudier avant de procéder plus loin. Lundi ou mardi, cependant, il procédera. A ce moment, les témoignages entendus auront, croit-il, été distribués aux députés.

Interpellation:

Machines à broyer la pierre

M. G. LAROCQUE (Chambly): Demande si le gouvernement a l'intention de faire l'acquisition d'une ou de plusieurs machines à broyer la pierre pour les mettre à la disposition des municipalités de paroisse ou de comté, ou même des localités qui se montreront les plus empressées à s'imposer des sacrifices, soit au moyen de taxes ou autrement, pour parvenir à améliorer leurs chemins en les macadamisant.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): C'est l'intention du gouvernement de faire l'expérience du système proposé par l'honorable député.

Colonisation

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement de donner, dans les cantons non établis, un certain nombre de lots à titre d'octroi gratuit, aux premiers colons qui s'y établissent.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): C'est possible en quelques endroits et le gouvernement le fera peut-être, surtout pour encourager ceux qui bâtiront des moulins.

Propriété du gouvernement

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande quand le gouvernement a l'intention de vendre la propriété située rue Notre-Dame, entre la place Jacques-Cartier et la rue Claude.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Les avis seront donnés prochainement.

Département de l'Instruction publique

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Appuyé par le député de Montmagny (M. F. Fournier), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé des sommes d'argent perçues et payées par le département de l'Instruction publique de cette province, depuis 1867 jusqu'à ce jour; la date de la réception et du paiement de ces sommes et les noms des personnes à qui ou pour qui ces paiements ont été faits.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Cette demande implique une immense somme de travail, si nous y consentons. Il faudra plusieurs commis surnuméraires et la préparation de cette réponse occasionnera des dépenses considérables. Je prierais donc l'honorable député de vouloir bien nous indiquer ce qu'il veut connaître, afin de simplifier la besogne et de diminuer les dépenses. Il ne se figure peut-être pas les dimensions de l'ouvrage qu'il demande. Notre comptabilité renferme plusieurs livres; nous avons le livre pour les écoles communes, pour les écoles dans les municipalités pauvres, et le livre pour les Ecoles Normales. Si on l'accepte telle qu'elle est soumise, la demande de l'honorable député exigera qu'on copie tous ces livres pendant plusieurs années. C'est une besogne énorme.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Je ne vois pas que cette adresse exige une

réponse qui occasionne beaucoup d'ouvrage. Il suffira de transcrire les livres pour donner le montant des sommes payées et les montants reçus. C'est bien simple, si les livres sont aussi bien tenus que je le suppose.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Pense que la demande de ces rapports est d'un bon effet parce qu'ils mettent le gouvernement en garde. La Chambre a droit de demander à connaître comment la chose publique est administrée. Mais dans cette circonstance, il semble que le comité des comptes publics peut obtenir tous les renseignements désirables. Le rapport demandé par le député de Shefford entraînerait dans une dépense inutile. Il dit néanmoins que le gouvernement doit constamment se tenir sur ses gardes et doit pouvoir fournir tout document dont on fait la demande.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ecoutez! Ecoutez!

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Mais...

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): N'écoutez pas! (Hilarité)

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Mais je pense que l'honorable représentant de Shefford devrait nous dire ce qu'il veut savoir, afin qu'on puisse travailler en conséquence et ne pas préparer des informations qui coûteraient beaucoup et ne seraient d'aucune utilité.

D'ailleurs, pourquoi l'honorable député, qui fait partie du comité des comptes publics, n'a-t-il pas demandé ces informations à l'assistant-ministre de l'éducation, M. le docteur Giard, quand il a comparu devant le comité? Ou bien, pourquoi ne le fait-il pas encore venir devant le comité pour avoir les informations qu'il demande? Ce serait le moyen le plus simple et le moins dispendieux.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Je crois que j'ai droit d'obtenir cette adresse et j'y tiens. Au lieu de vouloir faire des dépenses inutiles, je veux avoir des renseignements qui vaudraient beaucoup plus que le montant de ces dépenses au pays.

Puisque l'honorable député de Laval a voulu parler de ce qui s'est passé au comité des comptes publics, ce que je n'aurais pas voulu faire parce que c'est contraire aux règles, je vais dire ce que nous a révélé l'interrogatoire du Dr. Giard. Il est venu nous dire que les entrées dans les livres du département sont en arrière de trois ans et que les sommes reçues ne sont pas entrées du tout.

Ces omissions sont dues à la maladie du comptable qui déclare cependant pouvoir être en mesure de remédier à cette situation dans un délai de trois jours. Eh bien! c'est pour mieux constater cet état de choses si anormal et mettre la Chambre en lieu d'y remédier que je

demande cette adresse. On ne saurait me la refuser, quand on pense que les sommes reçues par le département se montent à \$804,000 par année. Il a donc été reçu depuis 1867 environ \$1,500,000 sur lesquelles on n'a pas de renseignements. La question est grave et mérite notre plus sérieuse considération.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'oppose à la proposition.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait voir tous les embarras que doit faire naître un tel état. Il faudrait examiner les comptes de plusieurs centaines de municipalités, et ceux des écoles communes, des écoles normales et autres institutions qui sont disséminées dans toute la province. L'honorable député est certainement dans l'erreur en ce qui regarde la comptabilité du département de l'Instruction publique. Le Dr Giard n'a pas déclaré que les recettes ne sont pas entrées du tout. Au contraire, il a dit qu'elles sont portées dans un premier livre, mais que les entrées définitives ne sont pas faites, à cause de la maladie du teneur de livres et de son assistant.

D'ailleurs, voici comment nous procédons: Nous mettons en tête la somme reçue pour chaque partie des allocations et au-dessous le détail de tous les chèques qui sont émis. Il est donc évident que toutes les sommes reçues sont entrées. Seulement, je regrette de dire que les livres sont tenus en partie simple.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Eh bien! puisque les entrées se font en partie simple et qu'il n'y a qu'un seul livre à copier, l'adresse que je demande n'occasionnera guère de troubles et de dépenses.

Je dois dire que tenir des livres en partie simple pour des affaires aussi importantes me paraît un peu extraordinaire et je demande à l'honorable trésorier ce qu'il pense de ce système.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuie la motion et réitère cette question: "Pourquoi si les entrées peuvent être faites dans trois jours, le gouvernement exige-t-il une période de temps aussi longue que celle mentionnée par M. Chauveau, pour soumettre les rapports demandés?"

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Complained of the unbusiness-like system of account-keeping in the Education Department, and urged reform and a compliance with the spirit of the motion. He did not accuse the Department of impropriety or inaccuracy in the statement of its accounts.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Admitted the system was not the mercantile one, or one he approved of himself, but there was substantial accuracy in the

keeping of the accounts. The receipts and expenditures were all carefully entered, and ascertainable without difficulty. The production of a detailed statement covering five years would be a laborious and expensive undertaking.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Souvent ceux qui parlent le plus d'économie sont les premiers à faire des dépenses en se servant du beau prétexte de l'économie. Je ne dirai pas que le député de Shefford agit de la sorte; mais je pense qu'il nous prouvera ses principes économiques en indiquant les points sur lesquels il veut des renseignements.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Censure vertement l'administration de ce département à qui la Chambre accorde aveuglément de l'argent sans savoir quel usage on en fait.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Avoue que l'on ne fait pas d'écritures depuis trois ou quatre ans à partir du grand livre et du livre des recettes parce que les écritures ne se font pas en double.

Il trouve que le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise) s'est un peu trop hâté en faisant ces assertions et il ne doute pas que l'on pourra dans deux ou trois jours fournir à la Chambre ce qu'il demande.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Félicite M. Picard d'être mieux renseigné sur cette question que le chef du département lui-même.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Dit qu'il ne propose pas de fournir un état détaillé des recettes et dépenses, mais que l'on pourra le donner en bloc.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): La demande de M. Laframboise n'est que juste; quelle est-elle? Simplement que l'on fournisse les détails des recettes et des dépenses depuis 1867. Il ne craint pas de dire que dans un département où les livres sont bien tenus, on peut fournir un état dans quelques jours.

Il ne veut pas enfreindre les règlements de la Chambre en divulguant ce qui s'est passé en comité, mais d'après les informations prises, les livres auraient pu être mieux tenus. Il n'a pas de preuves à donner mais il se dépense de si fortes sommes pour ce département qu'il est du devoir des députés de s'assurer comment on les a dépensées depuis cinq ans.

Il croit que l'on devrait accorder au député de Shefford les informations qu'il demande. Il est certain que son honorable ami consentira à des arrangements raisonnables.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Croit comme son honorable ami de Montréal que les livres ne sont pas tenus exactement comme l'exigerait un financier,

mais que le système répond aux besoins du département.

On balance les comptes chaque mois et il est d'avis que le système est passable. Il est certain qu'un seul employé ne peut faire tout ce travail en deux semaines et avoue que les livres auraient pu être mieux tenus.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que de l'aveu même du trésorier les livres n'ont pas été tenus comme le ferait un négociant. Le seul système qui soit bon est celui des entrées en partie double.

S'il n'y a pas d'erreur dans les comptes, on ne doit pas craindre de produire les livres.

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Ne croit pas qu'il soit nécessaire de retourner si loin en arrière.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Dit que si le trésorier trouve que six ans est trop, on peut au moins examiner les livres pour les trois dernières années.

Il ne voit pas pourquoi le gouvernement s'opposerait à cela.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que personne ne doute que ce que le trésorier assure ne soit exact; en outre, c'est une question qui est devant le comité des comptes publics et on ne doit pas s'en occuper à présent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Trouve que la théorie de M. Robertson relativement à la tenue des livres des départements est fort étrange.

Il compare ce système à celui du laitier et du boulanger qui font une marque à la craie derrière la porte pour chaque pot de lait ou chaque pain qu'il débite.

Il est du devoir du trésorier de voir à ce que ces livres soient bien tenus.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il n'approuve pas le présent système, mais cependant qu'il est correct.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Soutient qu'il y a eu des inexactitudes et il cite comme exemple l'item de \$3,000 remboursées par l'Université Laval et dont toutes traces ont disparu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que cette somme a été déposée au crédit du secrétaire provincial pour être employée par la population catholique quand l'occasion s'en présentera.

Il s'oppose à cette adresse, parce que les informations que l'on demande demandent de telles recherches qu'il sera impossible de le faire à cette session.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, Da-

vid, Esinhart, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay, 19

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cauchon, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), De Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Hearn, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRoque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 43

Ainsi la proposition est résolue dans la négative.

Terres de la couronne

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état complet des sommes provenant de la vente des terres de la couronne, perçues par le gouvernement de cette province, depuis 1867.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Indépendance de la législature

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose au caractère du projet de loi. Il voit des inconvénients et des pertes publiques en empêchant le gouvernement d'employer des hommes de profession capables et expérimentés, tels qu'avocats et docteurs.

Il ne voit pas de danger à laisser au gouvernement un pouvoir discrétionnaire de cette nature.

Il a l'intention de proposer en amendement que les avocats, les médecins, les architectes et autres hommes de profession, puissent être membres du Parlement.

Suivant l'acte actuel, les émoluments qu'ils reçoivent de la couronne ne dépassent pas quatre ou cinq cents piastres.

Il ne croit pas qu'il soit juste de priver le gouvernement des services d'hommes de profession de talent, parce que par hasard ils occupent un siège au Parlement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Parle dans le même sens. Il dit qu'à cet égard les gouvernements impérial et fédéral ont donné l'exemple en faisant appel aux services d'hommes publics et d'experts qui en l'occurrence ont pu siéger au parlement. Ces hommes peuvent rendre de très grands services au public à l'occasion.

Il croit que les restrictions du bill sont trop sévères.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que la Chambre ne doit rien négliger pour assurer son indépendance. Il rappelle que même Sir Georges-Etienne Cartier a accepté le principe de l'exclusion du Parlement des gens employés temporairement par le gouvernement pour un mois ou un an.

En agissant ainsi, il revenait à la loi qui prévalait avant 1867 et il a reçu l'appui des ministres fédéraux de la province de Québec.

En terminant, il rappelle les abus qui se sont produits à Ottawa.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il peut intelligemment être d'accord avec Sir Georges-Etienne Cartier, concernant une mesure pour le gouvernement fédéral, sans pour autant vouloir agir de même pour le gouvernement de la province de Québec. Il ajoute qu'il pourrait bien s'être aperçu de certaines déficiences et désirer qu'elles ne se reproduisent pas ici.

Il n'y a pas de raison pour en arriver aux solutions extrêmes du réformateur zélé qu'est le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand).

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Challenged the Opposition to show any case in which the employment of professional gentlemen to attend to the business of the Crown had been abused. He instanced two or three cases in which professional gentlemen holding seats in the House had rendered valuable service to the Crown without in any way affecting the independence of the Legislature. He thought it was lowering to the character of the House to suppose its independence could be injuriously affected by the occasional holding of a brief by a member. He would be sorry to express such a compromising suspicion. He saw good reason

for allowing the Government to make use of the best talent procurable on occasions of importance.

La Chambre se forme en comité.

En comité:

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose d'amender la première section en retranchant le mot "temporaire" de manière à permettre aux députés d'accepter un emploi ou des commissions pour un temps limité.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'oppose fortement à cet amendement qu'il considère comme devant détruire l'objet principal de la mesure.

Le procureur général et le député de Terrebonne ont tous deux reconnu le principe du bill et maintenant ils veulent en détruire le but principal.

Si l'amendement passe, des hommes comme le colonel Gray pourront siéger au Parlement tout en touchant un traitement pour d'autres services.

L'amendement est adopté sur division: pour 25, contre 19.

Le comité fait rapport avec un amendement. Il est ordonné que le bill soit reçu demain.

Elections contestées

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour déférer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges, et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée législative de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande que l'Assemblée s'ajourne à aujourd'hui, puisqu'il est six heures.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'oppose à cette suggestion.

L'Orateur déclare qu'il est six heures.

A six heures l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Elections contestées

Reprise des débats sur la proposition du député de Montmagny (M. T. Fournier).

M. P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande qu'on ne tienne pas compte de ce bill avant que celui du gouvernement soit imprimé.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Feared these repeated delays would prevent any bill on this subject passing this session. Either the bill would have to be dropped, or members to come back after Christmas.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait part à l'Opposition que le gouvernement croit que son bill passera durant cette session, sans qu'on doive la prolonger après Noël.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Proteste contre toute tentative ayant pour but de renvoyer à plus tard le bill du député de Montmagny (M. T. Fournier).

The Government either felt hostile to the principle of the bill, or to its promotion by a private member. There was no reason for this prolonged negligence. Ministers were probably quarrelling among themselves about petty appointments and were manipulating political schemes and neglecting the proper business of the House.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Said the Opposition desired to usurp the functions of the Government. One of the first principles of parliamentary government was to leave to Ministers the initiation of public measures. In this instance Ministers had introduced a bill on the subject dealt with by a private member. Surely the House could wait a little, till the Government scheme was in the hands of members. This was the more reasonable notion that both bills were copied from the legislation of another province, and neither party here could claim the honor of paternity in the matter.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Protested against further loss of time. The Premier's bill was not, on the 17th day of the session, ready; Mr Fournier's was. Why, then, not proceed therewith? After some days, while in committee, if the Premier's appeared, and agreed in spirit with that before the House, it could be favourably dealt with.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Urged the acceptance of this motion and the sanction of the principle of his measure.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said if the mover's object was to secure the

triumph of the principle of his bill, he was unwise in opposing the Government, which had a measure of similar spirit before the House. If he did not wish his professed object to succeed, he was adopting the right course in attempting to force his measure against that of the Government. He should await the Premier's bill, which was designed to secure the end the opposition pretended to have in view.

Appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), sous forme d'amendement à la question, il propose que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "lundi, le 16 courant" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Bellerose, Brigham, Cassidy, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Daigle, David, Dorion, Dugas, Esinhart, Fortin, Fournier, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Holton, Houde, Irvine (sol. gén.), Joly, Laberge, LaFontaine, Laframboise, Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRoque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Lynch, Mailloux, Malhiot, Marchand, Méthot, Molleur, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Pozer, Rhéaume, Robert, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Sylvestre, Tremblay, Trudel et Verreault, 54

Contre: MM. Chapleau et de Beaujeu, 2 (Rires)

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit lu la seconde fois lundi, le 16 du courant.

Loi de la chasse

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Il explique que le but du bill est d'avancer la date où l'on peut chasser dans le district de Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Rhéaume, M. Fortin, M. Bellingham, M. Gérin, M. Houde, M. Méthot, M. Tremblay, M. Verreault, M. Dorion, M. Gill, et M. Marchand, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Limites de la paroisse de Saint-Féréol

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmo-

rency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour donner les limites à la paroisse de Saint-Féréol, pour les fins civiles et municipales.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Stanstead Wesleyan College

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer the Stanstead Wesleyan College.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le rapport du comité des subsides soit maintenant reçu.

La Chambre adopte les deux premières résolutions du comité des subsides du 2 décembre.

La Chambre reçoit ensuite les 21 premières résolutions adoptées le 2 décembre par le comité des subsides. Lors de la deuxième lecture de l'item 15:

15. Résolu qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Complained that the Historical Society of Montreal, and perhaps some others, was a species of ring, or closed corporation, which did little beyond occasionally publishing a paper of researches, reminiscences or something of the kind. Little benefit accrued to the general public from much of this expenditure. This particular Society had been getting \$400 a year. Annual reports should be required from these societies.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Lauded this and other societies as useful in contributing to the historical and literary wealth of the country. The members of

this society induced several eminent men, who had been disrespectfully treated by the remark of Mr Fournier.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said it was probably meant that this Society was a closed corporation. Receiving public money, it ought to admit all willing to join and learn.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Defended the object of Mr. Fournier, which was to see that the public received some return for its outlay.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said he believed there was nothing of the ring or closed corporation about the present society. He thought it would admit all who applied. He would telegraph tomorrow to know if any had been refused.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Se porte à la défense de la société et dénonce le langage du député de Montmagny (M. T. Fournier).

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Recommended the obtainment of statements of affairs or results from all such societies as a condition of their annual grants.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'à l'avenir, il en fera une condition.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Congratulated himself upon the result of his observations, conceiving that he was compensated for the sharp treatment he had received from the Premier and Mr. Chapleau. He had no reason to retract anything he had said.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dénonce les propos du député de Montmagny (M. T. Fournier), comme impolis, injustifiables et calomnieux. Il dit que celui-ci aurait dû suivre l'exemple de politesse que lui servait le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), ce qui demeure la meilleure façon d'obtenir des concessions.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Rappelle à l'ordre le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'enfreint pas le règlement et répète les propos qu'il a tenus contre le député de Montmagny.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Invoque le règlement à nouveau.

L'ORATEUR: Décide que le langage du député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) n'est pas parlementaire.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said the present wrangle should not continue. If the members did not agree, the House should not vote the money. He would not enter into the merits of the question.

Les résolutions, jusqu'à la 21e, sont adoptées.

La vingt-deuxième résolution et les suivantes, jusqu'à la vingt-cinquième inclusivement, étant lues une seconde fois; il est ordonné que la considération ultérieure desdites résolutions soit remise.

La Chambre s'ajourne à dix heures.

Séance du 6 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de Thomas Barwis et Basile Théroix, junior, greffier conjoint de la paix pour le district d'Arthabaska.

Par M. Chapleau, la pétition de la municipalité du village et de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme; la pétition de la municipalité du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville; et la pétition du révérend A. Nantel et autres, du collège Sainte-Thérèse, toutes du comté de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend V. Plinguet et autres, de la paroisse de la Visitation-de-l'Isle-du-Pads, du révérend J.-J. Desautels et autres, de la paroisse de Saint-Damien-de-Brandon, toutes du comté de Berthier, du révérend Frs. Marcoux et autres, de la paroisse de Saint-Régis, du révérend F.-X. Geoffroy et autres, de la paroisse de Saint-Romain-de-Hemmingford, de F. Woods et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon, du révérend J.-J.-A. Vinet et autres, de la paroisse de Saint-Anicet, toutes du comté de Huntingdon, du révérend Théo. Pépin et autres, de la paroisse de Saint-Antoine-Abbé, des comtés de Huntingdon et Châteauguay, du révérend Ths. E. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Edouard, comté de Napierville, du révérend J. Gravel et autres, de la paroisse de Laprairie, du révérend M.-P.-T. Hurteau et autres, de la paroisse de Saint-Constant, du révérend J. Morin et autres, de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, du révérend J. Lauzon et autres, de la paroisse de Saint-Philippe, du révérend J.-N. Trudel et autres, de la paroisse de Saint-Isidore, comté de Laprairie, toutes du comté de Laprairie, du révérend M. Mireault et autres, de la paroisse de Saint-Calixte, comté de Montcalm, du révérend J.-H. St-Jacques et autres, de la paroisse de Saint-Côme, du révérend 6. Blanchard et autres, de la paroisse de Sainte-Beatrix, toutes du comté de Joliette, du révérend J. Thibault et autres, de la paroisse de Longueuil, du révérend J.-B. Langlois et autres, de la paroisse de Saint-Hubert, du révérend J.-Ed. Dupras et autres, de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, toutes du comté de Chambly, du révérend N. Barret et autres, de la paroisse de Saint-Luc, du révérend F. Aubry et autres, de la paroisse de Saint-Jean, du révérend G. Lesage et autres, de la paroisse de Saint-Valentin, toutes du comté de Saint-Jean; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la corporation du collège Sainte-

Marie, à Montréal, pour l'établissement d'une université à Montréal, soient accordées.

De Edouard Gibouleau et autres, de la paroisse de Notre-Dame des Anges (Missisquoi), demandant à être annexés au comté d'Iberville pour les fins judiciaires, municipales, scolaires et autres.

Du révérend P.-A. Laporte et autres, du township de Rawdon (Montcalm), demandant de l'aide pour un chemin.

Ordonné, que la pétition de l'Institut Trafalgar, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation dudit institut, est reçue et lue.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a soumis à un sous-comité les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, qui en a fait rapport.

Que votre comité a approuvé ledit rapport marqué A, et demande qu'il soit adopté par votre honorable Chambre.

Assemblée législative,
Vendredi, 22 novembre 1872

Le sous-comité nommé pour examiner les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les rapports de G. M. Muir, écuyer, greffier de la Chambre, de E. Simard, écuyer, assistant-greffier, de C.-F. Langlois, écuyer, greffier en chef des bureaux, de Pierre Chenet, écuyer, maître de poste, et de Olivier Robitaille, messenger en chef.

Votre sous-comité croit devoir attirer de nouveau l'attention de votre comité sur le retard survenu dans la distribution des journaux et des statuts, ainsi que des autres documents de cette Chambre, tel que mentionné dans le rapport de l'Assistant-greffier, et recommande que les imprimeurs soient strictement tenus d'exécuter leur contrat.

Votre sous-comité est convaincu que l'achat de la papeterie a été fait avec la même économie des autres années, mais il regrette de faire observer qu'une certaine hausse s'est fait sentir dans les prix, ce qui est dû sans doute à l'augmentation du prix du travail et des matériaux.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de L.-R. Masson et autres, du district de Montréal; demandant à être incorporés sous le nom de

"Compagnie canadienne d'assurance contre le feu", et trouve que les avis requis ont été donnés.

Documents:

Repatriement de Canadiens

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 13 de novembre 1872, demandant un état des sommes employées au repatriement des Canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées, et indication des noms des agents d'immigration ou de colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses, et du nombre des familles repatriées. (Documents de la session, no 25.)

Introduction de bills:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec.

Accordé.

Message du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente et unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil législatif a passé un bill, intitulé: "Acte pour valider certains inventaires", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Colonisation

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente et unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Validation de certains inventaires

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour valider certains inventaires", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre s'occupe de nouveau de la considération du rapport du comité des subsides.

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, lundi dernier, le deux du courant.

Et la vingt-deuxième résolution et les suivantes, jusqu'à la vingt-cinquième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre reçoit les résolutions rapportées du comité des subsides, le trois décembre.

Et la première résolution et les suivantes, jusqu'à la quatorzième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quinzième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La seizième résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

La Chambre reçoit les résolutions rapportées du comité des subsides, le 4 décembre.

Et la première résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée: que cette Chambre concourt avec le comité dans ladite résolution.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (L'honorable L. H. Holton), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Chambre" soient retranchés et que les mot "tout en approuvant l'octroi de la somme demandée pour la confection de chemins de colonisation, est d'opinion que cette appropriation ne doit pas être votée en bloc, comme il est maintenant proposé de le faire, mais que cette somme devrait être votée par cette Chambre de manière à ce qu'il apparaisse distinctement dans ce vote quel est l'octroi demandé pour chaque chemin", soient mis à la place.

Je crois, Monsieur l'Orateur, avoir des raisons très sérieuses pour faire cette motion. Les honorables députés comprendront que l'idée la plus louable et la plus importante est le mobile de ma proposition. Je commencerai par signaler les abus qui me paraissent résulter du système en vertu duquel on donne la construction de ces travaux.

Le rapport du commissaire des Travaux publics, qui vient d'être distribué aux députés et dont j'ai lu des extraits quand nous avons discuté cette question devant le comité des comptes publics, prouve qu'il y a réellement des abus. Il est juste, avant de voter des appropriations, de connaître dans quelles fins elles sont votées, à quelle localité, à quel corps social elles sont applicables. Cela supprimerait probablement des abus que je ne taxerai pas de

volontaires. On a dépensé \$22,000 pour un chemin qui conduit de Québec au lac Saint-Jean; le chemin ne sert à rien et ne servira jamais à rien du tout. Il est impossible d'y passer. Lors de cette discussion, j'ai fait allusion au chemin du lac Saint-Jean que l'honorable Premier ministre a dit fini sur la moitié de son parcours comme chemin d'hiver.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'ai pas dit que le chemin est fini sur la moitié de son parcours comme chemin d'hiver; j'ai dit qu'il est ouvert sur la moitié de son parcours jusqu'au lac Jacques-Cartier comme chemin carrossable et que le reste de la route, la partie qui offre le moins de difficulté, est ouvert comme chemin d'hiver.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne puis contredire l'honorable Premier ministre sur une question de fait. Cependant, je ne m'attache pas tant à la somme d'ouvrage fait, qu'à l'à-propos et à l'utilité de ce chemin, qui est impraticable à cause du terrain qu'il parcourt. Je doute que si, au lieu de demander \$90,000 en bloc, l'honorable Premier ministre eût demandé \$22,000 pour ouvrir ce chemin, la Chambre eût consenti à voter cette somme, puisque, comme je viens de le dire, ce chemin est impraticable. Pour établir cette impraticabilité, je prendrai la déclaration de l'honorable député des Trois-Rivières, qui a fait une étude spéciale de ce chemin et nous a dit que le meilleur chemin pour mettre le lac Saint-Jean en communication avec le Saint-Laurent doit suivre la direction du Saint-Maurice et aboutir aux Trois-Rivières. Il a déclaré, avec une franchise qui lui fait honneur, que l'idée du chemin de l'honorable Premier ministre est absurde et que l'idée de la prolongation du chemin de Québec et Gosford jusqu'au lac Saint-Jean est absurde aussi.

C'est vrai et je l'étonnerai peut-être en disant que j'approuve sa manière de voir. Puisqu'il n'y a pas d'espoir qu'on puisse mettre les régions du lac Saint-Jean en communication avec le fleuve au moyen des deux chemins commencés, j'attire l'attention de la Chambre sur ce fait: on a étudié et discuté ces deux projets; on a envoyé des arpenteurs pour examiner les régions que parcourt la rivière Metabetchouan et explorer les endroits où devrait passer la continuation du chemin Gosford. J'admets que, d'après le rapport de ces arpenteurs, il est impossible de prolonger le chemin de Québec et Gosford: ce chemin est impraticable comme le chemin carrossable sur lequel l'honorable Premier ministre a déjà dépensé \$22,000. Eh bien! du moment que la Chambre constate que ces deux entreprises sont impraticables, elle ne doit pas voter d'argent pour l'exécution de travaux inutiles.

Ce que l'honorable député des Trois-Rivières propose me paraît être la seule manière praticable de faire communiquer le lac Saint-Jean avec le Saint-Laurent. Je suis de la même opinion et

je crois que la seule voie capable de procurer ces moyens de communication aux populations du lac Saint-Jean est le chemin de La Tuque. De La Tuque aux Piles, il y a soixante-quinze ou quatre-vingts milles, et des Piles aux Trois-Rivières, trente-deux milles. Par conséquent, la voie suivant cette direction, qui est praticable, serait aussi beaucoup plus courte.

Maintenant, quelle sera la position de Québec si cette dernière route est adoptée? Sa position, c'est son énergie et son esprit d'entreprise qui la feront. Si nous avons assez d'énergie pour prolonger le chemin Gosford jusqu'à La Tuque, nous pourrions faire concurrence aux Trois-Rivières; mais si nous ne prenons pas ce projet à cœur, nous subirons les conséquences de notre apathie et la ville des Trois-Rivières deviendra le marché où se fera tout le commerce des riches contrées qui avoisinent le lac Saint-Jean.

J'en reviens au chemin de colonisation de l'honorable premier ministre. J'ai cité cet exemple comme une preuve des inconvénients qu'il y a dans le vote en bloc des sommes affectées aux chemins de colonisation.

Je crois donc qu'il serait désirable que la Chambre pût discuter ces allocations, et que cette discussion serait avantageuse au pays. C'est ce que demande la motion que je soumetts à l'approbation de la Chambre.

Elle demande uniquement qu'avant de nous faire voter en bloc une somme de \$90,000, nous soyons consultés sur l'emploi de cette somme.

Le gouvernement dira peut-être, et je le crains beaucoup: N'avez-vous pas confiance en nous? Eh bien! tout en ayant confiance dans les bonnes dispositions du gouvernement, les faits nous contraignent à dire qu'il y a des abus et qu'il est urgent d'y remédier. J'ai cité seulement un exemple pour prouver ces abus, et j'ai montré qu'il aurait été avantageux qu'avant de voter \$22,580 pour le chemin du lac Saint-Jean la Chambre eût examiné cette entreprise.

Maintenant, ma motion, et qu'on le remarque bien, ne tend pas à dire que nous nous objectons à voter les sommes destinées à la colonisation, mais seulement que la Chambre s'objecte à voter ces sommes en bloc, sans avoir un état des dépenses qu'elles devront couvrir. Il doit y avoir un état de tous les chemins qu'on demande et il est juste, nécessaire, que la Chambre donne cet état avant de voter une somme de \$90,000. La Chambre ne doit pas renoncer, sans raison aucune, au contrôle des dépenses couvertes par ces \$90,000, pas plus qu'elle doit renoncer au contrôle de toutes les autres dépenses.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Cette motion équivaut à dire qu'il ne se fera pas de chemins de colonisation cette année. Tous les ans, on reçoit un grand nombre de demandes pour des chemins de colonisation.

Le département s'entend avec les députés et les membres du clergé pour constater quels sont les endroits qui ont le plus grand besoin de ces chemins. On conçoit que se fiant à ce qui a été fait jusqu'aujourd'hui, nous n'avons pas demandé ni préparé un état des travaux qui devront se faire l'été prochain, en sorte que la motion de l'honorable député de Lotbinière, qui exige qu'un état de tous les chemins projetés soit soumis à la Chambre avant qu'on ne demande le vote de l'allocation pour les chemins de colonisation, veut tout simplement dire qu'il n'y aura pas de chemins de colonisation cette année.

Maintenant, M. l'Orateur, je le demande à la Chambre: même en supposant que certaines sommes soient mal employées, refusera-t-elle de voter cette allocation? Alors elle privera le pays de l'un des moyens les plus efficaces de retenir au pays une grande partie de notre population! Il est reconnu que l'ouvrage que fournit la confection des chemins de colonisation occupe beaucoup de gens qui seraient forcés d'émigrer s'ils n'avaient pas cet emploi.

D'ailleurs, le système actuellement suivi par le département est depuis longtemps en usage; il existait sous l'Union. Il n'est peut-être pas sans défaut, mais il est infiniment préférable à celui qu'on voudrait lui substituer. Le système que propose l'honorable député a été mis à l'épreuve par les gouvernements qui nous ont précédés et après une expérience malheureuse, on est revenu à celui que nous suivons. La motion de l'honorable député rétablirait le fameux système du log rolling qui, sous l'Union, a couvert tant de fraudes dans le Haut-Canada.

Enfin, il est indubitable que les chemins de colonisation produisent un bien immense. La question me paraît si claire que je n'en dirai pas davantage, convaincu que la Chambre rejettera cette motion par un vote unanime.

M. P. FORTIN (Gaspé): Si je comprends bien la motion de l'honorable député de Lotbinière, elle exige que la Chambre ne vote les allocations pour les chemins de colonisation qu'après avoir eu une liste des travaux qui devraient être exécutés. Eh bien, si j'en juge par mon expérience personnelle, il est impossible de préparer cette liste pour la session. Je connais des chemins dont les conducteurs n'ont pas encore fait leurs rapports. Or, comment préparer une liste des chemins qui doivent être faits quand on ne connaît pas ceux qui sont déjà faits?

Quand au système que la motion tend à établir, je ne l'accepte pas, parce qu'il reconnaît le principe en vigueur chez nos voisins, que c'est la majorité qui doit tout contrôler. Si le principe sur lequel repose cette motion était adopté, les partisans de l'honorable député en souffriraient tous les premiers et n'auraient pas de chemins dans leurs comtés. Or, je vais prouver par les sommes qui ont déjà été dépensées depuis cinq ans qu'avec le système actuellement en vigueur, l'argent distribué pour

les chemins de colonisation n'a pas été distribué au point de vue patronage politique, mais au point de vue des besoins du pays. Les comtés de Chicoutimi et Saguenay, représentés par un député que l'on ne peut pas accuser d'une tendresse extrême pour le gouvernement, ont reçu pour leur part \$62,000.

Plus loin on voit le comté de Beauce, représenté par un oppositoniste déclaré, figurer pour la somme de \$14,000. C'est le cinquième comté sur la liste.

Gaspé, le comté de Gaspé n'a pas été non plus oublié (Rires). Le comté d'Argenteuil, représenté aussi par un député de l'Opposition, M. Bellingham (rires), a reçu \$12,000.

Ces chiffres prouvent que les comtés représentés par des membres de l'opposition n'ont pas été traités au point de vue du favoritisme politique, mais conformément aux besoins de la colonisation et du pays. Je me permettrai, au reste, de citer des chiffres qui établissent d'une manière évidente ce que je viens d'avancer. Voici ces chiffres:

Chicoutimi et Saguenay.	\$62,699.12
Compton.	\$24,915.13
Gaspé.	\$20,500.00
Rimouski.	\$16,738.13
Bonaventure.	\$16,201.98
Beauce.	\$14,430.40
Ottawa.	\$15,684.42
Pontiac.	\$12,556.87
Argenteuil.	\$11,933.88
Bellechasse.	\$ 9,000.00

Il y a donc de grands comtés, comme Gaspé et Bonaventure, qui ont grand besoin de chemins de colonisation, et combien ont-ils reçu? \$20,000 et \$16,000 et ces comtés sont représentés par des députés ministériels.

D'ailleurs, les dépenses encourues pour les chemins de colonisation représentent réellement des sommes dépensées pour la colonisation. Comment pourrait-on reprocher ces dépenses au gouvernement quand en d'autres pays, pas plus loin que dans l'Etat du Maine, le gouvernement de l'Etat est occupé à établir une colonie de Danois, et lui procure pas seulement des chemins, mais aussi des maisons aux colons, auxquels on donne les terres gratuitement? Ici, la population ne demande que des chemins et on ne saurait les refuser sans nuire aux intérêts du pays.

Il n'y a pas de doute que les membres de l'opposition feraient beaucoup pour la colonisation s'ils venaient au pouvoir. Cependant, je me rappelle avoir vu ces jours-ci que lorsque l'Opposition est venue au pouvoir, elle a de suite diminué de moitié les sommes allouées pour la colonisation. En supposant tout le bon vouloir possible chez les membres de l'opposition, on ne peut s'empêcher de les juger par leur passé et de croire qu'ils s'empresseraient de diminuer de moitié les allocations pour la colonisation s'ils arrivaient au pouvoir.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): En réponse au

député de Gaspé (M. P. Fortin), il déclare qu'il n'a aucun intérêt dans le chemin de fer de Gosford, vu qu'il a résigné la présidence. Il admet, comme le public en général, qu'il faut continuer le chemin Gosford jusqu'au lac Saint-Jean, par la ligne la plus courte. Il a déjà exprimé cet espoir, mais des informations subséquentes venues des arpenteurs du gouvernement ont démontré qu'un tel travail n'était pas praticable.

Des obstacles naturels au-delà de La Tuque et des sources de la Batiscan empêchent tout chemin à lisses de suivre ce trajet vers le lac Saint-Jean. L'arpentage, qui a coûté \$5,000 au gouvernement, démontre suffisamment l'état réel des faits.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said wooden railways were a failure; they would not suit Quebec.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mes remarques ne s'appliquent pas aux chemins à lisses de bois, mais à la partie du pays entre Québec et le lac Saint-Jean.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that to say you could not carry a railroad 150 miles, from Quebec to Lake St. John, without going round by Three Rivers looked like a paradox. (Hear, hear). He had advocated the use of convict labour to build such roads, which he believed practicable, by this means here as well as in the Cape of Good Hope. He contented these appropriations were not administered equitably or as wisely as possible, and that there was as large an area of arable land fit for settlement, within a short distance of the Ottawa in rear of Argenteuil, between the Lièvre and Rouge Rivers than in any other part of Quebec of equal dimensions. There was good alluvial soil with a substratum of lime, and well watered. He did not understand any one to complain of misappropriation of these moneys in the Department, but of their injudicious application in particular districts, and of the method of voting them en bloc.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'oppose à ce qu'une somme aussi considérable soit dépensée dans le district de Québec, pour un chemin, et il fait observer que si les promoteurs de la ligne s'étaient présentés à la Chambre, demandant un octroi de \$20,000, pour faciliter la construction du chemin du Saguenay, ils l'auraient certainement obtenu. Il dit qu'il serait plus utile de dépenser de l'argent pour le développement de notre propre pays, afin d'arrêter l'émigration, que d'aller faire des déboursés considérables pour coloniser des territoires éloignés.

M. SAWYER (Compton): Approuve la conduite du gouvernement, relativement aux chemins de colonisation et aux voies ferrées. Il croit que le système actuel d'administration a été fructueux et doit être continué.

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Dit que le fait de l'existence ou de la création probable de grandes voies depuis le lac Saint-Jean jusqu'aux Trois-Rivières, ou autres endroits, est une étrange raison pour l'établissement d'un chemin de fer depuis Québec jusqu'au lac Saint-Jean par la ligne la plus courte. Il croit que le projet est parfaitement praticable, malgré les remarques de M. Joly. Ce chemin est nécessaire dans l'intérêt de la colonisation et du commerce.

Il est opposé à la motion. L'état qu'elle demande, il est absolument impossible de le donner. Il croit que la motion est surtout fondée sur le fait que le chemin de fer de bois de Gosford ne peut être continué dans la direction voulue à raison des difficultés du terrain. Il trouve que le chemin de colonisation du lac Saint-Jean a été construit à meilleur marché qu'aucun autre chemin, à savoir \$1,000 par mille.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Les octrois aux chemins de colonisation sont nécessaires, mais ils sont actuellement plus petits que considérables, ne donnant que \$1,500 piastres à chaque comté. Le comté d'Ottawa pourrait recevoir davantage, car on pourrait y installer 150,000 personnes.

Il regrette le temps gaspillé en vaines discussions et au mépris d'affaires importantes.

M. P. BACH AND (Saint-Hyacinthe): Je vois figurer dans les documents officiels des item de \$50 pour chemins de colonisation dans le comté de Gaspé. Je me demande quels chemins on peut faire avec une pareille somme. Il y a eu 31 chemins de colonisation construits dans le comté de Gaspé, et il est bien certain, M. l'Orateur, que toutes les sommes votées n'ont pas été employées dans leur but apparent. Est-ce qu'on peut bâtir autant de chemins en une année? L'état cité par l'honorable député de Gaspé est incorrect. Le comté de Gaspé est le seul où il n'y a pas encore de rapport sur quelques chemins. Depuis 4 ans, nous avons voté \$629,000 pour construire des chemins de colonisation par la province. Le public a droit de savoir comment ces derniers ont été dépensés. Déjà, sur le chemin de colonisation de Québec au lac Saint-Jean, \$60,000 ont été dépensés et sur les 72 milles du chemin qui restent à être faits, il y en a 41 milles en abattis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le rapport où l'honorable député puise ses renseignements ne va que jusqu'au mois de juin. Il y a eu des travaux faits depuis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Où est donc le rapport?

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on ne peut s'établir sur le parcours du chemin; les terres n'y valent rien.

Il y a probablement de bons terrains à l'extrémité. Tant que nous n'aurons pas le système proposé, tant que les chemins ne seront pas donnés par contrats et par soumissions officiels, les sommes votées seront dépensées non pas dans les intérêts de la colonisation, mais bien pour servir certains particuliers.

M. P. FORTIN (Gaspé): Corrige la déclaration faite à propos de 35 chemins de colonisation ayant reçu des octrois.

Il soutient que le chemin de Gaspé est utile à la colonisation. Il entre dans de longs détails sur les ressources naturelles du district, et croit que le système des contrats est fort mauvais pour ces entreprises.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Rectifie ce qui a été rapporté par quelques journaux sur l'appréciation qu'il a faite précédemment du chemin de colonisation de Québec au lac Saint-Jean. Il ne croit pas que l'on doive continuer, à présent du moins, les travaux sur ce chemin. Ce que la population du lac Saint-Jean réclame c'est la construction du chemin de fer, parce que de cette construction dépend le succès de la colonisation de la vallée du lac Saint-Jean. Quelles que soient les difficultés de terrain, il est convaincu que l'on peut construire un chemin à voie étroite comme il en a été construit un dans le Colorado, chemin qui a coûté seulement \$13,000 par mille y compris le roulant. Le député de Gaspé, qui a bien voulu reconnaître les efforts du député de Chicoutimi pour favoriser les colons de son comté fait, mention d'une somme de \$60,000 dépensée dans ce comté depuis 5 ans. Ce montant qui peut paraître élevé est cependant bien peu de chose si l'on considère l'étendue de ce comté et le grand nombre de colons qui s'y portent de tous les comtés de la province. Ce sont les comtés de Lévis, Portneuf, Kamouraska, Charlevoix et autres qui envoient l'excédent de leur population dans le comté de Chicoutimi qui profitent des deniers dépensés dans le comté de Chicoutimi. Si le gouvernement y a dépensé autant d'argent, ce n'est certes pas à titre de faveur, mais uniquement parce que, en justice, les colons avaient plein droit aux octrois qui ont été faits. S'il y a danger, ce n'est pas que l'argent public soit dépensé en trop grande quantité dans les comtés représentés par les députés de l'opposition ou les députés indépendants. Il croit pouvoir se classer parmi ces derniers, puisque, encore à la dernière session, il a voté 6 fois avec le gouvernement et 3 fois seulement avec l'Opposition. Il prend l'occasion de parler de l'impartialité montrée par l'honorable commissaire des Travaux publics et du zèle et de la capacité de son assistant. Si les choses ont été moins bien conduites cette année, c'est que l'honorable premier ministre est venu faire des intrigues électorales dans la saison des travaux.

L'honorable premier ministre n'a pas imité la

conduite de ses honorables collègues qui, il y a trois ans, y sont venus, non pas à la dérobee mais comme des ministres qui comprenaient leur devoir, pour constater les besoins du comté de Chicoutimi et voir à ce que justice lui fût rendue.

L'honorable premier ministre, qui a dans sa main la clef du pouvoir, a employé son autorité à rencontre du bon vouloir de l'honorable ministre de l'Agriculture pour confier la conduite de deux chemins à des marchands dont on a obtenu par ce moyen l'influence dans le temps de l'élection; pour continuer dans son emploi le conducteur des travaux sur le chemin du lac Saint-Jean, malgré les plaintes fondées portées contre lui; pour retarder jusqu'au temps de la votation les travaux sur certains chemins, au détriment des voteurs qui comptaient sur cette ressource pour la subsistance de leurs familles avant la saison de la récolte, cela bien entendu afin d'avoir dans les travailleurs les partisans dont on avait besoin à une époque fixée.

Lorsque l'on parle de \$60,000 dépensées dans le comté de Chicoutimi, il est bon de mettre en regard les montants dépensés ailleurs pour d'autres fins d'intérêt public ou particulier. L'année dernière, les comtés de Drummond et Arthabaska ont reçu \$99,000 pour un chemin à rails; d'autres comtés ont obtenu de \$30,000 à \$40,000 pour des chemins semblables; on a accordé pour le chemin du Nord les plus belles, les plus riches forêts de la province, une valeur de 7 à 8 millions de piastres; je n'en suis pas jaloux, et j'ai consenti à ces octrois avec toute la Chambre, parce que l'intérêt des comtés de Portneuf, de Champlain, de Saint-Maurice et autres, que doit traverser ce chemin de fer, le requerrait. Pourquoi trouverait-on étrange que le comté de Chicoutimi reçût une bonne part des argents de la colonisation?

Il rappelle le plan qu'il a suggéré, il y a quelques années, consistant dans la formation d'un bureau de colonisation composé d'hommes à l'abri d'influences politiques, dans le genre du conseil d'Agriculture, et pouvant disposer des deniers de la colonisation avec la même impartialité et le même discernement que ce conseil. Il regrette que l'on n'ait encore rien fait dans ce sens, le plus sûr moyen de faire un emploi judicieux des deniers destinés à la colonisation.

En terminant, il remarque que le mode suggéré par le député de Lotbinière ne devrait être mis en pratique que l'année prochaine, vu l'impossibilité pour le gouvernement de se procurer de suite les données nécessaires pour constater les sommes requises pour les différents chemins. Il devrait aussi être compris que sur le montant voté pour les fins de la colonisation, il serait convenable de laisser à la disposition du gouvernement \$20,000 ou \$25,000 pour les cas imprévus.

Il remercie le député d'Argenteuil d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur l'importance et la valeur des terres du comté de Chicouti-

mi, et d'avoir fait observer que les endroits nouvellement établis ont généralement subi des malheurs semblables à ceux qui ont mis à une si rude épreuve le courage des habitants du comté de Chicoutimi.

M. A. GAGNON (Charlevoix): Dit qu'il faut nécessairement aux populations du lac Saint-Jean et du Saguenay un chemin quelconque pour les faire communiquer avec les grands centres et les mettre en position d'écouler avantageusement leurs produits sur les marchés. Je crois que le chemin auquel on a fait allusion contribuera au bien-être des populations du Saguenay; mais il leur faut surtout un chemin de fer. Si la prolongation du chemin Gosford, telle que projetée, est impossible, qu'on adopte un autre projet. Je pense qu'un chemin de fer à voie étroite pourrait être construit à travers les montagnes et prolongé par une ligne de bateaux à vapeur sur le lac Saint-Jean. La construction d'un pareil chemin produirait un bien immense et j'espère que la Chambre et le gouvernement lui donneront leur plus sérieuse attention.

Quant aux chemins de colonisation, il est indubitable qu'ils produisent des résultats immenses. Dans toutes les localités il est beaucoup de gens qui vont aux Etats-Unis, parce qu'ils n'ont rien à gagner dans le pays. Si on leur offre de l'ouvrage, ils restent parmi nous et c'est ce qui arrive pour les chemins de colonisation. Dans mon comté, nous avons organisé une société de colonisation. Eh bien! l'ouvrage que nous faisons et l'argent que nous faisons gagner retient un bon nombre de jeunes gens dans ce pays. C'est pourquoi je pense qu'on nuirait considérablement aux intérêts du pays en suivant une ligne de conduite qui empêcherait la construction de ces chemins.

M. L'ORATEUR: Dit que vu que la session est déjà avancée, il ne sera pas permis aux membres de parler trois ou quatre fois sur le même sujet. Cette règle sera observée.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Chef-lieu du comté d'Ottawa

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour transporter le chef-lieu du comté d'Ottawa, pour les fins municipales et d'enregistrement, d'Aylmer à Hull.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association de la bibliothèque de commerce de Montréal

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du

bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Association de la bibliothèque de commerce de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer
de Montréal, Chambly et Sorel

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Compagnie du chemin à lisses
des comtés de Richelieu,
Drummond et Arthabaska

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, pour confirmer les arrangements faits entre ladite compagnie et la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est, et pour d'autres fins.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Subsides

La Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, et reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question: Que la Chambre concourt avec le comité dans la seconde résolution; lequel amendement était que tous les mots après "Chambre" soient effacés jusqu'à la fin de la question, et que les mots "tout en approuvant l'octroi de la somme demandée pour la confection de chemins de colonisation, est d'opinion que cette appropriation ne doit pas être votée en bloc, comme il est maintenant proposé de le faire, mais que cette somme devrait être votée par cette Chambre, de manière à ce qu'il apparaisse distinctement dans ce vote quel est l'octroi demandé pour chaque chemin", soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé;

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Désire que le chemin du lac Saint-Jean soit abandonné. Le gouvernement devrait faire explorer la vallée comprise entre la rivière Sainte-Anne et La Tuque, jusqu'au Saint-Maurice; à partir de La Tuque, on pourrait localiser facilement le tracé d'un chemin de fer qui mettrait en communication les régions du Lac Saint-Jean avec les

districts de Québec et des Trois-Rivières. Ce chemin traverserait de belles forêts et de riches vallées qui n'attendent que la construction de ce chemin pour se convertir en de belles paroisses.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Dit que cette question est des plus importantes.

Depuis plusieurs années, le gouvernement a obtenu que la majorité de la Chambre vote de fortes sommes pour les chemins de colonisation.

Voici que l'on va voter \$90,000 dans ce but, mais on ignore quels sont les chemins qui bénéficieront de cet argent et quel sera le montant accordé à chaque chemin. Il ne supportera pas le gouvernement sur cette question et croit que dans les intérêts de la province l'on devrait adopter un autre système pour avoir les chemins de colonisation. D'après le système actuel, le gouvernement est forcé de s'en rapporter à ce que lui disent ses agents, qu'ils aient tort ou raison. Si l'on votait un subside spécial pour chaque chemin, il n'y aurait plus, ou très peu, de pillage.

La province trouvera que le vote de la Chambre sur cette question lui offre plus de garanties que la décision de quelques ministres, dont plusieurs sont incapables de juger en telles matières.

Il a entendu dire à plusieurs députés que le chemin de Québec à Saint-Jean, distance de 60 lieues, était une folle entreprise. Quant à lui il doit déclarer que si, comme on le dit, il y a 20 lieues de sol stérile sur ce chemin c'est folie que de le continuer, car il faudra encore \$50,000 pour l'achever.

En hiver, ce chemin ne servira à rien pour la raison bien simple qu'il n'y aura personne pour enlever la neige et, en été, il n'y passera que quelques colons.

Si avant de commencer les travaux sur le chemin de Saint-Jean, on avait laissé à la Chambre de voter un subside pour ce chemin au lieu de laisser cela à la décision des ministres, il n'y aurait pas eu de sommes de votées dans ce but. Il est bon que la Chambre soit complètement renseignée pour éviter les erreurs ou les dépenses inutiles. Il prétend que si ce système avait été en vigueur on aurait évité les dépenses inutiles faites sur le chemin du lac Saint-Jean. Il n'accuse pas le gouvernement, mais il croit qu'il peut contrôler toujours les appropriations qu'il fait. Il propose que le système énoncé par la proposition de M. Joly soit suivi après la présente année, car il ne serait pas raisonnable d'en exiger l'adoption immédiate.

Il propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), sous forme d'amendement audit amendement, que les mots "après cette année" soient insérés entre les mots "est d'opinion que," et les mots "cette appropriation ne devrait pas être votée".

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Se prononce en faveur du chemin du lac Saint-Jean et

le dit très bien fait depuis Tewkesbury jusqu'à la rivière Jacques-Cartier. Il le dit en connaissance de cause, l'ayant visité lui-même. La nécessité d'une voie de communication entre Québec et le Saguenay est admise par tout le monde. Puisque nous avons perdu l'espoir de voir le chemin Gosford se prolonger jusque-là, hâtons-nous de parachever le chemin de colonisation, ce qui pourra se faire pour une somme comparativement faible.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Urged the importance of opening up the back country by great roads from the old centres. He believed the road from Quebec to Lake St. John quite feasible, good authorities declaring there were no serious difficulties beyond Jacques-Cartier, to which point a species of railroad had been made. He approved of the principle of giving out the work by contract from the Board of Works Office, which would, among other results, save members from troublesome local applications and pressure with a view to grants in aid.

M. A. CHAUVÉAU (Rimouski): Je vois avec plaisir que les adversaires du gouvernement s'amendent et amendent leurs idées depuis six heures. Je serais curieux de connaître le nombre des députés qui comprennent quelque chose aux travaux des chemins de colonisation. Nous n'avons guère d'arpenteurs parmi nous, et les députés, ne connaissant pas par eux-mêmes les besoins de leurs comtés, ne peuvent faire valoir leurs prétentions qu'en consultant leurs commettants, ce qui leur rendrait la besogne un peu difficile.

Quant au comté que je représente, qui a 170 milles de longueur et comprend 22 paroisses, j'espère que le gouvernement ne l'oubliera pas.

Relativement à la motion que nous discutons, je remarque que pas un député n'a formulé la moindre plainte contre la distribution des allocations; aucun député ne se plaint que le gouvernement a distribué ces sommes d'une manière injuste. Au contraire, un membre de l'Opposition, le député de Chicoutimi, a déclaré que l'administration du département des Travaux publics mérite les plus grands éloges pour l'habileté et l'impartialité avec lesquelles il a employé dans les comtés l'argent destiné aux chemins de colonisation. C'est pourquoi j'espère que la Chambre rejettera la motion qui lui est soumise.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): J'ignore, Monsieur l'Orateur, si le chemin du lac Saint-Jean est aussi beau que le chemin du Cap-Rouge ou celui de Sainte-Foye; mais je crois qu'il est en train de devenir aussi célèbre que la route de Paris à Versailles. Il y a huit ans, M. Joseph Perreault nous arrivait tout à coup d'une

tentative d'exploration dans ce chemin, tout essoufflé, se plaignant qu'il avait roulé de

précipice en précipice, qu'il n'avait échappé que par miracle à une mort effrayante. Il y a deux ans, le public, qui tient toujours compte des différences de sexe, s'est attendri bien davantage sur les aventures périlleuses de Madame Davenport dans ce malheureux chemin du lac Saint-Jean. Pour compléter ces deux romans et leur donner une consécration historique, il ne resterait plus qu'à jeter le gouvernement à bas dans ce même chemin. Mais non, je crois que la Chambre préférera garder au milieu de nous nos honorables ministres. Au reste, il n'est pas nécessaire de prétendre que ce chemin est tout à fait inutile pour dire que d'autres mériteraient pour le moins autant la faveur du gouvernement.

Ainsi, dans le dernier rapport du commissaire des Travaux publics, on voit que les cinq divisions électorales qui composent le district des Trois-Rivières n'ont obtenu, durant l'année dernière, que \$5,000 pour chemins de colonisation, c'est-à-dire un quart de ce qui avait été donné, cette année-là, pour le seul chemin du lac Saint-Jean. Evidemment ce n'est point là une distribution équitable. Le district de Trois-Rivières, surtout la vallée du Saint-Maurice, a bien droit à une plus large part. Mais, d'un autre côté, il est évident que, si nous sommes maltraités, ce n'est point parce que nous sommes dans l'Opposition. S'il y a un district qui ait été dévoué au gouvernement, c'est le nôtre, et je viens de vous dire comment les vertus de ses députés ont été mal récompensées. Si le dévouement ministériel était le critérium adopté dans la distribution des fonds de colonisation, nous devrions avoir des chemins depuis le Saint-Laurent jusqu'aux glaces du Pôle Nord, où vont se perdre les limites du comté que j'ai l'honneur de représenter. Cependant, la colonisation marche, malgré la négligence du gouvernement, et à trente lieues de Trois-Rivières vous trouverez sur le Saint-Maurice des établissements florissants, un village ayant sa chapelle. Une région où le progrès se fait ainsi sentir mérite l'attention du gouvernement autant que les comtés de Québec, de Chicoutimi et de Gaspé.

Je suis convaincu que le gouvernement ne nous a pas négligés par esprit de parti, mais il a cédé à des sollicitations qui, pour être plus pressantes, n'étaient pas mieux fondées que les nôtres. S'il y a des soupçons aujourd'hui dans le pays contre la politique du gouvernement, la chose est due, en grande partie, à ces députés trop zélés qui crient partout que c'est leur influence qui a forcé le gouvernement à donner une si grosse somme pour leur comté, tandis que le ministre des Travaux publics, j'en suis sûr, ne songe qu'à rendre justice à tout le monde. Sans vouloir faire la leçon à qui que ce soit, je suis heureux d'avoir fait ces observations au gouvernement et aux partisans qui le compromettent.

Maintenant, je me sens plus à l'aise pour dire que je ne suis pas en faveur du plan proposé par

l'honorable député de Lotbinière. Il est impossible à la Chambre d'entrer dans le détail de tous les chemins de colonisation et de déterminer la somme qui doit être accordée à chacun d'eux. Si l'on ne veut pas s'en rapporter au ministre, nous avons le comité permanent de colonisation qui pourrait voir à ces détails pratiques et s'occuper un peu moins de théories plus ou moins profitables. Nous avons les moyens de contrôle nécessaire et le plan proposé serait plus un embarras qu'un avantage.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Défend le gouvernement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Défend le gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attaque le gouvernement.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Attaque le gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Contredit l'argumentation de l'opposition préconisant le système de contrats. Le chemin de Québec — lac Saint-Jean est à moitié terminé, soit 40 milles de ce côté et 20 milles du côté du Saguenay: le reste du chemin est passable en hiver. Il est absurde de nier la possibilité de rendre ce chemin passable en toute saison. Il y aurait plus de patriotisme et de sagesse, au lieu de préconiser son abandon, après la dépense de milliers de dollars et des progrès accomplis, à demander de nouvelles subventions pour compléter ce chemin. L'expérience nous a appris que le seul moyen pratique de distribuer les subventions est par le gouvernement. Et très souvent, c'est non seulement le seul, mais le meilleur moyen, étant plus systématique et plus économique.

Et l'amendement fait à l'amendement déjà proposé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, David, de Beaujeu, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay 17

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cauchon, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Lavalée, Le Cavalier, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sawyer et Verreault 38

Ainsi, il est résolu dans la négative. Et l'amendement à la motion principale étant de nouveau proposé,

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Soulanges (M. R.S. de Beaujeu), sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que les mots "cette appropriation ne doit pas être dotée en bloc, comme il est maintenant proposé de le faire, mais que cette somme devrait être votée par cette Chambre, de manière à ce qu'il apparaisse distinctement dans ce vote quel est l'octroi demandé pour chaque chemin" soient retranchés, et que les mots "tous les travaux excédant quatre cents dollars soient donnés par soumissions et contrats" soient mis à la place.

Et l'amendement fait à l'amendement déjà proposé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, David, de Beaujeu, Fournier, Gill, Holton, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Rhéaume, Robert, Sylvestre, et Tremblay, 17

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cauchon, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Houde, Irvine (sol. gén.), Joly, Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Lavalée, LeCavalier, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Pozer, Robertson, Robitaille, Roy, Sawyer et Verreault, 38

Ainsi, il est résolu dans la négative. L'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: Bachand, Cassidy, Daigle, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Pozer, Robert et Tremblay, 14

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cauchon, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Lavalée, LeCavalier, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sawyer, Sylvestre et Verreault, 41

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la seconde résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La troisième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La quatrième résolution et les suivantes, jusqu'à la soixante septième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois sont adoptées.

Les soixante huitième et soixante neuvième résolutions étant séparément lues une seconde fois, et la question étant séparément mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans chacune desdites résolutions, la Chambre se divise, et elles sont résolues dans l'affirmative.

La soixante dixième résolution étant lue une seconde fois est adoptée.

Les soixante et onzième et soixante et douzième résolutions étant séparément lues une seconde fois, et la question étant séparément mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans chacune desdites résolutions, la Chambre se divise, et elles sont résolues dans l'affirmative.

Les soixante et treizième et soixante et quatorzième résolutions étant lues une seconde fois sont adoptées.

Société historique de Montréal

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission de lire un télégramme reçu de Montréal touchant le rapport discuté l'autre soir. Le rapport a trait à la Société littéraire et historique de Montréal. Ce télégramme se lit comme suit: "Nous avons cherché à attirer des membres de toutes les parties de la province. Toute personne compétente et conforme aux règlements a été admise.

Nous enverrons un rapport immédiat, si on le désire (Sig.) l'abbé Verreault: réponse".

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande que la Chambre siège tous les samedis pour l'expédition des affaires, autrement la Chambre sera obligée de siéger après les jours de congé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'oppose à cette motion pour le moment parce qu'un grand nombre de députés n'ont pas été prévenus et se sont absentés.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Le gouvernement a le devoir de hâter l'expédition des affaires par des séances supplémentaires et par tout autre moyen nécessaire dès maintenant.

La Chambre s'ajourne à onze heures vingt.

Séance du 9 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Hôpital Saint-Jean d'Iberville

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etat des affaires de l'Hôpital Saint-Jean d'Iberville, pour l'année 1872. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Eddy, la pétition de la municipalité du village d'Aylmer; et la pétition de W. M. McLean et autres, du comté d'Ottawa.

Par M. Pozer, la pétition du révérend L. Dasyva et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, comté de Beauce.

Par M. Larochelle, deux pétitions du révérend J. A. Rainville et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine, comté de Dorchester.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Compagnie de crédit de Montréal.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition des commissaires d'école de la cité de Montréal; et la pétition de R. Trudeau et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De The Montreal Young Men's Christain Association; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Thomas Barwis et Basile Thérout, fils, greffier-conjoint de la paix pour le district d'Arthabaska; demandant une augmentation de salaire.

De la municipalité du village et de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, de la municipalité du village de Sainte-Thérèse-de-Blainville, et du révérend A. Nantel et autres, du collège Sainte-Thérèse, toutes du comté de Terrebonne; demandant respectivement que le bill pour ratifier certains règlements, autorisant la souscription de parts dans le fonds capital de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour changer le nom de ladite compagnie, soit adopté.

De J. Tremblay et autres, et du révérend F. Perrault et autres, toutes du comté Jacques-Cartier; demandant respectivement que la prison de réforme soit fixée à Vaudreuil.

De la Société de Québec, pour empêcher les cruautés envers les animaux; demandant de l'aide.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, comté de Beauce; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend Et. Birs et autres, de la paroisse de Saint-Sulpice, du révérend Louis-Joseph Huot et autres, de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, du collège de l'Assomption, du révé-

rend Ferreol Dorval et autres, de la paroisse de L'Assomption, du révérend Géo. Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Lin, du révérend L.-M. Brassard et autres, de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, du révérend D.-A. Laporte et autres, de la paroisse de Repentigny, du révérend Pierre Bédard et autres, de la paroisse de l'Épiphanie, toutes du comté de L'Assomption, du révérend M.-J.-E. Chevigny et autres, de la paroisse de Contrecoeur, et du révérend J. Théoret et autres, de la paroisse de Sainte-Julie, du révérend F.-X. Bourbonnais et autres, de la paroisse de Varennes, du révérend F. Corbeil et autres, de la paroisse de Saint-François-Xavier, toutes du comté de Verchères, du révérend L. Turcotte et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Île-Perrot, comté de Vaudreuil, du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur, du collège de Sainte-Thérèse, de la paroisse Sainte-Thérèse, du révérend L. Piché et autres, de la paroisse de Terrebonne, du révérend L.-A. Charlebois et autres, de la paroisse Sainte-Thérèse-de-Blainville, du révérend Et. Normandin et autres, de la paroisse de Lachenaie, du révérend F.-P. Prud'homme et autres, de la paroisse de Sainte-Sophie, du révérend M. Thibodeau et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, du révérend A. Deniers et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, et du collège Masson, de la paroisse de Terrebonne, toutes du comté de Terrebonne; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal, pour l'établissement d'une Université à Montréal, soit accordées.

De Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec; demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent d'armes.

Rapport de comités

Il est ordonné que le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes, présenté à cette Chambre vendredi dernier, le six du courant, soit retiré.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a soumis à un sous-comité les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, qui en a fait rapport.

Que votre comité a approuvé ledit rapport marqué A et demande qu'il soit adopté par votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante et la prie de bien vouloir l'adopter.

Résolu, que 65 exemplaires de l'ouvrage de Augustin Laperrière, de la cité d'Ottawa, Déci-

sions des orateurs de l'Assemblée législative et de la Chambre des communes du Canada, depuis 1841, jusqu'au mois de juin 1872, soient achetés pour être distribués à chacun des membres de cette Chambre.

A

Assemblée législative,
Vendredi, 22 novembre 1872

Le sous-comité nommé pour examiner les rapports des officiers supérieurs de la Chambre a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les rapports de G. M. Muir, écuyer, greffier de la Chambre, de E. Simard, écuyer, assistant-greffier, de C.-F. Langlois, écuyer, greffier en chef des bureaux, de Pierre Chénét, écuyer, maître de poste, et de Olivier Robitaille, messenger en chef.

Votre sous-comité croit devoir attirer de nouveau l'attention de votre comité sur le retard survenu dans la distribution des journaux et des statuts, ainsi que des autres documents de cette Chambre, tel que mentionné dans le rapport de l'assistant-greffier, et recommande que les imprimeurs soient strictement tenus d'exécuter leur contrat.

Votre sous-comité est convaincu que l'achat de la papeterie a été fait avec la même économie des autres années, mais il regrette de faire observer qu'une certaine hausse s'est fait sentir dans les prix, ce qui est dû sans doute à l'augmentation du prix du travail et des matériaux.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre, au nom du comité général des élections, des noms des membres du comité spécial nommés pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de Joliette, auquel il a annexé la pétition y relative à lui renvoyée par la Chambre. Voici ces noms:

H.-G. Malhiot, écuyer, Jacques Picard, écuyer, W. Laurier, écuyer, Louis Sylvestre, écuyer, et W. Lynch, écuyer, président.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de The Trafalgar Institute of Montreal, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve qu'elle n'est pas de la nature de celles qui exigent des avis.

Asile de Beauport

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that as a matter of privilege he desired to call attention to a printed statement purporting to show a list of one-half the

revenues of the Beauport Asylum, from January 1866 to October 1872, drawn from evidence given before the Committee. By what authority was that paper printed, distributed and put in circulation? It was a tissue of falsehoods not drawn from the evidence. But why was it printed without the order of the House or Committee, and distributed through the ordinary channels of the Legislature? It was a great violation of propriety, if not of the privileges of the House.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le trésorier vient de lui signaler ce document et qu'il ne sait pas comment il se fait qu'il a été distribué parmi les papiers de la Chambre.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Vous pouvez vous en enquérir. Ce document n'a pas été distribué à l'insu des employés de la Chambre. Cet état, qui est complètement faux, a été distribué dans un but sur lequel personne ne saurait se tromper.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je crois que les papiers distribués aux députés ne le sont, excepté les documents ordinaires, qu'avec la permission de l'Orateur. Peut-être pourrait-il s'enquérir de la manière dont ce papier a été distribué!

Avis de résolutions:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Donne avis qu'il présentera mardi des résolutions sur l'élection de M. Cauchon.

Ces résolutions disent en substance que le député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon) n'est pas qualifié pour occuper un siège dans la Chambre, à raison de son intérêt dans un contrat du gouvernement avec l'Asile de Beauport, en 1871. Il désire que ces résolutions paraissent sur les journaux de la Chambre, demain, afin que les députés puissent les voir dans les deux langues, avant qu'il ne prenne l'initiative qu'il a résolue, comme résultat de l'enquête dans le comité des privilèges et élections.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Se plaint de ce que la version française des témoignages ne soit pas disponible.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Centre): Dit que les témoignages seront imprimés et distribués ce soir (lundi).

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Dit qu'il accepte cette promesse et ne prendra aucune mesure à ce sujet. Il dit que cette affaire est très sérieuse et qu'il importe de ne pas mettre d'embûche à l'impression de documents.

Introduction de bills.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer "The Trafalgar Institute".

Accordé.

M. R. S. DE BEAUJEU (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'article 31 du code de procédure civile du Bas-Canada en ce qui concerne certaines poursuites in forma pauperis.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour changer le nom de la division d'enregistrement de Dorchester, numéro deux, et le lieu où le bureau d'enregistrement pour ladite division sera tenu.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois de forêts.

D'après la première clause, les concessions seront vendues à l'enchère, deux mois après que la Gazette officielle en aura donné avis, et à un prix fixé d'avance à l'occasion de la première enchère.

Par ailleurs, les colons qui auront rempli les conditions d'achat des terres publiques pourront couper du bois sur leurs lots jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur lettre patente. Les droits qu'ils paieront pour la coupe du bois seront déduits du prix de leurs terres. Quant aux érablières, on pourra les vendre de 25 cents à un dollar l'acre.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Pointed out an instance of a dozen working men forming a ring to get possession of timber lands for other than settlement purposes. He said if you allow settlers to go into timber lands, they might take advantage of this law and select some of the choicest portions for their profit, while afterwards Government would deduct or sacrifice what they owed it.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'en présentant cette mesure, le gouvernement donne complètement raison à l'opposition et montre que les critiques qu'elle a dirigées contre l'administration actuelle étaient justes. Sans cela pourquoi changer de système?

Il laisse donc à la Chambre l'occasion de l'étudier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'en présentant cette mesure il n'admet l'existence d'aucun abus dans l'administration des bois et forêts, mais qu'il

veut seulement prévenir les soupçons et les accusations auxquels le système actuel peut donner lieu. Les bois et forêts ont été administrés aussi bien que possible et ont produit d'immenses revenus et tout l'objet de cette mesure est de soustraire le commissaire des Terres au mauvais vouloir et aux fausses accusations de certains marchands de bois.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Controverted the statement as to the enormous productiveness of the private sale of limits. No doubt a very considerable revenue had been derived from the timber dues. He thought the auction system would yield much more revenue, while not giving rise to allegations of favoritism, which, though he did not say were true, many believed were well founded. Under the pressure of public opinion on this subject, the Premier had wisely prepared a measure providing for the return to the system of the public sale of limits to the highest bidder, after due notice.

Accordé.

Interpellations:

Péage sur la route Montréal-Sault-au-Récollet

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si le gouvernement a l'intention de réduire le péage sur la route de macadam qui relie Montréal et le Sault-au-Récollet, car les revenus actuels sont plus que suffisants pour assurer son entretien.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said this was one of those subjects set aside, as connected with our public debt, and to be more or less affected by the arbitration. Inasmuch as Montreal paid the interest, it was understood that in the event of the withholding of the means to meet the interest, it would be charged against the Province of Quebec. Under the circumstances, it was hardly considered right the Province should meet those debentures when some other body undertook the responsibilities connected with the roads.

Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec.

Adopté.

Le comité est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Elections municipales

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour prévenir les

menées corruptrices dans les élections municipales et dans les élections des commissaires et des syndics d'écoles.

Monsieur l'Orateur, je crois devoir en commençant dire à l'honorable procureur général que la mesure n'a pas de caractère politique. On sait que, dans les campagnes, les élections de conseillers municipaux, de commissaires ou de syndics des écoles communes sont toujours accompagnées de nombreux actes de corruption.

On sait que dans la votation de règlements de chemins de fer, il se produit des désordres incalculables; des corps puissants, de puissantes compagnies de chemin de fer, ont exercé elles-mêmes la corruption sur une grande échelle. Malheureusement, il n'y a rien dans la loi qui sous ce rapport ait un effet prohibitif. Je pourrai citer à ce sujet l'opinion d'un honorable membre de la tribune judiciaire, le juge Torrance, de Montréal, qui s'est plaint de l'inefficacité et même de l'absence réelle de toute loi prohibant les menées corruptrices dans les élections. On sera probablement surpris que je cite comme exemple de corruption électorale les élections de commissaires d'écoles. Si la corruption se pratique là dans des proportions moindres que dans les élections parlementaires, elle n'en existe pas moins.

L'honorable député termine en expliquant les différentes clauses de son bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne crois pas que l'honorable député devrait insister sur l'adoption de son projet de loi; je n'en vois pas d'ailleurs l'utilité ni la nécessité. Puisque l'honorable député nous dit que sa mesure n'a pas du tout un caractère politique, on peut donc en parler à cœur ouvert. Le bill qu'il propose est un peu trop sévère à l'endroit des conseillers municipaux et des commissaires d'écoles. La charge de conseiller municipal ou de commissaire d'écoles, peu rémunératrice, est déjà assez onéreuse; les candidats à ces places sont assez difficiles à trouver qu'il serait imprudent de leur imposer des obligations nouvelles et bien lourdes. Si la mesure de l'honorable député devient loi, voici ce qui arriverait. On pourrait contester l'élection de tel ou tel conseiller ou commissaire sous prétexte de corruption; la jalousie et la haine auraient beau jeu. On forcerait le conseiller élu à comparaître en justice et à faire des frais considérables pour sa défense. Personne, même lorsqu'il est innocent, n'est désireux de venir devant un tribunal judiciaire défendre sa cause, ses intérêts. Si on me demandait: vous, M. Oumet, voulez-vous être candidat à la charge de conseiller ou commissaire d'écoles? Ce sont des charges très honorables, j'en conviens. Cependant, ayant à subir la loi proposée par l'honorable député, je refuserais. Je suis d'avis, monsieur l'Orateur, que cette mesure, avant de subir sa seconde lecture, devrait être renvoyée à un comité spécial.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable procureur général nous dit que la charge de conseiller municipal ou de commissaire d'écoles est onéreuse. Je dirai moi qu'il n'y a pas seulement que cette charge qui le soit, mais aussi la charge de représentant du peuple au Parlement peut réclamer la qualité d'être lourde. L'honorable premier ministre lui-même le reconnaît et si ce n'étaient son patriotisme et son désintéressement bien connus, il donnerait sa démission. (Rires) Il n'y a pas seulement les élections mais aussi la votation des règlements concernant les chemins de fer qui engendrent la corruption la plus éhontée. D'autres intérêts importants sur lesquels les municipalités ont à voter sont aussi la cause de bien des désordres.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Les chartes municipales ont aussi leurs inconvénients comme toutes les autres. La loi proposée me semble excellente. Je ne vois pas pourquoi l'on attendrait que le mal augmente et soit incurable pour la promulguer. Voulez-vous donc attendre que les électeurs des municipalités rurales soient experts dans la corruption? On sait quel degré a atteint la corruption dans les élections parlementaires, locales et fédérales. Pourriez-vous maintenant faire une réforme efficace sous ce rapport? Seriez-vous capable? Si vous réussissiez, vous seriez bien habiles. On est arrivé à un degré de corruption inouï parmi les électeurs; les cabaleurs, surtout les cabaleurs ont atteint la perfection dans cette spécialité.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je ne vois pas, monsieur l'Orateur, qu'il soit bien avantageux de faire une loi qui n'est nullement demandée par le pays. On parle de la corruption des électeurs municipaux; mais oublie-t-on que ces électeurs sont aussi les électeurs des deux Chambres, la Législature et les Communes? La corruption n'existe certainement pas généralement; il est inexact de dire qu'elle s'est produite partout. Il se peut cependant qu'elle existe sur certains points du pays, mais dans une bien petite proportion. L'honorable député a peut-être été témoin de désordres qui ont accompagné les transactions du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, et conclu du particulier en général. Mais ceci n'est pas suffisant pour motiver une loi comme celle qui est projetée. D'ailleurs, il peut attendre plus tard, qui sait si alors la mesure qu'il propose ne deviendra pas nécessaire?

M. M. HOUDE (Maskinongé): S'oppose au bill parce que lui aussi ne croit pas la corruption aussi générale qu'on le dit au sujet des élections de conseillers municipaux ou de commissaires d'écoles. Probablement dans les grands centres, à Québec et à Montréal par exemple, et ailleurs, il y a eu des désordres. La charge de conseiller municipal dans une campagne est assez lourde et peu rémunératrice. Il connaît la chose par expérience personnelle. Il ne s'agit pas de la

grever d'obligations qui la rendront plus lourde encore.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Pour appuyer mon bill, j'ai cité l'opinion de l'honorable juge Torrance, qui regrette beaucoup de voir qu'il n'y ait pas de loi dans le code pour mettre fin à la corruption électorale. Une des menées corruptrices que, entre autres, l'on emploie dans les élections est le paiement de la cotisation du pauvre par le riche; c'est un procédé dont l'on use généralement. Je ne dis pas que les sommes payées ainsi soient des dons gratuits. Ces sommes sont prêtées à un intérêt variable à des gens qui ne sont pas du tout capables de rembourser même l'intérêt de la somme. Je serai plus précis dans mes remarques. Je citerai certaines contestations de règlements. On sait la lutte acharnée qu'il a fallu soutenir dans le comté de Champlain au sujet du règlement du Chemin de fer de la rive nord; quelques-uns des honorables députés de cette Chambre le savent d'une manière particulière. On a employé tous les moyens, les moins avouables, on a exploité avec une violence inouïe les préjugés religieux, on a tenu constamment ouvertes des tavernes, des auberges. Il y a eu des sommes énormes de répandues dans le comté; le public a dit que c'était de la part de la compagnie du Grand-Tronc, je n'en sais rien; mais le public l'a dit. On a dit que la corruption n'est pas aussi répandue qu'on a voulu le dire. Je respecte infiniment la moralité des campagnes; mais je soutiendrai que toutes ne sont pas exemptes d'un peu d'immoralité. Je crois que l'honorable procureur général n'a pas lu le bill, car il n'aurait pas dit qu'il contient des clauses écrasantes pour les conseillers des municipalités rurales: le bill ne change pas l'ancienne loi. Le rejet de cette mesure vaudra dire ceci: qu'il sera permis de faire de la corruption parmi les électeurs municipaux.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Croit le bill inopportun. Il justifie son comté et lui-même des accusations assez vagues, cependant, de corruption portées contre eux. Il a eu l'honneur de parler aux portes des églises le dimanche en faveur d'une grande entreprise nationale comme celle du Chemin de fer du nord. Cela, il l'a fait en tout honneur et conscience, comme toujours d'ailleurs. Il est à sa connaissance personnelle qu'il n'y a pas eu de corruption exercée dans son comté concernant la votation sur le règlement du Chemin de fer du nord.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Est d'avis que la corruption a atteint un degré tel, la gangrène est tellement avancée que le mal est devenu incurable et que toutes les lois que l'on fera pour y porter remède seront de nul effet. Il vaut mieux ne pas faire de loi que d'en faire une qui ne serait pas observée du tout. Le scandale serait alors bien plus grand. L'honorable député de Montmagny a fait adopter l'année dernière

un amendement à la loi des élections et il a vu quel en a été le résultat. La corruption n'a jamais été aussi audacieuse ni aussi effrénée que pendant les dernières élections, en 1872.

Appuyé par le député de Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot); il propose, sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "de ce jour en trois mois" soient insérés à la fin d'icelle.

M. T. FOURNIER (Montmagny): En effet, j'ai obtenu à la dernière session aux Communes l'adoption d'un amendement à la loi des élections. Oui. Mais la Chambre a refusé d'adopter les deux dernières sections du bill qui auraient eu un effet radical. L'une déclarait la déchéance de tout électeur pris en flagrant délit de corruption; l'autre décrétait la fermeture des auberges et autres maisons d'entretien public les jours de votation. Je vois que l'honorable député de Laval n'est pas comme ses confrères ministériels; tandis que ceux-ci déclarent qu'il faut attendre qu'il y ait corruption pour légiférer, lui est effrayé du chemin énorme qu'a fait la corruption parmi les électeurs et est d'opinion qu'il n'y a plus de remède à la situation. C'est une opinion que je regrette de lui voir exprimer, et cela est de mauvais augure pour l'adoption de la mesure que je propose.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cauchon, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Gendron, Gérin, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, LaRue, Lavallée, LeCavallier, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Poupore, Robertson, Sawyer et Verreault 27

CONTRE: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, de Beaujeu, Fournier, Gagnon, Gill, Hearn, Holton, Joly, Laberge, LaFontaine, Laframboise, Larochelle, Lynch, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Rhéaume, Robert, Roy, Sanders, Sylvestre et Tremblay 24

Ainsi, l'amendement est résolu dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu une seconde fois, de ce jour en trois mois.

A six heures, l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Asile de Beauport

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), propose que cette Chambre se formera mercredi prochain en comité pour prendre en considération les résolutions suivantes:

Résolu, qu'il est expédient que le gouvernement de cette province achète les propriétés de l'Asile de Beauport aux termes du contrat existant, à dire d'experts, un expert devant être nommé par le gouvernement et l'autre par les propriétaires actuels de l'asile, et un tiers-expert par les deux autres experts, en cas de différence d'opinion entre eux et dans le cas où ils ne pourraient s'entendre sur le choix d'un tiers-expert, que ledit tiers-expert soit nommé d'office par le juge en chef de la cour Supérieure de cette province, sur requête du procureur général.

Résolu, que le gouvernement soit autorisé à émettre des débentures au montant requis pour le paiement desdites propriétés payable dans vingt-deux ans, et portant intérêt à raison de huit par cent par année, dont deux par cent iront à former un fonds d'amortissement.

Que le gouverneur en conseil nomme un directeur gérant, ainsi qu'un secrétaire et tous les médecins et autres officiers et employés nécessaires au fonctionnement dudit asile, et fixe de temps à autre les traitements et salaires desdits directeurs, secrétaire, médecin, officiers et employés.

Résolu, qu'il sera tenu un compte des dépenses dudit asile et qu'après le paiement desdites dépenses et de l'intérêt desdites

débentures, si le montant ainsi payé pour l'année fiscale dernière (1870-71) pour ledit asile, une somme égale à la différence entre ces deux montants sera employée chaque année pour le fonds d'amortissement pour le rachat desdites débentures.

Résolu, que dans le cas où l'Asile des aliénés à Saint-Jean serait fermé, le montant annuellement payé pour ledit asile sera pris en considération et ajouté au montant dépensé pour l'Asile de Beauport pour les fins de la précédente résolution.

Cour Supérieure

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure.

Il explique la teneur de cette mesure, qui pourvoit à la nomination de quatre nouveaux juges: un pour le district d'Arthabaska, un pour Portneuf, un pour Joliette et l'autre pour Iberville. Les districts de Terrebonne et de Beauce, qui sont très rapprochés de ceux de Montréal et de Québec, n'auront pas de juges

résidants. Il sera aussi nommé un quatrième juge pour Québec.

Par le 464e article du code, les protonotaires ont le pouvoir de concourir avec les juges et d'agir en leur absence. Ce système ne se situe pas nécessairement sous la juridiction du bill actuel.

Avant de changer le système juridique, on doit augmenter le nombre de juges. Ceci est rendu nécessaire par la législation fédérale relative à la cour du Banc.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Agreed with the spirit of the bill, whose main provisions would doubtless prove acceptable to the House. One point he would, although a layman, call attention to, was the Court of Review, which he believed was felt by the profession, the judges and general public to be a place of surplusage, unnecessary, costly and fraught with delays in the administration of justice. It operated practically as an additional appellate court. We have at present, in fact, three appellate jurisdictions: the appeal to the Court of Review, that to the Court of Appeals, and that to the Privy Council. This multiplication was not in consonance with the practice in other countries, where a larger experience had been attained, and, perhaps, sounder conclusions reached. He hoped this question of abolishing the Court of Review would be dealt with in connection with the establishment of a district appellate tribunal. He believed that he should raise this question and that he was expressing a general opinion in the language he had used.

M. W. W. LYNCH (Brome): Complained of the hardship of compelling Judge Dunkin to remove to another district, when he satisfied the general requirements by his present residence and services. He had acquired property where he now lived and would suffer loss and inconvenience by a change. He went on to comment on the Provincial Judicial system. He praised decentralization reforms, and hoped County Courts would be established throughout the country. The Court in the district of Bedford had proved very useful and a success. He hoped jurisdiction of County Courts would be extended to comprehend cases up to \$100. The Court of Review was obnoxious for many who suffered from its vexation delays. The Superior Court might be presided over by three Judges, and there should be no occasion to carry cases to a higher Court. All cases over \$100 ought to be dealt with by the Superior Court, composed of three Judges, giving suitors the advantage of decision by two Judges and enhancing the importance of the Courts, while discouraging appeals.

M. C. H. POZER (Beauce): Stated that Beauce had a large population and doubled the number of cases presented by Montmagny,

amounting last year to over one hundred. It would be unjust and injurious to Beauce to take away its judge and give on to Montmagny, which was in easy communication with Québec by rail. He hoped the Government would reconsider the matter.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Revendique les droits du district de Chicoutimi. S'il est un district qui ait besoin d'un juge résident, c'est certainement celui de Chicoutimi. Le même juge ne peut servir le district de Saguenay et celui de Chicoutimi, vu la position exceptionnelle de ce dernier. Partant de la Malbaie, le juge a à parcourir pour parvenir à Hébertville, où il y a actuellement un circuit, 167 milles. En supposant qu'il se rendrait à Shuapmouchouan pour y tenir un second circuit, il en aura 212 à parcourir ou 424 milles en comptant le retour. Le gouvernement sait que dans les districts de Saguenay et Chicoutimi on ne voyage que par chemin de fer. Il est nécessaire qu'il y ait un juge résident et à la Malbaie et à Chicoutimi. M. le magistrat stipendiaire O'Brien, dont il fait l'éloge, aura encore de quoi s'occuper en visitant l'Anse Saint-Jean, Tadoussac, Les Escoumains et Mille-Vaches.

Le magistrat stipendiaire, qui réside naturellement à la Malbaie où sa présence ne paraît pas être nécessaire, devrait aller se fixer le long de la côte du nord, à la Pointe-des-Esquimaux probablement, et administrer la justice dans les divers postes de la côte. Il espère que le procureur rendra sa mesure complète en accordant un juge à Chicoutimi, chose d'autant plus facile que ce juge sera, comme tous les autres, payé par le gouvernement fédéral.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Parle dans le même sens que le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton).

M. T. FOURNIER (Montmagny): La cour de Révision n'est pas aussi inutile que certains peuvent le croire, car elle constitue le meilleur moyen d'appel pour les populations rurales.

Il est vrai que dans le district de Montréal, des retards occasionnels sont provoqués par une liste trop nombreuse de cas; cependant le nombre de juges ayant été porté à six, j'espère que ce problème disparaîtra.

J'espère aussi que le système puisse continuer à donner satisfaction dans le district de Québec où il est plus que probable que les juges qui siègent en première instance n'auront pas à siéger en appel.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Entirely concurred with Mr. Cassidy's remarks as to the Court of Review. He was more than ever convinced that the intermediate appeal was, as a rule, an objectionable thing in jurisprudence. He would never be disposed to take from the original successful party the right

to go to the final Court of Appeal, if unsuccessful in an intermediate court. The present system often occasioned dissatisfaction. He believed it was perhaps as well to allow things to remain as they were till public opinion or the opinion of the profession directed itself a little more strongly to the question.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Impressions

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Se plaint de ce que le gouvernement mette trop de temps à imprimer les documents législatifs.

Aide aux municipalités

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution tendant à déclarer qu'il est expédient d'exonérer le gouvernement d'avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Rappelle les accusations portées par plusieurs journaux au sujet de la prétendue partialité dans la distribution de cet argent par le gouvernement. Il aimerait recevoir quelques explications à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ces accusations ne sont aucunement fondées et dit que ces avances ont été faites d'urgence pour venir au secours des cultivateurs pauvres qui n'auraient pu sans cela ensemer leurs terres. Nous avons avancé les sommes les plus considérables aux localités qui sont le moins sympathiques au gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Accuse les ministres d'avoir envoyé des fonds à des localités qui n'en avaient pas besoin, notamment dans le comté de Témiscouata.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond au député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) et nie catégoriquement toute partisanerie ou toute visée politique dans le versement des sommes mentionnées.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne veux aucunement nier au député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) le crédit qui entoure un geste charitable, je pense néanmoins qu'il a fait preuve de quelque faiblesse.

J'accuse les ministres d'avoir envoyé des sommes à des localités, notamment dans le comté de Témiscouata, localités qui n'en avaient pas besoin ou qui n'en avaient certainement pas demandé.

Certains membres du clergé ont été très surpris de recevoir des sommes d'argent qu'ils n'avaient pas réclamées.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Repousse cette insinuation et affirme que ceux qu'on a secourus avaient besoin de secours.

Selon lui, on a répondu à leur demande avec circonspection et modération.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Ce débat a démontré plus que jamais l'importance de fournir une information complète pour chacun des articles votés.

Le gouvernement a l'habitude de réduire au minimum ses informations, ce qui entraîne des discussions comme celle-ci et sème le doute à bien des points de vue. La discussion actuelle a pris une telle ampleur à cause de la gaffe même du député de Québec-Comté.

Je condamne cette façon de verser les subventions, qui consiste à accorder plus d'argent qu'on le demande à des comtés comme Témiscouata, L'Islet et Rimouski, et moins à d'autres, comme celui de Chicoutimi, qui est plus pauvre et qui a plus de difficulté à subvenir à ses besoins.

Je dénonce le député de Québec-Comté pour s'être emporté et je recommande sur de telles discussions plus de calme et de patience.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Critique la manière avec laquelle le député de Montmagny (M. T. Fournier) fait la critique du gouvernement ou de ses politiques.

Ses propos aciduleux et son style acerbe tiennent de l'offense et de l'insulte.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prend la défense du député de Montmagny (M. T. Fournier) qui est un gentilhomme, qui fait toujours montre de beaucoup d'à-propos quand il parle, quelle que soit la nature du sujet.

Un député ne devrait jamais être accusé de violence ou d'amertume parce que la force de son expression témoigne de ses convictions ou de son désir de créer une impression parmi ses collègues.

Le Gouvernement est certes à blâmer d'administrer ainsi les sommes consacrées aux routes de colonisation.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Est loin de reprocher au gouvernement d'avoir prêté \$20,000 aux colons de Chicoutimi. S'il avait un reproche à lui faire, ce serait de ne pas avoir prêté le double de cette somme, les \$40,000 qu'il avait demandées, étant bien persuadé qu'il aurait été plus facile aux colons de remettre ces \$40,000 avec les \$200,000 qu'ils auraient eues en plus sur leur récolte. On comprendra la gêne qui régnera encore au printemps dans le comté lorsque l'on remarquera que la plupart de ceux qui ont emprunté n'ont semé que la moitié de ce qu'ils auraient dû semer. Pas moins de 2,000 familles se

trouvaient dans le besoin, sans pouvoir obtenir de secours dans le comté, le malheur ayant atteint tous les habitants. Lorsque l'étendue de la calamité a été constatée, il était trop tard pour que les gens puissent aller travailler sur les différentes lignes de chemin de fer ou dans les chantiers de l'Ottawa. Pendant que les pauvres des comtés de L'Islet, Kamouraska et Témiscouata et Rimouski pouvaient trouver de l'emploi sur l'Intercolonial, ceux de Chicoutimi étaient condamnés à l'inaction.

En comparant l'étendue du malheur et la position des comtés du sud et de ceux du nord, il est facile de se convaincre que les comtés du sud en recevant \$10,000 ont eu beaucoup plus en proportion de ceux du nord. Mais je ne suis pas jaloux de ce que le sud a obtenu, au contraire, je suis content de ce que le gouvernement a fait pour les colons de cette partie de la province. Tout ce que je désire, c'est que les colons du Saguenay et de la côte du nord soient traités avec la même libéralité que ceux du sud. L'arrangement fait avec les colons des comtés du sud est que le gouvernement retiendra pendant quelques années un certain montant sur les sommes destinées à la colonisation de ces comtés; eh bien! que le gouvernement en fasse autant pour les comtés du nord, et les colons seront pleinement satisfaits, ou bien que le gouvernement fasse à tous de ces sommes un don pur et gratuit, c'est ce qu'il y a de mieux et ce à quoi la Chambre consentira de tout coeur. Dans tous les cas, si le gouvernement, comme l'a déclaré l'honorable premier ministre, était disposé d'abord à faire un don gratuit de \$10,000, il est encore temps d'accomplir cet acte de libéralité.

Comme on a mêlé la politique à ce débat, je dois faire remarquer que M. Price a réellement donné raison de croire que le gouvernement s'était servi de ce prêt de \$20,000 pour influencer l'élection de Chicoutimi. M. le sénateur Price en a fait son grand cheval de bataille. Dès la première assemblée où il s'est porté comme candidat, dans le cas où son frère refuserait de se présenter, après avoir de suite fixé sa majorité à 1,000, il a annoncé qu'à lui seul était dû l'argent obtenu du gouvernement pour l'achat de grains de semence. Ne pouvant réussir à le prouver au moyen d'une lettre de M. l'assistant-secrétaire de la province, il promit de faire venir dans le comté l'un des honorables ministres. Quelque temps après, il a fait le tour du comté en montrant une lettre de l'honorable trésorier de la province et une autre lettre d'un révérend abbé de l'évêché, révérend abbé qui paraissait être initié aux secrets du gouvernement sur cette question, et il s'est efforcé de convaincre les colons au moyen de ces lettres, qu'il m'a été impossible de voir jusqu'à ce jour et qui ne sont pas reproduites dans le rapport soumis à cette Chambre, que, sans lui, ils n'auraient pu ensemençer leurs terres. Le fils de l'honorable premier ministre, le député de Rimouski, qui doit être au courant de cette affaire, vient de reconnaître lui-même les efforts

que j'ai faits en cette circonstance. Il n'était pas possible de faire des demandes plus pressantes que celles que j'ai adressées au gouvernement; aucun des honorables ministres ne le niera. Maintenant, si, au moyen de ce prêt d'argent, le gouvernement a secondé les vues de M. Price et assuré le succès de son frère, je suis prêt à oublier cette intervention, s'il veut bien compléter son oeuvre en faisant un don des sommes prêtées aux différentes municipalités; je suis persuadé qu'en agissant ainsi le gouvernement rencontrera l'approbation générale de la Chambre et du pays tout entier.

En comité

Résolu, qu'il est expédient d'exonérer les membres du Conseil exécutif et l'auditeur de cette province, et tous autres officiers et personnes concernées dans l'émission d'un mandat spécial du lieutenant-gouverneur, sous l'autorité de la quarante-septième section de l'acte du département du Trésor, pour avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix, à titre de prêt pour achats de grains de semence.

Résolution à rapporter.

Le Conseil fait rapport qu'il a passé une résolution.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Cautionnement de certains officiers judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les cautionnements de certains officiers judiciaires de la province de Québec.

Adopté.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant certaines compagnies à fonds social.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Adopté.

Barreau de la province de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes 29 et 30 Victoria, chapitre 27, et 32 Victoria, chapitre 27, concernant le Barreau de la province de Québec.

Adopté.

Validation de certains inventaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. (Irvine), propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour valider certains inventaires".

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 10 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La Chambre s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Daigle, la pétition de Olivier Loiseau et autres, de la paroisse de Saint-Marc, comté de Verchères.

Par M. Laurier, la pétition d'Alfred Blais et autres, de la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick, comté d'Arthabaska.

Par M. Dugas, la pétition d'André Barnèche et autres, du township de Kilkenny; et la pétition de François Thérien et autres, du township de Kilkenny, tous deux du comté de Montcalm.

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend J.-C. Daignault et autres, du township de Brassard.

Par M. Gill, la pétition de Wm. Lunan et autres de la ville de Sorel.

Par M. Gérin, la pétition de Wm. Stoddard et autres.

Rapport de comités :

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'avis de sept jours requis par la 60^e règle de cette Chambre soit limité à deux jours seulement, à compter de la date de l'ordre de référence de tous bills privés, pour le reste de la session, et que la 60^e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, deux jours après celui de l'affichage.

Votre comité désire recommander de plus, que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au dix-huit du courant, afin de donner à votre comité le temps nécessaire pour l'examen des divers bills qui lui sont référés.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de The Montreal Young Men's Christian Association, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve qu'elle n'est pas de la nature de celles qui exigent des avis.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 28 novembre 1872, demandant copie des plaidoyers, jugements et factums contenant les enquêtes dans les causes suivantes:

C.S., district des Trois-Rivières: G.-A. Gouin vs. H. Dubord, jugée en cour Supérieure, aux Trois-Rivières, le 30 avril 1870; en révision à Québec, le 30 juin 1870; et en cour du Banc de la Reine, en appel le 18 mars 1871, sous le no 5.

C.S., district d'Arthabaska, le 11 septembre 1871; en cour de Révision à Québec, le 5 février 1872; et en appel, à Québec, le 7 septembre dernier.

Elections de Joliette

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose que la pétition relative à l'élection et rapport pour le district électoral de Joliette, soit renvoyée au comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour ledit district.

Adopté.

Il est ordonné que ledit comité s'assemble demain, dans une des chambres de comité de cette Chambre, à onze heures.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements à chacun d'eux:

1. Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

2. Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie de chemin de fer de Lévis à Kennébec.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'avis de sept jours, requis par la 60e règle de cette Chambre, soit limité à deux jours seulement, à compter de la date de l'ordre de référence de tous bills privés pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session, et que la 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, deux jours après celui de l'affichage.

Votre comité désire recommander de plus que le délai pour recevoir les rapports sur bills privés, qui expire le 13 du courant, soit prolongé jusqu'au 18 du courant afin de donner à votre comité le temps nécessaire pour l'examen des divers bills qui lui sont référés.

Adopté.

Siège de M. Cauchon

M.H.-G.JOLY (Lotbinière): Demande à

soumettre la proposition dont il a donné avis, touchant les procédures du comité des privilèges et élections dans l'affaire de l'Asile de Beauport.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Demande que cette question soit remise à une autre séance vu que certains documents ne sont pas encore traduits en français.

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Demande la traduction française d'actes notariés, vu qu'il n'est pas familier avec la langue anglaise.

M.H.-G.JOLY (Lotbinière): Dit que les actes notariés qui n'ont pas été traduits en français sont d'une importance très minime et que la Chambre ne devrait pas insister à les faire traduire, ce qui apportera des délais considérables.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la demande des députés de Vaudreuil et de Jacques-Cartier est juste, et que le député de Lotbinière ne doit pas s'y refuser, attendu que cette traduction peut se faire en très peu de temps.

Il croit qu'il vaut mieux remettre cette question à une autre séance, non seulement à cause de l'objection que l'on vient de faire, mais encore parce que certains documents relatifs à cette question n'ont été distribués aux députés qu'aujourd'hui même. Aussi, il veut un peu de temps pour étudier ces documents.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): N'insistera pas pour lui personnellement sur la traduction des documents en question, mais il admet que la demande des députés de Vaudreuil et de Jacques-Cartier est juste.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Est du même avis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ces documents ne sont pas nécessaires à l'étude du cas en cause. L'impression de ces actes notariés et des témoignages ont déjà causé des retards importants et la Chambre devrait procéder à l'étude de cette motion avec les traductions qu'elle possède déjà. Imprimer d'autres traductions coûterait d'autres retards, alors que les témoignages disponibles fournissent tous les renseignements nécessaires à l'intelligence de ce cas.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Croit que le retard que l'on propose prolongera indéfiniment la session. La traduction de ces documents n'est nullement nécessaire. Il croit aux bons motifs de l'honorable député de la droite, mais, en même temps, il ne doit pas oublier qu'il y a des mesures plus importantes que celle-là devant la Chambre, telle que l'achat de l'Asile de Beauport. Cette demande de délai n'a pas raison d'être et veut

dire que l'on a l'intention de prolonger la session sans nécessité.

Il comprend que tous les députés aiment à ce que tous les documents soient traduits dans leur propre langue et il sait que cette question est très délicate, mais il demandera à tout député intelligent s'il croit absolument nécessaire de traduire dans sa langue certains documents qui n'affectent en rien les mérites d'une mesure.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Pense que le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton) a tort de craindre ces retards. La traduction et l'impression pourraient être réalisées promptement.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Observe qu'il y a un vice dans le système des impressions. Grand nombre de mesures qui ont été présentées au commencement de la session ne sont pas encore imprimées. Il serait préférable que le comité des impressions distribuât ces documents à être imprimés entre plusieurs imprimeurs si un seul ne peut faire l'ouvrage.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Pense que les témoignages prouvent que le député de Montmorency n'a aucun intérêt dans l'asile, et il ne voit pas pourquoi les honorables députés ne seraient pas prêts à discuter la proposition maintenant.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): C'est ce qui reste à savoir.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il respecte l'opinion de tout député qui ne veut pas débattre une question avant d'avoir toutes les informations nécessaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que, si la Chambre décidait qu'il est nécessaire de traduire ces documents, elle devait en prendre la responsabilité. Pour sa part, il ne croit pas qu'on puisse avoir ces papiers devant la Chambre avant quatre ou cinq jours, si l'on en juge par les délais qu'on a déjà éprouvés dans les impressions des papiers et autres documents se rapportant à cette question. Il demande au solliciteur général d'aider les députés à comprendre la question qui se trouve dans le témoignage et dans les autres documents.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'il ne voit pas le rapport qu'il y a entre ces différents papiers. Il était prêt à discuter cette question hier, de même qu'il l'est aujourd'hui. M. Joly lui-même a amené devant la Chambre ces documents dans un but que je ne connais pas. Quelques députés voudraient peut-être avoir des explications sur le sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète que, jugeant par la lenteur des impressions dans le passé, la Chambre pourrait voir la difficulté d'obtenir ce que l'on demande maintenant.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que, si l'on procède d'urgence, on pourra avoir les documents imprimés à temps pour pouvoir discuter la question dans une journée ou deux.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que le renvoi devrait être défini. Il dit que ceux qui, comme lui, ont entrepris d'introduire des questions ont entrepris de les faire passer le plus vite possible.

Il regarde comme l'une des plus importantes celle qui a rapport à l'indépendance de la Législature. S'il est absolument nécessaire, comme on l'a dit, que ces documents soient traduits, eh bien, qu'on suspende les procédés pour deux ou trois jours pourvu qu'ils soient prêts alors comme l'a promis le Procureur général.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que, quoique convaincu que cette traduction soit tout à fait inutile, il se soumet au désir de quelques-uns, mais il croit que, si l'ouvrage est fait de la manière ordinaire, la Chambre n'en sera pas saisie avant une semaine. Il fait motion que le greffier soit autorisé à faire traduire et imprimer ces documents en lui permettant d'employer toute assistance nécessaire pour que l'ouvrage soit promptement exécuté.

Il propose donc, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), que le greffier de cette Chambre soit chargé de se procurer les actes notariés annexés au rapport du comité des privilèges et élections, et de les faire traduire et imprimer de suite; et d'employer des assistants surnuméraires et de s'adresser aux imprimeurs qu'il croira être en état d'exécuter cet ordre avec le plus de promptitude possible.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Ne croit pas qu'il soit difficile de traduire et imprimer ces documents pour demain. Si on comprend bien ceci, il ne sera pas nécessaire de passer cette motion.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Croit que la motion principale devrait être ajournée jusqu'à demain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): N'a aucune objection, mais désire un tel ordre de la Chambre afin de permettre au greffier de préparer tous ces documents pour demain.

La proposition est adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill concernant la nomination de Conseil de la reine.

Accordé.

Pétition de P. Torrance

Il est ordonné que la pétition de David Torrance et autres, de Montréal, présentée aujourd'hui; demandant que le bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts au fonds social de la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal et pour changer le nom de ladite compagnie ne devienne pas loi, soit maintenant reçue, lue et renvoyée au comité permanent des chemins de fer.

Message du Conseil législatif:

Vente et administration des terres publiques

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, trente-deuxième Victoria, chapitre onze", auquel il demande le concours de cette Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, trente-deuxième Victoria, chapitre onze".

Adopté.

Dépôts judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres".

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

Aide aux municipalités dans le besoin

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Fait rapport que le comité de toute la Chambre formé pour prendre en considération certaine résolution relativement à la convenance d'exonérer le gouvernement pour avoir avancé une somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix, pour l'achat de grains de semence, a passé une résolution, laquelle est lue comme suit:

Qu'il est expédient d'exonérer les membres du Conseil exécutif et l'auditeur de cette province, et tous autres officiers et personnes concernés dans l'émission d'un mandat spécial du lieutenant-gouverneur, sous l'autorité de la quarante-septième section de l'Acte du département du Trésor, pour avoir avancé la somme de vingt mille trois cents piastres à certaines municipalités dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix, à titre de prêt pour achat de grains de semence.

Ladite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Cautionnements de certains officiers judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les cautionnements de certains officiers judiciaires de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture du dit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant certaines compagnies à fonds social. Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide à certaines municipalités

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour confirmer certains prêts d'argent faits par le gouvernement pour achat de grains de semence dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix, pour légaliser certaines débentures émises par des corporations municipales pour garantir le remboursement desdits prêts, et pour exonérer les membres du Conseil exécutif et autres d'avoir avancé l'argent pour lesdits prêts.

Accordé.

Barreau de la province de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender les actes 29 et 30 Vict. chap. 27, et 32 Vict. chap. 27, concernant le Barreau de la province de Québec. Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau. Accordé.

Elections de Joliette

H.-G. Malhiot, écuyer, Jacques Picard, écuyer, Wilfrid Laurier, écuyer, Louis Sylvestre, écuyer, président, W.W. Lynch, écuyer, composant le comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de Joliette, sont appelés, et, étant venus à la table, sont assermentés par le greffier.

Barreau de la province de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender les actes 29 et 30 Vict. chap. 27 et 32 Vict., chap. 27, concernant le Barreau de la province de Québec.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Validations de certains inventaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour valider certains inventaires".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Acte 33 Victoria, chapitre 32

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 32".

Adopté.

Limites des comtés de Québec et Portneuf

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer les limites des comtés de Québec et Portneuf.

Il explique le projet de loi en disant qu'il y a une partie de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge qui se trouve dans le comté de Portneuf et l'autre dans le comté de Québec et qu'il désirerait, pour se rendre à la requête de plusieurs pétitionnaires, que toute la paroisse soit comprise dans le comté de Québec pour toutes fins municipales et autres.

Adopté.

Indépendance de la Législature

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier le bill pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province étant lu et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), sous forme d'amendement, que les mots après "le", jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la

Chambre, avec instruction de l'amender en insérant après le mot "permanent", dans la première section, les mots "ou temporaire", soient mis à la place."

Il explique que le bill qui est devant la Chambre a pour fin de rétablir les dispositions de l'acte de 1869 des Statuts refondus au Canada. Le chapitre 3 de la section 4e contient ce qui suit: "que nulle personne occupant une place, ou remplissant une charge quelconque et touchant une allocation ou un salaire annuel pris sur le trésor public, ne sera éligible aux deux Chambres." En 1868, on a fait une refonte des lois dans le Parlement fédéral et dans celle-là on a omis le mot "temporaire". En 1869, on a fait une pareille loi pour la province. En 1871, la loi a été modifiée. Le gouvernement reconnaît donc le principe du bill, puisque, cette année, il propose un amendement à la loi.

Son but, en ajoutant ces mots, est d'empêcher que l'on élude la loi comme l'a fait le colonel Gray, à Ottawa.

Sans cela, son projet de loi est lettre morte. Le gouvernement en a approuvé le principe et il ne voit pas pourquoi il s'opposerait à ce qu'il passe tel qu'il a été préparé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'oppose à ce qu'il soit fait rapport de cette question en l'absence de M. Chapleau. Il ajoute que la motion devrait être déposée sur la table, jusqu'au retour de ce dernier député.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que, si le gouvernement s'oppose à ce que le bill passe tel qu'il a été préparé par le moteur, celui-ci fera mieux de le retirer, vu que la Chambre commettrait la bétise alors d'émettre une loi qui existe déjà.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Considère que le gouvernement se sert d'un prétexte futile, en alléguant l'absence d'un député pour raison.

Il a eu tout le temps nécessaire pour étudier la question et il fait évidemment preuve de mauvais vouloir en voulant la remettre encore à plus tard.

Il n'a pas le courage moral de s'opposer franchement au bill et veut faire retomber la responsabilité sur le dos d'un député absent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Affirme que, compte tenu de la sanction directe ou indirecte du bill original par la Chambre et compte tenu de l'ancienne législation et de la législation de la Puissance, il est opportun de discuter de cette question maintenant.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Proteste contre l'avancé de l'honorable député de Saint-Hyacinthe qui dit que le gouvernement a lui-même reconnu le principe

de la mesure. Si un honorable député a cru devoir faire un amendement à la loi maintenant discutée, c'est son affaire; il est responsable de ses actes. Il pense que l'honorable député ne devrait pas insister sur son amendement. (Protestations à gauche.)

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Ajoute que, contrairement à ses assertions par la bouche de l'honorable procureur général, le gouvernement a reconnu le principe du bill en termes formels. Il ne doit pas être pris par surprise; il doit être préparé et avoir une opinion toute formée sur la question. Il y a quinze jours que je remets de jour en jour la seconde lecture du bill et voilà qu'aujourd'hui on veut le renvoyer aux calendes grecques.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Observe de nouveau que M. Chapleau, l'auteur de l'amendement, étant absent, il serait mieux d'attendre à demain; que, si l'honorable député n'est pas de retour, on procédera sans plus tarder; et que, si l'honorable moteur insiste sur l'adoption de son amendement, il s'y opposera.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, de Beaujeu, Fortin, Fournier, Gérin, Gill, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRoque, Laurier, Lynch, Malhiot, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pözer, Robert, Roy, Sylvestre et Tremblay, 25.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Chauveau (Québec), Chau-

veau (Rimouski), David, Dugas, Eddy, Gagnon, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, LaRue, Lavallée, Mailloux, Méthot, Ouimet (Proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Robertson, Robitaille, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 25.

Et, les votes étant également divisés, M. l'Orateur donne sa voir prépondérante dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en insérant, après le mot "permanent" dans la première section, les mots "ou temporaire".

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que le rapport soit maintenant reçu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): S'oppose à cette proposition.

M. L'ORATEUR: Décide que la coutume est de remettre au lendemain la considération de rapports de comités quand il est fait des amendements.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que c'est la coutume pour les bills relatifs à des questions financières, mais non pas dans ce cas.

La réception du rapport est fixée à demain. La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Résignation de M. Joseph Cauchon

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu aujourd'hui la résignation de l'honorable Joseph Cauchon, député pour le district électoral de Montmorency, laquelle est dans les termes suivants:

Québec, 10 décembre 1872

A l'honorable J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative.

Monsieur,

Comme il paraît y avoir des doutes dans l'esprit de plusieurs députés sur mon droit, aux termes du statut, de siéger dans l'Assemblée législative, parce qu'on serait sous l'impression, à la suite des témoignages donnés devant le comité des privilèges, que j'étais inéligible lors de la dernière élection; pour couper court à toute difficulté, je vous prie d'informer la Chambre que je résigne par la présente mon siège comme représentant du comté de Montmorency, avec la détermination de briguer de nouveau les suffrages du même comté.

J'ai l'honneur d'être,
Avec une haute considération,
Votre tout dévoué serviteur,

Joseph Cauchon

G. Irvine,

E. Gérin, témoins.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que M. l'Orateur adresse son mandat au greffier de la Couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau "writ" pour l'élection d'un député à l'effet de représenter le district électoral de Montmorency dans le présent Parlement, à la place de l'honorable Joseph Cauchon qui a résigné son siège.

En faisant cette motion, je me dois à moi-même et à la Chambre de dire quelques mots pour expliquer l'opinion que j'ai émise devant le comité des privilèges et élections. J'ai demandé au comité de me donner du temps pour étudier la question. Les messieurs qui conduisent l'investigation ne m'ayant pas accordé ce temps, je n'ai pas insisté. Cependant, après avoir étudié aussi soigneusement que possible cette enquête, je suis arrivé à cette conclusion: la preuve faite devant le comité établit le fait que, lors de son élection, l'honorable M. Cauchon était intéressé dans les revenus de l'Asile de Beauport, à raison d'un contrat avec le gouvernement, contrairement aux dispositions de la loi sur l'indépendance de la Chambre; que, sous ces circonstances, l'élection est nulle; que le délai pour la présentation des

pétitions pour la contestation des élections s'étant passé sans qu'on eût présenté de pétition contre l'élection du député de Montmorency, personne ne réclame la possession de ce siège et la Chambre doit en faire une question de privilège. J'ai donc cru que l'élection est nulle. En conséquence, j'ai communiqué mon opinion à l'honorable député avec lequel j'ai été en relation depuis longtemps et il a de suite écrit la lettre qui vient d'être lue.

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Quand j'ai fait à la Chambre la déclaration qui a conduit à cette démission du député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon), je désire qu'on comprenne que je n'étais poussé par aucun sentiment d'animosité personnelle, mais par le sens du devoir. Je crois avoir ainsi revendiqué la dignité de la Chambre à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, et je m'attendais que chaque député écouterait ma déclaration et ferait enquête sur sa véracité pour rendre justice à moi-même autant qu'au député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon). Comme député, j'ai voulu revendiquer les privilèges de la Chambre et les miens. Je crois que le résultat obtenu prouvera au pays qu'il existe dans la Chambre un degré d'indépendance et un sentiment d'honneur que les députés doivent mettre leur fierté à conserver. L'Assemblée législative méritera, par son attitude, le respect et la considération du pays tout entier. (Applaudissements.)

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Espère que les paroles que vient de prononcer le chef de l'Opposition seront entendues dans tout le pays. Cette démission témoigne de l'indépendance de cette Chambre. Si la question fût venue devant la Chambre, celle-ci aurait maintenu ses privilèges, mais aucun des députés n'aurait eu le plus léger motif d'antipathie contre l'honorable député de Montmorency. Il n'y a qu'une voix dans l'enceinte de cette Chambre pour reconnaître que l'honorable député de Montmorency est un homme éminent et que sa grande expérience parlementaire en fait un des députés les plus utiles. Il espère que cette Chambre le verra bientôt revenir dans son sein et profitera encore de son expérience et de ses vastes connaissances en droit constitutionnel.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je déplore les circonstances dans lesquelles l'honorable député de Montmorency a résigné son siège. Je souscris aux remarques faites par l'honorable député de Saint-Maurice, et, comme M. Cauchon a bien voulu acquiescer aux désirs de la Chambre, il n'y a plus raison de se montrer mal disposé envers lui. Sa résignation est une marque de respect pour la Chambre d'autant plus appréciable qu'elle est donnée par un homme renommé pour son habileté et son expérience dans la vie publique.

Saint-Tite-des-Caps

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger Saint-Tite-des-Caps en municipalité locale.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société d'abstinence totale et de bénéfice de Sainte-Brigitte

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société d'abstinence totale et de bénéfice de Sainte-Brigitte.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Orphelinat de Sorel

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'orphelinat de Sorel.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Fonds des jurés

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la contribution imposée sur les municipalités, en vertu du chapitre 109 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, soit abolie.

Il condamne le caractère onéreux des contributions pour bâtisses et fonds de jurés; il croit le moment venu de les rappeler et que la situation financière de la province permet cette réforme.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que l'honorable député a tort de supposer qu'il y a un surplus dans ce fonds. Au moment de la Confédération, il y avait dans ce fonds une balance due contre la province au montant de \$116,000. Il s'agit là d'un bien pour lequel la province a reçu le crédit. Depuis la Confédération, cette balance du mauvais côté s'est accrue à \$239,000 et ce bien va probablement continuer à s'accroître de la même façon. L'honorable proposeur a tort d'introduire une mesure semblable, qui tend non à réduire la taxation, mais à modifier la distribution d'appropriations déjà faites.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle dispose des revenus appropriés par statut, et qu'elle ne peut pas être maintenue par cette Chambre à moins d'être recommandée par Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur décide que la question n'est pas dans l'ordre, puisqu'elle dispose d'un revenu approprié par statut et qu'elle aurait dû être recommandée par un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit qu'il veut éprouver le principe et fait appel de la décision de l'Orateur.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Brigham, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dugas, Esinhart, Fortin, Gendron, Gérin, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, La Rue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Sanders, Sawyer, Verreault. 30

Contre: Bachand, Bellingham, Cassidy, Daigle, Dorion, Fournier, Gill, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay. 20

Ainsi la décision de M. l'Orateur est confirmée.

Interpellations:

Achat de l'Asile de Beauport

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le gouvernement a l'intention de débattre demain la question relative à l'achat de l'Asile de Beauport.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que oui.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si d'autres mesures du gouvernement seront prêtes: le bill des élections, par exemple.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la version anglaise de ce bill n'est pas encore imprimée.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il est inutile à présent de traduire et imprimer les documents dans l'affaire Cauchon.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a fait suspendre l'impression des documents concernant l'Asile de Beauport.

Mise au point

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il n'a pas l'habitude de se plaindre des comptes

rendus de journaux; que néanmoins il croît devoir faire exception à cette règle et attirer l'attention sur le langage que lui prête le *Chronicle* à l'égard de M. Fournier et qui est tout l'opposé de celui qu'il a tenu, comme la Chambre le sait. Loin de blâmer le ton des discours de M. Fournier, il a rendu hommage à l'accent de sincérité et plein de convenance de l'honorable député que le premier ministre, par une ruse de guerre percée à jour, essaie de faire passer pour violent et acerbe. Il ajoute qu'en toute circonstance il est heureux de proclamer les sentiments d'estime et d'admiration qu'il professe pour M. Fournier.

M.E.GERIN (Saint-Maurice): Dit que si l'on voulait signaler dans cette Chambre toutes les erreurs commises par les rapporteurs de la presse, il ne sait pas si la session pourrait se terminer à Pâques ou même à la Trinité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Le journal en question était sans doute mû par les mêmes motifs que l'honorable député.

Il dit que l'éloge même que M. Joly fait de M. Fournier, prouve que ses discours ont besoin d'excuse et que le proverbe qui s'excuse s'accuse s'applique parfaitement à la circonstance.

M. H.-G.JOLY (Lotbinière): Déclare qu'il ne saisit pas ce trait d'esprit.

Il répond que M. Fournier a le droit de s'exprimer aussi énergiquement que tout autre député et que l'on pouvait bien lui pardonner s'il se laisse emporter quelques fois par sa fougue, ce qui du reste arrivait souvent au premier ministre lui-même.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Répond que cette fougue est habituelle et que les remarques de M. Joly ne font que donner plus de poids au proverbe "Qui excuse, accuse".

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit qu'il prononcera un discours aussi court que celui du premier ministre.

Il trouve ce trait d'esprit indigne de la réputation littéraire du premier ministre.

Il a cité deux fois un apophtegme bien connu "Qui s'excuse, s'accuse". Il croit que l'on aurait pu s'attendre de la part d'un littérateur comme le premier ministre à un peu plus d'exactitude dans sa citation.

La Chambre s'ajourne à neuf heures.

Séance du 11 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Méthot, la pétition de E. Beaubien et autres, du village de Nicolet.

Par M. Bellingham, la pétition de l'honorable W.C. Meredith, juge en chef, et autres, juges puînés, de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans les cités de Montréal et Québec.

Par M. LaRoque, la pétition de la municipalité du village de Chambly.

Par M. Rhéaume, la pétition de J.B.R. Dufresne, député protonotaire de la cour Supérieure à Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie de crédit de Montréal; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Des commissaires d'école de Montréal, et de R. Trudeau et autres, de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à la loi des écoles de manière à prélever pour l'avenir une taxe d'un 1/2 au lieu d'un 1/10 de cent dans la piastre sur la propriété foncière dans ladite cité.

De la municipalité du village d'Aylmer, et de Wm. McLean et autres, du comté d'Ottawa; demandant respectivement que le bill pour transporter le chef-lieu du comté d'Ottawa, pour les fins municipales et d'enregistrement d'Aylmer à Hull, ne devienne pas loi.

Du révérend L. Dasylla et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, comté de Beauce; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Cranbourne.

Du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Ware.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport: Votre comité désire représenter à votre honorable Chambre, que les imprimeurs chargés de l'impression des bills privés procèdent avec beaucoup de lenteur et qu'ils retardent par là la marche de ces bills; qu'il serait désirable que les promoteurs desdits bills eussent droit de les faire imprimer ailleurs, afin d'éviter ces retards.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose l'adoption de ce rapport.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'y a aucune objection à ce que l'on prenne de nouveaux arrangements touchant l'impression des bills privés. Mais, si on prive les imprimeurs de leurs droits, ils pourront réclamer contre le gouvernement. Il croit que les imprimeurs pourraient être appelés à donner des explications au comité.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Consent à remettre à demain sa proposition.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Appuyé par le député de Trois-Rivières (M. H.-G. Málhiot), propose que cette Chambre concoure dans le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Introduction de bills:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour obliger les propriétaires des seigneuries à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes, et pour d'autres fins.

Accordé.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province trente-cinq Victoria, chapitre six.

Accordé.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Se plaint de la pratique que l'on suit depuis quelque temps, de présenter des mesures sous des titres vagues. On doit en faire connaître l'objet.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Admet que cette remarque est juste. Il explique que le but du bill est de retrancher les mots "résidant à Montréal" dans l'acte relatif à la nomination d'un sixième juge pour le district de Montréal. Il s'agit d'adopter une loi concernant la juridiction de ce juge.

Election de Joliette

M. W.W. LYNCH (Brome): Appuyé par le député de Drummond-Arthabaska (M. W. Laurier), propose que le comité spécial chargé d'étudier la pétition d'élection de Joliette ait la permission de s'ajourner jusqu'à vendredi, le 20 du courant, à dix heures A.M. et ce, du

consentement du pétitionnaire et du député siégeant.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de cinq minutes.

A trois heures trente-neuf, reprise de la séance.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte du département du Trésor.

Accordé.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), propose que lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi prochain, elle soit ajournée jusqu'à samedi, à 2 heures, p.m., et que ce jour-là, la Chambre siège jusqu'à six heures, p.m.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est heureux de voir que le gouvernement se décide enfin sérieusement de se mettre à l'oeuvre. Il demande si le premier ministre a l'intention de soumettre à la Chambre avant Noël toutes les importantes mesures qu'il a promises et s'il demandera aux députés de revenir après les fêtes.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Partage les mêmes sentiments à l'égard de cette décision.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il a l'intention de hâter la besogne et qu'il n'y aura pas de nécessité de prolonger la session après Noël.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que sur ce point, le gouvernement peut compter sur l'opposition puisque les prétendues mesures du ministère sont celles de l'opposition.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Non. Ce sont les mesures de l'Ontario, plus ou moins.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Alors le gouvernement les a eues d'occasion, de l'Opposition. Le premier ministre peut être assuré que l'opposition ne retardera pas la besogne, mais en même temps, elle aime à croire que si elle juge nécessaire dans les intérêts du pays de soumettre d'importantes mesures, le gouvernement ne s'y opposera pas.

Il ne veut pas prêter de mauvais motifs à ses adversaires, mais il semblerait que le programme du premier ministre consiste à conserver les

mesures importantes pour la fin de la session et ensuite de les faire adopter sans que l'on ait eu le temps de les étudier mûrement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Soutient qu'il n'a jamais eu de semblables motifs.

Adopté.

Indépendance de la Législature

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reçoive le rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier le bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Le comité fait rapport du bill, avec amendements.

Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec amendements.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Validation de certains inventaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour valider certains inventaires".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Message du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative des estimés supplémentaires des sommes requises pour les services de l'année fiscale finissant le trente juin mil huit cent soixante-quatorze, et en conformité des dispositions de la 54e section de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée législative.

(Document de la session, no 13)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 11 décembre 1872

Il est ordonné que ledit message, ainsi que les estimés supplémentaires qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose qu'une somme n'excédant pas cent trente-huit mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Blâme le gouvernement de persister à augmenter les salaires des premiers employés tandis qu'il ne propose que de donner un boni aux subalternes.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cent onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande pourquoi le gouvernement met-il sous ce titre la somme de \$20,000 prêtée aux habitants des comtés de Chicoutimi et Saguenay, et pour laquelle il demande un bill d'indemnité, et pourquoi les \$7,000 prêtées aux habitants de la rive sud ne sont également placées sous le même titre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement a l'autorisation d'émettre des warrants spéciaux pour besoins urgents; que le prêt de \$20,000 aux habitants des comtés de Chicoutimi et Saguenay n'a été fait que dans des circonstances

d'urgence et que le gouvernement a émis des débentures pour le même montant.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Asked for explanations, criticizing the mode of appropriating and classifying various items under this head. He objected to any but the rarest expenditures, and only under exceptional circumstances, by the system of special warrants. He objected to voting items en bloc after the expenditures which, prior to the expenditures, we should have had an opportunity of voting upon separately. After the law had been violated in paying these sums without the direct authorization of Parliament, Government ought to ask assent to each item separately.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): A la suggestion du député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), propose qu'une somme n'excédant pas trente six mille six cent cinquante et une piastre et dix neuf centimes soit accordée à Sa Majesté pour couvrir les mandats spéciaux pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1872.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'augmentation des salaires dans les départements publics, depuis le 1er janvier 1873 au 30 juin 1873, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention de la Chambre sur l'augmentation des salaires des employés.

Le gouvernement base sa générosité sur le fait que les choses nécessaires à la vie ont toutes augmenté de prix. Il demande des explications. Il a vu un item de \$1,400 pour un secrétaire du lieutenant-gouverneur et il n'y en a pas eu jusqu'ici.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la situation est laissée à la discrétion de Son Excellence. Il dit que \$200 d'augmentation ont été accordées aux députés chefs de bureau. Ces officiers ont des devoirs considérables à remplir et une grande responsabilité sur les épaules. Il faut aussi à ces officiers une somme bien grande de connaissances et d'habileté pour s'acquitter de leur besogne. C'est l'intention du gouvernement maintenant d'accorder aux autres fonctionnaires publics un boni suffisant. Il faut toujours payer les employés importants du gouvernement autant qu'un commis de banque. Ils recevront une prime équivalant à un mois de salaire pour mieux les aider en période difficile.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Espère que la votation de ce boni sera aussi placée sous le

contrôle de la Chambre, tout comme la votation des salaires. En partant du principe qu'il faut augmenter les salaires, à raison de la hausse survenue dans les prix des articles nécessaires à la vie, il n'y a pas de raison pour que cela finisse. Il est bien certain que cet état de choses ne se modifiera pas et que la vie ne fera que devenir plus chère. Le gouvernement reconnaît la nécessité d'augmenter généralement tous les salaires. Qu'il les augmente partout où il y en a besoin, mais qu'il abandonne le système des bonis. Il faut augmenter les salaires sur le même pied. On prétend que l'arbitraire règle les salaires payés aux officiers publics. Je prétends le contraire. L'arbitraire n'a rien à faire dans cette question, les comptes du boucher, du boulanger, de l'épicier, sont des bases brutes, rigoureuses, implacables qui peuvent guider le gouvernement dans la fixation des salaires. On propose d'augmenter les allocations annuelles et permanentes très élevées de certains employés, qui souvent n'en ont pas besoin, et l'on ne parle pas d'augmenter les pitances de simples messagers, la plupart des pères de familles nombreuses, qui n'ont que \$400, \$500 ou \$600 par année et qui ont aussi à payer les comptes du chauffage, du boucher, du boulanger et de l'épicier.

On a établi une comparaison entre les députés-chefs de départements et les employés de banque. Il y a une bien grande différence entre les deux positions. L'employé public est sûr de sa place, tandis que l'employé de banque est exposé tous les jours à être démis. Il n'y a qu'aux Etats-Unis que l'employé public n'est jamais sûr de rester en place; si un gouverneur, un président, un chef de bureau change, tout le personnel de l'administration, des départements publics ou de tel département ou bureau, est changé. J'espère, monsieur l'Orateur, que pareille chose ne se fera jamais ici.

Je citerai entre autres un cas pour prouver qu'il y a certains employés qui sont constamment oubliés et que le gouvernement néglige considérablement. On voit dans le bureau du registraire que l'un des officiers qui, avant la Confédération avait un salaire de \$700 qu'il n'a jamais pu faire remettre à son état premier.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Est-ce que le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) veut parler de M. Bélanger, employé du bureau du registraire?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oui.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): C'est juste. Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) a tout mon concours.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avant la Confédération, M. Bélanger était employé à Ottawa. Il a jugé à propos de venir résider à Québec sous prétexte qu'il s'y trouvait mieux sous plusieurs rapports. On lui a

observé que son salaire ne serait pas aussi élevé ici qu'à Ottawa. M. Bélanger a bien voulu l'accepter; qu'il se conforme maintenant à la position qu'il s'est faite. Nous aurions voulu augmenter le salaire de M. Bélanger cette année, mais cet officier ayant été obligé de manquer à ses devoirs par suite de maladie, le gouvernement ne l'a pas pu. Le gouvernement a été forcé de payer des employés surnuméraires et a toujours continué de payer à M. Bélanger son salaire.

D'ailleurs, les augmentations de salaires ne peuvent être basées sur les besoins, ce serait impossible; elles le sont sur les capacités.

Il dit que l'augmentation du traitement des députés-chefs n'a pas pour cause la hausse du coût de la vie, mais le travail accompli.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said it has been decided to recommend an increase to those employees possessing claims on the ground of capacity, responsibilities and length of service. That was the principle. He did not even know the names of the employees recommended. They had got a list from the heads and deputy heads of those deserving an increase. It would not be right to raise the salaries of all, for some were already paid in proportion to their responsibilities and period of service. He knew more as to the deputy heads than as to any other class, and had no hesitation in saying they deserved the \$200 set down for them.

As to the House employees, the House could deal with them as it liked. He would not object to any moderate increase recommended. It was not a matter to put in the estimates however. He had said the proposed bonus to the employees of the departments was to be paid out of the miscellaneous appropriations of last year. If a special resolution of the House was necessary, he had no objection. The whole amount for the civil service increase would be but \$57,500.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Il me semble, Monsieur l'Orateur, que le meilleur procédé à suivre pour régulariser les augmentations de salaire, c'est de mettre à la porte des employés inutiles, comme il s'en trouve, à ma connaissance personnelle, dans le greffe de Montréal, et que l'on paie mieux ceux qui travaillent. Je suis complètement opposé à ce que la somme de \$5,000 soit votée cette année dans les estimés pour augmentations de salaires.

M. C.H. POZER (Beauce): Attire l'attention du gouvernement sur une anomalie qui existe dans le service de la police provinciale. Sous prétexte de maintenir la paix dans la localité et les environs, on pourrait plus justement dire les droits de certaine compagnie minière, on grève la caisse de la province d'une certaine somme pour l'entretien de quelques hommes de police

dans le comté de Beauce. Ces messieurs, c'est ainsi que je les appellerai, car dans les estimés ils ne sont pas désignés sous le titre d'hommes de police, ces messieurs, dis-je, ont peine à maintenir la paix entre eux. Il donne lecture d'une lettre écrite par l'un d'eux qui se plaint d'un camarade, et déposée entre les mains des autorités. Je conclus en demandant la suppression de cette force policière et la répartition entre les employés publics qui en sont dignes, des deniers payés jusqu'ici annuellement à ces braves gardiens de la paix publique.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Fait remarquer que c'est vraiment une injure au comté de Beauce que d'y maintenir une force de police, et une force aussi dérisoire. A ce compte-là, le gouvernement devrait être obligé d'installer des détachements de police dans d'autres comtés aussi considérables, comme Montmagny, Kamouraska, etc. Il espère que le gouvernement va supprimer les braves gens qui maintiennent la paix dans le comté de Beauce.

M. H.G. JOLY (Lotbinière): Et qui ne peuvent même pas la garder entre eux. Combien sont-ils?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Trois.

M. J.-G. JOLY (Lotbinière): Et que font là ces trois braves?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Ils maintiennent la paix.

M. C.H. POZER (Beauce): Je désirerais savoir si le gouvernement a l'intention de supprimer le corps de police.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Oui.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au bureau d'agriculture, pour venir en aide à l'établissement de fermes modèles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

A six heures l'assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

En comité

5. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée au bureau d'agriculture pour l'achat de machines à broyer la pierre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Dit que ces machines ne sont d'aucune utilité.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Soutient avec vigueur qu'au contraire ces machines sont utiles et sont nécessaires dans les districts ruraux à l'amélioration des routes. Il affirme que le gouvernement a raison d'accorder cette somme.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement s'est déjà porté acquéreur de trois de ces machines.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Déclare qu'une seule machine peut casser de 7 à 10 tonneaux de pierre par jour et que dans son comté, le comté de Chambly, dans un mois on a pu macadamiser 5 1/2 milles de chemins à l'aide de ces machines. Il ajoute que le gouvernement peut les envoyer partout où elles seront jugées nécessaires.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour le pont sur la rivière Ottawa, pourvu que la province de l'Ontario et le township dans lequel se trouve le pont, fournissent chacun un montant égal et la Puissance \$6,000, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'ouvrage fait par contrat aux palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Québec, pour les vieillards et les infirmes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'ouvroir de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Acte 33 Victoria, chapitre 32

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 32".

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Il est ordonné que le bill, tel qu'amendé, soit réimprimé.

Limites des comtés de Québec et de Portneuf

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer les limites des comtés de Québec et Portneuf.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour changer les limites des comtés de Portneuf et Québec", la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

Adopté.

Barreau de la province de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes 29 et 30 Victoria, chapitre 27, et 32 Victoria, chapitre 27, concernant le Barreau de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, 31 Victoria, chapitre 20, et 32 Victoria, chapitre 13".

Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le conseil législatif a passé le bill, intitulé: "Acte pour détacher une certaine partie du comté de Montcalm et l'annexer à celui de Terrebonne", pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement, sans amendement.

La Chambre s'ajourne à huit heures et demie.

Séance du 12 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Dugas, la pétition de Narcisse Gama- che et autres, du township de Kilkenny, comté de Montcalm.

Par M. Méthot, la pétition de Dame Marie Louise Levasseur, épouse d'Antoine Mayrand, de la paroisse de Nicolet.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Olivier Loïselle et autres, de la paroisse de Saint-Marc, comté de Verchères; demandant que le bill pour diviser le comté de Verchères en deux divisions d'enregistrement, ne devienne pas loi.

De Wm. Lunan et autres, de la ville de Sorel; demandant que le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chap. 75, concernant l'incorporation de la ville de Sorel, ne devienne pas loi.

Du révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse; demandant que le gouvernement fasse copier à ses frais les registres de ladite paroisse.

De Alfred Blais et autres, de la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick, comté d'Arthabaska; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Nicolet.

De André Barnèche et autres, de François Thérien et autres, toutes du township de Kilkenny, comté de Montcalm, de Wm. Stoddard et autres et du révérend J.-E. Daigneault et autres, du township de Brassard, comté de Joliette; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport: Votre comité a l'honneur de présenter, comme son troisième rapport, le rapport du sous-comité ci-après annexé, et marqué A.

A

Votre sous-comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Hale pour son président;

Qu'il a examiné les documents suivants, et en recommande l'impression pour l'usage des députés et pour les documents de la session, savoir:

No 14 — Réponse à une adresse du 20 novembre 1872: Correspondance entre les gouvernements fédéral, de l'Ontario et de Québec,

relativement au partage du surplus de la dette, etc.

No 15 — Réponse à une adresse du 20 novembre 1872: Copie de toute correspondance relative aux lois passées et virtuellement mises de côté, etc.

Qu'il a aussi examiné les onze documents suivants, et recommande qu'ils ne soient pas imprimés.

No 7 — Réponse à une adresse du 13 novembre 1872: Correspondance relative à la nomination de juges de paix, pour les paroisses de Saint-Luc et Saint-Bernard-de-Lacolle, comtés de Saint-Jean, etc.

No 9 — Réponse à une adresse au sujet de la demande d'un congé d'absence par le juge Mondelet, etc.

No 10 — Réponse à une adresse: Correspondance relative à la radiation de certains noms de la liste des juges de paix pour Montmagny, etc.

No 17 — Réponse à une adresse: Instructions données au surintendant de la police de Québec, à l'occasion des dernières élections pour la Chambre des communes du Canada, etc.

No 18 — Réponse à une adresse du 15 novembre 1872: Correspondance relative à la translation du bureau d'enregistrement de Montréal, etc.

No 19 — Réponse à une adresse du 13 novembre 1872: Noms et résidences des employés à la cadastration, etc.

No 20 — Réponse à une adresse du 25 novembre 1872: Date des dépôts faits par le trésorier de la cité de Montréal, pour expropriations, etc.

No 22 — Réponse à une adresse du 21 décembre 1871: Etat des terres occupées et concédées en vertu de permis dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, depuis le 15 avril dernier, et reprises, etc.

No 23 — Réponse à une adresse du 21 décembre 1871, relative à l'état du montant des sommes remises, depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix des terres achetées du gouvernement avant ou après le 1er juillet 1867.

No 24 — Réponse à une adresse du 15 novembre 1872, relative aux demandes faites depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à ce jour, pour octroi de grève, etc.

Pétition de P.-N. Poitevin et autres, employés dans les bureaux du protonotaire de la cour Supérieure, et du greffier de la cour de Circuit, etc.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre. Adopté.

Pétition de W. C. Meredith

Il est ordonné que la pétition de

l'honorable W. C. Meredith et autres, le juge-en-chef et les juges pufnés de la Cour supérieure, pour la province de Québec, présentée hier, demandant que dans le cas où le bill pour déferer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée législative de Québec, deviendrait loi, le nombre de juges soit augmenté, soit reçue, lue et imprimée pour l'usage des membres.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Vital Parent et autres, de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre; demandant la passation d'un acte pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska d'ériger un certain territoire y désigné en une municipalité séparée, et trouve que les avis donnés ne l'ont été qu'en partie; cependant, d'après les déclarations qui ont été faites à votre comité, il est convaincu que les parties intéressées sont suffisamment instruites de la demande.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province, et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 22 novembre 1872, demandant un état des sommes appropriées cette année pour chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, indiquant le montant qui a été dépensé sur ces appropriations, sur quels chemins, l'époque à laquelle les travaux ont été commencés cette année, et quand ils ont été terminés ou suspendus; ainsi que le nombre et les noms des hommes employés aux travaux de ces chemins dans lesdits comtés; aussi, copie de tous ordres en conseil fixant le montant alloué pour cette fin à chacun desdits comtés. (Documents de la session, no 27.)

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Frais de voyage

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de faire mettre devant cette Chambre un état indiquant toutes sommes d'argent exigées ou reçues pour traite-

merits, services extra et frais de voyage, ou pour tout autre objet, par les divers assistants ou députés-chefs et autres officiers de département, dans la province de Québec, et spécialement, savoir: l'assistant-commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, le greffier du Conseil exécutif, l'assistant-secrétaire provincial, l'assistant des greffiers en loi de la couronne, l'assistant-trésorier, l'auditeur provincial et le secrétaire du ministère de l'Instruction publique ou par aucun d'eux, pour services rendus au gouvernement comme tels assistants ou comme tels officiers de département comme susdit, pour l'année expirée le 1er décembre 1872, indiquant aussi en vertu de quelle autorité (s'il en est) les paiements ont été faits, et les pièces justificatives à cet égard. Adopté.

Colonisation

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que cette Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération la résolution suivante:

Résolu que, dans l'opinion de cette Chambre, l'adoption d'un système de concession gratuite (free grant) d'un lot des terres incultes à chaque colon s'établissant actuellement sur ce lot, aurait pour effet d'attirer ici, en nombre considérable, l'immigration étrangère, d'arrêter le flot toujours croissant de l'émigration de notre peuple à l'étranger, et serait le moyen le plus efficace d'attirer et d'accélérer la colonisation du pays.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Observe que la motion n'est pas dans l'ordre, vu qu'elle tend à disposer du domaine public. Quant au mérite de la question elle-même, il dit que le gouvernement est déjà allé très loin dans la direction indiquée par l'honorable député de Drummond et Arthabaska. Des octrois de terre considérables ont été faits à des colonies d'émigrants belges, allemands et autres.

Le gouvernement a fait son possible dans les intérêts de la colonisation et l'honorable député peut être sûr qu'il continuera encore à le faire.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Dit qu'au contraire le gouvernement n'a pas été assez loin sous ce rapport et que c'est pour cela qu'il propose ses résolutions. Quant à la question d'ordre soulevée au sujet de sa motion, elle ne peut pas exister. Sa motion ne demande nullement de disposer du domaine public. Elle n'énonce simplement qu'une opinion et c'est un droit auquel il prétend, de pouvoir individuellement, comme la Chambre collectivement, émettre une opinion.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Ne croit pas que cette motion soit hors des règlements. Si elle est adoptée, elle n'affectera en rien le département du domaine public et signifiera seulement que le moteur de la proposition et la Chambre sont d'avis que telle

politique est désirable parce qu'elle produira de bons résultats.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Soutient que toute délibération qui tend à affecter le revenu public est hors d'ordre, à moins d'être recommandée par Son Excellence.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Cite quelques autorités pour démontrer qu'une motion qui n'a pas d'effet sur le revenu public, comme celle-ci, est dans l'ordre.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Assimilated the expression of opinion sought to be elicited by this motion to the right of petition, which ought to be held always sacred. Et objection étant faite, que la motion est hors d'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu public et le domaine public.

M. L'ORATEUR: Décide que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle obligerait la Chambre à adopter une législation qui la ferait disposer du revenu et du domaine public sans la recommandation du lieutenant-gouverneur.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Dit que cette mesure est d'une telle importance qu'il demande que la Chambre se prononce à ce sujet.

Et appel étant fait de la décision de l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Hearn, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault 40.

Contre: MM. Bachand, Bellingham, Cassidy, Daigle, Fournier, Gill, Holton, Joly, Laberge, LaFontaine, Laframboise, Laurier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay 19

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

Indépendance de la Législature

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), la troisième lecture du bill pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Champlain (M. F.-X.-A. Trudel), sous forme d'amendement,

que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les mots "ou temporaire", dans la première section dudit bill", soient mis à la place.

Il insiste surtout sur l'exemple de Sir Roundell Palmer qui, quoique membre du Parlement impérial, a accepté l'emploi d'avocat du gouvernement britannique devant le tribunal d'arbitrage de Genève.

Et objection étant faite que la motion en amendement n'est pas dans l'ordre, en autant que la même proposition a déjà été rejetée durant cette session;

M. L'ORATEUR: Décide que la motion en amendement est dans l'ordre, en autant que la même proposition peut se faire à chaque phase d'un bill durant la même session.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Soutient que tout dépend des circonstances de fortune des individus et qu'un salaire modeste peut ébranler l'indépendance de certains députés. Il faut mettre chacun à l'abri de toute tentation et déclarer que les membres du Parlement n'accepteront aucun présent du gouvernement.

L'honorable député ayant commencé à répéter en français les remarques qu'il a faites en anglais.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que c'est pour plaire à la division mêlée qu'il représente que le député de Montréal-Ouest (M. F. Cassidy) parle ainsi alternativement les deux langues.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Dit que c'est là son affaire et non celle du député de Terrebonne.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que Sir Roundell Palmer a reçu le salaire le plus élevé qu'ait jamais reçu un avocat, soit 30,000 livres sterling.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que ce n'est pas le gouvernement qui a payé un salaire à Sir Palmer, mais le Parlement qui lui a voté une récompense pour ses grands travaux, ce qui est bien différent.

Après plusieurs interruptions du député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau)...

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il n'y a pas de député qui aime autant à dire des personnalités que le député de Terrebonne. Souvent au lieu de discuter, il met en doute la loyauté ou la sincérité des intentions qui animent ses adversaires. Il insinue qu'ils sont moins honorables, moins vertueux que lui. Du reste le député de Terrebonne a deux manières oratoires, deux genres différents; ou bien s'abandonnant à une

indignation vertueuse, suivant le torrent de beaux sentiments qui s'échappe de son âme en face d'une injustice, il attaque avec violence; ou bien, se drapant dans son manteau d'innocence, il regarde les cieux, plaint la terre et invoque l'Eternel.

En voyant l'honorable député se lever, je puis dire d'avance lequel des deux genres, laquelle des deux manières il va adopter: le genre céleste, la manière sentimentale, ou le genre brutal, la manière violente. S'il lève les yeux vers le ciel, c'est que la galerie de l'Orateur est remplie de dames et qu'il va nous parler, âge d'or, vertu, innocence et bonheur céleste.

Il fait remarquer qu'ici la société n'est pas organisée comme en Angleterre et que vu la médiocrité des fortunes un modeste salaire peut être une tentation suffisante pour un bon nombre. Il faut convier tous les talents dans l'enceinte législative; il faut inviter les pauvres comme les riches à y servir le pays; mais aussi il ne faut pas soumettre les pauvres à des épreuves au-dessus desquelles les riches se trouvent placés par leur position.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait remarquer que la loi anglaise est exactement la même que celle qu'il propose; que même c'était la loi dans le pays jusqu'à ces dernières années. Ce n'est que depuis la Confédération qu'on a abaissé les barrières qui défendent l'indépendance des députés. On ne fera donc, en relevant ces barrières, que revenir aux bonnes traditions.

Quant à Sir Roundell Palmer, il fait remarquer que non seulement il n'a point accepté un salaire du gouvernement, mais que même il a refusé, sa mission remplie, d'accepter la récompense que le Parlement lui a votée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Relève les traits que lui a lancés M. Joly. Il les trouve peu blessants. Cependant, il doit dire que, si le député de Lotbinière est mauvais chef d'Opposition, il est assez bon caricaturiste; il manie mieux l'esprit que la logique. Seulement, il a le tort d'emprunter ses plaisanteries à des journaux où déjà elles paraissaient usées.

Il dit que, s'il lève souvent les yeux au ciel, c'est qu'il cherche ses inspirations en haut et non en bas; et que, s'il porte souvent les regards sur la galerie de l'Orateur, c'est qu'il conserve une ambition que le député de Lotbinière ne peut plus avoir.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Admet qu'il n'y a pas en effet d'analogie entre le cas de M. Palmer et ceux qui peuvent se présenter ici. Mais le principe est le même. Du reste, la question est de peu d'importance, qu'elle soit décidée d'une façon ou de l'autre. Ce qu'il trouve déplorable, c'est qu'on déclare qu'un député ne puisse accepter une mission de confiance, un emploi temporaire, sans à l'instant exciter les soupçons et voir son indépendance mise en doute.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit qu'il n'y a aucune analogie, entre le cas de Sir Roundell Palmer et les cas qui peuvent se présenter dans la Législature locale. Sir Roundell Palmer a été employé par le gouvernement anglais parce que depuis l'origine il s'était occupé de l'affaire des réclamations américaines et qu'il était maître de la question comme personne. Le fait est que le gouvernement ne pouvait se priver de ses services. La position du gouvernement ici est toute différente et il peut toujours trouver en dehors de la Chambre des gens en mesure de faire valoir ses intérêts et ne pas avoir forcément recours à des députés.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que c'est faire injure aux députés que de dire que, dans un cas urgent, ils refuseraient de donner leur avis au gouvernement sans se faire payer. Il trouve que ce serait une inconséquence de la part de la Chambre, au moment où elle vient de se priver des services d'un de ses membres les plus utiles parce qu'il avait eu un contrat du gouvernement, de déclarer qu'à l'avenir les députés pourront contracter pareille obligation. Ce que veut en effet l'amendement, c'est tout simplement ceci: permettre aux députés d'avoir avec le gouvernement des relations d'argent.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

- Pour: MM. Bellerose, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Dugas, Eddy, Gendron, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Laroche, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Robertson, Robitaille, Sanders, Sawyer, Trudel, Verreault. 25
- Contre: MM. Bachand, Bellingham, Cassidy, Daigle, David, de Beaujeu, Dorion, Esinhart, Fournier, Gérin, Gill, Holton, Houde, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRoque, Laurier, Lynch, Malhiot, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pizer, Robert, Roy, Sylvestre, Tremblay. 29

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois;

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot "emploi" le dernier mot

de la seconde section dudit acte, les mots suivants:

"Néanmoins, nul membre de l'Assemblée législative ni aucun membre du Conseil législatif ne perdront le droit d'un siège dans ladite Assemblée législative ou dans le Conseil législatif pour avoir rendu, moyennant un honoraire ou des émoluments payés par la couronne, des services d'une nature exceptionnelle et temporaire, nécessités par des circonstances fortuites et imprévues ou pour la sauvegarde ou la défense d'intérêts publics d'un ordre supérieur, qui ne requièrent pas la nomination d'un officier permanent", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Alfred-Duclos DeCelles au nombre de ses membres" sans amendement.

Incorporation de la ville de Lévis

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis, et les divers actes qui l'amendent.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de la ville de Nicolet

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la ville de Nicolet.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Loi électorale

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

Comtés de Drummond et Arthabaska

M. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher les paroisses de Saint-Guillaume-d'Upton et Saint-Bonaventure-d'Upton, du comté de Drummond et du district d'Arthabaska, et les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'Yamaska et au district de Richelieu.

Adopté.

Acte des licences

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'Acte des licences de Québec.

Adopté.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant un contrat que le gouvernement a l'intention de faire avec les Frères de Saint-Vincent-de-Paul, pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants.

Il dit à la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet desdites résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme en comité.

En comité:

Il est résolu que cette Chambre approuve les bases d'un contrat que le gouvernement se propose de faire avec les Frères de Saint-Vincent-de-Paul pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants tel qu'exprimé dans le document maintenant soumis à cette Chambre et marqué A.

Il est résolu que cette Chambre verra avec plaisir un contrat du même genre et dans des proportions semblables entre le gouvernement et une maison de réforme ou d'industrie sous contrôle protestant pour les jeunes délinquants protestants.

A

Les Frères de l'ordre de Saint-Vincent-de-Paul s'engagent à prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants et tous ceux qui d'après la loi des écoles de réforme ou les autres lois en force en cette province, pouvant être détenus dans les maisons ou écoles de réforme, de faire toutes les dépenses nécessaires pour l'entretien de l'établissement, de fournir et maintenir les ateliers et tout ce qui est nécessaire au travail et à l'enseignement des

jeunes délinquants, de payer tout le personnel nécessaire et faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changement et ameublement; cet engagement sera pour le terme et espace de cinq années à compter de sa date.

2. Le gouvernement, aussi longtemps que l'établissement sera installé dans la maison qui est actuellement occupée par lesdits Frères dans la cité de Montréal, paiera auxdits Frères, pour chaque personne qui sera ainsi placée sous leurs soins, une somme de cent quatre-vingt-deux piastres par année; le nombre minimum devant être de cent cinquante pour lequel il sera payé, qu'ils y soient ou non, et si le chiffre en aucune année dépasse deux cents, il ne sera payé que cent soixante piastres pour chaque élève au-dessus de ce nombre.

3. Les Frères s'engagent à bâtir à leurs frais, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre maison de réforme dans laquelle sera installé leur établissement d'ici à trois ans, et le choix du site et les plans de construction devant être approuvés par le gouvernement.

Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans le nouvel établissement, le gouvernement paiera aux Frères par chaque jeune délinquant, sur le pied de deux cents piastres par année au minimum garanti de cent cinquante, et pour chaque personne au-dessus de deux cents, une somme de cent quatre-vingts piastres.

4. Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra aux frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employé par eux en primes d'encouragement chaque année, et il sera rendu compte du tout au gouvernement.

5. Au bout de cinq ans, si le gouvernement ne veut point continuer, il devra acheter, à dire d'experts, la propriété et le matériel, en donnant avis six mois avant l'expiration desdites cinq années.

Si, à l'expiration desdites cinq années, lesdits frères veulent abandonner ledit contrat, la ferme qui sera alors occupée par lesdits frères pour ladite nouvelle maison de réforme sera transportée au gouvernement pour le prix de la valeur qu'elle a maintenant, et l'évaluation par arbitre ne s'appliquera qu'aux édifices érigés par lesdits frères pour ladite maison de réforme; lesdits frères doivent être tenus au même avis de six mois.

Résolutions à rapporter.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit qu'il se réserve le droit de faire des remarques lorsque le rapport sera soumis à la Chambre.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

Subsides

La Chambre reçoit les résolutions adoptées par le comité des subsides, le 11 décembre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première et la seconde résolutions étant lues une seconde fois sont adoptées.

La troisième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Se lève de son siège et dit que. Son Excellence le lieutenant-gouverneur donne son consentement à la reconsidération, en comité des subsides, de la résolution qui a rapport au bureau de l'agriculture. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Et ladite résolution étant lue comme suit:

1. Résolu. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider le bureau d'agriculture à établir des fermes modèles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que les mots "ou pour l'achat de chevaux reproducteurs, selon que le bureau décidera" soient ajoutés à la fin de ladite résolution après le mot "modèles".

Adopté.

La résolution qui a rapport aux prisons de réforme étant lue comme suit:

2. Résolu. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le transport des prisonniers de la prison de réforme et pour rencontrer les dépenses pour leur logement temporaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que le mot "dix" soit retranché et le mot "cinq" soit mis à la place.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé deux résolutions, et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que demain cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Acte 33 Victoria, chapitre 32

Les amendements faits par le comité de la Chambre au bill du Conseil législatif, intitulé "Acte pour amender l'Acte 33 Victoria, chap. 32", sont adoptés. Il est ordonné que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

Colonisation

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente et unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize."

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Travaux de la Chambre

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que d'après les informations qu'il a reçues il serait impossible d'ajourner la Chambre à Noël. Il suggère, pour hâter le passage des bills privés sans importance, que ceux-ci ne soient étudiés que dans une seule langue.

La Chambre s'ajourne à neuf heures et demie.

Séance du 13 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: met devant la Chambre, états des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1872, l'Union Saint-Joseph de Sorel, la salle d'asile Saint-Jean d'Iberville, et l'asile de la Providence de Sainte-Elizabeth. (Documents de la session, no 5.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Rhéaume, la pétition de Louis-Jules Bélanger, député greffier de la cour de Circuit, à Québec.

Par M. Lalonde, la pétition de M. Berthiaume et autres, de la paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil.

Par M. Gendron, la pétition de F.-X. Lahaie et autres, de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De E. Beaubien et autres, du village de Nicolet; demandant que le bill pour incorporer la ville de Nicolet ne devienne pas loi.

De la municipalité du village de Chambly; demandant que le bill pour amender la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés de Sud-Est ne devienne pas loi, mais soit amendé.

De J.-B.-R. Dufresne, député protonotaire de la cour Supérieure, à Québec; demandant une augmentation de salaire.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions suivantes, et la prie de vouloir bien les adopter:

Résolu, que ce comité recommande qu'il soit représenté au gouvernement fédéral que les frais de port sur les lettres envoyées aux membres de cette Chambre pendant la session, qui ne sont pas payés au bureau d'où elles sont expédiées, devraient être chargés 3cts par once au lieu de 5

cts, et que les documents de la Chambre, les statuts et les journaux, les documents de la session et autres documents imprimés par ordre de la Chambre devraient, en tout temps de l'année, passer franc de port au bureau de poste. Les frais de port doivent même être payés d'avance sur les colis des statuts envoyés aux départements à Ottawa et aux membres du Parlement fédéral, et il est suggéré qu'on s'adresse au département des postes, en le priant de remédier à cet état de choses.

Résolu, que ce comité recommande l'achat des livres suivants pour l'usage des traducteurs français:

1. Dictionnaire F.A. et A. F. Flemming et Tibbins, édition de 1872, 2 vol.
2. Dictionnaire de la langue française de E. Littré, 2 vol.
3. Laboulaye, Dictionnaire des manufactures et des arts, 3 vol.
4. Hoefer, Dictionnaire d'agriculture, 1 vol.
5. Burat, Géologie appliquée, 2 vol.
6. Montbrion, Dictionnaire du commerce et des arts, 2 vol.
7. Dictionnaire de l'administration, 1 vol.
8. L.-C. Ragonat, Vocabulaire symbolique, ang.-fr.; 1 vol.
9. Tassis Guide du correcteur d'épreuves, 1 vol.
10. De la Blanchère, La pêche et les poissons, 1 vol.

Rapport du sous-comité des dépenses contingentes

Au comité des dépenses contingentes:

Votre sous-comité a examiné avec soin tous les comptes des dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour les douze mois, depuis le 1er novembre 1871, jusqu'au 31 octobre 1872, et les a trouvés corrects en tous points. Il a été fort satisfait de la manière dont ces comptes sont tenus par le comptable de cette Chambre.

Votre sous-comité croit devoir rendre compte de l'augmentation de \$6,268.50 dans les dépenses de l'année dernière sur celles de l'année précédente, et il soumet le tableau suivant, qui montre les items sur lesquels l'augmentation a eu lieu :

Indemnité des membres	\$1,124.40
Montant des salaires des officiers	\$1,559.87
Arrérages de salaire des officiers dans les deux mois qui ont suivi la Confédération, payés par ordre de la Cham- bre.	\$3,316.31
Service extra	\$ 374.00
Messages	\$ 231.00
Avertissements et journaux	\$ 308.22
Dépenses diverses	\$ 653.82
	<hr/>
	\$7,567.62

Item pour lesquels la dépenses
a été moins considérable

Papeterie	\$1,223.91	
Impressions et reliure	\$ 75.21	
		\$1,299.12
		\$6,268.50

Excédent de la dépense de l'année dernière.

Il faut ajouter à cet excédent de dépenses encore au moins douze à quinze cents piastres pour la papeterie, l'avant-dernière année, le compte de cet item se montant à \$1,447.32; cette dernière année, il sera encore plus élevé, vu l'augmentation de prix du papier, mais avant le 31 octobre dernier, époque à laquelle s'arrêtent les comptes examinés par le sous-comité, il n'avait été payé que \$223.41 pour papeterie.

Votre sous-comité recommande que l'attention des chefs des différents départements de cette Chambre et des officiers soit attirée sur le montant considérable dépensé en annonces dans les journaux; il a découvert plusieurs cas où il a été payé des sommes beaucoup trop élevées pour annonces.

L'excédent des dépenses diverses, qui s'élève à \$653.82, est expliqué principalement par la dépense pour le renouvellement de meubles et tapis, qui excède d'environ \$300 celle de l'année précédente, et par le paiement de la somme de \$150, sur l'ordre de la Chambre, pour les frais d'un officier envoyé à Ottawa pour les affaires de la Chambre, et il a été payé par la Chambre, l'année dernière, \$212.10 pour droits de douane sur les livres de la bibliothèque et papeterie, et autres effets destinés à l'usage de la Chambre.

Votre sous-comité recommande que des représentations soient faites au gouvernement fédéral, afin d'obtenir une exemption de droits pour ces items destinés à l'usage de la Chambre.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie de crédit de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis donnés sont suffisants.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender les actes concernant la Corporation de Montréal.

Bill pour incorporer la Compagnie du pont de Windsor et Brompton.

Bill pour incorporer la Société permanente de construction du district d'Iberville.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds capital de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour changer le nom de ladite compagnie", et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait rapport au nom du comité spécial formé pour étudier le bill pour amender le code municipal de la province de Québec, que le comité a étudié le bill et y a fait des amendements, et propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), que ledit bill soit ré-imprimé tel qu'amendé.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs. Accordé.

M. C. GILL (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska d'ériger en une municipalité séparée un certain territoire.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à un mode plus équitable de contribution au fonds de bâtisses et de jurés par les municipalités.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande si c'est le même bill qu'il a proposé lui-même sur le même sujet.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Réplique que ce n'est pas le même et qu'il est préférable. Ce bill signale que tout le montant fourni par les municipalités, comme fonds, leur soit distribué suivant les rôles respectifs d'évaluation.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième Victoria, chapitre treize.

Accordé.

Avis de proposition:

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Donne avis qu'il proposera que la Chambre se forme en comité, mardi, pour examiner la résolution

suivante: "Que sous les circonstances dans lesquelles est placée la province au point de vue social, politique et économique, l'introduction d'un principe électif basé sur un suffrage élevé, dans la constitution du Conseil législatif, non seulement tendrait à donner plus de poids à cette branche de la Législature, mais assurerait une plus grande efficacité dans notre législation, et assimilerait plus intimement notre mode de gouvernement à celui de la mère patrie, que nous nous efforçons tant d'imiter".

Colonisation

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente et unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reçoive le rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier certaines résolutions concernant un contrat que le gouvernement a intention de faire avec les Frères de Saint-Vincent-de-Paul, pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que ledit ordre soit rescindé.

Adopté.

Que lesdites résolutions soient renvoyées de nouveau à un comité de toute la Chambre, dans le but d'ajouter à la dernière phrase du document marqué (A) après le mot "réforme", là où il se trouve pour la seconde fois, les mots "et le matériel qui sera aussi acheté par le gouvernement."

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité:

Les résolutions adoptées en comité, hier, sont considérées de nouveau, et sont comme suit:

Résolu que cette Chambre approuve les bases d'un contrat que le gouvernement se propose de faire avec les Frères de Saint-Vincent-de-Paul pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants, tel qu'expliqué dans le

document maintenant soumis à cette Chambre et marqué A.

Résolu que cette Chambre verra avec plaisir un contrat du même genre et dans des proportions semblables entre le gouvernement et une maison de réforme ou d'industrie sous contrôle protestant pour les jeunes délinquants protestants.

A

1. Les Frères de l'ordre de Saint-Vincent-de-Paul s'engagent à prendre sous leurs soins, loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants et tous ceux qui, d'après la loi des écoles de réforme ou les autres lois en force en cette province, peuvent être détenus dans les maisons ou écoles de réforme, de faire toutes les dépenses nécessaires pour l'entretien de l'établissement, de fournir et maintenir les ateliers et tout ce qui est nécessaire au travail et à l'enseignement des jeunes délinquants, de payer tout le personnel nécessaire, et faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changement et ameublement; cet engagement sera pour le terme et espace de cinq années à compter de sa date.

2. Le gouvernement, aussi longtemps que l'établissement sera installé dans la maison qui est actuellement occupée par lesdits frères dans la cité de Montréal, paiera auxdits Frères, pour chaque personne qui sera ainsi placée sous leurs soins, une somme de cent quatre-vingt-deux piastres par année, le nombre minimum devant être de cent cinquante pour lequel il sera payé, qu'ils y soient ou non; et si le chiffre en aucune année dépasse deux cent, il ne sera payé que cent soixante piastres pour chaque élève au-dessus de ce nombre.

3. Les Frères s'engagent à bâtir à leurs frais, sur un terrain propre à l'exploitation d'une ferme, une autre maison de réforme dans laquelle sera installé leur établissement d'ici à trois ans, le choix du site et les plans de construction devant être approuvés par le gouvernement.

Dès que les jeunes délinquants auront été transportés dans le nouvel établissement, le gouvernement paiera aux Frères, par chaque jeune délinquant, sur le pied de deux cents piastres par année au minimum garanti de cent cinquante, et pour chaque personne au-dessus de deux cent, une somme de cent quatre-vingts piastres.

4. Le produit du travail de chaque délinquant appartiendra aux Frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employée par eux en primes d'encouragement chaque année, et il sera rendu compte du tout au gouvernement.

5. Au bout de cinq ans, si le gouvernement ne veut point continuer, il devra acheter à dire d'experts la propriété et le matériel, en donnant

avis six mois avant l'expiration desdites cinq années.

Si, à l'expiration desdites cinq années, lesdits Frères veulent abandonner ledit contrat, la ferme qui sera alors occupée par lesdits Frères pour ladite nouvelle maison de réforme sera transportée au gouvernement pour le prix de la valeur qu'elle a maintenant, et l'évaluation par arbitre ne s'appliquera qu'aux édifices érigés par lesdits Frères; pour ladite maison de réforme et le matériel qui seront achetés par le gouvernement, lesdits Frères doivent être tenus au même avis de six mois.

Résolutions, telles qu'amendées, à rapporter. Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande si l'on présentera un bill. Il veut que tous ces faits et décisions soient soumis à la Chambre dans une forme convenable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Pense que ces résolutions sont suffisantes et qu'il n'en résultera aucun inconvénient.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Asked why the Government, knowing that the reformatory system must continue for years, did not propose to purchase and build themselves and then place the Brothers over the institution, if they thought proper.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Answered that his calculations showed that the Brothers would take charge of 150 boys for \$25,000 a year while St.-Vincent-de-Paul now cost us \$38,000. The reason why they asked \$180 a head was that they had to erect a building by the terms of the resolutions, that would cost them \$150,000. The Province would save largely by this bargain. We had had no true reform hitherto, the present expenditure and management not being adequate to the enlistment of competent men in this work. Let us then have a reform, when the means were offered. We should have to go on building and spending under the Government system, while at the end of five years the Brothers would be able to reduce the charge per head of the inmates.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said he had received a sharp lecture in a dogmatic tone from the Honourable gentleman. (Laughter). That member seemed to think that no Government contract could be executed without public robbery or plunder. If he believed that, he could have no confidence in the Government Public Works department. He said that the building would cost \$150,000 or one thousand dollars a boy. At present Government possessed a building. They could buy land and construct edifices as well and cheaply as other parties. He (Mr. Bellingham)

believed it was an error in policy and social life to place the priest in a false position to make him an instrument of punishment. Laymen should have charge of criminals for punitive purposes, clergymen merely being retained to look after their moral and religious training.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit que les frères ne sont pas des prêtres.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Defended the arrangement with the Belgian Brothers as economical and judicious in every way.

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Se porte à la défense du ministère.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le gouvernement conservera tout le contrôle possible sur l'institution projetée.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Est favorable au principe des résolutions, mais comme il n'a pas une grande confiance dans le gouvernement, il n'est pas disposé à voter la somme demandée, cinq années d'avance, comme le demande le contrat.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

A sept heures et demie P.M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'est et Kennébec

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Estacades sur la rivière Nicolet

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du

bill pour autoriser Antoine Mayrand, de Nicolet, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière de Nicolet.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Reprise des débats concernant
l'Ecole de réforme de Saint-Vincent-de-Paul

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought the House ought to decide upon the site. We should, by adopting the resolutions, pledge the House to a vote for five years and incur the cost of a building to be erected we did not know where. This was too large a discretion to entrust to the Government. Let a temporary arrangement be made with the Brothers and the Government see what the cost of a site and building would be, and come down to Parliament with an estimate next session.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he tried to make the cheapest bargain with these Brothers — and thought that they would do the work in contemplation cheaper than at present. The enterprise, with the building thought of, would not cost more than we had been paying. The Government tried, but could not succeed in making a temporary arrangement. He believed the work of reformation, which was the important point, would be more effectively secured under the new than under the old system.

Suggère qu'on remette à demain l'étude de ces résolutions.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'y oppose parce que l'édifice doit être prêt pour le deux janvier. Les Frères ont besoin de tout ce temps pour apprêter leur édifice. Mais devant l'opposition de plusieurs députés, il consent à ce qu'on remette à demain l'étude de ces résolutions.

Cour Supérieure

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi à la constitution de la cour Supérieure.

En comité;

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Au sujet de la clause qui oblige les juges à résider dans leur chef-lieu, il se demande si le but de cette disposition n'est pas de valider une nomination récente, ou au moins si elle n'a pas cette conséquence. Quel est le but véritable de cette clause?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Réplique qu'il n'a pas l'intention de

comprendre dans cette clause le cas du juge Johnson.

Le gouvernement fixe les résidences des juges et leurs salaires. Ceux qui résident dans la campagne reçoivent un salaire moins élevé que les juges dans les villes. Les juges continueront de résider dans les districts qui leur auront été assignés. Ainsi, le juge qui aura Montmagny en partage devra s'y fixer pour exercer ses fonctions.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je regrette de voir, Monsieur l'Orateur, que le gouvernement ayant, le 9 avril 1869, donné avis à l'honorable juge Bossé d'aller résider à Montmagny, celui-ci ait cru préférable de n'en rien faire. Je reconnais qu'il n'y a que le gouvernement provincial qui ait le droit de formuler un ordre de cette nature, mais seul le gouvernement fédéral, dans un cas de désobéissance ou d'insubordination, a le droit d'intervenir et d'exiger l'exécution de l'ordre. Mais je dirai que je suis surpris d'entendre l'honorable procureur général soutenir que le juge Bossé réside à Montmagny, car c'est un fait bien connu qu'il demeure rue Saint-Louis, en cette ville même.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Encore une fois, c'est une information officielle que j'ai reçue.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je regrette de voir l'honorable procureur général aussi mal informé, vu que l'on peut trouver le juge Bossé, en tout temps, rue Saint-Louis. L'honorable juge a toujours refusé d'obéir à l'ordre qui lui a été donné. Il est regrettable de voir aussi qu'on ait permis à certains juges d'aller résider à 24 ou 25 milles du chef-lieu.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Quand j'ai dit que l'honorable juge Bossé résidait à Montmagny, j'avais à ce sujet une information officielle. Je n'ai jamais prétendu donner au gouvernement local un droit qu'il n'a pas. Le gouvernement fédéral, en fixant le salaire, fixe aussi la résidence du juge, car le lieu de résidence détermine le salaire. Le gouvernement local n'a pas le pouvoir de le faire obéir, je n'ai jamais prétendu le contraire, et le gouvernement fédéral qui paie le salaire a bien dans une certaine mesure le droit de fixer la résidence du juge.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond aux remarques et aux critiques du député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton).

Le comité fait rapport avec amendements.

Interpellations:

Asile de Beauport

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): A propos de la

prise en considération de certaines résolutions relatives à l'achat de l'Asile des aliénés de Beauport, et dont l'honorable premier ministre demande l'ajournement, dit que l'honorable premier ministre est trop ingrat à l'endroit de la Chambre qui lui a déjà montré tant de confiance. Je lui demanderai quand il veut présenter ses résolutions à la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il est impossible que le gouvernement procède avec cette mesure pour le moment.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement a peur de procéder avec cette mesure. Je le comprends.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député peut tirer les conclusions qu'il voudra, mais le gouvernement ne peut prendre une démarche pour le moment sur la question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Allons, puisque l'honorable premier ministre le veut, je l'avertis que je donne avis aujourd'hui que je demanderai lundi un comité sur les circonstances qui ont accompagné le renouvellement du contrat de l'Asile de Beauport, l'année dernière.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité :

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que, pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent vingt-neuf mille six cent deux piastres soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Observed that there was no consolidated revenue fund in the regular sense. This motion seemed illusory till we had such a fund actually in the hands of the Province. He could understand that, pending the settlement between Québec and Ontario, we could not understand precisely the condition of the Consolidated Revenue Fund. But such an account should be opened, correctly kept from year to year and presented to the House, subject to final correction if ever the vexed arbitration question be settled.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Stated that there was a provision in the Treasury Act as to what should be called the Consolidated Revenue Fund.

L'HONORABLE L.-H. HOLTON (Montréal-Centre): Said the resolution was perfectly correct, but his point was that no Consolidated Revenue Fund had yet been opened in the Provincial books.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Replied the statement of receipts and payments was a statement of the Consolidated Revenue Fund, or as nearly such as possible at the present.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that the statute showed by its form of words that the whole of our revenue from whatever sources was called the Consolidated Revenue Fund. The statement of receipts and expenditures was wholly such Consolidated Revenue Fund.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Contended we had not had as yet a Consolidated Revenue Fund.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution. Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Vente et administration des Terres publiques

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, trente-deux Victoria, chapitre onze", étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Lois de la chasse

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande au solliciteur général de donner certaines explications au sujet de ce bill, vu qu'il est un vétéran de ce sport.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Repousse les compliments de son ami de Montréal-Centre, attendu qu'il n'a aucune compétence spéciale dans ce sport.

Administration des terres de la couronne

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Veut que la Chambre accepte les résolutions suivantes:

1. Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre du 21 novembre dernier, qui a trait à la motion pour la nomination d'un comité spécial au sujet de l'administration des terres de la couronne, en tant qu'elle se rapporte aux limites à bois, soit maintenant lue.
2. Que la décision de la Chambre sur cette question soit rescindée.

3. Qu'un comité spécial soit nommé par cette honorable Chambre, auquel sera référé le sujet de l'administration des terres de la couronne, autant qu'elle se rapporte aux limites à bois, avec instruction de faire rapport de temps à autre et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Monsieur l'Orateur, je proposerai la première résolution. Il y a une quinzaine de jours, j'ai fait une motion semblable. Il a été donné alors comme argument qu'en proposant la formation d'un comité d'enquête, la Chambre ne devait pas l'accorder, lorsqu'elle n'avait devant elle aucun des papiers et documents nécessaires. Il y avait quelque chose dans cet argument. Je citai alors une autorité parlementaire que le gouvernement rarement répudie et qu'il a dédaignée alors. Todd dit que chaque fois qu'il y a bonne raison de soupçonner un abus, il est du devoir de la Chambre de faire enquête sur la matière. La raison qu'on alléguait il y a quinze jours n'existe plus. Le rapport demandé est venu. J'ai étudié le rapport avec soin et je suis venu à la conclusion qu'il existe dans l'administration du département des Terres de la couronne des abus comme il n'en existe pas et comme il n'en a jamais existé dans aucun département. A preuve que l'honorable premier ministre a dû présenter une loi cette semaine dans le même sens, dans le but de modifier le système. Je vais donner des preuves et la Chambre va être surprise. J'ai l'état de toutes les coupes de bois vendues par le gouvernement depuis le 12 décembre 1871 jusqu'au 28 novembre 1872. Je dirai que ce retour est si mal fait, rédigé avec tant de négligence, qu'il fait honte au département. Il a été fait pour ainsi dire tout exprès pour empêcher les députés d'y découvrir la vérité ou même d'y voir quelque chose. Les dates de l'octroi des coupes de bois sont irrégulières; il y a 70 items, et il n'y en a pas le quart que l'on trouve à sa place. Il n'y a pas même une seule addition. Il est évident que ce rapport a été fait avec l'idée qu'il ne sera jamais vu, ou que s'il l'est, on ne pourra jamais s'y reconnaître.

J'ai constaté que dans à peu près douze mois la province a perdu plus de \$1,000,000 (un million de piastres) sur les coupes de bois par la seule négligence du département des Terres de la couronne. Il a été cédé pendant le même laps de temps 11,200 milles carrés qui ont rapporté seulement \$92,673.65, ce qui donne une moyenne par mille carré de \$8.27. Je dis que ceci représente un million perdu par la négligence du gouvernement de Québec. Voici pourquoi. Tout le monde se rappelle la valeur qu'ont prise les coupes de bois depuis deux ou trois ans. Elles ont presque décuplé. Tout le monde a entendu parler d'achats de terres par certains individus qui les ont revendues ensuite pour des sommes fabuleuses. Je ne parle pas de la célèbre compagnie Glasgow. Justement, après la Confédération, tous les spéculateurs de bois commencèrent à jeter les yeux sur les limites de bois. Je puis citer un extrait du rapport du commissaire

des Terres pour 1868 sur les ventes de coupes de bois aux enchères publiques: il y a eu vendus par le gouvernement 5,664 milles carrés pour lesquels les adjudicateurs ont payé \$72,685.74, ce qui fait une moyenne de \$11 par mille carré. Eh bien! le gouvernement constatait le succès de ce système. Que l'on compare maintenant cette moyenne avec celle obtenue cette année.

Maintenant, j'ai dit que les coupes de bois ont décuplé de valeur depuis cette époque; d'ici à peu, elles auront encore beaucoup plus de valeur.

Dans la province d'Ontario, lors de la dernière grande vente de terres qui a été faite dans l'enceinte législative, le gouvernement a obtenu \$113.96 par mille carré, par le système de vente aux enchères publiques. Si le gouvernement de Québec avait vendu ses terres à bois au même prix, voici quel aurait été le résultat pour la caisse publique; 11,200 milles carrés à \$113.96 par mille carré auraient donné \$1,276,352.00; c'est-à-dire \$1,183,578.35 de plus que nous n'avons reçu. Quelle en est la cause? C'est la différence de système qui existe dans les départements des Terres de la couronne des deux provinces.

Dans la province de l'Ontario les ventes se font au grand jour dans l'enceinte législative. Tout le monde voit de ses yeux, entend de ses oreilles ce qui se passe. On voit maintenant le résultat de ce système et le résultat du système en vigueur ici, c'est-à-dire des ventes privées, faites dans le secret du cabinet, entre un ministre et un ami, un partisan déclaré du gouvernement. Eh bien! M. l'Orateur, j'ai été effrayé de voir les abus énormes qui se sont glissés dans l'administration, les actes de corruption qui y ont eu lieu.

On me dira peut-être que les coupes de bois ont moins de valeur ici que dans la province d'Ontario. Je nierai péremptoirement cette objection et j'en appelle aux connaisseurs. Les terres à bois dans la province de Québec sont de beaucoup supérieures et plus étendues que celles de la province d'Ontario. Je crois, Monsieur l'Orateur, que je suis parfaitement justifiable de prendre comme point de comparaison les ventes de bois qui ont été faites en Ontario et au Québec. Dans certaines parties de notre province, je le comprends et je le sais, il se trouve des endroits, des étendues de territoire maigrement boisés; la même chose existe dans l'Ontario.

Tout le monde s'accorde à se demander comment, dans un cas, le gouvernement a obtenu \$8.27 par mille carré et comment, dans un autre, il a pu vendre ses terres à raison de \$11 par mille carré. Il n'y a qu'à examiner la liste que je tiens en ce moment entre les mains. Le gouvernement a consenti à laisser arracher de la manière la plus illégale du monde les perles, les bijoux les plus riches de la province de Québec. Nous ne les reverrons plus. Ils sont à jamais perdus. Je vois qu'on a laissé aller d'un seul coup, et aux mêmes individus, des territoi-

res immenses: 421, 100, 210, 177, 100, 288, 100, 200, 183, 320, 829 milles carrés de coupes de bois à \$4 le mille carré; 133, 235, 570, 800, 300, milles carrés et ainsi de suite à \$4, \$5 ou \$6 le mille carré. Que les honorables membres de cette Chambre se rappellent que je ne parle pas d'arpents mais de milles.

Mais, Monsieur l'Orateur, comment cela est-il arrivé? Je vois ici une concession dont l'étendu n'est pas indiquée, mais dont le prix est marqué, à savoir \$10; une de 300 milles carrés sacrifiée aussi à \$10, mais on a marqué en marge: "ces limites ne sont pas encore décrites". Eh bien! Comment le gouvernement peut-il laisser aller au-dessous de la moyenne des coupes de bois non décrites. Je demanderai maintenant à la Chambre ce qu'elle doit penser de la conduite, je dirai mieux, de l'audace du gouvernement qui, il y a quinze jours, implorait sa confiance. Que doit penser la Chambre du gouvernement, lorsque depuis même le commencement de la session, depuis que les avis de motions, les motions au sujet des terres de la couronne sont devant la Chambre, sur les ordres du jour, il a donné trois (3) coupes de bois. Le 14 novembre dernier, il a accordé une coupe de bois de 300 milles carrés à un seul individu à \$10 le mille carré, c'est-à-dire au-dessous de la moyenne de 1868. Le même jour encore il en cédait une autre pour \$5 le mille carré. Le 18 novembre, il en a cédé une autre, toujours en face des demandes d'informations de toutes sortes qui se trouvaient devant la Chambre dans les documents officiels.

Je crois, Monsieur l'Orateur, que j'en ai dit suffisamment sur la question pour convaincre la Chambre qu'il est indispensable de nommer un comité pour faire enquête sur l'administration du département des Terres de la couronne. Il y a quinze jours, l'honorable premier ministre s'opposait à cette demande, en donnant comme argument que la Chambre n'était pas encore saisie des documents nécessaires. Je demandai alors un comité de trois membres des deux fractions de la Chambre. J'insistais sur ce comité tel que formé. Aujourd'hui je n'insisterai pas sur ce point. Je n'imposerai pas de comité cette fois-ci; je laisserai à la Chambre de choisir elle-même son comité. Je lui demanderai s'il n'y a pas matière à enquête sérieuse pour savoir les raisons qui ont poussé le gouvernement à sacrifier nos plus belles coupes de bois.

Lorsqu'on se rappelle la réponse faite par l'honorable premier ministre à l'honorable député de Saint-Maurice qui demandait certaines informations, certains documents, lorsque l'on se rappelle, dis-je, que l'honorable premier ministre lui répondait qu'il était impossible de lui donner toutes les informations demandées, vu qu'il y aurait 6,000 lettres à transcrire, on comprend qu'il est besoin d'une investigation. C'est justement cette réponse qui doit faire exiger une enquête. Je ne veux pas entrer dans des accusations personnelles, mais j'attaque l'administration et le vice du système. A mon

sens, c'est une accusation plus grave encore, vu que les intérêts du pays sont en jeu. Dans des moments de faiblesse, dans le désir de satisfaire des intrigants, de se faire des partisans aux élections, je dois dire que le gouvernement a sacrifié les intérêts les plus importants de la province de Québec.

Lord Gray stigmatise le gouvernement exerçant du patronage dans des fins de corruption. Il dit que donner à un individu pour le gagner à sa cause un bill de \$1,000, est moins vil, moins immoral que de donner à droite et à gauche des jobs, des contrats et bien moins dangereux pour le pays, car au moins l'on fait ce que l'on doit.

Je ne fatiguerai pas la Chambre plus longtemps. J'en viendrai à la conclusion que voici: la Chambre a décidé il y a quinze jours que le comité ne serait pas nommé en attendant le rapport du gouvernement. Maintenant que le rapport est soumis, il est du devoir de la Chambre de nommer le comité d'enquête demandé, et le gouvernement, quand il est aussi gravement accusé d'avoir gaspillé en une seule année \$1,100,000 du revenu public, ne doit pas non plus se refuser à cela.

Je propose donc, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, du 21 novembre dernier, qui a trait à la motion pour la nomination d'un comité spécial au sujet de l'administration des terres de la couronne, en tant qu'elle se rapporte aux limites à bois, soit maintenant lue.

Adopté.

L'entrée est alors lue.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), propose que la décision de la Chambre prise sur la question précédente soit rescindée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): En voyant le député de Lotbinière se lever si solennellement, il a cru se trouver à la veille de quelque délation terrible de corruption qui fait crouler un gouvernement. Malgré les citations qu'il a données, qu'ai-je entendu de nouveau? Rien. C'est la répétition de ce qui s'est crié depuis vingt ans sur les hustings et dans les Chambres. J'aurais cru, à voir l'attitude de l'honorable député de Lotbinière, que nous aurions eu affaire jusqu'ici au gouvernement le plus corrompu du monde. C'est toujours la même kyrielle que nous entendons. Et qu'avons-nous vu depuis 20 ans? Pendant ce laps de temps, la province n'a fait que prospérer. Pour porter pareille accusation, j'aurais cru que la Chambre aurait entendu de l'honorable député la délation de quelque fait particulier de corruption. Je lui ai entendu faire la comparaison de la vente des terres entre Ontario et Québec. Ici, dit-il, on a vendu les terres \$8 le mille carré, tandis que là-bas on les a vendues \$113 le mille carré. Mais, Monsieur l'Orateur, j'ai bien vu vendre des propriétés dans mon

comté pour \$13 et \$14 l'arpent, tandis que, dans d'autres comtés voisins, les propriétés se vendaient de \$400 à \$500 l'arpent. Fallait-il prétendre après cela que l'on avait eu affaire à des coquins ou des idiots?

Des personnes qui n'ont pas pu obtenir des coupes de bois, jalouses du succès d'autres applicants, ont répandu partout le bruit que ces personnes avaient obtenu, par favoritisme, des coupes de bois à vil prix; elles ont essayé de ruiner sur les marchés anglais le crédit d'une grande entreprise nationale de la compagnie de Glasgow pour l'exploitation de nos forêts, et deux autres grandes entreprises nationales, le chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, le chemin de fer de la rive nord et le chemin des Piles en dépréciant les terres bordant ces forêts. La formation d'un comité serait dangereuse pour le gouvernement. Que les honorables députés qui veulent avoir des informations aillent au département des Terres de la couronne au lieu de venir faire devant le public le scandale d'une enquête qui dépréciera notre province. On dit que le chef du département est coupable de corruption, mais qui le sait? Le chef peut avoir été trompé par les employés, les rapports d'employés.

Encore une fois, ce sont ceux qui n'ont pas pu obtenir des terres qui se sont vengés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Nommez-les.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Lorsque le comité d'enquête viendra.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Eh bien! Failes-le venir!

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Il est pitoyable de voir un chef d'Opposition accuser sans preuve et sans prendre d'informations. La liste d'octrois qu'il a citée est exacte et il aurait pu avoir des explications en allant trouver le commissaire lui-même. Les dates sont irrégulières parce que les documents de coupes de bois ont été faits à différentes dates.

Il dit qu'en 1868 le gouvernement a vendu au Saguenay des limites à l'enchère publique à raison de \$0.50 et depuis leur prix s'est élevé à \$8. C'est un succès. L'honorable député a parlé de la deuxième vente de terres à bois à l'Ontario. Sait-on combien l'on a reçu sur le prix de vente? Les ventes étaient annoncées comme devant avoir lieu au comptant. Mais, le jour de la vente, les affaires allaient si mal que le commissaire a dû décider que les acheteurs ne verseraient comptant que la moitié du prix d'achat. De sorte qu'au lieu d'avoir immédiatement \$1,000,000, comme le prétend l'honorable député, le gouvernement n'a reçu que \$500,000.

Appuyé par le député des Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), il propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" soient effacés, et que les mots "cette Chambre ne croit

pas devoir prendre de nouveau en considération le vote qu'elle a donné le 21 novembre dernier, concernant la nomination d'un comité sur l'administration des terres de la couronne par rapport à la vente des limites à bois", leur soient substitués.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said he would vote against the motion of the Member for Lotbinière. The charges advanced by the Member for that county involved the heaviest charges ever in the experience of the affairs in this Province brought against any public department. The Member for Lotbinière had cast wholesale charges of plunder and robbery against persons generally, but had failed to make out any single particular case. Mr. Joly had further assumed that the Province lost in one year eleven hundred thousand dollars in the sale of public lands. This amount accumulating in five years exceeded five millions, which had been actually flung away. They had further told us that our public lands had been grossly sacrificed. Now he (Mr. Bellingham) was satisfied that at this moment there existed large tracts of public lands, and for which there were no purchasers. He could tell truly that at the time of the Union the Province possessed one hundred and ninety two thousand square miles of limits, and of that 25,000 square miles had been leased. With the further reduction of other limits disposed of since Confederation, we found ourselves to-day with 167,000 square miles on the market and available to any purchaser. He went on to describe the different rivers and localities where those limits were to be found. He (Mr. Bellingham) owned none himself, nor was he under any compliment to the Government in such matters.

Et, la question sur l'amendement étant de nouveau proposée,

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Appuyé par le député de Beauce (M. W. W. Lynch), proposé sous forme d'amendement audit amendement que les mots "cette Chambre ne croit pas devoir prendre de nouveau en considération le vote qu'elle a donné le 21 novembre dernier, concernant la nomination d'un comité sur l'administration des terres de la couronne par rapport à la vente des limites à bois", soient effacés, et que les mots "cette Chambre ayant examiné les réponses aux adresses qui lui ont été faites concernant les limites à bois et aussi le rapport du commissaire des Terres de la couronne, et étant convaincu que l'administration actuelle de ces terres a produit des résultats satisfaisants pour cette province, sous les circonstances où le commerce de bois a été exposé jusqu'ici, est prête à prendre en considération les mesures proposées par le gouvernement pour assurer à la province tout le profit possible de l'impulsion qui a été donnée depuis peu à cette branche importante du commerce", leur soient substitués.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Asserted that the value of large tracts of Government lands in the Province was grossly exaggerated. He spoke from personal knowledge of the subject, being acquainted with districts worth far less than eight or ten dollars per square mile. Many lumber districts were so remote that scores of thousands had to be spent to reach them by middling roads and to transport lumber down to the market. The limits recently sold were 100 miles in rear of the Upper Ottawa, and nothing like so valuable as the Ontario limits, so much talked of in this discussion. He knew of pine from Ontario worth 35 to 45 cents a foot, but never of Quebec pine worth within ten cents of that price. The Quebec pine was inferior to Ontario. He defended the Government as having acted honestly and wisely, and to the great advantage of the country generally.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit que consciencieusement il doit voter pour la motion de M. Joly. La première motion que l'honorable chef de l'Opposition a faite en cette Chambre pour avoir un comité d'enquête sur l'administration des terres de la couronne était, à mon avis, inopportune. Le gouvernement demanda alors qu'on lui donne le temps de soumettre les documents nécessaires devant la Chambre. Celle-ci s'empessa de se rendre à son désir. Le temps lui a été donné. Il a produit un document. On demande une enquête sur l'administration des terres de la couronne. Le gouvernement doit y consentir. C'est mon opinion.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Contended that it took nearly two years to bring lumber from places on the Upper Ottawa to market. Yet the limits lately sold were 150 miles beyond the districts he spoke of. Nobody here knew anything as to this country, and it would be difficult, if not impossible, to get at the facts by a committee.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Adopte les vues du député de Montréal-Est (M. F. David).

M. E. LABERGE (Châteauguay): Donne son appui à la proposition.

M. J. POUPORE (Pontiac): Replied to some of the attacks upon the Government. He said it was possible that some of the limits had not realised as much as they should have, but, on the other hand, many brought more than they were worth. A great portion of the timber lands sold within the last year were in the lower section of this Province, and the comparatively low average price realised was due to the smallness of the price got for these lands, which was far less, of course, than that got for the Upper Ottawa and Saint-Maurice tracts. It was not fair to strike the average without regard to these facts.

He thought that in no case the bonus been claimed on less than the average produced by auction sales at Ottawa. He did not know a single instance, though he had enquired a great deal about limits, in which he could have got them at a bargain. The bonus asked was beyond the value of the limits. The old system of concession included private sale at a bonus of \$4 a mile. He knew that the last few limits sold at Ottawa that were accessible, were all about Keppewa Lake, and had a water front, where timber could be brought readily to the river. The last few limits realised only four dollars a mile. He supposed it was from that knowledge the Government idea sprang, that it was as well to sell at private sale. He had found an Indian reserve at Témiscamingue, a little below the Railroad reserve, with which the Dominion Government alone had to do. He found it was 150 or 100 square miles in extent, and offered for sale. On enquiry, he was told to make an offer, which should be published in the papers of the region, and if no higher price was offered he was to get the land. He offered \$4 a mile, which, after the period of notice expired, secured him the limit. He believed this portion of country was worth ten times any of the localities sold to this great Glasgow Company. Now, if the Provincial Government was wrong in selling their limits at this price, that of the Dominion was equally at fault. The Crown dues on Crown timber were the greatest object to Government, which could realize a higher rate in six years if they had disposed of their lands at too low a figure. He was aware many parties had lost heavily by the prices they paid, and he, for one, would not take the limits for the prices offered at Ottawa. He would approve of a Committee if it could take evidence without the loss of months. He thought no light could be thrown on this subject, and believed it would be unwise to send for persons and papers. The House should be able at present to deal with this question, which should not be decided in a manner hostile to the Government. It would not be fair or judicious to pay much attention to the stories of disappointment and discontented applicants.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Est curieux de connaître l'opinion du gouvernement sur la question. Les honorables ministres sont restés cois depuis le commencement de la discussion. Ce n'est pas convenable de traiter aussi cavalièrement la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'ira certainement pas voter en faveur d'une motion qui implique un vote de non-confiance en lui.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Il y a dix ans, l'honorable M. McDougall, en arrivant à la tête du département des Terres, déclarait qu'il n'y avait plus, dans le Haut-Canada, de terres

propres à la colonisation. La chose fit alors grand bruit, mais M. McDougall persista en disant qu'il se fiait aux rapports de ses employés. Cependant, l'on sait à présent jusqu'à quel point les circonstances ont donné à cette assertion un démenti éclatant. Tous les ans de nouveaux territoires s'ouvrent à la colonisation. Il en est de même dans la question des limites. Les marchands de bois, intéressés à ne payer que les plus bas prix, ont toujours fait leur possible pour diminuer la valeur de nos forêts.

Il y a dix ans qu'ils nous répètent sans cesse qu'il n'y a plus de pin, qu'il ne reste que du cypès, et encore qu'il est si loin, ce cypès, qu'il faudrait trois ans pour le descendre à Québec. Ces assertions viennent de nous être répétées par deux marchands de bois, l'honorable député de Pontiac et l'honorable député d'Ottawa. Tous deux, ils cherchent à déprécier nos forêts.

Néanmoins, tous deux ne demandent pas mieux que d'avoir des limites, et l'honorable député de Pontiac surtout sait en prendre sa part tous les ans. Ces deux honorables collègues viennent nous dire aussi que, nous les membres de cette Chambre, nous ne comprenons rien à la question, qu'il faut avoir parcouru tout le territoire de l'Ottawa pour apprécier la politique du gouvernement. C'est là une vantardise que les discours que nous venons d'entendre ne justifient point. Ces deux hommes pratiques nous disent que la plupart des limites vendues récemment à vente privée ne valent rien et qu'il faut plusieurs années pour descendre le bois.

Pourtant, ils doivent savoir que les limites du lac Kakebonga, situées à la tête de la Gatineau, déclarées inexploitable et nulles par tous les agents de MM. Gilmour et Hamilton, ont été exploitées l'an dernier par une maison de commerce qui a bien su descendre ses billots dans l'été, avant le mois de juillet, et ce bois est déjà rendu sur les marchés des Etats ou d'Angleterre. Eh bien! si les marchands de bois qui dépréciaient ces terres étaient sincères, on ne dira toujours pas qu'ils étaient bien prévoyants. Un autre exemple qui nous montre que les marchands de bois ne sont pas *des* autorités infaillibles, même en ce qui regarde leur branche de commerce, c'est que l'honorable député de Pontiac vient de nous dire que, en 1878, le gouvernement pourrait élever le taux de la rente foncière tandis que les règlements de 1868 s'y opposent formellement.

Il ne faut donc pas, dans cette question, donner une trop grande importance à l'opinion de nos honorables collègues qui sont dans le commerce de bois. C'est à nous de faire entendre au gouvernement la voix de l'intérêt public. La politique de notre gouvernement est basée sur les règlements de 1868. Ces règlements ont été appréciés, dans le temps, de bien des manières. On a trouvé qu'il était imprudent d'aliéner pour vingt ans les territoires boisés et ensuite de se lier ainsi les mains dans les tarifs sur la coupe des bois et les rentes foncières. Le

commissaire a toujours donné pour excuse qu'il s'agissait de protéger nos forêts contre les incendies et les déprédations. Ces règlements avaient aussi pour but d'arrêter les spéculations en imposant une taxe de \$8 par mille sur chaque transfert.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cette taxe n'est jamais payée.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Pardon, il faut bien qu'elle soit payée, car elle est à la charge de l'acquéreur et il tient naturellement à faire enregistrer son titre. Mais ce qu'il y a de pire dans ces règlements de 1868, c'est la faculté laissée au commissaire de vendre des limites à vente privée. C'est un système affreux et qui ouvre la porte à tous les abus. Qu'est-il arrivé? Tous les spéculateurs ont été pris d'une espèce de vertige et les bureaux du commissaire ont été assiégés de solliciteurs. Que le commissaire ait commis des actes tout à fait contraires à la moralité publique, il serait téméraire de le prétendre. Mais qu'il ait été contraint parfois de céder à des considérations étrangères à l'intérêt public, qu'il ait subi des influences politiques dans cette étrange distribution du domaine public, c'est incontestable. Je l'ai toujours dit: Je considère le ministre des Terres comme un homme honorable, mais il avait à se défendre contre un système vicieux, déplorable. Que l'on vienne encore tenter devant cette Chambre une défense des ventes privées, c'est ce que je ne puis comprendre. Les ventes privées ont été réprouvées d'une façon éclatante par l'opinion publique, même par le gouvernement, puisqu'il présente un bill pour y mettre fin. Non seulement les ventes privées portent atteinte à la moralité publique, mais elles n'ont pas rapporté au Trésor public ce que nous avons droit d'en attendre.

Plusieurs députés et, entre autres, mon honorable ami, le député de Pontiac, ont voulu nous démontrer, par une comparaison quelque peu fantaisiste, que ces ventes privées avaient rapporté plus que les ventes publiques. C'est le cas d'appliquer le proverbe qui dit que "toute comparaison cloche". Comment comparer les limites vendues sous l'ancien régime, et vendues pour un an seulement, avec des limites concédées pour vingt ans? Ensuite, comment comparer le prix du bois à présent et le prix du bois il y a six ans? Naguère encore, le madrier se vendait pour moins de quinze louis. On comprend donc que, avec cet accroissement dans les prix, les marchands de bois vraiment entrepreneurs n'hésitent pas à remonter jusqu'à la tête des rivières pour y chercher le pin et l'épinette.

Laissons donc là le système des ventes privées; laissons le gouvernement l'ensevelir en paix. Saluons avec joie le retour d'un système où tout homme pourra acquérir des limites sans renoncer à sa dignité et à ses convictions. Chaque citoyen comprendra

enfin qu'il est l'égal de tout autre devant le gouvernement. Le règne des favoris et des partisans ne pourra plus même être soupçonné. Je joins mes félicitations à celles que l'honorable député de Lotbinière adressait l'autre jour au gouvernement. Il s'agit pour nous d'étudier et d'amender ce projet de loi. Pour ma part, j'aurai quelques amendements à proposer et j'espère que le gouvernement voudra bien les accueillir favorablement. Mais, puisque le gouvernement nous donne précisément la loi que nous avons réclamée, je n'ai aucune raison pour demander ce comité d'enquête. C'est au système que j'en voulais et, puisque nous réussissons à le faire corriger, soyons donc satisfaits. Laissons de côté les récriminations inutiles et travaillons plutôt à perfectionner notre législation.

Au lieu de voter pour ce comité d'enquête, je proposerai que, dès la prochaine session, la Chambre nomme un comité permanent sur les terres. Alors, nous pourrions connaître tous les détails de l'administration des terres et la vente des limites sans donner un caractère injurieux à nos investigations. La Chambre aura en quelque sorte une porte ouverte sur le bureau des Terres. Nous avons des comités permanents sur les comptes publics, sur la colonisation, et assurément ces départements n'ont pas la même importance que le département des Terres. Ayant pleine confiance que le gouvernement acceptera ces suggestions, je voterai contre la nomination de ce comité spécial demandé par l'honorable député de Lotbinière.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Déclare qu'il n'est mû par aucun motif d'animosité personnelle à l'égard de l'honorable commissaire des Terres non plus qu'à l'égard de son assistant qui a toujours été prêt à lui fournir les renseignements qu'il a demandés et à accorder aux habitants de son comté ce que sa position de subalterne lui permettait d'accorder. Au sujet de la concession de limites, il a remarqué que l'assistant-commissaire, tout en manifestant le désir de se rendre aux justes demandes qui lui étaient faites, référerait toujours cette question à son chef. En appuyant la demande pour la formation d'un comité d'enquête, il veut procurer à l'honorable commissaire l'occasion de dissiper les soupçons qui planent sur lui.

L'honorable député de Terrebonne a dû être mal informé pour dire que les ventes à l'encan dans le Saguenay n'avaient rapporté qu'un écu par mille carré. Le rapport soumis à la Chambre le 28 novembre dernier prouve qu'il n'y a eu aucune vente à l'encan dans ce territoire. Le même rapport prouve que les ventes faites à l'encan en 1867 et en 1868 l'ont été sans que l'on ait fait mention de l'étendue des limites, fait certainement très singulier. Ainsi M. Price a obtenu sur la rivière Batiscan et la rivière Pierre des limites dont il n'avait pas mentionné l'étendue dans sa demande.

En parcourant les différents rapports soumis depuis la fin de la dernière session, il a été étonné des immenses concessions faites à certains particuliers. M. Price possède à lui seul dans le Saguenay 2,630 milles carrés, dans le Saint-Maurice 398 milles, et dans le comté de Rimouski 436 milles, c'est-à-dire en tout 3,464 milles carrés. Il ne peut s'expliquer comment dans l'année 1869 le rapport soumis à la Chambre ne fasse mention que de 3,592 billots de pin et de 2,471 billots d'épinette, donnant pour cet immense territoire le modique revenu de \$1,129. Pourtant, dans cette année, M. Price a dû employer dans ses chantiers 400 ou 500 hommes, comme d'ordinaire. Personne n'a remarqué qu'il ait suspendu alors ses opérations de chantier. Pour l'année précédente, le rapport constate la coupe de 44,712 billots de pin, 82,051 billots d'épinette et un revenu de \$9,533; pour l'année 1867, 50,229 billots de pin, 84,966 billots d'épinette et un revenu de \$5,574. Il comprend pourquoi ce citoyen de Québec auquel le gouvernement avait accordé le 23 décembre dernier 183 milles de limites sur la rivière Sainte-Marguerite, tributaire du Saguenay, a consenti à les céder à M. Price et à le laisser ainsi seul maître de tout le Saguenay. Le gouvernement a accordé en échange à ce monsieur 550 milles carrés dans le territoire de l'Ottawa.

Un coup d'oeil jeté sur le rapport soumis à la Chambre suffit pour faire voir que la politique n'a pas été étrangère à ces énormes spéculations faites sur le domaine public et qu'à l'époque des élections les amis du gouvernement n'ont pas été oubliés. On a effectué ces ventes privées sans même faire mention dans certains cas de l'étendue des limites. Ainsi M. H. King a obtenu à Pabos des limites d'on ne sait combien de milles, à \$10 par mille. M.L. Robitaille, médecin, a obtenu dans Bonaventure, quelque part, on ne sait précisément où, 400 milles à \$8 par mille carré. Les prix varient généralement de \$4 à \$10; il voit cependant une exception à l'égard d'un M. Taillon, avocat, d'Ottawa, auquel on a fait payer \$30 par mille. Il paraît que ce monsieur ne partage pas les vues politiques des honorables ministres. M. Glover, qui avait obtenu 330 milles en 1871, a obtenu encore cette année 177 milles. Madame Suzanne Quinn s'est aussi engagée dans ce genre de spéculation en achetant 100 milles. M. Horace Sawyer a réussi à avoir dans le canton de Humpden, Cantons de l'Est, pas moins de 66 milles carrés, et M. King 69 milles dans les cantons de Tring et Marlow, dans le district de Montmorency. Dans un comité d'enquête, il serait facile de constater les immenses profits que certains particuliers ont faits depuis deux ans en spéculant sur les limites. Un commerçant de bois des environs de Québec a vendu dernièrement une petite partie de ses limites pour \$46,000, réalisant des bénéfices considérables.

L'honorable commissaire a essayé dans son rapport de 1872 de justifier le système des

ventes privées. Une des raisons qu'il allègue, c'est qu'il craignait la déprédation de nos forêts en ne les vendant pas de suite. Il ne croit pas que le député de Lotbinière, qui possède de belles forêts dans sa seigneurie, soit disposé à les vendre à bas prix dans la crainte qu'elles ne soient pillées. Le commissaire redoute les incendies; M. Price pourra-t-il plus que le gouvernement protéger contre l'imprévoyance des voyageurs et des chasseurs son immense domaine de 3,464 milles carrés? Certains défauts dans les règlements ou les difficultés survenues dans les ventes à l'encan à l'occasion de droits de priorité ne sont pas non plus des excuses acceptables.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): En réponse aux attaques du député de Chicoutimi-Saguenay (M.P.-A. Tremblay), concernant le Bas-Saint-Laurent, il dit que la compagnie Price verse plus chaque année à la caisse du trésor provincial.

Les revenus des terres de la couronne n'ont produit que \$182,000 en 1867, tandis que l'an dernier ils ont produit \$444,000.

En comparant les territoires, on doit tenir compte de leur situation respective, de leurs avantages naturels, des revenus obtenus aussi bien que du prix des concessions au mille.

Rien dans la loi n'empêche une même personne de réunir plusieurs concessions de cinquante milles chacune, si elle en paie le prix.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a dit plus qu'il n'était nécessaire pour justifier une enquête approfondie et complète. Selon lui, la population veut cette enquête et celle-ci est nécessaire au pays. De toute façon, il affirme avoir fait son devoir dans cette affaire.

Et, la question sur l'amendement audit amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, les noms demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Hearn, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Larochelle, LaRoque, LaRue, Lavallée LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc.gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 41

Contre: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, David, de Beaujeu, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Marchand, Mollé, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay, 19

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Alors la question principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix,

"Que cette Chambre ayant examiné les réponses aux adresses qui lui ont été faites, concernant les limites à bois, et aussi le rapport du commissaire des Terres de la couronne, et étant convaincue que l'administration actuelle de ces terres a produit des résultats satisfaisants pour cette province, sous les circonstances où le commerce de bois a été exposé jusqu'ici, est prête à prendre en considération les mesures proposées par le gouvernement pour assurer à la province tout le profit possible de l'impulsion qui a été donnée depuis peu à cette branche importante du commerce".

La Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme dans la dernière division.

Ainsi elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre s'ajourne à trois heures.

Séance du 14 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à deux heures.

Impressions

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Attire l'attention de la Chambre sur la manière dont les impressions avancent. Les choses se font avec une telle lenteur que la session ne sera pas encore terminée au 15 janvier.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le système que l'on suit est tout bonnement dégoûtant et que le gouvernement en est responsable. Il doit prendre les moyens pour faire disparaître de tels abus à une autre session et il croit que l'on devrait offrir les impressions à la compétition en demandant des soumissions, ce qui prouverait plus d'efficacité. Si le gouvernement ne s'emploie pas à corriger cette situation, il se sentira obligé de prendre lui-même l'initiative.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a fait son possible puisqu'il a choisi deux des plus grandes imprimeries de la ville.

Huis clos

Le sergent d'armes reçoit ensuite ordre de faire évacuer les galeries, la Chambre désirant siéger à huis clos.

Les portes sont rouvertes 5 minutes après.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gérin, la pétition de Louis Laforce et autres, de la paroisse de la Baie.

Par M. Larochelle, deux pétitions du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin; deux pétitions du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, toutes du comté de Dorchester.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Marie-Louise Levasseur, épouse de Antoine Mayrand, de la paroisse de Nicolet, demandant de l'aide pour bâtir un pont sur la rivière Bécancour.

De Narcisse Gamache, et autres, du township de Kilkenny, comté de Montcalm; demandant de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des

chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 57, incorporant la Corporation du collège Sainte-Marie à Montréal, ainsi que le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Georges A. Hughes comme notaire, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendements.

Votre comité a de plus examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre, 1. Bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 76, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Terrebonne et pour l'ériger en ville", 2. Bill pour incorporer la Compagnie de l'Hôtel de Cacouna.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au seize du courant.

Votre comité désire de plus recommander à votre honorable Chambre, que l'honoraire dû et payé pour le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Georges A. Hughes comme notaire, soit remboursé à ce dernier, vu les circonstances particulières dans lesquelles il se trouve, et qu'instruction soit donnée au greffier des bills privés de lui remettre ledit honoraire.

Adopté.

Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Est d'avis que les bills de ce genre sont du ressort du gouvernement fédéral.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Soutient que le bill ayant trait à une question purement locale, le gouvernement provincial a tout autant juridiction que celui d'Ottawa.

M. W.W. LYNCH (Brome): Characterized the adoption of this measure and the chartering of the proposed Company, under its present

name, as a grave error, calculated to conflict with vested interests. The Dominion Parliament had incorporated a Company called the Farmer's Insurance Company of Canada, and there might result some confusion in the names.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit qu'il répondra à cette objection en changeant le titre comme suit "La compagnie d'assurance de cultivateurs de Québec".

La proposition est adoptée. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Compagnie du pont de Windsor et Brompton

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du pont de Windsor et Brompton.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Société permanente de construction du district d'Iberville

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société permanente de construction du district d'Iberville.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour changer le nom de ladite compagnie.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 29 novembre 1872, demandant un état complet de toutes les terres reprises dans les cantons de Emberton, Ditton et Marston, dans le comté de Compton, depuis le premier janvier 1867, avec le montant des paiements faits sur icelles; demandant les noms des personnes desquelles on les a reprises, à qui vendues, ainsi que la date de telles ventes et de telles reprises. (Documents de la session, no 28.)

Réponse à une adresse, datée le 4 décembre 1872, demandant une copie de la requête de messieurs les curés de Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, etc., relativement à un projet de colonisation pour la province de Québec. (Documents de la session, no 29.)

Cour Supérieure

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), la troisième lecture du bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure.

M. C. POZER (Beauce): Soutient de nouveau que la Beauce devrait de préférence à Montmagny avoir un juge résidant.

Il propose, appuyé par le député de Dorchester (M. L.-N. Larochelle), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender ledit bill en remplaçant le mot "Montmagny", dans la huitième ligne du paragraphe quatre et dans la deuxième ligne du paragraphe cinq, par le mot "Beauce", et en remplaçant le mot "Beauce", dans la troisième ligne du paragraphe cinq, par le mot "Montmagny", soient mis à la place.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Dit que si Bellechasse était séparé du district de Montmagny, Beauce aurait un juge résidant et qu'il fera tout en son pouvoir dans ce but, mais avant que cela ait lieu ce serait faire une injustice à Montmagny que de le priver de son juge.

Il s'intéresse beaucoup à Dorchester, un des comtés de la Beauce, mais il doit, étant donné les circonstances présentes, voter contre l'amendement.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Dit que contrairement à ce qu'a dit le dernier orateur, il est opposé à ce que Bellechasse soit séparé.

Cette assertion a été faite par erreur ou bien pour lui nuire auprès du public.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Puisque l'honorable député de Montmagny (M. T. Fournier), n'a pas proposé le renvoi à six mois, je pouvais avec raison penser qu'il ne s'opposait pas au principe du bill.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois:

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, appuyé par le député de Beauce (M. C. Pozer), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

Page 1, clause 4, ligne 8, après le mot "Saguenay" insérer le mot "Chicoutimi".

Page 1, clause 5, ligne 3, après le mot "Beauce", effacer les mots "celui du district de Saguenay les exercera également dans le district de Chicoutimi", soient mis à la place.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose à l'amendement. Le district de Chicoutimi pourrait plus tard être justifié de demander un juge résidant à Chicoutimi, mais le juge de district, M. O'Brien, un homme de grande habileté, s'acquitte pour le présent très bien de ses devoirs.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose à l'amendement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Comité des voies et moyens

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité des voies et moyens a passé une résolution, laquelle est lue comme suit:

Résolu, que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent vingt-neuf mille six cent deux piastres soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

Ladite résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil

huit cent soixante-quatorze, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Accordé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quand l'honorable trésorier (l'honorable J. G. Robertson) a l'intention de présenter les résolutions relativement au bonus devant être accordé aux employés publics.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond qu'il pense les soumettre lundi.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier certaines résolutions concernant le contrat que le gouvernement a l'intention de faire avec les Frères de Saint-Vincent-de-Paul pour la garde et l'entretien des jeunes délinquants, étant lu;

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said he had received a letter from Mr. Alexander, of Montreal, inquiring with regard to the arrangements to be made for the Protestant children in the Reformatory at present — some five in number, he believed.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said as the Brothers would not take the management before next January, he had no doubt that satisfactory provision for the case mentioned, would be made. There was no member of the House who took a greater interest in the matter than himself.

M. W. W. LYNCH (Brome): Spoke in favor of one Provincial institution, not to be called a prison but a school, where juvenile delinquents might be cared for and instructed irrespective of creed. Such a system would be more in consonance, he believed, with the limited means of the Province.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que lesdites résolutions soient maintenant de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'ajouter les mots suivants à la fin d'icelle: "Mais dans le cas où le gouvernement voudra abandonner le dit contrat il ne pourra l'abandonner et effectuer l'achat, en conséquence, qu'après avoir fait ratifier le résultat de l'arbitrage par la Législature."

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité:

Le comité adopte l'amendement proposé.

Le comité fait rapport qu'il a fait un amendement auxdites résolutions. Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "lesdites résolutions soient maintenant de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction de les y amender de nouveau", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en ledit comité.

En comité:

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose d'ajouter à la fin du contrat le paragraphe suivant:

Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration desdites cinq années, ledit contrat se continuera d'année en année sujet à être terminé de la manière ci-dessus mentionnée à la fin de chaque année, en par l'une ou l'autre des parties, donnant les six mois d'avis.

L'amendement est adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait un nouvel amendement auxdites résolutions, lesquelles sont lues et adoptées.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender et expliquer l'acte 32 Victoria, chap. 30, intitulé: L'Acte concernant

les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres nouveaux postérieurs auxdits cadastres", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Cadastres

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres nouveaux postérieurs auxdits cadastres", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Barreau de la province de Québec

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender les actes 29 et 30 Victoria, chap. 27, et 32 Victoria, chap. 27, concernant le barreau de la province de Québec, étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 16 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Daigle — la pétition de C.-V.-H. Huot et autres, de la paroisse de Beloeil; la pétition de Nazaire Lecours et autres, de la paroisse de Saint-Antoine; la pétition de Louis Brunelle et autres, de la paroisse de Varennes; la pétition du révérend J.-M. Chevigny et autres, de la paroisse de Contrecoeur, et la pétition de E.-E. Chagnon et autres, de la paroisse de Verchères, toutes du comté de Verchères.

Par M. Lafontaine — la pétition de L.-A. Jette et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition des commissaires d'écoles catholiques romains de Québec.

Par M. Pozer — deux pétitions de la municipalité du township de Shenley.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Louis-Jules Bélanger, député-greffier de la cour de Circuit à Québec; demandant une augmentation de salaire.

De M. Berthiaume et autres, de la paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil; demandant que la prison de réforme soit fixée à Vaudreuil.

De F.-X. Lahaie et autres, de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval — et de Louis Laforce et autres, de la paroisse de LaBaie; demandant respectivement qu'aucune partie du territoire desdites paroisses n'en soit détachée pour les fins municipales.

Deux pétitions du révérend J.-A. Rainville et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin — et deux pétitions du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, toutes du comté de Dorchester; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer le collège Wesleyen de Stanstead;

Bill pour donner des limites à la paroisse de Saint-Féréol, pour les fins civiles et municipales;

Bill pour ériger Saint-Tite-des-Caps en municipalité locale;

Bill pour incorporer la Société d'abstinence et de bénéfice de Sainte-Brigitte.

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender l'acte incorporant l'Association de la bibliothèque du commerce de Montréal, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Laurentides, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant la Corporation de Québec. Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Accordé.

Avis de résolutions:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la taxe d'écoles dans la cité de Montréal.

Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des limites à bois par encan public.

Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la couronne pour l'entretien du culte religieux.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le

12 de novembre 1872, demandant les noms de toutes personnes qui ont été nommées par le gouvernement de Québec comme agents ou autres employés du bureau d'émigration depuis le premier janvier 1870; la date de leur nomination, le lieu où ils sont placés, le montant du salaire ou autre rémunération payée à chacun, et les instructions données à ces agents ou employés.

Corporation de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal. Adopté.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Montréal-Est (M. F. David), que le bill soit amendé.

Adopté. Le bill passe tel qu'amendé.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal et pour changer le nom de ladite compagnie.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds-capital de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Collège Sainte-Marie

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 57, incorporant la Corporation du collège Sainte-Marie à Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

George A. Hughes

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, George A. Hughes comme notaire. Adopté.

Le comité étudie ledit bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation du village de Terrebonne

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte vingt-trois Victoria, chapitre soixante seize, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Terrebonne et pour l'ériger en ville".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Called the attention of the House to the fact that bills which had passed the Upper House a week ago had not as yet reached this House, and that the acceleration of business was affected thereby. It arose, perhaps, because the bills had only been printed in one language. He was also given to understand that the Speaker of the other House received bills in one language whereas to come here they had to be printed in both. Unless this technical difficulty was got over, there might be needless prolongation of the session. He thought that if they could come to some arrangement, and if the bills were presented in the language they were printed in, in their last stages they could be printed in both languages.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Se dit d'accord avec les suggestions du député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), et se prononce en faveur d'une entente entre les deux Chambres, pour éviter de nouveaux retards.

Compagnie de l'hôtel Cacouna

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie de l'hôtel Cacouna.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie

M. A. ESINHART (Laprairie): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Acte d'incorporation
de la cité des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Jacques Fournier

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser Jacques Fournier, cultivateur, de l'Ange-Gardien, district de Saint-Hyacinthe, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Yamaska.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Trafalgar Institute

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'Acte pour incorporer "The Trafalgar Institute".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Conseil de comté de Yamaska

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska, d'ériger en municipalité un certain territoire.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sergent d'armes

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), que la pétition de Charles Garneau, sergent d'armes de l'Assemblée législative de la province de Québec demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent d'armes, soit renvoyée au comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Adresse au lieutenant gouverneur:

Chemins à barrières

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellero- se), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre toute la correspondance qui a eu lieu entre le gouvernement et les syndic de chemins à barrières de Montréal, en vue de faire disparaître les droits de péage sur les chemins macadamisés entre Montréal et le Sault-au-Récollet, et aussi celui à l'entour de la montagne.

Il demande qu'on enlève les barrières des voies qui conduisent à la campagne, prétendant qu'elles sont un obstacle au commerce, d'aucune utilité et très dispendieuses.

Les syndic eux-mêmes espèrent la suppression des barrières de péage entre Montréal et le Sault-au-Récollet, et de l'autre côté de la montagne; le gouvernement lui-même devrait s'appliquer à ce but.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit que ce n'est pas une compagnie régulière, mais une compagnie de syndic créée par le gouvernement et autorisée à émettre des débentures, au temps de Lord Sydenham. Ces commissaires sont des propriétaires privés et il ne serait pas juste de leur porter préjudice sans les indemniser pour les pertes qu'ils peuvent éprouver. L'on ne doit ni enlever les barrières, ni diminuer les droits de péage.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said there was no objection to producing the correspondence, but under the circumstances by which the Province was bound to the holders of debentures it would be impossible to do away with tollbars, unless some provision was made to protect the interests of those holders of debentures.

La proposition est adoptée.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député des Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité des dépenses contingentes.

Adopté.

Asile de Beauport

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit nommé par cette Chambre un comité spécial pour s'enquérir des circonstances sous lesquelles le contrat de l'asile des aliénés de Beauport a été renouvelé pendant l'automne de 1871, avec instruction de faire rapport, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Les honorables députés qui ont lu le témoignage du docteur Roy, entendu devant le comité des privilèges et élections, admettront que je m'appuie sur les meilleurs motifs pour faire cette proposition. Le docteur Roy a déclaré que M. Cauchon avait promis aux propriétaires de l'asile de les aider à obtenir le contrat. Le comité a demandé au témoin par quels moyens M. Cauchon avait aidé aux propriétaires. Il a répondu qu'il croyait que c'était par son influence. Le même témoin a déclaré aussi que M. Cauchon avait dit qu'il avait aidé ses amis politiques aux dernières élections et qu'il avait souscrit de l'argent. Il observe que malgré toutes les interprétations bienveillantes que l'on pourrait donner à la chose, il est impossible pour les députés de la Chambre qui se respectent de ne pas désavouer les actes illégaux d'un gouvernement, la complicité tacite d'une administration avec un membre d'un corps législatif.

Le gouvernement, l'année dernière, sous prétexte de travailler aux intérêts du pays, a renouvelé le contrat de l'asile de Beauport pour dix ans, dix-huit mois avant l'expiration de l'ancien contrat et 10 jours avant l'ouverture de la session. Cette année, le gouvernement vient avec des résolutions qu'il a peur de présenter à la Chambre et qu'il renvoie toujours au lendemain, dans le but de rompre le contrat de l'année dernière, sous prétexte que cela est avantageux pour le pays et cela six mois avant l'expiration de l'ancien contrat. Il fait voir la flagrante contradiction qu'il y a dans la conduite du gouvernement; sous prétexte que l'intérêt public est en jeu, il affirme pour dix ans, l'année dernière, les revenus de l'asile de Beauport, et cela dix-huit mois avant l'expiration de l'ancien contrat. Cette année, lorsque ce dernier contrat a encore six mois à courir, le gouvernement trouve que l'intérêt public est menacé s'il n'annule pas le contrat qu'il a fait l'an dernier".

L'honorable député rappelle le refus de la Chambre l'an dernier de concourir dans la désapprobation qu'il a faite du renouvellement du contrat de l'asile par le gouvernement. Si elle avait su alors la complicité qui existait entre le gouvernement et le député de Montmorency, certainement elle aurait désavoué l'acte du gouvernement. Il dit que son accusation est appuyé non pas sur des commentaires de journaux, mais sur les témoignages eux-mêmes. Cette accusation se résume ainsi: "Dans le but de récompenser M. Cauchon de l'aide qu'il lui

avait donnée, à part ses souscriptions d'argent, le gouvernement n'a pas cru mieux faire que de renouveler en sa faveur le contrat de l'asile de Beauport dix-huit mois avant l'expiration de l'ancien contrat".

L'accusation si grave que je porte en ce moment se trouve dans les témoignages donnés en présence du comité des privilèges et élections.

Elle est certainement très grave, puisque le gouvernement, incapable de la réfuter, se cache derrière son bouclier ordinaire et ne peut prendre qu'une seule position: se retrancher derrière le mur infranchissable d'un vote de non-confiance. Car je sais d'avance que l'honorable premier ministre abusera de sa force numérique pour balayer ma motion de la Chambre; je sais d'avance qu'il ne prendra pas cette attitude digne et ferme qui devrait le porter à demander lui-même la nomination de ce comité, dès qu'on semble suspecter la ligne de conduite suivie par le gouvernement en cette circonstance.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Quand l'honorable député a donné avis de cette motion, j'ai déclaré que, si le gouvernement consentait à la nomination de tous les comités demandés par l'Opposition, il perdrait le temps et le contrôle de la Chambre et que nous ne pouvions accepter cette motion que comme un vote de non-confiance et voici pourquoi.

Le contrat a été renouvelé dans l'intérêt public et je dois déclarer que jusqu'au moment où l'honorable député a présenté sa motion contre la légalité de l'élection de M. Cauchon, le gouvernement ne savait pas qu'il fût pécuniairement intéressé dans le renouvellement du contrat pour l'entretien de l'Asile de Beauport et n'a, en conséquence, pu agir qu'avec bonne foi et dans l'intérêt de la province. Voilà pourquoi il ne doit pas renoncer à ses prérogatives et s'inculper sans raison de lui-même en consentant à la demande qu'implique cette motion. Nous prenons donc cette motion pour un vote de non-confiance.

UN DEPUTE: Question!

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said the Government did well to make the motion one of want of confidence. They did wisely because they shrank from the enquiry. It was a matter in proof that a member lately sitting in the House had had influence enough to force a renewal of the contract, after an election, and a short time before the opening of the House; that he had placed his friends, namely, members of the Government under obligations by furnishing them with money to aid their elections, i. e., to corrupt the electors of the Province. There was a presumption of guilt and they shrank from the enquiry, throwing themselves on the numerical strength

they possessed in the House. He hoped the House would have sufficient independence and self-respect to refrain from shielding the Government from the grave suspicions which had been thrown upon them.

UN DEPUTE: Question!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable premier ministre nous affirme qu'il ignorait que l'honorable député de Montmorency n'était pas intéressé dans le contrat de l'Asile de Beauport. Pour donner pareille excuse, il aurait dû avoir un peu plus de mémoire; pour pouvoir la donner avec un semblant de vérité, il aurait dû, lors de l'enquête proposée par le député de Montmorency sur le coût des écoles normales, se commander assez pour ne pas lui répondre alors que "mes pensionnaires coûtent moins cher que les vôtres". Tout le monde a compris ces paroles. C'est alors que l'honorable premier ministre devait prendre l'initiative du comité d'enquête que j'ai proposé et demander la destitution du député de Montmorency. L'honorable premier ministre a été le premier à accuser M. Cauchon de siéger illégalement dans la Chambre.

L'honorable premier ministre nous dit que le contrat a été renouvelé dans l'intérêt public. Mais il nous a dit la même chose l'an dernier et j'en appelle maintenant aux honorables députés en si grand nombre qui forment la partie indépendante de cette Chambre; je fais allusion aux députés conservateurs et je leur demande ce qu'ils pensent de cette déclaration en présence de la résignation de l'honorable M. Cauchon! Que devient la déclaration qui était son plus fort argument l'an dernier, que le contrat était renouvelé dans l'intérêt public, quand on le voit après douze mois venir nous demander de résilier le même contrat, du moment que M. Cauchon en est frustré? L'honorable premier ministre a compris qu'il est des limites à la patience de la Chambre; mais je dis aussi qu'il s'est mis dans une position fautive. Si le contrat était renouvelé dans l'intérêt public, il ne peut pas l'annuler et, s'il n'est pas conforme aux intérêts de la province; l'honorable premier ministre a trompé la Chambre, quand, pour obtenir son vote, il nous a déclaré que le contrat se renouvelait dans l'intérêt public.

Maintenant, je dis que l'honorable premier ministre ignorait un fait bien connu du public, s'il ne savait pas que l'honorable M. Cauchon fût pécuniairement intéressé au renouvellement du contrat. Cette prétendue ignorance d'un fait bien connu du public m'explique pourquoi le gouvernement fait de ma motion un vote de non-confiance : il agit sagement.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that in case of such importance he was disinclined to let the opportunity pass without expressing an opinion. The Beauport Asylum was a pet of his, and he rather liked to hear it

spoken of, but in the present case, he thought that while there was necessity for enquiry, yet as the main party interested was not present, it could not go on satisfactorily. When Mr Cauchon came back, as he would, very probably before long, then, they could go as deeply as they liked into the matter. As it was, proceeding into an investigation would be incongruous. He decried the system of farming out lunatics, so as to make the business one of speculation, and related an incident which had recently occurred, by which he had been brought to learn some of the evils of the system. He thought that this motion should not pass, at the present time.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Le gouvernement ferait mieux de consentir à la proposition, puisqu'il sortira de l'épreuve pur et sans tache.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne dirai que quelques mots en réponse aux observations de l'honorable député.

Quand le contrat a été renouvelé, je ne savais pas que l'honorable M. Cauchon fût pécuniairement intéressé dans l'administration de l'asile de Beauport et légalement propriétaire. Je ne l'ai su qu'au moment où, dans un procès intenté contre le docteur Roy, il s'est réclamé de son titre de propriétaire.

Il est une chose qui m'étonne: il y a douze jours que j'ai introduit mes résolutions et l'Opposition a laissé passer ces douze jours sans rien dire, et ce n'est que quand j'en demande la ratification que l'honorable député de Lotbinière introduit sa motion. Les choses étaient absolument les mêmes alors et les honorables membres de l'Opposition n'ont pas eu un seul mot à prononcer pour rencontrer les arguments que j'ai donnés à l'appui de ce projet en présentant mes résolutions, qu'ils ont par leur silence déclarées avantageuses au pays.

Quant au vote de non-confiance, c'est la seule position que le gouvernement puisse prendre. Depuis le commencement de la session, l'Opposition n'a cessé de nous attaquer tantôt sur un point, tantôt sur un autre, demandant des enquêtes à propos de tout et, comme en faisant toutes ces demandes, l'Opposition a toujours dit que le gouvernement était coupable, nous nous sommes crus justifiables d'adopter la ligne de conduite que nous avons suivie et de traiter toutes ces demandes comme elles devaient nécessairement l'être, comme des votes de non-confiance.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit qu'il aurait voté contre la motion; mais lorsqu'il voit le gouvernement se lever et dire aux députés ministériels: Vous voterez comme cela, de suite, il se sent lésé dans son indépendance et dans sa dignité. Il partage le point de vue du député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham), mais il se sent obligé de voter avec l'Opposition pour ne se soumettre à aucune contrainte.

La Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, David, de Beaujeu, Esinhart, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRoque, Laurier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay, 21

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Houde, Irvine (sol. gén.) Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailoux, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 38

Lois de la chasse

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. P.-G. Verreault), la troisième lecture des lois de la chasse en cette province.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'importance du vote que l'honorable député vient de donner lui a fait perdre la mémoire. Par la loi actuelle, la chasse du canard et de la bécassine commence le 20 août. C'est donc une prolongation du terme fixé de cinq jours que l'honorable député demande. Le temps de la chasse varie pour les différentes parties de la province. Le temps qui convient à un endroit peut ne pas convenir à un autre. La loi actuelle établit pour la province un moyen terme qu'il ne serait pas sage de détruire.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que ce bill prend la Chambre par surprise et il demande que la considération de cette question importante soit remise à la prochaine session.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je dirai à l'honorable député d'Argenteuil que c'est le même bill qui a été adopté par la Chambre ces années dernières et qui a toujours été rejeté par le Conseil.

L'honorable député faisait lui-même partie du comité qui l'a discuté. Je dirai aussi à l'honorable député de Saint-Jean que, si ma mémoire m'a fait défaut un instant, elle ne me fait pas défaut en ce moment. D'ailleurs, je suis assez indépendant pour donner le vote que je voudrai sur n'importe quelle question.

La Chambre se divise et, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Comté d'Yamaska

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher les paroisses de Saint-Guillaume-d'Upton et Saint-Bonaventure-d'Upton du comté de Drummond et du district d'Arthabaska, et pour les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'Yamaska et au district de Richelieu.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. C. GILL (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Elections contestées

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), la deuxième lecture du bill pour déferer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges, et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée législative de Québec.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il n'est pas en faveur de renvoyer l'instruction et la décision d'élections contestées aux tribunaux ordinaires. Ce serait de la part de la Chambre sacrifier une de ses meilleures prérogatives. D'ailleurs, il y a devant la Chambre des pétitions signées par des juges qui s'opposent à accepter ce surcroît de besogne. Il ne veut pas non plus de la mesure parce que ce serait introduire dans la magistrature un élément politique par la nature même des décisions rendues. Il propose finalement le renvoi de la lecture du bill à six mois.

Cet amendement est rejeté.

Et, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Chauveau (Québec), Esinhart, Fournier, Gagnon, Gill, Holton, Irvine (sol. gén.), Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Larochelle, Laurier, LeCavalier, Malhiot, Marchand, Méthot, Molleur, Ouimet (proc. gén.), Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Robertson, Sanders, Sylvestre, Tremblay et Trudel, 29

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Chapleau, Chauveau (Rimouski), Dugas, Eddy, Gendron, Houde, Lalonde, Langevin, Poupore, Robitaille et Sawyer, 14

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Pratique de la médecine

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chap. 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'anatomie.

Adopté.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Code civil

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le député de Napierville (M. L.-D. Lafontaine), la deuxième lecture du bill pour amender les articles 2123 et 2124 du code civil du Bas-Canada.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "de ce jour en trois mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Il dit que ce bill porte préjudice aux créanciers et est tout à fait inutile. Il propose son renvoi à trois mois.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Oumet (proc. gén.), Pelletier (Bellevue), Pozer, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Tremblay, Trudel et Verreault, 40

Contre: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Laurier, Robert et Sylvestre, 3

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu la seconde fois de ce jour en trois mois.

Salaires des officiers publics

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que le trésorier de la province soit autorisé à payer aux employés des différents départements du gouvernement civil qui n'ont pas reçu d'augmentation de salaire dans les estimés votés durant la présente session de cette Chambre, sous forme de bonus, un montant égal à un mois de salaire, pris sur les diverses appropriations pour l'année courante et entré dans les comptes publics en la manière ordinaire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Nous ne nous occupons pas maintenant d'une augmentation de salaire, mais un boni. Le gouvernement verra à l'augmentation des salaires des greffiers des bureaux de notaires de Québec et Montréal.

La proposition est adoptée.

Asile de Beauport

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande ce que le gouvernement a l'intention de faire au sujet des résolutions relatives à l'Asile de Beauport et pourquoi il demande à retarder les ordres de la Chambre?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'est pas encore prêt à répondre. Quoique plusieurs amis du gouvernement désapprouvent ces résolutions, il lui est impossible de dire ce que le gouvernement fera.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que la Chambre règle les ordres dès qu'ils apparaissent sur l'ordre du jour. Si ces retards continuent, cette Chambre devra siéger jusqu'après Noël.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Parle dans le même sens.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que ce n'est pas une raison de rompre le contrat, qui semble avantageux, parce que M. Cauchon n'a plus rien à y voir. Le contrat est une question qui doit être examinée par elle-même.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Promet à l'Opposition de dire demain ce que le gouvernement fera quant à ces résolutions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ici comme ailleurs, le gouvernement se contente de suivre la majorité au lieu de la diriger. Il cache ainsi sa faiblesse, en attendant de voir où le vent soufflera, au lieu d'orienter et d'inviter la législation comme il le devrait.

Loi électorale

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

Adopté.

En comité:

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande que les employés publics, qu'ils soient du gouvernement provincial ou du Dominion, soient privés du droit de vote. Il est bien connu que pendant les élections ces employés ont été contrainsts à voter pour le gouvernement, sous peine de renvoi. A cause de ce triste état de choses, ce serait rendre à ces employés un service que de les "défranchiser",

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Ce changement diminuerait le vote du groupe le plus intelligent et le plus éduqué parmi les électeurs. Cela serait malvenu et injuste.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuie le député de Montmagny (M. T. Fournier).

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Appuie le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Insiste sur l'ajournement de l'examen de ces questions jusqu'à ce que le bill revienne sur le tapis. Il serait plus convenable, comme le bill est volumineux, de le passer au comité sans discussion et de le discuter ensuite.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'oppose à la qualification de \$30 de loyer par année, exigée des locataires. Elle est trop élevée surtout dans les villages et les campagnes, parce que cette clause va disqualifier un grand nombre de personnes.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Appuie le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand).

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that the wages of the working classes had doubled within the last decade, so that if this qualification was liberal enough in the past it was more so at present.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit que la qualification est la même qu'en Ontario: \$400 dans les cités, \$300 dans les villes et \$200 dans les villages avec une rente de \$30 pour les locataires.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit qu'au

concours de la Chambre il proposera l'octroi du droit de vote aux hommes de profession, aux instituteurs gradués et aux commis qui, tout en n'étant point locataires ni propriétaires, gagneraient un salaire de 100 livres par année. Ils forment une classe intelligente et influente, plus intéressée au pays qu'un grand nombre de ceux qui jouissent du droit de vote.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Répond que la confection des registres présenterait des difficultés presque insurmontables, parce que le revenu de cette classe ne peut pas être facilement prouvé. La qualification pécuniaire des autres classes, par contre, est facile à démontrer. C'est là une objection majeure à la proposition.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Pense qu'il est désirable de donner le droit de vote à la classe intellectuelle en question, et cite le cas de l'Ontario qui a donné l'exemple en ce sens.

Le Comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Elections contestées

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Bien que ce bill se base sur le principe de l'Acte impérial, il en diffère sur un point important. Le premier ministre propose de soumettre toute contestation à trois juges, dont un mènera l'enquête et dont les deux autres prononceront le jugement, sans que les parties puissent en appeler du jugement. Ce système déplaira aux juges. En Angleterre, le même juge entend et juge la cause; quant au droit d'appel, il est désirable, par exemple, dans des causes civiles de 25 livres, où il est déjà prévu par la loi.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit que le système proposé est plus simple, plus rapide et moins coûteux. Il préfère que les trois juges puissent se prononcer sur les faits, au lieu de laisser un seul juge se prononcer sur les faits avec droit d'appel sur les questions de loi. Dans les élections contestées, ce sont les questions de faits qui seront les principales.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Souligne quelques inconvénients découlant du système proposé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Critique aussi le système proposé.
La proposition est adoptée.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Conseil de la reine

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la nomination de conseil de la reine.

Adopté.

Aide à certaines municipalités

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour confirmer certains prêts d'argent faits par le gouvernement pour achat de grains de semence dans les comtés de Chicoutimi et de Charlevoix, pour légaliser certaines débetures émises par des corporations municipales, pour garantir le remboursement desdits prêts et pour exonérer les membres du gouvernement exécutif et autres pour avoir avancé l'argent pour lesdits prêts.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre s'ajourne à onze heures et quinze.

Séance du 17 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Bibliothèque

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le rapport du comité conjoint de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

A l'honorable Assemblée législative:

Le comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné attentivement le compte de dépenses de la bibliothèque et l'a trouvé correct et bien tenu.

Sur l'appropriation votée l'année dernière, il restait encore, le premier novembre dernier, une balance en caisse de \$1,119.70.

Votre comité croit qu'il est de son devoir d'accorder au bibliothécaire M. Lemay et au comptable M. Simoneau un traitement égal à celui des autres chefs de bureau. Ces messieurs occupent, en effet, des positions importantes et pleines de responsabilité. Cependant, comme votre comité ne croit pas pouvoir régler le traitement de M. Simoneau, sans en référer au comité des dépenses contingentes, il a l'honneur d'appeler l'attention de ce comité sur sa résolution.

Votre comité croit aussi agir sagement en proposant de porter à \$500 par année le salaire du messenger de la bibliothèque et de nommer un assistant-bibliothécaire avec un salaire annuel de \$600.

Votre comité a trouvé la bibliothèque dans un bon ordre, bien qu'elle laisse un peu à désirer, et il a la confiance qu'aussitôt après l'impression du catalogue elle sera tenue dans un ordre parfait.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton — la pétition de F.B. Mathews et autres.

Par M. Robert — la pétition du révérend H. Provençal et autres, de la paroisse de Saint-Césaire.

Par l'honorable M. Chauveau — la pétition du bureau protestant des commissaires d'écoles de Québec.

Par M. Chapleau — la pétition du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte.

Ordonné, que la pétition de F.B. Mathews et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue; et ladite pétition, demandant que l'acte 24 Victoria, chapitre 96, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie hydraulique et des bassins de Montréal", soit remis en vigueur et amendé, est reçue et lue.

Ordonné, que la pétition du révérend H. Provençal et autres, de la paroisse de Saint-Cé-

saire, présentée aujourd'hui, soit reçue et lue; et ladite pétition, demandant que le bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est devienne loi, est reçue et lue.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska et pour ratifier les arrangements faits entre ladite compagnie et la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est, et pour d'autres fins, et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'est et Kennébec, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la ville de Lachine.

Bill pour incorporer l'Asile des orphelins de Sorel.

Bill pour changer le chef-lieu du comté d'Ottawa, d'Aylmer à Hull, pour les fins municipales et d'enregistrement.

Aide à certaines municipalités

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), la troisième lecture du bill pour confirmer certains prêts d'argent faits par le gouvernement pour achat de grains de semence dans les comtés de Chicoutimi et de Charlevoix, pour légaliser certaines débentures émises par des corporations municipales, pour garantir le remboursement desdits prêts et exonérer les membres du gouvernement exécutif et autres pour avoir avancé l'argent pour lesdits prêts.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asile de Beauport

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUCHEAU (Qué-

bec-Comté): Annonce que le gouvernement retire ses résolutions concernant l'achat de l'Asile de Beauport. On lui a dit que les membres de cette Chambre désiraient avoir du temps pour réfléchir. Le gouvernement, en présentant ses résolutions, était convaincu qu'en considération des immenses profits que paraissait donner cette institution il valait mieux qu'il se chargeât lui-même de l'administration de cet établissement. Mais, devant l'opinion d'un certain nombre de députés, il croit devoir attendre à la prochaine session. Dans la vacance, on aura le temps de se renseigner et de voir s'il est sage pour le gouvernement de se charger de l'administration de l'Asile de Beauport.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Accuse le gouvernement de poltronnerie et d'indécision. Il dit que, s'il faut en croire les rumeurs, l'honorable M. Chauveau a jugé prudent de retirer ses résolutions pour faire cesser un différend entre lui et deux de ses collègues, l'honorable trésorier et l'honorable solliciteur général, lesquels auraient menacé de donner leur démission.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUCHEAU (Québec-Comté): Cette rumeur est comme les autres qui courent.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Accuse le gouvernement d'avoir fait un contrat l'été dernier sans savoir ce qu'il faisait; ce n'est que plus tard qu'il s'en rendit compte.

Il parle ensuite de pots-de-vin et de corruption, accusant le gouvernement d'avoir exigé \$13,000 des contractants de l'asile et d'avoir utilisé ces fonds aux dépenses d'élections. Les édifices de l'asile ne conviennent pas à l'usage qu'on en fait, étant humides et impropres à l'habitation. Le premier ministre sait bien qu'il ne peut abroger ce contrat sans rembourser les droits hypothécaires de M. Cauchon.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUCHEAU (Québec-Comté): Je ne vois pas où l'honorable député peut prendre ce qu'il avance en disant que malgré l'achat par le gouvernement de l'asile, le contrat de l'année dernière n'en persisterait pas moins.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Pardon, le contrat est très explicite. Probablement, les honorables ministres ne l'ont pas encore lu. De plus, j'appelle l'attention de la Chambre sur le fait que la maison est insuffisante; et que, pendant les grandes mers, l'eau envahit les caves et y séjourne longtemps, ce qui cause une humidité malsaine.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that as to the contract, there was doubt that the Government could annul the contract at any time by purchasing the buildings. Without such a clause the contract would not

have been made. The contract had been made with the proprietors, who engaged to maintain a certain number of criminals at the Provincial expenses in the building known as the Beauport Asylum, and no other. It did not take a lawyer to see that the Government was not irrevocably bound to this contract to the expiration of its term.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that the principle upon which the Government had acted throughout had been unfair, unconstitutional and improper. He argued that damages would ensue upon any violation of the contract. There was a stigma upon this Province, which was a blot upon our civilization and which no other civilized country would allow to remain. He denounced the system of farming out lunatics as disgraceful; they were the wards whom we should protect with the greatest care and attention, and not allow to be given out to contractors to be used as media for the making of money. He rejoiced when these resolutions had been brought forward, for he thought that the stigma was about to be removed. But the Premier had quickly undeceived him.

Under pressure from private parties, and from information privately obtained, perhaps, that some few members of the House opposed the resolutions, he receded from the advanced position he had taken in bringing them forward. He would impute no suspicious, no sinister motives in the matter, but he regretted that public men laid themselves open to suspicion on matters of so much gravity and in the face of sworn evidence obtained in the Committee on Privileges and Elections. What were the salient points made there? — that Mr. Cauchon had, by his connection with this contract, been disqualified for three Parliaments, the old Parliament of Canada, the first, and the present Parliament of this Province. He argued that Mr. Cauchon had exercised pressure upon the Government to induce them to stifle as much as possible the enquiry and investigation in the Committee. But the facts were elicited in spite of him and them, and he had been forced to resign. But in resigning he went out of the House with large hypothecary claims upon the Asylum, and it was under his pressure that the Government had made these resolutions, in order to recoup him of the \$50,000 or more, which he had sunk into this property. No more damaging series of facts had been brought against any Government in Parliament since Parliaments existed.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Denied the charge proffered by Honourable Mr. Holton, that the Government in proposing these resolutions had done so under any pressure from, or in order to favour Mr. Cauchon. When they had been brought down it was simply, purely and entirely under the

pressure of facts elicited in Committee, because from the evidence, they had learned that it was possible, seeing the large profits accruing to the proprietors, for the Government to manage the Asylum better, with more profit to the Province, and humanity to the inmates, having the establishment under their own charge. He declared the nature of the contract was such that the Government could annul it by purchasing the buildings, and this could not be denied. When Mr. Cauchon went out of Parliament, it was determined to allow him to remain in his position of mortgagee, his money was well invested, and just as safe as if he had received a lump sum in cash. He utterly denied the imputation that the resolutions had been introduced for the purpose of benefiting Mr. Cauchon.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La seule raison que le premier ministre nous a donnée pour justifier sa conduite, c'est que ses amis avaient déconseillé l'achat de l'asile. Ces amis pourraient peut-être nous exprimer leurs opinions sur cette question.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit qu'il est un de ceux qui ont conseillé au gouvernement de ne pas annuler le contrat en achetant les édifices; c'est la même attitude qu'il a tenue relativement à l'école de réforme Saint-Vincent-de-Paul. Il considère le contrat très avantageux, et il serait malvenu de le changer: voilà pourquoi il s'objecte aux résolutions. Un tel achat coûterait énormément et le gouvernement ne pourrait jamais espérer gérer l'institution avec autant d'économie ou de profit que les propriétaires. Il se réfère alors au vote du député de Montréal-Ouest (M. F. Cassidy) et à sa conduite dans la question de Saint-Vincent.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Said that the question did not lie in the value of the contract, nor the cost of maintenance of inmates; it was in the censure of the Government for the manner into which the contract was entered, the suspicious circumstances attending the transaction. He defended his vote on the Saint-Vincent-de-Paul resolutions, and the apparent inconsistency in his present conduct. A difference of cases necessitated a difference of action. When he voted then he believed that the Government was right; now he held that in this contract they were amenable to blame, on the manner in which it had been entered into purely and simply, and not on the question of merit.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Prend acte de l'aveu échappé du premier ministre, qu'il a appris dès avant la session l'intérêt que M. Cauchon avait dans le contrat. Alors pourquoi n'a-t-il pas pris l'initiative de l'enquête, comme c'était son devoir?

M. L. MOLLEUR (Iberville): Accuse le gouvernement d'avoir reçu \$13,000 comme prix de renouvellement du contrat. Il affirme sur l'honneur être en mesure de le prouver si on lui accorde un comité d'enquête. Il invite à plusieurs reprises le gouvernement à relever le gant.

Je ne crains pas de déclarer d'une manière positive que le gouvernement a tenu une conduite malhonnête dans l'affaire du contrat de l'asile de Beauport. Plusieurs mois avant la passation du nouveau contrat, j'ai été informé que le contrat ne serait renouvelé qu'à la condition que les propriétaires, c'est-à-dire MM. Landry et Cauchon, fourniraient des fonds pour aider les ministres dans leurs élections. Eh bien! Monsieur l'Orateur, je pourrais montrer du doigt l'homme qui prouvera ce que j'avance, qui prouvera que les propriétaires de l'asile, se sont engagés à fournir aux ministres la somme de \$13,000. On a donc fait payer à la province \$13,000 de plus qu'elle aurait dû payer. Si la Chambre met en doute ce que j'avance en ce moment, qu'elle m'accorde un comité d'enquête et je m'engage sur mon honneur à prouver par des témoignages irrécusables que ce que je dis en ce moment est l'exacte vérité et que les propriétaires de l'asile ont bien et dûment payé la somme de \$13,000 dans le but de favoriser l'élection des honorables ministres.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Soutient que la conduite du gouvernement a été raisonnable. L'Asile de Beauport, tel qu'il est administré aujourd'hui, est un honneur pour le pays et étonne tous les étrangers qui le visitent. Il rit de l'indignation des membres de l'Opposition à l'idée que le gouvernement aurait reçu l'aide de ses amis dans les dernières élections et il nie en même temps que le gouvernement ait exigé de l'argent des contractants. Les vieux vétérans politiques de la gauche savent à quelles dépenses donnent lieu les élections et ils connaissent la valeur de l'argent souscrit par les amis, en pareille circonstance.

Le gouvernement a passé un contrat sous des circonstances qui ont changé ensuite; c'est pourquoi il a voulu connaître l'opinion de ses amis et des membres de la Chambre en général. Il déclare que le contrat est avantageux et pour le gouvernement et pour le public. Il critique ensuite les remarques de M. Fournier, en ce qui regarde les services rendus par des amis en temps d'élection. Qu'y a-t-il de criminel et d'étrange dans la conduite des membres du gouvernement, lorsqu'ils s'assurent les services de semblables amis? Le témoignage du docteur Roy prouve que M. Cauchon n'a, dans le contrat, aucun intérêt direct ou indirect.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Fait observer que M. Chapleau a changé la question. Il fait remarquer qu'il était résolu, par le contrat, que la propriété de l'asile ne pourrait être passée au

gouvernement sans que M. Cauchon n'eût reçu le montant de ses hypothèques.

La question est remise.

Vente des liqueurs spiritueuses

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des liqueurs spiritueuses.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que c'est la première fois depuis la Confédération que le gouvernement de Québec a proposé de taxer le commerce en gros du pays. Il objecte que la mesure projetée est en violation de l'esprit de la constitution. Celle-ci réserve au Parlement fédéral le droit exclusif d'imposer des droits de douane et il assure que vouloir taxer le commerce en gros, c'est en quelque sorte établir des droits plus élevés. Cette loi causerait un dommage considérable à Montréal et à Québec, car les marchands seraient obligés de payer une taxe sur toutes les consignations qu'ils reçoivent pour Ontario et les autres provinces.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond qu'il lui semble que, bien qu'il ne lui paraisse pas nécessaire d'imposer la taxe cette année, il est néanmoins de bonne politique d'établir un nouveau moyen de revenu. Il n'a pas de doute au sujet de la constitutionnalité des procédés qu'il propose d'adopter. Il croit nécessaire de s'assurer de nouvelles sources de revenus si l'on veut éviter la taxe directe. Il maintient qu'il est raisonnable que le commerce de gros soit taxé, car ses profits sont plus considérables que ceux du détail qui est obligé de prendre licence.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le gouvernement vient de prédire l'imposition de taxes directes. L'acte actuel ne donnera que peu de revenus; mais le but est évidemment d'accoutumer la province à l'idée de l'imposition de nouvelles taxes. Il est un moyen de fournir à la province tout le revenu dont elle a besoin, c'est d'arracher au pillage les terres publiques et de ne pas les livrer comme par le passé aux spéculateurs et aux jobbers politiques.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que la mesure est parfaitement constitutionnelle. L'Acte d'Union réserve au Parlement fédéral le droit exclusif d'imposer les taxes sur les importations, et le Parlement local violerait cet acte, s'il voulait imposer des droits sur l'importation des liqueurs. Mais il a le droit strict d'obliger ceux qui vendent et importent quelque produit de prendre une licence pour le faire. Et tel est le but que se proposent les résolutions actuelles.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, informe alors la Chambre que Son Excellence a été informée du sujet desdites résolutions, et les recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre se forme en comité et commence l'étude des résolutions.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Compagnie du pont de Windsor et Brompton

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du pont de Windsor et Brompton.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propos, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Stantead Wesleyan College

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer le Stantead Wesleyan College.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Limites de la paroisse de Saint-Féréol

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour donner des limites à la paroisse de Saint-Féréol pour les fins civiles et municipales.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint-Tite-des-Caps

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ériger Saint-Tite-des-Caps en municipalité locale.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société d'abstinence totale
et de bénéfice de Sainte-Brigitte

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société d'abstinence totale et de bénéfice de Sainte-Brigitte.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association de la bibliothèque
de commerce de Montréal

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour incorporer l'Association de la bibliothèque de commerce de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender l'acte pour incorporer les membres de l'Association de la bibliothèque de commerce de Montréal".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de colonisation
de Montréal et des Laurentides

M. O. PELTIER (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montréal et des Laurentides.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O. PELTIER (L'Assomption): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour incorporer le chemin de fer des Laurentides".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de Montréal,
Chambly et Sorel

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. GILL (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie hydraulique et manufacturière
de la rivière Richelieu

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Saint-Urbain-de-Windsor

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer le nom de la paroisse de Saint-Urbain-de-Windsor.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Corporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes relatifs, à la Corporation de la cité de Québec.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Désire lire le bill, qui n'est pas encore imprimé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dili not know exactly the nature of the bill, but if it were not read now it could not be passed this session.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Was always suspicious of Quebec Corporation bills, they were always so late and last year they had to extend all sorts of favors. He did not see what was the reason for the delay, and it would be better for all parties if there could be time afforded for studying the measure.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said the usual reasons in delays in the Quebec Corporation act had been the differences of opinion between the citizens and the Corporation. This had always stood in the way of improved legislation in Quebec. In the present instance, however, there was not the slightest difference of opinion. The principal features of the present bill were the substitution of the tax on real estate, and making it in the aggregate 15 cents in the dollar. There were various taxes at present collected under different heads, but it was now proposed to lump them into the figure to which they amounted. Another change was in the election of Councillors, the change being in the nomination being made by six instead of two tax-payers. These and other minor changes, which had not met the slightest opposition, and were generally concurred in, formed the main features of the bill.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought that these reasons were the very best reasons for early presentation.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said that Quebec was blessed with a very cautious legal adviser, so very cautious that it was only a few days ago that they got the bill prepared before the session. The people of Quebec were so very litigious that they contested the efforts of the Corporation to collect taxes at every step, and the legal adviser endeavoured to so prepare the bill as to close the door to all future difficulty.

M. G. IRVINE (Mégantic): Stated that though he seldom found himself concurring with the Corporation bills of his native city, there was no objection whatever to this one.

La proposition est adoptée.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour détacher, pour les fins judiciaires, le comté de Bellechasse du district de Montmagny et l'annexer au district de Québec", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

District de Montmagny

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour détacher, pour les fins judiciaires, le comté de Bellechasse du district de Montmagny, et l'annexer au district de Québec".

Les amendements sont lus la première fois et adoptés.

Il est ordonné que lesdits amendements soient lus une seconde fois, demain.

Vente des liqueurs spiritueuses

La Chambre se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente de liqueurs spiritueuses.

En comité :

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si ce bill a rapport aux épiceries.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que non.

Il est résolu :

1. Que nul ne vendra ni ne troquera des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées en plus grande quantité que trois gallons ou une douzaine de bouteilles à la fois, sans licence accordée par l'officier du revenu, sous l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Qu'il sera payé à l'officier du revenu, pour chaque telle licence, par la personne qui la prendra, un droit de trente piastres.

3. Que le droit ainsi payé sera versé entre les mains du trésorier et formera partie du fonds de revenu consolidé de cette province.

Résolutions à apporter :

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions. Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Taxe d'école de la cité de Montréal

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la taxe d'école de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Enquired how it was that no reports of the operations of the School Commissioners had been furnished. He spoke of the school extension in Montreal, and the important interest it was becoming, yet the great principle of the responsibility of public officers to the tax-paying public, in rendering an account of their trust, had not been observed. He would like some information. After referring at length to the work of the Commissioners of Montreal, he spoke of the case of the city of Quebec. The city had steadily refused to pay its tax, and now we had a bill introduced to diminish the already diminished quota, which there had been so much trouble in having paid. Why this difference between the two cities? Was the influence of the presence of the Government in Quebec to account for it? Quebec's require-

ments for educational purposes must be proportionately as great as Montreal. He asked the Minister of Public Instruction for information on this point.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'à l'avenir, la Corporation de Montréal paiera pour l'entretien des écoles dans ladite cité, au lieu d'une somme égale à un dixième de centin dans la piastre sur la valeur totale de la propriété foncière imposable pour les fins scolaires, dans ladite cité, une somme égale à un cinquième de centin dans la piastre sur la valeur totale de ladite propriété foncière.

Il dit qu'il ne se croit pas personnellement obligé de répondre à la question posée par le député de Montréal-Centre (M. Holton). Il fait l'historique des difficultés de Québec, détaillant les luttes entre la corporation et les commissaires. La corporation et les commissaires en sont venus à un compromis et s'ils sont tous deux satisfaits de ce compromis, il ne faut pas s'en plaindre. Si Montréal est assez riche pour doubler sa quote-part, il est prêt et heureux de l'entendre. Quant aux rapports dont il a été question, celui des commissaires catholiques est très complet et très bien écrit et renseigne beaucoup. Le bill qui sera présenté prévoit que des rapports complets et exacts soient publiés.

Il parle des nobles monuments d'éducation érigés à Montréal: la nouvelle Académie de commerce, les nouvelles écoles dans l'est et l'ouest de cette ville. Il fait l'éloge de l'accroissement des moyens d'éducation à Montréal. Ayant d'abord hésité à imposer un tel bill au peuple de Montréal, il a été obligé de présenter ces résolutions à cause de l'unanimité de ceux qui les demandaient. Le contraste peu brillant avec Québec est regrettable, et il compte qu'un taux fixe sera payé par la corporation. Les demandes à Québec de toute manière, au lieu de décroître, augmenteront à mesure que la ville deviendra un centre de manufactures; l'accroissement de la population obligera alors les autorités à suivre l'exemple des autres villes et à dépenser davantage pour l'éducation. Quant au compromis auquel on est arrivé, le bill pour le ratifier est devant la Chambre, qui doit maintenant se prononcer. Il loue la libéralité du peuple de Montréal qui a doublé ses octrois à l'éducation.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Expressed his pleasure in the strides which had been made, but he still wished to hold to the great constitutional principle of the responsibility of public officers. He agreed with the Premier as to the advisability of a proviso for the publicity of reports.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that when the educational measure had been passed, it had been as an experiment, but now that the object for which it had been

devised had grown to such magnitude, it would be found in its future expansion that new means of government would have to be adopted. He explained at length the manner in which the difficulties in Quebec had arisen which he regretted very much. In Quebec where there was such a wide difference in numbers between the Catholic and Protestant population under the former system there had been an accumulation of debt to the commissioners for several years, and in the division of this the difficulties arose. It would have been extremely difficult for the city in its financial position to have paid the entire amount, and after judgment had been obtained in Court, following the legal action taken, the compromise they were asked to ratify had been agreed upon. He looked for better days in Quebec, when the city would not be behind others in the matter of education.

La résolution est adoptée. Résolution à rapporter.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Limites à bois

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des limites à bois.

Il informe la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

M.H.-G.JOLY (Lotbinière): Se réjouit de voir le gouvernement se conformer à l'opinion publique au point de présenter un bill pour mettre fin aux abus dont l'existence est reconnue. Avant que l'Orateur ne quitte son fauteuil, il veut rappeler un point dont il a déjà parlé. Comment se fait-il que dans les ventes de limites, il y ait entre l'Ontario et le Québec un écart énorme par lequel nous avons perdu \$1,200,000? On a répondu que la différence découlait de la valeur des terres; il cite les arguments utilisés alors par les députés d'Ottawa (M. E.B. Eddy) et de Pontiac (M. J. Poupore). Mais il a approché les marchands de bois à Québec et autres personnes, et ils l'ont assuré que la différence de valeur des terres a été grandement exagérée. Le député d'Ottawa (M. E.B. Eddy), a alors déclaré que le pin d'Ontario rapportait 35 cents, alors que celui du Québec n'avait jamais rapporté, à sa connaissance, plus de 25 cents.

Il lit alors une déclaration démontrant que pendant l'été, la différence n'était que de 2 cents. Il y a donc ici une flagrante contradiction. Il est regrettable que la Chambre ait été induite en erreur par ceux qu'elle considérait alors comme des autorités.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Replied that he had not made an investigation like the Honorable Member for Lotbinière, but when he made his statements he made them from actual memoranda from sales made during the last ten years, not from a month's sale, but from an average, we had not had the fluctuations of the market which made averages difficult, and computation was therefore easy. What he stated was in good faith, and he could substantiate it by proof. He had found that the average of Ontario pine had been from 80 to 130, Quebec had averaged from 38 to 80. As Quebec had never averaged over 80 feet, while Ontario went from that to 120, the difference was in favor of the higher value of that timber. Mr. Joly admitted that 36 cents had been obtained for Ontario and he thought that the 10 cents difference was an enormous one. Every lumberman knew that the difference in average made the difference in value. He had himself brought down this year as fine a raft as ever floated of Quebec pine, and all he could obtain for it was 27 cents per foot.

The reason was that the average was not as large as Ontario wood, and he could not realize as much. There had been many fine rafts sold, but the highest ever realized was 27 cents. When he came here to speak, it was as a man and as a representative, and he did not need to go back on his words. Mr. Joly had spoken of the Ontario auction sales. When timber averaged over 80 feet, was it not an argument of the more valuable nature of Ontario timber? There was no comparison between Gaspé and Ontario timber. He admitted that in large lots of territory the auction system was advisable, but in the sale of small lots, sold in renewal, it would be found so expensive that it would be unprofitable, and he thought that there should be a discretion allowed the commissioner in the sale of such lots. He thought that he should be allowed to realize the same bonus upon the small lots, by private sale. When he spoke the other evening, he did not appear before the House as a witness. He spoke in defence of the management of the Crown Lands Department, and held that the Commissioner had been unjustly and unwarrantably attacked.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Veut bien reconnaître que le député d'Ottawa (M. E.B. Eddy), était de bonne foi quand il a parlé, mais l'honorable député doit aussi admettre qu'il a exagéré la différence dont il a fait état. Ses propres paroles le prouvent.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Said he would admit nothing of the kind. When he had proven that the large average Ottawa wood had fetched 36 cents, and that fine Quebec lots brought 26 to 27 1/2, he had made out his case, and he wished to know if the Member for Lotbinière was satisfied with the explanations.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se lève...

DES VOIX: A l'ordre! A l'ordre!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète sa déclaration.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Dit que la qualité du bois québécois est égale à celle du bois ontarien. Il félicite le gouvernement de son administration des terres de la couronne, et des occasions qu'il fournit de poursuivre le commerce.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Passe le sujet en revue d'un point de vue politique et économique. Les preuves apportées, quant à la question de revenus, montrent que dans cinq ans les revenus ont plus que doublé. Les rapports du commissaire des Terres de la couronne sont imprimés et les orateurs précédents y trouveront la réponse à leurs arguments. Le gouvernement n'a pas agi sous le poids de menaces, d'accusations ou de sarcasmes provenus de l'autre côté de la Chambre, mais après l'étude des faits et du commerce. Si ces revenus ont doublé depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, c'est à cause d'une gestion judicieuse et impartiale du département. N'ayant pas, dans une situation exceptionnelle, obtenu autant que l'Ontario dans la vente des licences, le gouvernement a été trop facilement blâmé par des gens qui, ignorant les faits, ont cherché à éclairer des personnes mieux renseignées qu'eux. Malgré la prétendue mauvaise administration, les terres de la couronne produisent plus qu'elles ne l'ont jamais fait: ce sont là des faits incontestables. Et c'est dû à une bonne administration du département.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Desired that no misconstruction should be placed upon his statements, because whatever he said he could substantiate. When he spoke the other night, he instituted a comparison between the far west and the far east, and that there was not much difference in the value of Ottawa Valley timber, from either side. The members for Lotbinière and Maskinongé have misunderstood him, and those who were acquainted with the facts of the case must know the influence of large averages upon value.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that Mr. Eddy had failed to substantiate the extraordinary statement made by him the other night. It had always been his experience to find gentlemen of the lumber trade in the House, in many years supporters of the Government of the day, and friends of the Commissioners, and intimated that they were so because it was their interest. He thought that gentlemen of this class should be more modest, and not so eager to rush to the defense of the Government in whose good graces they found it pleasant to revolve.

M. J. POUPORE (Pontiac): Said that as he

had not been in the House when the discussion commenced, he wished to know where was the evidence to prove that the statements made by the Member for Ottawa were incorrect.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète la déclaration faite au début de la discussion.

M. J. POUPORE (Pontiac): Said that the statement was an incorrect one, and proceeded to verify the figures given by the Member for Ottawa.

M. P. LARUE (Portneuf): Dit que la déclaration doit être inexacte. Il soumettra volontiers cette question aux marchands de la basse-ville, et la preuve sera vite donnée.

DES VOIX: Comité! Comité!

M. LARUE (Portneuf): La différence entre le bois de l'ouest de l'Ontario et celui du Québec n'a pas été exagérée. Le climat y favorise la croissance de pins plus grands et plus payants.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Replied to Mr Holton, repudiating his insinuations of servility to the Government. As representative of Ottawa he was the most independent man in the House. He had to thank the Government for no favors, and he wanted none. The Member for Montreal-Centre could not plan the schoolmaster over him. With the parliamentary experience of that gentleman, it was ungenerous of him to attack young members of the House. Now and then, however, young students taught old schoolmasters lessons worth remembering:

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Critique la destruction massive de nos forêts. Les États-Unis et les pays d'Europe regrettent amèrement leur négligence. Pour le pays, c'est une question importante de pourvoir au reboisement des forêts abattues

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande ce qu'entend faire le gouvernement vis-à-vis de certaines compagnies qui, à grande échelle, s'introduisent sur les terres de la couronne sans autorisation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement traitera très sévèrement tous ceux qui s'introduisent sans autorisation sur ces terres.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que les accusations portées contre MM. Hamilton et frères sont sans fondement.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose:

1. Qu'à l'avenir, toutes limites à bois comprises dans le territoire vacant de la couronne, appartenant à cette province, seront vendues publiquement à l'enchère.

2. Que ces ventes, présidées par un officier du département des Terres de la couronne, ou toute autre personne ayant reçu instruction du commissaire des Terres à cet effet, auront lieu tous les ans, à l'endroit et de la manière précisés dans l'avis qui en sera donné dans la Gazette officielle, lequel sera publié au moins deux mois antérieurement à la date de la vente.

3. Que cet avis contiendra une description des limites à vendre, leur situation et la mise à prix qui sera fixée pour chacune d'elles; et qu'il sera aussi déposé au département des Terres ou au bureau de l'agent des bois, pour la localité où cette vente devra avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées lesdites limites et celles avoisinantes; ce plan demeurant sujet à l'examen du public durant tout le temps qui s'écoulera entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente.

4. Du premier février mil huit cent soixante-treize, tout colon de bonne foi ayant acheté de la couronne un ou plusieurs lots propres à la culture, n'excédant point toutefois deux cents acres en superficie, ayant payé, lui ou ses auteurs, au moins deux versements sur le prix d'achat de ces terres, étant résidant depuis au moins six mois sur lesdits lots et y ayant rempli ou étant à remplir bona fide les conditions d'établissement requises pour l'obtention d'un titre complet de propriété, pourra obtenir du commissaire des Terres de la couronne un permis d'exploitation pour tous les bois croissant sur lesdits lots.

5. Que tous les montants payés pour droits de coupe de bois, sous l'autorisation de ces permis, seront mis au crédit des lots pour lesquels ils ont été donnés, jusqu'à leur paiement complet, mais que tous surplus n'excédant point le prix d'achat joint aux intérêts appartiendra à la couronne.

6. Que tous les règlements concernant l'exploitation des sucreries sur les terres de la couronne sont abrogés, et qu'à dater du premier février prochain, le commissaire des Terres pourra disposer de ces lots, propres seulement à ladite exploitation, sans obliger les acquéreurs à y remplir les conditions d'établissement. Que ces ventes, lesquelles, en aucun cas, ne pourront comprendre plus de deux cents acres chacune, devront se faire d'après une évaluation spéciale déterminée par les agents, après inspection faite, et à un prix ne pouvant être moindre que trente centins et ne devant pas excéder une piastre par acre.

Adoptés.

Résolutions à apporter:

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Réserves de terres pour le culte religieux

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier certaines résolutions proposées concernant la réserve d'une partie de terres à la disposition de la couronne pour l'entretien du culte religieux.

Il informe la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): S'oppose vigoureusement à cette mesure; il dit que le principe même en est mauvais.

M. T. FOURNIER (Montmagny): S'oppose aussi au principe même du bill
En comité:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose:

1. Qu'il est expédient que, en addition aux fins pour lesquelles le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à mettre à part et à approprier les terres de la couronne, en vertu de la quatorzième section de l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre onze, ledit lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à mettre à part et approprier telles terres de la couronne qu'il jugera convenable pour devenir un lieu de culte public, c'est-à-dire un lieu sur lequel on pourra construire une église, chapelle ou convertir en cimetière.

2. Que chaque fois que, sous l'autorité de la vingtième section de cet acte, le commissaire des terres de la couronne révoquera aucune vente, permis d'occupation, tenure par bail ou licence, une telle révocation constituera une confiscation pleine et entière de toutes sommes de deniers payées pour l'achat, la concession, l'occupation ou la tenure par bail, ou pour paiement en entier ou en partie, ou pour toutes dépenses ou améliorations faites; mais ledit

commissaire pourra, en tout temps, accorder toute compensation ou indemnité qu'il croira être juste et équitable. Adopté.

Résolutions à rapporter;

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Dépôts judiciaires

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Fait rapport du bill pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres", et les amendements sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté. Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (l'honorable P.J.O. Chauveau), que le bill soit amendé.

Adopté. Le bill passe avec l'amendement. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que les ordres du gouvernement aient préséance chaque jour jusqu'à la fin de la session. Adopté.

La Chambre s'ajourne à onze heures et quart.

Séance du 18 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Rapports divers

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de la Compagnie du chemin à barrières de l'Isle-Jésus, et de la Société historique de Montréal, toutes deux pour l'année 1872. (Documents de la session no 5).

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Des commissaires d'écoles catholiques romains de Québec; demandant la passation d'un acte confirmant un certain compromis entre lesdits commissaires et la Corporation de la cité de Québec.

De L.-A. Jette et autres, de la cité de Montréal; demandant l'abrogation de l'acte 24 Victoria, chapitre 24, concernant la vaccine.

De C.-H.-V. Huot et autres, de la paroisse de Beloeil, de Nazaire Lecours et autres, de la paroisse de Saint-Antoine, de Louis Brunelle et autres, de la paroisse de Varennes, du révérend J.-M. Chevigny et autres, de la paroisse de Contrecoeur, et de E.-E. Chagnon et autres, de la paroisse de Verchères, toutes du comté de Verchères; demandant respectivement que le bill pour diviser le comté de Verchères en deux divisions d'enregistrement, ne devienne pas loi.

Deux pétitions de la municipalité du township de Shenley, comté de Beauce; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités :

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de présenter, avec son quatrième rapport, le rapport marqué "B" de son sous-comité, et le recommande à votre considération.

Votre comité recommande qu'un comité, composé des honorables MM. Ferrier, Beaudry,

Robertson et de MM. Marchand et Gérin, soit nommé pour préparer un projet de contrat pour les impressions et la reliure, à être exécutées à Québec, des documents de la Législature, savoir: procès-verbaux de l'honorable Conseil législatif, bills, journaux des deux Chambres, documents de la session, statuts, Gazette officielle.

Que ce sous-comité reçoive instruction d'accepter la plus basse soumission avec des cautions suffisantes.

Que les conditions de tel projet de contrat, les prix exceptés, soient soumises au comité conjoint sur les impressions et mises devant les Chambres, afin d'autoriser le sous-comité à faire tel contrat, après que des avis demandant des soumissions aient été publiés.

B

Votre sous-comité a l'honneur de vous faire rapport:

Qu'il a examiné les sept documents suivants, et recommande qu'ils ne soient pas imprimés, savoir:

No 5 — Etat des affaires des institutions de bienfaisance et de charité.

No 6 — Rapports municipaux, etc.

No 16 — Correspondance échangée entre le gouvernement et les Frères de Saint-Vincent-de-Paul, relativement à la réforme des jeunes délinquants.

No 26 — Copie des plaidoiries, jugements et factums concernant les enquêtes dans les causes de la cour Supérieure du district des Trois-Rivières, G.-A. Gouin et J. Dubord, etc.

No 27 — Réponse à une adresse: Sommes appropriées, cette année, pour les chemins de colonisation dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, indiquant le montant qui a été dépensé sur ces appropriations, etc.

No 28 — Réponse à une adresse: Etat de toutes les terres reprises dans les cantons de Elberton, Ditton et Marston, dans le comté de Compton.

No 29 — Réponse à une adresse: Copie de la requête de messieurs les curés de Dorchester, Beauce, Montmagny, etc., relativement à un projet de colonisation dans la province de Québec, etc.

Votre sous-comité recommande: Que la réponse à une adresse (Document no 30) "Agents et autres employés nommés au bureau d'immigration depuis le premier janvier 1871, etc." soit imprimée pour l'usage des députés et comme document de la session.

Votre sous-comité recommande encore: Que l'impression du rapport de l'honorable commissaire des Terres de la couronne, document no 2, et les estimés et états, document no 13, faite par l'ordre de l'honorable trésorier, et l'autre par l'ordre de l'honorable commissaire des Terres de la couronne, soient imprimés.

Votre sous-comité recommande aussi, au sujet des avis à faire publier dans les journaux:

Que le tarif de huit centins par ligne pour la première insertion, et deux centins par ligne pour les insertions subséquentes, caractère mignon ou non pareil, est considéré comme suffisamment rémunérateur; qu'il soit suivi à l'avenir par les officiers des deux Chambres et que rien de plus ne soit payé pour cette fin.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Soulanges (M. R.S. de Beaujeu), que, pendant le reste de la session, les bills rapportés du comité permanent des bills privés soient placés sur les ordres le même jour qu'ils auront été rapportés, afin qu'ils puissent y être considérés en comité de toute la Chambre.

Adopté.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender la 20e Victoria, chapitre 129, intitulé: "Acte pour faire des dispositions plus amples pour l'incorporation de la ville des Trois-Rivières".

Bill pour amender l'Acte d'incorporation de la ville de Lévis.

Bill pour amender l'Acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'Acte d'incorporation de la ville de Sorel.

Bill pour incorporer la Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie.

Votre comité a aussi examiné le bill pour changer le nom de la paroisse de Saint-Urbain-de-Windsor, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la cour Supérieure en révision.

Il dit que ce bill est présenté à la demande des juges et, d'après ce qu'il a pu voir, avec le consentement de la Chambre.

Son objet est de limiter la juridiction de la cour de Révision aux causes d'une certaine catégorie. Dans tous les cas, l'appel sera final, à moins que le défendeur notifie le demandeur qu'il n'est pas satisfait du jugement rendu dans la petite cour.

Accordé.

Acte 33 Victoria, chapitre 32

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 32", étant lu:

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que ledit bill soit de nouveau

renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill, et en fait rapport avec de nouveaux amendements.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé le bill avec plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

Vente des liqueurs spiritueuses

La Chambre reçoit le rapport du comité formé pour étudier les résolutions concernant la vente des liqueurs spiritueuses.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre concoure avec le comité dans lesdites résolutions:

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): C'est la première fois que le gouvernement local essaie d'imposer une taxe au commerce de gros. Dans le comité général, j'ai dit ce que je pense de cette mesure et la Chambre a pareillement exprimé son opinion. L'honorable trésorier nous a déclaré que cette augmentation d'impôts n'est pas absolument nécessaire et qu'il ne l'introduit que pour habituer une partie de la population à la taxe directe que nous serons forcés d'imposer dans un temps prochain. Cet impôt, suivant l'honorable trésorier, est conforme à l'esprit, sinon à la lettre de la constitution qui assigne au gouvernement fédéral le soin et le privilège de réglementer le commerce.

Je ne partage pas cette manière de voir et je crois que cette mesure, outre qu'elle est inopportune, n'est pas conforme à la constitution. Elle me paraît aussi vexatoire et c'est pour toutes ces raisons que je m'oppose à son adoption et que je demande à la Chambre d'endosser ma manière de voir en votant contre ces résolutions. La Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, LaRocque, LaRue, Laurier, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailoux, Malhiot, Méthot, Oumet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Rhéaume, Robert, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer et Sylvestre.⁴²

Contre: Bachand, Bellingham, Cassidy, Daigle, de Beaujeu, Fournier, Hearn, Holton, Joly, Laberge, LaFontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Pözer et Tremblay, 16

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'Acte des licences de Québec.

Accordé.

Taxe des écoles de la cité de Montréal

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Fait rapport que le comité de toute la Chambre chargé de prendre en considération certaine résolution concernant la taxe des écoles de la cité de Montréal a adopté cette résolution.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre concoure avec ledit comité dans ladite résolution.

La Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant la taxe des écoles dans la cité de Montréal.

Accordé.

Limites à bois

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait rapport que le comité de toute la Chambre chargé de prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des limites à bois a passé plusieurs résolutions.

Les résolutions étant lues une deuxième fois sont adoptées.

Réserve de terres pour le culte religieux

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait rapport que le comité de toute la Chambre chargé de prendre en considération certaines résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition du gouvernement pour l'entretien du culte religieux a passé deux résolutions.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), la deuxième lecture desdites résolutions.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Je suppose que l'intention du gouvernement est d'accorder le même avantage à toutes les dénominations religieuses et de ne réserver que les terrains nécessaires soit à l'entretien des ministres, soit à l'érection des maisons de culte, sans créer une dotation permanente. Il y a dans ces résolutions deux

caractères bien distincts et sur lesquels j'attire spécialement l'attention de cette Chambre afin qu'on ne donne pas aux ministres du culte les pouvoirs extraordinaires que semble leur conférer la première résolution.

Il me semble que ces octrois aux ministres, ou plutôt aux cultes religieux, ne devraient pas excéder ce que nécessite l'entretien de chaque ministre, c'est-à-dire qu'on devrait permettre aux ministres des diverses dénominations religieuses d'occuper ces terrains et il me semble que sous ces rapports les privilèges conférés par la loi actuellement en vigueur sont tout à fait suffisants. On sait que, dans la plupart des nouveaux établissements, on est porté à se fixer aux environs de l'église et cette tendance, ou plutôt le fait qu'on s'établit ainsi autour de l'église donne aux terres octroyées pour l'entretien du culte une augmentation de prix qui en fait une dot de grande valeur, et si on adopte le principe consacré par ces résolutions, on s'expose à voir renouveler les troubles et les difficultés occasionnés jadis par les réserves du clergé. Je crois donc que le gouvernement devrait se contenter de continuer la loi actuellement en force.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je suis étonné du caractère arbitraire de la résolution. Le gouvernement manifeste publiquement le désir de favoriser l'immigration, de venir en aide aux colons. Alors, il doit empêcher que ces colons deviennent victimes d'une loi arbitraire qui leur enlève le terrain qu'ils ont cultivé à la sueur de leur front. L'année dernière, j'ai signalé à la Chambre cette politique de patronage, cette politique d'oppression qui fait que l'on enlève au colon le produit de son travail, et les déboursés qu'il a faits, pour une simple négligence. Je citerai entre autres le fait que l'on a dépossédé de la manière la plus injuste un M. Poupore qui s'était abstenu de voter dans le comté de Montmagny. Lorsqu'on s'est enquis de la raison qui avait motivé pareil acte de la part du gouvernement, on a répondu que M. Poupore avait été dépossédé de ses biens pour la raison qu'il s'était montré impoli envers les agents du commissaire des Terres de la Couronne. L'honorable député de Montmagny donne alors une liste des colons, avec l'état des terres qu'ils occupaient et qu'on leur avait concédées en vertu de permis d'occupation, depuis le 15 avril jusqu'au 3 novembre de l'année dernière, qui ont été dépossédés de leurs lopins de terre défrichés, en friche ou en culture.

Cette liste ne comprend exclusivement que les colons; elle ne mentionne pas du tout les spéculateurs.

Comme je l'ai fait remarquer, des colons sont dépossédés de leurs biens sur de simples faits de négligence, et c'est la loi que l'on veut. Cette loi est trop sévère, trop barbare. L'acte de simple négligence est maintenant puni comme le crime. Cet acte entraîne avec lui la peine de confiscation. Cette peine qui a été abolie en

matière criminelle, on la ressuscite en matière civile. La cour de Révision par un vote unanime et la cour d'Appel, sur division, (un seul des honorables juges votant contre) ont désavoué tour à tour cette loi.

Le commissaire des Terres de la couronne, s'arrogeant le droit d'annuler un permis d'occupation sur un morceau de terrain sans délai et sans avis préalable, cela constitue un fait des plus iniques. Maintenant, non seulement on donne ce pouvoir au commissaire, mais aussi l'on veut en investir son assistant. Tout cela crée un état complet d'incertitude pour les colons; c'est qu'ils ignorent, les malheureux, si l'an suivant ils seront encore en possession du morceau de terre qu'ils ont acheté; si une élection arrive, un intrigant politique, ami du gouvernement, réussit à les en faire déposséder à son avantage. Ce pouvoir donné au commissaire a été exercé avec une grande rigueur dans le comté de Montmagny. La loi semble n'avoir pas d'autre but que de légaliser et régulariser la spoliation.

Avant 1868, la loi ne mettait nullement la négligence dans le paiement de redevances, les prix d'achat ou l'exécution de certaines conditions, au rang d'actes entraînant la confiscation de la propriété; elle ne mentionnait que les cas de fraude, abus ou violations de conditions.

On me fera remarquer que le gouvernement a donné 100,000 acres de terre gratuitement dans toutes les parties du pays, pour l'établissement des colons. Pour être réparti par tout le pays, ces octrois gratuits de terre n'ont pas eu de résultat appréciable, car les terres se trouvent placées dans des endroits peu favorables à la colonisation et très éloignés de grandes artères de communication avec les grands centres. Un autre reproche que j'aurai à faire au gouvernement, c'est qu'il n'exerce pas son droit de poursuite dans les cas d'arrérages. Le colon aurait peut-être la chance de voir sa propriété achetée par un ami pour lui rendre le service de l'enlever des mains du gouvernement; sinon, il aurait des frais, mais cela serait moins onéreux et moins pénible pour le défendeur que le fait d'être dépouillé de ses biens.

Je propose donc l'amendement suivant:

Que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre pour en retrancher la seconde résolution et y insérer la suivante à la place":

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune, des conditions de la vente, octroi, location ou bail ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des Terres de la couronne pourra

s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de ladite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne d'inclure dans une même pétition la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre", soient mis à la place.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that he concurred in the Government resolutions as proper and advisable. As to Mr. Fournier's philippic against the Crown Lands management, he believed that the colon of late received every indulgence. The history of the country showed that he had been taken up and patted on the back at every step, and each year his burdens were being made lighter. His payments had been reduced from one dollar to twenty cents an acre, and now this price was complained of as exorbitant. The House and not the commissioner was responsible for the present Crown Lands policy. The people he sympathized with were those whose land had been seized for school taxes. They were the parties who deserved pity. On the whole he was disinclined to believe that the case of the colon was so terribly hard after all, and honorable members in so fiercely blaming the Commissioner of Crown Lands, were to blame, the House also, who had passed the laws which had been given into his hands for execution. He must dissent from the arguments which had been used by the Honourable Member for Montmagny (M. T. Fournier), believing that the Commissioner had acted with impartiality, and in the end of administered the affairs of the country so as to produce the greatest good.

M. F. CASSIDY (Montréal-Est): Est d'avis, tout en concourant dans la votation d'octrois de terre en faveur du culte religieux, que la loi qui met ainsi le colon à la merci du commissaire des Terres de la couronne, est une loi qui ne devrait être sanctionnée ni par la Chambre ni par le gouvernement. On a qualifié cette législation arbitraire de spoliation légalisée. Il serait, à son avis, bien difficile d'appeler cela autrement. Dans les vieilles sociétés, jamais pareil principe n'a été proclamé. On fait pour le colon au sujet d'arrérages ce que l'on fait pour le débiteur

particulier; on va le trouver cent fois et si, au bout de ce nombre de visites, il est toujours aussi intraitable, eh bien! alors on le notifie que l'on aura recours à la justice pour obtenir ce qui est dû, légitimement dû. Pourquoi ne fait-on pas ce que l'on a coutume de faire dans les ventes des terres pour taxes municipales, on donne alors un répit de un an ou deux ans. En France, dans l'ancien droit, ce principe, fruit de la civilisation, était reconnu.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Mais alors qui paiera les frais de la poursuite?

M. F. CASSIDY (Montréal-Est): Je suis d'opinion, monsieur l'Orateur, que, devant une question d'équité, la question de frais doit céder le pas.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Se déclare en faveur de la première résolution et contre la seconde.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): S'informe si le gouvernement est disposé à faire des octrois gratuits de terre indifféremment en faveur des religions de toutes les dénominations.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que, si le gouvernement y est obligé, il n'y aura pas assez de terres pour toutes. Il demande la suspension des résolutions pour arriver au meilleur moyen d'améliorer la loi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Regrette de voir la première résolution suivie d'une autre aussi barbare, par laquelle le commissaire des Terres de la couronne se trouve autorisé à confisquer une propriété, des biens-fonds, et cela sans avis ni délai, pour la simple négligence de paiement d'arrérages. Pareille loi ne devrait jamais être sanctionnée par un gouvernement qui se flatte d'encourager la colonisation du pays par tous les moyens en son pouvoir.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): S'oppose à ce que l'on donne des pouvoirs plus grands à l'honorable commissaire des Terres et surtout à ce que l'on donne ces pouvoirs à l'assistant-commissaire qui n'est pas responsable à la Chambre. Il ne peut croire que la Chambre sanctionnera la mesure présentée par le gouvernement: par cette mesure, la moitié de la population des comtés qu'il représente serait à la merci d'un seul homme.

A la suite des grands malheurs qui ont réduit à une extrême misère le comté de Chicoutimi, le gouvernement, cédant à ses pressantes sollicitations, a accordé un délai pour le paiement des terres des colons de ce comté. Mais dans le temps même où le gouvernement demande à la Chambre de ratifier le prêt qu'il leur a fait ce printemps, dans un temps où ils sont incapables

de rencontrer le paiement de ce prêt, le gouvernement exige par l'entremise de son agent à Chicoutimi le paiement de leurs terres. M. Tremblay donne lecture d'une lettre de menaces de poursuite ou confiscation écrite à un colon en date du 4 novembre dernier. Est-ce ainsi que l'on croit pouvoir favoriser la colonisation? Pourquoi inspirer de semblables craintes à des colons que l'on sait être incapables de payer? Leur misère est assez grande sans y ajouter des menaces propres à leur faire perdre entièrement courage. Le premier ministre aurait promis lors de la dernière session d'examiner la question des arrérages; il n'a pas encore donné de réponse.

Le règlement imposant une rente de \$2.50 par année sur les terres occupées, a été mis en force le 1^{er} décembre 1862, et l'on a fait payer des rentes à compter de 1855-1856.

M. Tremblay cite les noms de colons auxquels on a ainsi fait payer des rentes que certainement, en vertu de ce règlement, ils ne doivent pas. Pourquoi le gouvernement de Québec n'imiterait-il pas le gouvernement du Nouveau-Brunswick qui accorde à chaque colon qui a ouvert un bon chemin de front sur son lot un titre de propriété? Si l'on veut sincèrement le succès de la colonisation, on doit pouvoir faire dans la province de Québec ce que l'on fait dans le Nouveau-Brunswick. En parcourant les comptes publics et le rapport du commissaire, les honorables députés peuvent se convaincre avec quelle libéralité on agit à l'égard des immigrants qui nous viennent de l'étranger. Dans le canton du Suffolk, dans le comté d'Ottawa, huit familles belges ont reçu des secours consistant en grains de semences, provisions, etc., etc., pour un montant de \$533; de plus, le gouvernement a fait ouvrir pour ces huit familles un chemin qui a coûté \$1,998, de sorte que chaque famille a reçu près de \$300 pour l'aider au début de ses opérations de défrichement. Nos colons canadiens n'en demandent pas autant. Le moins qu'on doive leur accorder, c'est une remise d'arrérages dans bien des cas et un délai suffisant pour le paiement de ce que l'on a droit d'exiger d'eux.

Quant aux comtés de Chicoutimi et Saguenay, il a raison de faire observer que le gouvernement a déjà reçu le paiement des terres par les droits perçus sur les bois vendus aux commerçants de bois. Dans le bill soumis à la considération de la Chambre pour la vente des bois, le gouvernement a introduit une clause par laquelle le colon peut payer sa terre au moyen des droits de coupe que le commerçant dans les limites duquel se trouve inclus ce lot paie au gouvernement. Le gouvernement doit donner l'avantage d'un semblable privilège aux colons qui ont acheté, il y a plusieurs années, les lots qu'ils occupent et sur lesquels les commerçants de bois ont pris des bois d'une grande valeur et pour lesquels ils ont payé au gouvernement des sommes d'argent bien au-dessus du prix de vente de ces lots.

Il croit devoir répéter ce qu'il a déjà dit dans

une autre circonstance au sujet des octrois gratuits. Le gouvernement peut en faire seulement sur les chemins de colonisation, c'est-à-dire là où ces lots ont une plus grande valeur que ceux situés dans les rangs où le gouvernement n'a point fait de dépenses, mais où les dépenses d'ouverture de chemins ont été faites par les colons eux-mêmes. Ces chemins ne sont pas moins chemins de colonisation que ceux ouverts aux frais de la province. Relativement aux droits de confiscation des propriétés et des sommes d'argent payées sur ces propriétés, droits que la mesure actuellement soumise à la Chambre donne au commissaire et dont il peut user d'une manière sommaire, il lui semble que ce serait exposer les colons à de grandes injustices que de les accorder. Les pouvoirs de l'honorable commissaire sont déjà plus que suffisants; il est du devoir des députés d'assurer aux colons toute la protection possible, et il espère que cette protection ne leur sera pas refusée.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Nous avons le renseignement suivant venant du département des Terres de la couronne. L'honorable commissaire a dû déposséder de leurs biens cinquante individus qui ne voulaient pas se soumettre aux règlements du département des Terres de la Couronne. De plus, il y a dans le comté de Montmagny neuf cents individus qui ont des arrérages et refusent constamment d'obéir aux susdits règlements.

L'attaque portée par l'honorable député de Montmagny (M. T. Fournier) contre l'honorable commissaire est injuste.

Il défend l'administrateur et l'administration

des terres de la Couronne contre les soupçons injurieux qu'on veut soulever à leur endroit. Il dit que l'honorable commissaire pour avoir, pendant qu'il représentait la division électorale de Montmagny, essayé de faire payer les arrérages dus par les colons et accomplir ainsi son devoir, a vu ses avis et ses ordres méprisés.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Contre ses adversaires seulement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): D'ailleurs, la loi n'implique qu'une promesse de vente, un permis d'occupation. Quant au système de poursuite que préconise l'honorable député de Montmagny (M. T. Fournier), il est absurde. Il ne servirait à rien, rien qu'à faire vivre une foule d'avocats. Le système serait ruineux et pour le colon et pour le gouvernement, car chacune de ces poursuites est sujette à toutes les vicissitudes d'un procès.

Voilà, en somme, ce que sont les flagrantes injustices dont se plaint l'honorable député de Montmagny (M. T. Fournier), à qui il reproche de ne faire de la politique qu'au point de vue exclusif des comtés qu'il représente.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Approved of the measure for granting lands for Church purposes. He urged greater severity against those parties who were in the habit of taking lands, paying a trifle upon them, robbing them of their timber, and defrauding the Province of its revenue.

Etant six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, et pour ratifier certains arrangements faits entre ladite compagnie et celle du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est, et pour d'autres fins.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. GILL (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'est et de Kennébec

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'est et Kennébec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de Lachine

M. N. LeCAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la ville de Lachine.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. LeCAVALIER (Jacques-Cartier): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Orphelinat de Sorel

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Orphelinat de Sorel.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Chef-lieu du comté d'Ottawa

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer le chef-lieu du comté d'Ottawa pour les fins municipales et d'enregistrement d'Aylmer à Hull.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du gaz de Montréal

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les statuts 12 Vict., chap. 183 et l'acte 23, chap. 125, concernant l'incorporation de la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés, et la règle de cette Chambre, qui a rapport aux deux jours d'affichage des bills, est suspendue à l'égard de ce bill.

District judiciaire de Montmagny

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny pour l'annexer à celui de Québec", sont, selon l'ordre du jour, lus une seconde fois; et, la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le Conseil législatif dans lesdits amendements.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande que la Chambre ne donne pas son concours à ces amendements.

La Chambre se divise et la question est résolue dans la négative.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Holton, M. Joly et M. Pelletier (Bellechasse), pour

préparer les raisons à offrir au Conseil législatif à une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans lesdits amendements.
Adopté.

M. P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil législatif à une conférence, pour lesquelles cette Chambre n'a pas concouru dans les amendements faits par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny pour l'annexer à celui de Québec", a préparé une raison en conséquence, laquelle est lue comme suit:

"Parce qu'il n'est pas dans l'intérêt d'une seule paroisse, mais de tout le comté de Bellechasse d'être annexé au district judiciaire de la cité de Québec, où sont transigées et faites journellement toutes les affaires publiques et privées des habitants dudit comté de Bellechasse, et que la distance à parcourir pour aller à Montmagny, pour une grande partie du comté, est bien plus grande que celle qu'ils ont pour venir à Québec."

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose que ladite raison soit lue une seconde fois et adoptée.

Adopté.

Il est résolu qu'une conférence avec le Conseil législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour détacher le comté de Bellechasse du district de Montmagny et l'annexer à celui de Québec".

Il est ordonné que l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Holton, M. Joly et M. Pelletier (Bellechasse), se rendent au Conseil législatif et demandent ladite conférence.

Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, se forme en comité pour étudier le bill pour amender les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement et, la question étant mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le député de Nicolet (M. F.-X.-O. Méthot), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender comme suit: Page 2, section 2, après les mots "pour permettre audit conseil", insérez les mots: "après qu'il y aura été autorisé par règlement voté par la majorité des contribuables dûment inscrits sur le rôle" soient mis à la place.

Il dit qu'on n'a pas averti les contribuables que, si ce bill est passé, ils seront obligés de payer \$32,000 pour construire un pont sur le Saint-Maurice, puisque ce pont a déjà coûté \$87,000, sans en avoir été notifiés d'une manière satisfaisante. Il est tellement vrai que les contribuables des Trois-Rivières n'ont pas été avertis qu'en recevant une copie du bill que je leur ai envoyée, quelques-uns sont venus ici et ont déclaré qu'ils sont complètement opposés à l'adoption de cette mesure. L'amendement qu'il propose exigera le vote des propriétaires des Trois-Rivières avant l'émission des débentures pour \$32,000. Il dit que le maire et le conseil ont demandé sans avertir ou s'être assuré le consentement ou le support des propriétaires cette somme énorme dans le but de construire un pont sur le Saint-Maurice, des Trois-Rivières au Cap-de-la-Madeleine. Il faut, auparavant, connaître la volonté des propriétaires. Il serait injuste et irrégulier d'accorder une émission de débentures et permettre une augmentation des dettes de la ville, en la manière proposée.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Explique pourquoi il est désirable d'émettre des bons pour l'achat et la reconstruction du pont sur le Saint-Maurice. Il rappelle les efforts passés faits à cette fin. Il défend la clause en question et ne voit pas quel inconvénient peut en résulter. Ce projet n'a rencontré que peu d'opposition. On ne demande pas de sanctionner l'émission des bons, mais simplement d'avoir le droit d'en agir ainsi. L'émission ne peut avoir lieu sans l'assentiment des citoyens qui désirent cette amélioration.

Il propose que l'amendement soit rejeté.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Appuie l'amendement.

Et des débats s'ensuivent.

Il est ordonné que les débats soient ajournés.

Réserve de terres pour le culte religieux

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui, à la question: Que les résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la Couronne, pour l'entretien du culte religieux, soient maintenant lues une seconde fois.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposé;

M. P. FORTIN (Gaspé): La Chambre s'entend sur la première résolution, mais la deuxième affecte la colonisation et soulève une question importante pour la Chambre et pour le pays. La colonisation est plus que le don de terres au peuple, c'est dans un sens plus général le peuplement, le labourage et l'occupation permanente des terres. Il est souvent arrivé que des gens ont reçu des terres qu'ils ont gardées inutilement pendant des années, empêchant ainsi d'autres personnes de les exploiter. Un des grands obstacles à la colonisation, c'est que, par un abus du système seigneurial dans les extrémités du pays, des spéculateurs ont accaparé des terres et obligent les colons à s'installer ailleurs.

S'il veut obliger les colons à améliorer les terres qu'ils reçoivent, le gouvernement devra aussi exiger des grands propriétaires qu'ils améliorent les terres et se conforment aux conditions des ventes de terre.

Quant aux terres de la couronne, il n'a pas de plainte contre la politique du gouvernement ni contre la façon dont les règlements ont été imposés. Devenu député de Gaspé, il a pu constater que plusieurs gens ont accaparé des terres de la façon expliquée et qui, après avoir payé le premier versement, ont gardé pendant cinq ans et plus ces terres, pour spéculation. Après des démarches auprès du gouvernement, il a obtenu une réforme.

Il ne pense pas que les pouvoirs accordés au commissaire par le trésorier, soient trop étendus. Dans le passé, on a agi avec jugement et discernement, et les commissaires se sont montrés indulgents envers les colons. Il ne connaît pas de cas où un colon disposé à payer ses dettes ait dû souffrir de sévérité; mais quand, par entêtement, il refuse de payer ses dettes, il faut appliquer les règlements.

A l'amendement du député de Montmagny (M. T. Fournier), il reproche d'être coûteux et peu efficace. Il s'oppose à l'occupation de la terre par des faux colons et des spéculateurs, qui sont seuls inquiétés par le département. Si le gouvernement ne jouit pas à sa discrétion du pouvoir nécessaire pour faire respecter à chacun les conditions de vente, il vaudrait mieux, alors, abandonner tout projet de colonisation! Au contraire, il faut faire mieux respecter les conditions de vente.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répète qu'il aimerait ajourner ce débat.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Lit un paragraphe d'un statut des Etats-Unis et dit que si le gouvernement appliquait ce système à cette province, ce serait une bénédiction pour le peuple.

Jamais nous ne coloniserons, si nous n'imitons pas les Américains en accordant gratuitement des terres aux colons. Là, toutes les terres qui ne sont pas réservées pour les écoles ou les chemins de fer sont données gratuitement aux colons qui, après cinq ans, en sont les propriétaires légaux. Ils attirent ainsi des centaines de milliers d'immigrants chaque année. Ici, les spéculateurs s'emparent de nos forêts et les gardent sans les défricher jusqu'à ce qu'elles aient augmenté en valeur.

Il croit que cette loi est préjudiciable au colon, mais malgré l'imperfection qui existe dans le statut, il ne pense pas que le commissaire soit responsable, car tout homme est sujet à se tromper.

Il ne croit pas qu'on doive enlever au commissaire les pouvoirs dont il jouit, ni supprimer l'institution des recours légaux.

Mais il veut proposer un amendement.

Il propose, appuyé par le député de Brome (M. W.W. Lynch), sous forme d'amendement audit amendement, que les mots:

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des Terres de la couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée, et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de ladite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne d'inclure dans une même pétition la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par

son dit titre," soient retranchés, et que les mots, "aucun permis de location ne sera révoqué par le commissaire des Terres de la couronne à moins qu'avis n'ait été au préalable donné au concessionnaire de montrer cause sous un mois pourquoi tel permis ne serait pas révoqué. Cet avis devra être signifié au concessionnaire, et, s'il est absent de la province, devra être publié dans les deux langues, deux fois, dans la Gazette officielle", soient mis à la place.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Did not think that this amendment would cover the case. He gave the case of those who, in their service of lumberers, who went into the centre of limits, and there went through the first form of logging, not for the purpose of colonizing, but for plumbing the pine, and in so doing burning over hundreds and thousands of acres of land. These people were beyond the reach of the law, and the amendment did not meet the case, and he overlooked the fact that the House had made the law by which the Crown Land Commissioner had been ordered to perform certain duties, to sell at a low rate and execute the provisions of this law. The settler in taking the lands got good advice, and if he did not fulfil his obligations he had to suffer. It was the men who merely went into land to make shingles in swamps, they were the men who took the lots under pretence of being settlers, who having got all they wanted went away and then, the Government had in self defence to resume the lands. In reply to the remarks of the Member for Arthabaska, he described the system of land distribution in the United States, and the operation of "jumping" claims on the lines of railways. Wherever there was an eligible spot, it would be found that the jumper had gone ahead of the immigrants and "jumped the claims". In no instance to his knowledge were claims to be had for nothing in the States. Possibly in the territories the grants were free, but in the States, the public lands were in the ownership of the States Government.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond à l'honorable député de Gaspé (M. P. Fortin) au sujet des grands propriétaires et commente les propos du député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet) au sujet de l'acte auquel il s'est reporté dans les statuts refondus. Il condamne la politique passée et présente du gouvernement dans l'administration des Terres de la couronne.

M. P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que les débats soient ajournés.

Adopté.

Loi électorale

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Qué-

bec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): La majorité de la Chambre semble penser qu'on devrait remettre à la prochaine session la discussion de ce bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement devra alors accepter la responsabilité d'avoir remis à plus tard deux mesures impliquées dans les discours du trône, s'il accepte ce délai. Ces lois sont si importantes qu'on ne pourrait les retarder sans causer quelque tort.

Adopté.

La Chambre se forme en comité.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Elections contestées

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour pouvoir à la décision des élections contestées par les juges et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le rapport soit reçu à la prochaine séance.

Conseil de la reine

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant la nomination du conseil de la reine.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le rapport soit reçu à la prochaine séance.

Registres de l'état civil

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les registres de l'état civil.

Adopté.

Vente des bois et forêts

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), la deuxième lecture du bill pour établir de nouvel-

les dispositions concernant la vente des bois et forêts.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre à sa prochaine séance, aujourd'hui; et les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, hier, concernant la vente des limites à bois, sont renvoyées à ce comité.

Acte trente-cinquième Victoria,
chapitre six

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième Victoria, chapitre six.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département du Trésor

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte du département du Trésor.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente des biens des mineurs

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Propose la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte trente-cinquième Victoria,
chapitre 13

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième Victoria, chapitre treize.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pratique de la médecine

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à une heure.

Séance du 19 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Des commissaires des écoles protestantes de Québec; demandant la passation d'un acte pour confirmer un certain compromis entre lesdits commissaires et la corporation de la cité de Québec.

Du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte; demandant de l'aide pour un chemin.

Rapport du ministre de l'Instruction publique

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Rapport du ministre de l'Instruction publique, pour l'année 1871 et pour partie de 1872. (Documents de la session, no 3.)

Il est ordonné que ce rapport soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre concoure dans le rapport du comité conjoint de la bibliothèque d" Parlement. Adopté.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et leur a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour autoriser Jacques Fournier à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Yamaska.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Institut Trafalgar.

Bill pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska d'ériger un certain territoire en une municipalité séparée.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que, comme il a été prouvé devant votre comité que le pont construit par ledit Jacques Fournier est d'une grande utilité aux habitants de cette localité ou des localités environnantes, qui éprouveraient de graves inconvénients si le pont n'était pas construit, l'honoraire de \$100 pour l'introduction dudit bill ne soit pas exigé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu" et a l'honneur d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Règlements de la Chambre

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial pour aider M. l'Orateur à reviser les règles et règlements de cette Chambre.

Interpellations:

Cause en appel au Conseil privé

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si le gouvernement paierait les frais de l'une des parties dans l'appel au Conseil privé de la cause de la Société Saint-Jacques, et s'il ne paierait pas ceux d'une malheureuse veuve en faveur de laquelle une cour canadienne a rendu jugement. Si le gouvernement paie les frais de l'une des parties, il n'est que juste de payer ceux de la plus faible.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il y a là question de droit et question parlementaire, et il serait difficile de séparer le paiement des frais d'appel. Il préfère traiter cette question à l'arrivée du procureur général.

Réserves de terres pour le culte religieux

Etant fait lecture de l'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement déjà fait à la question, Que les résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la couronne pour l'entretien du culte religieux, soient maintenant lues une seconde fois; lequel amendement était que les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "soient de nouveau renvoyés à un comité de toute la Chambre, pour en retrancher la seconde résolution et insérer la suivante à la place :

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des Terres de la couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de

lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée, et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de ladite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne d'inclure, dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler telle vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi, qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre", soient mis à la place; et lequel amendement audit amendement était que les mots:

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée, et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail, ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des Terres de la couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler toute vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de ladite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne d'inclure, dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi, qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre", soient effacés, et que les mots "aucun permis de location ne sera révoqué par le commissaire des Terres de la couronne à moins qu'avis n'ait été au préalable donné au concessionnaire de montrer cause, sous un mois, pourquoi tel permis ne serait pas révoqué. Cet avis devra être signifié au concessionnaire et s'il est absent de la province, devra être publié dans les deux langues, deux fois, dans la Gazette officielle", soient mis à la place.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): J'ai préparé certains amendements que je me propose d'introduire dans ces résolutions. Un de ces amendements pourvoit à ce qu'après la cancellation d'une vente ou d'un billet de location par le commissaire, il en soit donné un avis de deux mois qui sera affiché à la porte de l'église la plus rapprochée du lot sujet à cancellation et cet avis mentionnera si cette cancellation est faite parce que les paiements sur le prix du lot n'ont pas été faits régulièrement.

Il sera ensuite permis au colon d'appeler de la décision du commissaire au gouverneur en conseil et la propriété du colon ne pourra lui être enlevée qu'après lui avoir donné un délai de soixante jours pour se pourvoir et exposer ses raisons.

Quant à l'amendement de l'honorable député d'Arthabaska, je crois qu'il tend à établir un système impraticable, en autant qu'il exige la signification personnelle de l'avis. C'est pourquoi le gouvernement ne croit pas devoir l'accepter.

La résolution concernant les dons de terre pour les fins du culte est modifiée et, en vertu de l'amendement que je propose, il ne pourra être donné plus de cinquante acres de terre dans chaque canton pour subvenir aux frais d'entretien du culte. S'il y a plusieurs dénominations religieuses dans le même canton, il leur sera donné cent acres de terre qu'elles se partageront, proportionnellement au nombre des adhérents à chaque culte.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cet amendement cache un nouvel acte de faiblesse du gouvernement. Il a dû céder à l'attitude hostile de la Chambre à l'égard des résolutions. En faisant cet amendement, l'honorable premier ministre a cédé aussi à la menace qui lui était faite par la Chambre. L'honorable premier ministre en présentant ses résolutions n'a fait purement et simplement que ce qu'il a toujours fait: soumettre des mesures dont il ne connaît pas la portée pour ne les avoir étudiées que superficiellement, sans savoir, ou s'enquérir si elles rencontreront l'opinion de la Chambre.

En face d'un pareil amendement, je prétends, Monsieur l'Orateur, que l'honorable premier ministre n'a pas compris un seul mot à la discussion qui a eu lieu hier. Toute la Chambre s'est accordée hier à reconnaître l'injustice, la sévérité, la cruauté même de la loi, qui met entre les mains d'un ministre le pouvoir arbitraire de déposséder sans avis ni délai les malheureux colons ayant des arrérages, de leurs biens-fonds sur lesquels ils se sont établis et ont une famille. J'invite le gouvernement qui se targue de tant de libéralité envers les colons et les immigrants à faire traduire la résolution en allemand, en suédois, en norvégien, en flamand, pour voir ce que diront de lui ces braves gens. Nous demandons seulement au gouvernement qu'il donne avis à ce colon qui n'aura pas rempli les conditions exigées par la loi qu'au bout d'un

mois la terre qu'il a cultivée et sur laquelle il s'est établi et s'est fait un home, ne lui appartiendra plus. Nous demandons pour le colon ce délai afin de lui permettre d'acquiescer les droits légitimes au morceau de terre qu'il a cultivé. Et au lieu de cela, on nous offre un droit d'appel après la confiscation de la propriété; c'est-à-dire, que le colon qui ira en appel devant Son Excellence et les honorables ministres ne pourra s'appuyer sur aucune raison pour faire valoir sa réclamation vu que la loi sanctionne l'acte de confiscation ordonné par le commissaire. Au lieu du délai que nous demandons, on ne modifie pas la loi, on la laisse comme ci-devant avec tout son caractère de barbarie. Cela n'est ni un encouragement ni un soulagement au colon. Nous sommes tous d'avis avec les honorables membres du cabinet et de la droite qu'il faut des règlements sévères à l'égard des colons de mauvaise foi. Encore une fois, l'amendement proposé ne modifie en rien la situation, et en le faisant l'honorable premier ministre n'a agi que par crainte et non par raison.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je proteste contre les accusations de l'honorable député, qui nous reproche d'agir par des motifs personnels, par crainte et avec indifférence à l'égard des colons. L'hostilité politique seule a pu faire tomber de sa bouche de pareilles accusations. Le gouvernement a toujours eu pour mobile le désir de légiférer sagement et de suivre fidèlement les intérêts du pays et sa conduite a été plus ferme et moins équivoque que celle de l'opposition, qui abandonne l'honorable député de Montmagny pour donner son concours aux amendements proposés par l'honorable représentant de Drummond et Arthabaska. Pourquoi ne soutiennent-ils pas les amendements proposés par l'honorable député de Montmagny après les avoir acceptés tout d'abord? Est-ce parce que les amendements sont contraires aux véritables intérêts des colons et du pays? Mais alors ils se sont donc rendus coupables de ce manque de réflexion que nous reproche l'honorable député de Lotbinière et ils n'ont donc critiqué les résolutions du gouvernement que par hostilité politique en s'inspirant de motifs complètement étrangers à l'intérêt public! Car les amendements de l'honorable député de Montmagny, comme ils l'avouent implicitement, étaient certainement beaucoup moins avantageux aux colons que la mesure du gouvernement. Alors, que deviennent leurs sympathies tant prônées pour la cause des colons et de la colonisation? Cette étrange manière d'agir nous donne la juste mesure de leur beau zèle apparent pour l'amélioration du sort du colon et la bonne administration des terres publiques.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Les résolutions de l'honorable premier ministre sont le digne complément de la politique si extraordi-

nairement rigoureuse suivie par l'honorable commissaire depuis quelques années. Qu'a-t-on fait pour satisfaire des vengeances ou des haines politiques? On a persécuté de pauvres colons qui avaient le malheur de ne pas partager les vues du gouvernement; on les a cruellement dépouillés du fruit de leurs rudes labeurs; on les a chassés des terres qu'ils avaient arrosées de leurs sueurs et améliorées par leur travail, sous le prétexte qu'ils n'avaient pas fait tous les versements d'arrérages dus au gouvernement.

J'ai déjà cité plusieurs faits attestant la rigueur et les abus engendrés par l'arbitraire du système actuel. J'en citerai d'autres. Avant, je mentionnerai qu'un jour lorsque je parlais sur la question devant un homme politique très éminent du Haut-Canada, je signalai les abus auxquels donne lieu la loi actuelle: "Mais," me dit ce personnage après avoir mis en doute mes avancés, "si vous établissiez ces faits, ce serait suffisant pour renverser toute une administration; car la cause d'un seul colon est la cause de tous." Mais ici, Monsieur l'Orateur, je regrette de le dire, l'opinion politique n'est pas aussi avancée que dans la province de l'Ontario, les habitants de notre province ne lisent pas autant et sont moins au fait des affaires publiques que ceux de la province voisine; c'est en cela que l'on doit chercher l'explication du phénomène de voir l'administration actuelle encore au pouvoir.

Une société de colonisation à Québec avait acheté des terres dans le comté de Saint-Thomas, Montmagny. Il se trouva au bout de quelque temps que les terres concédées étaient entièrement impropres à toute culture. La société qui les avaient payées en bel argent sonnante parvint à les céder à des tierces personnes qui voulaient exploiter les bois de ces terres. Malgré cela, le commissaire des Terres de la couronne s'est hâté de les confisquer au profit du gouvernement, sans tenir compte de ce qui avait été payé déjà, et M. Lemieux, de Saint-Thomas, Montmagny, a été ainsi dépouillé de ses biens-fonds, sans aucune raison, Monsieur l'Orateur, mais simplement pour des motifs que je sais être de nature politique.

On a dépouillé de pauvres colons qui avaient payé tout le prix de leur lot. C'est ainsi qu'on a barbaquement dépouillé, dans le canton de Montmagny, Jules Bouffard et Abraham Talbot, deux braves colons qui ont été spoliés par le commissaire sans la moindre raison. C'est une ignominie pour le gouvernement que de s'être rendu coupable d'actes aussi odieusement arbitraires et d'une injustice aussi flagrante, par motifs personnels, pour satisfaire des rancunes politiques indignes d'un homme qui a le sentiment de son devoir.

Il n'y a que dans la province de Québec qu'on se livre impunément à des procédés aussi tyranniques. On compte sur l'esprit de soumission de nos braves colons pour les maltraiter; on sait qu'ils ne suivent guère les affaires publiques, qu'ils ne sont guère renseignés sur les

moyens de se faire rendre justice, et on les maltraite en conséquence. Si de pareilles choses se passaient dans la province de l'Ontario, tous les colons se lèveraient comme un seul homme pour stigmatiser la conduite du gouvernement et l'écraser sous le mépris public.

En présence de tous ces faits, que je puis établir, j'espère que tous ceux qui s'intéressent sincèrement au sort du colon et qui condamnent les procédés rigoureux que je viens de signaler s'opposeront fortement à l'adoption de cette mesure proposée par l'honorable premier ministre, puisque cette mesure augmente encore le pouvoir discrétionnaire dont le commissaire a si cruellement abusé. Les résolutions qui nous sont soumises accordent même ce pouvoir arbitraire à l'assistant-commissaire, qui pourra agir avec autant de rigueur que son chef.

Quant aux accusations que j'ai portées contre le gouvernement, je suis prêt à les prouver, je désire les prouver devant un comité; mais on s'est bien donné garde de m'accorder la formation d'un comité qui m'aurait fourni l'occasion de faire une enquête complète, dans laquelle j'aurais prouvé tous ces faits. Cette enquête aurait montré que les résolutions de l'honorable premier ministre sont incompatibles avec les intérêts des colons et du pays et c'est pourquoi le gouvernement n'a pas eu le courage d'accorder la formation de ce comité, dans une position qui aurait nécessairement empêché l'adoption de ce bill.

Le système projeté, outre qu'il est complètement absurde, donnerait au lieutenant-gouverneur un surcroît de besogne; car les pétitions des colons viendraient certainement par centaines. Pour l'exécution de cette besogne, il faudra augmentation de frais; autrement, il y aura des délais, des retards dont les colons souffriront énormément; tous ces inconvénients seraient supprimés si l'on permettait au colon de se présenter devant le tribunal judiciaire de sa localité.

L'honorable député de Montmagny signale alors en passant les nombreuses retraites opérées par l'honorable premier ministre pendant la session, chaque fois qu'il s'est agi d'un comité d'enquête et chaque fois que l'opposition a proposé d'améliorer une loi. Il dit qu'il a fait en cette session plus de retraites qu'en ont fait ses chefs politiques depuis quinze ou vingt ans.

Il y aurait dix autres moyens plus efficaces d'améliorer la loi. J'en citerai un entre autres: pourquoi ne ferait-on pas au bureau des Terres de la couronne ce que l'on fait dans les municipalités envers les occupants du sol? La loi sous ce rapport fonctionne admirablement bien. Pourquoi le gouvernement ne modifierait-il pas la loi dans ce sens? Pour toutes ces raisons, Monsieur l'Orateur, je crois que tous ceux qui veulent sincèrement l'avancement de la colonisation de nos campagnes, repousseront la loi draconienne proposée par le gouvernement.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):

Tous les honorables députés qui sont habitués aux luttes électorales ont entendu plaider aux portes des églises la cause du pauvre colon et exposer ses misères et la triste position dans laquelle il est placé par les rigueurs du gouvernement, qu'on accuse toujours de traiter le défricheur avec sévérité. Ces déclamations sont bien bonnes dans une campagne électorale; mais il me semble que dans une discussion parlementaire, on pourrait espérer que cette question fût traitée avec candeur, franchise et un peu de sens commun. Cependant, s'il faut en juger par quelques-uns des discours qui ont été prononcés dans le cours de ce débat, il faut dire que l'on parle de la position des colons d'une manière qui n'est rien moins que raisonnable.

Les amendements proposés par le gouvernement ne modifient que très légèrement les lois en force. La loi actuelle confère certains pouvoirs au commissaire des Terres. Ainsi, si un colon prend un billet de location et ne remplit pas les conditions exigées, la vente du lot peut être annulée. Or, l'amendement proposé par l'honorable premier ministre renferme la disposition en vertu de laquelle le commissaire peut annuler cette vente, et confère au commissaire un pouvoir qu'il avait déjà, c'est-à-dire la faculté d'être remplacé par son assistant pour opérer ces annulations, absolument comme les autres ministres peuvent se faire remplacer par leurs assistants dans la transaction des affaires de leurs départements.

Tout ce débat n'a donc eu pour objet que de jeter du discrédit sur l'administration des terres et d'exciter l'indignation contre le commissaire.

Depuis quinze ans, j'ai eu occasion de m'occuper spécialement des intérêts de certains nouveaux districts et j'ai pu acquérir une certaine connaissance des besoins d'une région nouvellement colonisée et je dois déclarer, par l'expérience que j'ai acquise pendant quinze ans, jamais le département des Terres n'a dépouillé un colon de sa propriété, comme on l'a dit, et je dois déclarer aussi qu'au contraire dans beaucoup de cas qui sont à ma connaissance personnelle et dans lesquels les colons n'avaient pas rempli les conditions de leurs billets de location ou de leurs patentes, et dans lesquels ces colons avaient fait preuve de la plus grande négligence à payer ce qu'ils devaient au gouvernement, celui-ci s'est montré très indulgent et n'a pas exigé le paiement des sommes qui lui étaient dues et n'a pas chassé les colons de leurs propriétés, ainsi qu'on l'a dit. Eh bien! Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir comparer sous ce rapport ce qu'ont fait les gouvernements conservateurs avec ce qu'a fait le gouvernement Macdonald-Dorion. Sous ce gouvernement, en 1863, je pense, on a donné un avis déclarant que tous les colons qui devaient des arrérages sur leurs terres devaient les payer immédiatement sans quoi leurs terres seraient vendues par le commissaire des terres. Cet avis répandit la consternation parmi les colons qui n'avaient pas payé au gouvernement tous les arrérages qu'ils devaient et, comme à

cette époque j'étais naturellement dans l'opposition, j'eus la plus grande peine à rassurer ces colons en leur disant que nul gouvernement ne pourrait se maintenir en imposant à la Chambre une mesure tendant à réaliser ce qui était proposé dans cet avis. En fait, il n'a privé ou dépouillé aucun colon de sa propriété. En 1870, le département des Terres a donné un pareil avis, mais on en n'a tenu aucun compte et le gouvernement n'a repris ou vendu aucune propriété et jamais je n'ai entendu dire qu'on ait dépossédé un seul individu. Supposons que le gouvernement ait voulu faire respecter la rigueur de la loi...

M. T. FOURNIER (Montmagny): Vous l'avez fait.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je le nie. Je sais personnellement que, dans mon comté et dans les comtés avoisinants, on ne s'est jamais rendu coupable de pareilles injustices, pas plus que dans les autres comtés. J'admets qu'on a annulé des ventes ou des billets de location; mais je nie positivement qu'on l'ait fait d'une manière arbitraire. Il ne faut pas oublier que le gouvernement ne doit pas s'occuper plus des colons établis que de la protection des terres exposées à tomber entre les mains de spéculateurs qui ne reculent devant rien et qui prennent des billets de location pour piller les terres de colons de bonne foi et spéculer sur le bois qui recouvre leurs lots. On a pu, en certains endroits où l'on a été mal renseigné, procéder avec trop de rigueur; mais la même chose peut arriver dans tous les départements, même quand les employés agissent avec le plus grand soin et la plus minutieuse circonspection.

Quant à l'exemple cité par l'honorable député de Drummond et Arthabaska, j'avoue que le département a commis une erreur et s'est cru autorisé à annuler cette vente et à reprendre la terre parce que son occupant se trouvait aux États-Unis.

Eh bien ! c'est pour permettre de remédier à ces erreurs et de protéger le colon contre leur occurrence que l'honorable premier ministre introduit son amendement, qui obvie à toute difficulté et frappe le mal dans sa racine.

Relativement aux avis personnels que demande l'honorable député d'Arthabaska, ils favorisent grandement les pillards qui volent le bois sur les terres publiques et leur donnerait le temps d'enlever le fruit de leur pillage.

L'amendement de l'honorable premier ministre introduit dans l'administration des terres un système tout différent. Il permet au commissaire de annuler la vente d'un occupant qui ne remplit pas ses conditions, mais l'oblige aussi à laisser passer soixante jours avant de revendre ce lot, afin de donner à l'occupant en défaut le temps de faire ses paiements et de remplir les autres obligations qu'il n'a pas exécutées et de se remettre ainsi en possession de son lot.

On dit que le gouvernement dépouille les colons de leurs lots. Mais cette prétention n'est-elle pas le comble de l'absurde? Pourquoi le gouvernement priverait-il sans raison un propriétaire de son lot, quand il est prêt à remplir les conditions d'achat et de défrichement! Qu'un colon qui se prétend ainsi maltraité prouve les torts qu'on a eus envers lui et sa propriété lui sera promptement rendue. Mais si un usurpateur qui pille le bois veut tromper le gouvernement, avec l'amendement de l'honorable premier ministre, on pourra facilement arrêter ses projets frauduleux.

La grande difficulté, d'ailleurs, c'est de pouvoir distinguer les colons de bonne et mauvaise foi. Il est à ma connaissance personnelle que, sur un chemin qui venait d'être ouvert, quarante ou cinquante lots furent pris immédiatement. Je savais parfaitement bien que les colons ne pouvaient vivre sur ces terres par la culture, vu que le sol était très mauvais; mais je savais aussi qu'il y avait sur ces lots, qui se trouvaient compris dans une limite vendue à un marchand de bois, beaucoup de pin blanc. J'informai de ce fait le commissaire, qui envoya une personne compétente pour faire une investigation. Ces colons furent dépossédés et bientôt on reçut au département des lettres montrant combien on avait maltraité ces pauvres colons. Or ces lettres étaient écrites par un marchand de bois qui avait envoyé ces colons s'établir sur des terres comprises dans les limites d'un autre marchand qu'il voulait spolier et il ne s'apitoyait sur le sort de ces prétendus colons que parce que sa spéculation n'avait pas réussi. Telle est l'histoire de toutes ces récriminations qu'on fait entendre en faveur de ces prétendus pauvres colons qui ne sont dépouillés que parce qu'ils se font les instruments des spéculateurs.

Eh bien ! protégeons les colons de bonne foi contre ces manoeuvres frauduleuses et contre les spéculateurs qui pillent le bois partout et ne protégeons pas les spéculateurs, par la loi, ainsi qu'il arriverait si l'amendement de l'honorable député de Drummond devenait loi.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Si je comprends bien l'argumentation de l'honorable solliciteur général, d'après lui l'amendement aurait pour but d'empêcher les colons de couper le bois. Mais alors, l'amendement est tout à fait inutile; le permis d'occupation ne confie pas au colon le droit de couper le bois sur la terre qui lui est échue. La loi est explicite à cet égard.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Du moment où le colon a payé et qu'il a rempli les conditions d'achat, il a le droit de couper le bois sur le lot qu'il occupe.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that on this point the Solicitor General had not shown his usual astuteness,

either as a lawyer or as a parliamentarian, and thought it foolish that he should have commenced his address with a sneer at the colons, whom the Government pretended to take so much interest in, and in whose protection we were all so much concerned. He said the Solicitor General had allowed the fact to crop out that the Government had no interest in the settlers. The argument came down to one point — ought the settler to be dispossessed of his lands without notice. The Premier's right of appeal was only available after dispossession. What they asked for was notice to the defaulter beforehand, so that he might be allowed to make up the amount of his debt within a reasonable time. They wanted to amend the whole system, which they considered as bad, and give to the settler that protection which he had not. There had been charges and denials of harsh treatment, and what was obviously needed was a committee to investigate the facts of the case. Would the Government consent to this investigation of fact? If not, they must admit the charge of aggravated cases of harshness.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Repudiated the charge of sneering at the colons. He had tried to show that the colon, or rather his name, had been used for party purposes, and to expose those who had made him a figure for display in partisan stump oratory.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Déclare que le pouvoir donné au commissaire en vertu duquel il peut chasser un colon de son bien et confisquer celui-ci sans lui en donner avis, est un pouvoir incontrôlé et incontrôlable. Il faut voir la contradiction qui existe dans les actes du procureur général. L'honorable procureur ne voudrait pas sanctionner une loi qui décréterait qu'on pourrait percevoir \$5 d'un homme sans lui en donner avis préalable. Il est difficile d'imaginer que le gouvernement demande l'adoption d'une loi aussi inique que celle qui est discutée. C'est à se croire sous le gouvernement turc. Nous avons eu depuis 1763 à 1791 un gouvernement despotique, tyrannique, et son règne a été appelé "le règne de la terreur". Il trouve dans l'histoire de cette époque qu'un jour le gouverneur Burton, de Montréal, ayant à rendre un jugement contre un colon qui avait des arrérages qu'il ne payait pas, lui donna une année entière pour payer ses dettes et avant de confisquer sa propriété.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Appuie la position du gouvernement. A propos de la citation faite par le député de Drummond et Arthabaska, il dit que le gouverneur Burton n'ayant qu'un nombre limité de justiciables sous son autorité, c'est-à-dire tous les censitaires de sa seigneurie, il pouvait accorder un délai assez long, mais le gouvernement ne peut pas

adopter ce système, lui qui a affaire à des milliers de colons.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Parle en faveur de la résolution. Il ajoute que c'est le devoir du député de Montmagny de citer d'autres faits à l'appui des accusations qu'il a portées contre l'administration des terres de la couronne.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Donne l'histoire des circonstances qui ont environné l'acte d'expropriation d'un M. Jude Bouffard. Sa ferme, qui valait certainement \$1,000, a été vendue pour la minime somme de \$40. Il n'excuse pas le nommé Bouffard d'avoir négligé de payer ses arrérages mais il dit que la loi est trop sévère.

M. P. FORTIN (Gaspé): Cet homme avait-il refusé ou négligé de payer ses arrérages?

M. T. FOURNIER (Montmagny): Il avait négligé de payer ses arrérages.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): La confiscation de la terre de ce colon par le gouvernement n'est pas un fait à citer. Le colon en question est un homme à l'aise, qui aurait pu payer les arrérages qu'il devait. Lorsque l'agent des terres s'est présenté chez lui pour réclamer le paiement de ce qu'il devait, le nommé Bouffard a refusé net et de plus a superposé des injures à son refus. De plus, il a reçu avis de son avocat de refuser le paiement desdits arrérages.

M. T. FOURNIER (Montmagny): L'honorable solliciteur général sera probablement très surpris lorsque je lui dirai que l'avocat de ce colon, c'était moi, et que je nie formellement lui avoir donné pareil avis. Au contraire, lorsqu'il est venu me consulter, je lui répondis qu'il devait se mettre en état auparavant de payer ses arrérages.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Je ne parle pas sur des faits arrivés à ma connaissance personnelle, mais sur des informations officielles. C'est sur ces informations que je me fonde pour dire que l'honorable député de Montmagny, avocat de Bouffard, lui avait conseillé de refuser le paiement de ses arrérages réclamés par l'agent des terres.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Rappelle l'honorable solliciteur général à l'ordre pour raison d'attaques personnelles.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Nie énergiquement et péremptoirement avoir donné pareil avis à son client.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Prend à partie M. Fournier. Il prétend qu'il est lui-même en retard et endetté pour des lots, et que le

commissaire des Terres n'a cependant jamais sévi contre lui, preuve qu'il est bon enfant. Il dit aussi que M. Fournier, employé sous le ministère libéral comme avocat de la couronne, a fait un compte que le ministère conservateur n'a pas voulu payer ensuite parce qu'il le trouvait trop élevé.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Relève ces deux accusations. Les lots en question, il les a pris en même temps que bien d'autres citoyens, non dans un but de spéculation. Il avait été entendu alors que ceux dont les lots bordaient le chemin Taché ne paieraient pas; et cependant on faisait payer ceux dont les lots étaient en arrière. Le sien était un de ceux-là. Sir Etienne Cartier ayant reconnu cette injustice, avait déclaré que tous les propriétaires devaient être mis sur le même pied; et néanmoins quant à lui, il n'a pas été remboursé de l'acompte déjà payé; de sorte qu'en réalité il est non le débiteur mais le créancier du gouvernement.

Quant au second reproche, il est vrai que le ministère conservateur a refusé de payer son compte, non parce qu'il le trouvait trop élevé, mais parce qu'il ne voulait pas le payer du tout. C'était une mesquine persécution. Il a fallu l'intervention personnelle du gouverneur d'alors pour décider le ministère à régler.

Les débats sont remis à plus tard..

Message du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Le Conseil législatif consent à la conférence demandée au sujet de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny pour l'annexer à celui de Québec", et nommera des délégués pour rencontrer demain à 4 heures, dans la salle des conférences du Conseil législatif, ceux nommés par l'Assemblée législative.

A six heures l'Assemblée suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Acte d'incorporation de la cité de Trois-Rivières

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement proposé, hier, à la question: que le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, soit maintenant reçu, lequel amendement était, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots:

"le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender de la manière suivante:

"page 2 section 2, après les mots "pour permettre au dit Conseil" insérez les mots suivants:

"après qu'il y aura été autorisé par règlement voté par la majorité des contribuables dûment inscrits sur le rôle", soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé, cet amendement ainsi que la motion originale sont retirés du consentement de la Chambre.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville des Trois-Rivières soit renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Lévis

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Sorel

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement. La question est mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu; la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin à barrières de Laprairie

M. A. ESINHART (Laprairie): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de Laprairie.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. A. ESINHART (Laprairie): Propose que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint-Urbain-de-Windsor

M. J.-A. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer le nom de la paroisse de Saint-Urbain-de-Windsor.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. J.-A. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jacques Fournier

M. V. ROBERT (Rouville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser Jacques Fournier, cultivateur de l'Ange-Gardien, district de Saint-Hyacinthe, à prélever des taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Yamaska.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. V. ROBERT (Rouville): Propose que ledit bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Trafalgar Institute

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour incorporer le "Trafalgar Institute".

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conseil de comté de Yamaska

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour permettre au conseil du comté d'Yamaska d'ériger en municipalité séparée un certain territoire.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. C. GILL (Yamaska): Propose que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu.

Adopté.

Le comité fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic) propose que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième

rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour prendre en considération et faire rapport sur l'augmentation du salaire de certains officiers de l'Assemblée législative.

Que le sous-comité a fait rapport, marqué A, à votre comité, du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions suivantes :

Résolu, que le greffier en loi et son assistant n'étant pas officiers de cette Chambre, votre comité ne peut pas convenablement recommander une augmentation de salaire en leur faveur, autrement leur cas aurait été pris en considération.

Résolu, qu'après avoir pris en considération la requête du sergent d'armes, votre comité

décide que les règlements de la Chambre donnent au sergent d'armes l'autorité sur le messager en chef et tous les officiers subalternes de la Chambre, et leur enjoint de lui obéir.

A

Le sous-comité nommé pour prendre en considération et faire rapport sur l'augmentation du salaire de certains officiers de l'Assemblée législative, a l'honneur de faire rapport :

Que votre sous-comité a examiné avec soin la liste des employés qui lui a été soumise avec l'augmentation de salaire proposée pour rémunérer leurs services, et a fait tout en son pouvoir pour distribuer l'augmentation de salaire proposée de manière à récompenser la somme de travail fait par chacun et le temps employé à ce travail, ainsi que la responsabilité qui revient à chaque bureau.

Au meilleur de son jugement, il recommande que le salaire des officiers suivants soit augmenté comme suit :

L. Simoneau, comptable, à la somme de	\$1,200 par année	Charles Garneau, sergent- d'armes	\$1,200 par année
C.-F. Langlois, greffier des bureaux	\$1,200 par année	pourvu qu'il quitte les appartements qu'il occupe dans la Cham- bre en recevant le mon- tant de ce salaire)	
C.-J. Ardouin, commis	\$ 700 par année	Pierre Chenêt, maître de poste	\$ 700 par année
Alex. Boulanger, commis	\$ 700 par année	Louis Morel, assistant et messenger	\$ 600 par année
C. J. Pettigrew, commis	\$ 700 par année	Ol. Robitaille, messenger en chef	\$ 800 par année
Thomas Prendergast, commis	\$ 700 par année	Alfred Pelletier, messenger de l'orateur	\$ 500 par année
Ed. Demers, secrétaire de l'orateur	\$ 800 par année	Martial Roy	\$ 450 par année
J.B. Duggan, assistant- traducteur anglais	\$ 900 par année	Ed. Littlejohn	\$ 450 par année
Benoît Marquette, assistant- traducteur français	\$ 900 par année	Joseph Trudel	\$ 450 par année
Buteau Turcotte, assistant- traducteur français	\$ 700 par année	Siméon Gagné	\$ 450 par année
Louis Fortier, assistant, journal français	\$ 800 par année	Jacques Morin	\$ 450 par année
Joseph Whydden, assistant journal anglais	\$ 800 par année	Etienne Gauvreau	\$ 450 par année
L.-P. Lemay, bibliothécaire	\$1,200 par année		

Quant aux clercs surnuméraires, votre comité recommande que leur salaire soit augmenté de \$2.50 par jour à \$3.00 par jour pendant la session, excepté ceux d'entre eux qui sont employés à la traduction des documents, et qui devraient recevoir \$4.00 par jour, pendant la session.

Que le salaire des messagers de la session soient augmenté de \$1.50 à \$2.00.

Que le salaire des pages soit augmenté de \$1.00 à \$1.50.

Que celui des laveuses soit augmenté de quarante centins à cinquante centins par jour, et les laveuses permanentes de \$141.40 par année à \$160.

Quant au changement dans la liste soumise,

le sous-comité en laisse la considération au comité général, et prend la liberté de faire remarquer, en terminant, que, à mesure que des vacances se présenteront parmi les employés de la Chambre, si ces vacances ne sont pas remplies, le montant du salaire ainsi épargné sera réparti parmi les employés sans empiéter sur les affaires de la Chambre, cela permettrait au comité d'offrir une autre augmentation de salaire à quelques employés qui l'auraient méritée. Ce que le sous-comité ne croit pas devoir recommander à présent.

Il sera du devoir du principal officier de la Chambre de voir si cette suggestion peut être mise à effet.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), propose que cette partie du quatrième rapport des dépenses contingentes qui a rapport au sergent d'armes, ainsi que la pétition de cet officier, soit renvoyée au comité spécial, nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les règles et règlements de cette Chambre.

Adopté.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé du député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), propose que demain, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer au moyen de subsides ou d'octrois de terre.

Il explique que c'est pour aider la Compagnie de chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, etc., et accorder 10,000 acres pour l'extension du chemin de colonisation du nord d'Aylmer à la rivière Creuse. Le gouvernement veut aussi encourager le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Il espère que la Chambre acceptera sa proposition.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said he would express his regret that so important a matter as this should be driven into a corner under a pressure of time, but at the same time he raised no objection.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande si on accorderait de l'aide au chemin de fer des Laurentides.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'on étudiera cette possibilité. Il ajoute que cette question est posée pour la première fois en Chambre.

Réserves de terres pour le culte religieux

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé, hier, à l'amendement déjà proposé à la question, que les résolutions concernant la réserve d'une partie des terres à la disposition de la couronne, pour l'entretien du culte religieux, soient maintenant lues une seconde fois; lequel amendement était que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots: "de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre pour en retrancher la seconde résolution, et insérer la suivante à la place:

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'ice-

lui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, location ou bail ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des Terres de la couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée, et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de ladite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne d'inclure dans une même pétition la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre", soient mis à la place; lequel amendement audit amendement déjà proposé était que les mots, "La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée, et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, location ou bail, ou la licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des Terres de la couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est située la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de ladite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne d'inclure, dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu aussi qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par son dit titre", soient effacés et que les mots "aucun permis de location ne sera révoqué par le commissaire des Terres de la couronne à moins qu'avis n'ait été au

préalable donné au concessionnaire de montrer cause sous un mois pourquoi tel permis ne serait pas révoqué. Cet avis devra être signifié au concessionnaire, et, s'il est absent de la province, devra être publié dans les deux langues, deux fois, dans la Gazette officielle", soient mis à la place.

Et l'amendement audit amendement étant mis aux voix;

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Continue le débat sur cette question et parle longuement pour réfuter les arguments des membres de l'opposition. Il dit qu'on exagère les exemples de cruautés imputés au département dans le cas de pauvres colons. Ainsi, Bouffard et Talbot sont des gens qui ont réussi à devenir propriétaires de lots plus nombreux que la loi le leur permet, qui refusent de payer les rentes et qui ont été traités avec beaucoup d'indulgence. Il approuve l'administration du département et croit que les fonctionnaires de ce département ont tout fait pour protéger les colons. Il croit que le représentant de Montmagny cherche de fait à protéger des spéculateurs sur les terres publiques. L'amendement du représentant de Drummond-Arthabaska lui semble plus acceptable en principe que celui du député de Montmagny, mais il croit que les modifications proposées par l'honorable premier ministre sont en définitive plus favorables aux colons.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Répond aux attaques lancées par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) contre sa personne. Il dit qu'en fait il a fait état de documents que la Chambre a devant elle.

Durant toute la session les députés ont demandé des enquêtes qui ont été refusées. Si une enquête avait été décrétée pour ce cas-ci, on aurait établi les faits avec preuve; il en est convaincu.

Il donne ensuite des explications concernant sa propriété de Montmagny dont il s'est porté acquéreur sous un autre système.

Il arrive qu'au lieu de devoir quelque chose à la province, c'est elle qui lui doit la somme de trois dollars, et qu'en définitive, le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) a mal visé et a manqué à la dignité du débat. Ma carrière professionnelle n'offre aucune prise à la critique et je défie mes accusateurs de me mettre en faux.

M. F. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), propose que les débats soient ajournés.

Ladite proposition est retirée du consentement de la Chambre.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Poursuit ses explications.

Et l'amendement audit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, Fournier, Gill, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Lauer, LeCavalier, Lynch, Mailloux, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay, 21

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Sawyer et Trudel 36

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale, étant proposé;

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé du député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), propose sous forme d'amendement que les mots "en retrancher la seconde résolution et y insérer la suivante à la place:

"La vingt-sixième clause de la trente-deuxième Victoria, chapitre onze, est par le présent révoquée et la suivante y est substituée:

"Lorsqu'un acheteur, ou concessionnaire, ou locataire, ou occupant d'aucune terre publique, ou aucun représentant réclamant au nom d'icelui, se rendra coupable d'aucune fraude ou tromperie, ou qu'il aura violé ou négligé de remplir aucune des conditions de la vente, octroi, ou location, ou bail, ou licence d'occupation, ou si aucune telle vente, octroi, ou location, ou bail, ou licence d'occupation, a été ou est faite par erreur ou méprise, le commissaire des Terres de la couronne pourra s'adresser, par pétition sommaire, à un juge de la cour Supérieure de la province de Québec, résidant dans l'endroit le plus rapproché du lieu où est situé la terre, dans le but d'obtenir de lui un ordre pour annuler telle vente, octroi, location, bail ou licence, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer de la même manière que si aucune vente, octroi, location ou bail de la dite terre n'avait jamais existé. Il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne d'inclure dans une même pétition, la demande d'un ordre l'autorisant à annuler toute vente, octroi, location ou bail fait dans un ou deux townships. Pourvu toujours, qu'avis de telle pétition ait été donné aux parties intéressées au moins un mois avant sa présentation; et pourvu qu'il sera loisible à telles parties intéressées, en tout temps avant l'émanation d'un ordre annulant son titre, d'éviter telle annulation en

accomplissant les conditions qui lui étaient imposées par sondit titre", soient effacés, et que les mots "pour les amender comme suit":

"Pourvu que tels octrois n'excédant pas cinquante acres dans aucun des townships, s'il n'y a lors de l'octroi qu'une seule dénomination religieuse dans tel township suffisamment nombreuse pour profiter de tel octroi; et cent acres, pour être divisées entre les différentes nominations religieuses s'il y en a plus d'une.

"Pourvu que, chaque fois qu'un billet de location aura été annulé il en sera donné avis dans la Gazette officielle, et cet avis sera affiché à la porte de l'église la plus rapprochée du lot ou des lots dont le billet de location aura été annulé: et il sera loisible au porteur dudit lot ou lots, dans les soixante jours qui suivront la publication et l'affichage de telle notice, d'en appeler au lieutenant-gouverneur en conseil, et le commissaire des Terres de la couronne ne disposera pas dudit lot ou lots en faveur d'aucune personne jusqu'à ce que ledit délai soit expiré, ou l'appel, s'il y en a, est décidé", soient mis à la place.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Critique la conduite du gouvernement et lui reproche de n'avoir rien fait pour l'avancement du pays depuis cinq ans, si ce n'est d'avoir fait le code municipal. C'est bien! Vous comptez sur votre majorité pour porter une atteinte aussi grave à la liberté britannique, pour établir un système digne de la Turquie. Toute la vengeance que je vous souhaite, c'est que vous mettiez votre loi à exécution. Il émigré déjà 20,000 Canadiens par année; il en partira 50,000. Les gladiateurs, à Rome, avant de se faire tuer dans le colisée, venaient saluer l'empereur pour reconnaître que c'était en vertu de sa puissance qu'ils allaient mourir et lui disaient: Ave Caesar, morituri te salutant. Lorsque 50,000 Canadiens français, chassés du pays par votre loi, partiront pour l'exil, ils pourront venir défiler devant vous et vous dire: Ave, migraturi te salutant.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis surpris qu'un homme aussi intelligent et aussi instruit que l'honorable député d'Arthabaska donne dans le genre blague auquel se livrent tous les démagogues sans vergogne. Il nous reproche de n'avoir rien fait pour avancer le pays. Mais ne sait-il pas, lui qui est supposé suivre les affaires publiques, que depuis 1867 nous avons triplé le revenu des terres; que nous avons fait une somme énorme de chemins de colonisation qui donnent aujourd'hui les plus beaux résultats; que nous avons réussi à attirer dans la province un fort courant d'immigration; que nous avons donné une nouvelle impulsion à l'amélioration de l'agriculture; que nous avons favorisé la construction des chemins de fer et des chemins à lisses de bois et que nous avons payé au-delà de \$100,000 pour venir en aide aux compagnies qui ont entrepris ces travaux et que nous avons

doté la province d'une législation plus conforme à nos besoins locaux? Ignore-t-il donc toutes ces choses, lui qui pose comme le censeur de la politique du gouvernement?

Quant au code municipal, dont il parle avec mépris, c'est une oeuvre qui était demandée par le pays et qui a son importance aux yeux de tous les hommes sérieux. Sans doute que ce n'est pas une oeuvre littéraire: mais avant de poser en censeur du gouvernement, l'honorable député qui vient nous parler en Chambre de Tibulle, de Properce et d'Horace aurait dû se mettre au courant des besoins réels de son pays et parler sainement de politique au lieu de nous faire de la littérature de mauvais goût et de mauvais aloi.

Le public, d'ailleurs, sait apprécier mieux que lui ce que le gouvernement a fait pour la province et nous préférons son jugement à celui de l'honorable député d'Arthabaska, qui nous donnerait une pauvre opinion de ses capacités et de ses aptitudes politiques, s'il fallait en juger par le discours qu'il vient de prononcer.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que le député de Drummond-Arthabaska (M. W. Laurier) a prononcé de belles phrases qu'il avait lui-même eu l'occasion d'entendre au collège.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé du député de Saint-Jean (M. F. Marchand), propose que les débats soient ajournés.

Ladite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Et l'amendement audit amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendée, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité.

En comité:

Résolu, 1. Qu'il est expédient que, en addition aux fins pour lesquelles le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à mettre à part et à approprier les terres de la couronne, en vertu de la quatorzième section de l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre onze, ledit lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à mettre à part et approprier telles terres de la couronne qu'il jugera convenables, pour devenir un lieu de culte public, c'est-à-dire un lieu sur lequel on pourra construire une église, chapelle ou convertir en cimetière.

Résolu, 2. Que chaque fois que, sous l'autorité de la vingtième section de cet acte, le commissaire des Terres de la couronne révoquera aucune vente, permis d'occupation, tenure par bail ou licence, une telle révocation constituera une confiscation pleine et entière de

toutes sommes de deniers payés pour l'achat, la concession, l'occupation ou la tenure par bail, ou pour paiement en entier ou en partie, ou pour toutes dépenses ou améliorations faites, mais ledit commissaire pourra, en tout temps, accorder toute compensation ou indemnité qu'il croira être juste et équitable.

Pourvu que tels octrois n'excèdent pas cinquante acres dans aucun township, s'il n'y a, lors de tel octroi, qu'une seule dénomination religieuse dans ledit township pour profiter de tel octroi; et cent acres, à être réparties entre les différentes dénominations religieuses quand il y en a plus d'une.

Pourvu que chaque fois qu'un billet de location aura été annulé, il en sera donné avis dans la Gazette officielle, et cet avis sera affiché à la porte de l'église la plus rapprochée du lot ou des lots dont le billet de location aura été annulé; et il sera loisible au possesseur dudit lot ou lots, dans l'espace de soixante jours de la date de telle publication et affichage de tel avis, d'en appeler au lieutenant-gouverneur en conseil, et le commissaire des Terres de la couronne ne disposera d'aucun lot ou lots en faveur d'aucune autre personne, jusqu'à ce que ledit délai soit expiré, ou l'appel, s'il y en a, soit décidé.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuyé du député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" soient retranchés, jusqu'à la fin de la question, et que les mots "dans l'opinion de cette Chambre, il n'est pas expédient que la révocation faite par le commissaire des Terres de la couronne sous l'autorité de la 20e section de l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 11, d'aucune vente, concession par bail ou permis, ou licence, amène la confiscation pleine et entière de tous les deniers payés par les acheteurs, concessionnaires, locataires ou occupants, ou d'aucuns frais et améliorations faites par eux", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

- | | |
|---------|---|
| Pour: | MM. Bachand, Cassidy, Daigle, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Picard, Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay, 18 |
| Contre: | MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Champleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Houde, Irvine (sol. |

gén.), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Sawyer et Trudel 37

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt dans lesdites résolutions, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les lois concernant l'administration des terres de la couronne.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender la 26e Victoria, chap. 62, intitulé: "Acte pour incorporer la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé: "Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du "Canada, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi un bill intitulé: "Acte pour investir la Compagnie du cimetière Mont-Royal des anciens cimetières protestants dans la cité de Montréal", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 35e Victoria, chap. 36, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chap. 59, intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé: "Acte pour remettre en vigueur et amender l'acte incorporant la Compagnie hydraulique et des bassins de Montréal", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec", avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Compagnie du cimetière Mont-Royal

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-

Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour investir la Compagnie du cimetière Mont-Royal des anciens cimetières protestants dans la cité de Montréal".

Adopté.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de crédit de Montréal

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 35 Victoria, chapitre 36, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal".

Adopté.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes".

Adopté.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie hydraulique et des bassins de Montréal

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Appuyé par le député de Joliette (M. V.-P. Lavallée), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour remettre en

vigueur et amender l'acte incorporant la Compagnie hydraulique et des bassins de Montréal."

Adopté.

Compagnie de chemin de fer de Lévis à Kennébec

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec".

L'amendement est adopté. Il est ordonné que le greffier retourne le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que la Chambre a adopté leur amendement.

The Montreal Young Men's Christian Association

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association."

Adopté.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender la 26e Victoria, chapitre 62, intitulé: "Acte pour incorporer la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal".

Adopté.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose la deuxième lecture du bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Elections contestées

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections, étant lu;

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

"Clause 5, ligne 2, page 1, après le mot "rapporte", insérer les mots "quoique les listes électorales sur lesquelles son nom est inscrit comme voteur soient faites légalement ou non,

"Clause 5, sous-section 2, ligne 2, après le mot "élection" insérer les mots "ou quelques personnes prétendant avoir été candidat à telle

élection."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" soient retranchés, jusqu'à la fin de la question et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant les clauses 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 dudit bill, en y substituant les suivantes:

Du désistement et de l'annulation des pétitions d'élection

"38. Une pétition d'élection sous l'autorité de cet acte ne sera pas retirée sans le consentement de la cour ou du juge, sur une application spéciale qui sera faite, en la manière, au temps et au lieu fixés.

"Nulle telle application de l'intention du pétitionnaire de retirer sa pétition ne sera faite avant qu'un avis n'ait été donné dans le district électoral auquel la pétition se rapporte, en la manière indiquée dans la section.

"Toute personne qui aurait pu être pétitionnaire, au sujet de l'élection à laquelle la pétition se rapporte, lors de la demande de l'audition du

désistement, pourra s'adresser à la cour ou au juge pour se faire substituer comme pétitionnaire à celui qui désire retirer la pétition; la cour ou le juge pourront, s'ils le croient convenable, substituer comme pétitionnaire tel requérant comme susdit et pourront, de plus, si le désistement proposé est dans l'opinion de la cour ou du juge occasionné par une convention ou une considération malhonnêtes, ordonner que le cautionnement donné de la part du premier pétitionnaire demeure comme garantie des frais qui pourront être encourus par le pétitionnaire substitué, et que le premier pétitionnaire soit tenu de payer les frais du pétitionnaire substitué jusqu'au montant de la somme spécifiée dans tel cautionnement.

"Si aucun ordre n'est donné relativement au cautionnement fourni par le premier pétitionnaire, il sera donné par le pétitionnaire substitué, avant de procéder sur sa pétition et dans le temps prescrit après l'ordre de substitution, un cautionnement s'élevant au même montant que celui qui serait requis dans le cas d'une nouvelle pétition, et soumis aux mêmes conditions.

"Outre les conditions susdites, un pétitionnaire substitué sera dans la même position, autant que possible, et sera sujet aux mêmes obligations que le premier pétitionnaire.

"Si une pétition est retirée, le pétitionnaire sera tenu de payer les frais du défendeur, à moins que la cour en ordonne autrement. Quand il se trouve plus d'un pétitionnaire, il ne sera faite aucune application pour retirer une pétition, si ce n'est avec le consentement de tous les pétitionnaires.

"39. Dans tous cas de désistement d'une pétition d'élection sous l'autorité de cet acte, la cour ou le juge fera rapport à l'orateur, si dans son opinion, le désistement d'une telle pétition est le résultat d'une menée corruptrice, ou s'il a été fait en considération du retrait de toute autre pétition et, dans ce cas, il devra faire connaître les circonstances accompagnant le désistement.

"40. Une pétition d'élection, sous l'autorité de cet acte, deviendra nulle par la mort d'un pétitionnaire unique, ou du survivant de plusieurs pétitionnaires.

"41. Si, avant ou pendant l'instruction d'une pétition d'élection, sous l'autorité du présent acte, il surgit dans la cause du défendeur, aucun des faits suivants, savoir :

"(1.) S'il meurt;

"(2.) Si l'Assemblée législative a décidé que son siège est vacant;

"(3.) S'il donne, dans le temps et de la manière prescrits, avis à la cour ou au juge, qu'il n'a pas l'intention de s'opposer ou de s'opposer davantage à la pétition;

"Avis que tel fait est survenu sera donné dans la division à laquelle la pétition se rapporte. Dans le temps prescrit après l'avis, toute personne qui aurait pu être pétitionnaire, au sujet de l'élection à laquelle la pétition se rapporte, peut s'adresser à la cour ou au juge

pour être admise comme défendeur pour s'opposer à la pétition ou à telle partie d'icelle qui n'a pas encore été jugée. Et telle personne, sur telle demande, sera admise à s'opposer à la pétition ou à toute partie de la pétition qui n'aura pas été jugée et toute telle personne ainsi admise, sur telle demande, soit avec le défendeur, s'il y a un défendeur, soit au lieu et place du défendeur, et tout nombre de personnes, n'excédant pas trois, pourront être aussi admises. Et si aucun de tels faits survient durant l'instruction de la pétition, le juge ajournera la procédure, dans le but de permettre qu'avis soit donné qu'un tel fait est survenu, dans les conditions plus haut mentionnées.

"42. Un défendeur qui a donné l'avis prescrit qu'il n'a pas l'intention de s'opposer à ou de continuer à s'opposer à la pétition ne pourra comparaître ou agir comme partie intéressée contre telle pétition, dans aucune procédure qui s'y rapporte, et il ne pourra siéger ou voter dans l'Assemblée législative, jusqu'à ce que l'Assemblée législative ait pris connaissance du rapport fait sur la pétition. Et la cour ou le juge, devra, dans tous les cas où un tel avis a été donné, dans le temps et la manière voulus, en faire rapport à l'Orateur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant à la fin des sections 42 et 43, les mots "et ne pourra être nommé à aucun emploi par la couronne ou par le lieutenant-gouverneur, dans la province de Québec, ni pour remplir aucune charge municipale", et en ajoutant en outre dans la 45e section les mots suivants: "aucune personne coupable d'aucune des offenses mentionnées dans les première, seconde et troisième sections du dix-septième chapitre de la vingt-troisième Victoria sera en outre et en sus des pénalités imposées par ledit acte condamnée pour chacune desdites offenses à un emprisonnement n'excédant pas douze mois, et de pas moins de trois mois", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La motion principale étant alors mise aux voix,

Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu;

Le comité fait rapport du bill.

Il est ordonné que le bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne à deux heures.

Séance du 20 décembre J872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Conseil de la reine

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait rapport, selon l'ordre du jour, du bill concernant la nomination de conseil de la reine.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que ce rapport soit reçu. En expliquant son bill, il dit que les nominations de conseil de la reine doivent être du ressort du lieutenant-gouverneur, car l'administration de la justice est entièrement entre les mains des gouvernements locaux. S'ils ont le droit de nommer les autres hauts dignitaires, ils doivent nécessairement avoir le droit de nommer les conseils de la reine; autrement ces officiers civils étant nommés par le gouvernement fédéral auraient préséance dans les cours de justice sur le procureur général, qui n'est qu'un officier tenant son autorité du gouvernement local.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Suggère un amendement relatif à la préséance des nouveaux conseils de la reine.

Il demande que les conseils de la reine devenus procureurs généraux ou solliciteurs généraux aient préséance sur les autres.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): N'a pas d'objection à cette suggestion, mais il n'en voit pas le besoin.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Partage les mêmes idées que le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine) au sujet des pouvoirs du gouvernement local dans cette affaire.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Dit que le gouvernement central possède, selon lui, le pouvoir dont il est question. Dans le Haut-Canada, les conseils de la reine agissent parfois comme juges et tombent alors sous la juridiction du Dominion, qui nomme les juges. Dans le Bas-Canada, les conseils de la reine ne sont que représentants de la reine en cour.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Admet ce deuxième aspect de la question. Mais les conseils de la reine du Haut-Canada n'agissent qu'exceptionnellement et temporairement comme juges, et alors ils ne tombent pas sous l'acte de la judicature.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Dit que la question est d'importance, et l'on doit procéder avec soin.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford):

ford): Puisqu'il convient de l'opportunité et de l'utilité de l'amendement, pourquoi le gouvernement n'accepterait-il pas l'amendement que je propose maintenant?

Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que ledit bill soit amendé en retranchant la 3^e clause et y substituant la suivante :

"Tout conseil de la reine ainsi nommé, qui a, aura été ou sera procureur général ou solliciteur général, aura seul tel rang ou préséance parmi les membres du Barreau qui lui seront donnés par lesdites lettres patentes.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants de l'honorable Conseil législatif, référés à ce comité, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement:

Bill pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé: "Acte pour incorporer the Montreal Young Men's Christian Association".

Bill pour amender l'acte 35 Victoria, chapitre 36, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal".

Bill pour amender l'acte 26 Victoria, chapitre 62, intitulé: "Acte pour incorporer la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal".

Bill pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la 23^e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes".

Bill pour investir la Compagnie du cimetière Mont-Royal, les anciens cimetières protestants dans la cité de Montréal".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre:

Bill pour autoriser Antoine Mayrand, de Nicolet, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière Nicolet.

Bill pour amender les statuts 12 Victoria, chapitre 183, et l'acte 23 Victoria, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal.

Conférence avec les délégués du Conseil législatif

A l'heure fixée, les délégués choisis par cette

Chambre pour rencontrer les délégués nommés par le Conseil législatif dans une conférence au sujet de l'amendement fait par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer à celui de Québec" assistent à la conférence.

Et étant de retour :

M.O. PELLETIER (Bellechasse): Fait rapport que les délégués de cette Chambre se sont rendus à ladite conférence et ont remis aux délégués nommés par le Conseil législatif la raison pour laquelle cette Chambre n'a pas adopté l'amendement du Conseil législatif.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que cette Chambre n'a pas suspendu ses procédés, durant ladite conférence, ce que le Conseil législatif a fait. La Chambre devrait donc inscrire dans son journal une proposition de regret pour avoir, dans son empressement, manqué de courtoisie. C'est une grave erreur d'avoir agi ainsi, et le Conseil éprouve du ressentiment envers ce manque de courtoisie.

Il propose donc, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, pour informer leurs honneurs que cette Chambre regrette que, par inadvertance, elle a négligé de suspendre ses procédés pendant la conférence qui vient d'avoir lieu entre un comité de l'honorable Conseil législatif et un comité de cette Chambre, sur certains amendements au bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny.

Adopté.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Ne croit pas que le mot regret soit nécessaire, mais qu'il aurait suffi du mot inadvertance.

Il est ordonné que l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Pelletier (Bellechasse) et M. Joly portent ledit message à l'honorable Conseil législatif.

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Reprise de la séance à cinq heures et quart.

Introduction de bill

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour légaliser un compromis entre les commissaires d'écoles et la Corporation de la cité de Québec.

Accordé.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson) que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à 3 heures, p.m., et qu'alors elle siège jusqu'à minuit.

Adopté.

Rapports divers

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur rapport du commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1871 et pour les six mois finissant le 30 juin 1872. (Documents de la session, no 4.)

Et aussi, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le cinquième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, etc., pour l'année 1872. (Documents de la session, no 31.)

Il est ordonné que ledit rapport soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné que la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 13 novembre dernier, demandant un état des sommes employées au repatriement des Canadiens émigrés, avec mention de la manière dont ces sommes ont été employées et indication des noms des agents d'immigration ou de colonisation chargés de cette mission, des montants à eux payés comme salaire, frais de voyages et autres dépenses et du nombre des familles rapatriées, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre et aussi comme document de la session.

Elections contestées

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections. Adopté.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. M. Laframboise), que le bill soit amendé.

Adopté. Le bill passe tel qu'amendé.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour faire des dispositions plus efficaces pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député de Nicolet (M. F.-X.-O. Méthot), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "cette

Chambre se formera en ledit comité d'hui à un mois", soient mis à la place.

Cette question soulèvera de longues discussions et comme la session est fort avancée et qu'il n'y a pas de hâte à passer ce bill, il propose son renvoi à plus tard.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Le gouvernement est prêt à procéder comme pour le bill précédent, bien que la Chambre semble vouloir remettre à la prochaine session cette mesure. Nous maintiendrons ce bill à l'ordre du jour, parce que nous sommes prêts et parce que nous avons promis que la Chambre siégerait jusqu'à ce qu'elle ait étudié cette loi. Il reste deux années de vie à ce Parlement, et chaque session apportera son lot d'amendements. Il espère, toutefois, que les députés s'abstiendront de présenter des amendements fantaisistes, afin d'aider le gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ce côté-ci de la Chambre est décidé à discuter tous les bills publics, quel que soit l'empressement de certains pour se rendre chez eux.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said he was happy to hear that the Premier was so ready to carry out his pledge to the Member for Shefford. He thought that while there was a great desire that the House should adjourn at Christmas, yet it should not be considered that we were bound to do so.

He deprecated that desire to rush through the business in the term of six weeks; indeed it was impossible to put through the business of the Province in six weeks. In the old Parliament the scale of compensation had been fixed upon 100 days at \$6 per day, and he thought that the Members were bound to refrain from hurrying through the business in such a manner as an adjournment before Christmas would necessitate. He thought that there was every possibility of the measure being got through, if not before Christmas, before New Year's, and if Members sacrificed some of their comfort, they had the conscious satisfaction of having performed their duty to their country. He thought that the other branch of the Legislature would not make any delay, in as much as the measure only affected the inner economy of this House, and indeed he did not think they could well interfere with it.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Corrige les remarques du député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton) quand aux pouvoirs du Conseil législatif. Il approuve les remarques de ce dernier et votera contre la proposition.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Parle longuement en faveur de l'ajournement de cette mesure.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said

the language of Honourable Mr. Holton was a reproach to the Members of the House. It was not the fault of the Members that they had not been called together a month sooner, and he twitted Mr. Holton upon his protestations. He differed entirely from the Premier, and he thought that it was inexpedient to proceed at the present. The system proposed was similar to that of Ontario, which was generally admitted to be a failure, and now that we were on elections, and a bill for election by ballot was before us, we saw that the ballot was found to work ill in England. The enormous cost of referring contested elections to judges had been proved in the Galway election bill. He thought that the adjournment should be concurred in.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Appuie l'amendement et dit que tous préféreraient étudier convenablement cette mesure.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Est aussi en faveur de l'amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Chapleau, Chauveau (Rimouski), David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Gagnon, Gendron, Gérin, Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Peltier (L'Assomption), Pelletier (Bellechasse), Picard, Rhéaume, Robitaille, Roy, Trudel et Verreault, 33

Contre: MM. Bachand, Cassidy, Chauveau (Québec), Daigle, Fournier, Gill, Holton, Houde, Irvine (sol. gén.), Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Locke, Marchand, Molleur, Ouimet (proc. gén.), Poupore, Pozer, Robert, Robertson, Sanders, Sylvestre et Tremblay, 25

Il est résolu que cette Chambre se formera en ledit comité, de ce jour à un mois.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that as the Prime Minister had not taken the course usual on occasions when the majority of the House had testified their independence of the Ministry, he would move

the adjournment, so as to put himself in order. The Opposition had expected that in this case the Government would act in good faith, as the Opposition were prepared to, and did act. He would not impute bad faith to the gentlemen of the Treasury benches, but the vote just given proved that the followers of the Government had shaken themselves clear of their leadership, and had declared their want of confidence in the Ministry. Of two things, one; either there was an exercise of bad faith, or a want of confidence in the Ministry.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'il y a manque de confiance dans le gouvernement, il y a aussi manque de confiance dans l'Opposition.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Ayons donc une dissolution.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'Opposition est évidemment dans une situation délicate.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement est l'auteur direct de ce vote. Par sa complète passivité et son inactivité, et à cause de son manque d'organisation, le gouvernement est la cause que ces projets de loi ne furent pas présentés à temps. L'Opposition fut toujours prête, mais le gouvernement causait des retards. C'est à grand regret qu'il voit l'ajournement, et, avec la dernière énergie, il en rejette tout le blâme sur le ministère.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Nie que le gouvernement ait agi de mauvaise foi. Il a tout fait pour empêcher l'ajournement de ce bill, en priant les députés de ne pas hâter leur retour chez eux et de rester pour étudier ce bill.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Ni catégoriquement que l'ajournement fût d'inspiration ministérielle. A cause de cet ajournement, le bill ne s'en trouvera que mieux, de même que la Chambre et le ministère. Son côté de la Chambre reste fidèle au ministère, et rien de cette proposition n'impliquait le moindre manque de confiance. Il se félicite de voir que le ministère jouit aussi de la confiance de l'Opposition: c'est si nouveau et si rafraîchissant que cela devrait continuer.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Maison protestante d'industrie
et de refuge de Montréal

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 26 Victoria, chapitre 62, intitulé: "Acte pour incorporer la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Société du fonds des veuves et
des orphelins des ministres congrégationalistes

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Compagnie du cimetière Mont-Royal

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour investir la Compagnie du cimetière Mont-Royal des anciens cimetières protestants, dans la cité de Montréal".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Compagnie de crédit de Montréal

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

The Montreal Young Men's
Christian Association

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association".

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Estacades dans la rivière Nicolet

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser Antoine Mayrand, de Nicolet, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière Nicolet.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du gaz de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les statuts 12 Victoria, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie hydraulique et des quais de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose la deuxième lecture du bill du Conseil législatif pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie hydraulique et des quais de Montréal.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Espère qu'on n'insistera pas pour cette deuxième lecture. Cette loi a déjà été refusée et déclarée inconstitutionnelle par le gouverneur général.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Se dissocie complètement de cette loi, à laquelle son nom a été rattaché. S'il va en comité, ce bill

sera amendé au point de lui enlever toute constitutionnalité.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): S'oppose au bill pour des raisons constitutionnelles. Il a été plusieurs fois présenté, et chaque fois refusé.

La proposition est remise.

Vente des bois et forêts

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts.

M. F. DUGAS (Montcalm): Suggère que le bill pourrait avantageusement être amendé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Espère que le premier ministre ne s'opposera pas à l'amendement de la troisième clause. Malheureusement, le gouvernement ignore la valeur de nos limites de bois, et le discours du budget citait le cas d'une limite de 40 milles vendue pour \$4,000, soit \$100 le mille. Cela démontre, d'une part, notre grande richesse forestière, et, d'autre part, l'ignorance et l'imprudence avec lesquelles ces forêts sont vendues. Ainsi, on a vendu à ce prix élevé des limites coupées et achetées originellement pour \$8.27 le mille carré.

Le gouvernement sacrifie les intérêts de la province par des ventes comme celles-là. Le trésorier dit s'être trompé et que la vente n'était que de \$3,000, mais l'argument vaut encore. La vente de 11,000 milles carrés a causé la perte mentionnée. Il propose qu'on ajoute les mots "après avoir exploré et évalué". L'exploration sera réalisée par le département. Son but, c'est que le gouvernement fasse explorer et évaluer les terres dans le but de mettre fin aux spéculations des propriétaires qui négligent de défricher leurs terres et de doubler leur rente ou leur amende, lorsqu'ils se rendent coupables de tel délit.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): N'aura pas d'objection à un tel amendement.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Au lieu de se lancer dans la vente des terres, le gouvernement devrait plutôt essayer de les retenir; dans quelques années, elles seront plus en demande et rapporteront davantage. On devrait s'occuper plus du colon et lever l'interdiction qui l'empêche de couper du bois.

La Chambre se forme en comité.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a fait des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Le Conseil législatif communique à cette Chambre les résolutions suivantes, passées par leurs honneurs les conseillers législatifs.

Le Conseil législatif a reçu avec plaisir le message de l'Assemblée législative relatif à la conférence qui a eu lieu aujourd'hui.

Les raisons données par les délégués de l'Assemblée législative ne paraissent pas suffisantes pour induire le Conseil législatif à changer son opinion.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin, mil huit cent soixante-quatorze, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

Interpellation:

Greffier du conseil exécutif

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Quelle mesure le gouvernement prendra-t-il contre le greffier du conseil exécutif qui a écrit dans les journaux que les lois de cette Chambre étaient absurdes et inconstitutionnelles, et qui a fait copier ses effusions par les employés de l'Etat?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le greffier du Conseil exécutif jouit de tous les droits du citoyen, ce qu'on ne saurait lui enlever. Cependant, il n'a plus écrit depuis longtemps et il n'est pas vraisemblable qu'il le fasse encore.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): L'honorable député doit se rappeler que, d'après la nouvelle loi contre le libelle, il n'est pas libelleux de dire la vérité.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je n'ai jamais parlé de libelle.

Fonds de bâtisses et de jurés

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir à un mode plus équitable de contribution au fonds de bâtisses et de jurés par les municipalités locales.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Acte des licences

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité :

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose un amendement s'appliquant à Montréal et relatif à l'abolition du règlement exigeant vingt-cinq signatures pour demander une licence, et prévoyant des honoraires à verser au recorder et officiers.

L'amendement est retiré, après discussion.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a passé des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Taxe d'écoles à Montréal

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), la deuxième lecture du bill concernant la taxe des écoles dans la cité de Montréal.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec", avec un amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement, sans amendement.

Code de procédure civile

M. R.S. DE BEAUJEU (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'article 31 du code de procédure civile du Bas-Canada, en ce qui concerne certaines poursuites in forma pauperis.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à minuit et quinze.

Séance du 21 décembre 1872Sous la présidence de l'honorable J.-G. BlanchetLa séance s'ouvre à trois heures trente.Portrait de l'Orateur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Annonce que l'Orateur a gracieusement consenti à poser, pendant les vacances, pour commencer une galerie de portraits d'Orateurs, et que le comité des dépenses contingentes paiera les dépenses. Il en profite pour féliciter l'Orateur de sa conduite efficace et impartiale.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

Du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, comté de Beauce; demandant de permettre aux personnes qui ont défriché des terres, sans avoir encore obtenu leur permis d'occupation, de pouvoir conserver le bois sur leur terre.

Rapport de comités:

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et leur a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender de nouveau les dispositions des différents actes concernant la Corporation de la cité de Québec.

Bill pour incorporer la ville de Nicolet.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour continuer pendant un temps limité les différents actes y mentionnés et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Elections de Joliette

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, appuyé par le député de Drummond-Arthabaska (M. W. Laurier), qu'il soit permis au comité spécial, nommé pour juger du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection et du retour pour le district électoral de Joliette, de s'ajourner jusqu'au 2^e jour de la 3^e session de ce Parlement, à midi, et ce, du consentement du pétitionnaire et du député siégeant.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant pendant cinq minutes.

Reprise de la séance à trois heures et trente-septActe des licences

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec. Adopté.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. J.S. Brigham), que le bill soit amendé.

Adopté. Le bill passe tel qu'amendé.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer, au moyen de subsides ou d'octroi de terres.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Veut exprimer son opinion. Il approuve ces résolutions, mais il regrette qu'on ait tant retardé avant de les présenter: la fin de la session arrive et les députés n'ont pas le temps de les étudier.

Il répond à l'accusation portée contre lui par l'honorable premier ministre, d'avoir tué le chemin à lisses de Québec et Gosford et son extension au lac Saint-Jean. Il n'a pas tué le chemin, il a dit que l'extension du chemin depuis Gosford au lac Saint-Jean, par la ligne la plus courte, a été reconnue impraticable avec les moyens à la disposition de la province, mais il n'a pas renoncé au projet, seulement il a conseillé de chercher un passage plus favorable à l'ouest, en se rapprochant de La Tuque. Il est regrettable que M. Chauveau n'en fasse pas autant, et, qu'au lieu de dépenser année après année près de vingt-cinq mille piastres par an sur son chemin de colonisation au lac Saint-Jean, que tout le monde reconnaît être impraticable, il n'admette pas franchement la vérité.

Il est injuste pour le premier ministre de l'accuser ainsi, alors qu'il n'a fait que son devoir en soulignant le caractère impraticable de ce chemin. Le député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham) n'a jamais cessé ses attaques contre les chemins de colonisation de bois, et son seul argument contre le chemin de Gosford est qu'il fut terminé; le rapport montrera que l'aide accordée à ce chemin n'a pas été vaine. Le chemin est peu favorisé par sa situation, traversant un pays pauvre allant vers une région sauvage: mais avec le temps, il espère que cette région pauvre s'enrichira.

Quant au chemin de Gosford, il est vrai qu'il n'a pas encore rempli toutes les espérances de ceux qui l'ont bâti; il s'en faut de beaucoup. Mais, malgré tous les désavantages et les contre-

temps qu'il a éprouvés, depuis le commencement de l'entreprise, l'aide que la province lui a donnée n'est pas de l'argent perdu. Il lit le rapport du locataire du chemin de Québec à Gosford, soumis à la Chambre au commencement de cette session.

S'il n'y a pas eu de trafic pendant l'hiver, c'est que l'ingénieur estimait nuisible de réparer d'aussi grandes quantités de sable sur les lisses, et qu'il fallait trop d'énergie pour faire avancer les trains. Le trafic du chemin de Gosford n'est donc pas aussi élevé qu'il le serait s'il opérait pendant douze mois, mais, d'après le rapport officiel, il est établi que du 20 mai au 20 novembre dernier, le chemin à lisses de Gosford a transporté:

8,244 cordes de bois.

21,000 pieds cubes de merisier.

1,432,800 pieds de planches.

35,000 billots d'épinette et autres.

543,978 livres de marchandises.

5,382 passagers.

La valeur du bois seul est de \$58,504 au prix le moins élevé.

Cette somme est autant ajoutée à la richesse publique dans six mois, car tout ce bois aurait été brûlé tôt ou tard sur place par les colons, comme des quantités énormes de bois de corde et de billots ont déjà été brûlées, quand ils défrichent leurs terres, faute de moyens de transport. Pour son octroi de \$48,000 une fois payé, la province a obtenu l'été dernier seulement ce beau résultat, sans parler des facilités offertes aux habitants le long de la ligne et de l'encouragement donné au colon; il faut espérer que d'année en année le chemin de Gosford deviendra de plus en plus utile. Il demande seulement à la Chambre de ne pas condamner le système d'octrois aux chemins à lisses de colonisation, après une si courte expérience; les nouvelles entreprises sont toujours entourées de difficultés dont il est injuste de ne pas tenir compte.

La province s'enrichit grâce à ce chemin de fer. Si de si bons résultats se font sentir dès la première année, la Chambre doit être encouragée à poursuivre cette politique de soutien aux chemins à lisses de colonisation. Mais le tracé au nord-est ou à l'ouest serait beaucoup plus avantageux que celui que l'on se propose de suivre qui passe à travers un district montagneux.

Voilà pourquoi il s'est retiré de cette entreprise qui coûtera énormément à la province et que le premier ministre persiste à continuer malgré qu'il comprenne que le pays n'en retirera jamais aucun profit.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il semble que cette partie au moins de la politique du gouvernement a assez bien réussi.

(Applaudissements sur les bancs de la droite).

On a fait quelque chose pour coloniser le pays et encourager le commerce.

Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) prétend à tort que le tracé est impraticable sur (29) vingt-neuf lieues; en réalité, il n'y a que (10) dix lieues de terrain difficile. Ce même député blâme l'octroi de \$5,000 pour l'arpentage, mais grâce à l'arpentage de M. Casgrain, nous savons que, malgré des difficultés, il est possible de construire selon le tracé proposé. Le gouvernement ne reculera pas devant son devoir de construire une ligne qui ouvrira et peuplera un pays capable de contenir 200,000 âmes.

Sans nier les bienfaits du chemin de Gosford, il reste que ce chemin n'est utile que comme tronçon du chemin du lac Saint-Jean. Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) a quitté la présidence et rompu tout rapport avec la ligne de Gosford, mais s'il veut bien réintégrer son ancienne place, le gouvernement est tout disposé à avancer et lui accorder son appui entier.

Il soutient que les ingénieurs ont déclaré que le chemin d'après le tracé actuel pouvait se faire facilement jusqu'au lac Saint-Jean et que si le pays n'en retirait pas des avantages immédiats, plus tard on verrait la sagesse de cette entreprise.

Il n'est que juste que les colons du Saguenay qui prospèrent aient des moyens faciles de communications.

Le gouvernement est disposé à donner tout l'encouragement à cette entreprise.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said his position as to wooden railways had been misunderstood. He had opposed wooden railways on the principle that the use of wooden rails was not what it had been represented to be. The effect of the Gosford Railway had been to raise the price of wood in Quebec by stopping the cutting of wood in the country where it had formerly been produced, and the amount of money thus taken away more than balanced the amount brought in. Wooden railways were a failure, he asserted. The road was already in a state of decay, and the bridges were of such an unsatisfactory character that unless a man's life were very well insured, he did not care about travelling on it.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): En tuant le chemin, le député de Lotbinière (M.H.-G. JOLY) n'a pas commis un meurtre, mais un homicide involontaire.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Reconnaît les services rendus par M. Joly dans l'intérêt des colons du lac Saint-Jean, en favorisant la construction du chemin de Gosford. Les remarques que M. Joly a faites sur la difficulté de sa continuation jusqu'au lac Saint-Jean son basées sur le rapport de M. Sullivan. Il ne peut s'expliquer la contradiction qui existe entre les rapports de MM. Sullivan et Casgrain. A quel des deux rapports doit-on ajouter foi? M. Casgrain, le premier explorateur, assure que la construction d'un chemin de fer est facile: M. Sullivan qui a suivi, en faisant le nivellement du

chemin, les traces de M. Casgrain déclare que ce chemin coûtera \$30,000 par mille. Ce n'est pas un chemin semblable au Grand-Tronc que demandent les habitants du lac Saint-Jean et des comtés qui avoisinent Québec. Qu'on ouvre un chemin à jauge étroite, de 3 pieds de largeur, comme celui du Colorado qui a coûté \$13,000, y compris tout le roulant, ou même un chemin de 22 1/2 pouces de largeur, comme il y en a dans le pays de Galles, dans la Suède et la Norvège, et les habitants de Québec et du lac Saint-Jean, seront satisfaits, et il en résultera des avantages immenses pour le pays.

M. Casgrain n'a eu que le court espace d'environ 2 mois pour faire une exploration de plus de 100 milles à travers une forêt épaisse; en faisant de nouvelles recherches il est certain que l'on parviendra à éviter les endroits difficiles. Jusqu'à ce que l'on se soit assuré qu'il y a impossibilité de construire un chemin de fer, le gouvernement n'est pas justifiable de continuer les travaux du chemin de voiture actuel. Il vaut mieux attendre 4 ou 5 ans, plutôt que de courir le risque de dépenser inutilement une somme de 60 à \$80,000 et peut-être \$100,000; ce qu'il désire avant tout, c'est que l'argent soit employé utilement. Il a lui-même fait faire la première exploration du chemin passant par le lac Jacques-Cartier; dans le temps, il n'était pas question de chemins de fer à voie étroite.

L'honorable premier ministre qui patronise ce chemin d'une manière toute particulière, exagère l'étendue du terrain propre à la culture. Au lieu de 10 lieues, l'honorable premier ministre aurait dû faire mention de 25 à 30 lieues de terrain tout à fait impropres aux établissements agricoles. La preuve se trouve dans le fait que nonobstant le magnifique chemin, ouvert au-delà de Stoneham, le gouvernement n'a pu trouver, non pas à vendre, mais à donner que 5 lots seulement. Encore une fois, avant de continuer le chemin qui passe par le lac Jacques-Cartier, il faut s'assurer s'il n'y a pas moyen de construire un chemin de fer, amélioration instantanément demandée par la population du lac Saint-Jean et dont tout le pays reconnaît l'immense importance.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Il est facile pour certains députés de venir en Chambre dénigrer les grandes entreprises qui développent le pays. Rien ne leur plaît, et à les écouter, ce pays ne compterait pas un seul chemin de fer. Il est acquis que le pays a retiré d'énormes bienfaits du travail passé, et il s'ensuit que de pareils travaux accroîtront à l'avenir la richesse du pays. Le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) semble s'appliquer à détruire les entreprises de chemin de fer.

M.S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Claimed that he was the first man to advocate, to urge the House to patronize a line from Deep River to Aylmer. He said that the Honourable gentleman had first proposed a line from Mile

End to St-Jerome. He had then asked him to carry the road to Grenville when the Member for Hochelaga asked where Grenville was? He knew nothing of the trade of the country.

He said the Honourable Member from Hochelaga (M.L.-J. Beaubien) had become mesmerized by the Pacific Railway, and had taken himself out of sight altogether. He charged him with seeking his own ends in his prosecution of the Northern Colonization, and he said that Sir Hugh Allan was using the line as a means of attaining the Pacific Railway contract.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Est d'opinion que le règne des chemins à rails de bois est fini. On prétend, lorsque l'on construit un chemin de ce genre, que si la chose ne réussit pas on remplacera les rails de bois par des rails de fer. Il ne croit pas que l'on puisse jouer pareil tour à dame nature.

La proposition est adoptée, et la Chambre se forme en ledit comité.

En comité:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose les résolutions suivantes:

1. Résolu que nonobstant toute chose à ce contraire contenue dans l'acte de cette province, 32 Victoria, chapitre 52, chaque fois qu'une moitié continue d'aucun des chemins de fer ci-dessous mentionnés, ou aucune partie continue de tels chemins de fer, d'une longueur de pas moins de vingt-cinq milles, sera terminée ou en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour chaque telle moitié, ou pour aucune telle longueur de chemin, le montant total du subside mentionné dans ledit acte, en proportion au nombre de milles ainsi complétés.

2. Résolu que ce paiement pourra être fait, soit en espèces, soit au moyen de débentures capitalisées du gouvernement, et les dispositions des sous-sections quatre, cinq, six, sept et huit de la section cinq dudit acte s'appliqueront auxdites débentures de la même manière qu'aux débentures converties, mentionnées dans lesdites sous-sections, et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes les propriétés et dépendances d'iceux, aux mêmes obligations, conditions et liens auxquels elles auraient été assujetties, dans le cas où le paiement du subside annuel, ou des débentures auraient été émises en vertu du présent acte.

Lesdits chemins à lisses étant :

La Compagnie du chemin à lisses de Phillipsburg, Farnham et Yamaska.

La Compagnie du chemin à lisses de Waterloo et Magog.

La Compagnie du chemin à lisses de Missisquoi et de la vallée de la Rivière Noire. (Missisquoi and Black River Valley Railway Company).

La Compagnie du chemin à lisses de la

frontière de Québec (The Quebec Frontier Railway Company).

Les opérations seront commencées sur chacun desdits chemins à lisses dans deux ans, et complétées dans les cinq années à partir de cette date.

3. Résolu, qu'il est expédient d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à octroyer à la Compagnie du chemin à lisses de la Baie des Chaleurs pour la construction de son chemin à lisses partant d'un endroit sur le chemin de fer Intercolonial, dans le voisinage de la rivière Matapédia, jusqu'à New-Carlisle et la baie de Paspébiac, et pour sa continuation jusqu'au bassin de Gaspé, passant aussi près que possible de Percé, 10,000 acres de terres, pour chaque mille de tel chemin à lisses, lesdites terres devant être choisies dans les limites des comtés de Rimouski, Gaspé et Bonaventure.

4. Résolu qu'il est expédient que ledit octroi de terres soit fait aux conditions suivantes :

1- Que le gouvernement ne soit pas tenu de faire lesdits octrois avant que lesdits chemins à lisses aient été complétés et mis en opération, à son entière satisfaction.

2- Que, néanmoins, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il aura été constaté que ladite compagnie est activement engagée dans l'exécution de ses travaux, de lui accorder pour chaque vingt-cinq milles complétés dudit chemin, un octroi de terres correspondant à telle longueur de chemin.

5. Résolu, qu'il est expédient d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à octroyer à la Compagnie de colonisation du nord de Montréal, en vue d'aider à la construction de cette partie du chemin, reliant Aylmer à la rivière Creuse (Deep River), 10,000 acres de terres pour chaque mille de la longueur de ladite portion du chemin à lisses, et que lesdits octrois devront être pris dans les limites de cette section des terres de la couronne, dans les comtés d'Argenteuil, Ottawa et Pontiac.

6. Résolu, que le gouvernement ne soit pas tenu de faire tel octroi, avant que ladite section dudit chemin à lisses d'Aylmer à la rivière Creuse (Deep River) soit complétée et mise en opération à son entière satisfaction.

7. Résolu, qu'il sera néanmoins laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il aura été démontré que ladite compagnie est activement engagée dans l'exécution des travaux d'octroyer à ladite compagnie, aussitôt que vingt-cinq milles de ladite section de chemin auront été parachevés, une partie desdites terres proportionnée à ladite longueur de chemin.

8. Résolu, que dans le cas où ladite compagnie ci-dessus mentionnée n'aura pas bona in fide commencé à construire cette partie dudit chemin, entre Aylmer et la Rivière Creuse (Deep River), dans les deux ans qui suivront le premier jour de janvier prochain, alors et dans ce cas, ladite compagnie perdra tous ses droits audit octroi de terres.

9. Résolu, que le délai accordé à la Compagnie de colonisation du nord de Montréal, par la dix-septième section de l'acte trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, soit prolongé jusqu'au premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante-quinze, et que, dans le cas où ladite compagnie n'aura pas commencé à construire son chemin à lisses dans la période de temps mentionnée, elle perdra tous ses droits à un octroi de terres en vertu dudit acte et en vertu du présent acte.

10. Résolu, que le délai accordé à la Compagnie du chemin de fer International, par la section quatre de l'acte trente-cinq Victoria, chapitre vingt-trois, soit prolongé jusqu'au 1er janvier mil huit cent soixante-quatorze.

Les résolutions sont adoptées.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il voit que l'on accorde des octrois à certains chemins de colonisation.

Il n'insistera pas cette année à ce que le gouvernement accorde un octroi à la Compagnie de chemin de fer Laurentide, mais il pense qu'il pourra demander au gouvernement de promettre un tel octroi à la Compagnie Laurentide après qu'elle aura terminé son organisation et obtenu par souscription le capital que comporte la charte.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande combien de milles aura ce chemin.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Répond que sa longueur serait de 30 milles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que dès que la compagnie serait régulièrement organisée, que le capital serait souscrit et que les municipalités intéressées font voir qu'elles s'intéressent à la construction du chemin, le gouvernement s'engage à fournir sa quote-part, dans la même proportion que pour les autres lignes.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si le gouvernement qui se montre si libéral vis-à-vis des chemins de fer enlèvera les droits de barrières sur l'île de Montréal. Montréal tient fort à ce changement. Il demande au député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien) de l'assister pour presser le gouvernement à y consentir.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement ne peut pas promettre de changement soit à Montréal ou à Québec, qui avait même plus de droits que sa soeur de faire telle demande; mais qu'il ferait cependant son possible pour amener un changement quelconque.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Le gouvernement ne peut pas prendre un tel engagement, car les terres en cause ne relèvent pas de lui; il ne faut pas ignorer les réclamations du chemin à barrières de Québec.

Lesdites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer.

Accordé.

Fonds de bâtisses et de jurés

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour pourvoir à un mode plus équitable de contribution au fonds de bâtisses et de jurés, par les municipalités locales, étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Division d'enregistrement de Dorchester

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer le nom de la division d'enregistrement de Dorchester numéro deux, et le lieu où le bureau d'enregistrement de la dite division sera tenu.

Adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour Supérieure en révision

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la cour Supérieure en révision.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Tout en admettant le principe du bill, croit que c'est en quelque sorte insulter les juges de la cour de révision que d'en appeler à un second tribunal, après qu'ils ont rendu leur jugement. Il serait à désirer que l'on emploie d'autres procédés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que c'est à la demande des juges eux-mêmes qu'il a introduit ce bill. Leurs travaux sont très ardues et ils ont besoin d'aide. Ce bill évitera aux parties contendantes d'avoir recours à la cour d'Appel et hâtera les jugements.

La proposition est adoptée.

Impressions

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de présenter pour son cinquième rapport le rapport marqué "C", de son sous-comité, ci-annexé.

Votre comité recommande que le gouvernement soit chargé de demander, par annonces dans les journaux, des soumissions, suivant la formule ci-jointe, et d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire, pourvu qu'il donne des cautions responsables pour le montant mentionné dans la formule.

Rapport C, du sous-comité conjoint sur les impressions

Votre sous-comité a pris connaissance d'une partie des comptes d'impression de l'année écoulée, tels que soumis par le greffier avec son rapport ci-joint; il est convaincu de l'exactitude de l'un et de l'autre.

Votre sous-comité recommande que le rapport de l'instruction publique et le rapport des inspecteurs de prison soient imprimés comme documents de la session, outre 3,000 exemplaires français et 2,000 exemplaires anglais du premier, et 750 exemplaires français et 500 exemplaires anglais du second pour la distribution respective ordinaire.

Formule de soumission pour les impressions de la Législature, etc., Québec

Bureau du comité conjoint des impressions des deux Chambres de la Législature de la province de Québec.

Des soumissions cachetées pour le contrat des impressions, etc., requises pour les deux Chambres de la Législature, seront reçues à _____Assemblée législative, _____ quand le _____ s'assemblera pour les ouvrir. Le contrat devra commencer le _____ et se terminer le _____. Pour plus amples informations, on pourra s'adresser au greffier du comité des impressions, Chambre d'assemblée, Québec.

Documents pour l'impression desquels on demande des soumissions:

Procès-verbaux du Conseil législatif.

Votes et délibérations de l'Assemblée législative.

Bills.

Journaux des deux Chambres.

Documents de la session.

Statuts et Gazette officielle.

Journal de l'Instruction publique.

Journal of Education.

IMPRESSION

1	2	3
Composition par M. Ems	Réimpression de bills après la troisième lecture, y compris le changement de notes marginales et l'ouvrage de la presse, avec dix exemplaires surnuméraires sur beau papier, par page	Impression des statuts, les caractères ayant été tenus debout, y compris les changements, les corrections et les notes marginales par M. Ems
4	5	6
Matière reproduite dans la Gazette officielle, par M. Ems	Ouvrage de la presse, par marque de 250 exemplaires de (Token) 8 pages 8vo. papier grand raisin ou papier ministre	Changements, par heure
7	8	9
Changements d'entêtes, par feuille de 8 pages	Pour changer les procès-verbaux du Conseil législatif, et leur donner la forme du journal, par no.	Pliage, par feuille
10	11	12
Pliage et brochage, (y compris l'insertion des tableaux) par feuille, chaque tableau étant compté pour une feuille	Couvrir les pamphlets en couvert bleu, y compris la composition, le tirage et le papier, tant par exemplaire	Papier pour la Gazette, papier ministre, quadruple, de bonne qualité, 30 lb par rame
PAPIER		15
13	14	
Grand raisin no. 1. Bonne qualité, 26 lb par rame; des échantillons devront accompagner les soumissions	Papier ministre, no 2. qualité ordinaire, 13 lb par rame; des échantillons devront accompagner les soumissions	Livraison de la Gazette officielle, une partie au bureau de l'imprimeur de la reine, une partie au bureau de poste de Québec, selon les instructions, y compris le pliage, la couverture et l'adresse, par cent exemplaires Livraison de numéros surnuméraires de la Gazette officielle par cent exemplaires

RELIURE

Journaux, appendices ou documents de la session. Demi-reliure en mouton, côtés en toile, étiquettes en lettres dorées, par volume de 600 pages, et en proportion pour un plus grand nombre de pages, et aussi, donner les prix pour un ouvrage surnuméraire, tel qu'insertion des tableaux, cartes. Aussi pour demi-reliure en mouton. Nulle charge ne devant être faite pour reliure en feuilles simples ou brisées, et nulle autre charge surnuméraire.

Demi-reliure en mouton, côtés en lettres dorées, par volume de 600 pages, _____
 Pour chaque 8 pages additionnelles _____
 Insertion des tableaux, chaque _____
 Insertion des cartes, chaque _____
 Derri-reliure en veau, côtés en toile, étiquettes en lettres dorées _____
 Par volume de 600 pages _____
 Pour chaque 8 pages additionnelles _____
 Insertion des tableaux, chacun _____
 Insertion des cartes, chacune _____
 Ou bien, un prix par volume de 600 pages, y compris toute espèce d'ouvrage surnuméraire, _____

Conditions générales du contrat
 pour les impressions

1. Les ouvrages d'impression seront compris sous trois titres: simple, catalogue, et tabulaire.

2. Matière simple, comprendra toute matière ordinaire dans les journaux, appendices et documents de la session, y compris les listes de division et les index, et sera imprimée en caractères petit romain (Long Primer), et chargée à un seul prix.

3. Ouvrage de catalogue, comprendra toute matière exigeant deux lignes en travers et deux lignes du haut en bas de la page, devant être chargée à un prix et demi.

4. Les ouvrages tabulaires, comprendront toute matière exigeant au moins deux lignes en travers et trois lignes du haut en bas de la page, et devant être chargés à deux prix. Les lignes du haut et du bas de chaque page, dans les ouvrages ci-dessus, ne devant pas être comptées.

5. Les ouvrages de catalogue et tabulaires seront imprimés en caractères mignonne (Minion), ou en tous autres caractères qui seront prescrits par le greffier du comité.

6. Les votes et délibérations des deux Chambres, ainsi que les ordres du jour dans les deux langues, devront être imprimés en caractères petit romain (Long Primer), et délivrés à huit heures et demie du matin du jour qui suivra chaque séance, la correction des épreuves devant être faite par l'imprimeur.

7. Les bills, dans la forme des statuts, devront être imprimés en caractères philosophie (Small Pica), avec des notes marginales en caractères mignonne (Minion). Les caractères devant être gardés debout pour l'impression des statuts.

8. Les journaux et appendices devront être complétés par les soumissionnaires dans l'espace de deux mois après la fin de chaque session, et les statuts un mois après la fin de la session.

9. Les documents de la session devront être complétés par le soumissionnaire dans l'espace

de trois mois après la clôture de chaque session, et les statuts un mois après la clôture de la session.

10. On pourra exiger du soumissionnaire de tenir debout autant de pages qu'il sera jugé nécessaire sans aucune autre compensation que le prix alloué pour la composition.

11. On ne fera aucune allouance pour les pages en blanc, ni pour les corrections ordinaires, les heures de retard ou délais, ni aucune autre charge, excepté celles qui sont contenues dans la formule ci-dessus. On ne devra pas espacer la matière sans un ordre spécial.

12. Les feuilles imprimées des journaux, appendices, documents de la session et statuts devront être livrées à l'entrepreneur de la reliure sans paiement supplémentaire.

13. La Gazette officielle sera publiée dans les deux langues, en regard, en petit texte (Brevier), tel que réglé par un ordre en conseil. Le soumissionnaire sera responsable pour la correction des épreuves. Les documents livrés à l'imprimeur jusqu'à 4 heures, p. m., du jour précédant celui de la publication devront paraître dans le numéro du lendemain. Les caractères devront être distincts et bons, l'encre noire et de bonne qualité, et tout l'ouvrage devra être exécuté suivant les règles de l'art de chaque spécialité, à l'entière satisfaction des deux Chambres, etc.

14. L'imprimeur devra fournir au greffier du comité des impressions une liasse complète de l'ouvrage fait, avec le prix distinctement écrit sur le dossier.

15. Les charges faites pour les changements ne seront allouées que pour la copie incorrecte, et elles ne seront calculées que pour le temps fait et nécessairement employé par le compositeur.

16. L'imprimeur livrera les imprimés aux différents bureaux des deux Chambres sans charge supplémentaire, en la manière prescrite par les officiers autorisés à cette fin, excepté la Gazette officielle.

Conditions du contrat pour la reliure

17. Les journaux, les appendices et les documents de la session seront livrés par le relieur dans l'espace d'un mois, et les statuts, au nombre de 1,500 par semaine, après la livraison de la dernière feuille de chacun d'eux, et il sera responsable de la garde de tous les imprimés qu'il aura reçus, et devra rembourser, à ses frais, les pertes qui pourraient survenir après avoir reçu ces imprimés. Il devra livrer ces documents, sans charge supplémentaire, aux différents bureaux des deux Chambres.

18. Les matériaux employés dans la reliure devront être semblables aux échantillons exhibés dans le bureau du greffier des impressions, et tels que mentionnés dans le contrat.

19. Dans tous les cas, on retiendra vingt pour cent, jusqu'à ce que l'ouvrage soit entièrement terminé.

20. Si le soumissionnaire était en retard dans l'exécution de l'ouvrage le comité se réserve le droit de faire faire le même ouvrage ailleurs, en déduisant la différence de son compte, si différence il y a.

21. Les entrepreneurs relèveront de l'auditeur des comptes dans toutes les questions; les différends seront réglés par des arbitres.

22. Les entrepreneurs pour l'impression, le papier et la reliure fourniront deux bonnes cautions, au montant de quatre mille piastres, pour la due exécution du contrat. Le nom des cautions accompagnera les soumissions.

Ils seront également tenus d'assurer à sa valeur entière toute la matière imprimée qu'ils auront en main et déposer la police d'assurance (approuvée) entre les mains de l'officier préposé à cette fin.

N.B. Tous les ouvrages mentionnés plus haut devront être faits au lieu où la Législature siège, et en la manière détaillée dans le contrat.

Les soumissionnaires auront le contrat pour l'impression en anglais et en français, la reliure et le papier.

Le greffier du comité des impressions, dans chaque cas, indiquera la qualité de papier dont on devra faire usage pour l'impression des documents.

Rapport du greffier du comité conjoint des impressions

Au président et aux membres du comité conjoint sur les impressions.

J'ai l'honneur de vous soumettre une partie des comptes d'impressions de l'année écoulée. Le montant est de \$5,832.93

La balance sera mise devant votre honorable comité aussitôt que les imprimeurs auront terminé leur ouvrage; elle s'élèvera à près de \$6,000.00.

Les comptes sont accompagnés de pièces justificatives au nombre de 693: 139 sont pour l'honorable Conseil législatif et 554 pour l'Assemblée législative.

Le coût des impressions se répartit comme suit: \$584.80 pour l'honorable Conseil législatif, et \$5,248.13 pour l'Assemblée législative.

Quand, durant la session dernière, l'honorable comité conjoint sur les impressions a ordonné de distribuer les documents publics et le rapport de l'honorable commissaire des terres de la couronne avaient été imprimés, et le tirage pour les documents de la session avait été fait pour l'usage suivi depuis la seconde session du premier Parlement. Il a fallu imprimer de nouveau ces deux documents, et augmenter de \$664.77 la dépense pour les impressions.

Agriculture

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le second rapport du comité de l'agriculture, immigration et colonisation.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

I — Que c'est l'opinion de ce comité que parmi les moyens les plus propres à encourager efficacement l'amélioration de l'agriculture, celui qui doit être placé en premier lieu et encouragé de préférence à tout autre, après les primes pour les terres les mieux tenues, c'est la création ou le développement dans cette province, et même dans chaque comté, d'industries agricoles telles que manufactures de sucre de betterave, fromageries, féculeries, industrie liènière, etc.

En conséquence, pour arriver d'une manière plus efficace à ce but, ce comité croit devoir suggérer:

1. Qu'il soit permis et même suggéré aux sociétés d'agriculture d'affecter pendant un certain nombre d'années une partie ou même toutes les allocations annuelles employées jusqu'à présent aux expositions de comté à encourager directement, dans chaque comté, l'établissement de telles industries, de manière à donner aux cultivateurs l'occasion d'adopter la culture des espèces de produits les plus rémunérateurs et les moyens de tirer de ces produits le meilleur profit possible, en laissant à chaque société locale le choix des industries particulières qui conviennent davantage à chaque localité.

Parmi les moyens d'encourager l'établissement de ces industries, ce comité croit devoir suggérer les suivants:

1. Donner des primes à ceux qui établissent les premières manufactures, jusqu'au nombre requis pour les besoins de chaque comté; notamment une allocation libérale pour encourager l'établissement de l'industrie du sucre de betterave;

2. Donner des primes à ceux qui produiront annuellement le plus de matière première pour alimenter ces manufactures, tel que le plus de quintaux de betterave, de gallons de lait, de livres de lin, etc.

3. Donner des primes à ceux qui produiront la plus grande quantité de ces objets manufacturés.

II — Ce comité verrait aussi avec la plus grande satisfaction le vote d'un estimé convenable pour promouvoir l'encouragement de ces industries.

III — Comme toute impulsion sérieuse à donner aux industries appliquées à l'art agricole ne saurait manquer d'être affectée par les tarifs, et que ces industries ont besoin de toute la protection qui peut leur être donnée convenablement, votre comité, bien que le sujet ne soit point du ressort de notre Législature locale, croit devoir attirer fortement l'attention des membres de cette Chambre et de la province sur ce grand intérêt national et exprimer l'espoir qu'il sera toujours considéré comme un élément de la plus haute importance dans la législation douanière du Parlement fédéral.

IV Votre comité recommande aussi fortement qu'il soit fait une allocation suffisante pour assurer l'établissement d'un haras provincial, pourvu que les propriétaires du haras prennent l'engagement de vendre à des prix convenables des chevaux aux sociétés d'agriculture qui désireront en acheter.

Votre comité recommande aussi fortement l'encouragement et le développement de l'instruction agricole, la multiplication des fermes modèles, l'encouragement de l'agriculture, de l'horticulture, de la culture des arbres fruitiers, de la sylviculture, etc., etc.

Enfin, dans le but de faire connaître à toute la population des campagnes les véritables principes de l'agriculture, il est opportun de faire apprendre un petit manuel d'agriculture à tous les enfants, tant garçons que filles, qui fréquentent les écoles, académies, collèges et couvents recevant une allocation du gouvernement dans cette province.

Votre comité représente qu'il est désirable que l'enseignement d'un semblable manuel d'agriculture soit obligatoire dans toutes les écoles de la province, que des prix spéciaux soient offerts pour l'étude de l'agriculture dans toutes ces écoles, que les inspecteurs d'écoles soient chargés de veiller avec le plus grand soin à son introduction générale et requis d'en faire, dans leur rapport annuel, une mention spéciale pour chacune des écoles et dans leur circonscription.

Que cette question de l'instruction agricole dans nos écoles soit étudiée chaque année par le comité d'agriculture, et que les succès obtenus ou les raisons d'insuccès soient mentionnés spécialement dans le rapport du comité à la Législature.

M. T. ROBIT AILLE (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre de la Pointe aux Esquimaux, et de Saint-Ubalde. Accordé.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

The Montreal Young Men's Christian Association

Le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association", est, selon l'ordre du jour, lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que la Chambre a passé le bill sans amendement.

Incorporation de la ville de Nicolet

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la ville de Nicolet.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les actes relatifs à la Corporation de la cité de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Registres de l'état civil

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les registres de l'état civil.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ecoles de la cité de Québec

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la

deuxième lecture du bill pour légaliser un compromis entre les commissaires d'écoles et la Corporation de la cité de Québec.

Adopté.

Code de procédure civile

M. R. S. de BEAUJEU (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'article 31 du code de procédure civile du Bas-Canada en ce qui concerne certaines poursuites in forma pauperis.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour Supérieure en révision

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la cour Supérieure en révision.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender le code municipal de la province de Québec, étant lu;

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que ledit ordre soit déchargé.

Il dit qu'il proposera en comité certains amendements.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, dans le but de l'amender en insérant les mots suivants à la fin de la dernière clause:

"Que l'article 280 du code municipal soit amendé en ajoutant après le mot "désignés" les suivants: "par le président de l'élection".

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), que la Chambre s'ajourne.

Et objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant que cette Chambre a résolu, hier, de siéger jusqu'à minuit aujourd'hui.

M. l'Orateur décide que les mots "et que la Chambre siège jusqu'à minuit", ont été insérés dans l'ajournement d'hier par erreur, les mots de l'ajournement étant "jusqu'à demain à 3 heures P.M.", et qu'une motion d'ajournement est toujours dans l'ordre.

Ladite motion d'ajournement est alors retirée, du consentement de la Chambre.

Et la question sur l'amendement étant de nouveau proposée;

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), sous forme d'amendement audit amendement, que les mots "et insérant à la place les mots: par lot en présence des électeurs, si c'est par le président" soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et la question étant mise aux voix que ces mots soient ajoutés au premier amendement, elle est résolue dans l'affirmative.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la question principale ainsi amendée, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se forme alors en comité. Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements. Il est ordonné que le rapport soit reçu lundi prochain.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte concernant le cautionne-

ment de certains officiers judiciaires de la province de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres. "

Bill intitulé: "Acte concernant certaines compagnies à fonds social."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de l'Hôtel de Cacouna."

Bill intitulé: "Acte pour changer les limites des comtés de Portneuf et de Québec."

Et, de plus, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre trente-deux", sans amendement.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Association musicale de Québec," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 57, incorporant la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société permanente de construction du district d'Iberville, et lui accorder certains pouvoirs," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif du bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs."

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Société permanente de construction du district d'Iberville

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société permanente de construction du district d'Iberville, et lui accorder certains pouvoirs."

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Collège Sainte-Marie

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif à la version anglaise du bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 57, incorporant la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal."

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Association musicale de Québec

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député des Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer l'Association musicale de Québec," soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Loi électorale

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, étant lu ;

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que ledit ordre soit déchargé.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Acte des licences

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte des licences de Québec, étant lu ; Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Elections contestées

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour déferer l'instruction et la décision des élections contestées à des juges et pour empêcher les menées corruptrices aux élections pour l'Assemblée législative de Québec, étant lu ; Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Salaires des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Observe que le bill n'a pas encore été lu devant la Chambre et qu'il n'est encore qu'en manuscrit.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le bill est connu et qu'il a été discuté l'année dernière et amendé par l'honorable trésorier lui-même. La proposition est adoptée.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Code municipal

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte de cette province, 35 Victoria, chapitre 8, intitulé: "Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec", étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.
Il est ordonné que le bill soit retiré.

Acte 31 Victoria, chapitre 15

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 15, des statuts de la province de Québec.
Adopté.

Code de procédure civile

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 834 du code de procédure civile du Bas-Canada et pour faciliter l'application de l'article 2453 du code civil du Bas-Canada, étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.
Il est ordonné que le bill soit retiré.

Chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska, étant lu;

M.E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose, appuyé par le député de Bagot (M. P.-S. Gendron), la deuxième lecture dudit bill.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): S'oppose à la

motion en élevant une question d'ordre. Il demande le rejet du bill, parce qu'il faudra des nouvelles bâtisses et l'émission des débentures du gouvernement; que cela nécessitera une dépense publique et que toute dépense à même la caisse provinciale doit être autorisée par un message du gouverneur; parce qu'il détourne une appropriation de son but, et parce que de plus il imposerait une taxe publique sur une localité qui n'en a pas encore.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Fait voir les avantages du transfert du chef-lieu judiciaire de Kamouraska à la Rivière-du-Loup qui est un point plus central et plus rapproché du chemin de fer. Il demande définitivement l'opinion du gouvernement sur la question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que tout en reconnaissant les avantages offerts par la Rivière-du-Loup comme chef-lieu judiciaire, il a la douleur de lui dire que le gouvernement ne peut consentir à sa demande, vu qu'il n'y a pas d'appropriation dans ce bill.

Et objection étant faite, que cette mesure aurait dû être recommandée à la considération de l'Assemblée par Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

M. L'ORATEUR: Je suis d'opinion qu'en autant que pour mettre ce bill en opération il faudrait un octroi de la Législature, et qu'il n'a pas reçu la recommandation du lieutenant-gouverneur, il n'est pas dans l'ordre.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.
Il est ordonné que le bill soit retiré.

Interpellation:

Prorogation

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande que la session soit prorogée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la prorogation aura lieu mardi, ou jeudi prochain si la presse des affaires l'exige.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à midi.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 23 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à midi.

Rapport de comités:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire le rapport suivant:

Qu'il a examiné avec soin les comptes publics qui lui ont été soumis par la Chambre, ainsi que les autres questions qui s'y rattachent, et s'est permis de faire quelques suggestions concernant les affaires publiques; ces suggestions ont été adoptées, et votre comité a adopté les résolutions suivantes:

Que, dans l'opinion de votre comité, la somme de \$3,579.77 remise au département de l'Instruction publique par l'Université Laval, le 1er mars 1872, doit être remboursée au trésorier qui en rendra compte à la Chambre.

Qu'en autant qu'il appert par les documents fournis à votre comité par le département de l'Instruction publique que le système de tenue des livres de comptes y est défectueux, votre comité est d'opinion qu'il est désirable que l'honorable trésorier mette quelques-uns des officiers de son département au service du département de l'Instruction publique pour y faire adopter le système de tenue des livres en parties doubles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que l'argent a été placé dans la banque et que le trésorier a adopté la recommandation du comité relativement à la tenue des livres.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said it was, nevertheless, the duty of the Committee to make this report, and explained the propriety of having such money placed in charge of the Treasurer, and of re-voting unexpended balances required for future services. Though there was no imputation of fraud against the present system of book-keeping, it was best, in order to avoid irregularities and possible losses, to have a regular system of book keeping established.

Adopté.

Ventes des biens des mineurs

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs.

Accordé.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propo-

se que ledit bill soit lu une deuxième fois et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelui.
Adopté.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose que ledit bill soit lu une troisième fois et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à icelui.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ecoles de la cité de Québec

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour légaliser un compromis entre les commissaires d'écoles et la Corporation de la cité de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Administration des terres de la couronne

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les lois concernant l'administration des terres de la couronne.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, aux fins de l'amender, en en retranchant la clause 9 et insérant la suivante à la place:

"9. Chaque fois que le commissaire des terres de la couronne jugera qu'il est expédient de révoquer, sous l'autorité de la vingtième section dudit acte, des ventes ou permis de

location, de terrains situés dans une ou plusieurs municipalités, il fera publier au moins une fois dans la Gazette officielle une liste des terrains dont il aura l'intention de révoquer la vente ou permis de location, avec un avis qu'après deux mois de telle publication il pourra révoquer telle vente ou permis.

"Et, en effet, à l'expiration desdits deux mois après telle publication, il sera loisible audit commissaire de révoquer aucune desdites ventes ou permis de location, si les conditions sous lesquelles lesdites ventes ou permis ont été faites ou données n'ont pas été remplies à cette date, ou si aucun arrangement n'a été pris avec le commissaire.

"Il sera du devoir du secrétaire-trésorier d'aucune municipalité locale, dans laquelle se trouve situé aucun terrain mentionné dans ladite liste, aussitôt après avoir reçu le numéro de la Gazette officielle contenant lesdits avis et liste, de dire à la porte de l'église ou chapelle, un dimanche, après le service divin du matin, s'il y a tel service divin et telle église ou chapelle dans la municipalité, ledit avis et ladite liste des terrains mentionnés comme étant situés dans la municipalité dont il est le secrétaire-trésorier et d'afficher lesdits avis et liste dans son bureau", soient mis à la place.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Fournier, Gill, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer et Tremblay, 14

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), Fortin, Gagnon, Gendron, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 29

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. T. FOURNIER (Montmagny): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots suivants: "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant la 4e clause" soient mis à la place.

Il dit que ces confiscations, dont il a déjà parlé, ont été déclarées illégales par les cours de justice, les victimes ayant dans beaucoup de cas

payé jusqu'au dernier centin, quoiqu'ils aient négligé de défricher ainsi que voulu par cette loi. Il prétend que toute mesure ayant pour but de légaliser ces confiscations serait une mesure mauvaise et injuste.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'oppose à l'amendement et dit que la mesure est nécessaire pour régulariser les transactions et empêcher la confusion au département des Terres.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Sylvestre et Tremblay, 14

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Chapleau, Chauveau (Québec), Chauveau (Rimouski), de Beaujeu, Dorion, Fortin, Gagnon, Gendron, Houde, Irvine (sol. gén.) Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 31

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et, la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender en insérant les mots "à l'exception des actes qui annuleront les billets de location," à la fin de la 4e clause, soient mis à la place.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Refuse d'accorder son consentement aux amendements de l'Opposition.

Et, l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans la négative, sur la même division que la dernière.

Et, la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour y ajouter les mots suivants à la fin de la sixième

clause: "Pourvu toujours que telle section n'affectera pas aucun jugement, ni aucune cause pendante et rendue devant une cour de justice compétente, contraire aux dispositions de la présente clause", soient mis à la place.

Et, l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Et, la question étant mise aux voix, que le bill passe, la Chambre se divise, et, la question est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapport de comité:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer l'Association musicale de Québec", et a l'honneur d'en faire rapport avec un amendement.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics et pour constituer un Conseil des arts et manufactures", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal" avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Conseil des arts et manufactures

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics, et pour établir un Conseil des arts et manufactures".

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Corporation de la cité de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose que la Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

A deux heures quinze, l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures trente.

Siège de Québec — Montmorency

L'honorable Joseph Cauchon ayant présenté "l'indenture" de son élection pour le district électoral de Montmorency et ayant préalablement prêté serment, suivant la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), propose qu'en admettant l'honorable Joseph Cauchon, élu pour représenter le district électoral de Montmorency, à prendre son siège en produisant seulement en double son "indenture", sans le retour de "l'indenture" du greffier de la couronne en chancellerie, et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique, d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Adopté.

Règlements de la Chambre

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Rapport du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à réviser les règles et règlements de cette Chambre, lequel est lu comme suit:

Qu'à l'avenir, en sus de l'honoraire de \$100 payable lors de l'introduction d'un bill privé par la partie qui l'introduit, elle devra payer \$2 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision, laquelle somme formera partie des fonds de la Chambre.

Préséance sera donnée dans telles traductions:

1. Aux mesures du gouvernement.
2. Aux bills privés.
3. Aux bills publics entre les mains des députés.

Les chefs du département des traducteurs seront responsables de ces traductions, et il leur sera alloué une somme additionnelle pour la traduction, la correction et la révision des bills privés qui sera jugée équitable.

Quant à ce qui concerne la pétition du sergent d'armes, votre comité considère que les règles de la Chambre maintenant en force sont suffisantes.

Adopté.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour venir en aide à certaines compagnies de chemins de fer.

Il dit que le bill est amendé de manière à permettre que le chemin de fer de la Baie-des-

Chaleurs ne soit commencé que dans cinq ans.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874, et pour d'autres fins se rattachant au service public.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Prorogation

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande au député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) quand la prorogation aura lieu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que c'est l'intention de Son Excellence le lieutenant-gouverneur de proroger la session demain après-midi à trois heures.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Observe que probablement l'honorable premier ministre ne le pourra pas, vu qu'il a une question de privilège à soulever.

Dépôt et lecture de pétitions:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dépose la pétition suivante de Ferdinand Lefrançois, cultivateur, et de Gaspard Dorion, navigateur, de la paroisse de Château-Richer et de François-Xavier Garneau, senior, de la paroisse de l'Ange-Gardien, cultivateur, tous trois électeurs dûment inscrits sur la liste de la division électorale de Montmorency et qualifiés à voter à l'élection d'un député qui a eu lieu aujourd'hui, pour représenter ladite division dans l'Assemblée législative de la province de Québec.

A l'honorable Assemblée législative de la province de Québec.

Ferdinand Lefrançois, cultivateur, et Gaspard Dorion, navigateur, de la paroisse de Château-Richer, et François-Xavier Garneau, de la paroisse de l'Ange-Gardien, cultivateur, tous trois électeurs dont les noms sont dûment inscrits sur les listes électorales de la division électorale de Montmorency et qualifiés à voter à l'élection d'un député qui devait avoir lieu aujourd'hui pour représenter ladite division dans l'Assemblée législative de la province de Québec, représentent humblement :

Qu'à la prétendue élection faite ce vingt-troisième jour de décembre courant dans la division électorale de Montmorency pour l'élection d'un député pour représenter ladite division électorale de Montmorency dans l'Assemblée législative de la province de Québec, Pierre Gosselin, de la paroisse de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, écuyer, notaire public et registrateur, fut choisi par le gouvernement exécutif de cette province pour remplir la charge d'officier rapporteur dans et pour ladite division électorale de Montmorency.

Que ce jourd'hui aux lieu et heure fixés par la proclamation dudit officier rapporteur, savoir à onze heures de l'avant-midi sur la place publique en face de l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, dans ladite division électorale, un grand nombre d'électeurs dûment inscrits sur les listes électorales de la susdite division alors en force et qualifiés à voter à ladite élection se réunirent conformément à la susdite proclamation pour y procéder à l'élection d'un député pour représenter ladite division électorale, sous la présidence et direction dudit Pierre Gosselin, officier rapporteur dûment commissionné à cet effet.

Qu'au jour, lieu et heure ci-dessus indiqués, après l'arrivée au husting de l'honorable Jos. Cauchon, alors candidat à ladite prétendue élection et maintenant le député siégeant pour la susdite division électorale, ledit officier rapporteur, étant alors lui-même sur le husting, demande lui fut faite par nous soussignés et par un grand nombre d'autres électeurs de ladite division électorale de mettre en nomination Ferdinand Lefrançois, l'un des soussignés, et aussi demande d'accorder un poll pour l'enregistrement des votes des électeurs de ladite division électorale.

Que ledit officier rapporteur par les demandes à lui faites à haute et intelligible voix a bien compris que les électeurs alors et là présents étaient divisés d'opinion et voulaient obtenir un poll dans le but d'enregistrer leurs votes pour leurs candidats respectifs, laquelle demande ledit officier rapporteur a refusé et négligé d'accorder.

Qu'en agissant ainsi en sadite qualité d'officier rapporteur, ledit Pierre Gosselin voulait élire et a déclaré élu ledit honorable Joseph Cauchon au mépris de la loi, des droits et des intérêts des électeurs favorables à l'élection dudit Ferdinand Lefrançois.

Qu'un poll ayant été demandé, il était du devoir dudit officier rapporteur de l'accorder, mais que ledit officier rapporteur, dans le but de s'attirer les faveurs de l'honorable Joseph Cauchon et dans un but de lucre et de gain illicite, a volontairement par esprit de partialité, illégalement et injustement refusé ladite demande et a, par cet injuste refus, privé lesdits requérants et tous les autres électeurs dûment qualifiés de ladite division, favorables à l'élection dudit Ferdinand Lefrançois, du droit d'obtenir un poll.

Que vos requérants prient votre honorable Chambre de vouloir sommer ledit Pierre Gosselin de comparaître à la barre de la Chambre pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier rapporteur lors de la susdite prétendue élection de la division électorale de Montmorency et pour répondre aux obligations de la présente pétition que vos pétitionnaires prouveront quand ils en seront requis par votre honorable Chambre.

Ferdinand Lefrançois
F.-X. Garneau
Gaspard Dorion

Québec, 23 décembre 1872.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que la pétition soit maintenant reçue et référée au comité des privilèges et élections comme on l'a fait pour l'élection de Québec-Centre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que dans ce cas-ci comme dans les autres il faut suivre les coutumes de la Chambre. La pétition pourra être reçue pendant les premiers quatorze jours de la prochaine session. La présente motion est illégale et n'est pas nécessaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cet officier a refusé de se rendre à la demande de plusieurs électeurs qui avaient le droit de demander un poll.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je crois, Monsieur l'Orateur, que la pétition est hâtive, l'honorable député de Lotbinière aurait dû y mettre les formes régulières pour la présenter. Mais non, fidèle à des sentiments d'animosité personnelle, il n'a qu'une idée bien déterminée: celle d'attaquer le siège que j'occupe. Il profite de la présentation de la pétition pour donner libre cours à ses sentiments à mon égard.

Comme la chose ne regarde que l'officier rapporteur, je me sens libre de parler. Je ne vois pas pourquoi tant de précipitation dans cette question, lorsque ceux qui peuvent se plaindre ont quatorze jours pour le faire, suivant la loi, et qu'une enquête devant le comité des élections, où seraient entendus un grand nombre de témoins serait actuellement impossible. Par la requête électorale, tous les faits de l'élection devront nécessairement se produire et, si réellement l'officier rapporteur n'a pas donné un poll

quand il aurait dû le donner, d'abord l'élection serait nulle et ensuite le comité ferait ce que tout comité électoral fait en pareil cas, mettre devant la Chambre les faits prouvés et provoquer son action. C'est la ligne de conduite que l'on suivrait si l'on n'était pas animé d'un autre sentiment que celui de l'intérêt public et de la dignité de la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il ne veut pas relever l'accusation d'être mû par des motifs de rancune personnelle en présentant le document en question. J'espère qu'avant peu j'aurai l'occasion d'exposer quels sont mes vrais motifs.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): On les connaît.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable député dit: "On les connaît". Eh! bien! je vais dire ces motifs. Monsieur l'Orateur, j'ai toujours entendu dire ici et dans le public qu'occuper un siège dans cette Chambre était un honneur. Lorsque l'on vient à découvrir qu'ici, il se trouve des députés qui, comme celui qui représente le comté de Montmorency, siègent en soutirant de l'argent du gouvernement par contrats, au mépris de la loi, cela au vu et au su du gouvernement et de toute la partie ministérielle de la Chambre, lorsque l'on a vu l'honorable député de Montmorency accumuler des titres trompeurs et menteurs, avec l'appui moral du gouvernement et de la fraction ministérielle, pour garder son siège ici, je dis que l'honneur d'être député se trouve de beaucoup compromis. Cependant, je dois reconnaître ici que, quand la Chambre a vu qu'elle ne pouvait plus soutenir ce député sans se compromettre plus gravement encore devant le public, alors elle a lâché prise et le député de Montmorency, abandonné à ses propres ressources, a dû déguerpir. Pour sauver la dignité de la Chambre, j'ai pris l'initiative de l'acte d'expulsion prononcé contre l'honorable député parce que je ne veux pas qu'on dise de la Chambre qu'elle est un véritable ring, un ring américain.

Je dis, Monsieur l'Orateur, que si nous laissons siéger ici des hommes qui sont contracteurs publics, ce sera une honte pour cette honorable Chambre, qui deviendra comme les Législatures des Etats-Unis, un centre de corruption effrénée. Comme dans les Législatures corrompues et pourries des Etats-Unis, cette Chambre se remplira d'hommes qui s'organiseront pour spéculer aux dépens du public et se transformera en un ring d'hommes sans principe et sans honneur qui déshonoreront et pilleront la province, comme il est arrivé aux Etats-Unis. C'est pour prévenir de pareilles fraudes et combattre le mal dans sa racine que je me suis cru obligé de procéder comme je l'ai fait contre l'honorable député de Montmorency. Tels sont mes motifs, qui n'ont absolument rien de personnel.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): L'honorable député prétend qu'il n'est animé à mon égard d'aucun mauvais sentiment, et qu'il n'a voulu, dans cette circonstance, que sauver l'honneur et la dignité de la Chambre. S'il en est ainsi, pourquoi a-t-il commencé ses attaques personnelles dès les premiers jours (1867) où nous siégeons ici, sous la nouvelle constitution, à moins qu'étant intellectuellement faible il ait senti le besoin de s'attaquer à un homme pour se poser et se placer ainsi à un niveau qui n'était pas le sien.

Le témoignage qui a été donné devant le comité des privilèges n'a aucune valeur quelconque, et ne tiendrait pas deux secondes devant un tribunal judiciaire: il est contradictoire et insuffisant. Cependant, comme la Chambre semblait être différemment impressionnée, j'ai respecté ses scrupules et j'ai résigné mon siège. Mais, en supposant que le témoignage fut ce qu'il n'est pas, et que j'aie eu, indirectement, à une certaine époque, des intérêts dans l'asile de Beauport, serait-ce, cela, un acte déshonorant et en quoi donc le serait-il? J'aurais tout au plus violé la loi et j'en aurais subi les conséquences. Y a-t-il un homme, dans cette Chambre, supposant toujours le cas vrai, qui peut dire que j'ai fait payer au pays plus qu'il n'aurait payé à un autre, lorsque le contrat, qui n'était pas mon fait, existait longtemps auparavant? Est-ce bien à vous de parler de l'intérêt public, vous qui votiez, l'autre jour, une somme bien autrement considérable, en faveur d'une autre institution, placée dans de bien meilleures conditions de se soutenir elle-même? Si donc, il est vrai que j'ai reçu moins, pour faire plus, comment osez-vous m'accuser et dire que vous avez bien agi, en votant plus pour obtenir moins? Ne nous parlez plus de votre amour de l'intérêt public et de votre honorabilité.

Vous dites que vous n'avez rien de personnel; alors pourquoi m'avez-vous choisi comme une victime entre d'autres personnes, sous ce rapport dans des conditions pires que la mienne dans cette Chambre et dans l'autre; et pourquoi n'avez-vous pas étendu jusqu'à eux votre amour pour l'honneur, la dignité et l'indépendance de cette Chambre?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Qui sont-ils?

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): L'honorable député les connaît tout aussi bien que moi et en s'attaquant uniquement à moi il donne la preuve du sentiment personnel qui l'anime.

Il est deux choses qui caractérisent singulièrement l'honorable député de Lotbinière: la première, c'est qu'il a hérité des rancunes et des haines paternelles et, l'autre, qu'il a eu le bonheur d'être né après sa mère. C'est à sa plus simple expression, car il ne se distingue autrement que par ses bouffonneries et ses ridicules turlupinades.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'objecte à la réception de la requête.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought the law required in cases like this a report from the Clerk of Crown in chancery, before a Member could be admitted to the House. It seemed to have resolved to admit Mr. Cauchon without the preliminary official report. He hoped this proceeding should not be drawn into a precedent.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Remarque que M. Cauchon aurait dû au moins mettre les formes ordinaires à sa rentrée en Chambre. Il se souvient que, dans une circonstance analogue dont il était le héros, il a été présenté à la Chambre par deux collègues et lorsqu'on lui a demandé la preuve de sa réélection, il l'a donnée immédiatement.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit qu'au moment où la Chambre est veuve de plusieurs de ses membres, qui faisaient partie du comité des privilèges et élections, et lorsqu'un grand nombre d'autres députés se disposent à plier armes et bagages la veille de Noël, il est tout à fait inopportun d'insister sur la prise en considération de cette pétition. Attendons à la prochaine session, les esprits échauffés aujourd'hui se seront refroidis alors et seront mieux en état de juger.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que la session est trop avancée pour faire une investigation et que la motion devrait être rejetée, surtout parce qu'elle pêche sur plus d'un point contre la vérité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Admet que la session est trop avancée; il proposera donc que la pétition soit lue et reçue pour être prise ensuite en considération à une autre session.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'une pétition ne peut-être reçue et lue le même jour et s'oppose à ce que la pétition du député de Lotbinière soit reçue.

Et objection étant faite, que la motion n'est pas dans l'ordre, et que la pétition ne peut pas être reçue.

L'ORATEUR: Décide que la réception et la lecture de la pétition soient retardées jusqu'à demain, les raisons données pour la réception immédiate n'étant pas suffisamment urgentes.

Prorogation

L'ORATEUR: Communique à la Chambre la lettre suivante:

A l'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que c'est

mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature de cette province demain, à trois heures P.M.

Je suis, monsieur l'Orateur,
Votre obéissant serviteur,

N.-F. BELLEAU,
Lieutenant-gouverneur

Hôtel du gouvernement,
Québec, 23 décembre 1872

Compagnie du cimetière Mont-Royal

Le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour investir la Compagnie du cimetière Mont-Royal des anciens cimetières protestants, dans la cité de Montréal", est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Corporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender de nouveau les dispositions des différents actes relatifs à la Corporation de la cité de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association musicale de Québec

La Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer l'Association musicale de Québec".

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux
et Saint-Ubalde

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux et de Saint-Ubalde.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Bonaventure (M. T. Robitaille), propose que le comité permanent des bills privés ait permission de siéger pendant la vacance de six heures à sept heures et demie, p.m., aujourd'hui.

Adopté.

Dépenses contingentes

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Appuyé par le député de Québec-Coiré (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), propose que cette Chambre concourt dans le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Appuyé par le député de Bonaventure (M. T. Robitaille), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit amendé en élevant le salaire de M. Buteau Turcotte, assistant-traducteur français, à la somme de \$900 au lieu de \$700, tel que fixé par ledit rapport," soient mis à la place.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Code municipal

Le comité général formé pour étudier le bill pour amender le code municipal de la province de Québec fait rapport du bill avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Montréal et des Laurentides", et y a fait divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux
et Saint-Ubalde

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux et Saint-Ubalde.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), propose que la résolution adoptée par cette Chambre, mercredi, le 18 du courant, désapprouvant les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny et l'annexer à celui de Québec", soit rescindée.

Il est résolu que cette Chambre concoure avec le Conseil législatif dans lesdits amendements.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Dépenses contingentes

La Chambre reprend les débats sur l'amendement qui a été aujourd'hui proposé à la question, que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes; lequel amendement était, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit amendé, en élevant le salaire de M. Buteau Turcotte, assistant-traducteur français, à la somme de \$900 au lieu de \$700, tel que fixé dans ledit rapport", soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé;

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Appuyé par le député de Dorchester (M. L.-N. Larochelle), propose, sous forme d'amendement audit amendement, que les mots "amendé, en élevant le salaire de M. Buteau Turcotte à la somme de \$900 au lieu de \$700, tel que fixé dans ledit rapport" soient retranchés, et que les mots "renvoyé à M. l'Orateur, avec pouvoir d'y faire les changements mentionnés dans les listes préparées par lui et soumises au comité des dépenses contingentes", soient mis à la place.

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Et la question, étant mise aux voix, sur l'amendement proposé à la question principale, ainsi amendée, elle est résolue dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée étant alors mise aux voix;

Il est ordonné que le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes soit renvoyé à M. l'Orateur, avec pouvoir d'y faire les changements mentionnés dans les listes préparées par lui, et soumises au comité des dépenses contingentes.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, et pour ratifier certains arrangements faits entre ladite compagnie et la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est et pour d'autres fins", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer le "Trafalgar Institute" avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre".

De plus le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'éducation en cette province", avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

De plus le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est", avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer des Laurentides", avec plusieurs amendements, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, et pour ratifier certains arrangements faits entre la dite compagnie et la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est", et pour d'autres fins.

Les amendements sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leur honneur que cette Chambre a adopté leurs amendements.

The Trafalgar Institute

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer The Trafalgar Institute".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Education

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant l'éducation en cette province".

Ledit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les divers actes concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est".

Ledit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Compagnie du chemin de fer
des Laurentides

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer des Laurentides".

Il est ordonné que lesdits amendements soient lus une seconde fois demain.

Etienne-Théodore Paquet

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre tous les papiers et documents se rapportant à la décision donnée le 5 décembre 1871, par l'honorable ministre de l'Instruction publique, dans l'appel d'Etienne-Théodore Paquet et autres, de la paroisse de Saint-Agapit, contre la résolution des commissaires d'école de ladite paroisse.

Adopté.

Salaires des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose que l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Affirme que la proposition va à l'encontre du règlement puisque la Chambre a ordonné la réimpression du bill.

L'ORATEUR: Décide qu'en conséquence de l'ordre de la Chambre ordonnant la réimpression dudit bill, et qu'il ne l'a pas été, la motion n'est pas dans l'ordre.

Acte 31 Victoria, chapitre 15

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 15 des Statuts de la province de Québec.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé. Il est ordonné que le bill soit retiré.

Loi électorale

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Sague-

nay): Dit à propos du bill pourvoyant à ce que les élections des membres de l'Assemblée législative de Québec se fassent au scrutin secret, que des circonstances défavorables le forcent, il le craint, à abandonner son bill. Le gouvernement a adopté une mesure concernant les élections; il a espéré en vain pouvoir y rattacher son bill.

Il croit préférable pour le moment de ne pas le pousser plus avant.

Département de l'Agriculture
et des Travaux publics

La Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics, et pour constituer un Conseil des arts et manufactures."

Le comité étudie le bill et fait rapport avec des amendements.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), propose que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à onze heures, a.m.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte concernant l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 52, pour la protection des oiseaux insectivores et autres utiles à l'agriculture", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Protection des oiseaux

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 52, pour la protection des oiseaux insectivores et autres, utiles à l'agriculture."

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 24 décembre 1872

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à onze heures et trente.

Dépôt et lecture de pétitions:

Il est ordonné que la pétition de Ferdinand Lefrançois, cultivateur, et de Gaspard Dorion, navigateur, de la paroisse du Château-Richer, et de François-Xavier Garneau, senior, de la paroisse de l'Ange-Gardien, cultivateur, et tous trois électeurs, dûment inscrits sur la liste électorale de la division électorale de Montmorency, et qualifiés à voter à l'élection d'un député qui devait avoir lieu aujourd'hui, pour l'élection d'un député pour représenter ladite division dans l'Assemblée législative de la province de Québec présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que Pierre Gosselin, de la paroisse de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, écuyer, notaire public et registraire, soit sommé de comparaître à la barre de cette Chambre pour y rendre compte de sa conduite comme officier rapporteur pour la division électorale de Montmorency, est reçue et lue.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 12 décembre 1872, demandant un état indiquant toutes sommes d'argent exigées ou reçues pour traitements, services, extra et frais de voyage, ou pour tout autre objet, par les divers assistants ou députés-chefs et autres officiers du département, dans la province de Québec, et spécialement, savoir: l'assistant-commissaire des Terres de la couronne et les divers agents de ce département, l'assistant-commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, le greffier du Conseil exécutif, l'assistant-secrétaire provincial, l'assistant des greffiers en loi de la couronne, l'assistant-trésorier, l'auditeur provincial, et le secrétaire du ministère de l'Instruction publique, ou par aucun d'eux, pour services rendus au gouvernement comme tels assistants ou comme tels officiers de département comme susdit, pour l'année expirée le 1er décembre 1872; indiquant aussi en vertu de quelle autorité (s'il en est) les paiements ont été faits, et les pièces justificatives à cet égard. (Documents de la session, no 32)

Et de plus, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 18 novembre 1872, demandant un état indiquant les municipalités dans la province qui ont payé la contribution pour les petits jurés, en vertu de la clause 15, du chapitre 109, des statuts refondus du Bas-Canada, et celles qui ne l'ont point payée; mentionnant combien il a été payé par chaque municipalité et les arrérages dus par chacune d'elles et

combien il serait dû par chaque municipalité, si rien n'avait été payé par chacune d'elles. (Documents de la session, no 33).

Salaires des employés de la Chambre

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que M. l'Orateur, dans les trois jours de l'ouverture de la prochaine session de cette Chambre, présente un état de détail de l'augmentation des salaires accordés aux officiers et employés de cette Chambre, montrant, pour chacun, le salaire actuel et l'augmentation.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent requises pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1874 et pour d'autres fins se rattachant au service public", sans amendement.

Compagnie du chemin de fer des Laurentides

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer des Laurentides" sont, selon l'ordre du jour, lus une seconde fois;

Et, la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le Conseil législatif dans lesdits amendements, elle est résolue dans la négative.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de L'Assomption (M. O. Peltier), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, informant leurs honneurs que cette Chambre a désapprouvé les amendements faits par leurs honneurs au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer des Laurentides", pour les raisons suivantes:

1. Le capital considérable dont la souscription est autorisée par cet acte et dont une partie devra plus tard être souscrite par les municipalités représentées par les personnes dont les noms ont été retranchés comme directeurs provisoires.

2. L'octroi considérable promis par le gouvernement comme subside à la compagnie, et qui demande la garantie de protection à laquelle ont droit les comtés représentés par les messieurs dont les noms ont été retranchés du bureau de direction provisoire de ladite compagnie.

3. Le nombre trop limité de directeurs provisoires pour leur permettre convenablement pour l'intérêt, bien entendu, de la compagnie, le quorum nécessaire en vertu de l'acte tel

qu'amendé, comprenant la totalité des directeurs provisoires.

Adopté.

Message du Conseil législatif

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender le statut 12 Victoria, chap. 183, et l'acte 23 Victoria, chap. 125, concernant la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Nicolet", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de la paroisse de Laprairie", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Corporation de la ville de Lachine", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Elections contestées

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées aux élections".

Lesdits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie du gaz de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender le statut 12 Victoria, chapitre 183, et l'acte 23 Victoria, chapitre 125, concernant l'incorporation de la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal".

Ledit amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Acte d'incorporation de la ville de Sorel

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel".

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose que lesdits amendements soient lus une deuxième fois et renvoyés au comité permanent des bills privés.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre suspende ses procédures durant la séance dudit comité.

Acte d'incorporation de la ville de Nicolet

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Nicolet".

Lesdits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Corporation de la ville de Lachine

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Corporation de la ville de Lachine".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie du chemin à barrières de la paroisse de Laprairie

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de la paroisse de Laprairie".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Fait rapport, selon l'ordre du jour, du bill du Conseil

législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics et pour constituer un Conseil des arts et manufactures."

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

Salaires des officiers publics

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Soulève un point d'ordre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que, si on a pour but d'embarrasser la Législature, il peut, lui aussi, jouer à ce jeu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il n'entend pas faire une opposition factieuse à la mesure, mais il pense que, vu son importance, elle n'a pas reçu toute l'attention désirable. Il est d'opinion que le moteur devrait être satisfait de l'avoir fait avancer jusqu'à ce point et l'honorable député, qui est absent, l'a affirmé lui-même avant de partir. Pendant une autre session, un projet conçu selon le même principe pourra être présenté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): D'après ce qu'il a su, le député de Montréal-Est (M. F. David) ne tient pas à faire avancer plus loin son bill pendant cette session.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et, la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics;" la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte d'incorporation de la ville de Sorel

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième

rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel," et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Il est ordonné que lesdits amendements soient renvoyés à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est résolu que cette Chambre concoure avec le Conseil législatif dans lesdits amendements, ainsi amendés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements en y faisant plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux et de Saint-Ubalde," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et, de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender le code municipal de la province de Québec," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux et Saint-Ubalde

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux et de Saint-Ubalde."

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Code municipal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender le code municipal de la province de Québec."

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendements:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Kennébec et des cantons du sud-est et de Sherbrooke."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société de bénéfice et d'abstinence de Sainte-Brigitte."

Bill intitulé: "Acte pour définir les limites de la paroisse de Saint-Féréol pour les fins civiles et municipales."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer d'Yamaska, Farnham et Philipsburg."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 35 Victoria, chap. 13."

Bill intitulé: "Acte pour amender les actes vingt-neuf et trente Victoria, chap. vingt-sept et trente-deux Victoria, chap. vingt-sept, concernant le Barreau de la province de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour confirmer certains prêts d'argent faits par le gouvernement pour l'achat de grains de semence dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix, pour légaliser certaines débetures émises par les corporations municipales, pour assurer le remboursement desdits prêts et pour indemniser les membres du gouvernement exécutif et autres pour avoir avancé l'argent pour lesdits prêts."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, trente-cinquième Victoria, chap. six."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte du département du Trésor."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs."

Bill intitulé: "Acte concernant la nomination de conseils de la reine."

Bill intitulé: "Acte pour amender le chap. soixante-seize des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'anatomie."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte vingt-trois Victoria, chapitre soixante-seize, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Terrebonne et pour l'ériger en ville."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, George A. Hughes comme notaire."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer les membres de l'Association de la bibliothèque de commerce de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la division d'enregistrement de Dorchester, numéro deux, et le lieu où le bureau d'enregistrement de ladite division sera tenu."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les dispositions des différents actes relatifs à la Corporation de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant la juridiction des trois juges de la cour Supérieure en révision."

Bill intitulé: "Acte pour amender les lois concernant l'administration des terres de la couronne."

Bill intitulé: "Acte concernant les registres de l'état civil."

Bill intitulé: "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Lévis et les divers actes qui l'amendent."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité de Trois-Rivières."

Bill intitulé: "Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds capital de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure."

Bill intitulé: "Acte pour ériger Saint-Tite-des-Caps en municipalité."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser Jacques Fournier, cultivateur, de l'Ange-Gardien, district de Saint-Hyacinthe, à exiger des péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière Yamaska."

Bill intitulé: "Acte pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska d'ériger en municipalité séparée un certain territoire."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des licences de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour légaliser le compromis fait entre les commissaires d'écoles et la Corporation de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie manufacturière et hydraulique de la rivière Richelieu."

Bill intitulé: "Acte pour détacher les paroisses de Saint-Guillaume-d'Upton et Saint-Bonaventure-d'Upton, du comté de Drummond et du district d'Arthabaska, et les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'Yamaska et au district de Richelieu."

Bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la paroisse de Saint-Urbain-de-Windsor."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du pont de Windsor et Brompton."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer le "Stanstead Wesleyan College."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Orphelinat de Sorel."

Bill intitulé: "Acte pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens des mineurs."

Bill intitulé: "Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'article 31 du code de procédure civile du Bas-Canada, en ce qui concerne certaines poursuites in forma pauperis."

Bill intitulé: "Acte pour accorder une aide à certaines compagnies de chemins de fer."

Bill intitulé: "Acte pour établir le chef-lieu du comté d'Ottawa à l'endroit connu sous le

nom du village de Hull, dans ledit comté, pour les fins municipales et d'enregistrement."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser Antoine Mayrand, Charles McCaffrey et Francis McCaffrey, de Nicolet à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière de Nicolet."

Et, de plus, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics et pour constituer un Conseil des arts et manufactures," sans amendement.

Interpellation :

Date des sessions

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Commente longuement sur l'inopportunité de convoquer la Législature à une époque aussi rapprochée des fêtes, ce qui nécessite une législation hâtive et empêche de donner aux mesures et aux lois toute la considération et l'attention nécessaires.

Il suggère que le prochain Parlement soit convoqué un peu plus tôt ou seulement après les fêtes.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Admet que les remarques de M. Holton sont justes et il dit que le Parlement sera convoqué 8 ou 10 jours plus tôt l'année prochaine.

Prorogation

Message du lieutenant-gouverneur:

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire.

Monsieur l'Orateur:

Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Acte pour amender la loi relative à la constitution de la cour Supérieure.

Acte pour amender le chapitre 32, de la 33e Victoria.

Acte pour détacher, pour les fins judiciaires, la paroisse de Beaumont dans le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, et l'annexer au district de Québec.

Acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Alfred-Duclos Decelles au nombre de ses membres.

Acte pour détacher une certaine partie du

comté de Montcalm et l'annexer au comté de Terrebonne, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Acte pour valider certains inventaires.

Acte pour amender les actes concernant la colonisation, trente-et-unième Victoria, chapitre vingt, et trente-deuxième Victoria, chapitre treize.

Acte concernant le cautionnement de certains officiers judiciaires de la province de Québec.

Acte concernant certaines compagnies à fonds social.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Lévis et Kennébec.

Acte pour changer les limites des comtés de Portneuf et de Québec.

Acte pour amender l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Acte pour incorporer "La Compagnie d'assurance des cultivateurs de la province de Québec".

Acte pour incorporer "La Société permanente de construction du district d'Iberville, et lui accorder certains pouvoirs".

Acte pour incorporer la Compagnie d'hôtel de Cacouna.

Acte pour étendre les dispositions du chapitre cinq, trente-cinquième Victoria, intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres".

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Acte pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal.

Acte pour confirmer certains prêts d'argent faits par le gouvernement pour l'achat de grains de semence dans les comtés de Chicoutimi et de Charlevoix, et pour légaliser certaines débentures émises par les corporations municipales pour garantir le remboursement desdits prêts et pour exonérer les membres du gouvernement exécutif et autres pour l'avance de sommes d'argent pour lesdits prêts.

Acte pour incorporer la Société d'abstinence totale et de bénéfice de Sainte-Brigitte.

Acte pour donner des limites à la paroisse de Saint-Féréol pour les fins civiles et municipales.

Acte pour détacher les paroisses de Saint-Guillaume-d'Upton et Saint-Bonaventure-d'Upton du comté de Drummond et du district d'Arthabaska, et les annexer pour toutes fins quelconques au comté d'Yamaska et au district de Richelieu.

Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, George A. Hughes comme notaire.

Acte pour amender l'acte 16 Victoria, chapitre 57, incorporant la Corporation du collège Sainte-Marie, à Montréal.

Acte pour amender l'acte pour incorporer les

membres de l'Association de la bibliothèque de Commerce de Montréal.

Acte pour amender l'acte vingt-sixième Victoria, chapitre soixante-deux, intitulé: "Acte pour incorporer la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal (The Montreal Protestant House of Industry and Refuge)".

Acte pour amender l'acte du département du Trésor.

Acte pour amender l'acte de cette province trente-cinquième Victoria, chapitre treize.

Acte pour amender l'acte de cette province trente-cinquième Victoria, chapitre six.

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'est et Kennébec.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens de mineurs.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Acte pour ratifier certains règlements autorisant la souscription de parts dans le fonds capital de la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal.

Acte pour investir la Compagnie du cimetière Mont-Royal des anciens cimetières protestants, dans la cité de Montréal.

Acte concernant la nomination de conseils de la reine.

Acte pour changer le nom de la paroisse de Saint-Urbain de Windsor.

Acte pour incorporer la Compagnie du pont de Windsor et Brompton.

Acte pour amender différents actes incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est (South Eastern Counties Junction Railway Company).

Acte pour incorporer "l'Orphelinat de Sorel".

Acte pour incorporer "l'Association musicale de Québec".

Acte pour amender l'acte pour incorporer le "Trafalgar Institute".

Acte pour transporter le chef-lieu du comté d'Ottawa, pour les fins municipales et d'enregistrement, de Aylmer à Hull.

Acte pour pourvoir à la décision des élections contestées par les juges, et pour établir de meilleures dispositions pour empêcher les menées corruptrices aux élections.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

Acte pour amender les actes concernant la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, et pour ratifier certains arrangements faits entre ladite compagnie et la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est, et pour d'autres fins.

Acte pour amender le chapitre 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie.

Acte pour incorporer le "Stanstead Wesleyan College".

Acte concernant la taxe des écoles dans la cité de Montréal.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte pour amender l'article 31 du code de procédure civile du Bas-Canada, en ce qui concerne certaines poursuites in forma pauperis.

Acte pour incorporer la Corporation de la ville de Lachine.

Acte pour amender l'acte 23 Victoria, chapitre 75, concernant l'acte d'incorporation de la ville de Sorel.

Acte pour amender les actes 29 et 30 Victoria, chapitre 27, et 32 Victoria, chapitre 27, concernant le Barreau de la province de Québec.

Acte pour permettre au conseil de comté du comté d'Yamaska d'ériger en municipalité séparée un certain territoire.

Acte pour amender la charte de la nouvelle Compagnie du gaz de Montréal, et divers autres actes amendant ladite charte.

Acte pour ériger Saint-Tite-des-Caps en municipalité locale.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Acte pour amender l'acte vingt-trois Victoria, chapitre soixante-seize, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Terrebonne et pour l'ériger en ville".

Acte pour incorporer la ville de Nicolet.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à macadamiser de la paroisse de Laprairie.

Acte concernant les registres de l'état civil.

Acte pour incorporer la Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu.

Acte pour autoriser Jacques Fournier, cultivateur, de l'Ange-Gardien, district de Saint-Hyacinthe, à exiger des péages sur un pont qu'il a construit sur la rivière Yamaska.

Acte pour autoriser Antoine Mayrand, Charles McCaffrey et Francis McCaffrey, de Nicolet, à construire des piliers et des estacades flottantes dans la rivière Nicolet.

Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Lévis et les divers actes qui l'amendent.

Acte pour changer le nom de la division d'enregistrement de Dorchester, numéro deux et le lieu où le bureau d'enregistrement de la division sera tenu.

Acte pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts.

Acte pour amender la loi concernant la juridiction de trois juges de la cour Supérieure en révision.

Acte pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec.

Acte pour amender les lois concernant l'administration des terres de la Couronne.

Acte pour légaliser un compromis entre les commissaires d'écoles et la Corporation de la cité de Québec.

Acte pour accorder de l'aide à certaines compagnies de chemins à lisses.

Acte pour l'érection civile des paroisses de Saint-Pierre-de-la-Pointe-aux-Esquimaux et de Saint-Ubalde.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant la vente des biens de mineurs.

Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics et constituer un Conseil des arts et manufactures.

Acte pour étendre les dispositions de l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté, intitulé: " Acte pour incorporer la Société du fonds des veuves et des orphelins des ministres congrégationalistes".

Acte pour amender l'acte 35 Victoria, chapitre 36, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal".

Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chapitre 59, intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association".

Acte concernant l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 52, pour la protection des oiseaux insectivores et autres utiles à l'agriculture.

Acte pour amender de nouveau les dispositions des différents actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Acte pour amender le code municipal de la province de Québec.

L'Orateur de l'Assemblée législative:

Plaise à Votre Excellence,

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante-quatorze, et à certaines autres fins du ressort du service public", auquel je prie humblement Son Excellence de donner sa sanction.

La sanction royale est alors donnée à ce bill dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Honorables messieurs du Conseil législatif:

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous féliciter pour l'application et l'assiduité avec lesquelles vous vous êtes occupés des mesures qui vous ont été soumises.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides, et je verrai à ce que le meilleur usage soit fait des sommes mises à la disposition du gouvernement. Les octrois considérables de subsides et de terres que vous avez votés pour de nouvelles compagnies de chemins de fer contribueront, je l'espère, à développer puissamment les ressources de la province. Ajoutée à ce que la Législature a déjà fait dans les sessions précédentes, cette libéralité placera notre pays au nombre de ceux qui font le plus d'efforts pour le progrès matériel.

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Acceptez les vœux que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles, et pour le maintien de la paix et de l'harmonie nécessaires au progrès véritable d'une nation.

L'Orateur du Conseil législatif:

Honorable messieurs du Conseil législatif et messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, de proroger cette Législature provinciale jusqu'à samedi, le premier jour de février prochain, pour être alors ici tenue; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à samedi, le premier jour de février prochain.